

THE
OF
THE
THE
THE

LL

ACTES DU V^E CONGRÈS
INTERNATIONAL
DE POPYROLOGIE

OXFORD, 30 AOÛT - 3 SEPTEMBRE 1937

Ouvrage publié sous le patronage de la
FONDATION ÉGYPTOLOGIQUE REINE ÉLISABETH

BRUXELLES 1938

75

ACTES DU V^E CONGRÈS
INTERNATIONAL
DE PAPYROLOGIE

ACTES DU V^E CONGRÈS
INTERNATIONAL
DE PAPYROLOGIE

OXFORD, 30 AOÛT - 3 SEPTEMBRE 1937

Ouvrage publié sous le patronage de la
FONDATION ÉGYPTOLOGIQUE REINE ÉLISABETH

BRUXELLES 1938

A LA MÉMOIRE
DE
B. P. GRENFELL ET A. S. HUNT

Comité général
du V^e Congrès international de Papyrologie

- C. R. C. ALLBERRY, Esq., M.A.
Prof. DONALD ATKINSON, M.A. (Manchester University).
H. I. BELL, Esq., C.B., O.B.E., D.Litt., F.B.A. (British Museum).
Prof. A. M. BLACKMAN, D.Litt. (Liverpool University).
Prof. W. M. CALDER, LL.D., F.B.A. (Edinburgh University).
Prof. ARCHIBALD CAMERON, M.A. (Aberdeen University).
Prof. E. R. DODDS, M.A. (Birmingham University).
C. C. EDGAR, Esq., M.A. (Egypt Exploration Society).
Prof. W. M. EDWARDS, M.A., M.Sc. (Leeds University).
Principal D. EMRYS EVANS, M.A., B.Litt. (University of Wales).
Prof. S. R. K. GLANVILLE, M.A., F.S.A. (London University).
Prof. BATTISCOMBE GUNN, M.A. (The Queen's College, Oxford).
HENRY GUPPY, Esq., D.Litt., C.B.E. (John Rylands Library, Manchester).
Sir FREDERIC KENYON, G.B.E., K.C.B., LL.D., D.Litt., F.B.A. representing Oxford University, the British Academy and the Society of Antiquaries), *Président du Congrès*.
Prof. HUGH LAST, M.A. (Society for the Promotion of Roman Studies).
E. T. LEEDS, Esq., M.A., F.S.A.
Prof. G. H. C. MACGREGOR, B.D., D.Litt. (Glasgow University).
J. G. MILNE, Esq., D.Litt., (Society for the Promotion of Hellenic Studies).
Prof. E. H. MINNS, Litt.D., F.B.A. (Cambridge University).
The Rev. DE LACY O'LEARY, M.A., D.D. (Bristol University).
A. W. PICKARD-CAMBRIDGE, Esq., D.Litt., LL.D., F.B.A. (Sheffield University).

J. ENOCH POWELL, Esq., M.A.

C. H. ROBERTS, Esq., M.A., *Secrétaire du Congrès.*

T. C. SKEAT, Esq., B.A., *Secrétaire du Congrès.*

J. G. SMYLY, Esq., Litt.D. (Dublin University).

E. G. TURNER, Esq., B.A., *Secrétaire adjoint du Congrès.*

WILLIAM G. WADDELL, Esq., M.A. (Durham University).

Comité exécutif

Mr. C. R. C. ALBERRY, Dr. H. I. BELL, Prof. BLACKMAN,

Prof. BATTISCOMBE GUNN, Prof. HUGH LAST, Mr. E. T. LEEDS,

Dr. J. G. MILNE, Mr. C. H. ROBERTS, Mr. T. C. SKEAT,

Mr. E. G. TURNER.

Compte rendu du Congrès

Conformément à la décision prise à Florence en 1935, le V^e Congrès international de Papyrologie s'est tenu à Oxford, du 30 août au 3 septembre 1937. Si les papyrologues ont porté leur choix sur cette ville, c'est surtout parce qu'ils ont voulu rendre hommage à la mémoire de Grenfell et Hunt, en se réunissant dans le centre même où s'est écoulée leur vie laborieuse et où leur souvenir est pieusement conservé¹.

Admirablement préparé par le comité que présidait Sir Frederic KENYON, le Congrès connut un grand succès : le nombre des membres inscrits approcha de deux cents et les communications furent si nombreuses que — pour la première fois dans un Congrès de papyrologie — elles durent être réparties en plusieurs sections. Il serait injuste de ne pas dire que ce succès est dû pour une bonne part à l'activité toujours souriante, à l'inlassable complaisance de M. BELL. L'organisation scientifique et matérielle fut en grande partie l'œuvre des secrétaires, MM. ROBERTS et SKEAT, et du secrétaire adjoint, M. TURNER; ils surent s'acquitter de leur lourde tâche avec une ponctualité et une bonne grâce que tous les congressistes apprécièrent vivement.

¹ Pendant la durée du Congrès, la *Grenfell and Hunt Memorial Library*, installée à l'Ashmolean Museum, fut libéralement ouverte aux membres. Ceux-ci eurent l'occasion de consulter à loisir ce magnifique ensemble de revues, de livres et d'articles catalogués et conservés avec un soin minutieux et ils trouvèrent en la personne du bibliothécaire, M. C. T. LILLEY, le plus bienveillant et le plus aimable des guides.

D'autre part, c'est dans un milieu idéal que les travaux du Congrès se déroulèrent : on peut se demander si aucune autre ville au monde offre aux recherches savantes et aux calmes méditations un cadre aussi propice qu'Oxford, la cité des collèges, de l'Ashmolean Museum, de la Bodleian Library. Les congressistes en goûtèrent d'autant mieux les charmes que, grâce à la courtoisie du Governing Body, il leur fut permis d'occuper des appartements à St. John's College et d'y prendre leurs repas. Une visite guidée de la ville, ainsi que diverses réceptions, leur fournirent l'occasion de voir aussi les plus intéressants des autres collèges et d'apprendre à connaître quelques-unes des mille traditions dont chacun est rempli.

Le Congrès s'ouvrit le lundi 30 août, à 20 h. 30, par une soirée organisée à l'Ashmolean Museum, où les participants furent reçus par le Pro-Vice-Chancellor d'Oxford University, Mr. J. F. STENNING, C.B., C.B.E., Warden of Wadham College, et au cours de laquelle ils purent admirer les riches collections de cet intéressant musée.

Dès le lendemain matin, commencèrent les séances de travail, qui remplirent une grande partie des journées du 31 août et des 1^{er}, 2 et 3 septembre. En voici le programme ¹ :

31 août. — Matin

9 h. 30

SÉANCE PLÉNIÈRE. — *Présidents* : MM. SANDERS et WENGER

¹ Les communications sont citées sous le titre sous lequel elles ont été présentées au Congrès; certains auteurs ont modifié ces titres en vue de la publication dans les *Actes*. Les communications qui ne sont pas publiées *in extenso* dans le présent volume, mais qui n'y apparaissent que sous la forme d'un résumé ou d'un renvoi à la publication complète, sont signalées par la lettre (R.); une croix désigne celles qui ne figurent sous aucune forme dans les *Actes*, les auteurs ayant négligé d'envoyer le texte ou un résumé.

Sir Frederic KENYON : *Presidential Address : Fifty Years of Papyrology.*

O. GUÉRAUD et P. JOUGUET : *Un livre d'écolier du III^e siècle avant J.-C.*

10 h. 45

SECTION A. — *Présidents* : MM. KENYON et HOMBERT

N. TERZAGHI : *In memoria di Girolamo Vitelli.*

Campbell BONNER : *The Homily of Melito and its Place in Early Christian Literature. (R.)*

E. N. ADLER : *The Archive of a Family at Pathyris, being a Collection of Greek and Demotic Papyri between 134 and 88 B.C.*

J. E. POWELL : *The Papyri and the Text of Thucydides. (R.)*

B. SNELL : *Neues aus den Pindar-Papyri. (R.)*

SECTION B. — *Présidents* : MM. KOSCHAKER et SAN NICOLÒ

F. DE ZULUETA : *A Fourth-Century Juristic Papyrus in the John Rylands Library, Manchester.*

C. J. KRAEMER and N. LEWIS : *The Law of Constantine concerning longi temporis praescriptio.*

F. PRINGSHEIM : *Zum Kaufrecht der Ptolemäerzeit.*

Z. DE PÁZMÁNY : *The Juridical Importance of Papyrology.*

(+)

Après-midi

4 h. 30

SÉANCE PLÉNIÈRE. — *Présidents* : MM. BILABEL
et ROSTOVTZEFF

W. L. WESTERMANN : *The Ptolemies and the Welfare of their Subjects.*

AF. CALDERINI : *Studi e studiosi di topografia dell' Egitto greco-romano.*

5 h. 30

SECTION A. — *Président* : M. GLANVILLEE. SEIDL : *Demotische Urkundenlehre nach den frühptolemäischen Texten.* (R.)SECTION B. — *Président* : M. MAASC. R. C. ALLBERRY : *Some Greek and Latin Words in the Coptic Manichaean Papyri.* (R.)Darwell STONE : *The Lexicon of Patristic Greek.*

A 21 heures, les congressistes furent conviés par Sir Stephen GASELEE, K.C.M.G., C.B.E., Bibliothécaire du Foreign Office, représentant du Gouvernement, à une réception dans le hall de Queen's College. Pendant la soirée, un concert fut donné par l'orchestre des Scots Guards et le Collège fut illuminé.

1^{er} septembre. — **Matin**

9 h. 30

SÉANCE PLÉNIÈRE. — *Présidents* : MM. NOCK et SCHMIDTH. A. SANDERS : *A Papyrus Fragment of the Acta Pauli in Michigan* (avec projections). (R.)

10 heures

SECTION A. — *Présidents* : MM. NOCK, OTTO et WELLEST. B. MITFORD : *An Unpublished Act of Amnesty from Ptolemaic Cyprus.*F. HEICHELHEIM : *The Influence of Ptolemaic Administration in Kautilya's Arthaçastra.* (R.)Cl. PRÉAUX : *La signification du règne d'Evergète II.*H. I. BELL : *The Economic Crisis in Egypt under Nero.* (R.)B. A. VAN GRONINGEN : *P. Oxy. 1416 and the History of the Gymnasiarchy.*

C. SCHMIDT : *Fälschungen von Papyri.*

SECTION B. — *Présidents* : MM. COROÏ et DE ZULUETA

M. SAN NICOLÒ : *Zur Nachbürgschaft in den Keilschrifturkunden und in den gräko-ägyptischen Papyri.* (R.)

E. BALOGH : *La compétence juridique du dioécète Apollonius d'après les papyri de Zénon.*

R. TAUBENSCHLAG : *Ancient Greek Law in Ptolemaic Egypt.*

E. SCHÖNBAUER : *Vom Publizitätsprinzip im Rechte der Papyri.* (+)

A. B. SCHWARZ : *Zum Katagraphe-Problem.*

T. A. H. LARSEN : *Ein Demosthenes Papyrus mit eingeschalteten Urkunden in der Kopenhagener Sammlung.* (R.)

SECTION C. — *Présidents* : MM. BONNER, COLLOMP
et KIESSLING

M. HOMBERT : *Les papyrus de la Fondation égyptologique Reine Elisabeth.* (R.)

H. KORTENBEUTEL : *Mitteilung über den Stand der Arbeiten an den Berliner Papyri.*

A. C. JOHNSON : *The John H. Scheide Biblical Papyri.* (R.)

A. VOGLIANO : *Papiri Bolognesi.* (+)

F. ZUCKER : *Bericht über eine Inschrift aus Hermopolis.*
(Fortsetzung zu S.B. 4206.)

A. BÖHLIG : *Die Arbeit an den Berliner Mani-Papyri.*

L'après-midi, environ quatre-vingts membres du Congrès prirent part à une excursion aux Cotswold Hills, qui donna l'occasion de voir la villa romaine de Chedworth et la petite ville moyenâgeuse de Burford. Une brève causerie sur l'histoire de la villa et sur les fouilles fut faite sur place par Miss M. V. Taylor.

2 septembre. — Matin

9 h. 30

SÉANCE PLÉNIÈRE. — *Présidents* : MM. JOHNSON et MARTINL. WENGER : *Ueber Rechtstheorie in antiken Urkunden.*S. EITREM : *A Few Remarks on σπονδῆι, and θυλλός.* (R.)A. S. HOEY : *Feriale Duranum* (avec projections). (R.)

11 h. 15

SECTION A. — *Présidents* : M^{lle} PRÉAUX et M. J. G. MILNEE. KIESSLING : a) *Neue Streiflichter zum Katökenproblem.*b) *Fortschritte an den Arbeiten des Papyruswörterbuchs.*C. J. KRAEMER : *The Colt Papyri from Palestine.*O. MONTEVECCHI : *Contributi per una storia sociale ed economica della famiglia nell' Egitto greco-romano.*SECTION B. — *Présidents* : MM. SEIDL et STEINR. SYME : *The Origin of Cornelius Gallus.*G. GHEDINI : *Echi di eresie cristiane nei papiri greci.*P. KOSCHAKER : *Die Eheschliessung nach den arabischen Papyri.* (R.)J. N. COROÏ : *La papyrologie et l'organisation judiciaire de l'Egypte sous le principat.***Après-midi**

La plupart des membres du Congrès visitèrent l'exposition de papyrus, qui avait été spécialement organisée à leur intention à la Bodleian Library. Des textes démotiques, araméens, coptes, arabes et pehlevi étaient exposés à côté des papyrus grecs qui formaient, naturellement, la majorité. La plus grande partie de ces trésors, fruit des fouilles de l'Egypt Exploration Society à Oxyrhynchus, a eu pour premiers éditeurs GRENFELL et HUNT.

Après cette visite, qui fut un émerveillement général, les congressistes se rendirent au Queen's College, où une garden party était donnée en leur honneur et, aussitôt après, ils reprirent leurs séances de travail.

5 h. 40

SECTION A. — *Président* : M. TILL

SIR HERBERT THOMPSON : *Self-Dedications*.

A. GROHMANN : *Zum Steuerwesen im arabischen Aegypten*.

H. HENNE : *Sur trois nomes du Delta*.

SECTION B. — *Président* : M. WINTER

K. KERÉNYI : *Die Papyri und das Problem des griechischen Romans*.

A. VOGLIANO : *Die herkulanischen Papyri von Epikur*. (+)

F. ZIMMERMANN : *Der hellenistische Mensch im Spiegel griechischer Papyrusbriefe*.

8 h. 30

SÉANCE PLÉNIÈRE. — *Présidents* : MM. GROHMANN et MAYER

H. DUNSCOMBE COLT : *Byzantine Sites in Southern Palestine*¹ (avec projections). (+)

Après la conférence de M. COLT, une réception eut lieu dans les jardins illuminés de St. John's College.

3 septembre. — *Matin*

9 h. 30

SÉANCE PLÉNIÈRE. — *Présidents* : MM. JOUGUET
et VAN GRONINGEN

V. MARTIN : *Remarques sur quelques textes de la correspondance d'Abinnaeus*.

¹ Quelques papyrus provenant des fouilles de 'Aujā-al-Hafir furent exposés à l'Ashmolean Museum pendant la durée du Congrès.

W. OTTO : *Die zukünftige Gestaltung der nicht-literarischen Papyrus- und Ostraka-Publikationen.*

10 h. 45

SECTION A. — *Présidents* : MM. EITREM et VOGLIANO

- F. BILABEL : *Neue literarische Textfunde unter den Papyri der Heidelberger Universitätsbibliothek* (avec projections).
- C. B. WELLES : *Legionaries in Egypt in the last years of Nero.* (R.)
- L. A. MAYER : *Arabic Papyri from Palestine.* (+)
- A. H. M. JONES : *Election of Metropolitan Magistrates in Egypt.* (R.)
- E. R. HARDY : *A Fifth Century Monastic Homily (P. Col. Inv. 553).* (+)

SECTION B. — *Présidents* : MM. HENNE et ZUCKER

- J. G. MILNE : *Notes on Egyptian Currency.* (R.)
- G. A. PETROPOULOS : *Greek Papyri in the Library of the Archaeological Society at Athens.*
- E. P. WEGENER : *Notes on the φ ολαί of the Metropoleis.*
- A. VOGLIANO : *Proposal relating to Papyri found by Excavation*¹.
- G. MANTEUFFEL : *Mitteilung über die Ausgrabungen in Edfu.*

Après-midi

Diverses questions intéressant tous les participants furent l'objet de la séance de clôture, qui se tint à 14 h. 15².

¹ Cf. ci-dessous, p. xx, la résolution adoptée par le Congrès dans la séance de clôture.

² Nous exprimons notre vive gratitude aux secrétaires du Congrès pour l'obligeance avec laquelle ils nous ont communiqué le compte rendu du « Business Meeting » et fourni divers renseignements.

MM. BELL, JOUGUET, KOSCHAKER et MARTIN prirent place à la table du bureau.

I. Le Professeur WENGER invita les papyrologues à réunir leur prochain congrès à Vienne en 1939. Cette proposition fut adoptée par acclamation et le Professeur JOUGUET exprima en quelques mots la satisfaction des membres présents.

II. Puis fut examinée la suggestion de la Fondation égyptologique Reine Elisabeth relative à la publication des *Actes* du Congrès : le Professeur MARTIN annonça l'offre faite par la Fondation égyptologique d'imprimer toutes les communications présentées au Congrès dans les trois prochains fascicules de la *Chronique d'Égypte*, devant paraître en janvier 1938, juillet 1938 et janvier 1939. Les extraits de ces trois fascicules ou un volume formé par leur réunion seraient offerts aux souscripteurs pour le prix de 150 francs belges. La Fondation égyptologique n'est toutefois disposée à assumer les charges de cette publication qu'à la condition que 100 souscriptions au moins puissent être réunies.

M. BELL prit la parole pour exprimer sa profonde gratitude qui, déclara-t-il, sera sûrement partagée par tous les membres du Congrès, pour l'offre généreuse de la Fondation égyptologique. Mais il fit remarquer qu'il y avait certaines difficultés pratiques. Il avait été expressément annoncé dans le programme du Congrès que le Comité ne pouvait pas prendre de dispositions pour la publication, et par conséquent de nombreux auteurs avaient déjà pris des engagements, dont ils ne pourraient guère se délier, en vue de les publier ailleurs. D'autre part, certaines contributions n'étaient que des rapports provisoires sur des travaux commencés et seraient bientôt dépassées par la publication définitive qu'elles avaient pour but d'annoncer. Pour ces raisons, il suggéra qu'un fascicule unique de la *Chronique d'Égypte* soit consacré aux Actes du Congrès et contienne

de très brefs résumés de toutes les communications, avec des renvois aux publications complètes, ainsi que la publication *in extenso* des contributions qui n'avaient pas encore été promises à d'autres revues. M. HOMBERT répondit qu'il acceptait cette suggestion et, après que M. KOSCHAKER eut également exprimé son approbation, le Congrès se rallia à la proposition.

III. M. HENNE donna lecture du texte suivant :

« La Section B du V^e Congrès international de Papyrologie, réunie dans la North Lecture Room de St. John's College, Oxford, le vendredi 3 septembre 1937, à midi, a pris connaissance des propositions de M. le Professeur VOGLIANO (Milan) sur le règlement relatif aux papyrus trouvés dans les fouilles en Egypte et, les adoptant à l'unanimité, a l'honneur de les proposer à son tour à la séance plénière :

» 1^o Il est souhaitable que le Gouvernement égyptien fixe par écrit le règlement relatif au transfert des papyrus trouvés dans les fouilles;

» 2^o Qu'il réduise au minimum les dépenses imposées pour la photographie des papyrus en se bornant à faire photographier les pièces de réelle importance;

» 3^o Que les délais accordés pour la publication de ces papyrus soient prolongés en proportion de l'importance de la trouvaille;

» 4^o Que, dans les partages futurs, soit continuée la tradition généreuse du Gouvernement égyptien, tradition qui a permis de constituer dans de nombreux pays des collections importantes, devenues le centre d'institutions scientifiques, où sont mis en valeur les inappréciables documents qui permettent de ressusciter le grand passé de l'Égypte. »

Ces propositions furent adoptées à l'unanimité.

IV. Le Professeur C. Bradford WELLES exposa brièvement son projet de composer une sorte de « catalogue raisonné » des papyrus ptolémaïques : tous les documents y

seront brièvement décrits, ils seront classés par sujets et suivis d'importants index. M. WELLES précisa que le travail envisagé ne fera pas double emploi avec le *Papyrus-Register* projeté par M. HEICHELHEIM.

En remerciant M. WELLES pour son intéressante communication, M. BELL proposa que ceux qui auraient des suggestions à présenter à M. WELLES se mettent en relation avec lui. Il annonça son intention de publier avec M. ROBERTS et plusieurs autres collaborateurs un *Manuel de Papyrologie* qui comportera une liste des recueils publiés, avec de courtes notices sur leur contenu.

V. Le Professeur A. MAYER (Jérusalem) fit les propositions suivantes concernant l'organisation des congrès ultérieurs de papyrologie :

« 1. Set themes should be announced well in advance of the date of the Congress, on which certain persons would be invited to read papers. These themes would be chosen by the committee of the Congress, and would consist of the most urgent papyrological problems of the day. Members of the Congress would thus be able to come armed for a fruitful discussion, for which adequate time should be allowed on the programme.

» 2. In addition, there should be a number of reports on work in progress or under consideration at various papyrological centres; these would require no discussion.

» 3. Finally, there would be a residuum of papers, announcing some new discovery, or comprising some simple demonstration of fact, which by their nature would evoke no discussion, and for which no such provision need therefore be made in the time-table. »

M. BELL ayant fait remarquer que ces propositions ne pouvaient s'adresser qu'aux organisateurs des prochains congrès, invita M. WENGER à donner son avis. Celui-ci, tout en reconnaissant l'intérêt des suggestions de M. MAYER,

exprima, en son nom personnel, des doutes sur la possibilité d'adopter des mesures aussi autocratiques. Le choix même des sujets à traiter exposerait le comité organisateur aux plus graves critiques. Le Professeur SCHÖNBAUER prit également la parole pour recommander l'établissement de trois sections : juridique, littéraire et historique; à l'intérieur de chacune, un sujet pourrait être fixé à l'avance et donner lieu à une discussion.

VI. La parole fut alors donnée au Professeur MARTIN : celui-ci exprima la gratitude des participants pour tous les organisateurs du Congrès; il parla de l'heureux choix d'Oxford comme siège du Congrès et des agréables souvenirs que tous emporteront de la ville, de ses bâtiments imposants, des arbres et des fleurs des jardins des collèges, qu'on a si justement appelés « les salons de la pensée ». Il ajouta qu'au cours de ces dernières minutes, les pensées de chacun se tournaient vers les amis absents, non seulement vers ceux, comme le Professeur WILCKEN, que tous auraient voulu voir parmi eux, mais aussi vers ceux qui ont disparu pour toujours, et il rappela avec émotion le souvenir de GRENFELL et HUNT. Le Professeur BONNER, enfin, se faisant plus particulièrement l'interprète de ceux qui avaient pris pension à St. John's College, exprima leur reconnaissance pour toutes les mesures qui avaient été prises afin de rendre leur séjour confortable et agréable et il expliqua combien cette vie en commun avait apporté de charme et de profit. Il insista, en terminant, sur la dette que la papyrologie doit à M. BELL qui, de sa position stratégique du British Museum, est l'officier de liaison entre tous les papyrologues du monde.

A 3 h. 10, M. JOUGUET annonça la clôture du V^e Congrès international de Papyrologie.

Par le compte rendu qu'on vient de lire, on se rendra

compte combien les journées passées à Oxford furent remplies. Entre les vénérables murs des vieux collèges, au milieu de leurs superbes pelouses et de leurs jardins reposants, tous les participants vécurent, pendant quelques jours, loin de l'agitation du monde, sans songer aux causes qui divisent les peuples et les hommes, et ils sentirent que l'*amicitia papyrologorum*, éloquemment prônée par certains orateurs, n'est pas un vain mot.

*
**

Le présent volume est publié sous le patronage de la Fondation égyptologique Reine Elisabeth, en vertu de la décision prise par le V^e Congrès international de Papyrologie dans sa séance de clôture.

Ainsi qu'il est exposé ci-dessus, la possibilité avait d'abord été envisagée de publier les travaux du Congrès dans la *Chronique d'Égypte*. Mais la Fondation égyptologique, constatant que les *Actes* devaient prendre une importance plus considérable qu'il n'avait d'abord été prévu, et encouragée par le grand nombre des souscriptions, a résolu de faire des *Actes du Congrès d'Oxford* un volume séparé, dont elle a assuré la publication sans le faire entrer dans la série normale de ses éditions.

Par la collaboration qu'il nous a prêtée avec infiniment d'obligeance et par l'importante subvention qu'il a offerte à la Fondation égyptologique pour alléger ses charges, le Comité exécutif du Congrès a efficacement contribué au succès de l'entreprise et il s'est assuré notre vive gratitude.

MARCEL HOMBERT.

DUFF (Patrick William), Fellow of Trinity College, Cambridge.

EDGAR (C. C.), Ex-Secretary General of the Antiquities Department,
Egypt.

EDWARDS (Walter M.), Professor in the University of Leeds.

ETREM (Sam), Professeur à l'Université d'Oslo.

Librairie FALK fils (Georges Van Campenhout, successeur), Bruxelles.
(2 exemplaires.)

Librairie W. & G. FOYLE Ltd., London.

GARDINER (Alan Henderson), D. Litt., F. B. A., London.

Librairie orientaliste Paul GEUTHNER, Paris. (3 exemplaires.)

GHEDINI (Giuseppe), Professore alla Università Cattolica, Milano.

GLANVILLE (Stephen R. K.), Professor at University College, London.

GROHMANN (Adolf), Professor an der deutschen Universität, Prague.

GUERAUD (Octave), Conservateur au Musée égyptien, Le Caire.

GUPPY (Henry), Librarian, John Rylands Library, Manchester.

HARDY (E. R.), Doctor, New York.

HENNE (Henri), Professeur à l'Université de Lille.

HOMBERT (Marcel), Professeur à l'Université de Bruxelles.

HOPFNER (Theodor), Professor an der deutschen Universität, Prag.

JOHNSON (Allan Chester), Professor at Princeton University.

JONES (H. Stuart), Professor in the University of Oxford.

JOUGUET (Pierre), Directeur de l'Institut français d'Archéologie orientale,
Le Caire.

KALBFLEISCH (Karl), Professor an der Universität, Giessen.

KAPSOMENOS (Stelios G.), Docteur en Philologie, Athènes.

KENYON (Sir Frederic George), Late Director of the British Museum.

KISSLING (Emil), Doktor, Berlin.

KOSCHAKER (Paul), Professor an der Universität, Berlin.

KRAEMER Jr. (Casper J.), Professor at New York University.

KUENTZ (Charles), Adjoint à la direction de l'Institut français d'Archéologie orientale, Le Caire.

LARSEN (Tage), Cand. mag., Copenhague.

Librairie LE SOUDIER, Paris.

LEWALD (Hans), Professeur à l'Université de Bâle.

LIEBESNY (Herbert), Doktor der Rechte, Wien.

DE MANTEUFFEL (Georges), Professeur à l'Université de Lwów

MARTIN (Victor), Professeur à l'Université de Genève.

MAYER (L. A.), Professeur à l'Université, Jérusalem.

MERTON (Wilfred), London.

MILNE (J. Grafton), D. Litt., Oxford.

Mrs. J. Grafton MILNE, Oxford.

Librairie Martinus NIJHOFF, La Haye. (5 exemplaires.)

NOCK (Arthur Darby), Professor at Harvard University.

- ORSOLLE (Ivan), Docteur en droit, Bruxelles.
 OERTEL (Friedrich), Professor an der Universität, Bonn.
 OTTO (Walter), Professor an der Universität, München.
- PETROPOULOS (Georges), Professeur à l'Université d'Athènes.
 Librairie J.-B. POLONSKI, Paris.
 PRÉAUX (Claire), Assistante à l'Université de Bruxelles.
 PRINGSHEIM (Fritz), Professor, Berlin.
- ROBERTS (C. H.), St. John's College, Oxford.
 ROOS (A. G.), Professeur à l'Université de Groningue.
 ROSE (H. J.), Professor in the University of St. Andrews.
 ROSTOVITZEFF (Michel), Professor at Yale University, New Haven.
- SANDERS (Henry A.), Professor in the University of Michigan, Ann Arbor.
 SAN NICOLÒ (Mariano), Professor an der Universität, München.
 Librairie SANSONI, Florence.
 SCHMIDT (Carl), Professor an der Universität, Berlin.
 SCHWARZ (Andreas B.), Professeur à l'Université d'Istamboul.
 VON SCHWIND (Fritz), Wien.
 SKEAT (T. C.), Department of Manuscripts, British Museum, London.
 Librairie G. E. STECHERT & C^o, Paris.
 STEVENSON (George Hope), Fellow of University College, Oxford.
 STONE (Darwell), Doctor of Divinity, Merton College, Oxford.
 SYME (Ronald), M. A., Trinity College, Oxford.
- TAIT (John Gavin), Oxford.
 TARN (William Woodthorpe), Litt. D., Inverness.
 TAUBENSCHLAG (Rafael), Professeur à l'Université de Cracovie.
 THEANDER (Carl), Professeur à l'Université de Stockholm.
 THOMPSON (Sir Herbert), Bath.
 TREVES (Piero), Docteur ès lettres, Milan.
 TURNER (Eric G.), King's College, Aberdeen.
- VAN GRONINGEN, B. A., Professeur à l'Université de Leyde.
 VERGOTE (Joseph), Aspirant du Fonds National de la Recherche Scientifique, Thielt.
 VINCENT (Louis Hugues), Professeur à l'Ecole archéologique française, Jérusalem.
 VISSER (Elizabeth), Docteur en philosophie et lettres, Amsterdam.
 VOGLIANO (Achille), Professore nella R. Università di Milano.
- WADDELL (W. G.), Professeur à l'Université égyptienne, Le Caire.
 WENGER (Leopold), Professor an der Universität, Wien.
 WESTERMANN (William Linn), Professor at Columbia University, New York.
 WINTER (John Garrett), Professor at Michigan University, Ann Arbor.
 YOUTIE (Herbert Chayyim), Research Associate in Papyrology, Ann Arbor.

ZANE (G.), Professeur à l'Université de Jassy.

ZIMMERMANN (FRANZ), Dr. phil., Dresden.

ZUCKER (Friedrich), Professor an der Universität, Iena.

DE ZULUETA (Francis), Professor in the University of Oxford.

ACADEMIE van Beeldende Kunsten en Technische Wetenschappen,
Rotterdam.

ASSOCIATION pour l'encouragement des études grecques en France. Paris.

BIBLIOTHÈQUES :

University of Michigan, General Library, Ann Arbor.

Bibliothèque de l'Université de Bâle.

Bibliothek der Staatlichen Museen, Berlin.

Preussische Staatsbibliothek, Berlin.

Universitätsbibliothek, Berlin.

Bibliothèque orientale, Université Saint-Joseph, Beyrouth.

University Library, Cambridge (Angleterre).

Harvard College Library, Cambridge (U. S. A.).

The Library, Trinity College, Dublin.

R. Biblioteca Medicea Laurenziana, Firenze.

Universitäts-Bibliothek, Freiburg i. Br.

Bibliothèque des Séminaires de la Faculté de philosophie et lettres de
l'Université de Gand.

Göteborgs Stadsbibliotek.

Rechts- und Staatswissenschaftliche Seminar-Bibliothek, Graz.

Universitäts-Bibliothek, Halle a. Sa.

Bibliothèque de l'Université, Helsinki.

Bibliothèque de l'Université de Jassy.

Bibliothèque de la Faculté de droit de l'Université de Jassy.

Bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Jassy.

Bibliothèque de l'Institut Français d'Archéologie orientale, Le Caire.

Buma Bibliothek, Leeuwarden.

University of London Library.

Bibliothèque de l'Université catholique de Louvain.

Bibliothèque de l'Université de Lund.

Seminar für alte Geschichte, Universität, München.

Bibliothèque de l'Université d'Oslo.

Grenfell and Hunt Papyrological Library, Oxford.

Bibliothèque de la Sorbonne, Paris.

Bibliothèque nationale et universitaire, Prague.

Seminar für semitische Philologie und Islamkunde, Deutsche Universität,
Prague.

Bibliothèque nationale et universitaire, Strasbourg.

Bibliothèque de l'Université, Uppsala.

Biblioteca Apostolica Vaticana.

Nationalbibliothek, Wien.

Juridisches Seminar der Universität, Wien. (2 exemplaires.)

BULLETIN des sommaires et comptes rendus des périodiques français et
étrangers (R. Toussaint), Paris.

Classical CLUB of Yale University, New Haven.

COLLÈGE Philosophique et Théologique S. J., Louvain.

ECOLE française d'Athènes.

INSTITUT Biblique Pontifical, Jérusalem.

INSTITUT de Papyrologie de la Faculté de droit de l'Université de Jassy.

INSTITUT Papyrologique de l'Université de Leyde.

INSTITUT für Papyrusforschung, München.

MINISTÈRE de l'Instruction publique, Bruxelles. (5 exemplaires.)

BRITISH MUSEUM, Department of Manuscripts, London.

SERVICE des Antiquités, Le Caire.

Allard Pierson STICHTING, Amsterdam.

Liste des Souscripteurs

MM.

ADCOCK (Frank), Professor in the University of Cambridge.
AUX AMATEURS DE LIVRES (Marcel Blancheteau, gérant), Paris.
ANDERSON (John George Clark), Professor (emeritus), Oxford.
ANGELESCU (A. A.), Professeur à l'Université de Cluj.
ANGELESCU (C.), Professeur à l'Université de Jassy.
ARANGIO-RUIZ (Vincenzo), Professeur à l'Université du Caire.
Buchhandlung AUFFARTH (J. BAER), Frankfurt a. M. (5 exemplaires.)

BALOGH (Elemér), Professeur à l'Université Witwatersrand, Johannesburg.

BARBER (E. A.), M. A. Exeter College, Oxford.

BARDY (Gustave), Docteur en théologie et ès lettres, Dijon.

BELL (Harold Idris), Keeper of the Manuscripts, British Museum, London.

BEREKET (Stephan), Professeur à l'Université de Jassy.

BILABEL (Friedrich), Professor an der Universität, Heidelberg.

Librairie B. H. BLACKWELL Ltd., Oxford.

BÖHLIG (A.), Docteur, Berlin.

BONNER (Campbell), Professor in the University of Michigan, Ann Arbor.

Librairie BRILL (E. J.), Leyde. (4 exemplaires.)

Ancienne Librairie CASTAIGNE, Bruxelles.

CIAPESSONI (Pietro), Professore nella R. Università di Padova.

Le chanoine COCHEZ (Joseph), Professeur à l'Université de Louvain.

COLLART (Paul), Professeur à la Sorbonne.

COLLOMP (Paul), Professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg.

COLT (H. D.), New York.

COROÏ (Jean), Professeur à l'Université de Jassy.

CUNNINGHAM (William R.), Librarian, University Library, Glasgow.

CUZA (G. A.), Professeur à l'Université de Jassy.

DAVIES (J. Newton), Professor at Drew University.

DEKEYSER (Arthur), Docteur, Bruxelles.

DE VISSCHER (Fernand), Professeur à l'Université de Louvain.

Librairie DIETRICH & C^o, Bruxelles.

Le chanoine DRUON (Etienne), Directeur général du Service des Antiquités, Le Caire.

Fifty Years of Papyrology

My first duty as President is to welcome those who have come to Oxford to take part in the Fifth International Congress of Papyrology. No one will deny that it is an appropriate place of meeting; for it was here that GRENFELL and HUNT worked, and here that a large portion of their collections still remains. I am glad that representatives are present in such large numbers from many parts of the world, and that so many papers have been offered for our consideration.

For myself, I have only to thank you for the honour you have done me in choosing me, as, I fear, the oldest worker on papyri present, to preside over this Congress; to say a few words of introduction; and then to make way for those who are engaged more actively than I am in the many fields of research which are covered by the name of Papyrology.

It is so long since I have been able to do active work in the field of papyrology, except in that small corner of it which is concerned with Biblical manuscripts, that I think any contribution I can make to the proceedings of the present Congress must be of the nature of historical, and to some extent autobiographical, retrospect. After Ulrich WILCKEN, — very far after him in achievement, and some seven or eight years after him in first acquaintance with the subject, but only one month after him in age — I suppose I am now the oldest surviving worker in the field. Certainly I can look back to the very beginnings of that age of

discovery which has made the study of papyri a discipline by itself, which has caused the creation of the words "papyrology" and "papyrologist", and which has led to the existence of this Congress. A single lifetime covers the emergence of this whole department of humanistic science, as it has covered the emergence of the bicycle from a toy to a universal means of transport, and (in this town) a danger to life, and the invention of the motor-car, the aeroplane, and all the wonders of radio-activity.

It was on the 13th of February, 1889, according to my official diary, after I had been a member of the staff of the Manuscript Department of the British Museum for just three weeks, that I was first confronted with a papyrus and told to decipher it. Fortunately it was not a difficult one. It was one of a small group of magical papyri, recently acquired by the Museum, and now known under the numbers 122 to 125. A few days later I was wrestling with a mass of fragments, of all sizes from scraps of a few letters up to pieces of substantial size, of the last two books of the *Iliad* (now *P. Lond.* 128). It was laborious work, since each scrap had to be identified and put in its proper place, but not difficult. About a month later I was definitely commissioned to prepare a catalogue of all the Greek papyri in the Museum. At the moment it looked like an affair of a single volume of quite moderate size which might be completed in a few months; but we did not know what the immediate future had in store.

It is curious to think how scanty at that time, less than fifty years ago, was the material and how totally lacking the technical knowledge and equipment for the study of papyri. It was then just over a century since the first publication of a Greek papyrus from Egypt; we can celebrate its 150th anniversary next year if we choose. But for ninety years after Nicholas Snow published the single papyrus that had escaped the holocaust which had consumed the rest

of the contents of a jar discovered by fellaheen in the Fayum, the publications of papyri were few in number and dealt with only a handful of documents. Twenty-five years after SCHOW'S publication, one more papyrus saw the light, published at Florence in vol. 17 of the *Collezione* of F. del Furia. Yet another eight years, and БОЕЦКН contributed a paper to the *Abhandlungen* of the Berlin Academy on a document from Egypt on papyrus. In 1823 THOMAS YOUNG published two Greek texts and three Greek dockets to Egyptian documents. About the same time the first group of papyrus documents reached Europe. This was the once famous but now almost forgotten collection of documents of the second century before Christ, from the Serapeum of Memphis, mostly concerned with the affairs of twin Greek girls engaged in the service of the temple, and the efforts of their friend Ptolemy to obtain for them their rightful allowances of corn and oil. There were about 65 documents in all, which were divided by the finders, and are now separately housed in Paris, London, Rome and Leiden. Of these, the Vatican portion was published by Cardinal MAI in 1831-1832 and republished by PEYRON in 1841; the British Museum portion by J. FORSHALL in 1839; the Leiden portion by C. LEEMANS in 1843; but the Paris portion, which was more than half the whole number, not until 1865, by BRUNET DE PRESLE¹.

To these all that can be added before 1877 is a handful of documents at Turin, published by PEYRON in 1826; a few texts at Vienna, edited by PETTRETINI in the same year and re-edited by PEYRON in 1828; a few at Berlin edited by J.C. DROYSEN in 1829 and others by W.A. SCHMIDT in 1842; and about twenty small fragments at Leipzig published by G. PARTHEY in 1865. In all perhaps 175 texts, mostly of the

¹ The definitive publication of all of these texts is of course that by U. WILCKEN, *Urkunden der Ptolemäerzeit (Ältere Funde)*.

second century before Christ, and therefore very far from giving even a skeleton of the palaeography of the papyrus period as we now know it. If to these be added the two papyri containing four orations of Hyperides (the first new literary texts to be brought to light in Egypt) and the Harris and Bankes Homers, all of which found their way to the British Museum, and the Alcman fragment acquired by the Louvre in 1855, we have practically the whole material available for scholars at the moment when the first foretaste was given of the extensive discoveries which, in the last quarter of the 19th century, opened up a new period in Greek philology and palaeography, and several new chapters in the history of Egypt. The palaeography, whether of literary or documentary hands, was little more than guess-work, except for the second century B.C.; and of all the other subjects which we now associate with papyrology, not even a beginning had been made.

The year 1877 is one of the cardinal years in the history of papyrology, for that was the year of the first discovery of papyrus documents in mass. It was the result of seabkhunting in the neighbourhood of Medinet-el-Fayum, the site of the ancient Arsinoe or Crocodilopolis. Thousands of documents, mostly fragmentary, were here brought to light; and while some found their way to Paris and Berlin, and a few to London, by far the largest portion of the find was acquired by the Archduke Rainer and installed in his Museum at Vienna. The papyri were nearly all documentary, not literary texts, and belonged to the late byzantine period. They thus added a new chapter to palaeography, but they were not intrinsically of much interest, and therefore did not attract much attention; but they did attract the attention of two scholars whose names must always hold an honoured place in the annals of papyrology. During the next twelve years, from 1877 to 1889, their names practically mono-

polise the publications dealing with the subject. They are those of Karl WESSELY and Ulrich WILCKEN.

It was from the writings of these two scholars, with the texts tentatively published by PEYRON, FORSHALL, LEE-MANS and BRUNET DE PRESLE, that I had to find such guidance as I could in the uncharted sea to which I had been introduced, the extent of which widened rapidly as I made my way into it. Wessely, infinitely industrious though not immaculately accurate, and rather sore at the lack of recognition of his very meritorious pioneer labours, had published a number of articles on papyri in the museums of Vienna, London, Paris, and elsewhere, dealing mainly with the magical papyri and the documents from the great Fayum find. He was also responsible for the Greek section of the Guide to the Rainer collection, which appeared in 1892. WILCKEN's doctoral dissertation, entitled *Observationes ad historiam Aegypti provinciae Romanae*, was published in 1885, and already showed that sureness of touch and soundness of judgment, combined with scholarly accuracy, which have given him his unrivalled place among the papyrologists of all countries. This had been followed up by two admirable articles, one on a group of taxation returns from Arsinoe, which formed part of the Berlin share of the Fayum find, the other on documents from the royal bank at Thebes, dating from the second century B.C., which had long been reposing in the collections of Berlin, London, and Paris¹.

Such was the situation in which a beginner in 1889 found himself. The whole range and technique of papyrology had still to be discovered. Before the second century B.C. nothing was known, and after it there was an almost

¹ At this point a letter from Prof. WILCKEN was read, conveying his greetings to the Congress; and a message of thanks and good wishes to him was unanimously voted.

complete gap until the sixth century after Christ. Except for the few literary works that had come to light, as already mentioned, there was nothing to indicate the importance which the subject was so soon to assume; and when discoveries did come along, they had to be dealt with in a hand-to-mouth fashion, the technique for dealing with them being learnt gradually by experience, and by the labours of many scholars. I think something may be forgiven to the inadequacy of some of the work then done.

The real emergence of papyrology into a place of the first importance dates from 1891, the year of the publication of the Petrie Papyri, the *Ἀθροζ�ων Ἠολιτεζ�α* of ARISTOTLE and the Mimes of HERODAS. Not only were these discoveries of the highest interest, but they were the beginning of a flood of discoveries, literary and documentary, which has continued from that day to this. The Petrie Papyri were the result of Mr. (now Sir) Flinders PETRIE's observation that the cartonnage coverings of a number of mummies excavated by him at Gurob in the winter of 1889-1890 were composed of fragments of papyrus, which when examined by Sayce and Mahaffy in the summer of 1890 proved to be documents and literary texts of the third century B.C. The first part of MAHAFFY's edition of them was published in July 1891; and in it scholars not only acquired a number of literary Mss. far earlier than any hitherto known (portions of PLATO's *Phaedo*, of EURIPIDES' *Antiope*, and a Homeric text with additional lines, etc.) but also a substantial knowledge of the palaeography of the early Ptolemaic period.

Meanwhile an almost simultaneous acquisition by the British Museum had given even more sensational results. In the same winter of 1889-1890 Dr. (afterwards Sir Ernest) BUDGE had acquired a parcel of papyrus rolls from a dealer, and when these had been unrolled at the Museum, I was told to set about finding out what they were. It was on the 30th January 1890, that I was first introduced to them. I

well remember my first sight of them, laid out under glass on long tables. The handwritings were for the most part totally unfamiliar. One, a small roll of poetry, looked easy to read, and so it was so far as mere decipherment went; but the matter was strange and often difficult, so it was reserved for further examination. The two longest were in small and (at that time) difficult hands; but it was possible to discern that one was historical and one medical, while a third, in not very dissimilar writing, was oratorical. The latter was immediately identified as ISOCRATES *Περὶ Εὐρύνης*, and the next day a letter of DEMOSTHENES was recognised. The next discovery, after some days steady transcription work, was HYPERIDES *κατὰ Φιλίππιδου*. Presently the historical treatise was taken in hand. I remember that progress was slow at first, as the first column was a good deal damaged, but my suspicions as to its identity were aroused. I remembered having heard at Oxford, in a lecture by Dr. MACAN, of the fragments of ARISTOTLE'S *Ἀθηναίων Πολιτεία* which had been identified at Berlin. I sent for ROSE'S edition of the fragments of ARISTOTLE, and kept my eye on it; and on February 26th I find it recorded that I had identified the papyrus as the lost Aristotle. Eleven months later (Jan. 19, 1891) the first edition was given to the world, — very inadequately done, through hurry and inexperience, but at least providing much material for other scholars to work on. The HERODAS and HYPERIDES, with descriptions and collations of the DEMOSTHENES and ISOCRATES and other texts, followed in August of the same year.

The Dublin and British Museum publications of 1891 gave to papyrology (not yet so called) all the advertisement that it could desire; but it was the simultaneous discovery of vast quantities of non-literary documents that really laid the foundations of the science. It was about 1890 that the second great discovery of papyri in the Fayum was made, at the village of Socnopaei Nesus, the modern Dimeh. By

far the greater part of this find was secured by Berlin, but the British Museum obtained a small portion in 1891, and considerably more in 1893, when a large collection acquired by the Viennese dealer Theodor Graf was divided between Vienna and London. The Berlin acquisition led to the institution of the periodical publication, *Griechische Urkunden aus den königlichen Museen zu Berlin*, of which the first parts appeared in 1892. The British Museum portion was included in the second volume of the *Catalogue of Greek Papyri in the British Museum*, published in 1898. The second Fayum find differed from the first in being almost wholly of the Roman period, and it established the palaeography of that period on a firm basis. It also introduced scholars to such subjects as the fourteen-year census period, the ἐπίκρισις, the κάτοικοι, the administration of nomes by στρατηγοί and βασιλικοὶ γραμματεῖς, the names of many taxes, and legal and business documents of many kinds, with which papyrologists are now familiar, but which were then new.

When in 1893 a considerable group of fourth century documents (the correspondance of Abinnaeus) was divided between London and Geneva, the sequence of papyrus palaeography ran without serious interruption from the early part of the third century B.C. to the middle of the seventh century after Christ, when the Arab invasion descended upon Egypt and put an end to the domination of the Roman Empire. There were weak points in the first century B.C. and the fifth century after Christ, but in the main the framework was complete. Papyrology was now fairly launched upon its course. Scholars in all countries were at work upon it, and museums were eagerly acquiring papyri whenever they could. In 1895 the Egypt Exploration Fund decided to undertake exploration for Greek papyri, and in 1896-1897 GRENFELL and HUNT started on their epoch-making excavations at Oxyrhynchus. From this point the

stream of discoveries and publications has been continuous. A new chapter was opened in the history of papyrology, and it would be superfluous, as well as impossible, to follow it further here. The word itself makes its first appearance, to the best of my belief, in 1898¹, and in 1900 it acquired an organ of its own, the *Archiv für Papyrusforschung*. The only extension of the period covered by it was made when Dr. BELL in 1910 published the *Aphrodito Papyri*, a group of official documents of the Arab period in the eighth century, which, besides giving much information on the details of the Arab administration, linked up the palaeography of the papyri with that of the early vellum minuscules.

What, then, is this science of papyrology which has come into existence within the last half-century, and with which this international Congress is about to concern itself? I am not sure if it is proper to open a Congress on a subject by expressing a doubt whether the subject really exists. Yet I think that, if we are honest, we must admit either that there is no such science as papyrology, or that, if it exists, it is a much more restricted science than the ordinary use of the term would suggest. Properly speaking papyrology is the science of the use of papyrus. It should concern itself with the growth of the plant, its manufacture into writing material or for the other purposes enumerated by Pliny, and its use by Egyptians, Greeks, Romans and others for the production of books. But the moment we go beyond this we are trespassing on other sciences. The examination of texts written on papyrus is merely a branch of textual criticism, or of classical or Biblical philology. The study of the official documents written on papyrus is, like the study of inscriptions, a part of the administrative history of the

¹ See *Oxford English Dictionary*, s.v. It is used apologetically ("papyrology, if we may use such a word") in a review of the second volume of the *British Museum Catalogue* in December of that year.

Ptolemaic, Roman, and Byzantine empires. The legal documents, which are so plentiful and which form so important a section of papyrology, are only additional material for the study of Roman Law. There is, in truth, no more justification in logic for grouping all these subjects together under the title of papyrology than for bringing all mediaeval literature, law, history and palaeography together under the title of pergamenology, because it is written on vellum.

Papyrology is in fact the science of all those writings which happen to have come down to us on papyrus; and the only justification for treating it as a unit is that in all cases it gives us a special and separate portion, in time or place or both, of the subject in question. In Biblical criticism it gives us manuscripts earlier than any previously known, and throws light on the textual history of the Scriptures during a period which has hitherto been very obscure. In classical philology, besides restoring lost texts, it has again given us manuscripts of earlier date, and has shown that corruption did not begin with Byzantine scribes. In palaeography, it has added six hundred years to our knowledge of Greek writing. In history, it has illuminated the Ptolemaic régime in Egypt and the administration of the Roman emperors in that province. It has given us a wealth of detailed information about that one corner of the Eastern world over a period of more than a thousand years. And its evidence is in all cases of a kind of which little exists in any other form. Papyrology is, in fact, the study of particular and peculiar departments of a number of different subjects, of which the only common feature is that they happen to be written on papyrus, and to have been brought to light by excavations in the one country which (with negligible exceptions) has the peculiar soil and climate that have enabled the material to survive.

Apart therefore from the fundamental knowledge of papyrus palaeography which is necessary to enable scholars

to read and date their manuscripts, papyrologists must be content to work in different compartments. It is no longer possible, as it was when I began, for a single scholar to be acquainted with every papyrus in existence, though a few, with the assistance of the invaluable *Archiv*, may keep in touch with all that is of importance. The papyrology which was such a slender stream sixty years ago, has widened into a broad flood which fertilizes many fields. In the third Congress of Papyrology, which was held at Munich four years ago, the attempt was made to survey its achievements in the more important of these fields. Now, as in the fourth Congress, held in Italy in 1935, we have met again, to take stock of what has been done or is now in hand in all the different departments touched on by our subject and to compare notes as to some of the problems with which we have to deal. A glance at our programme shows how many and various these problems are. They include new texts, Biblical, literary, administrative, and legal. They include studies of textual, administrative and legal questions based on the material provided by papyri. There is much to do, and many who are ready to contribute to our proceedings. It is time that I made way for the active work of the Congress.

F. G. KENYON.

The Adler Papyri

The Archive of a Family at Pathyris, being a Collection of Greek and Demotic Papyri between 134 and 88 B. C.

It has been suggested to me that this Congress might be interested in a collection of Greek and Demotic Papyri, which I was fortunate enough to acquire in Egypt a few years ago and which are about to be published by the Oxford University Press.

In the winter of 1924 I had visited various dealers in Cairo and elsewhere, but without finding anything exciting. However, in Luxor, after long talks with the venerable Hadji MANSUR MAHMUD, he informed me that he had just had a pot brought to him by an Arab, who had found them in Gebelèn, containing about 70 unopened papyri which he had transferred to a small tin box. We negotiated about the price, but could not come to terms, and so I left him and went up to Assouan for a few days. The Aramaic papyri found in Elephantine, which provide a sort of sequel to Nehemiah, made it very tempting to seek similar treasure trove; and so on the return journey to Luxor a bargain was struck between a vendor less sure of a market and a purchaser more eager to try his luck.

The scrolls were very skilfully opened by Mr. LAMACRAFT, the British Museum expert, and mounted on glass, and the result was some 21 almost perfect Greek and 32 Demotic papyri and a number of small Demotic fragments in two frames.

These turned out to be a collection of family title deeds

of which the centre figure was one Horus son of Nechoutes of the Persian Epigone, in Demotic Hor the son of Nekhof. Nearly all are dated and vary between 134 B. C. and significantly enough 88 B. C. when Ptolemy XI Alexander I was driven out of Egypt and killed. They end just where the letters of Platon begin.

Unlike these, they are of particular rather than general interest, Assignments, Loans of land, wheat, barley, iron, castor-oil tree seeds, grain, corn and a palette, Oaths, Releases and Marriage Settlements. They are a distinct contribution to our knowledge of the Persian Epigone of the second and first centuries B.C., give us new Egyptian names, and throw some light on the Jewish influences of their time, and even the vocabulary of Hellenistic Greek.

The late Professor GRIFFITH was good enough to handle the Demotic fragments and his Introduction, Edition, Translation and notes were practically ready for publication at the time of his lamented death, and it is due to the pietas of Mrs. GRIFFITH that they are being published. The Greek fragments were transliterated and edited by Mr. I.G. TAIT, translated, annotated and edited by Dr. HEICHELHEIM and myself.

The Persians of the Epigone were, at the date of our documents, the legal pseudo-national association of the families of all non-Hellenic mercenaries of the Ptolemaic kings, who were settled in Egypt, and who were descended not only from Persians of the Achaemenidic and Hellenistic time, but also from Egyptian soldiers, Graeco-Egyptian half-breeds, Arabs, Negroes (*Adler Gr.* 1, 9; 18, 4), Nubians, Libyans and Jews. Jews of the Epigone occur in many papyri from the 3rd century onwards. Some papyri of the 1st century B.C. especially after Actium, as well as of the 1st century A.D. give instances of Persians of the Epigone, descended from Jewish immigrants into Egypt.

These late Ptolemaic Persians were bilingual as a rule

and their customs more or less assimilated to the Greek. But they did not completely forget their original national and especially religious connections, as we see from these and from other papyri of the 2nd and 1st centuries B.C.

We already knew of other family archives, found in Gebelên (Crocodilopolis) and in Pathyris (Aphroditopolis). One is the archive of the family of a certain Dryton, a Hellenic officer, some of whose descendants had intermarried with "Persians". Two other large archives throw light upon the affairs of the families of a Peteharsemteus and of a Eunous ⲓⲥ ⲛⲓ. Nechoutes, both Persians of the Epigone. The latest of the Pathyris archives, which begins just after the Adler archive ends, is the correspondence of Platon, a high Ptolemaic official, which is considered to be of the greatest historical importance. Names found in all these archives occur in the Adler papyri. But the closest connection is with the Peteharsemteus archive. This is not surprising, since Horus was related through marriage to the Peteharsemteus family.

Horus seems to have been born between 151 and 138 B.C. perhaps in Syene (*Dem.* 15) opposite Elephantine. He is a party to nearly all the Greek and Demotic papyri of the collection and the pot in which they were found was apparently the original repository of his family title deeds. A nearly complete genealogical table of Horus can be restored from the documents of our archive and other Pathyris papyri. Both of the daughters of Horus married their cousins.

One of the problems, which our papyri raise, deserves special consideration. It is, that curiously enough, we have possibly a proof of Jewish influence on the customs of several persons mentioned in the archive. Horus, son of Nechoutes, cannot have been a practising Jew, since he is called the "servant of the god Harsemtheu" in *Dem.* 20, 21, 22, 23, 25. In addition to the pagan theophoric names which

he and his relations bore, their many pagan religious connections [cf. *Dem.* 14 (marriage of Horus' daughter with a pagan priest, a nephew of Horus); 17; 19; 28 (pagan oaths)] would be very remarkable for genuine Jews and not very likely for proselytes. But it should be noted, that the "servants of the god Harsemtheu" receive and give loans without interest (*Adler Gr.* 2; 4; 6; 10 (+ *Gr.* 13; 16; *Dem.* 28); 15 (+ *Dem.* 20); 19; *Dem.* 3-6; 10-12; 15; 22; 24-27) in complete accordance with Exodus XXII, 24 and Deuteron. XXIII, 20. Moreover, the claim both to loan and penalties is relinquished in *Dem.* 20 after 7 years.

It is remarkable that the transaction should conform so exactly with the law laid down in Deuteron., XV, 2-7, and Jewish influence seems to be at work here. We know from *Tebt.* III, 817 and 818, that the Egyptian Jews of the 2nd century B.C. observed the Biblical laws in respect to loans. Jews were settled in Upper Egypt as early as the fifth century B.C., the date of the Aramaic Elephantine papyri (cf. COWLEY [1923]; AIMÉ-GIRON, *Textes Araméens d'Égypte* [1931]). *Grenf.* I, 43 from the Dryton Archive proves that Jews were actually found in Pathyris during the latter half of the second century B.C.; and the political importance of Jewish generals and soldiers at the period covered by the Adler Papyri during the reign of Cleopatra III is well known (cf. PAULY-WISSOWA, *R.E.*, art. *Kleopatra* III).

It seems after all very likely that the Horus archive deals not with practising Jews nor genuine proselytes (which would be improbable in view of the pagan connections of the persons mentioned in it), but with so called θεοσεβείς, σεβόμενοι τὸν θεόν or φοβούμενοι τὸν θεόν, who followed the Jewish Law so far as it seemed good to them; but did not actually become Jews. If this assumption is right, the Horus papyri furnish very interesting testimony to the syncretistic mixture of beliefs in the Hellenistic Age and to the power of Jewish religious propaganda in the second cen-

tury B.C. after the Maccabaeian revolution and during the development of the Jewish religion by the Pharisees. The influence of Judaism in Egypt as shown in these and other texts must later have prepared the way for the introduction of Christianity, as is well known as regards Syria, Palestine, Asia Minor, Athens and Rome.

TAIT in his article on Πέρσαι τῆς ἐπιγονῆς (*Archiv für Pap.*, VII, p. 178), referring to *B.G.U.* 1134, says that the alleged Persians have Jewish names and in *P. Hamburg* 2 they are expressly stated to have been Jews. He says: "It does not seem probable that the Jews should have been included among the Persians merely because their ancestors had formerly been vassals of the Persian Empire, to which the Egyptians themselves and many of the Greeks had also been subject. It might perhaps be supposed that those individuals are called Persians, because they had by some means become members of the πολιτεῖμα τῶν Περσῶν.

Dr. PRINGSHEIM, *Sav. Z.*, XLIV, p. 467, says that after 88 there are no more Persian soldiers. His whole article on the *Rechtstellung der Πέρσαι τῆς ἐπιγονῆς* is most valuable. With regard to our Horus son of Nechoutes, Hor son of Nekhof, it is worth mentioning that 𐤇𐤍 occurs in the Aramaic Papyri from Elephantine. [COWLEY, *op. cit.*]

The following is a list in chronological order of our archive. The earliest, *Dem.* 1, does not belong to the archive proper, but has to be included, because on the verso *Dem.* 3 is written.

- D.* 1 Before 145 and after 176 in the reign of Ptolemy VI Philometor and written by the notary Thotortais: a sale of land.
- G.* 1 134 Sale of land.
- D.* 2 124 Sale of vacant land.
- G.* 2 124 Deed of Renunciation.
- D.* 3 116-115 Loan of wheat (endorsed on *D.* 1).
- G.* 3 112 Sale of land with receipt for tax.

- D.* 4 110 Loan of wine.
G. 4 109 Loan of money.
G. 5 108 Sale of Land [with seal].
D. 5 108 Loan of wheat.
D. 6 107 Loan of barley.
G. 6 106 Loan of croton (*κροτων*), seeds of the castor oil
 plant.
G. 7 104 Sale of palm garden — a duplicate (*ἀντιγραφον*).
G. 8 104 Sale of palm garden.
G. 9 104 Sale of house with tax receipt [with seal].
D. 7 103 Sale of vacant plot.
D. 8 103 Sale of land (a fragment).
D. 9 102-101 Arrangement regarding vineyard [with seal].
D. 10 102-101 Pledge for loan.
G. 10 101 Loan of money.
G. 11 101 Sale of dovecot [with seal].
G. 12 101 Sale of land.
G. 13 100 Sale of land with tax receipt [with seal].
G. 14 100 Dead of renunciation.
G. 15 100-99 Loan of grain.
D. 11 100-99 Loan of barley.
D. 12 100-99 Loan of wheat.
G. 16, *G.* 17, *G.* 18 99 Sales of land.
G. 19 98 Loan of iron.
G. 20 98 Sale of land.
G. 21 98 Sale of land [with seal].
D. 13 98 Sale of share in palm garden.
D. 14 97-6 Marriage contract.
D. 15 96 Release of surety.
D. 16 95 Lease of palm garden.
D. 17 94 Affidavit.
D. 18 100-93 Sale of plot.
D. 19 93 Affidavit.
D. 20 93 Release from loan of Corn.
D. 21 92 Marriage contract.

- D.* 22 90 Release from loan.
D. 23 89 Sale of piece of Land.
D. 24 89 Release from loan of palette.
D. 25 89 Loan of wheat.
D. 26 124-94 Fragment : end of Loan.
D. 27 ? Fragment : Mortgage.
D. 28 ? Affidavit.
D. 29, *D.* 30, *D.* 31 Many fragments.

The Greek and Demotic papyri are closely connected. Thus the transactions in the sales of *G.* 13, in 100 B.C. and of *G.* 16, in 99 are elucidated by Horus' affidavit in *D.* 28.

The Demotic papyri have, not unnaturally, suffered much more than the Greek in their unravelment, though, thanks to the unrivalled knowledge of Professor GRIFFITH, not in their deciphering. Of 49 Demotic papyri there survive only thirty edited by him and two, which apparently do not belong to the archive, edited by Dr. Nathaniel Julius REICH of Baltimore. On the other hand, all of the twenty one Greek papyri are almost perfect.

Of special interest is the family arrangement between a mother and her sons, the subject of *G.* 7 and *G.* 8. *G.* 7 is a duplicate, ἀπιγραφοῦ, of another papyrus belonging to the Milan Academy, published by Professor Aristide CALDERINI, a distinguished member of this Congress, in the *Recueil d'études égyptologiques dédiées à Champollion* in Paris 1921 (*S.B.* III, 6645, and later as *Pap. Milan* 1, 2, in 1928). This and *G.* 7 complete each other. It records the sale by Thaibis to her sons Phibis and Horus of two shares of one sixth — together one third — of the share of their brother Pasemis, who predeceased them. Another sixth share, she sells by *G.* 8, seven days later, to her fourth son Panobchounis for just half the price paid for the two sixths by his brothers. The three surviving sons buy their mother out, she having inherited half and each of them one sixth

of the property of Pasemis. Thus the ingenious legal interpretation, suggested by the learned Professor, would seem to be modified by *G.* 8.

At the foot of *G.* 5, it is stated by Apollonius ὁ τὸν Νικομάχῳ κατατίθεται τὸ ἀντίγραφον ἐν τῇ βιβλιοθήκῃ. Was this βιβλιοθήκη equivalent to the ἀρχεῖα, the well known record offices of the Ptolemaic villages?

The sale contracts *G.* 11 and *G.* 12 are, says M. SKEAT, most important as they give the latest dating by Cleopatra III alone and the earliest by Ptolemy XI Alexander II. Their dates are 28 Thôth 101 and 10 Phaophi 101. Previous papyri were evidence that Cleopatra's death occurred between 16 Sept. and 31 Oct.; ours now narrow the limits to between the 14 and 26 Oct. *G.* 11 does not give Ptolemy's year, so it would seem to confirm the story of ancient writers that Cleopatra, in the very last month of her reign, tried to get rid of her son, who retaliated by matricide (see JUSTIN, XXXIX, 4, 4-6, etc.). *G.* 12 would seem to have been written, but not completed, just before Ptolemy married his sister Berenike, or at any rate before the news of his marriage reached Pathyris. The original reading was βασιλεύοντος Πτολεμαίου κ.τ.λ. and was altered to βασιλεύς κ.τ.λ. and to καὶ βασίλισσα Βερενίκη ἡ ἀδελφὴ θεῶν Φιλομητόρων.

Such a collection of family documents, of which a single man, Horus the son of Nechoutes, forms the centre, is, you will perhaps agree, not to be found in any public library.

There are several other points of interest in the papyri, which are shown in the notes to the publication, now in the printers' hands and likely to appear within a few months.

E. N. ADLER.

Greek and Latin Words in the Coptic Manichaean Papyri

(Summary)

The Coptic manichaean papyri, discovered by Professor Carl SCHMIDT in 1930 and divided between the Berlin Academy and Mr. Chester Beatty, and now in course of publication at Stuttgart, promise, like the documents unearthed in Central Asia early in the twentieth century, to shed much light on the history and doctrines of the Manichees. They can also illustrate obscure or half-forgotten Greek and Latin words: e.g. ἀκμάδιον 'surgical knife' (vide *Hermes* 38, pp. 280-284, quoted by LIDDELL-SCOTT-JONES, s.v. ἀκμάδιον); papilio 'tent' (vide *Arch. f. Papyrusforsch.* 9, pp. 218 ff.); κακὴν κακῶς (vide *Byzant. Zeitschr.*, iii, pp. 152 ff. viii, p. 157 f.); scordiscus 'saddle' (cf. *Gk. Pap. of the Brit. Mus.*, vol. ii, No. XXCI, where σκόδισκος is a misreading of σκόρδισκος and has thence found its way into PREISIGKE and GRADENWITZ), while others appear in unusual forms: e.g. ἀγγελική λακίον and λευκόν are used as substantives and an apparently unattested adjective ἐλλαχος with the meaning *exors* appears. Coptic literature contains a large number of Greek and Latin words which have never been collected and investigated.

C.R.C. ALLBERRY.

Die richterliche Kompetenz des Dioiketen Apollonios nach den Zenonpapyri

Wenn wir uns von der Jurisdiktion des Dioiketen Apollonios ein klares Bild machen wollen, dürfen wir bei der Durchmusterung der uns in dem Archiv des Zenon entgegen tretenden Fälle nie ausser Acht lassen, dass die Stellung des Apollonios in Philadelphia eine doppelte ist. Einmal ist er der allmächtige Finanzminister, der Grosswesir, die rechte Hand des Königs Ptolemaios Philadelphos, der Beamte, von dem die gesamte Innenpolitik des Staates abhängt, und zum anderen ist er in Philadelphia selbst der Gutsherr, der Myriaruros, der Besitzer des 10 000 Aruren grossen Lehngutes, das ihm der König, um seiner getreuen Dienste willen, als Gabe (*δωρεάζ*) auf Lebenszeit verliehen, geschenkt hat. In dieser Eigenschaft hat er den Zenon, einen Griechen aus der kleinasiatischen Stadt Kaunos, der ihm schon vorher in Syrien und Alexandrien treu gedient hatte, als seinen Stellvertreter und Bevollmächtigten nach Philadelphia entsandt, wo dieser die Rechte und Pflichten seines Herren in jeder Beziehung wahrnehmen soll. Wenn wir also in den Papyri des Archivs Zenon handeln sehen, so dürfen wir nie vergessen, dass alles, was er tut oder unterlässt, in Wahrheit nach aussen hin den Apollonios verpflichtet, der seine Befugnisse als *μυριάρχουρος* dem Zenon delegiert hat.

Dieses Durcheinander der amtlichen und privaten, grundherrlichen und offiziellen Befugnisse des Apollonios und seines Bevollmächtigten Zenon macht eine Einordnung der verschiedenen Dokumente sehr schwierig. Wir müssen

uns also über die mehrfachen richterlichen Befugnisse des Dioiketen als solchen, des Myriaruren als solchen und die aus der Kumulierung dieser beiden Eigenschaften entspringenden Probleme klar zu werden suchen. Die Stellung des Zenon, einerseits als Bevollmächtigter des Gutsherrn, andererseits als Privatmann, stellt im Rahmen der richterlichen Kompetenz des Dioiketen Apollonios als Myriaruren ein Sonderproblem dar. Wir haben uns deshalb entschlossen, diesen Komplex auszuschalten und behalten uns vor, dieses Problem in einer späteren Arbeit vorzulegen.

Wenn wir uns fragen, wo Platz für eine richterliche Tätigkeit eines Verwaltungsbeamten bleibt, so kann die Antwort nur lauten: ausserhalb des Bereichs der ordentlichen Gerichtsbarkeit. Finden wir also eine Bestimmung wie die des Dekretes von Euergetes II. (118 v. Chr.)¹, durch die für eine Anzahl von Klassen der ägyptischen Bevölkerung bestimmt wird, dass sie nicht vor den ordentlichen Spruchkollegien der Chrematisten und Laokriten zu erscheinen haben, so werden wir ohne Zweifel gesonnen sein, diese Personen für die Sondergerichtsbarkeit in Anspruch zu nehmen, wobei man natürlich zuerst an den Dioiketen denken wird. Bevor wir jedoch die Zuständigkeit des Finanzministers für jeden der im Dekret genannten Stände untersuchen, tun wir gut daran, uns über diese Aufzählung klar zu werden. Die Reihe beginnt mit den βασιλικοὶ γεωργοί, den Königsbauern, d. h. denen, die königliches Land gepachtet haben; es folgen die ὑποτελεῖς, worunter alle die zu verstehen sind, die, sei es als Pächter, als Angestellte oder als Arbeiter mit den staatlichen Monopolbetrieben zu tun haben: endlich haben wir die ἐπιπεπλεγμένοι τὰς προσόδοις „wer immer mit den Einkünften verflochten ist“. Es ist klar, dass die letzte

¹ L. MITTEIS und U. WILCKEN, *Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde*, II. Bd.: Jur. Teil, II. Hälfte: *Chrestomathie*, Leipzig, 1912, Nr. 1 = P. Tebt. 1, 5, IX, 207-220, edd. GRENFELL-HUNT, insbes. Zeile 210.

Klasse die umfassendste ist. Sie enthält sowohl die Beamten als auch die Leute, die sich gegen die Finanzen des Königs schädigend verhalten (*καταβλάπτοντας τὰς προσόδους*).

Wir möchten mit dieser Klasse beginnen, vor allem weil bei den Beamten, die bald *πρὸς βασιλικὰ*, bald *ὑποτεταγμένοι τῇ διοίκησει* genannt werden, die Beziehungen zur Dioikesis, dem Ressort des Dioiketes, die nächsten sind. In der Tat finden wir denn auch in einem Papyrus¹ aus dem dritten vorchristlichen Jahrhundert ein Diagramma des Dioiketes zitiert, wonach Beschwerden gegen von Finanzbeamten in Alexandria oder in der *χώρᾳ* ergangene Verfügungen nur beim Dioiketen oder den von ihm delegierten Beamten vorzubringen sind. Diese Verordnung hat während der Ptolemaeerzeit dauernd Gültigkeit behalten, wenn wir auch aus einem Dekret Kleopatra's III. und Soter's II. aus dem Jahre 114 v. Chr.² erfahren, dass die Vorsitzenden der Gerichtshöfe und die übrigen Beamten (*μηδένα τῶν ἐπὶ τῶν κριτηρίων καὶ τῶν ἄλλων τῶν πρὸς χρείας*) in der Zwischenzeit von sich aus Klagen gegen die Beamten angenommen hatten. Die delegierte Zuständigkeit hatte sich eben im Laufe der Zeit in eine eigne Kompetenz verwandelt. Jetzt werden die Zügel straffer angezogen, alle Klagen haben unmittelbar an den Dioiketen gerichtet zu werden³. Ja sogar die ihnen schon übergebenen oder bei ihnen anhängig gemachten Klagen müssen an den Dioiketen weitergegeben werden⁴.

Diese ausschliessliche Zuständigkeit des Dioiketen hat jedoch nicht lange bestanden, und wir sehen ihn schon bald

¹ Siehe MITTEIS-WILCKEN, *a.a.O.*, II, 2, Nr. 5 = *P. Petr.*, 3, 36 (a) Verso, Zeile 11-18, ed. SMYLY.

² *M.-W.*, II, 2, 7. = *P. Tebt.* 7, edd. GRENFELL-HUNT.

³ Dazu richtig ERICH BERNEKER: *Die Sondergerichtsbarkeit im griechischen Recht Aegyptens* (Münch. Beitr. z. Pap.-Forschg. u. ant. Rechtsgesch., Heft 22, München, 1935, S. 84, Anm. 1).

⁴ Auch dazu BERNEKER, *loc. cit.*, p. 51.

darauf¹ selbst und später durch delegierte Richter² tätig werden. Mit dem vorerwähnten Edikt bringt Berneker³ *P. Tebt.* 28, aus dem gleichen Jahr 114 in Verbindung, wo in der Tat bei einer Eingabe zweier Beauftragten des Dioiketen, die das Land bereisten, um alles zu kontrollieren, die Rede davon ist, dass sie ihren Bericht ausser an den Strategen auch an den Dioiketen gerichtet haben (der Strategie wird ersucht, eine Verhaftung vorzunehmen)⁴. Unseres Erachtens liegt aber hier der Fall ein wenig anders. Wir haben es mit Beamten zu tun, die im Interesse der staatlichen Finanzen (τὸ βασιλικόν) die Komogrammateis (Dorfschreiber) vor den Richterstuhl des Dioiketen ziehen wollen. Während also in den beiden Verordnungen von Verfehlungen die Rede ist, die die ὑποτεταγμένοι τῆι διοικήσει sich gegen die Bevölkerung zu schulden kommen lassen, möchten wir hier vielmehr eine Verweigerung des Gehorsams gegenüber den vom Dioiketen delegierten Aufsichtsbeamten erblicken. Man wird annehmen können, dass in solchen Fällen stets der Finanzminister selbst durchgegriffen hat.

Wir wenden uns für die Disziplinargerichtsbarkeit des Dioiketen nun weiteren Urkunden zu, die uns die Scheidung der Kompetenzen zwischen dem Dioiketen und dem Strategen erkennen lassen. Während nämlich der Dioiket sich eine beschränkte Disziplinargerichtsbarkeit vorbehalten hat, haben die Beamten im allgemeinen als Angeklagte ihren Gerichtsstand vor dem Strategen. Als Kläger gehen sie selbstverständlich die ordentlichen Gerichte an, es sei denn, dass die von ihnen Angeklagten oder Beklagten einen besonderen Gerichtsstand haben. Dies erhellt aus der sehr

¹ M.-W., I, 2, Nr. 287, 45 = *P. Tebt.* 58, edd. GRENFELL-HUNT-SMVLV.

² B.G.U. VIII = *Aegypt. Urkunden aus den staatlichen Museen zu Berlin, Griechische Urkunden*, VIII Bd.: *Spätptolemäische Papyri aus amtlichen Bureaus des Herakleopolites*, bearbeitet vom W. SCHUBART u. D. SCHÄFER. Berlin 1933. 1821, 1834.

³ a. a. O., S. 85.

⁴ τυγγάνομεν καὶ Εἰρηναῖοι διὰ τ[ῆς] ὑποκειμέν[ης] ἐπιστολῆς ἐξ[η]ρ[ί:] Σμημένοι.

gewissenhaften Zusammenstellung, die BERNEKER, S. 70, Anm. 1-15, gibt.

In einem der Fälle glauben wir jedoch, eine andere Lösung vorschlagen zu müssen. Es handelt sich um den Abschnitt in *P. Tebt.* III, 703, 40-45, wo in der Dienstinstruktion, die der Dioiket dem Oikonomos (als solchen fassen alle Gelehrten mit dem Kommentator Rostowzew den Adressaten auf¹) gibt, gesagt wird (ich zitiere BERNEKERS Uebersetzung²: „Auf deinen Inspektionsreisen versuche, indem du von Ort zu Ort gehst, jeden zu sprechen und sie (die Königsbauern) zu ermutigen, und zwar nicht nur mit Worten, sondern wenn einige sich über die Komogrammateis und die Komarchen beklagen, über etwas, was den Landbau betrifft, so sollst du eine Untersuchung abhalten und soweit als möglich derartigem Vorkommen Einhalt gebieten.“ Hier hat nun BERNEKER, davon ausgehend, dass in Disziplinargerichtssachen der Stratege zuständig ist, den Adressaten ohne weiteres zum Strategen gemacht, obwohl der Text von 703 wirklich nicht dafür spricht. Ist es denn aber unbedingt notwendig, in diesem ἐπισκοπεῖν eine Gerichtsverhandlung zu sehn? Ich glaube, wenn man ohne vorgefasste Meinung an den Tatbestand herantritt, so stellt sich dieser folgendermassen dar. Der Oikonomos ist vom Dioiketen frisch ernannt worden³. Er soll jetzt seine erste Inspektionsreise in seinem Gau machen, und der Dioiket wiederholt ihm als *aide-mémoire* die Verhaltensmassregeln, die er ihm schon in Alexandria mündlich gegeben hat. Wenn er also in ein Dorf kommt, dann soll er nicht nur sich von den ihm unterstellten Beamten, den Komogr. und Komarchen, Rechnung legen lassen, er soll sich auch der Landleute annehmen. Wenn sie Klagen haben gegen

¹ Vgl. WILCKEN, *Arch. f. Papf.*, XI, 148 ff.

² BERNEKER, *a.a.O.*, S. 52.

³ Vgl. zum Amtsantritt eines Beamten: *B.G.U.* VIII, 1768, insbesondere Zeile 11: ἀξ ἐδεδώκεις ἐντολάς περὶ τῆς πάντων χειραγωγίας ἐξέθετο.

die Beamten, soll er sie sich anhören und untersuchen, ob ihre Beschwerden auf Wahrheit beruhen. Wenn ja, soll er diese Zustände abzustellen suchen. Soll das heissen, dass es sich um schwere Vergehen der unteren Beamten handelt? Keineswegs, in solchen Fällen finden die Königsbauern ihren Weg zum Strategen. Aber es gibt unzählige Schikanen, Auslegung der Vorschriften, die die Königsbauern schädigen konnten, ohne dass deshalb die Beamten gerichtlich zu belangen gewesen wären. Solcher Art werden die Beschwerden gewesen sein, und darum ist es möglich, dass es der Oikonomos ist, der sich hier der Staatsbauern annimmt. Wir werden im ganzen Verlauf dieser Arbeit sehen, dass die ptolemäische Gerichtsverfassung locker ist, und dass man im Grunde es vorzieht, sich im Guten mit den Beamten zu einigen, die für den kleinen Mann den Staat so ersetzen, dass er hinter ihnen verschwindet. Diese Instruktion des Dioiketen ist dafür vielleicht das beste Beispiel. Es zeigt, dass die Regierung selbst an der Aufrechterhaltung dieses patriarchalischen Regiments interessiert war, dass sie es ihren Beamten zur Pflicht machte, wie in den uralten Zeiten, für jede Klage ein offenes Ohr zu haben.

Soviel über die Disziplinargerichtsbarkeit des Strategen! Die besondere Kompetenz des Dioiketen war hingegen da gegeben, wo die Beamten sich nicht gegen Vorschriften des Strafrechts vergingen, sondern mit den vom Dioiketen aufgestellten Regeln in Konflikt kamen. Es geht dem Dioiketen in erster Linie immer um die Sicherstellung der Einkünfte des Staates, beziehungsweise um deren gerechte und zweckmässige Verteilung. So ist *U.P.Z.* 110, 36ff¹, zu verstehen, wo Beamte, die Nichtleistungsfähigen die Zwangspacht aufbürden wollen, nach Alexandria vor den

¹ *U.P.Z.* = *Urkunden der Ptolemäerzeit* (ältere Funde) herausgeg. von U. WILCKEN, I. Bd. *Pap. aus Unterägypten*, Leipzig, 1927, II. Bd. *Pap. aus Oberägypten*, Erste Lief., Leipzig, 1935.

Dioiketen gebracht werden sollen. Einen ähnlichen Sinn hat die Verfügung des Dioiketen Dioskurides, *U.P.Z.* 113 (156 v. Chr.) = *P. Paris* 61 R. Das möglichst reibungslose Funktionieren des Apparates ist durch die verschiedenen Missstände, an denen der Hypodioiket und seine Untergebenen, aber auch die Steuerpächter schuldig sind (*hier im Zusammenhang mit den Beamten genannt*), in Frage gestellt. Das hat anders zu werden. In diesem besonderen Fall ist übrigens der Recurs an den Dioiketen schon deswegen gegeben, weil man sich kaum bei einer untergeordneten Stelle, wie dem Strategen, über einen ihm im Range überlegenen Beamten beschweren konnte.

Die in *W.O.* ¹ 1615 (Mitte des 2. Jahrh. v. Chr.) eingezahlte Geldstrafe, die der Dioiket über den Dorfschreiber verhängt hat, beleuchtet auch wieder das finanzielle Interesse, das den Finanzminister leitet. Wir wissen im übrigen nicht, was sich der Komogrammateus hat zu schulden kommen lassen, aber wir können aus der Natur der Strafe entnehmen, dass es sich auch hier um eine Verfehlung gehandelt haben wird, die den Staatsschatz geschädigt hatte ². Auch Anwälte (*P. Amh.* ³ 33, 28ff), die in Fiskalsachen trotz des Verbotes aufgetreten waren ⁴, werden vom Dioiketen verurteilt, als *καταβλήπτοντες τὰς προσόδους*, welches für die dem Spruch des Finanzministers vorbehaltenen Angeklagten wohl die allgemeinste Formel ist.

Hierhin muss also auch der Fall von Zenons Bruder Epharmostos gehören, der ein volles Jahr, laut *P.S.I.* ⁵ 347 (255 v. Chr.), im Gefängnis sitzt, bis es zur Erledigung des Prozesses durch den Dioiketen kommt. Wir möchten

¹ *W.O.* = U. WILCKEN, *Griechische Ostraka aus Aegypten u. Nubien*, Leipzig, 1899.

² Vgl. zu den drei genannten Fällen BERNEKER, S. 83.

³ *P. Amh.* = *The Amherst Papyri* edd. GRENFELL-HUNT, Bd. 1, London, 1901.

⁴ Die Einzelheiten bei BERNEKER, *a.a.O.*, S. 149.

⁵ *P.S.I.* Cf. die Bibliographie.

hierbei darauf aufmerksam machen, dass bei all diesen Prozessen der Angeklagte nach Alexandria den Nil hinunter geschafft wird und dort auf die Aburteilung wartet.

Wenn nach dem Gesetz von 114 in *P. Tebt.* 27, 84-111 (113 v. Chr.)¹ der Dioiket über einen niederen Steuerbeamten urteilt und die Einziehung seiner Güter verfügt, so haben wir es wiederum mit einem Vergeben zu tun, das *καταβλάπτει τὰς προσόδους*. Sehr instruktiv ist in dieser Beziehung *P. Cair. Zen.* III, 59460². Wenn Korragos nicht weiss, an wen seine an den König gerichtete Eingabe weitergeleitet werden soll, ob an den Dioiketen oder an den Strategen, so liegt das nicht daran, dass diese beiden Beamten, wie BERNEKER es will, alternativ zuständig waren. Nach allem, was wir von der feinen Scheidung der Kompetenzen im ptolemäischen Recht wissen, ist eine solche Annahme schwer zu halten, und BERNEKER selbst hat sie denn auch schon in seiner Anm. 1 fallen lassen und den Strategen als Vollstreckungsrichter ansehen wollen. U.E. ist der entscheidende Gesichtspunkt der des *καταβλάπτειν τὰς προσόδους*. Sowie sich der Gerichtsvollzieher (*πράκτωρ*) und sein Kontrolleur (*ἀντιγραφεύς*) so verhalten, dass der Staat durch ihre Machenschaften geschädigt werden könnte, greift der Dioiket ein. Wie stellt sich danach die Sachlage dar? Ist hier die Staatskasse durch das Verhalten der beiden Beamten geschädigt, oder ist es der Eigentümer der unrechtmässig gepfändeten Parzelle? Wir müssen zugeben, dass die Entscheidung schwierig ist. Zweifellos haben die beiden Beamten das bei der ersten Versteigerung eingekommene Geld nicht abgeführt und das *βασιλικόν* darum gebracht. Jetzt wollen sie ihre Unterschlagung dadurch vertuschen, dass sie einfach eine neue Teilbeschlagnahme vornehmen, um auf diese Weise dasselbe Grundstück wieder zu versteigern.

¹ Vgl. dazu BERNEKER, S. 85.

² Vgl. dazu BERNEKER, S. 86.

Die zweite Auction soll dann die einzige sein, die stattgefunden hat; und man wird ihnen nicht dahinter kommen. Gleichzeitig aber haben sie ihrer Ansicht nach den Vorteil, dass, wenn sich Korragos nun beschwert, ein Einzelner geschädigt ist, und sie nicht damit rechnen müssen, nach Alexandria vor den Dioiketen zu kommen, sondern dass in diesem Falle der Stratege als delegierter Richter zuständig ist, mit dem sie wahrscheinlich hoffen, eher sich verständigen zu können. Dazu kommt die Ueberlegung, dass, wie BERNEKER¹ richtig hervorhebt, die Verfahren vor dem Dioiketen Officialverfahren sind, da es sich um Vergehen handelt, die unmittelbar die Staatskasse schädigen. Sie haben also alles Interesse daran, die Schädigung auf Korragos abzuwälzen, da dieser erst vorstellig werden und eine Klage einreichen muss. Vielleicht haben sie sich auch gedacht, dass sie sich mit ihm einigen würden. Dass Korragos so klug ist, dadurch, dass er eine Enteuxis an den König einreicht, diesem die Entscheidung über die Zuständigkeit des Dioiketen oder des Strategen zu überlassen, konnten sie wirklich nicht voraussehen. Andererseits aber verstehen wir nun, dass Korragos schwanken konnte, ob man an hoher Stelle gegen das ursprüngliche Vergehen des Unterschleifs königlicher Gelder vorgehen oder sich lieber auf den weit bequemeren Standpunkt stellen würde, dass man es ja nur mit der widerrechtlichen Beschlagnahme eines Grundstücks zu tun habe, was die königliche Kasse nichts angehe. Wir glauben, dass so interpretiert der Fall völlig klar liegt und uns einen kleinen Einblick in das Dickicht des ptolemäischen Gerichtswesens verschafft.

Dass alle Disziplinarverfahren gegen höhere Beamte, von denen des Gaus aufwärts, vor das Forum des Dioiketen gehören, versteht sich, wie wir es schon oben sagten, von selbst. In diesen Fällen haben wir es denn auch mit Beschul-

¹ Vgl. BERNEKER, *a.a.O.*, S. 88.

digungen zu tun, die nur noch sehr mittelbar mit der Finanzverwaltung zu tun haben. So wird in *B.G.U.* VIII, 1764 dem Strategen seine Lässigkeit beim Niederwerfen innerer Unruhen zum Vorwurf gemacht ¹.

Diese Zuständigkeit des Dioiketen hängt mit seiner Stellung als Premierminister im ptolemäischen Staate zusammen. Wir haben es hier mit der Vorstellung zu tun, die übrigens ebenso griechisch wie ägyptisch ist, dass der Staat der Oikos des Königs ist, sein privates Eigentum, eine Vorstellung, von der übrigens das Obereigentum des Pharaos und seines Nachfolgers, des Ptolemäerkönigs, am Grund und Boden eine Konsequenz ist. Ueber diesen Oikos hat nun der Herr einen *διοικητής* gesetzt, der in seinem Namen alles, was in seinem „Hause“ vorgeht, beaufsichtigt, seinen Besitz, Aegypten, bewirtschaftet und verwaltet. Seine Helfer auf diesen Gebiete sind also alle Beamten, insbesondere aber die Oikonomoi, deren Tätigkeit schon in ihrem Namen deutlich angegeben ist. *Rev. Law* ², Col 46, Zeile 4 = *Chrest.*, I, 299, bestimmt, dass, wenn die Oikonomoi, deren Haupttätigkeit die Verpachtung der Staatsmonopole war, sich bei diesem Geschäft eine Schädigung der Pächter zu schulden kommen liessen, *ἐάν δε μή χορηγήῃ* (wenn er aber die Geräte nicht liefert) *ἢ καταλάβῃ τι τὴν ὄνῃν* (oder den Pächter sonstwie schädigt), *κρινέσθω ἐπὶ τοῦ τεταγμένου ἐπὶ τῆς διοικήσεως, καὶ ἐάν καταληφθῇ, ἀποτεινέτω ἀργυρίου (τάλαντα) β̄ καὶ τὸ βλάβος διπλοῦν*.

Also bei Ueberführung Geldstrafe an den Staat und Schadensersatz an den Pächter. Es ist doch auffällig, dass wir es, wo wir von Strafen hören, immer mit Vermögensstrafen zu tun haben.

Diese Disziplinargewalt des Dioiketen über den Oikonomoi finden wir nun an zwei Stellen der Archive des

¹ Vgl. BERNEKER, *a.a.O.*, S. 86.

² *Rev. Law = Revenue Laws of Ptolemy Philadelphus* ed. GRENFELL, Oxford, 1896; Einleitung von MAHAFFY.

Zenon bestätigt. Einmal handelt es sich um den *P. Cair. Zen.* 59368. Wir folgen in der Deutung dieses Falls COLLART und JOUGUET¹, die als erste die Lösung gefunden haben (BERNEKER scheint diese Veröffentlichung entgangen zu sein). Zwei Bienenzüchter, die ihre Völker, die einen im Herakleopolites, die andern im Memphites, verpachtet haben, müssen sich jetzt über Ammonios beklagen, der neben anderen Missetaten ihre Pächter aus dem memphitischen Gau, die sich widerrechtlich in den Herakleopolites geflüchtet hatten, festgenommen hat, wobei er ihnen 100 Körbe zerstört hat. Wenn Ammonios nicht zur Finanzverwaltung gehört hätte, so hätten die Kläger den damals gewöhnlichen Rechtsweg beschreiten können: Enteuxis an den König, die direkt an den Strategen gelangt wäre, der seinerseits die Parteien an den Epistates des Dorfes zum schiedlichen Ausgleich verwiesen und, bei Misserfolg dieses Schlichtungsversuchs, den Fall entweder selbst entschieden oder vor den zuständigen Gerichtshof geleitet hätte... Wir sind darüber durch die Magdolapapyri, jetzt von Octave GUÉRAUD unter dem Namen *Papyri Enteuxeis* wiederveröffentlicht², ausgezeichnet unterrichtet. Aber Ammonios ist ὑποτεταγμένος τῆι διοικήσει; er muss also vor dem Dioiketen oder seinem Delegierten angeklagt werden. So wenden sich die Geschädigten also an den Dioiketen, der seinen Untergebenen, den Hypodioiketen, anweist, den Prozess zu entscheiden. Im übrigen ist hier auch zu bemerken, worauf BERNEKER³ mit Recht hinweist, dass die Bienenzüchter sich sofort an den Dioiketen gewandt haben. Schon vorher nämlich hatte Ammonios die Pächter der Bienen ins Gefängnis geworfen, daraus aber entlassen, als sich die Kläger

¹ P. COLLART-P. JOUGUET, *Petites recherches sur l'économie politique des Lagides*, in *Raccolta di Scritti in onore di Giacomo Lumbroso*, Milano, 1925, S. 125-129.

² O. GUÉRAUD, *Enteuxeis* (*Publications de la Soc. roy. Egypt. de Papyr.*, I. Bd., Le Caire, 1931; II. Bd., Le Caire, 1932).

³ BERNEKER, *a.a.O.*, S. 88.

an einen Beamten des Unterdioiketen gewandt hatten, wahrscheinlich mit der Drohung, gegen Ammonios ein Disziplinarverfahren beim Dioiketen anzustrengen, wenn man ihre Pächter nicht freiliesse. Wir haben es hier mit der in Aegypten scheinbar landesüblichen Erledigung von Beschwerden auf halb privatem Wege zu tun, wie wir sie vor allem bei dem Eingreifen Zenons so oft feststellen können. Auch hier ist es *Διονύσιος ὁ παρὰ Ζηνηδοῦρου*, der den Fall gütlich beilegt. Wir haben uns mit diesem Text so eingehend beschäftigt, weil er u.E. typisch ist für die Disziplinalgewalt des Dioiketen den höheren Beamten gegenüber.

Die Eingabe an den König zur Weiterleitung an den Dioiketen, *P.S.I.* 976 (632), anno 249/48 ante Chr., sieht bereits die Weiterverweisung an den Unterdioiketen Nikanor vor, der die Beschwerden gegen den Oikonomon prüfen und über ihn urteilen soll¹.

Diese Ausführungen über die Gerichtsbarkeit des Dioiketen in seiner Eigenschaft als Finanzminister über die Beamten seines Ressorts und in seiner Eigenschaft als Premierminister über die höheren Beamten im allgemeinen, haben uns zu zwei Ergebnissen geführt. Erstens, alle Prozesse, in denen der Dioiket als Finanzminister tätig wird, beruhen stets auf einer unmittelbaren Schädigung der Finanzinteressen des Staates; sie lassen sich auf ein Vergehen gegen die vom Dioiketen erlassenen Verordnungen zurückführen und enden, soweit wir es beurteilen können, mit einer Verurteilung zu Geldstrafen. Sowie es sich um Fälle handelt, wo das Interesse des βασιλικόν nur mittelbar in Frage steht, delegiert der Finanzminister einen seiner Untergebenen. Alle Verfehlungen der unteren Beamten, durch die nur der Einzelne geschädigt wurde, kamen vor den Strate-

¹ Wir möchten immerhin darauf hinweisen, dass wir hier eine Enteuxis an den König vorfinden, die diesem direkt eingereicht worden ist, wodurch WILCKEN'S Aeusserungen in *U.P.Z.* I, S. 121, 122, bestätigt werden.

gen, der die disziplinarische Gewalt über die Beamten seines Gauces hatte. Zum andern, wenn der Finanzminister disziplinarisch gegen die höheren Beamten (Strategen, Oikonomenen) vorgeht, so handelt er auf Grund seiner Stellung als erster Beamter des Staates.

Wir möchten nun auf die Königsbauern zu sprechen kommen, um festzustellen, dass es hier besonders schwierig ist, zu einem Resultat betreffs der für sie gerichtlich zuständigen Behörde zu gelangen. MITTEIS¹ liess diese Frage noch völlig im unklaren. Er verwies nur auf die Nr. 26 und 27 seiner *Chrestomathie* = *P. Rein.* 18 u. 19, ed. Th. REINACH. Die erste Urkunde ist eine Eingabe eines Königsbauern an den Strategen, in der dieser gebeten wird, den Epistaten des Dorfes anzuweisen, den Königsbauern nicht vor Beendigung der Aussaat zu laden. Die zweite Urkunde ist eine Eingabe an den Königsschreiber in der gleichen Angelegenheit, die ξενικῶν πράκτορες (Gerichtsvollzieher) anzuweisen, dass dieselben ihn bis zur vollendeten Aussaat weder κατεγγυᾶν noch παραλαμβάνειν sollen, d.h. dass sie weder Bürgschaft von ihm fordern noch ihn zwecks Vorführung vor Gericht in Haft nehmen sollten^{2, 3}. Diese Ladungsprivilegien schützen den Königsbauern während der Zeit der Bestellung davor, geladen zu werden. Aus dem Ersuchen an den Strategen, der seinerseits den Epistaten mit der Ausführung beauftragt, lässt sich nicht schliessen, in welcher Eigenschaft der Stratege hier handelt, ob als ersuchter Vollstreckungsrichter oder als zuständige Instanz. Die Benachrichtigung des Königsschreibers zeugt davon, dass dieser Beamte, ein Aegypter, die rechte Hand des Stra-

¹ MITTEIS, in *M.-W.*, II, 1, 11, 12.

² Vgl. hierzu auch BERNEKER, *a.a.O.*, S. 133, Anm. 5, wie auch S. 75.

³ Diese Bestimmung lässt sich auf *P. Tebt.* 5, 22 (Προσπετάχασι δὲ καὶ τοὺς τῶν ξενικῶν πράκτορας μὴ παραλαμβάνειν τοὺς βασιλικούς γεωργούς μηδὲ τοὺς ὀποτελεῖς) zurückführen.

tegen und aller griechischen Gaubeamten, über die Königsbauern, ebenfalls zum grössten Teil Aegypter, administrative Gewalt hatte. Diese Stellung des Königsschreibers hat nun BERNEKER¹ dazu geführt, eine Theorie aufzubauen, nach der der Basilikogrammateus die für die Königsbauern in Rechtssachen zuständige Instanz war. Jeder Kläger, der gegen einen Angehörigen dieser Bevölkerungsklasse vorgehen will, muss sich an diesen Beamten wenden.

Es ist ohne Interesse, auf die Fälle näher einzugehen, in denen BERNEKER selbst zugeben muss, dass der „Königsschreiber tatsächlich nichts anderes ist, als was sein Titel besagt, ein *Schreiber*“. Wir wollen nun den Fall erörtern, den BERNEKER zur Stütze für seine Lehre anführt. *Chrest.*, II², 46, = *P. Tebt.* I, 43, edd. GRENFELL-HUNT.

Was sehen wir hier vor uns? Ein Komogrammateus und sein Bruder, der Epistates der Phylakiten des Dorfes, und noch einer von den Königsbauern, werden von einem vom Epistaten der Phylakiten des Gaues, Aminias, entsandten Beamten, verhaftet, weil gegen sie eine Anzeige wegen Giftmordversuchs erstattet worden ist. Daraufhin findet eine ἐπίσκεψις vor Aminias in Gegenwart des königlichen Schreibers statt (παρόντος καὶ Ἀμεινίως τοῦ βα[σιλικού] γρ[αμματέως]), in der sie infolge erwiesener Unschuld freigesprochen werden. Diese Gemeinschaft des Epistaten der Phylakiten des Gaues und des Königsschreibers wird συνεδρεία genannt. Einmal nun ist BERNEKER der Ansicht, dass es sich hier um eine Gerichtssitzung handelt, obwohl der Ausdruck ἐπίσκεψις, nach allem, was wir wissen², Untersuchung bedeutet. Zum andern aber kommt er auf diese Weise dazu, dem Epistaten der Phylakiten des Gaues eine sehr weitgehende richterliche Befugnis zu übertragen, von der wir, ausser diesem von ihm als dafür beweisend zitierten Bei-

¹ BERNEKER, *loc. cit.*, p. 102.

² Vgl. FR. PREISIGKE: *Fachwörter des öffentlichen Verwaltungsdienstes Aegyptens*, Göttingen, 1915, S. 88, V^o „ἐπίσκεψις“.

spiel¹, nichts wissen. Nun schwanken allerdings die Gelehrten² sehr, ob der Stratege allein die strafrichterliche Kompetenz gehabt, oder ob er sie mit den Chrematisten oder gar auch den Laokriten geteilt habe; keiner ist aber bisher dazu gekommen, die Polizeibehörden zu richterlichen zu machen.

Wenn aber dies selbst der Fall wäre, ist denn die Fassung des Papyrus, vor allem der Begriff *συνεδρεία*, dem Gedanken von BERNEKER günstig? Ich wundere mich, dass dieser nicht bei dieser Gelegenheit darauf hingewiesen hat, dass wir es auch im *P. Amh.* 33 (um 158 v. Chr.) in einem Prozess gegen einen früheren Komarchen mit einer Verhandlung *ἐπί — τοῦ ἐπι[μ]ελητοῦ καὶ — — — τοῦ βασιλικοῦ γ[ρα]μματέως συνεδρευόντων καὶ τῶν — — — τὰ βασιλικά καὶ προσοδικὰ καὶ ἰδιωτικὰ κρίνοντων χρηματιστῶν* zu tun haben. Hier sagt BERNEKER, das zeige, dass dieser Gerichtshof ähnlich organisiert sei wie moderne Gerichte. Die Vorsitzenden wären Mitglieder des Kollegiums und hätten als solche nicht mehr Rechte als die anderen. In der Anm. verweist er auf ZUCKER³ mit der seinen übereinstimmende Darstellung und erwähnt, dass SEMEKA⁴ keinen Vorsitz der Beamten im Chrematistenkollegium annimmt. Dieselbe Stelle hat auch P.M. MEYER beschäftigt⁵, der genau wie ZUCKER der Meinung ist, dass „diese Verwaltungsbeamten die Vorsitzenden, die Chrematisten die Beisitzer sind“. Ich glaube, dass man sich mit dieser Interpretation des Textes nicht zufrieden geben kann und vor allem auf den Sinn des Wortes *συνεδρεύειν* achten muss, das da, wo wir es in den

¹ S. BERNEKER, a.a.O., S. 79.

² Cf. O. GUÉRAUD, p. LXXXII; J. LESQUIER, *Pap. de Magdola*², Paris, 1912, p. 28. P.M. MEYER, *Klio*, VII (1907), p. 290.

³ Fr. ZUCKER, *Beiträge zur Kenntnis der Gerichtsgorg. im ptol. u. röm. Aegypten* (*Philologus*, Suppl. XII, 1912, Heft 1).

⁴ Gregor SEMEKA, *Ptolem. Prozessrecht*, I, 1913 (mehr nicht erschienen).

⁵ P.M. MEYER, *Klio*, VII, S. 271.

Papyrustexten finden¹, nicht etwa „Gerichtssitzung halten“, sondern, wie es BERNEKER² sehr gut sagt, „Zusammenwirken“, und zwar von Beamten verschiedener Verwaltungszweige, bedeutet. Es ist doch auffällig, dass in *Chrest.*, II, 2, 46, der Ausdruck *παρόντος καὶ τοῦ βασιλικοῦ γραμματέως* synonym für das gebraucht wird, was dann *συνεδρεία* genannt wird. Wenn wir einmal von dieser Bedeutung ausgehen, so bekommen wir folgendes Bild. Der Epimelet, den wir z.B. *Chrest.*, II, 2, 5 als delegierten Sondereinzelrichter in einer Sache gegen einen Oikonomon kennen³, wirkt hier ebenso wie der *ἐπιστάτης καὶ γραμματεὺς τῶν κατοίκων* (aus P.M. MEYER, *Griechische Urkunden aus Aegypten*, I, 1) mit andern Beamten, hier dem Basilikogrammateus, zusammen. Wichtig ist nun, dass im Gegensatz zu der von dem Vorsitzenden allein nach Anhörung des Consiliums gefassten Entscheidung (so wenigstens will es MEYER⁴; der Abschnitt des Papyrus ist zerstört) hier das *petitum* dahin geht, die Chrematisten durch Uebersendung der Enteuxis dahin zu instruieren, dass sie bei Erledigung der Eingaben auch diese hier untersuchen und, wenn sie sie für richtig befinden, dem darin gestellten Ersuchen entsprechen. Wir haben es also hier mit einem Zwischenurteil zu tun, das die Chrematisten allein fällen sollen. Es handelt sich hier darum, die Anwälte zu verhindern, in Fiskalsachen aufzutreten, wofür die Chrematisten allein zuständig sind. Wäre es anders gewesen, so hätten doch die Antragsteller gebeten, den Epimeleten und den Königschreiber anzuweisen, über ihre Eingabe zu entscheiden. In der Hauptverhandlung hingegen werden die Chrematisten

¹ P.M. MEYER, *Griechische Texte aus Aegypten*, I, *Papyri des neutestamentlichen Sem. der Univ. Berlin*, Nr. I, p. 5, hat eine gute Zusammenstellung dieser Stellen gegeben.

² BERNEKER, S. 147.

³ BERNEKER, S. 92.

⁴ MEYER, *a.a.O.*, S. 5 ff.

nur im Consilium des Epimeleten wirksam. Wie ist dies zu erklären?

Der ganze Fall, vor allem das Zusammenwirken des Epimeleten und der Chrematisten, ist bisher für alle Gelehrten, die sich damit beschäftigt haben, ein ungelöstes Rätsel gewesen. BERNEKER¹, der die Chrematisten in der Sondergerichtsbarkeit als ein dem Dioiketen untergeordnetes Gericht bezeichnet, hat sich über die Gründe, die zu dieser Stellung geführt haben, nicht geäußert. Wir möchten hier folgende Hypothese der Kritik unterbreiten. Die Anklagenden in unserem Falle sind Steuerpächter. Als solche werden sie einmal, wie wir gesehen haben², zu den Beamten gezählt; zum anderen sind sie ὑποτελεῖς. Natürlich haben sie ihre Beamtenstellung geltend gemacht und sich an die Chrematisten gewandt. Insofern sie aber ὑποτελεῖς sind, hätten sie sich zuerst einmal an den Oikonomon wenden müssen, wie wir später in dem Abschnitt über die ὑποτελεῖς sehen werden. Wenn also die rechtliche Stellung der Steuerpächter völlig hätte zum Ausdruck gebracht werden sollen, so wäre ein Kollegium, das aus dem Oikonomon und den Chrematisten bestanden hätte, am Platze gewesen. Man hat aber dem Oikonomon nicht die Leitung in diesem Gremium übertragen wollen. Man konnte ihm nicht den Chrematisten überordnen, da er nur ein Gaubeamter ist und seine Autorität nicht ausgereicht hätte, die Chrematisten hingegen ihre Tätigkeit über mehrere Gaue erstreckten. — Dies ist der Grund, weswegen man sich an den Epimeleten wandte, wofür wir auch noch einen anderen Beweis haben, *P. Tebt.* 782, um 153 v. Chr.³ Das Vergleichsmoment für uns liegt hier darin, dass der verhaftete Petent, gegen den eine Klage bei den Chrematisten vorlag, sich um Haftentlassung an den Epimeleten wendet.

¹ BERNEKER, *loc. cit.*, pp. 144, 145.

² Cf. *supra*, p. 7.

³ BERNEKER, S. 93.

Die eben angeführten Gründe haben es nun mit sich gebracht, dass wir in unserm Fall einen Prozess gegen einen Komarchen, der Aegypter ist, vor einem griechischen Gremium haben. Dieser Umstand hat nun u.E. dazu geführt, dass zusammen mit dem Epimeleten der Königsschreiber auftritt. Er hat, hier wie überall, die Aufgabe, den Aegypter zu verhören und, vor allem, dem Epimeleten bei der Protokollierung der ägyptischen Aussagen an die Hand zu gehen. Wir haben hier also einen Fall, in dem der Epimelet sich von den Chrematisten juristisch beraten lässt und den Basilikogrammateus gewissermassen als Gerichtsschreiber benutzt. Eine Schwierigkeit bei dieser Darstellung bildet nur die Reihenfolge, in der die verschiedenen Zusammenwirkenden genannt werden. Man sollte annehmen, dass die Chrematisten an zweiter Stelle, vor dem Königsschreiber, stehen müssten. Wir glauben aber, dass dieser Einwand durch den Hinweis darauf widerlegt werden kann, dass man die beiden Einzelbeamten nicht durch ein Kollegium trennen wollte. Dass der Königsschreiber stets an zweiter Stelle genannt wird, passt sehr gut zu seiner Stellung. Er ist von allen Gaubeamten der im Rang niedrigste, und wo immer er neben anderen Gaubeamten auftritt, deren Hilfsorgan¹. Andererseits aber dürfen wir nicht vergessen, dass der Königsschreiber von allen Aegyptern der im Rang höchststehende Beamte ist und als solcher durch seine Untergebenen, die Topogrammateis und Komogrammateis, über alles, was die Königsbauern angeht, ständig auf dem Laufenden gehalten wird, so dass er über diese Bevölkerungsklasse am besten orientiert ist. Diese seine intime Kenntnis liess es wahrscheinlich geraten erscheinen, ihn stets zuzuziehen, wenn es sich um Fälle handelte, in denen Königsbauern als Beklagte zu erscheinen hatten.

¹ So finden wir ihn in *P. Petr.*, II, 42 a hinter den Oikonomon und den Nomarchen aufgezählt.

Wir möchten es unbedingt ablehnen, aus der *συνοδικία* eine Vorsitz zu machen; zwei Vorsitzende scheinen uns nun völlig unmöglich. Wenn man aber wirklich mit BERNEKER annehmen würde, dass der Königsschreiber eine richterliche Zuständigkeit gehabt hat, so muss doch das Eindringen des Epimeleten in das Richterkollegium sehr nachdenklich stimmen. Wir haben den Fall, den wir soeben erörtert haben, dadurch erklärt, dass wir ihn von der Klägerseite aus betrachtet haben, während man bisher nur von dem beklagten Komarchen ausgegangen ist und dabei offensichtlich zu keinem Ergebnis kommen konnte. Nach dem, was wir hier festgestellt haben, ist denn auch die Tätigkeit des Königsschreibers in *Chrest.*, II, 2, 46, aufzufassen.

Als weitere Stütze seiner Hypothese zieht BERNEKER¹ *Chrest.*, II, 2, 42, = *P. Tebt.* I, 14, heran. Er hat diese Urkunde vollständig missverstanden, wenn er annimmt, dass es sich hier um eine Ladung des wegen Mordes angeklagten Königsbauern vor den Königsschreiber handelt. In Wirklichkeit ist es einer von den Berichten des Dorfschreibers, von denen wir soeben sprachen, in dem dieser seinen Vorgesetzten, den Königsschreiber, davon verständigt, dass er den Beschuldigten geladen und sein Vermögen beschlagnahmt hat. Diese administrative Seite ging den Königsschreiber an, der über alle Königsbauern Buch zu führen hatte. Welches die zuständige Gerichtsstelle war, wird uns dagegen durchaus nicht mitgeteilt.

BERNEKER selbst fand seine Unterlagen etwas dürftig und hat deshalb auch noch einen Papyrus aus früher römischer Zeit (aus dem Jahre 3 nach Chr.)² herangezogen, um aus ihm eine Gerichtsbarkeit des Basilikogrammateus über die Königsbauern herzuleiten. Ich möchte aber auch diese Urkunde anders auffassen. Gewiss ist hier die Form die

¹ BERNEKER, *a.a.O.*, S. 108.

² *Sammelbuch (S.B.)*, 73, 76 = *P. Inv. Col.*, 6.

einer Petition, und es wird so getan, als ob es zu einer richterlichen Entscheidung kommen sollte; in Wirklichkeit aber wendet sich der Petent nur an den Vorgesetzten des Beamten, der ihm Unrecht getan hat, damit dieser die nötigen Anweisungen erteile und seinen Untergebenen zwingt, den Beschwerdeführenden in Ruhe zu lassen und ihm die weggenommenen Gegenstände wiederzugeben. Ich bemerke ausserdem, dass es sich hier um eine Beschwerde gegen einen Beamten handelt, und dass demzufolge, nach allem, was wir wissen, dieser Fall vor den Strategen als Disziplinarrichter hätte kommen müssen. Während BERNEKER sonst sehr richtig nur die Fälle behandelt hat, in denen Königsbauern angeklagt werden, hat er hier plötzlich einen Fall untersucht, wo der Königsbauer Kläger ist, einen Fall also, der aus der Schlussreihe völlig herausfällt. Wir möchten diesen Fall ebenso wie die vielen schon erwähnten so angesehen wissen, dass es sich auch hier nur um eine von jenen Beschwerden handelt, mit der man sich halb privat an den Vorgesetzten des unrechttuenden Beamten um Abstellung der Uebelstände wandte. Ich möchte dafür in diesem Texte besonders auf das Wort *διασπολαί* verweisen. Ähnliches hatten wir in *P. Cair. Zen.* 59368, anlässlich der ersten Verhaftung und Freilassung der Bienenpächter annehmen zu dürfen geglaubt.

Wir haben uns bis jetzt bemüht, nachzuweisen, dass die Königsschreiber keine richterliche Kompetenz hatten. Der Mangel an Beweisen war dabei für uns der ausschlaggebende Grund. Aber wir dürfen nicht ausser Acht lassen, dass diese rein ägyptische Beamtschaft der „Schreiber“, die die Ptolemäer bei ihrer Besitznahme von Aegypten vorfanden, und die sie notwendigerweise bestehen lassen mussten, wenn sie sich mit den Eingeborenen verständigen wollten, in keiner Weise für richterliche Entscheidungen in Frage kamen. Wenn auch die Königsbauern zum überwiegenden Teil Aegypter waren, so war doch die Zugehörig-

keit zu diesem Stand nicht an die Nationalität, sondern an das tatsächliche Pachtverhältnis geknüpft. Es wäre aber, glauben wir, den Griechen in Aegypten ebenso ungeheuerlich vorgekommen, dass ein Aegypter als Königsschreiber über einen der ihren urteilen konnte, wie es heute, sagen wir einem Amerikaner erscheinen würde, wenn er sich einem Neger als Einzelrichter gegenüber sähe. (Dies ist kein Werturteil.) Es gibt gewisse Beamtenstellen, die die herrschende Schicht, das herrschende Volk, ausschliesslich mit seinen eignen Angehörigen besetzt. Man darf doch auch nie bei einer noch so theoretischen Untersuchung die tatsächlichen Zustände des Landes, um das es geht, aus den Augen verlieren, und nichts spiegelt so wie die Gerichtsverfassung die sozialen Verhältnisse eines Staates wieder.

Wir glauben nun nachgewiesen zu haben, dass die Königsbauern keinen besonderen Gerichtsstand vor dem Königsschreiber haben; es bleibt uns nun übrig, festzustellen, vor wem denn die gegen sie erhobenen Klagen entschieden wurden. Einen Anhalt für die Lösung dieser Frage können wir vielleicht in dem vorher zitierten Papyrus *Chrest.*, II, 2, 26, finden, wo der Königsbauer den Strategen um Aussetzung des Verfahrens angeht. Gewiss ist es möglich, dass diese einstweilige Verfügung vom Strategen nur als Vollstreckungsrichter erlassen wird; wir möchten aber vielmehr annehmen, dass nach der Aussaat der Königsbauer vor dem Strategen seinen Gerichtsstand haben wird.

Nur zum Beweise dieser Annahme sehen wir uns genötigt, die Stellung der Königsbauern als Kläger näher zu untersuchen. Die Ausnahmestellung der Königsbauern macht sich nämlich auch und vor allem dann geltend, wenn sie sich als Kläger an die Gerichte wenden. ROSTOWZEW ist in seinen Studien zur Geschichte des römischen Kolonats¹ in

¹ M. ROSTOWZEW, *Studien zur Geschichte des röm. Kolonats* (I. Beiheft zum *Archiv f. Papf.*), Leipzig, 1910, S. 68.

anderem Zusammenhang auf diese Dinge zu sprechen gekommen. Er hat eine Gruppe von Petitionen der Königsbauern aufgeführt, in denen sie sich an den Dorfschreiber wandten, um durch ihn ihre Klage weiterleiten zu lassen: διὸ προσαγγέλλω σοι ὅπως ὑποτάξῃς οἷς καθήκει (P. Tebt. I, 44) oder διὸ ἐπιδίδωμί σοι ὅπως περὶ ἐκάστων ὑπογραφῆν ποιήσῃ προσηγορεύοντα καὶ τοῦ ὑπομνή(ματος) ἀντίγραφον οἷς καθήκει, ἵνα ἐγὼ μὲν κομίσωμαι τὰ ἑμαυτοῦ αὐτοὶ δὲ τύχῳσι τῆς ἐπιπλήξεως (P. Tebt. I, 45). Wer diese mysteriöse Instanz οἷς καθήκει ist, erfahren wir leider niemals; bisweilen sieht es auch so aus, als ob der Dorfschreiber selber eine gewissermassen friedensrichterliche Tätigkeit ausübe, P. Tebt. I, 9: διὸ ἐπιδίδωμί σοι ὅπως τοῦ ἐγκαλουμέν[ο]υ προσκληθέντος ἐπαναγκαστῆ ἀποδοῦναι μοι τὸ βλάβος, „dass er gezwungen wird, mir den Schaden zu bezahlen“, wenn der Angeklagte nicht auf diese Ermahnungen des Dorfschreibers reagiert; ἐὰν δὲ ἀπειθῆ ὑποτάξαι τοῦ ὑπομνήματος ἀντίγραφον οἷς καθήκει ἢ ὑπάρχει μοι ἐν χρηματισμῶν καὶ μηδὲν τῷ βασιλεῖ διαπέσει. Hier möchte ich besonders auf die Formel ἢ ὑπάρχει μοι ἐν χρηματισμῶν hinweisen, „damit die Angelegenheit dadurch für mich rechtshängig geworden ist“, dadurch nämlich, dass sie im Verhandlungsregister (χρηματισμός)¹ aufgenommen ist. Also solange der Dorfschreiber von sich aus versuchte, die Sache aus der Welt zu schaffen, war sie noch nicht rechtshängig. Dies trat erst mit der Aufnahme in das Register ein, was von der Weiterleitung durch den Dorfschreiber abhing. Man versuchte also auch in diesen Fällen, um das Verfahren vor dem Strategen herumzukommen, also wieder die Erledigung durch ein halbamtliches Verfahren.

Neben diesen, von Rostowzew aufgeführten Eingaben an den Dorfschreiber gibt es aber eine nicht geringe Reihe von Fällen, in denen sich die Königsbauern an andere

¹ Vgl. LESQUIER, *loc. cit.* Vgl. *Pap. Magd.* 32, 9, mit Kommentar, p. 177; ferner *Notices et extraits de la biblioth. impériale*, t. XVIII, seconde partie, Nr. 61 R.

Beamte wenden. Dass die Klagen gegen Beamte, die, wie wir oben gesehen haben, ihren besonderen Gerichtsstand vor dem Strategen hatten, nicht an den Dorfschreiber gingen, versteht sich von selbst. Merkwürdig ist es jedoch, dass wir einmal bei einer Klage gegen den Toparchen den Archi-phylakiten angegangen finden¹. Hier haben wir es mit einem Beamten zu tun, der einem anderen Ressort angehört. Dagegen werden in einem anderen Falle² erst der Meridarch, und dann der Komomisthotes gegen den Komarchen, der auch Erntewächter ist, befasst. Hier bleiben wir in demselben Ressort. Immerhin stellen diese Fälle Ausnahmen dar. Der regelmässige Weg bei Disziplinarclagen führt zum Strategen. Der Unterschied jedoch zwischen diesen beiden Fällen und der Regel ist nicht erheblich. Letzten Endes wird in diesen Fällen die Instanz des Strategen diejenige sein, an die die Klagen gelangen werden, wenn es durch das halb private Eingreifen der anderen Beamten nicht gelingen sollte, den Beschwerdegrund aus der Welt zu schaffen. Man steht immer wieder vor demselben Phaenomen. Wir können deshalb über die meisten von ROSTOWZEW angeführten Fälle hinweggehen, da sie sich durch diese Erwägung erklären lassen.

Doch es finden sich auch von Königsbauern eingereichte Eingaben an den König, die direkt dem Strategen zur Erledigung übermittelt wurden. Eine solche Urkunde ist *P. Enteuxeis*, 18. Es handelt sich hier um eine Erbschafts-sache, die der Stratege, nach der Subscriptio zu schliessen, selbst entscheiden will. BERNEKER³ hat für diese Zuständigkeit des Strategen eine sehr bestechende Erklärung gegeben. Er meint nämlich, dass der Königsbauer in den Zeiten nach der Aussaat und der Bodenbewässerung vor den ordentlichen Gerichten erscheinen darf. Er verweist darauf, dass,

¹ *P. Tebl.* I, 41.

² *P. Tebl.* 183, descr.

³ BERNEKER, S. 76, 77.

während der *καρπικὸς κελός* für die Aussaat nach *Chrest.*, II, 2, 26, um den 25. Thoth herum anzusetzen ist, am 13. Choiak, im Augenblick der Einreichung der Erbschaftsklage, über zwei und ein halb Monate verstrichen sind. Nun müssen wir aber darauf aufmerksam machen, dass es recht unvorsichtig ist, ganz allgemein für verschiedene Teile Aegyptens (Magdola im Fayum und Tenis im Hermopolites) und für verschiedene Jahrhunderte (228 u. 108 v. Chr.) denselben Stichtag für die Aussaat anzunehmen. Hätte BERNEKER die Papyri von Magdola in der Ausgabe von LESQUIER¹ eingesehen, so wäre es ihm nicht entgangen, dass dieser sein Argument auf Seite 25 der Einleitung, freilich mit viel grösserer Umsicht, benutzt hat. BERNEKER hat nämlich nicht berücksichtigt, dass sich der Jahresanfang durch das ägyptische Jahr von 365 Tagen jedes vierte Jahr um einen Tag verschiebt und dass die gleichen Daten hundert Jahre später nicht mehr den gleichen Jahreszeiten entsprechen, sondern um etwa einen Monat früher liegen². Während also BERNEKER's Beweisführung durch die Ungenauigkeit, mit der er Raum und Zeit behandelt, Schiffbruch leidet, lässt sich gegen LESQUIER's Annahme, dass es in Aegypten Perioden der Gerichtssitzungen gegeben habe, die sich nach dem Arbeiten auf dem Lande gerichtet hätten, durchaus nichts einwenden. Diese Vermutung kann dann für die Beurteilung der verschiedenen Beamten, an die sich die Königsbauern mit ihren Beschwerden richten, sehr fruchtbringend verwertet werden. Während der Zeit der Aussaat und der Bewässerung war ihre Anwesenheit im Dorfe unerlässlich. Sie wandten sich demzufolge an den Dorfschreiber. In der Ruhezeit, im

¹ *Papyrus de Magdola*. Seconde édition par Jean LESQUIER. Tome II des *Papyrus Grecs* publiés sous la direction de Pierre JOUGUET avec la collaboration de COLLART, LESQUIER et XOUAL, Paris 1912, p. 25.

² Vgl. zu diesem Problem Michael SCHNEBEL, *Die Landwirtschaft im hellenistischen Aegypten* (*Münch. Beitr. z. Papf.*, 7. Heft, München, 1925), insbes. die aufschlussreichen und sehr verdienstvollen Tabellen auf S. 138 ff.

Sommer, konnten sie in die Stadt gehen und ihre Prozesse führen.

Sehr lehrreich für uns ist auch *P.S.I.* IV, 383 (248-247 v. Chr.), in dem es sich ebenfalls um eine Enteuxis an den König handelt, die aber, das erfahren wir aus dem Dokument, direkt Apollonios, dem Dioiketen, übergeben wird. Hier handelt es sich um die Klage eines Königsbauern gegen einen Steuerpächter, welcher eine von ihm bereits bezahlte Steuer noch einmal erheben wollte¹. (Insofern dieses Dokument den Steuerpächter interessiert, werden wir noch später darauf eingehen.) Immerhin dürfen wir aber schon hier nicht vergessen, dass Aristandros, der dem Theron den Empfehlungsbrief an Zenon schreibt, Oikonom ist. Was mag ihn veranlasst haben, nicht selber zu urteilen, sondern die Angelegenheit an seine Vorgesetzten gelangen zu lassen? Hatte er vielleicht einen Streit mit dem Steuerpächter gehabt? Wollte er ihn auf diese Weise diskreditieren? Wie dem auch sei, dieser Fall zeigt uns, dass, wenn die Königsbauern nur über die nötige Protektion verfügten, d.h. wenn der Oikonom, an den sie sich gewandt hatten, ein Interesse an ihnen oder an der Sache hatte, sie nicht scheuten, auch den Dioiketen direkt anzugehen, vorausgesetzt natürlich, dass es sich um Monopolangelegenheiten handelte.

Diese Darstellung der besonderen Stellung der Königsbauern, die in der Zeit der Aussaat sich an die ihnen vorgesetzte Dorfbehörde zu wenden hatten, gibt uns einen Einblick in die Bevormundung, der sie von seiten des Staates unterworfen waren. Sie waren die Hauptwerkzeuge der Ernährung und des Wohlstandes Aegyptens und mussten deshalb auf dem Lande festgehalten werden. Darum ist also jede Hypothese, die ein Eingreifen des Dioiketen in Alexandria zur Regel machen würde, schon deswegen unwahr-

¹ BERNEKER, S. 81.

scheinlich, weil diese Kompetenz des Finanzministers die Abwesenheit des Königsbauern bedingen würde, und grade dem will man mit allen Mitteln steuern. *P.S.I.* 383, ist also eine grosse Ausnahme, lässt sich aber, unserer Meinung nach, von dem beklagten Steuerpächter aus un-schwer erklären. Wir müssen uns ein für allemal darüber klar sein, dass wir es wahrscheinlich bei den Zuständigkeiten der verschiedenen, von der ordentlichen Gerichtsbarkeit eximierten Bevölkerungsklassen nicht mit völlig strikten Regeln zu tun haben, die nur *einer* Auslegung fähig wären. U.E. muss man wohl dahin kommen, anzunehmen, dass bald der Kläger, bald der Beklagte, insbes. dann, wenn beide Parteien diesen Bevölkerungsklassen angehörten, den Ausschlag gegeben hat. Wonach sich die Entscheidung darüber gerichtet hat, lässt sich nach dem heutigen Stande unseres Wissens nicht sagen. Nach allem aber, was wir im Laufe dieser Arbeit gelernt haben, möchten wir vermuten, dass die mehr oder weniger grosse Protektion dabei eine nicht zu unterschätzende Rolle gespielt haben mag.

Bei Activelegitimation also umständlichen Formalitäten unterworfen, passiv während eines Teils des Jahres eximiert¹, möchten wir doch grundsätzlich annehmen, dass die Königsbauern da, wo sie klagen konnten, auch verklagt werden konnten. Wenn wir also den Strategen in der Erbschaftssache² angegangen sehen, warum soll er dann nicht auch, wenn die Königsbauern die Beklagten waren, zuständig gewesen sein? Und wenn wir es recht bedenken, können wir nicht vermuten, dass die in dieser Urkunde beklagten Onkel ebenfalls Königsbauern gewesen sind?

An dieser Stelle dürfte es vielleicht richtig sein, der besonderen Kompetenz des Dioiketen in den Angelegenhei-

¹ So erklärt sich auch das Ladungsprivileg *Chrest.*, II, 2, 26 und 27. So sind die verschiedenen Vorschriften des *P. Tebt.* 5, zu verstehen, in denen die Königsbauern vor der Kahlpfändung geschützt werden.

² Vgl. den oben erwähnten *P. Enteux.* 18, in O. GUÉBAUD, *loc. cit.*

ten, die sich auf die Landlose der Soldatensiedler bezogen, Erwähnung zu tun.

In *P.S.I.* 976, der dem König direkt eingereichten *Enteuxis*, in der sich der Kläger gegen Oikonomon, die ihn schröpfen, wendet, ist dieser ein Soldat, der einen *Kleros* besitzt. Die neuen Berliner Urkunden in *B.G.U.* VIII, haben uns aus spätptolemäischer Zeit über den besonderen Gerichtsstand dieser Kategorie der Bevölkerung in allen Prozessen, die den Erwerb, Besitz und Ertrag ihrer Landlose betrafen, Belehrung zu Teil werden lassen¹. Diese Rechtsstreitigkeiten wurden zwar von den *Chrematisten* geregelt; diese fungierten aber als ein *ἐπακόλουθόν τῶν διοικητῶν κριτήριον* (*B.G.U.* VIII, 1776, 9). BERNEKER's Einteilung hat ihn dazu geführt, diese Prozesse unter dem Kapitel: Kollegialgerichte bei den *Chrematisten* zu behandeln, obwohl er selbst die Delegation des *Dioiketen* zugibt², der mit Anweisungen an den *Strategen* auf Sicherstellung der Ernten, nach Abführung der der Staatskasse zukommenden Abgaben, eingreift. Wir glauben, dass wir auch hier wieder die allgemeine Kompetenz des *Dioiketen* mit Händen greifen können, die ihn überall da tätig werden lässt, wo es sich um die Finanzinteressen des Staates handelt. Die Landlose waren ja nur auf Lebenszeit verliehenes Land. Zugleich aber glauben wir, aus *P. Enteux.* 68, wo wir ebenfalls einen *Katoiken*, und zwar eine thrakische Waise, als Kläger vor uns haben³, im Gegensatz zu BERNEKER schliessen zu können, dass ursprünglich diese Bevölkerungsschicht, was ihre *κλήροι* anbetraf, sich direkt an den König wandte, der ja ihr Lehnsherr war. Dieser wird hier darum angegangen, dem Königsschreiber mitzuteilen, dass er eine Neuvermessung der Grenzen des Ackerloses vornehmen soll. Von einer Zu-

¹ BERNEKER, S. 153.

² Hier wieder ein Beweis für die ephemere Dauer des *Prostagmas* von dem Jahre 114. Vgl. auch weiter oben, *Chrest.*, I, 2, 287, 43.

³ Vgl. *B.G.U.* 1261, 3.

ständigkeit oder einem Eingreifen des Dioiketen ist hier keine Rede. Ich möchte auch nicht glauben, dass man diese auf Grund von Urkunden, die fast 2 Jahrhunderte später liegen, annehmen soll, wo im Texte für sie kein Platz ist. Dagegen möchte ich doch hier auf den Bereich aufmerksam machen, in dem der Königsschreiber tätig wird. Es handelt sich um die Vermessung des Landloses. Dies zeigt uns, dass er rein administrativ über die Bodenverteilung Buch zu führen hat, und demzufolge bei Neuzuteilungen zugezogen wird.

Wir haben bei der Tatsache, dass aus den direkten Eingaben an den König, in *P. Enteux.* 68 u. *P.S.I.* 976, in den spätptolemäischen Papyri Hypomnemata an den Dioiketen werden, vielleicht denselben Schluss zu ziehen, den wir weiter oben getan haben, als wir sagten, dass der Delegierte allmählich eine autonome Kompetenz erworben hat.

Wir kommen jetzt endlich zum Gerichtsstand der letzten der von den ordentlichen Gerichten ausgenommenen Klassen, den ὑποτελεῖς. Hier liegt der Fall wesentlich einfacher. Der Zusammenhang der Monopole mit den Finanzen des Staates ist in der Tat ein so enger, dass der Dioiket, wenn irgendwo, dann hier zuständig gewesen sein müsste. Freilich werden wir auch hier sehen, dass dieser Beamte nur da tätig wird, wo es sich um Interessen der königlichen Kasse handelt. So haben wir in *Chrest.*, I, 2, 301 — *P. Lille*, I, 3, 55-60¹, die Bestimmung, dass Monopolöhländler, die die vom Dioiketen festgesetzten Détailhöchstverkaufspreise überschreiten, nach Alexandria vor seinen Richterstuhl gebracht werden. Es ist bei diesem Dokument beachtlich, dass wir darin einen Beamten des Finanzministers finden, der die Kleinöhländler kontrollieren soll; der Dioiket hat ihm jedoch

¹ *Pap. Grecs de Lille*, publ. sous la direction de JOUGUET avec la collab. de COLLART, LESQUIER et XOUAL, t. I^{er}, 1907, II, 1928.

seine richterliche Gewalt nicht delegiert. Diese Uebertretungen sind ihm so wichtig, dass er selber darüber entscheiden will. Wir müssen auch wieder den Erlass des Dioiketen Dioskurides, *U.P.Z.* 113 (157-156 v. Chr.), erwähnen, den wir schon bei den Beamten behandelt haben. Hier werden ihnen die Steuerpächter gleichgeordnet. Auch die Monopolarbeiter aus den Steinbrüchen sollen, im Falle, dass sie flüchtig und wieder eingefangen werden, nach Alexandria vor den Dioiketen gebracht werden¹.

Hierher bezieht nun BERNEKER auch die gegen einen Steuerpächter gerichtete Klage des Königsbauern Theron, *P.S.I.* 383. Wir glauben, dass die Steuerpächter wahrscheinlich eher als Beamte aufgefasst worden sind, und haben deshalb diesen Fall bereits weiter oben behandelt.

Genau aber wie wir in den Disziplinarverfahren gegen Beamte eine Teilung der Kompetenzen zwischen dem Dioiketen und dem Strategen festgestellt haben, dürfen wir auch bei den ὑποταλαίς die Zuständigkeit des Oikonomon nicht ausser Acht lassen, der alle Fälle, wo es sich um Monopollente, sei es als Kläger oder Beklagte, handelt, und wo es nicht um Monopolvergehen im engeren Sinne geht, in erster Linie zu entscheiden hatte. Diese Regelung ist darauf zurückzuführen, dass die Regierungspolitik der Ptolemäer darauf ausging, eine möglichst scharfe Kontrolle über die Monopollente auszuüben. Sie sollten ihre Arbeit tun, und so wenig als möglich mit den Gerichten zu schaffen haben. Die Entscheidung der Rechtsstreitigkeiten durch den Oikonomon ist ebenfalls wieder auf der Linie der Patriarchalgerichtsbarkeit und mit den Landesbräuchen wohl vereinbar. Wir fragen uns sehr, ob wir nicht auch hier für den Oikonomon nur eine abgeleitete Kompetenz zu postulieren haben, und ob nicht auch hier der wahrhaft Zuständige der Dioiket ist, der sich ebenso wie beim Strategen die die Staatskasse

¹ *Pap. Tebt.* 703, IV, 215 ff.

direkt betreffenden Fälle vorbehalten hat. Wenn wir diese Konstruktion auch nicht beweisen können, so dürfte sie uns doch das Verständnis erheblich erleichtern. Es liegt vielleicht auch im Sinne der monarchischen Verfassung Aegyptens, dass die Kompetenz der Unterbeamten sich auf die des Dioiketen zurückführen lässt, der seinerseits die seinige von der Macht des Königs ableitet. Das Bild des Beamtenaufbaus in Aegypten ist die Pyramide.

Unsere Betrachtung wird dabei sehr viel klarer werden, wenn wir die Fälle der Activ- und Passivlegitimation der ὑποτελεῖς hinsichtlich des Oikonomon gesondert betrachten.

Wir beginnen mit dem Fall, dass der Monopolmann Beklagter ist. Hier haben wir als typisches Beispiel *Chrest.*, II, 2, 6 = *P. Petrie* II, 18, 1, wo sich ein Walker (γυαφεύς), der einen Nicht-Monopolmann „durchgewalkt“ hat, darauf beruft, dass er Monopolmann ist, und sich demzufolge weigert, sich auf einen Prozess vor einem ordentlichen Gericht einzulassen. Es bleibt dem Verprügelten also nichts weiter übrig, als sich an den vorgesetzten Oikonomon des Walkers zu wenden, mit einem Petition, von dem uns nur noch die Bitte um Ladung des Missetäters erhalten ist: καταφρονήσας διὰ τὸ ὑ[πο]τελ[ῆ] εἶναι αὐτὸν καὶ μὴ δύνασθαι [με λ]αθεῖν πα[ρ'] αὐτοῦ τὸ δι[κ]α[ιον] διὰ τοῦ [δι]καστηρίου. Ἀξιῶ σε, εἰ[ὰ]ν φαίνεται, ἀνακαλεσάμενον... Wie der Fall entschieden worden ist, was der Geschädigte gewollt hat, erfahren wir nicht.

Man hat nun geglaubt, zwei *Enteux.* 64 und 74, der Sammlung von O. GUÉRAUD, mit diesem Papyrus in Verbindung bringen zu können, weil wir in ihnen ähnliche Ausdrücke der Unmöglichkeit, sein Recht vor den ordentlichen Gerichten zu bekommen, finden. In Nr. 64 ist es die Stelle Zeile 8 Ἐπεὶ οὖν οὐ δύναμαι δίκην αὐτῷ γράψασθαι, an deren Erklärung GUÉRAUD sich leider nicht versucht hat, ebenso wie er auch in 74,15 ἐπειδὴ οὐκ ἰσχύω δίκην αὐτῷ λέγειν die sonderbare Fassung dieses Passus nur angemerkt hat. Ich

glaube jedoch, dass WILCKEN's Besprechung im *Archiv*¹ die Fragen, die GUÉRAUD aufgestellt hatte, beantwortet hat, und dass man in der von WILCKEN vorgeschlagenen neuen Ergänzung δι[ὰ τὸ ἄ]νε[υ]σ[υ]γγραφῆς den Grund dafür zu sehen hat, dass die Klägerin nicht vor dem ordentlichen Gerichte klagen kann. Die Schwierigkeit in *P. Enteux.* 54, 15, löst sich dadurch, dass WILCKEN nachweist, dass δίκην λέγειν² „in mündlicher Prozessverhandlung auftreten“ (nur vom Kläger gebraucht) bedeutet und man also dem ἐσχεῖν seinen wörtlichen Sinn geben muss. Diese Auffassung findet eine Stütze in *Pap. Enteux.* 81, wo wir sehen, dass man wegen Körperverletzung vor dem ordentlichen Gericht nur in eigener Person klagen kann. Wenn also diese Tat den Tod des Verletzten nach sich zieht, so tritt ein anderes Verfahren, im Zweifel, wie GUÉRAUD³ vermutet, die Entscheidung durch den Strategen, ein. Wenn nun also durch WILCKEN's Interpretation die Vermutung, dass es eine juristische Unmöglichkeit war, die es verhinderte, dass gegen die Beklagten in *P. Enteux.* 64 u. 74, mit Hilfe des ordentlichen Gerichts vorgegangen werden konnte, entkräftet wird, so glauben wir doch, dass durch andre Fälle das Wirken des Oikonomon klar festgestellt werden kann.

Am instruktivsten ist die Beschwerde eines Steuerpächters über seinen Mitpächter⁴; beide Parteien sind also Monopollente, und das Petitum geht dahin, der Oikonom möge mit dem Angeschuldigten γρήσασθαι αὐτῷ κατὰ τὴν συγγράμματος. Hier ist es also unzweifelhaft der Oikonom, der eine Entscheidung fällt. Dasselbe Bild haben wir in *P.S.I.* 419 (3. Jahrh. v. Chr.), wo mehrere Winzer, d.h. also Monopollente, den Zenon bitten, er möge den Oikonomon Philiskos ersuchen, sie aus der Untersuchungshaft zu ent-

¹ *Archiv*, X (1932), S. 246-247.

² FR. PREISIGKE, *Fachwörter*, S. 60, s.v.

³ GUÉRAUD, *Enteuxis*, S. 197-198.

⁴ *Chrest.*, I, 2, 262 = *P. Petr.* III, 32 f.

lassen und gegenüber dem Kläger Dionysios zu richten. Diese Fälle lassen uns also annehmen, dass BERNEKER¹ mit seiner Vermutung, der Walker würde ebenfalls vom Gikonomen gerichtet werden, Recht hat.

Wenn wir jetzt auf die Prozesse eingehen, in denen Monopollente die Kläger sind, so nur deswegen, weil wir hier aus den verschiedenen, uns vorliegenden Dokumenten den wahren psychologischen Grund dieser Klagen erschliessen zu können glauben. An und für sich hat man durchaus den Eindruck, dass die Monopollente sich von Beschwerden nicht viel versprochen haben, und man erkennt deutlich aus den Petita, dass es ihnen niemals um die Bestrafung der sie Schädigenden, vielmehr stets nur um ihre eigne Exkulpierung geht. Sie wollen es schwarz auf weiss haben, dass die Unmöglichkeit, ihren Verpflichtungen aus den Monopolverträgen nachzukommen, nicht eine von ihnen verschuldete ist.

Ein besonders markanter Fall möge unsere Behauptung erläutern. In *P. Petr.* III, 32, *g, recto b*, geht es um die Klage zweier Königsbauern, die ein Krotonfeld bearbeiten. Zu ihrem Unglück hat ein Rinderhirt seine Herde darauf weiden lassen, und nun ist es ihr erster Gedanke, dem Einhalt zu tun, ihr zweiter : wir müssen den erlittenen Schaden nachweisen können, und zwar durch ein amtliches Protokoll. So nehmen sie also den Rinderhirten samt Tieren fest, um ihn den Phylakiten zu übergeben. Da kommt ihnen Kalliphon dazwischen, der den Hirten wie auch die Tiere befreit und sie also um ihren Beweis bringt. So bleibt ihnen also nichts weiter übrig : sie wenden sich an den Oikonomon, er solle an den Strategen schreiben, damit Kalliphon und der Rinderhirt durch den Dorfepistaten zur Untersuchung vor den Oikonomen gebracht werden. Ἀξιούμεν οὖν σε γράψαι Ποσειδωνίωι τῶι στρατηγῶι ἐπιστεῖλαι τῶι ἐν

¹ BERNEKER, S. 98.

Περσέαι ἐπιστάτη· ἀναπέμψαι Καλλιφόντα καὶ [Σοκμουνη]ν ὅπως τὴν ἐπίσκεψιν ποιήσῃ· τούτου δὲ γενομένου ἐσόμεθα τῆς¹ παρὰ σου βοηθείας τετευχότας· εὐτόχει¹.

Hier handelt es sich also im wesentlichen für die Beschwerdeführer darum, dass der Oikonomos eine Untersuchung anstellt und sich durch Ladung und Vernehmung des Kalliphon und des Rinderhirten von ihrer Unschuld überzeugt. Wenn sie also jetzt durch das Abweiden der Oelkultur nicht im Stande sein sollten, das Quantum Oelpflanzen zu liefern, zu dem sie sich verpflichtet hatten, so können sie sich auf das Ergebnis der Untersuchung des Oikonomos berufen und entgehen auf diese Weise der Bestrafung. An den Oikonomos aber müssen sie sich wenden, weil sie ja vor den ordentlichen Gerichten, Chrematisten wie Laokriten, nicht auftreten können. So ist es auch zu erklären, dass wir einen Fall in den *P. Enteux.* Nr. 1 finden, wo sich ein Monopolmann an den Strategen mit einer Vollstreckungsgegenklage wendet. Die Auseinandersetzung BERNEKER'S² mit diesem Fall erscheint uns völlig richtig, weswegen wir auch nicht näher darauf eingehen möchten. Insbesondere finden wir seine Bemerkungen über das Schwanken des Antragsstellers zwischen dem Strategen und dem Oikonomos ausserordentlich lichtvoll.

Fassen wir also kurz zusammen: die Monopollente haben vor den ordentlichen Gerichten nichts zu suchen. Weder als Kläger noch als Beklagte dürfen sie vor den Spruchkollegien auftreten. In der Regel sahen wir sie vor dem Forum des Oikonomos, der über ihre persönlichen und über ihre Monopolanliegen urteilt. Sie rufen ihn hauptsächlich darum an, um sicher zu sein, nicht für unverschuldete Schäden haftbar gemacht zu werden. Der Dioiket

¹ BERNEKER fasst sehr richtig (S. 68, 2) mit dem üblichen Sprachgebrauch der Papyri (cf. *P. Tebt.* I, 45, 28; *B.G.U.* VIII, 1796, 6) die Form ποιήσῃ als 2te Pers. Konj. Aor. Med. auf.

² Cf. BERNEKER, S. 66.

hat seiner Zuständigkeit gewisse Verstöße gegen seine Vorschriften vorbehalten (gewisse andere, besonders schwere Delikte, u.a. das Einheben von Steuern ohne Lizenz, Bruch des Monopols durch Herstellung von Oel ohne Berechtigung, kamen vor den König). Die vorbehaltenen Delikte sind immer wieder diejenigen, wo die Staatskasse direkt geschädigt wird. Es ist wahrscheinlich, dass auch hier die Sondergerichtsbarkeit des Oikonomon nur eine vom Dioiketen delegierte ist.

Wir haben jetzt die richterliche Kompetenz des Apollonios in seiner Eigenschaft als Dioiket behandelt und wenden uns nun der Zuständigkeit zu, die er als Myriarure hat. Zuvor möchten wir uns aber kurz über diesen Begriff äussern, den zuerst Rostowzew¹ richtig erklärt hat. Seine Interpretation dieses Ausdrucks beruhte auf der richtigen Deutung von *P. Petr.* II, 42, a, wo er dieses Wort, das von den Herausgebern fälschlich als Adjektiv aufgefasst und zu dem vorangehenden *φωλακίταις* gezogen worden war, als Substantiv begriff und in eine Reihe mit den *κωμάρχαις* und *κωμογραμματοῦσι* stellte, die ihm folgten. Er baute demzufolge auf dieser neuen Deutung und vor allem auf dem Nicht-Vorhandensein der üblichen Dorfgorganisation in Philadelphia seine Hypothese auf, dass es in Philadelphia keinerlei Gemeindeverwaltung gebe, und der Myriarure, respective sein Vertreter Zenon, alle Funktionen, die sonst Komarch und Komogrammateus ausübten, kumuliere. Er musste jedoch selbst schon in seinen Nachträgen² zugeben, dass dem nicht so war, da unterdessen der Dorfschreiber Anosis aufgetaucht war und alles über den Haufen geworfen hatte. Daraufhin nahm VIERECK³ in seiner Monographie über

¹ ROSTOWZEW, *A Large Estate of Egypt in the Third Century B.C.* (*University of Wisconsin Studies in the Social Sciences and History*, Nr. 6, Madison, 1922, S. 47).

² ROSTOWZEW, *a.a.O.*, S. 150.

³ P. VIERECK, *Philadelphia, die Gründung einer griechischen Mili-*

Philadelphia an, dass es „ auch einen Komarchen und einen Epistaten gegeben hat, wenn sie vorläufig auch“, so fügt er vorsichtigerweise hinzu, „ durch Urkunden nicht nachgewiesen werden können“. Wir glauben nun, in *P. Lille* 47 u. 48, die Lösung dieses Rätsels gefunden zu haben und zu einem Ergebnis gekommen zu sein, das ROSTOWZEW zu grossen Teilen Recht gibt. Es handelt sich in den *P. Lille* 39-51, wie die Herausgeber in ihrem Kommentar sehr richtig ausführen, um Darlehen in Natur (Korn) an Kleruchen, die frisch auf ihre Landlose angesetzt worden sind, und die nun den Boden meliorieren, um ihn dann zu bestellen. Das Darlehen soll es ihnen ermöglichen, die Landarbeiter zu bezahlen, die sie dazu brauchen. Während nun die sämtlichen anderen Urkunden nur den Befehl des Nomarchen Diogenes an Thrasymedes enthalten, er solle dafür sorgen, dass das Getreide den Kleruchen zugemessen werde, ist in den genannten Papyri ausdrücklich angegeben, durch wen diese Tätigkeit vorgenommen werden soll¹. In dem Kommentar zu dieser Urkunde haben die Herausgeber aus Sentheus einen Myriaruren machen wollen, der zugleich Komogrammateus ist, während sie Paophis für einen Ortsnamen hielten. Es war ihnen dabei unbequem, mit ROSTOWZEW² annehmen zu müssen, dass die Inhaber der Lehngüter My-

Ärskolonie in Aegypten, in *Morgenland, Darstellungen aus Gesch. u. Kultur des Ostens*, Heft 16, S. 36, Leipzig, 1928.

¹ Wir setzen diese wichtige Urkunde im Wortlaut hierher :

Διογένης Θρασυμήδης χαίρειν. Σύν-
ταξον μετρήσαι διὰ Σενθέως (μυρισσοῦρου) καὶ
κωμογ(ραμματέως) Παύριος τοῖς ἐν Θεογονίδι γεωρ-
γοῖς δά[νσιον] κότεργον καὶ ποιολογίαν
ὃ ἀποδώσουσιν ἐγ νέων ἅμα τοῖς ἐκφορίοις
ἐν τῶι λς I κρισσοπυροῦ ἢ κρισθῆς παλαι-
ᾶς (ἀρτάβας) Φαδ καὶ τοῖς ἐν Ταλίθαι (ἀρτάβας) τπζd καὶ
τοῖς ἐν Κερκεσοίραι (ἀρτάβας) τ[[π]]ηd Ἐρρωσο λς Ἄδὺρ ᾶ
Verso Σενθέως Θρασυμήδης
κατέργου

² ROSTOWZEW, *a.a.O.*, S. 47.

riaruren hiessen, und dann einen solchen in der Stellung eines Dorfschreibers vor sich zu sehen. In den *Additions et Corrections* am Ende des Bandes, S. 261, liessen sie deshalb auch diese Erklärung fallen. Sie schlugen vor, in Paophis den Namen des Komogrammateus zu erkennen, wollten freilich nun Sentheus zum Verwalter des Myriaruren machen, ohne hierfür einen Beweis zu haben, weshalb wir ihnen auch in dieser Beziehung nicht folgen werden. Wohl aber stimmen wir ihnen, was Paophis angeht, zu, da uns ein Blick in PREISIGKE's *Namenbuch* (s.v.) von der Richtigkeit ihrer Annahme überzeugt. Gegen die Deutung dieses Eigennamens als Ortsnamen spricht ausser der Tatsache, dass wir noch nirgends einen solchen vorgefunden haben, vor allem der Umstand, dass ja auch die Oertlichkeiten, wo die Bauern sitzen, an die das Korn zugemessen werden soll, in der Urkunde angegeben sind. Es sind die Orte Theogonis, Talitis und Kerkeosiris in *P. Lille* 47, und Hermupolis in 48. Wir haben es hier also mit einer $\delta\omega\rho\epsilon\acute{\alpha}$ zu tun, die sich über mehrere Dörfer erstreckt, und bei der wir auf genau dieselben Zustände stossen, wie wir sie aus Philadelphia kennen. Neben dem Myriaruren Sentheus finden wir den Dorfschreiber Paophis, der ebenso wie Anosis in Philadelphia die Registrierung der Verträge und den Verkehr mit den Aegyptern unter sich hat. Im übrigen aber dürfte ROSTOWZEW mit seiner Theorie Recht haben, und das Lehngut ist in der Tat insofern besonders verwaltet worden, als der Grundherr, sei es selbst, wie in *P. Lille* 47, 48, sei es durch seinen Verwalter, wie in Philadelphia, alle sonst den örtlichen Behörden zustehenden Pflichten versah.

Gewiss ist die $\delta\omega\rho\epsilon\acute{\alpha}$ nicht von der Gauverwaltung eximiert, vor allem nicht, was die Monopol- und Steuerorganisation betraf, aber die gewöhnlichen, von Griechen besetzten Beamtenstellen, der Epistates des Dorfes und der Komarch, fehlen hier. Neben dem Myriaruren, der immer eine sehr grosse Persönlichkeit des Hofes war, fehlt der

Platz für diese untergeordneten Beamten. Entweder, sie hätten sein Wirken behindert, wenn sie, von ihrer eigenen Wichtigkeit durchdrungen, bei jeder Gelegenheit ihre Amtsbefugnisse geltend gemacht hätten, oder aber sie hätten sich mit ihrer Bedeutungslosigkeit abgefunden, dann wären sie auch überflüssig gewesen. Die Massnahme, diese Stellen während der Verleihung des Landes als Lehngut unbesetzt zu lassen, ist sehr klug und spricht für den Wirklichkeitssinn und die Psychologie der ptolemäischen Verwaltung.

Die Fälle, wo Apollonios nur in seiner Eigenschaft als Grundherr richterlich entscheidet, sind wenig zahlreich. Am typischsten ist der Fall *P. Cair. Zen. 59421*. Der Getreidemesser ist im Zweifel ein Privatangestellter des Lehngutes, und es handelt sich bei dem, was er falsch gemacht hat, nicht um Verfehlungen, die den Staat angehen, sondern um Fehler in seinem Dienst, für die er seinem Arbeitgeber verantwortlich ist. Dass er trotzdem sofort eingesperrt wird, erklärt sich aus der Machtstellung des Myriaruren. Bemerkenswert ist hier, dass Apollonios' Ankunft erwartet wird, der selbst urteilen wird, worauf übrigens unser Petent keinen gesteigerten Wert legt; er zöge ein Urteil von Zenon vor. Jedenfalls drückt er sich in seinem Bittgesuch an diesen so aus. Im übrigen spricht für unsere Auffassung der von BERNEKER¹ hervorgehobene Umstand, dass die Gestellungsbürgschaft nicht bei einem öffentlichen Beamten, sondern bei einem andern Privatangestellten des Apollonios hinterlegt werden soll. Hier haben wir also einen Fall, wo Apollonios als Myriarure urteilt oder urteilen lässt. Aehnliche Fälle haben wir in *P. Cair. Zen. 59492*, *P.S.I. 330* (258-257 v. Chr.) und *P. Ryl. Zen. 10*, vor uns².

¹ BERNEKER, S. 164.

² Cf. BERNEKER, S. 164, 165.

Der letzte Fall, der uns in diesem Zusammenhang beschäftigt, fällt eigentlich aus dem Rahmen unsrer Arbeit heraus, da es sich nicht um Apollonios, sondern um einen anderen Grosswürdenträger und Myriaruren, namens Chrysermos¹, handelt. Es ist auch weiterhin die Frage, ob wir es nach Lage des Falles nicht mit einem Schiedsgericht zu tun haben. Man urteile selber. Es handelt sich um *P. Cair. Zen.* 59355 (243 v. Chr.). Zenon, der längst nicht mehr in Apollonios Diensten steht, hat seinerzeit einem anderen Angestellten des Apollonios, Philon, ein Darlehn gegeben. Dieses Darlehn ist nie völlig abbezahlt worden; die beiden Contrahenten haben aber in der Zwischenzeit so viel Geschäfte miteinander gemacht, dass Philon, der scheinbar keine sehr ordentliche Buchführung hat, nicht weiss, was er schuldig ist, und jedenfalls sich weigert, weitere Rückzahlungen zu machen. Die Sache kommt nun vor den derzeitigen Arbeitgeber des Philon, den Myriaruren Chrysermos. U.E. wäre Zenon durchaus berechtigt gewesen, seinen Anspruch bei den Chrematisten einzuklagen. Er weigert sich aber keinen Augenblick, die Kompetenz des Myriaruren hinsichtlich seines Angestellten anzuerkennen, im Gegenteil, er ist froh, dass er endlich zu seinem Gelde kommen wird, da die beiden Parteien sich durch Hinterlegung von Garantien im Serapistempel gegenseitig gesichert haben. Chrysermos hat übrigens die Untersuchung über diesen Fall zwei anderen Griechen übertragen, die Zenon ersucht haben, eine Aufstellung der ihm geschuldeten Summe vorzulegen. Die Endentscheidung will Chrysermos treffen. U.E. ist dieser Fall doch wohl so zu beurteilen, dass Philon einerseits mit der grundherrlichen Gerichtsbarkeit seines Arbeitgebers sehr zufrieden war, weil er hoffte, auf diese Weise einen günstigen Ausgleich zu erhalten, und dass Zenon den Chrysermos nicht

¹ *P. Enteuxis*, p. viii; Nr. 60.

ablehnen konnte, wenn er schon das Recht dazu gehabt hätte, im übrigen aber seiner Sache sicher war und nun endlich einen Teil seiner Forderung einzukassieren gewiss war. Diese Regelung, die die ordentlichen Gerichte ausschaltet, ist auch insofern bemerkenswert, als es sich hier um einen Privatprozess handelt. Wir glauben umsomehr, in Chrysermos einen stillschweigend vereinbarten Schiedsrichter vor uns zu haben.

Wir kommen nun endlich zu einem Fall, den ich für besonders lehrreich halte, weil wir es hier einerseits zweifellos mit der Zuständigkeit des Apollonios über Monopolangestellte zu tun haben, andererseits aber der Tatbestand so gelagert ist, dass wir ihn nicht begreifen, wenn wir zu seiner Erklärung nicht die Tatsache berücksichtigen, dass Apollonios Myriarure auf seinem Lehngute ist.

Es handelt sich um die Brauerei in Philadelphia und die dortigen Misstände. Die letzte Behandlung, die dieser Fragenkomplex gefunden hat, ist die in den Zenonpapyri der Columbiauniversität¹. Die Editoren haben in verdienstlicher Weise den Hergang der Angelegenheit an Hand der uns erhaltenen Dokumente wiederherzustellen gesucht.

Der erste Papyrus, der sich mit dem Bierbrauen beschäftigt, ist vom 6. Phamenoth des 31. Jahres des Philadelphos = 29. April 254 v. Chr. Es ist ein Brief des Apollonios an Zenon. Einer von den Bierbauern aus dem Arsinoïtes (dem Gau, in dem Philadelphia liegt) hat sich bei Apollonios um die Bierbraugerechtigkeit in Philadelphia beworben. Er hat sich bereit erklärt, täglich eine Menge von 12 Artaben Gerste zu brauen und dafür die Abgabe an den Staatsschatz zu erlegen. Wir sind leider über die Form des Biermonopols noch nicht gut genug unterrichtet, um dieser Interpretation ganz sicher zu sein. Nach dem, was wir den Texten

¹ WESTERMANN U. HASENOEHL, *Zenonpapyri der Columbiauniv.*, 1934, S. 84 ff. zu Nr. 34.

entnehmen, handelt es sich um die Verpflichtung des Brauers, täglich 12 Artaben Gerste dem Staat abzunehmen und diese zu verbrauchen; er muss dafür einen bestimmten Satz an die Staatskasse abführen. Auf diese Weise ist der Staat seines Umsatzes sicher, auf den es ihm anzukommen scheint. Der Bierbrauer hat das Risiko, weniger Bier abzusetzen; die Möglichkeit einer Umsatzsteigerung muss vorgelegen und darin die Gewinnchance des Brauers bestanden haben. Wir verstehen sonst die Manöver nicht, die er im folgenden anwendet. Wie dem auch sei, Apollonios bittet Zenon, diese Abmachungen mit Païs (so heisst der Brauer) schriftlich festzulegen und ihm dann die Brauerei zu übergeben. Er soll auch für diesen Betrieb einen Kontrolleur engagieren, der alles, was der Brauer tut, beaufsichtigen soll. Den derzeitigen Brauer soll er nötigen, für die Zeit seiner Tätigkeit Rechnung zu legen.

Hieraus geht hervor, dass der bisherige Inhaber der Braugerechtigkeit Hals über Kopf hinausgeworfen wird, und dass Apollonios annimmt, wenn er dessen nicht überhaupt sicher ist, dass sich der Brauer Unregelmässigkeiten hat zu Schulden kommen lassen. Auch die Einsetzung eines neuen Kontrolleurs (πιστολογευστής) ist darauf zurückzuführen. Die gesamte Belegschaft soll also gewechselt werden. Wir werden bald mehr von dem alten Kontrolleur und Kassierer hören.

Unterdessen ist der Brauer angekommen; er hat aber Zenon gesagt, dass er nur 11 Artaben übernommen habe, und Zenon hat in der Zwischenzeit in Alexandria bei seinem Herren angefragt, ob es mit den 12 Artaben seine Richtigkeit habe oder ob Apollonios dem Païs nach Absendung des Briefes eine Artabe nachgelassen habe. Die Antwort des Apollonios lässt nicht auf sich warten. Unter dem 14. Phamenoth, d.h. dem 7. Mai, schreibt er dem Zenon, Païs sei ein Lügner, er habe sich zu 12 Artaben verpflichtet, und er, Apollonios, habe ihn unter diesen Bedingungen nach Phila-

delphia gesandt. Zenon soll ihn festhalten, bis Apollonios selber kommt, und unterdessen soll der neue Kontrolleur den Bierverkauf überwachen und alle Vorgänge in der Brauerei genau verfolgen. Apollonios hat also auch zu Païs keinerlei Vertrauen mehr nach dem Betrugsversuch, den er bei Zenon unternommen hat. Wo nun aber die Schwierigkeiten beginnen, das ist die Frage der Kompetenz, auf Grund deren die Festnahme des Païs erfolgt ist. Sie hängt u.E. von der Stellung ab, die Païs hat. Ist er ein Monopolangestellter, so greift der Dioiket in seiner amtlichen Eigenschaft ein. Dann würde aber doch wohl anzunehmen sein, dass er sich den Païs nach Alexandria herunterbringen lassen würde, und wir sehen auch nicht recht, in welcher Eigenschaft Zenon einen Monopolangestellten engagieren könnte. So möchten wir uns für die zweite Möglichkeit entscheiden. Païs ist als Privatangestellter von Zenon eingestellt worden, Apollonios lässt ihn durch Zenon in seiner Eigenschaft als Myriaruren festnehmen. Hieraus folgt für die Sachlage auf dem Lehnsgut des Apollonios, dass dieser die Vergebung der Braugerechtigkeit selbst, bzw. durch Zenon, vornimmt, und wir dürfen wohl annehmen, dass es auf den anderen Lehnsgütern nicht anders gewesen sein wird. Die Myriaruren waren zu grosse Herren, als dass sie sich von einem Oikonomos in die Monopolvergebung auf ihrem Gut etwas hätten hereinreden lassen können. Im Falle des Apollonios wäre dieser Beamte ausserdem noch sein eigener Untergebener gewesen.

Im nächsten Brief des Apollonios hat die Angelegenheit des herausgeworfenen Brauers Fortschritte gemacht. *P. Col. Zen.* 34, ist vom 28. Phamenoth (d.h. vom 21. Mai 254). Zenon soll vor allem den früheren Kontrolleur verhaften. Dann heisst es wahrscheinlich von demselben, und *nicht*, wie die Herausgeber annehmen, von Amenneus, dem früheren Brauer, er lüge, wenn er behaupte, er sei angefallen worden. Was den Païs betrifft, so soll ihn Zenon in die

Brauerei einsetzen und ihm sagen, er solle gut arbeiten und auf alles in der Brauerei Acht geben. Païs wird also aus der Haft entlassen. Er soll sich in seiner Arbeit bewähren, bis Apollonios kommt, dann will dieser ihm seinen Betrugsversuch vergeben. Dafür wandert nun aber der frühere Kontrolleur ins Gefängnis, der, das können wir daraufhin mit Sicherheit annehmen, ebenfalls in seine Tasche gewirtschaftet hat; denn er hat gelogen, als er, um sich herauszureden, behauptet hat, sein Defizit sei unverschuldet, er sei angefallen worden. Aus dem nächsten Brief können wir entnehmen, dass Amenneus zu Apollonios geschafft worden ist, um sich vor ihm zu verantworten. Es muss sich aus seinen Aussagen ergeben haben, dass der frühere Kontrolleur gelogen hat. Dadurch, dass die beiden Komplizen getrennt worden sind, haben sie sich in Widersprüche verwickelt.

Das nächste Schreiben des Apollonios an Zenon ist vom 30. Phamenoth, d.h. dem 23. Mai datiert: *P. Cair. Zen. 59202*. Zenon hat Recht daran getan, den ehemaligen Kontrolleur aus der Brauerei zu verhaften. Apollonios schickt jetzt den Amenneus nach Philadelphia, damit er dort mit dem ehemaligen Kontrolleur konfrontiert werde. Diese Untersuchung soll Peton, einer von den Chrematisten, führen. Wenn sich aber herausstellt, dass Amenneus tatsächlich gesagt hat, was Zenon geschrieben hat, dann soll er zu Apollonios zurückgeschafft und gehängt werden.

Der erste Satz, der zunächst so auszusehen scheint, als enthalte er nichts Neues, ist u.E. ein Lob für Zenon. Wir können hier zwei Möglichkeiten ins Auge fassen. Entweder ist es Zenon gewesen, der in einem seiner früheren Briefe seinem Herrn die Festnahme empfohlen hat, und den dieser nun dafür lobt. Oder aber, Zenon hat schon, bevor der Brief vom 21. Mai am 22. Mai in seinen Händen war, die Arretierung auf eigne Faust vorgenommen, und Apollonios ist sehr zufrieden, dass sein Verwalter so seine Absichten

erraten hat. Wir ziehen diese Deutung vor. Es liegt zu wenig Zeit zwischen der Ankunft von Apollonios' Brief am 22. und dem neuen Brief am 23., der sich als eine Antwort auf einen unterdessen geschriebenen Brief Zenons darstellen würde. Selbst bei den ausgezeichneten Postverhältnissen Aegyptens¹ kann man nicht annehmen, dass der Brief in einer Nacht vom Fayum nach Alexandria gegangen sein kann. Und dann müsste die Antwort innerhalb von Stunden gegeben worden sein. Aber selbst wenn der Dioiket in der Nähe gewesen ist, wofür der Ausdruck *περιχαλῆεις* spricht, da von dem Transport eines Gefangenen nach Alexandria meistens der Ausdruck *καταποστέλλειν* verwandt wird, wäre die Zeit immer noch sehr knapp bemessen. Dieser letztere Fall erscheint uns aber doch ziemlich wahrscheinlich, da Apollonios, wie wir wissen, vorgehabt hat, nach Philadelphia zu kommen, und wahrscheinlich im letzten Augenblick, schon auf dem Wege, abgehalten worden ist.

Jedenfalls hat die Verhaftung ausserordentlich wichtige Folgen gehabt. Der frühere Kontrolleur hat seinen Spiessgesellen, den gewesenen Brauer, beschuldigt, etwas gesagt zu haben. Es ist wohl so gewesen, dass Zenon ihm mitgeteilt hat, dass ihn Amenneus nicht geschont und sein Märchen von Raubüberfall preisgegeben habe. Daraufhin hat nun der Kontrolleur ebenfalls aus seinem Herzen keine Mördergrube gemacht. Zenon hat Apollonios unverzüglich von dieser Aussage in Kenntnis gesetzt, und dieser verfügt nun postwendend eine Gegenüberstellung der beiden. Was nun dabei besonders bemerkenswert ist: er beauftragt damit nicht Zenon, der bisher die Untersuchung geführt hat, sondern einen der Chrematisten des im Arsinoïtes zuständigen Kollegiums dieser Richter². Dieser soll zugleich auch eine Klage der Bauern von Hephaistias gegen einen Beamten des

¹ Vgl. Ed. PREISIGKE, *Die ptolemäische Staatspost* (*Klio*, 1907, S. 241-277).

² Cf. *P. Mich. Z.* Nr. 39, Z. 1 (Juli-August 254).

Nomarchen Damis, Sopatros, untersuchen und entscheiden¹. Im Falle des Brauers soll er jedoch kein Urteil fällen, sondern dieser soll, falls er überführt wird, zu Apollonios geschafft werden, der ihn hängen lassen wird.

VIERECK, der unsern Fall² berührt, verwechselt die Personen und berichtet ausserdem von einer Vermutung Prof. SCHUBART's, der meint, das *κρεμασθῆναι* hätte darin bestanden, dass „der Uebeltäter eine Weile an einem Kreuz oder Marterpfahl hängen musste, was für ihn gewiss nicht nur eine sehr unangenehme und schmerzhaftige Strafe war, sondern auch eine sehr demütigende, weil er dadurch dem Gelächter und Spott seiner lieben Mitmenschen preisgegeben wurde“. ROSTOWZEW hingegen³ fasst das *κρεμάσσειν* so auf, dass er erst durch die Strassen geführt und dann gehängt wird. EDGAR, der ursprünglich dieser Meinung war, als er diesen Papyrus in den *Annales du Service* veröffentlichte⁴, hat in seiner Wiederveröffentlichung in *P. Cair. Zen.* 59202, seinen Standpunkt geändert. WILCKEN folgend⁵, will er *πρὸς ἡμᾶς* nicht mehr zu *ἐγγραψας*, sondern zu *περιχρῆς* ziehen und mit „zu uns zurückgeschafft“ übersetzen. Mit dieser Auslegung ist für die Herumführung kein Platz mehr, und das lässt uns diese Lösung annehmen, obwohl wir uns nicht verhehlen, dass *περιχρῆν* für „zurücksenden“ etwas sonderbar ist, da das Praefix „im Kreise herum“ bedeutet. Aber ob wir es nun mit einer demütigenden Körperstrafe oder mit der Todesstrafe zu tun haben, sicher ist, dass der Dioiket sich das Urteil vorbehalten hat.

In welcher Eigenschaft spricht er es? ROSTOWZEW meint, es handle sich höchstwahrscheinlich um ein politisches Verbrechen und nicht um ein Vergehen gegen die Staats-

¹ *P. Cair. Zen.* 59203, Z. 12.

² VIERECK, *a.a.O.*, S. 35.

³ ROSTOWZEW, *a.a.O.*, S. 119.

⁴ EDGAR, *Annales du Service*, XVIII, S. 230, Nr. 33.

⁵ *Archiv*, VI, 451.

kasse. Damit hätten wir hier einen Fall, wo der Dioiket eine völlig neue Zuständigkeit hätte: er wäre Richter über politische Vergehen der Monopolleute, eine Eigenschaft, die wir bisher in unseren Untersuchungen an ihm noch nicht kannten. BERNEKER¹ ist derselben Ansicht, wenn er sich auch vorsichtigerweise über die Art des Vergehens des Amenneus nicht ausspricht. Dagegen fasst er das Chrematistengericht, dem Peton angehört, als dem Dioiketen beigeordnet auf, leider, ohne einen Beweis zu haben. Es ist eher das Gegenteil erwiesen, da Peton hier allein auftritt und in Vertretung des Dioiketen, als sein Delegierter und Vertrauensmann, die Untersuchung führt. Dafür spricht auch der letzte Brief des Apollonios vom gleichen Datum wie der vorangehende, in dem Zenon ersucht wird², Quartier und Zehrung für einen Tag für Peton vorzubereiten, da dieser, sowie er die ihm erteilten Aufträge erfüllt hat, sofort zu Apollonios zurückkehren soll: διακούσας γὰρ... εὐθέως ἀνακάμψει πρὸς ἡμᾶς. Es herrscht in diesen Briefen u.E. ein gewolltes Schweigen über das, was Amenneus angeblich gesagt hat. Der Dioiket muss ein Interesse daran gehabt haben, es dem Papier nicht anzuvertrauen; es muss ihm auch an der sofortigen Untersuchung gelegen haben (wir sehen, dass er manchmal Leute ein Jahr lang auf das Urteil warten lässt³). Hier kann die Entscheidung gar nicht rasch genug erfolgen, und er scheint es auf die Todesstrafe abgesehen zu haben.

Ist diese Strafe nur möglich, wenn er als öffentlicher Sonderrichter urteilt? Uns scheint, nein. Wir hören sogar in *P. Cair. Zen.* 59484, dass der Angeschuldigte seiner Unterschlagungen wegen verdiene, dass ihm die Hände abgehauen würden. Der Schreiber nimmt ohne weiteres an, dass sogar Zenon zu dieser Massnahme befugt sei. Also aus

¹ BERNEKER, S. 166.

² *P. Cair. Zen.* 59204.

³ Cf. *P.S.I.* 347. Und hier handelt es sich um Zenons Bruder Epharmostos.

der Art der Strafe lässt sich u.E. nicht entscheiden, wie die Zuständigkeit zu beurteilen ist.

Das einzige Argument, das für das Eingreifen des Apollonios als Dioiketen spricht, ist das Auftreten des Peton. Nur spielt hier scheinbar die Untersuchung in dem Fall der Bauern eine weit grössere Rolle, und da sie in dem an Zenon geschriebenen Brief an erster Stelle genannt ist¹, könnte man fast glauben, dass Peton, der sowieso in dem Fall gegen den Unterbeamten des Nomarchen delegiert ist, den Amenneus nebenbei auch vernehmen soll, damit der Tag Quartier und Ernährung gut ausgenutzt wird und man ausserdem einen Boten spart, da er ja in jedem Fall rasch zurückkehren soll. Andererseits ist es aber aussergewöhnlich, dass der Dioiket selber über die Beschwerden einer Dorfschaft gegen einen Unterbeamten zu Gericht sitzen will, wie er es zweifellos ursprünglich vorgehabt hat, und woran er nur im letzten Augenblick verhindert worden ist. Wenn man also auch hier zweifellos von der Kompetenz des Apollonios als Disziplinarrichter über alle Beamten überzeugt sein muss, so führt uns dieser besondere Umstand auf die Verbindung, die er als Myriarure mit den betreffenden Einheimischen hatte. Immerhin liegen die beiden Fälle insofern verschieden, als er dem Peton für die Bauern seine richterliche Kompetenz delegiert hat, den Brauer dagegen unbedingt selbst verurteilen will.

Wir hoffen, dass wir diesen Fall so eindringlich wie möglich auseinandergesetzt haben. Wenn wir zum Schluss zu keinem Ergebnis kommen und uns weder für die Kompetenz als Dioiket noch für die als Myriarure entscheiden können, so wird man uns dies nicht verübeln. Das Todesurteil ist etwas Einzigartiges in der Rechtsprechung des Dioiketen: es passte besser zum Myriaruren. Andererseits aber spricht die Verschickung des Amenneus nach Alexandria für

¹ P. Cair. Zen. 59204, Z. 4, 5.

ein Officialverfahren. Es läuft eben hier beides ineinander. Wir können die Fäden nicht mehr entwirren.

Wir haben mit Absicht diesen Fall mit solcher Ausführlichkeit behandelt; er ist von den unzähligen Entscheidungen des Zenonarchivs einerseits der komplizierteste, andererseits der am besten bekannte Komplex, und es kam uns vor allem darauf an, diese etwas sterile Untersuchung lebendig zu machen, dem Hörer einen Eindruck zu verschaffen, der es ihm erlaubt, sich selber ein Urteil zu bilden, und ihm einen Einblick in das damalige Leben auf dem Gute zu geben.

Wir fassen nun die Ergebnisse der vorliegenden Arbeit zusammen: Der Dioiket Apollonios hat die Disziplinargerichtsbarkeit über alle *ἐπιπεπλεγμένοι ταῖς προσόδοις*.

Für alle Sachen, die nicht die Staatskasse direkt angehen und die nicht sich auf höhere Beamte beziehen, hat er seine Kompetenz dem Strategen delegiert.

Bei den Prozessen über die Landlose der Kleruchen sind die Chrematisten delegiert.

Der Basilikogrammateus hat keine Sondergerichtsbarkeit über die Königsbauern. Diese Klasse der Bevölkerung hat Ladungsprivilegien und muss sich besonderen Vorschriften bei der Klagerhebung unterwerfen. Die einen bedingen die andern. Kein besonderer Gerichtsstand.

Anders bei den Monopolleuten. Sie stehen unter der Tutel des Oikonomes. Ihre reinen Monopolvergehen gehören vor den Dioiketen. Ihre persönlichen Klagen entscheidet der Oikonom, der auch, wenn sie persönlich angeklagt werden, zuständig ist. Die Gerichtbarkeit des Oikonomes geht wahrscheinlich auf die des Dioiketen zurück.

Die Regelung der Zuständigkeiten für die drei vom ordentlichen Gericht ausgenommenen Bevölkerungsschichten unterliegt häufig äusseren Einflüssen.

Der Myriarure Apollonios hat eine sehr weitgehende Kompetenz auf seinem Gute. Sie wird fast stets durch Zenon

ausgeübt. Diese Gerichtsbarkeit hängt mit den alten, in Aegypten üblichen, halb privaten Eingriffen der Mächtigen zusammen. Es ist kein Grund zu erkennen, warum Apollonios einzelne Fälle selbst entschieden hat. Den Betroffenen war es zum Teil unangenehm. Wir können nicht sagen, in welcher Eigenschaft er Körper- oder Todesstrafen zu verhängen das Recht hatte; vielleicht in beiden. In seiner Eigenschaft als Dioiket herrschen die Vermögensstrafen vor. Sowohl als Myriarure wie als Dioiket kann er jeden beliebigen ständigen oder nicht ständigen Beamten delegieren und sich durch ihn vertreten lassen.

Elemér BALOGH.

Bibliographie der Veröffentlichungen des Zenonarchivs

- Die Urkunden des Zenonarchivs sind veröffentlicht: *Publicazioni della Società Italiana per la ricerca dei Papiri greci e latini in Egitto* (= *P.S.I.*), vol. IV, Nr. 321-445, Firenze, 1917; vol. V, Nr. 482-548, Firenze, 1917; vol. VI, Nr. 551-682, Firenze, 1920; vol. VII, Nr. 854-869, Firenze, 1925; vol. VIII, Nr. 975, 976, und p. xv, xvi, Firenze, 1927.
- Die von C.C. EDGAR als *Selected Papyri from the Archives of Zenon, Annales du Service des Antiquités de l'Egypte*, XVIII-XXIV (1918-1924) (= *P. Edg.*) herausgegebenen Urkunden sind von demselben neu herausgegeben mit neuen Texten im *Catalogue général des Antiquités égyptiennes du Musée du Caire: Zenon Papyri* I (Bd. 79, 1925) Nr. 59001-59139; II (Bd. 82, 1926) Nr. 59140-59297; III (Bd. 85, 1928) Nr. 59298-59531; IV (Bd. 90, 1931) Nr. 59532-59800 (*P. Cair. Zen.*).
- EDGAR hat ferner die Zenontexte der Michigan-University ediert: *Zenon-papyri in the University of Michigan Collection (University of Michigan Studies*, Bd. XXIV, 1931, Ann Arbor). Ebenso hat man EDGAR die Veröffentlichung der Zenonpapyri der John Rylands Library übertragen: C.C. EDGAR, *A New Group of Zenon Papyri (Bulletin of the John Rylands Library*, XVIII, 1934, S. 111-130) (*P. Ryl. Zen.*).
- P.M. MEYER, *Griechische Papyrusurkunden der Hamburger Stadtbibliothek*, I, Nr. 27 und 105, 117.
- A.E.R. BOAK, in *Alumni, Journal of the University of Michigan*, *P. Mich. Inv.*, 40; Ders. *A Zenon letter of 256: P. Mich.*, Nr. 45, *Aegyptus*, III (1922), S. 284 ff. (jetzt wieder veröffentlicht von EDGAR, in seinen *Zenon Pap. in the Un. of Mich. Col.*, Nr. 28, S. 88 ff.
- W.L. WESTERMANN and A.G. LAIRD, *A New Zenon Papyrus at the Uni-*

- versity of Wisconsin (*Journal of Egyptian Archaeology* IX, 1923, S. 81 ff.) (*P. Wisconsin Inv.*, Nr. 1).
- W.L. WESTERMANN, *Account of Lamp Oil from the Estate of Apollonios* (*Class. Philology*, XIX, 1924, S. 229 ff.) (*Cornell Papyrus*, Nr. 1).
- and Elizabeth S. HASENOEHL, *Zenon Papyri, Business Papers of the Third Century B.C. Dealing with Palestine and Egypt*. Vol. I. Columbia Papyri Greek Series Nr. 3 Zen. Pap. Vol. I, New-York 1934.
- Elizabeth GRIER, *Accounting in the Zenon Papyri* (*P. Columbia Zen. Inv.*, Nr. 211 and 249), New York 1934.
- P. JOUGUET, *Petit Supplément aux Archives de Zénon*, Cinquantenaire de l'Ecole pratique (*Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes*) 230 (1921), S. 215 ff. (*P. Lille, Inv. Nr.* 282-285).
- Die meisten Einzelpublikationen sind abgedruckt in PREISIGKE, *Sammelbuch griechischer Urkunden aus Aegypten*, fortgesetzt von BILABEL. P. Edgar, 1-88 = S.B., III, Nr. 6707-94. *Ann. du Serv.*, 23, S. 196 = S.B., III, 6795. *Cornell Pap.*, Nr. 1 = S.B., 6796, *P. Wisc. Inv. Nr.* 1 = S.B., 6797, *P. Mich.*, 45 = S.B., 6798. *Ann. du Serv.*, XVII, S. 216 = S.B., 6799, *Pap. Lille*, 282-284 = S.B., 6800-6802; 285 = S.B., 6803; P. Edgar 89-105 = S.B., III, 6804-6820; P. Edg., 106-111 = S.B., 6989-6994. H.I. BELL, *A Musical Competition in the Third Century B.C.* (*Raccolta Lombroso*, Milano 1925, p. 13 ff. (*P. Lond.*, *Inv. Nr.* 2096 recto et verso) = S.B., 6997, 6998. A.S. HUNT, *A Zenon Papyrus at Corpus Christi College Cambridge* (*Journal of Egyptian Archaeology*, XII, 1926, S. 113 ff. = S.B., III, 7222. W.L. WESTERMANN, *Journ. of Eg. Arch.*, XII, 1926, S. 38 ff. *P. Col.*, *Inv.* 12 = S.B., 7262, H.I. BELL, *Greek Sightholders in the Fayum in the third century B.C.* *Symbolae Osloenses*, 5, 1927, S. 1 ff. *P. Lond.* = S.B., 7263. C.J. KRAEMER, jr., *The nomarch Nicanor* (*Transactions and Proceedings of the American Philological Association*, 58, 1927, p. 155 ff.) *N.Y.U. Inv.*, II, 89 = S.B. 7285. C.C. EDGAR, *Three Ptolemaic Papyri* (*The Journ. of Eg. Arch.*, 14, 1928, p. 289 ff. Nr. 2). Linke Hälfte Kairo Museum, Nr. 48937, rechte Hälfte, *P. Mich.*, *Inv.* III, 3138 = S.B. IV, 7446, Nr. 3. *P. Mich.*, *Inv.*, Nr. 3106 = S.B. IV 7447. W.L. WESTERMANN, *A Lease from the Estate of Apollonios* (*Memoirs of the American Academy in Rome*, VI, 1927, 147). *P. Col.*, *Inv. Nr.* 270 = S.B., 7450. W.L. WESTERMANN, *Regarding Receipts in the Zenon Archives* (*The J. of Eg. Arch.*, XVI, 1930, 324-30). *P. Col.*, Nr. 220, 285, 215 = WESTERMANN and HASENOEHL, *Zenon Pap. Col.*, New-York, 1934, Nr. 24, 28, 26 = S.B., V, 7552 — 54. *P. Ryl. Zen.* 1 — 18, cf. C.C. EDGAR, *A New Group* etc. = S.B., V, 7637 — 7654.
- C.C. EDGAR, *A New Letter of Apollonios the Dioicetes* (*Archiv für Papyrusforsch.* XI, 1935, S. 218-219) = *P. Cair. Zen.*, 59583 + *P. Columbia*, 14.
- P. VIREECK, *Drei Ostraka des Berliner Museums* (*Raccolta Lombroso*, Milano, 1925, pp. 255-259). W.L. WESTERMANN and C.J. KRAEMER, *Greek Papyri in the Library of Cornell University*, New-York, Col. Univ. Press, 1926, Nr. 1-3. (Nr. 1 schon vorher von WESTERMANN gesondert in *Class. Phil.* XIX, 1924, S. 229 ff. ediert).
- Es gehören ferner zum Archiv des Zenon :
- P. Lille*, 1 in *Papyrus Grecs* publiés sous la direction de P. JOUGUET avec

- la collaboration de P. COLLART, J. LESQUIER, M. XOUAL, I, Paris, 1907, pp. 13-23.
- Ferner *P. Lille*, 58, III^e fasc., Paris, 1928, pp. 233-236.
- B.G.U.*, VI, 1927 = *Aegyptische Urkunden aus den Museen zu Berlin*, herausgegeben von der Generalverwaltung. VI. Band, Berlin, 1922, S. 86-87.
- P. Freiburg*, 7, *Mitteilungen aus der Freiburger Papyrussammlung*, I-II; *Sitzungsberichte der Heidelb. Akademie der Wiss.*, 1914. 2. Abh., S. 62 = *S.B.*, 5942.
- Ferner unpublizierte Papyri des Britischen Museums in London, zitiert bei Rosrowzew, *A large estate in Egypt in the third century B.C.* (*University of Wisconsin Studies in the Social Sciences and History* Nr. 6), Madison, 1922, Index IV, S. 205, 206.

The Economic Crisis in Egypt under Nero¹

(Summary)

An examination of a remark by Dr. J.G. MILNE in a review of Professor A.C. JOHNSON'S *Roman Egypt to the Reign of Diocletian* that the value as economic evidence of Tib. Julius Alexander's well-known edict is "about that of a modern election address". A consideration of the prefect's words shows that he was replying to definite complaints and petitions, and the results of a comparison of what he says with the evidence of Philo and of contemporary papyri and inscriptions is to make it highly probable that conditions were actually grave and that the edict "must be treated as a serious historical document".

H.I. BELL.

¹ To be published in *Journal of Roman Studies*.

Neue literarische Funde in der Heidelberger Papyrussammlung

Wenn ich Ihnen heute ein paar Bemerkungen über einige literarische Papyrusfunde in der mir unterstehenden Heidelberger Papyrussammlung machen möchte, so tue ich das in einer doppelten Absicht und aus nicht ganz selbstlosen Gründen. Um es gleich zu sagen, ich möchte gerne erreichen, dass ich die Unterstützung der Hörer des Kongresses bzw. der Leser dieses Aufsatzes finde.

Zweimal schon habe ich die Ehre gehabt, einen Appell — mit wechselndem Erfolge — an unsere Papyrologenkongresse richten zu dürfen: das einmal, als ich bat, Herrn SEYMOUR DE RICCI in Paris oder mir unveröffentlichte lateinische Texte für unsere Publikation „Denkmäler der lateinischen Sprache aus Aegypten“ zur Verfügung zu stellen, die eben vor dem Abschlusse steht. Der Erfolg war damals, dass ich nach und nach über 50 unveröffentlichte lateinische Texte erhielt, auch eine grössere Anzahl von solchen in guten Photos, die noch nicht in genügender Genauigkeit herausgegeben waren. Es ist übrigens ein Aufruf, der seine Gültigkeit auch jetzt noch hat.

Der zweite nicht ganz so erfolgreiche Ruf galt auf dem Münchener Kongress der Auffindung und Registrierung der in kleinen Sammlungen zerstreuten Texte — oder wie ich jetzt hinzufüge, solcher Texte, deren Sprache den Verwaltern der Sammlungen nicht geläufig sind. Auf diese Anregung hin sind etwa 100 Stücke — griechische und koptische — bisher zusammengekommen; aber auch hier rechne ich

dringend auf weiteren Zuwachs. Ich beabsichtige, das bisher Gesammelte demnächst in einem Sonderbände vorzulegen.

Meine heutige Absicht ist nun neben der Mitteilung über das vorhandene unpublizierte literarische Material aus unserer Sammlung vor allem die, zugehörige Stücke ausfindig zu machen. Gerade bei kleineren literarischen, die im Handel erworben wurden und von denen meist auch bei der Veröffentlichung kein Lichtbild mitgeteilt wird, ist die Möglichkeit stets sehr gross, dass sich Stücke davon in anderen Sammlungen verbergen und dadurch lange der Wissenschaft entzogen bleiben. Wir sind nun mit teilweise gutem Finderglück darangegangen, die literarischen Fragmente der Heidelberger Sammlung einer diesbezüglichen Sichtung zu unterziehen und hoffen auf weitere Erfolge durch die Mitwirkung anderer; die Ergebnisse, über welche ich berichte, sind teilweise in der von mir veranlassenen Doktorarbeit meines Schülers G. A. GERHARD jr. herausgekommen, teils entstammen sie meinen eigenen Forschungen oder gemeinsamer Arbeit. Es hat sich gezeigt, dass in englischen Sammlungen eine ganze Anzahl von Fetzen vorhanden ist, die zum Teil sogar unmittelbar an Stücke anpassen, welche schon vor mehreren Jahrzehnten in unsere Sammlung gelangt sind. Ich verbinde mit dieser Feststellung schon hier den herzlichsten Dank an die Herren BELL, SKEAT und MILNE vom British Museum, welche uns nicht nur mit Photos versehen, sondern auch unsere Zusammensetzungsarbeit an den Originalen in London im letzten und in diesem Jahre mit nie versagender Liberalität gefördert und auch unsere Lesungen nachgeprüft haben.

Die Heidelberger literarischen Fragmente gehören zum einen Teile dem alten Bestande der Bibliothek an, sind, soweit sie Kartonnage darstellen, wohl alle in Hibehe gefunden (3. Jahrhundert v. Chr.) und entstammen dort vermutlich den Raubgrabungen, welche nach der Einleitung zu *P. Hibehe*, S. 2, vor den englischen Ausgrabungen ge-

tätigt worden sind. Hier besteht infolge dieser eigenartigen Fundumstände von vornherein die Möglichkeit, ja Wahrscheinlichkeit der Vervollständigung aus den noch unpublizierten Kisten der englischen Hibehfunde, deren Zugänglichmachung wir natürlich besonders begrüßen würden. Es wäre dies ein ausserordentlich wertvolles Zeichen internationaler Zusammenarbeit. Der Rest unserer literarischen griechischen Bruchstücke kommt mit wenigen Ausnahmen von Ankäufen, die ich in den letzten Jahren im Handel machen konnte und bei denen also von vornherein die Möglichkeit besteht, dass zugehörige Fetzen anderswohin gelangt sind ¹.

Auf die Zugehörigkeit von Heidelberger Hibehkartonnage zu den englischen Papyrus Grenfell und Hibeh hat zuerst G.A. GERHARD sr. in seinen *Homerpapyri* ² und in seiner Heidelberger Akademieabhandlung *Ein dogmatischer Arzt des 4. Jahrhunderts* 1913 hingewiesen (zu dem Heidelberger Fragment fand sich 1 Stück in der Rylands Library und 1 Stück, bis heute unveröffentlicht, ruht in der Hibehmasse). Wir fügen diesen Funden 2 weitere wichtige Beispiele hinzu :

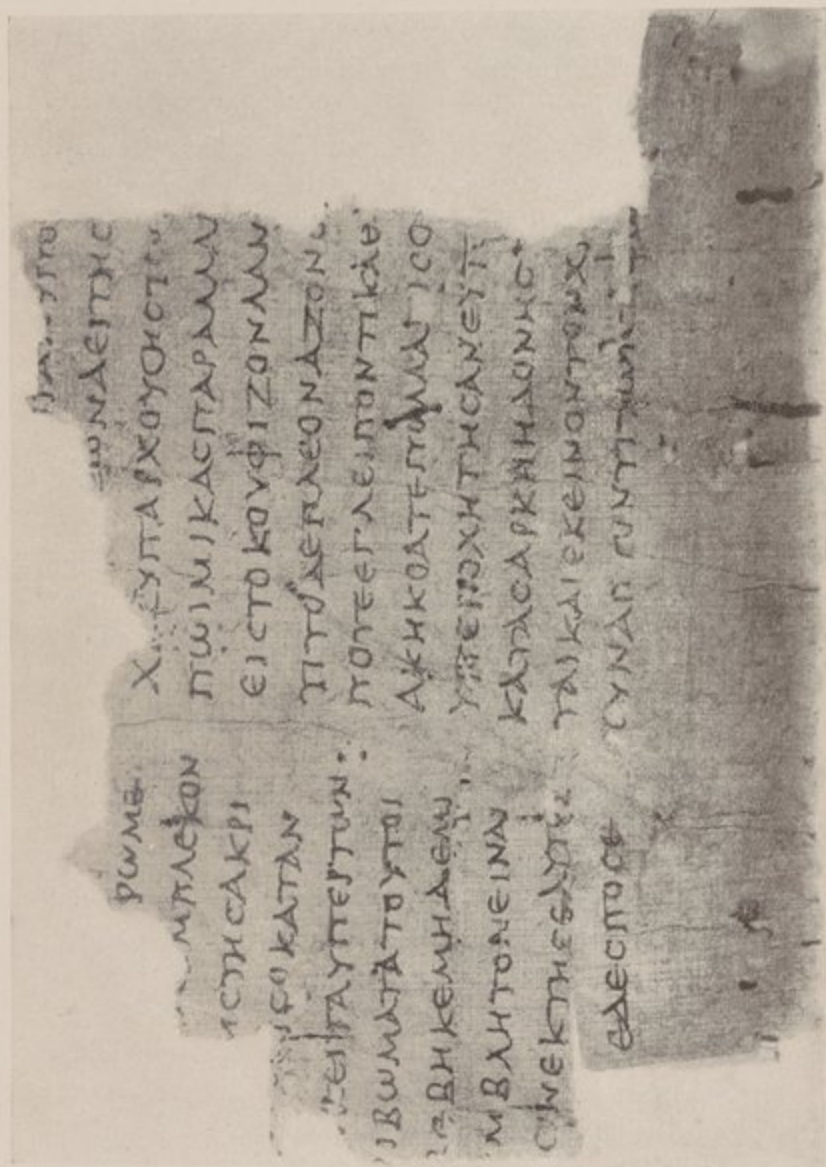
1. Die Fragmente lyrischer Poesie (Handschrift des mittleren III. Jahrhunderts v. Chr.), welche ich aus 4 in der Sammlung zerstreuten Bruchstücken zu Inventarnummer 1100 zusammenfügen konnte, so dass sie jetzt 2 grössere, nicht unmittelbar aneinanderpassende Bruchstücke bilden. Sie enthalten in sehr breiten Zeilen ohne metrische Trennung, so wie z. B. der grosse Berliner Timotheospapyrus der Perser, leider im einzelnen unvollständig und wegen der Abgeriebenheit der Buchstaben schwer lesbar, Stücke offen-

¹ Ich habe den mündlichen Vortrag dadurch unterstützt, dass ich die besprochenen Texte entweder im Lichtbilde oder im Originale vorgezeigt habe.

² Griechische literarische Papyri I, Ptolemäische Homerfragmente (Veröffentlichungen aus der Heidelberger Papyrussammlung, IV, 1, S. VII).

bar desselben Dichters Timotheos; der Stoff ist aus der *Odyssee* entnommen. Es erwies sich sehr bald, dass — zunächst nach einer gütigst von BELL zur Verfügung gestellten Schwarzweiss-Aufnahme — die beiden längst edierten Fragmente *P. Grenfell*, II, 8 = MILNE, *Catalogue*, S. 37, Nr. 49 zu unserer Handschrift gehören, von denen übrigens schon WILAMOWITZ vermutet hatte, sie seien dem Timotheos zuzuschreiben. Von den 4 aus der *Odyssee* schöpfenden Dithyramben dieses Dichters liegen uns nunmehr nach dem Inhalte unseres Papyrus Fragmente von 2 (möglicherweise von 3) verschiedenen vor. Freilich passen die englischen Bruchstücke nicht, wie wir vermutet hatten, unmittelbar an unsere Stücke (unser Grund war der Inhalt; wir dachten, dass *Grenfell* 2 unserem Frg. *a* vorhergehe, *Grenfell* 1 aber unmittelbar in Kolumne I dieses Fragmentes einzuordnen sei). Die genaue Untersuchung, der ich die englischen Originale nach dem Kongresse unterziehen durfte und die auch in ihnen zu einigen Neulesungen führten, zeigen eine durchaus identische Schrift, aber die sehr viel dunklere Färbung des Papyrus lässt es nicht geraten erscheinen, sie in unmittelbare Nachbarschaft unserer Fragmente zu weisen.

Das Fragment Heidelberg *a* nun, in dem der Name der Kirke direkt vorkommt, bringt die Schilderung von dem Unfall und der Bestattung des Elpenor. Das grössere Frg. Heidelberg *b* enthält Stücke des Dithyrambus *Odysseus*; das Erhaltene bezieht sich speziell auf die Nekyia. Es ist festzustellen, dass der Dichter einige Zitate aus der *Odyssee* und eines aus AISCHYLOS' *Prometheus* verwendet. Da im einzelnen manches unklar bleibt und kein Vers vollständig erhalten ist, muss ich hier auf eine Einzelinterpretation verzichten; die Ausgabe von Herrn GERHARD wird zudem zum Jahresende in den *Veröffentlichungen aus den badischen Papyrus-Sammlungen* als Heft 6 gedruckt vorliegen. Ich möchte hier nur auf den paläographisch interessanten Vogel



hinweisen, den unsere Handschrift mit den Persern gemeinsam hat.

2. An nächster Stelle erwähne ich *P. Heidelberg* Inventar Nr. 406 : 6 Fragmente mit Resten von 8 Kolumnen, die einer Komödie wohl des Philemon entstammen. Zu ihnen gehören nach Schrift und Inhalt die Fragmente von *P. Hibeh* 5 und die 5 von *P. Ryl.* I, 16a. Es ist uns bei einer Untersuchung der englischen Originale der ersteren gelungen, unser grösstes Fragment 2 direkt mit *Hib.* 5 c zu vereinigen. Leider zeigen die übrigen Heidelberger Stücke den unteren Rollenrand, die englischen dagegen den oberen, sodass weitere direkte Zusammensetzungen bei fehlender Mitte nicht glücken konnten. *Hib.* a hat auf der Rückseite Reste eines alphabetisch geordneten Glossars, das mit o beginnende Wörter aufzählt, von dem nur auf unserem Frg. 1 eine Spur wiederkehrt, da die Höhe dieses grammatischen Textes offensichtlich geringer war, als die Kolumnen der Komödie. Ganze Verse und den Zusammenhang ergeben jetzt *Hib.* 5 a und *Heidelb.* 2 + *Hib.* 5 c. Ein negatives Ergebnis ist hingegen, dass die vermutete Zugehörigkeit von *Hib.* g + h zu unserer Komödie sich nicht bestätigte.

Das Beherrschende in der jetzt erkennbaren Handlung ist, dass der Sklave Strobilos seinem jungen Herrn aus allerlei Verlegenheiten hilft und dass die Liebschaft zu einem Mädchen hineinspielt, um derentwillen sich ein Vater mit seinem Sohne verfeindet hat. Ich führe als kleine Probe aus *Heidelb.* 2 + *Hib.* 5 c ein Zwiegespräch zwischen dem genannten Strobilos und einem Sklaven Daos an, in welchem der erstere dem letzteren ein Geheimnis anvertraut :

STROB. εἶεν· τί οὖν δὴ, Δᾶε, πρὸς τὰ[δ'] ἐστὶ μοι ;

DAOS ὀνόματι γενέσθαι χρήσι[μ]ος κ' ἀγὼ τί σοι.

STROB. [ε]ἰς ταῦτα λέγε μοι, μὴ σιώπα πρὸς θεῶν.

DAOS τοῦτ' αὐτὸ τῶν λοιπ[ῶ]ν μὲν ἀνθρώπων ἀπλῶς
μηθεὶνὶ λαλήσεις, εἰ [σα?]φ[ῶ]ς [τόδ'] ἐν[νοεῖς?]
κάλον¹ ἄλλον ὁ νέος δεσ[πότου] τροφίμων [— —

¹ Oder κάθον.

καὶ τ[α]ῖς¹ μετ' αὐτοῦ συμπε[ό]ταις. ἀν[ε]χ[ω]ν
ἀλήκοας, Στρόβιλε, πᾶν[ε] οὕτως ἔχει] USW.

Von den im Handel in den letzten Jahren erworbenen Stücken erwähne ich zunächst :

3. Ein kleines Alkaiosfragment (Schrift des 2. Jahrhunderts n. Chr.), das beweist, wie oft auch kleinste Fetzen von Wert sind; ein neckischer Zufall will es, dass dies gerade da anschliesst, wo *P. Oxy.* 1233 Frg. II, 13 (Melanippos) endet, dergestalt, dass die letzte Zeile von diesem mit unserer ersten identisch ist. Ich habe den Text DIEHL für seine Neuauflage der *Anthologia Lyrica* zur Verfügung gestellt.

4. Besonders aussichtsreich hinsichtlich der Auffindung weiterer zugehöriger Teile erscheint mir das mit Zenonpapyri in unsere Sammlung gelangte Fragment Inventar Nr. 1891, aus dem frühen 3. Jahrhundert v. Chr. Seine Rückseite enthält geringe Spuren einer Urkunde des Zenonarchivs (Wörter wie ἐπισις und διάγραμμα treten hervor), während der literarische Text des Rekto von Göttersagen handelt.

Die Kolumne I beginnt mit einem Verszitat altertümlicher Prägung, eingeleitet mit] τοῖς ἔπεσιν: es handelt sich sodann um die Verwandlung wohl eines Gottes in verschiedene Gestalten z. B. einen Stier; also darf man vielleicht an Zeus denken, der in Z. 14 auch genannt ist.

Die Kolumne II erzählt in Prosa die Geschichte vom Raub der Persephone; vgl. Z. 3 Φερσεφ[όνην]; Z. 9 Δή[μ]η[τ]ρα; Z. 8 παρὰ τὸν Ὠκεανόν. Andere literarische Zenonpapyri sind bekanntlich MILNE, *Catalogue*, Nr. 54 und 73 (ARCHILOCHOS bzw. EURIPIDES *Hippolytos*).

5. Aus der Kartonnage von Hibeh, also aus unserem alten Bestande, erwähne ich noch Reste eines philosophischen Traktates aus dem frühen 3. Jahrhundert v. Chr. Sie behandeln, wohl als Kommentar zu Platons *Phaidon* ge-

¹ Oder τ[ο]ῖς.

dacht (92-93), das Problem von Seele und Harmonie. So sagt der Text z. B., wobei ich 2 vermutliche Schreibfehler gleich verbessere :

[ψυ]χὴν ἐν ψυχῇ βελτίω ποιεῖν ἐνεστίν· ἁρμονία(ν) δὲ ἁρμονία καὶ βελτίω[[ν]] καὶ χεῖρω (sc. ποιεῖν) οὐκ ἔστιν, ὡςθ' ἕτερον ψυχῇ ἁρμο[νί]-
ας ἔπειτα οὐκ ἂν δῆπου φησίν· (Zitat) οὐτ' ἁρμονία οὐτ' ἄλλα, τ[ις]
σύνθεσις ἄλλως περ (Platontext πως) [ἔ]χε[ι] ἢ [ώ]ς ἐκείνα ἔχει, ἐξ
[ῶν ἂν συγκέχεται — —

6. Gleichfalls der alten Hibehkartonnage und dem 3. vorchristlichen Jahrhundert gehört sodann das Bruchstück einer Anthologie an, die jedoch nichts mit der bekannten in *P. Hibeh 7* zu tun hat. Sie enthält Verse εἰς πυρρόν und εἰς φαλακρόν.

7. Von ganz besonderem Interesse dürfte der von mir aus Hibehkartonnage wiedergewonnene und aus mehreren Stücken zusammengesetzte Papyrus Nr. 414 sein (Mitte des 3. Jahrhunderts v. Chr.). Seine Rückseite enthält u. a. Reste eines griechisch-demotischen Glossars, wobei auch die demot. Wörter mit griechischen Buchstaben geschrieben sind, also die Aussprache des Demotischen für uns genauer bezeichnet ist, als die einheimische Schrift dies zu tun vermag. Ich gebe einige Proben aus dem schwierigen Texte, der neben bekannten auch unbekanntes Demotika enthält. Der Text zeigt ebenso wie die mannigfachen Proben griechisch geschriebener demotischer Glossen, die uns anderwärts erhalten sind, dass auch in den Kreisen der herrschenden Griechenschicht das Interesse an der alteinheimischen Sprache aus dem praktischen Bedürfnis heraus bestand.

λεκάκιον — κρωρι (kopt. κελωλ — χλολ; altäg krr) = Gefäß
ἀξίνι — κολεβεῖν (kopt. κελεβιν — κελαβιν — καλαβιν) = Axt
μάχαιρα — σιφι (kopt. χιςε — χιςι) = Messer, Schwert
μόσχος — ἀγολ (kopt.-boh. ασολ) = Kalb.

Besonders interessant ist für die Schriftgeschichte, dass bei dem im bohairischen Koptisch später als ασολ „Kalb“

wiedergegebenen Worte der koptische Konsonant Gima durch griechisches Gamma mit Strich darüber in akzentmässiger Stellung dargestellt ist, also der Versuch gemacht wird, die im Griechischen nicht vorhandenen ägyptischen Sonderkonsonanten irgendwie zu differenzieren. Eine interessante Parallele hat mir C. SCHMIDT auf dem Kongress in einem altkoptischen, von ihm neu erworbenen Papyrus gezeigt, der in ganz anderer Weise als die spätere koptische Schrift den Versuch macht, durch Ersatzzeichen die fremden Laute darzustellen. Wir erhalten so jetzt sehr interessante Einblicke in die Vorgeschichte der koptischen Schrift.

Auch die Rektoseite unseres Papyrus ist nicht ohne Interesse, da sie eine grammatische Schrift aus einer Zeit enthält, die vor der Mitte des 3. Jahrhunderts v. Chr. liegt, aus der die hier erhaltene Abschrift stammt. Da infolge der Verstümmelung der linken Kolumne und der Abgeriebenheit der rechten sich ein fortlaufendes Verständnis des Gesamtinhalts noch nicht hat erzielen lassen, möchte ich nur soviel darüber aussagen, dass in Z. 4/5 der Kol. I wohl ein Dichterzitat vorliegt, in Kol. II 7 von den Präpositionen gesprochen wird, in Z. 14 f. eine Definition von $\pi\tau\omega\sigma\tau\epsilon\varsigma$ bei $\delta\acute{o}\mu\alpha\tau\acute{\alpha}$ und $\acute{\rho}\acute{\eta}\mu\alpha\tau\alpha$ gegeben wird.

8. Indem ich mich auf ein mir vertrauterer Gebiet begeben, als es die Grammatiker sind, möchte ich zunächst darauf hinweisen, dass ich in dem Rest der Papyrusrolle Inventar Nr. 51 aus der 2. Hälfte des II. Jahrhunderts n. Chr. das m. W. bisher einzige Stück von Plutarch (aus Pelopidas 7,1 f.) entdeckt habe, das infolge seines hohen Alters, aber auch durch eine Anzahl von den bisherigen Kodizes abweichender Lesarten für die Plutarchforschung von Wichtigkeit werden wird.

9. Im Jahre 1914 habe ich 2 Fetzen einer doppelseitig beschriebenen Rolle erworben (Inv. 1740), die in umgekehrter Schriftrichtung zu einander beiderseits literarische Bruchstücke enthalten. Den Text des Verso habe ich vor

einigen Jahren in meinem Aufsätze *Polykrates von Samos und Amasis von Aegypten* (*Neue Heidelberger Jahrbücher* 1934, S. 156 f.) mitgeteilt, nachdem ich erkannt hatte, dass hier in privater d.h. nicht buchmässiger Abschrift die Polykratesgeschichte in einer sonst nicht bekannten Version vorliegt, die auf Ephoros zurückgehen könnte.

Die schöne Buchschrift des Rekto, welche damals ausserhalb der Betrachtung blieb, erwies sich bei näherem Zusehen als philosophisches Werk, bei dem epikuräisches Gedankengut sogleich zu erkennen war. Indem ich die Aufführung sämtlicher Gedankengänge und der literarischen Parallelen der endgültigen Publikation vorbehalte, skizziere ich nur das Folgende :

In *b*, Kol. I, ist die Lehre vorgetragen, dass die Höhepunkte der Schmerzen nicht andauern können, da die Schmerzen entweder das Leben auflösen und damit selbst verschwinden oder eine *ὑφαίρεσις ἀκρότητος* eintritt : [καὶ γὰρ πο]λλάκις ὀρθῶς εἴ[ρηται], διότι ἐν τοῖς ἐσχάτοις [τοῖς κ]ατὰ σάρκα πάθεσιν ὁ [πόνο]ς πολλαπλασιώ(ς) τὴν [ὑπ]εροχὴν τῆι χαρᾷ κέ[κτι]ται κατὰ τὴν ἐξ ὅλου [τοῦ] ἀθροίσματος σύμβλη[σιν] (derselbe Gedanke z. T. in Frg. 38 der *Disputatio ethica* des DIOGENES von Oinoanda).

In der zweiten Kolumne ist von einer *δύναμις* die Rede, deren Besitzer *οὐδ' αὖτε παραξέκλινεν οὐδ' ἀπεδείλιασεν οὐδ' ἐπέλα[θε]το ὧν πειράτω[ν τοῦ κα]λοῦ καὶ μακαριωτ[άτου βί]ου οὐδ' ἀποίη[τον] ἐξήγαγεν, ὧ [παῖ] usw.*

Es ist nach der Meinung eines so trefflichen Epikur-Kenners wie VOGLIANO nicht ausgeschlossen, ja sogar sehr wahrscheinlich, dass es sich um einen Brief des Meisters selbst und nicht etwa nur um ein Produkt seiner Schule handelt.

10. In demselben Jahre habe ich auch 3 Fetzen eines lateinischen juristischen Papyrusbuches (Inventar Nr. 31 7) erworben, das in einer schönen Unzialschrift des 3./4. Jahrhunderts n. Chr. geschrieben ist. Die Ordnung der

Fragmente unter sich ist mir zwar noch unsicher, aber nach dem Inhalte zu schliessen, da in allen von Testament, Erbschaft, Nachlass, Besitznachfolge und von den *bona mortuorum*, die Rede ist, dürften sie nicht allzuweit von einander abstehenden Teilen eines juristischen Werkes zugehören, dessen Autor nach meinen bisher angestellten Bemühungen unbekannt ist. Freilich sind von den Zeilen der Vorder- wie der Rückseite nur die Hälften erhalten, auch ist die gelbliche Tinte sehr verblasst und daher schwer lesbar, so dass die völlige Klärung noch erhebliche Arbeit erfordern wird, an der mitzuwirken ich die juristischen Kollegen gerne einlade.

11. Ein weiteres Stück Fachliteratur liegt in Inventar Nr. 34 vor: Es ist dies eine Probe eines astronomischen Werkes in Abschrift des 2./3. Jahrhunderts n. Chr., das in Tabellenform, wenn ich die Ueberschrift richtig ergänze, $\chi\rho[\acute{o}\nu\omicron\varsigma \zeta\omega[\delta\iota\alpha\kappa\acute{o}\varsigma$ oder $\zeta\omega[\delta\iota\alpha\kappa\omicron\upsilon \kappa\acute{o}\lambda\lambda\omicron\upsilon$ enthält, in dem auf beiden Seiten des erhaltenen Rollenstückes in Kolumnen untereinander die Monate mehrerer Jahre in ihrer Reihenfolge verzeichnet sind. Innerhalb der einzelnen Monatsrechtecke stehen untereinander jeweils zunächst Tagesdaten, von 5 zu 5 fortschreitend; das erste hat jeweils neben sich den Namen eines Tierkreiszeichens abgekürzt, für das dann nach rechts anschliessend in 2 Spalten Zahlenreihen folgen, deren rechnerische Deutung einem Fachastronomen überlassen bleiben muss.

12. Zum Schlusse mache ich noch einige Ausführungen zu den besonders zahlreichen christlichen Literaturwerken unserer Sammlung; ich erwähne nur *in transeundo* Reste zweier griechischer Osterfestbriefe, bisher koptisch nicht erhaltener Partien des Alten und des Neuen Testamentes u. Aehnliches, zum Teil in neu erworbenen koptischen Zauberpalimpsesten überliefert, aber auch zum anderen Teil dem alten Bestande der Sammlung angehörig. Ausführlicher will ich nur auf 2 der zahlreichen koptischen Literaturwerke

hinweisen, einmal das sonst koptisch nicht erhaltene Schlusstück der Märtyrerakten des Apa Paëse und seiner Schwester Thekla (Pergament; Inventar Nr. 644), das neben dem Ausgang dieses Dramas auch die Subscriptio des Schreibers, eines Pantutos, Sohnes des Zimmermanns Beliamin, gibt. Hier wäre es mir besonders wissenswert, ob dieses Handschriftenbruchstück zu einer der in letzter Zeit bekannt gemachten Reste dieser Akten gehört; vgl. TILL, *Koptische Heiligen- und Märtyrerlegenden*¹, S. 71 f.; WHITE, *The Monasteries of the Wadi'n Natrân*, I, Nr. 21. Bekanntlich haben wir anderweitig nur Auszüge dieser Akten in dem Synaxaire arabe Jacobite ed. BASSET.

Zuletzt möchte ich auf ein Pergamentblatt das Interesse lenken, das die Bibliothek im Juli 1895 durch G. UHLIG erworben hat (*Cod. Heidelberg*, 375, 63) und zu dem der Genannte die Notiz hinzufügte, dass es aus dem Kloster Anbe Schenute bei Achmim stamme und dass eine grössere Anzahl zugehöriger, gleichfalls koptischer Pergamentblätter aus demselben unterirdischen Gemache zu Tage gefördert worden seien, „200 Stück davon sind nach Berlin verkauft, wo man sehr zufrieden mit der Erwerbung sei. Jetzt sind nur noch ganz wenige übrig, die der Besitzer, der deutsche Konsularagent Todros in Luksor, nun teurer verkauft.“ Ich habe durch die freundlichen Bemühungen von SCHUBART, dem ich das Blatt vor Zeiten sandte, nur feststellen können, dass weder die Berliner Museen noch die Staatsbibliothek in Berlin Besitzer jener Blätter geworden sind. Auch Professor C. SCHMIDT hat nie etwas von ihnen gehört, sie sind also wohl weiter gewandert; unser Blatt trägt die Seitenzahlen λα und λβ. Höhe 31,4 cm; Breite 24,2 cm; Höhe der Schriftkolumne 22,5 cm. Das Erhaltene ist eine moralische Betrachtung über die Wirkung von

¹ *Orientalia christiana analecta*, 102.

„falscher Krankheit“ und „Krankheit der Dämonen“ auf den Menschen und seine Stellung zu Gott in diesem Zustand. Wo aber ist der Rest dieses Kodex? *Habent sua fata libelli!*

Korrekturzusatz. Als erstes Ergebnis dieses Vortrags hat sich erfreulicherweise inzwischen feststellen lassen, dass unser letzterwähntes Blatt zu der Handschrift Or. 3581 A (37) des British Museum (Seiten $\lambda\gamma$ - $\mu\beta$) gehört, diesen also unmittelbar vorhergeht; zugehörig sind aber auch die Blätter der Wiener Staatsbibliothek (Sammlung Erzherzog Rainer) K 9262 (S. $\iota\zeta$ - $\iota\langle\eta\rangle$) und K 9227 (S. $\kappa\gamma$ - $\kappa\delta$)¹; Herr CRUM hat sich um diese Feststellung das grösste Verdienst erworben; Herr BELL hat uns freundlicherweise einen Schwarz-Weissabzug des ganzen Londoner Textes vermittelt. Beiden sei hier mein herzlichster Dank ausgesprochen. Wo aber ist der Rest der Handschrift, die ein sonst unbekanntes Werk des SCHENUTE enthält, hingeraten?

Friedrich BILABEL.

¹ Vgl. WESSELY, *Studien zur Palaeographie u. Papyruskunde* 9 (1909), Nr. 52 a/b.

Die Berliner koptischen Manichaika

Im dritten Jahrhundert trat ein Mann auf, der alle Probleme der Welt lösen wollte. Mani verkündete seine Lehre. Er erhob den Anspruch, dass seine Religion schon dadurch die allerbeste sei, dass sie das Gute aller anderen Religionen in sich aufgenommen habe. Uns sind noch Worte überliefert, in denen diese Vorzüge seiner Religion ins rechte Licht gestellt werden. Er sagt in den koptischen *Kephalaia* : „ Die Schriften und die Weisheit und die Apokalypsen und die Parabeln und die Psalmen von allen früheren Kirchen haben sich an allen Orten versammelt und sind hinzugekommen zu meiner Kirche und haben sich hinzugesellt zu der Weisheit, die ich offenbart habe. Wie ein Wasser sich hinzugesellen wird zu einem andern Wasser und sie zu vielen Gewässern werden, so haben sich auch die alten Bücher zu meinen Schriften hinzugesellt und sind eine grosse Weisheit geworden, wie sie noch nicht verkündet worden ist unter allen alten Geschlechtern. Nicht sind geschrieben worden noch sind offenbart worden solche Bücher, wie ich sie geschrieben habe. “ In einem persischen Text finden wir fast dasselbe. In einer Aufzählung der Vorzüge der manichäischen Religion heisst es an fünfter Stelle : „ Alle Schriften, Weisheit und Parabeln der früheren Religionen, da sie zu meiner Religion hinzugekommen sind... “ Leider bricht das Stück damit ab. In demselben persischen Abschnitt betont er auch, dass die früheren Religionen nur in einem Land und in einer Sprache verkündet wurden.

Seine Religion wird in jedem Land und in allen Sprachen verkündet werden. In der Tat hat sich der Manichäismus zu einer Weltreligion ausgeweitet. Mani selbst hatte in Indien, Teilen von Iran und besonders in Mesopotamien Mission getrieben. Er durfte ja unter der Regierung Schapurs I. und Hormizd I. ungestört wirken. Nach dem Märtyrertod, den er unter Bahram I. starb, setzten seine Jünger und die Gemeinden, die sich um sie geschart hätten, erfolgreich seine Missionstätigkeit fort. Im Osten drangen die Manichäer in Konkurrenz mit christlichen Missionaren bis Zentral-Asien und China vor. Die Funde manichäischer Schriften in iranischen Dialekten, alttürkischer und chinesischer Sprache haben uns davon Kunde gegeben. Auch im Westen drang diese eigenartige Religion tief in das römische Reich ein. Hier aber scheint sie noch intensiver ausgerottet worden zu sein, hatten wir doch bisher aus diesem Teil der Welt nur Gegenschriften gegen die Manichäer. Originalschriften grösseren Umfanges besaßen wir nicht.

Auch in das Land der Papyri ist selbstverständlich der Manichäismus eingedrungen. Interessanterweise erzählt uns ein persischer Text, dass der Apostel Adda nach Alexandria kam, um dort Mission zu treiben. Dass auch in das Innere Aegyptens die manichäische Religion vorgestossen war, geht aus den Gegenschriften hervor. Wir besitzen solche von dem heidnischen Philosophen Alexander von Lykopolis und dem christlichen Schriftsteller Serapion von Thmuis, daneben einige koptische Fragmente aus anderen Gegenschriften. Ausserdem haben sich noch ein paar kleine Fetzen syrischen Originaltextes manichäischer Schriften aufgefunden.

Der ägyptische Boden scheint unerschöpflich zu sein. Er hat uns auch an manichäischen Schriften einen grossen Fund machen lassen. In Medinet Madi fanden Sebbachgräber eine Kiste mit einer manichäischen Bibliothek. Da der Erhaltungszustand nicht gerade günstig zu nennen war,

kam der Fund nicht an einen Händler, sondern mehrere teilten sich darein. Die einzelnen Kodices bez. Kodicesstücke sehen nicht sehr vertrauenerweckend aus. Wer die unkonserverierten Stücke sieht, denkt, er hat einen Torfballen vor sich. Der ganze Fund ist in zwei verschiedene Sammlungen gelangt. Die Hälfte hat der bekannte englische Sammler Mr. Chester BEATTY erworben. Der andere Teil kam durch die gütige Schenkung des Herrn August PFEFFER in den Besitz der Berliner Staatlichen Museen. Winzige Fetzen verirrten sich nach Wien. Es trifft sich gut, dass gerade kurz vor dem Kongress der erste Band manichäischer Handschriften aus den Berliner Staatlichen Museen im wesentlichen vollendet werden konnte¹. So möchte ich darüber berichten, was in Berlin für die Erschliessung der koptischen Manitexte getan worden ist und getan werden soll.

Die Voraussetzung für die Bearbeitung d.h. zunächst Lesung und Uebersetzung der Texte ist die meisterhafte Konservierung durch Dr. IBSCHER. Da der Fund so umfangreich ist, und Dr. IBSCHER ja nicht nur den Berliner Anteil zu konservieren hatte, ganz abgesehen von seinen vielen andern Aufgaben, ist es selbstverständlich, dass noch nicht alle Kodices unter Glas gebracht sind. Wenn man das bedenkt, wird einem klar, dass die Abgrenzung der einzelnen Bücher gegeneinander noch nicht endgültig sein kann. Ja sogar erst, wenn alle Texte gelesen sind, wird man genau sagen können, ob vielleicht noch manche Berliner und Londoner Stücke zusammengehören. Wir besitzen in Berlin vier grössere Kodices und einen Rest. Dieser Rest von dreissig Blatt ist vollständig konserviert. Von den übrigen Büchern ist am meisten unter Glas gebracht wie auch bearbeitet der Kodex, der die *Kephalaia des Lehrers* enthält. Unter Glas gebracht sind die Seiten bis 440; etwa 25 bis 30 Blatt

¹ *Manichäische Handschriften* herausgegeben im Auftrage der Preussischen Akademie der Wissenschaften unter Leitung von Prof. Carl SCHMIDT, Band I, *Kephalaia*, Stuttgart, 1935-1937.

stehen noch aus; Seite 311-330 sind nicht dabei. Die Reste dieser vollkommen zerstörten Seiten sind die Wiener Fragmente. Es scheint, dass Dr. IBSCHER in einem englischen Kodex die Fortsetzung bez. den zweiten Teil der *Kephalaia* gefunden hat. Der zweite Kodex scheint die *Briefe Manis* zu enthalten. Wir wissen ja z.B. aus den *Kephalaia* selber, dass *Manis Briefe* als Corpus verbreitet wurden. Es sind hier nur einige Proben abgehoben worden. Das ganze Werk umfasst etwa 250 Blatt. Besondere Erwartungen setzten wir alle auf das sogenannte historische Buch, ein Werk, in dem uns von der Geschichte des Manichäismus erzählt wird. Hundert Blatt sind abgehoben. Diese bilden ungefähr ein Drittel des Textes. Dieses Werk hat schwer enttäuscht. Beim Konservieren stellte sich nämlich heraus, dass das Buch in einem ausserordentlich hohen Masse zerstört ist. Den vierten Text hat Dr. IBSCHER noch nicht konserviert. Er schätzt den Umfang auf etwa 150 bis 200 Blatt.

Die Bearbeitung nahm die Preussische Akademie in die Hand. In ihrem Auftrag gaben zunächst Dr. POLOTSKY, später ich unter Leitung von Professor Carl SCHMIDT¹ die ersten 194 Seiten der *Kephalaia* heraus. Wir übergeben der Oeffentlichkeit die von uns bearbeiteten Texte in Doppelheften. Da der Umfang des Buches so stark ist, und die Gesamtausgabe erst in einigen Jahren fertig sein wird, werden wir jetzt Text und Uebersetzung des ersten Bandes, der vier Doppelhefte umfasst, durch ein Doppelheft ergänzen, welches Einleitung, Beschreibung des Kodex und Indices enthalten wird. Wir haben uns sehr überlegt, ob wir den Index erst am Ende des Gesamtwerkes bieten oder den einzelnen Bänden ihren eigenen Index beifügen sollten. Wir haben uns für das letztere entschieden, um den Interessenten das Material möglichst schnell in die

¹ SCHMIDT u. POLOTSKY, *Ein Manifund in Aegypten*, Berlin, 1933 (S.B.A.).

Hand zu geben. Der Index wird gegliedert in Unterabteilungen : griechische Worte, koptische Worte, Orts- und Namensverzeichnis und einen Sachindex. Wir hoffen, dass gerade ein Sachindex bei dem Anschwellen des Materials den Benutzern der Publikation willkommen sein wird. Ebenso sollen Verbesserungen der Lesung beigelegt werden.

Mit Hilfe der *Kephalaia* wurde der Gesamtfund identifiziert. Professor SCHMIDT las als erster die Seitenüberschrift *Die Kephalaia des Lehrers*. Es handelt sich hier um das bei Epiphanius dem Mani selbst zugeschriebene Werk. Die Annahme, Mani würde nicht als Lehrer bezeichnet, geht fehl. Dieser wird zwar gewöhnlich als Φωστήρ, Ἀπόστολος oder Κύριος bezeichnet, doch begegnet im Text der *Kephalaia* selbst zweimal bisher auch die Bezeichnung „Lehrer“. Sie geht wohl auf das Vorbild Jesu (διδάσκαλος) zurück.

Bevor ich Ihnen von den Ergebnissen der Arbeit an den *Kephalaia* etwas berichte, möchte ich zunächst auf den Wert des Gesamtfundes überhaupt eingehen. Er bietet uns drei ganz verschiedene neue Erkenntnisse. Die *erste* ist eine buchtechnische, über die Sie in den Einleitungen zu den Ausgaben der *Hymnen* und der *Kephalaia* Genaueres nachlesen können. Dr. IBSCHER hat festgestellt, dass es sich hier um besonders interessante Kodices handelt. Die Kodices, die sich in der letzten Zeit mehr und mehr aus älterer Zeit gefunden haben, sind solche, die aus nur einer Lage bestehen. Die manichäischen Kodices unseres Fundes dagegen bieten schon Heftlagen. Dies ist zu beachten, da diese Bücher aus verhältnismässig früher Zeit, wahrscheinlich dem Ende des 4. Jahrhunderts, stammen. *Zweitens* bietet die Sprache unserer Texte für den Koptizisten Neuigkeiten, da sie in einem uns bisher nur durch zwei Texte bekannten Dialekt abgefasst sind. Ich möchte hierauf nicht weiter eingehen, da dieser Punkt ausserhalb des Interessengebietes der Papyrologie liegt. Zum *dritten* geben uns diese

Werke Aufschluss über eine Religion, die lange Zeit hindurch in ein fast mystisches Dunkel gehüllt war. Wir werden durch die Erschliessung der Texte zu einem fest umrissenen Weltbilde des Manichäismus kommen. Bereits die bisherige Arbeit hat gezeigt, wie unsere Werke die östliche Ueberlieferung sowie die Kenntnisse, die wir aus den Gegenschriststellern besitzen, ergänzen. Wenn der Manichäismus sich in Aegypten eingenistet hat, so ist das ein Hinweis für uns, einmal daran zu denken, dass sowohl Aegypten als auch Mesopotamien beide zum vorderen Orient gehören. Der Historiker muss, so gut er es kann, auch die Beziehungen zwischen diesen Gebieten beobachten.

Die Grundgedanken der manichäischen Religion sind folgende. Das Ziel des Manichäismus ist „Erlösung durch Erkenntnis bezw. Gnosis“. Diese religiöse Haltung gibt es zu allen Zeiten, auch in unserer Zeit. Auch das macht unseren Fund so aktuell. Welche Gedankenwelten haben auf Mani gewirkt? Dass das Christentum einen tiefen Eindruck auf ihn ausgeübt hat, das bezeugen uns Bibelzitate und die Uebernahme von christlichen Begriffen in seinen Wortschatz. *Zugleich* wirken bei ihm popularphilosophische Ideen. Beides, Christentum und hellenistische Gedankenwelt, konnte er ja in Mesopotamien kennen lernen. Als Form, um seinen Ideen Ausdruck zu verleihen, wählte Mani den Mythos: Licht und Finsternis stehen sich als unversöhnbare Feinde gegenüber. In ihrer Gier macht die Hyle einen Angriff auf das Lichtreich. Im Verlaufe des Kampfes wird ein Teil des Lichtes, die sogenannte lebendige Seele von der Finsternis verschlungen. Dadurch ist aber andererseits auch die Finsternis gebunden. Um die Finsternis endgültig zu besiegen, und um zu gleicher Zeit das verlorengegangene Licht wieder in das Lichtreich zurückzuführen, entsendet der Vater der Grösse, der oberste Gott ist, kämpfende Götter. Wir lernen da eine Fülle von Gestalten kennen. Aber auch die Finsternis ist nicht müde. Sie lässt

durch gewisse böse Gestalten den Menschen schaffen, um in ihm das Licht festzuhalten, da durch die Fortpflanzung des Menschen die Ausläuterung des Lichtes gehemmt wird. Diesen Tatbestand zu wissen, ist nach Mani der erste Schritt zur Erlösung. Jesus hat dem ersten Menschen diese Kenntniss vermittelt. Manichäer zu werden, ist der wahre Weg zur Seligkeit.

Von dem Grundgedanken des Systems aus will Mani alles Geschehen auf Erden erklären. Und da sich dieser Grundgedanke im Mythos offenbart, so wird jede Frage vom Mythos aus erklärt. Gar zu oft wurden wohl Einzelfragen an Mani herangebracht und oft genug hat er wohl auch im Kreise seiner Jünger Einzelprobleme besprochen. Die *Kephalaia des Lehrers* sind ein Buch, das derartige Gespräche und Reden enthält. Ob allerdings alle diese Reden auf Mani selbst zurückgehen, ist zweifelhaft. Das Buch wird wahrscheinlich in seinem Geiste von seinen Schülern verfasst sein. In der Einleitung zu diesem Werk wird uns erzählt, dass Mani wünscht, von der Fülle seiner Weisheit, die er in Gesprächen kund getan habe, solle ein kleines Bisschen niedergeschrieben werden, ganz abgesehen von den grossen Schriften, die er verfasst hat. Das Werk zerfällt in lauter einzelne Kapitel, die meist beginnen: „Wiederum sprach der Φωστήρ“.

Wir kennen ja diese Stilform auch aus anderen gnostischen Schriften. Mitunter führt die Einleitung des Kapitels bereits auf den Gegenstand hin, der behandelt werden soll. Wenn Mani z.B. die Sonne, die in seinem System eine wesentliche Rolle bei der Läuterung des Lichtes spielt, preist, so berichtet uns das betreffende Kapitel, dass dies beim Aufgang der Sonne geschieht. Wenn der Tigris eine grosse Ueberschwemmung hervorruft, so erklärt Mani seinen Jüngern die Gründe dafür aus dem Geschehen des Mythos heraus. Die feuerspeienden Berge sind Reste unreinen Feuers. Wir finden dieselbe Naturerklärung auch in den

sogenannten *Akta Archelai*. So berichtet uns dort der Manichäer Turbo, dass das Erdbeben darauf zurückzuführen sei, dass der Atlas ἢ πρέμει κάμων ἢ ἀντιφέρει εἰς τὸν ἕτερον ὄμον. Ueberhaupt scheint nach meiner Auffassung der Bericht in den *Akta Archelai*, nachdem er einen Teil des Mythos erzählt hat, in die kephalaiaartige Behandlung einzelner Probleme überzugehen. Ein anderer Text, der den *Kephalaia* auch recht nahe steht, ist der sogenannte *chinesische Traktat*. Er wird nämlich dann verständlich, wenn man ihn in einzelne kapitelartige Bestandteile aufgelöst hat. Ein Beispiel dafür, dass der Manichäer Freude daran hatte, die Naturkräfte und ihre Wirkungen zu beobachten, zeigt ein Kapitel, in dem von den Wirkungen des Feuers die Rede ist. Es ist selbstverständlich, dass oft genug vom Menschen gesprochen wird. Wir finden z.B. die Behauptung, dass der Mensch früher viel grösser gewesen sei, weil das Lichtelement in ihm reicher vorhanden war. Bezeichnend ist in den *Kephalaia* die Verwendung der Astrologie. Babylonien, die Heimat Manis, war ja das Land der Astronomie und Astrologie seit alten Zeiten. Wir finden Aussagen über die Abhängigkeit des Menschen von den Tierkreiszeichen und den Planeten. In diesem Gedankenkreis muss ebenso selbstverständlich die Betrachtung des Menschen als Mikrokosmos und der Welt als Makrokosmos vorhanden sein. Gerade das vierte Heft unseres Werkes bietet eine genaue Vergleichung der himmlischen Grössen mit den Körperteilen. Diese Vergleichung führt nach unseren Begriffen zur Spielerei.

Es ist ein besonderes Merkmal, dass der Manichäismus eine Freude an Zahlenspielereien hat. Sehr viele Kapitel unseres Werkes bieten einfach Gegenüberstellungen gewisser Gottheiten nach zahlenmässigen Gesichtspunkten z.B. das Kapitel über die vier Jäger des Lichtes und der Finsternis. Auch diese Erscheinung finden wir in der östlichen Ueberlieferung bestätigt. Ja, schon im Mythos finden wir solche Zahlenschemata. Die Vorliebe für diese Schemati-

sierung mit Hilfe von Zahlen hat sicher schon Mani gehabt. Sie ist dann bei seinen Jüngern wie Unkraut gewuchert. Es können natürlich auch pädagogische Momente mitgespielt haben, wenn man etwa die Schüler die zwölf Richter auswendig lernen liess, d.h. zwölf Götter, die irgendwelche Funktionen als Richter hatten.

In dem letzten Teil unserer Publikation tritt uns ein Gebiet entgegen, das von besonderer Bedeutung ist. Es handelt sich hier um die manichäische Ethik. Noch interessantere Kapitel, die diese Frage behandeln, liegen in dem zu einem grossen Teil abgeschriebenen Stoff für das nächste Textdoppelheft vor. Es ist zu beachten, dass die Hauptforderungen folgende sind: Fasten, Beten und Almosengeben. Diese Forderungen hat Mani sicherlich aus der Bergpredigt übernommen. Auch der Herrentag begegnet uns. Ebenso wird die Wohltat an den Glaubensgenossen gefordert¹. Es heisst: „Wer Brot und einen Becher Wassers einem meiner Jünger gibt wegen des Namens Gottes..., jener ist bei Gott gross...“

Es gibt zwei Hauptklassen in der manichäischen Gemeinde, die Katechumenen und die Elekten. Die Letzteren sind die, welche die unmittelbare Anwartschaft auf die Heimkehr ins Lichtreich haben. Die anderen bedürfen in der Regel erst der Wiederverkörperung in einem Elekten. Es ist beachtlich, dass es, wie wir in den *Kephalaia* erfahren, unter den Katechumenen Abstufungen gibt. Es gibt sogar solche, die nicht noch einmal in den Körper einzugehen brauchen. Diese müssen schon in ihrem irdischen Leben einen asketischen Wandel führen. Diese Tat verbürgt ihnen baldige Heimkehr in das Reich des Lichtes.

BÖHLIG.

¹ Man denke an entsprechende Worte Jesu..

The New Homily of Melito and its Place in Christian Literature

(Summary)

This paper presents some results of further study of the Beatty-Michigan codex which contains, in addition to the already published final chapters of Enoch¹, a homily on the Passion by Melito of Sardis. A preliminary notice of this writing of Melito was published in *Mélanges Franz Cumont* (107-119).

In June, 1937, the writer discovered that *P. Oxy.* 1600, was a portion of another manuscript of the Beatty-Michigan homily. Melito's authorship of the Oxyrhynchus fragment was suspected at about the same time by the Rev. Professor Charles MARTIN of Louvain, who detected similar expressions in the brief passages quoted from the text of Melito in *Mélanges Cumont*, and communicated his observations by letter. The Oxyrhynchus text had been previously assigned to Hippolytus by BARTLET and BONWETSCH; this attribution being proposed by the latter scholar largely because the fragment exhibited stylistic peculiarities which, so far as was then known, Hippolytus had been the first to introduce into the literature of the church. The stylistic features in question are the rhetorical devices of the later Asianic oratory. It is now evident that Melito, who uses

¹ *Studies and Documents*, VIII, 1937.

these devices lavishly, preceded Hippolytus in this not altogether praiseworthy contribution to homiletic style.

Melito's use of the characteristic figures of the later art-prose, and in a lesser degree, the typology of his sermons, provide means of estimating his influence both upon Hippolytus and other church writers. There are passages of art-prose which may be echoes of Melito's style here and there in undisputed writings of Hippolytus. Still closer resemblances may be detected in a work which has only recently been assigned to Hippolytus, namely the sixth of a series of Easter discourses wrongly attributed to St. John Chrysostom (MIGNE, *P.G.*, LIX, 735). This discourse was plausibly attributed to Hippolytus by Ch. MARTIN¹, and his arguments are strengthened by the fact that in a Grottaferrata palimpsest of the ninth century the sermon actually appears under the name of Hippolytus². Another stage in the influence of Melito appears in a paschal sermon by Proclus of Constantinople (fifth century; text in MIGNE, *P.G.*, LXV, 796). MARTIN has shown³ that there are striking resemblances between certain paragraphs of Proclus and the sermon of the Pseudo-Chrysostom which he assigns to Hippolytus. In several of these passages Proclus must be the borrower, unless — a possibility which we should perhaps allow — both writers have used a common source no longer extant; but in one instance he has employed a striking and elaborate figure which does not appear in Hippolytus, and which he seems to have taken directly from the homily of Melito.

This evidence of the influence of Melito's sermon suggests that we should reconsider the debated question of the authorship of the last two chapters of the Letter to Dio-

¹ *Récherches de Science religieuse*, XVI, 1926, 148-165.

² Cf. MARTIN in *Mélanges Franz Cumont*, 321-363.

³ *Rev. d'Hist. eccl.*, XXXIII, 1937, 255 ff.

gnetus. They have long been recognized as part of some lost homily, and because of their rhetorical characteristics, several scholars have followed BONWETSCH in assigning them to Hippolytus. They resemble Melito's manner as much as that of Hippolytus; and while it would be ill advised to claim them for Melito, the question should be left open for further investigation.

Other proofs of the popularity and influence of Melito's homily were detected long ago by the evidence of the fragments of it which are preserved in a Syriac translation. Thus JORDAN in 1904 showed that bits of Melito were copied in the Pseudo-Cyprianic *Adversus Judaeos*, and in one of the tractates attributed to Origen and first published by BATHIFOL in 1900. Still earlier (1888) KRÜGER demonstrated that Melito was used by Alexander of Alexandria in his sermon *On the Soul and the Body and on the Passion of the Lord*. To these we may now add certain echoes of Melito's language in a fragment of a sermon on the resurrection purporting to be by Epiphanius and preserved in a Latin version¹. It is probable that a search would reveal still other traces of the influence of a discourse which, because of its high-pitched rhetoric and its exaggerated pathos, lent itself readily to exploitation by preachers of the emotional sort.

One curious feature of the homily consists in Melito's bitter reproach to Israel: "Thou didst bind the beautiful hands with which he shaped thee from the earth, and thou didst feed with gall the beautiful mouth that fed thee life." Now authorities on the history of Christian art have pointed out that several of the early fathers believed Jesus to have been insignificant in appearance, or even ugly, a notion which was doubtless suggested by Isaiah's words (liii, 2): "He hath no form nor comeliness" etc. There is evidence of this view in Justin, Clement of Alexandria, Tertullian,

¹ MIGNE, P.G., XLIII, 506.

and elsewhere. But even though we allow for the heightened emotion manifest in Melito's words, it is clear that he thought of Jesus as beautiful. Isaiah's language seems not to have been so generally applied as had been supposed. FUNK's statement that the idea of the beautiful Christ does not appear before the time of Constantine can no longer be accepted.

Attention should be called to an unusual point in Melito's use of a scriptural authority. At one point in his homily he introduces by $\epsilon\tau\epsilon\sigma\iota$, as if it were a direct quotation, a paraphrase of the portion of Exodus xii which relates the institution of the Passover. The words are in the main those of the scripture, but there are differences in arrangement, and the passage is shorter than the corresponding part of Exodus. To introduce a summary by $\epsilon\tau\epsilon\sigma\iota$ might lead to misapprehensions, and there is reason to believe that, as the church developed, its leaders frowned upon quotations without the full context; see Hippolytus' censure of Noetus (*P.G.*, X, 808 B). The résumé of Old Testament history in the defense of Stephen (*Acts*, vii) is scarcely a parallel case.

The complete contents of this paper, accompanied by the necessary evidence, will be incorporated in an edition of the homily of Melito, which, it is hoped, will appear in the course of 1938.

Campbell BONNER.

Studi e studiosi di topografia dell'Egitto greco-romano ¹

Nella primavera dell'anno scorso verso l'aprile del 1936, il Prof. ROBERTS d'accordo con gli eredi del Prof. HUNT e col parere anche dell'amico Prof. BELL mi inviava i manoscritti sui quali il compianto Prof. GRENFELL aveva iniziato gli spogli per un grande *Dizionario geografico e topografico dell'Egitto greco-romano*. Il dono affatto spontaneo e inatteso mi è stato doppiamente gradito, in primo luogo perchè mi dava la possibilità di consultare non senza commozione l'opera inedita di uno studioso, che noi tutti consideriamo con ragione come uno dei Maestri della Papirologia ancora nell'età dei pionieri, in secondo luogo perchè dava un contributo nuovo e importante al mio *Dizionario*, nel tempo stesso in cui riaffermava ancora una volta una solidarietà internazionale e una fraterna comunione di studi fra i colleghi papirologi, che è una delle più belle tradizioni di questa nostra *papyrorum sodalitas*.

L'esame delle carte del GRENFELL e naturalmente i lavori sempre progredienti del mio *Dizionario*, mi hanno indotto a scegliere in questo campo l'argomento della Comunicazione che con tanto cortese insistenza il Comitato direttivo di questo V Congresso mi sollecitava, tanto più che qui più che altrove l'esperienza stessa può suggerirmi qualche utile osservazione.

Le ricerche nel campo della topografia e della geografia

¹ Cette communication a paru dans *Aegyptus*, 17 (1937), pp. 321-333; elle est reproduite ici avec l'aimable assentiment de l'auteur.

greco-romana d'Egitto non c'è bisogno di dire che ebbero solo dalle scoperte dei papiri fondamento, indirizzo, metodi, anzi la loro stessa ragione di esistere. Prima esse rientravano nell'ambito della ricerca geografica generale intorno all'Africa antica sui testi superstiti di Strabone, di Diodoro, di Plinio, di Tolemeo e di pochi altri autori, le cui informazioni, anche a prescindere dall'esattezza, non possono non essere limitate nel tempo e nello spazio e quasi sempre sommarie e ridottissime. Così anche senza risalire all'opera degli scienziati della spedizione di Napoleone in Egitto ¹, o al QUATREMÈRE ² o più oltre al X volume del MANNERT ³ o al FORBIGER ⁴ o più tardi al KIEPERT ⁵, osservo che neppure nell'opera classica di VIVIEN DE SAINT-MARTIN ⁶ è intravista la possibilità di una *renovatio ab imis* di tutte le conoscenze geografiche nostre, per quanto riguarda l'Egitto, attraverso i testi dei papiri greci e romani, già allora apparsi, sia pure in numero limitato, fra le mani dei dotti ⁷.

Nè essa è menomamente intravista neppure da uno studioso di coraggio pari alla dottrina quale fu Enrico BRUGSCH, che stava allora attendendo al suo grande *Dizionario geografico dell'Egitto antico* ⁸, che sarebbe uscito nel 1879 e nel 1880 insieme con altre pubblicazioni minori che pure riconoscevano l'importanza della geografia tolemaica

¹ *Description de l'Égypte*, I e seg., Paris, 1809 e seg.

² *Mémoires géographiques et historiques sur l'Égypte*, Paris 1811.

³ *Geographie der Griechen und Römer*, Leipzig 1801-1831; il vol. X, 1, che parla dell'Egitto è del 1825.

⁴ *Handb. der alten Geographie*, Leipzig 1842-1844, 2ª ediz. 1877.

⁵ KIEPERT, H., *Lehrbuch der alten Geographie*, Berlin 1878, traduz. fr. 1887.

⁶ *Le Nord de l'Afrique*, Paris, 1863.

⁷ Trascuro naturalmente altre minori memorie e note, come quelle del FIALON, E., *Alexandrie et l'Égypte pendant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne*, Grenoble, 1874; F. ROBIOT, *Géographie comparée du Delta*, in *Mél. Arch. Egypt. Assyr.*, 3 (1876), pp. 101-121.

⁸ *Dictionnaire géographique de l'ancienne Égypte*, Leipzig, 1879-1880, con supplemento.

e romana ¹ o la gravità della documentazione recata da papiri demotici e da analoghi frammenti ².

Bisogna discendere all'età del LUMBROSO e del WESSELY per incontrare i pionieri del rinnovato studio geografico e topografico dell'Egitto greco-romano, il LUMBROSO per altro limitatamente al distretto di Alessandria et il WESSELY a nome Arsinoitico.

Il LUMBROSO nella prima edizione dell'opera che intitolava *L'Egitto al tempo dei Greci e dei Romani* (Roma, 1882) già accennava da par suo ad alcuni problemi che interessavano la geografia e la topografia dell'Egitto, per esempio del Nilo o dei deserti limitrofi alla valle o di Pelusio o di Alessandria o simili, ma ancora il problema non si era presentato intiero al suo spirito; mentre già indubbiamente il proposito di venire raccogliendo i ricordi più vari e più dispersi dell'antica Alessandria già si stava maturando in lui ad iniziare quel Glossario, che stiamo lentamente pubblicando ³.

Quasi contemporaneamente al LUMBROSO, Carl WESSELY scriveva nei suoi *Prolegomena* ⁴ che sarebbe stato su intendimento attraverso le scoperte dei papiri far rivivere l'antica Arsinoe e poco dopo in un articolo poco noto si industriava di trarre dal papiro Musées Nation. n. 6889 una lista di strade di Arsinoe di età cristiana ⁵. Da allora, mentre cioè il LUMBROSO cominciava ad attendere alla topografia e alle antichità di Alessandria, il WESSELY formava oggetto

¹ *La géographie des Només ou divisions administratives de la Haute et de la Basse Egypte aux époques des Pharaons, des Ptolémées et des empereurs romains*, Leipzig, 1879.

² BRUGSCH, H., REVILLOUT, E., *Données géographiques sur Thèbes extraites... des contrats démotiques et des pièces corrélatives*, in *Rev. Egypt.*, 1 (1880), pp. 172-180.

³ Si cfr. p. es. il REGALDI, *L'Egitto antico e moderno*, Firenze, 1882.

⁴ *Prolegomena*, 1883, p. 720.

⁵ *Strassenverzeichnisse aus Arsinoë*, in *Mitt. Pap. Erz. Rainer*, II-III (1887), pp. 261-264.

delle sue cure Arsinoe, come i papiri gli suggerivano e soprattutto quelli della raccolta RAINERI, in cui egli andava facendo le sue migliori esplorazioni.

Ricerche secondarie senza la necessaria preparazione completa e senza il contributo di tutto il materiale papiraceo facevano ancora il SIMAIKA ¹ e il BOTTI ², mentre la geografia dell'Egitto nel decennio fra il 1890 e il 1900 vedeva uscire il grosso volume dell'AMÉLINEAU ³, il quale, forse prematuro nelle sue conclusioni, tuttavia ha raccolto large messe di dati in un campo affine al nostro e ha contribuito anch'esso a mostrare l'importanza della nuova documentazione locale per lo studio della geografia egiziana.

Quasi contemporaneamente usciva anche la seconda edizione del volume del LUMBROSO col nuovo titolo *L'Egitto dei Greci e Romani* ⁴, che sostanzialmente svolgeva soprattutto materia di geografia e di topografia egiziana e specialmente alessandrina senza per altro affrontare ancora in pieno il problema totalitario, nè come materiali nè come propositi.

Al problema, sia pure parzialmente, ma sopra il saldo fondamento delle nuove esplorazioni e dei nuovi materiali forniti dai papiri comincia ad avvicinarsi col suo intuito di ricercatore e di storico il GRENFELL fino dal 1895, quando coll'HOGARTH espone i risultati dell'esplorazione di KARANIS e di BACCHIAS ⁵ e poi con l'HUNT presenta i luoghi di EHEMERIA ⁶; e soprattutto quando nel 1900, ancor con l'Ho-

¹ *Essai sur la province romaine d'Égypte depuis la conquête jusqu'à Dioclétien*, Paris, 1892; *Division politique de l'Égypte en Thébaidé, Heptanomide et Delta durant la période gréco-romaine*, in *Bull. Soc. R. Géogr. Égypte*, ser. III, n. 10 (1892), pp. 703-715.

² *La côte alexandrine dans l'antiquité*, in *Bull. Soc. Géogr. Égypte*, ser. IV, vol. 12 (1897), pp. 807-814; ser. IV, suppl. 1897, pp. 841-874; vedi poi ser. V, n. 2 (1898), 71-128.

³ *La géographie de l'Égypte à l'époque copte*, Paris, 1893; cfr. anche J. DE ROUGÉ, *La géographie de la Basse Égypte*, Paris, 1891.

⁴ G. LUMBROSO, *L'Egitto dei Greci e dei Romani*², Roma, 1895.

⁵ HOGARTH, GRENFELL, *Cities of the Fayûm Karanis and Bacchias*, in *Egypt Explor. Fund. Archaeol. Report*, 1895, pp. 96, 14-19.

⁶ GRENFELL, HUNT, *Evhemeria*, in *Athenaeum*, n. 3717 (1879), p. 90.

GARTH e con l'HUNT, scrive la prefazione al volume dei *P. Fay.*, I, il cui titolo annuncia per se stesso una preoccupazione geografica e topografica, che è nuova nella storia della nostra scienza in quegli anni ancora eroici per la papirologia¹.

Erano già uscite un certo numero di collezioni di papiri, per es. i *P. Lond.*, I e II, *C.P.R.*, I, *P. Grenf.*, I e II, *P. Oxy.*, I e II, *P. Petrie*, I e II, *P. Gen.* e qualche fascicolo dei *B.G.U.* e gli *Ostraka* del WILCKEN e già il lavoro imponente della papirologia era incominciato in pieno con tutto il seguito degli studî suscitati da così ricco materiale. Orbene, come del resto è a tutti ben noto, l'Introduzione dei *P. Fay.*, I, si inizia appunto con un capitolo intitolato *The Ancient Geography of the Fayûm*, seguito da un esame topografico dei luoghi del Fayûm, in cui erano stati scoperti papiri e dalle descrizioni degli scavi operati a Kasr el Banât, ad Harît, a Kôm Ushim e ad Umm el 'Atl dai dotti Inglesi della « Egypt Exploration Fund ». Tale capitolo pone per la prima volta il problema generale della topografia e della geografia del Fayûm dall'età Faraonica all'età Romana e promette una sistemazione topografica di una serie di villaggi che sono citati nei papiri²; frattanto fissa con sicurezza il posto di un certo numero di essi, riassumendo i dati di ritrovamento dei papiri scoperti fino allora nella regione e descrivendo gli ultimi scavi a Karanis, a Bacchias, ad Emeeria, a Theadelphia, a Philoteris e in qualche altro luogo

¹ *Fayûm towns and their papyri*, by GRENFELL, HUNT, HOGARTH, London, 1900.

² P. 9: « this preliminary task we have now performed and when the time comes for collecting the geographical data, as we hope to do when we have finished our researches in the Fayûm and when more Fayûm papyri have been published, the positions of a considerable number of villages are likely to be determined »; cfr. p. 14: « it is, however, from geographical indications in the papyri that most information will be gained. But as we shall treat this subject more fully on a future occasion ecc. ».

minore. Anche le tre *merides* dell'Arsinoite venivano descritte nella loro estensione e veniva redatta una prima carta topografica del nomo Arsinoite.

Negli anni successivi, dopo alcuni contributi del GAROFALO alla geografia storica dell'Africa ¹ e in particolare alla geografia dell'Egitto romano (egli studia soprattutto gli *Itineraria*, ma secondo i vecchi metodi e senza il prezioso sussidio dei papiri) e dopo un altro studio del BOTTI sul III nomo dell'Egitto inferiore ², ecco apparire la prima opera topografica fondata quasi interamente sui papiri con l'intento preciso di ricavare da essi un'immagine positiva e concreta di un distretto o di un centro abitato, indipendentemente anche dalla ricerca topografica locale, cioè dalla posizione per così dire sul luogo di quanto i papiri vengono rivelando.

Tale è l'opera tentata dal WESSELY col volume intitolato *Karanis und Soknopaiu Nesos* e pubblicata nelle *Denkschriften* dell'Accademia di Vienna ³, seguito ad un anno di distanza dallo studio *Die Stadt Arsinoë* ⁴ e quindi dalla *Topographie des Faijûm* ⁵. Nel primo l'interesse del WESSELY è rivolto ad un intento topografico nel più largo senso della parola, come dice il sottotitolo, tenendo conto cioè della località e degli abitanti con lo scopo di studiare sopra una serie di documenti omogenei nel tempo e nello spazio la

¹ F. P. GAROFALO, *Contributo alla geografia storica dell'Africa*, in *Boll. Soc. Geogr. Ital.*, ser. IV, vol. 3 (1902), pp. 1012-1039, e specialmente *Contributo alla geografia dell'Egitto romano*, in *Rec. Trav.*, 24 (1902), pp. 1-11.

² G. BOTTI, *Studi sul III nomo dell'Egitto inferiore e più specialmente sulla regione Mareotica*, in *B.S.A.A.*, 1902, pp. 41-84.

³ C. WESSELY, *Karanis und Soknopaiu Nesos. Studien zur Geschichte antiker Cultur- und Personenverhältnisse*, in *Denkschr. Ak. Wien*, 47 (1902), Abh. IV.

⁴ C. WESSELY, *Die Stadt Arsinoë*, in *Sitzb. Ak. Wien*, 145 (1903), Abt. IV.

⁵ *Topographie des Fayûm (Arsinoites Nomus) in griechischer Zeit*, in *Denkschr. Ak. Wien*, 50 (1904), Abh. I.

vita antica di una località in tutte le sue manifestazioni; ricerca che va oltre anche l'ambito della topografia ma che è naturalmente portata dalla ricchezza e dalla particolare natura del materiale dei papiri. E tale è pure il carattere della ricerca parallela e contemporanea condotta intorno ad Arsinoe. Di intendimenti più vasti è lo studio sulla topografia del Fayùm accompagnato anche da una triplice carta del distretto per l'età tolemaico-romana, bizantina e araba assai più ricca di quella data precedentemente dai *P. Fay.*, I. L'intento schiettamente topografico della ricerca è esplicitamente dichiarato nelle parole stesse della Introduzione e ne è rilevato anche il valore e il significato, utili ai fini assai complessi¹ che vengono chiariti mercè appropriati esempi. L'autore anzi ha così viva coscienza dell'importanza che hanno per studi cosiffatti i papiri, che non trova di meglio per iniziare la sua relazione che esporre per sommi capi i progressi della papirologia nei riguardi dell'Arsinoite dalla scoperta dei papiri Raineri al momento in cui egli scrive, non trascurando le ricerche di carattere archeologico che aveva già condotto alla identificazione di Karanis, di Soknopaiu Nesos e di altri luoghi; l'Introduzione si indugia anche intorno al modo di utilizzazione del materiale papiraceo per esempio delle « liste », e soprattutto attesta nell'autore la viva preoccupazione di concludere la sua minuta indagine sui singoli nomi di luogo con una ricostruzione topografica di tutta la zona senza considerare per altro quanto un tale assunto potesse essere prematuro e fonte inesauribile di errori di apprezzamento e di deduzioni arbitrarie; ciò malgrado la ricerca del WESSELY, alimentata anche dalla pubblicazione di una ricca serie di papiri inediti della raccolta RAINERI è per noi preziosissima per l'impostazione stessa

¹ P. 1: « Die Nützlichkeit historisch-topographischer Studien ist klar; spiegelt sich ja doch in den Ortsnamen und ihrer Geschichte die Geschichte des Landes selbst ab ».

delle questioni che si prospettano agli studiosi in presenza dell'immenso materiale.

L'opera del WESSELY, così ampiamente costituita con le tre pubblicazioni or ora ricordate, che videro tutte la luce tra il 1902 et il 1904 ¹ cioè nel periodo della piena maturità di studioso dell'autore, ebbero un'eco poco dopo nel 1906 nel XIV Congresso Internazionale degli Orientalisti a Parigi, al quale l'autore presentava non solo una nota, pure inserita negli Atti ² sulla colonia Ebraica di Arsinoe nel 72-73 d. C., ma anche svolgeva un'osservazione di metodo ³ sulle ricerche topografiche, in cui egli aveva acquistato così singolare esperienza.

Tale nota dopo aver confermato i principî seguiti nella indagine topografica, invocava l'aiuto degli studiosi di arabo, perchè volessero raccogliere quanti più dati fosse possibile circa la nomenclatura topografica dei periodi più antichi dell'occupazione araba per poter servirsi di essi come di tramite fra il nome attuale della località e quella dell'età greca e romana.

Ad un anno solo di distanza dal Congresso degli Orientalisti, al quale si è ora accennato, il Prof. GRENFELL coi suoi collaboratori in Appendice a *P. Tebt.*, II (1907), pubblicava importanti pagine anch'egli intorno alla topografia del Fayûm, dichiarando che anche egli da tempo andava

¹ Poco oltre usciva un notevole scritto del GAUTHIER, con cui lo studioso si iniziava agli studi geografici d'Egitto *Notes géographiques sur le nome Panopolite*, in *B.I.F.A.O.*, 4 (1905), pp. 39-101, che riprendeva poi con altri due studi in *B.I.F.A.O.*, 10 (1912), pp. 89-130; 11 (1913), pp. 49-63; *Rec. Trav.*, 35 (1913), pp. 162-193; cfr. *Sphinx*, 16 (1912), pp. 179-185, mentre il BRECCIA tracciava in *B.S.A.A.*, 1905, pp. 18-43 i primi elementi topografici dello scavo di *Hermopolis Magna* e il PETRIE scriveva di *Roman Eshnasya (Herakleopolis Magna)*, London, 1905.

² *Une notice relative à la colonie Juive à Arsinoé en Egypte dans l'an 72-73*, in *Actes XIV Congrès Orient.*, Paris, 1906.

³ *Une observation méthodique pour l'étude de la Topographie égyptienne à l'époque grecque*, in *Actes XIV Congr. Orient.*, Paris, 1906, vol. II, pp. 43-46.

raccogliendo materiali per una tale ricerca e che si proponeva ora di portare col suo scritto alcune correzioni ed aggiunte all'opera del WESSELY. La quale appariva ai dotti Inglesi difettosa soprattutto per due ragioni: perchè un errore di orientazione nelle carte del Fayûm spostava di 45° gradi tutti i rapporti delle località fra loro e perchè nel vivo desiderio di essere completo il più possibile il WESSELY aveva incluso nella lista sua molti nomi che non erano di luogo ed altri la cui lettura era assai dubbia. Scopo perciò del GRENFELL era di pubblicare un supplemento di nomi nuovi tratti dai *P. Petrie*, III, *P. Lond.*, III e *P. Tebt.*, II, usciti dopo lo studio del WESSELY e da altri papiri inediti di raccolte inglesi, di rivedere e correggere le parole appartenenti a papiri conservati in Inghilterra e in Germania, di escludere i nomi derivati da incerte letture o appartenenti ad altre categorie onomastiche e non all'Arsinoite. L'autore pertanto, riprese in esame le fonti dei papiri e delle antichità del Fayûm, pone anzitutto il problema della estensione e delle caratteristiche del nome Arsinoite in età greca e romana e delle sue suddivisioni rifacendo il processo di identificazione di singoli luoghi antichi con luoghi moderni e concludendo ad una lista alquanto più breve di quella data dal WESSELY ma senza dubbio più sicura; il medesimo processo egli applica ai toponimi del nome del Fayûm in età bizantina, toccando anche dei rapporti col nome Teodosiopoli; segue la lista dei nomi di luogo accettabili e una lista alquanto numerosa di nomi, a giudizio del GRENFELL, da rifiutarsi. Una nuova pianta topografica del Fayûm è compresa in *P. Tebt.*, II, ad illustrare le rettifiche del GRENFELL.

Quasi contemporaneamente rettificava altre inesattezze del WESSELY l'APOSTOLIDES, partendo dalla considerazione dell'ubicazione del lago Meride in rapporto al Qasr Qurûn e ignorando, come pare, le rettifiche del GRENFELL¹. Frat-

¹ *Etudes sur la topographie de Fayoum*, in *B.S.A.A.*, 1907, pp. 13-34;

tanto le osservazioni fatte dal GRENFELL stesso all'opera del WESSELY confermavano sempre più e meglio la necessità, prima di procedere oltre nella localizzazione dei nomi forniti dai documenti, di presentare una revisione accurata dei testi stessi, su cui la ricerca si sarebbe dovuta fondare. Ed ecco allora già nel 1910 il WESSELY pubblicare il X volume degli *Stud. Pal.* intitolato appunto e dedicato a « Testi greci per la topografia d'Egitto »¹; essi sono editi col programma stesso dell'*Observation méthodique* e tenendo conto dei *P. Rainer*, dei *P. Par.* e di altri, in tutto 299 papiri con indici copiosi e circostanziati.

Contemporaneamente il PLAUMANN dava alle stampe la sua monografia su Ptolemis² che preludeva a quella assai più ricca di materiale papirologico del KÜHN su Antinoopolis³. Codeste monografie, scritte sulle direttive segnate dal WESSELY per Soknopaiu Nesos e per Arsinoe, si proponevano per altro uno scopo assai più alto e completo: illustrare cioè fasi particolari dello sviluppo dell'Ellenismo in oriente; nel quale compito era ampiamente compreso quello geografico e topografico in tutti i suoi maggiori sviluppi, conformi le direttive stesse che il WILCKEN aveva impartito ai suoi discepoli.

Contemporaneamente lo JOUGUET, pubblicando (1911) quelli che egli chiamò i *P. Thead.*, dissertava anche nell'Introduzione su problemi topografici che riguardavano questo villaggio dell'Arsinoite e poco più tardi il MÉAUTIS iniziava

Bull. Soc. Khéd. Géogr., 7 (1908), pp. 109-138; frattanto il BRECCIA studiava *Tribù e demi di Alessandria*, in *B.S.A.A.*, 1908, 10; il BOUCHÉ-LECLERCQ nello studio *L'ingénieur Cléon*, in *Rev. Et. Gr.*, 21 (1908), pp. 121-152 portava un valido contributo allo studio delle opere idrauliche eseguite nel Fayûm per ordine del Filadelfo, mentre il Wilcken si occupava della storia di Pelusio in *Klio*, 9 (1909), pp. 131-134.

¹ *Griechische Texte zur Topographie Aegyptens*, Leipzig, 1910.

² PLAUMANN, *Ptolemis in Oberägypten*, Leipzig, 1910.

³ KÜHN, *Antinoopolis*, Göttingen, 1913.

i suoi studi di papirologia con una monografia ben nota su *Hermopolis Magna*¹.

Frattanto, malgrado i disagi della guerra, la tendenza a mettere a disposizione degli studiosi materiali sempre più copiosi per le ricerche geografiche, si manifestava in campi paralleli ai nostri studi nelle opere dello SCHIAPARELLI², di Jean MASPERO e del WIET³ e anche, se si vuole, in quelli del DIETERICH⁴.

Dopo la dolorosa parentesi della guerra⁵ anche gli studi di topografia ebbero qualche prima reviviscenza, con un articolo di carattere topografico dello SCHMITZ⁶ su *Hermopolis Magna*, colla ripubblicazione e il commento sotto la guida del WILCKEN di *C. P. Herm.*, 127, verso, che contiene, come è noto, una serie di nomi di strade di tale città; con la ricerca sul fondo di Apollonio dovuta alla dottrina del ROSTOVZEV⁷, con una piccola ricerca del RINK su nomi di strade ad Ossirinco⁸ e con qualche altro tentativo dovuto alle cure di chi scrive⁹.

I contributi di qualche entità riprendono nell'anno 1925 in occasione del Congresso Internazionale di geografia del

¹ G. MÉAUTIS, *Hermoupolis la Grande*, Lausanne, 1918.

² E. SCHIAPARELLI, *La geografia dell'Africa orientale secondo le indicazioni dei monumenti egiziani*, Roma, 1916.

³ J. MASPERO, G. WIET, *Matériaux pour servir à la Géographie de l'Égypte*, Le Caire, 1934.

⁴ DIETERICH, *Byzantinische Quellen zur Länder- und Völkerkunde*, I-II, Leipzig, 1912.

⁵ Il GAUTHIER tracciò nel 1920 una bibliografia degli studi di geografia storica egiziana in *Bull. Soc. R. Géogr. Egypt.*, 9 (1920), pp. 209-281, in preparazione al suo Dizionario.

⁶ H. SCHMITZ, *Die hellenistisch-römischen Stadtanlagen in Aegypten*, Inaug. Diss., Freiburg i/Br., 1921.

⁷ M. ROSTOVZEV, *A large Estate in Egypt in the third century b. C.*, Madison, 1922.

⁸ H. RINK, *Strassen- und Viertelnamen von Oxyrhynchus*, Diss. Gies-sen, 1924.

⁹ AR. CALDERINI, *Lycopolis*, in *Aegyptus*, 3 (1922), pp. 255 e segg.; Θῤεσσαλονίκη, Milano 1924; *Località dell'Ossirinchiote del medesimo nome: Psöbthis*, in *Rend. R. Ist. Lomb.*, 1925, pp. 529 e seg.

Cairo al quale il GAUTHIER presenta il I volume ¹ del suo *Dictionnaire* il quale è inteso a sostituire il BRUGSCH e il WALLIS BUDGE ². Nella medesima occasione chi scrive aveva l'onore di presentare al Congresso un primo saggio di ricerche topografiche sopra il nome Ossirinchi ³ fino allora non ancora esplorato e di rimettere al Congresso stesso la proposta per la compilazione di un Dizionario di termini geografici e topografici dell'Egitto greco-romano ⁴.

Rimandando a quanto ebbi occasione in quei giorni di scrivere e di ripetere più volte successivamente ⁵ nella prefazione del primo fascicolo ora pubblicato ⁶, mi sia consentito qui di osservare che il punto di partenza da cui sono mosso mi era suggerito dagli stessi tentativi non sempre fruttuosi dei miei illustri predecessori e dal desiderio di incorrere nel minor numero possibile di errori nelle deduzioni conclusive e nelle identificazioni. Mi parve pertanto concetto fondamentale la limitazione dei fini immediati da raggiungere ad una raccolta circoscritta nel tempo e nello spazio ai soli documenti greci e latini, dovunque e comunque fossero stati editi, autori, epigrafi, papiri, e la loro disposizione sistematica in tal guisa che fossero pronti per ogni eventuale altro studio e per ogni necessario incremento e comple-

¹ H. GAUTHIER, *Dictionnaire des noms géographiques contenus dans les textes hiéroglyphiques*, I, Cairo, 1925.

² *Egyptian Hieroglyphic Dictionary*, London, 1920.

³ Ar. CALDERINI, *Ricerche topografiche sul nome Ossirinchi*, in *Aegyptus*, 6 (1925), pp. 79 e segg.

⁴ Ar. CALDERINI, *Per una raccolta e uno studio integrale della toponomastica dell'Egitto greco-romano*, in *Atti Congr. Intern. Geogr. Cairo*, V (1925), pp. 23 e segg.; al medesimo Congresso il CAPOVILLA presentava una nota su *I dati geografici nei papiri della Società Italiana*, V (1925), pp. 4-5; si tenga presente anche la nota del SOBBY, *The transliteration of the ancient Egyptian names of towns, villages etc. into arabic*, *ibid.*, V, pp. 115 e segg.

⁵ Per es. in *Chron. d'Egypte*, 1931, pp. 360-362; *Aegyptus*, 11 (1931), pp. 10-12.

⁶ *Dizionario dei nomi geografici e topografici dell'Egitto greco-romano*, vol. I, fasc. I (Cairo, 1935).

mento. Un'analogha raccolta penso che debba esser fatta da competenti specializzati dei termini copti e arabi antichi, fino alla moderna toponomastica egiziana e solo dopo una tale sistematica ed ordinata esposizione di materiali potrà chi di ragione procedere ad indagini di identificazione e a conclusioni in qualche guisa definitive.

Nessun proposito per ora di affrettare e di precorrere gli studi e gli studiosi in questo difficile compito, ma solo il desiderio di essere più completi e più ampi nella raccolta del materiale e più cauti possibile nelle deduzioni. La stessa ampiezza anzi del materiale raccolto ¹ potrà permettere deduzioni meno empiriche e avviare a sistemi più sicuri di identificazione e di controllo; che se, come spero, i Colleghi studiosi vorranno fornirmi la primizia di materiali inediti a loro conoscenza, la raccolta risulterà tanto più completa ed utile.

Nessuno pertanto si è meravigliato di sapere che la silloge del materiale ha richiesto da parte mia dieci anni di lavoro e solo alla fine del decennio mi è stato possibile di dare il primo saggio della pubblicazione, che i competenti, se non m'inganno, hanno approvato nei metodi, anche se, come è naturale e desiderabile, hanno suggerito aggiunte e correzioni di particolari ².

Credo pertanto che ora converrebbe raffrenare ogni mia ed altrui impazienza e contribuire invece quanto più sia possibile a che la raccolta così intrapresa riesca completa ed esatta prima che le conclusioni si abbiano a determinare in forma definitiva.

¹ La piccola e completa raccolta geografica e topografica del *Wörterbuch* del PREISIGKE e dei suoi continuatori serve appena per qualche controllo: cfr. III (1931), pp. 263 e segg.; 268 e segg.; 274 e segg.; 276 e segg.; 343 e segg.; 408 e segg.

² Cito p. es. WENGER, in *Arch. f. Pap.*, 12 (1936), pp. 168-171; SCHUBART, in *Gnomon*, 12 (1936), pp. 282-283; BELL, in *Journ. Eg. Arch.*, 21 (1935), pp. 267-268; DELEHAYE, in *Anal. Boll.*, 55 (1937), pp. 113-115; HOMBERT, in *Rev. belg.*, 16 (1937), pp. 347-349; COLLART, in *Rev. Philol.*, 11 (1937), pp. 172-173; SIMON, in *Orientalia*, 6 (1937), pp. 132-142.

Come contributi a codesta raccolta di materiale e alla sua sistemazione sono da incoraggiare ricerche come quelle del BRECCIA¹, dello HUG², del VIERECK³, del VON BISSING e del KEES⁴, del WAINWRIGHT⁵, del WIKÉN⁶, del CALDERINI⁷, del DE COSSON⁸, del HENNE⁹ e della VAGGI¹⁰ e indirettamente quelle dello HARDY¹¹ e del MATTHES¹², oltre s'intende la bibliografia del GAUTHIER¹³ e del MUNIER¹⁴.

Una speciale parola meritano all'infuori di codesta corrente l'Etnografia e la Geografia dell'Oriente antico dello HOMMEL¹⁵ et il libro del GAUTHIER sui nomi d'Egitto.

Non è mio intendimento di procedere ad una nuova critica del volume dello HOMMEL, chè la sua stessa mole e l'enorme ambito nel quale si aggira impediscono che esso

¹ *Monumenti dell'Egitto greco-romano* I, 1 (Bergamo 1926).

² G. HUG, *Le « Moeris »*. *Etude de géographie physique, historique*, in *Bull. Soc. R. Géogr. Egypt.*, 15 (1927), pp. 1-50.

³ P. VIERECK, *Philadelphia*, Leipzig, 1928.

⁴ FR. W. VON BISSING, H. KEES, *Tine, eine hellenistisch-römische Festung in Mittelägypten*, in *Sitzb. Ak. München*, 1928, Abh. 8°.

⁵ WAINWRIGHT, *Letopolis*, in *Journ. Eg. Arch.*, 18 (1932), pp. 159-172.

⁶ E. WIKÉN, *Zur Topographie des Faijum: Κεραία*, in *Acta Inst. Rom. Reg. Sueciae*, 2 (1932), pp. 270 e segg.

⁷ A. CALDERINI, *Ἰζυών nei nomi di luogo dell'Egitto greco-romano* in *Mél. Maspero*, II (1935), pp. 345-355.

⁸ A. DE COSSON, *Maréotis*, London, 1935.

⁹ H. HENNE, *La géographie de l'Égypte dans Xénophon d'Ephèse*, in *Rev. hist. Philos.*, 15 apr. 1936.

¹⁰ G. VAGGI, *Siria e Siri nei documenti dell'Egitto greco-romano*, in *Aegyptus*, 17 (1937), pp. 29-51.

¹¹ E. R. HARDY, *The Large Estates of Byz. Egypt*, New York, 1931.

¹² W. MATTHES, *Prosopographie der ägypt. Delta-gaue*, Halle a/S., 1932.

¹³ H. GAUTHIER, *Bibliographie géographique de l'Égypte, 1925-1927*, in *Bull. Soc. R. Géogr. Egypt.*, 14 (1926), pp. 217-243; 15 (1927), pp. 307-326.

¹⁴ H. MUNIER, *Bibliographie géogr. de l'Égypte. II. Géographie historique*, Le Caire, 1929.

¹⁵ *Ethnologie und Geographie des alten Orients* v. FR. HOMMEL (= *Hdb. d. Altertumswiss.* hgg. OTTO, III, Abt. I. Teil, I. Band), München, 1926.

sia altro che un manuale per i nostri studi speciali di poco pratica utilità.

Il libro del GAUTHIER¹ sui nomi mi pare un utile contributo di orientamento nelle nostre ricerche, sebbene alcune delle sue affermazioni siano destinate ad essere sostituite dalla documentazione più larga che tra poco avremo a disposizione.

Analogo contributo utile può dare il *Glossario Lumbroso* che vengo cogli amici pubblicando sebbene continui ad essere circoscritto alla antica Alessandria².

E contributi ancora preziosi daranno parzialmente al problema piccole e grandi ricerche, di cui ricevo l'eco qua e là attraverso richieste di dotti amici, che chiedono di attingere alla mia raccolta per parole che la stampa del Dizionario non ha ancora raggiunto e ai quali cerco di rispondere come meglio mi riesce³. Non so se e quando il compito che mi sono assunto potrà essere completamente tradotto in realtà da me stesso e se mi sarà necessario, come è probabile, di cercarmi un collaboratore prima che giunga la necessità di un successore; posso dire che la schedatura viene aggiornata accuratamente ad ogni nuova pubblicazione di papiri, sicchè essa va conservando la sua piena efficienza e alimentando via via la stampa dei singoli articoli.

E consentano gli amici la speranza, che vorrei potere avere sicura, di presentare col conforto e l'aiuto dei Colleghi e le loro osservazioni e collaborazioni ad ogni futuro Con-

¹ H. GAUTHIER, *Les nomes d'Égypte*, Le Caire 1935, il volume è stato preceduto da uno studio *Les nomes d'Égypte depuis Hérodote jusqu'à la conquête arabe*, in *Bull. Inst. Egypt.*, 1933-1934, pp. 153-160.

² Giac. LUMBROSO, *Testi e commenti concernenti l'antica Alessandria* (= *Glossario Lumbroso*), Suppl. ad *Aegyptus*, Ser. Scientif., vol. IV, fasc. 1-2 e seg. (1934 e seg.). Nessun contributo o quasi alle nostre questioni portarono l'opera del BERTHELOT, *L'Afrique saharienne et soudanaise*, Paris, 1927; e KAMMERER, *La mer Rouge, l'Abyssinie et l'Arabie depuis l'Antiquité*, Le Caire, 1929.

³ Cito l'ultima del Κῶνξ su Ψενῶρις e simili.

gresso di Papirologia un nuovo volume del Dizionario, omaggio continuamente rinnovato anche alla memoria del GRENFELL e indice e prova del progresso dei nostri studi e della feconda collaborazione di tutti gli amici per la nostra comune dottrina.

Aristide CALDERINI.

**A Few Remarks on σπονδή, θάλλος,
and Other Extra Payments in Papyri¹**

(Summary)

Some extras met with in accounts and quittances are of a purely fiscal nature, others take their origin from popular custom or religious tradition, *e.g.* the ἐορτικά. The " libation for Dionysos " originally was a portion of the first wine sacrificed to the winegod (Osiris, eventually Isis, may have been replaced by the winegod of the Greeks), later it was fixed at a definite sum, the oktadrachmos, perhaps originating with a definite amount of wine. The πρωτόληνα (προτρύγαια), delivered to the lessor by the lessee, may likewise originally have been a sacrifice of the first wine, offered to the winegod by the owner of the vineyard.

Some of the puzzling variations sometimes met with in the collection of this " libation " probably are due to differing local tradition of the bureaus in question. The apo-moira, however, when paid in kind, retained its original character of σπονδή (cf. the provision in the corresponding royal decree : εἰς θυσίαν καὶ σπονδήν).

The decree of Ptolemy IV. Philopator *B.G.U.* 1211, only refers to the control of the priests of Dionysos and the financial side of their administration, not to a supervision of Bacchic dogmatics (τὰ ἱερὰ γράμματα, not ἱερός λόγος, is the

¹ The paper is published in full in *Symbolae Osloenses*, fasc. XVII, 1937, pp. 26-48.

correct expression used in the Canopic decree of the holy writings of the Egyptian priests).

Other noticeable σπονδαί are : the extra which the charterer had to give to the captain (originally, as we may suggest, a sacrifice to the river god or to the deities of harbours); the gratuity "for the children", a customary remuneration in kind (cf. BERGER, *Z.f. Rechtswiss.*, XXIX, p. 394) in ancient times as well as nowadays (Winnifred S. BLACKMAN, *The Fellahin in Upper Egypt*, pp. 171 sqq.); the σπονδή τῆς μισθώσεως (or μισθωτικόν), the "extra for the lease", paid in kind or in money (cf. PREISIGKE, *Girowesen*, p. 78, different from the "libation for the children").

Similar to the σπονδή is the θαλλός "the branch", occurring in leases, mostly of land (γεωργικός θαλλός in a Rylands papyrus yet to be edited), it is a gift to the landlord by the lessee, cf. also *P. Par.* 62, III, 15 (= *U.P.Z.* No. 112, col. III, 15; consequently it is not a branch, delivered by the landlord to one whose bid was accepted).

Θαλλοί are also extra payments to a nurse, in *P. Ross. Georg.*, II, No. 18, 309 sqq., to be paid at the Amesysia, which seems to be a New-Year's festival (also to be supplied in *P. Ross. Georg.*, II, No. 41, 46). Such a θαλλός bears a strong resemblance to the ἐορτικά entered in other contracts, and it really has become a term for ἐορτικά in the general (allowance made for gifts of wine generally designated by σπονδή).

S. EITREM.

Echi di eresie cristiane nei papiri greci¹

Era desiderio mio di mettere in rilievo la ricchezza dei papiri come fonte di studio delle eresie cristiane, le quali nell'Egitto, che nella sua capitale Alessandria fu il centro culturale dell'età ellenistica, ebbero svariate e potenti espressioni, specialmente nelle dottrine gnostiche ed ariane.

I documenti che più servono ad illuminare i problemi religiosi — o a porre i problemi stessi — sono : amuleti e preghiere; frammenti liturgici; vangeli apocrifi; lettere private anche (di primo ordine, è noto, l'epistolario meleziano nella magnifica edizione e nell'erudito commento del BELL.); le formole di giuramento nei documenti ufficiali, sulle quali già aveva richiamata l'attenzione l'ill. prof. WENGER (*Volk u. Staat in Aegypten am Ausgang der Römerherrschaft*, München 1922, p. 23) e poi il prof. SEIDL (*Der Eid im römisch-ägyptischen Provinzialrecht*, München, II T., 1925, pp. 4 e segg.). In queste specialmente l'energica ed esplicita affermazione di fede ortodossa può essere eco dell'esistenza di dottrine contrarie; e cioè, per l'età tarda, di correnti monofisite, di cui la chiesa copta fu particolarmente rappresentante e continuatrice; così che « chiesa copta » fu in Egitto sinonimo di chiesa monofisita in opposizione alla chiesa ortodossa.

Non essendomi possibile — per dolorose vicende familiari — la presenza personale a codesto congresso, mi

¹ Cette communication a paru dans *Aegyptus* 17 (1937), pp. 334-337; elle est reproduite ici avec l'aimable assentiment de l'auteur et de M. Ar. CALDERINI.

preme di sottoporre alla considerazione degli studiosi costì convenuti almeno due problemi religiosi, di cui il primo di particolarissimo interesse.

Il primo problema dunque, e più importante, anche per l'attualità del documento di recente pubblicato, riguarda la lettera *P. Harr.*, 107, di cui già mi occupai in *Aegyptus*, XVII (1937), p. 98. Alle conclusioni di quella nota il WILCKEN volle con generosa bontà rimandare come a buona interpretazione in *Archiv*, XII, p. 236, n. 5.

Non vi è dubbio che lo scrivente di *P. Harr.* è cristiano: lo si deduce non solo dall'accento a l. 20, dove si parla di « himation » da inviarsi per « la festa di pasqua » (questo potrebbe far pensare anche ad un Ebreo), ma soprattutto dalla formola del saluto (l. 3) *ἐν θεῷ πλεῖστα χαίρειν*¹.

Il dubbio è su la ortodossia dello scrivente, che indirizza la sua preghiera τῷ πατρὶ θεῷ τῆς ἀληθείας καὶ τῷ παρακλήτῳ πνεύματι dove oltre l'omissione di τῷ υἱῷ è sintomatica la specificazione τῆς ἀληθείας per l'appellativo τῷ πατρὶ.

Pareva a me che si risentisse qui una eco cristiano-gnostica; e per il fatto che nella letteratura cristiana il nesso τῷ πατρὶ τῆς ἀληθείας si ritrova solo in un discepolo di Valentino, Eracleone², e per l'esplicita menzione del principio tricotimico (l. 8 e seg.) ψυχὴν καὶ σῶμα καὶ πνεῦμα; menzione che, se è ridicibile a dicotimia, secondo l'insegnamento ortodosso, in S. PAOLO, 1 *Tess.*, 5, 23 e in *P. Oxy.*, 1161, 6, come nelle preghiere liturgiche, meno invece mi pareva ridicibile in questo documento.

¹ G. GHEDINI, *Paganesimo e Cristianesimo nelle lettere*, in *Atti del IV Congresso Internazionale di Papirologia*, Milano 1936, p. 338.

² Ed. BROOKE 20, 16 ὑμεῖς — οἱ πνευματικοί, οὔτε τῆ κτίσει, οὔτε τῷ δημιουργῷ προσκυνήσετε, ἀλλὰ τῷ πατρὶ τῆς ἀληθείας. P.-J. LEBRETON: « La conjecture d'une origine sabellienne me paraît vraisemblable, sans qu'on puisse la dire certaine » mi richiama (lettera 23. X. 1937) il testo di CLEMENTE ALESS., *Strom.*, VII, XVI, 93, 5: τὸν ὄντως πατέρα καὶ διδάσκαλον τῆς ἀληθείας, τὸν ἀναγεννώντα ... τὴν ψυχὴν.

Ma a queste conclusioni a cui ero giunto nella mia nota si vennero opponendo incertezze, ripensando.

L'argomento della tricotimia non è, per sè solo, prova sicura che lo scrivente sia eretico¹. Infatti oltre gli usi sopra accennati, ricordo il *P. Berol.*, 13415, pubblicato da Carl SCHMIDT, in *Neuest. Studien Georg Heinrichs zu seinem 70. Geburtstag dargebracht*, pp. 66-78, l. 35, dove la lettura e l'integrazione εἰς ἀναγέννησιν πνεύς καὶ ψυχῆς [καὶ] σώ[ματος] non pare dubbia; mentre dubbio assai mi riesce, e ne chiedo parere, la traduzione di WESSELY, in *Patr. Or.*, 18 p. 444 « à la génération spirituelle de l'âme et du corps ». Io credo invece che anche in questo documento l'idea tricotimica, esplicita « per la rinascita dello spirito, dell'anima e del corpo », incontri un'altra conferma. Si noti che il documento si manifesta di fede ortodossa. L'espressione di l. 19 ὁ θεῶν πάντας ἀνθρώπους σωθῆναι καὶ εἰς ἐπίγνωσιν ἀληθείας ἐλθεῖν è perfetta espressione paolina, 1 *Tim.*, 2, 4; come è perfetta espressione trinitaria la dossologia finale: (l. 34) Χῶ ἰϋ τῷ ἡγαπημένῳ σου σὺν ἁγίῳ πν. καὶ νῦν καὶ εἰς τοὺς αἰῶνας, ἀμήν. Il WESSELY fu forse indotto alla interpretazione di « spirituelle » dal fatto che πνεύματος è abbreviato in πνεύς nel papiro? mentre non lo sono ψυχῆς καὶ σώματος?

¹ L'editore del pap. ricorda in nota a l. 8 « the trichotomy based on 1 *Thess.*, V, 23, is in the ψυχή σῶμα πνεῦμα -order characteristic of Egyptian Liturgies ». Cf. a proposito bibliogr. in GHEDINI, *Lettere Cristiane*, p. 227, n. 6, a cui aggiungi: A. M. FESTUGIÈRE, *La trichotomie de 1 *Thess.*, 5, 23, et la philosophie grecque*, *Rech. s. R.*, 1930, pp. 385-415 (*La division corps-âme-esprit de 1, *Thess.*, 5, 23 et la philosophie grecque in L'Idéal religieux des Grecs et l'Évangile*, Paris, 1932, pp. 196-220). Tale dottrina dovette avere riflessi non isolati nelle liturgie occidentali: si ricordi l'*Oratio super oblata* in cod. Fuld. 2496 « propitiare Domine supplicationibus nostris pro anima et spiritu famuli tui illius »; a proposito della formula del *postcomunio* del Fuld. 2494 il P. DOLD (*Das älteste Liturgiebuch der lateinischen Kirche*, Beuron in Hohenzollern, 1936), nota 44,4 « ist sehr beachtenswert die sicher uralte Trichotomie: corpus et animam et spiritum, Fuld. nur: animam », e a questo proposito P. MOHLBERG (in *Rivista di Archeologia Cristiana*, XIV, 1937, p. 156) richiama che « la tricotimia si trova anche nel testo di Padova. Ecco

Per la debolezza dell'argomento a sostegno della mia tesi si noti inoltre che idee precise a proposito della natura dell'anima (ma anche per questioni assai più delicate) non si devono pretendere in tale periodo di tempo dai semplici fedeli, se in quei secoli inesattezze od audacie sono tollerate anche nei gerarchi della chiesa stessa; e basti per tutti il ricordo di Sinesio di Cirene.

Resterebbe dunque come argomento più convincente a ritenere gnostico il nostro documento la menzione di « Dio padre della verità » (τῆς ἀληθείας si deve sentire con τῷ πατρί, poichè θεῶ è da considerarsi apposizione di τῷ πατρί) e di « spirito paracleto », con l'esclusione di « figlio ».

Alla mia tesi sostenuta in *Aegyptus* mi confortava oltre l'accostamento con Eracleone, sopra ricordato, il ritrovare nel campo papirologico, e precisamente in amuleti, l'invocazione o il ricordo di « dio » e « spirito » nei seguenti documenti pagani : *P. Lond.*, CXXIV, l. 10 (IV/V^p): ὁρκίζω σε καὶ τὸ περὶ σε ἔχ[ο]ν πνεῦμα ; *P. Leid.*, 395, l. 789 (346^p) : ὁ ἔχων τὴν ἀψευστον ἀλήθειαν ὄνομά σου καὶ πνεῦμα σου ἐπ' ἀγαθοῖς ; *P. Leid.*, 384, l. 174 (100^p) : εὐχαριστῶ σοι, κύριε, ὅτι με ἔλυσεν τὸ ἅγιον πνεῦμα, τὸ μονογενές, τὸ ζῶν ; a cui si deve forse aggiungere *P. Oxy.*, 1384, l. 20 (V^p, cristiano) : τ[ὸ] ὄνοματι τοῦ πατρὸς καὶ ἁγ[ί]ου [πνεύματος καὶ τοῦ] υἱοῦ dove, se l'integrazione è esatta, non si può attribuire ad errore o a pura casualità la posposizione di τοῦ υἱοῦ a ἁγίου πνεύματος trattandosi di una formola così rigida e così comune nell'uso.

Sarebbe forse qui pensato ἅγιον πνεῦμα come l'intermediario tra il Padre e il Figlio?

E quand'anche la mia interpretazione che vede in

il tenore del testo ricavato da una fotografia del manoscritto : *Omnipotens sempiterna Deus, collocare dignare corpus et animam et spiritum famuli tui illius, cuius diem septimum suae depositionis celebramus...* ». Nella liturgia ambrosiana se ne conserva traccia nella *oratio post Communionem* della *Missa in die tertia post obitum* : « Omnipotens sempiterna Deus animam et spiritum tui... collocare digneris... »

P. Harr., 107, una eco gnostica cogliesse nel segno, che cosa dobbiamo intendere in παράκλητον πνεῦμα ivi ricordato accanto e subito dopo τῷ πατρὶ θεῷ? « Lo spirito di Dio », l'espressione della sua volontà, l'intermediario tra il Dio incommunicabile e il mondo, o non invece la « Spirito Santo », persona divina? O per lo scrivente il « pneuma » non è piuttosto il Cristo, di cui si tace, che dal Dio supremo discende su Gesù, figlio di Giuseppe e di Maria? E a questo riguardo non è forse da trascurare un raccostamento con *P. Cair. Masp.*, II, 67188, p. 169 (epoca bizantina): Χρ(ιστός) · ἐξορκίζω σε, κύριε, παντοκράτωρ, πρωτογενέτωρ, αὐτογενέτωρ, ἀσπερμογόνητε perchè se in σέ, κύριε, si deve intendere Χριστός, come pare, il documento presenta non piccolo interesse, riferendo a Cristo attributi, che altrove sono costantemente riservati al Dio supremo.

Ma queste mie conclusioni nei riguardi di *P. Harr.*, 107 come documento religioso, hanno subito una non lieve scossa quando mi sono incontrato in questa decisa affermazione di Jules LEBRETON (*Histoire de l'Eglise*, II, p. 327 n. 3): « Sabellius...; au rapport d'Athanase (*De sent. Dion.*, V), son hérésie y était au temps de Denis si répandue, qu'en certaines églises on n'osait plus prêcher le Fils de Dieu ». L'ignoto scrivente di *P. Harr.* ci tramanderebbe l'eco di una corrente eretica monarchiana ¹?

Il secondo problema di assai minore interesse mi nasce dalla lettura di *P. Rain.*, 5, 7 e seg. (VI/VII^p; in WESSELY, *Neue griech. Zauberpapyri*, pp. 68 e seg.; PREISENDANZ, *Papyri gr. magicae*, II, pp. 199 e seg.) dove lo scongiuro è contro πᾶν ἄγριον τοῦ διαβόλου θερίων ed è fatto κατὰ θεοῦ καὶ τοῦ σωτήρος ἡμῶν Ἰησοῦ Χριστοῦ (si noti che al contrario di *P. Harr.*, 107, non si fa menzione di ἁγίου πνεύματος ed è sintomatico accennandosi al battesimo) διὰ τοῦ ἐλαίου τοῦ [εἰροῦ β]απ

¹ LEBRETON mi confermava in questo dubbio nelle lettere ricorde a p. 117, 1.

τισμοῦ. La lezione di τοῦ ἐλαίου τοῦ ἱεροῦ βαπτισμοῦ è molto incerta. Ma se coglie nel vero, si avrebbe anche qui un riflesso gnostico? Si sa che i discepoli del gnostico Marco usavano nella amministrazione del battesimo versare sul candidato una miscela di olio ed acqua. L' « olio del sacro battesimo » del nostro papiro accenna a questo uso? O si tratta invece dell'olio del sacro crisma (veramente i Greci la chiamavano μύριον), che il battezzato riceveva quando era uscito dalla piscina? Anche in questo caso il documento non è di piccolo interesse: sarebbe una conferma alla opinione che tale unzione appartenesse anche nell'oriente al conferimento del battesimo e non della *confirmatio*.

Io propenderei a ritenere questo documento come un tardo riflesso di tendenze ereticali; ma non senza esitazioni. E per questo mi permetto di sottoporre questi problemi alla considerazione dei dotti costì raccolti, dalla competenza dei quali potrà venire non piccola luce ad agevolare il compito che mi sono proposto: la pubblicazione cioè dei frammenti liturgici e delle preghiere cristiane dei papiri, con traduzione ed illustrazioni filologiche e storiche. I nostri raduni papirologici dovrebbero, secondo me, non solo dar modo a ciascuno di esporre ai colleghi i risultati delle proprie ricerche scientifiche; ma anche e soprattutto di proporre problemi dalla cui discussione più proficuo si rende l'incontro degli studiosi per il progresso delle nostre discipline.

G. GHEDINI.

Zum Steuerwesen im arabischen Ägypten

Es ist nun neun Jahre her, seit H. I. BELL in Oxford vor dem internationalen Orientalistenkongress über die Verwaltung Aegyptens unter den Kalifen aus dem Hause Umayya gesprochen hat. Sein Vortrag, der durch den Abdruck in der Byzantinischen Zeitschrift¹ allen am Stoffe Interessierten in dankenswerter Weise zugänglich gemacht wurde, bot in meisterhafter Darstellung auf das Wichtigste ausgerichtet einen Ueberblick über das allgemeine Schema der arabischen Verwaltung, wie es sich aus den Aphroditopapyri ergab. Aufzuzeigen, wie viel die Araber gerade auf diesem Gebiete von Byzanz übernommen haben und welche Veränderungen sie einführten, war der Leitgedanke zu BELL's Ausführungen gewesen, und da naturgemäss auch das Steuerwesen bis zum Abschluss der Umayyadenzeit in den Rahmen seiner Darstellung einbezogen war, darf ich für diese frühe Epoche einfach auf BELL's Skizze verweisen. Den Gegenstand des heutigen Vortrags soll also die Weiterentwicklung des Steuerwesens bilden, wobei alle Institutionen, die als eine Wiederaufnahme oder Weiterentwicklung byzantinischer Einrichtungen erscheinen können, besondere Beachtung finden sollen. Unsere Hauptquelle sind hiefür — neben leider nur wenigen Nachrichten bei den Historikern — die arabischen Papyri, und so ergab sich von selbst der Wunsch, dies Thema vornehmlich im Kreise von Papyrologen zu erörtern.

¹ *The Administration of Egypt under the Umayyad Khalifs* (Byz. Ztschr., XXVIII, 1928, S. 278-286).

Wer die Monographien, die das Steuerwesen des Kalifenreiches behandeln — etwa das *Kitābu'l-ḥarāğ* des ABŪ YŪSUF, des YAḤYĀ IBN ĀDAM oder das noch unveröffentlichte des QUDĀMA — durchblättert, ist angenehm davon berührt, wie einfach sich das spätere Steuersystem im Verhältnis zum komplizierten byzantinisch-früharabischen darstellt. Ist doch das reiche Steuerbouquet der Byzantiner durch drei Hauptsteuern abgelöst: die Grundsteuer (*ḥarāğ*) nebst der Naturalabgabe (*ḍarība*), die alle Grundeigentümer ohne Rücksicht auf das religiöse Bekenntnis gleichmässig zu tragen haben, und die Kopfsteuer (*ğizya*, *ğizyat ar-ra's*, *ğāliya*), die nur den Nicht-Muslimen obliegt. Schon die Terminologie lässt erkennen, dass es sich bei dieser Neuordnung der Dinge um eine Evolution, nicht um eine alles Vorherige beiseite schiebende Reform gehandelt hat. *Ḥarāğ* wie *ğizya* bezeichnen ja gleicherweise den der unterworfenen Bevölkerung auferlegten Tribut, nicht nur im Koran IX 29 und in den Sendschreiben des Propheten¹, wo *ğizya* bereits in diesem Sinne erwähnt wird, sondern auch bei den arabischen Historikern² und in den Papyri, wo von der *ğizya* des Bodens (*ğizyatu'l-arḍi*) und dem *ḥarāğ* des Kopfes die Rede ist³. Dass diese Evolution sich etappenweise durchsetzte, ersehen wir schön aus literarischen Quellen. Der um 150 d.H. lebende Yaḥyā ibn Sa'īd, den IBN'ABD AL-ḤAKAM⁴ als Gewährsmann benützte, sagt, die *ğizya* bestehe eigentlich aus zwei *ğizya's*: eine laste auf den Köpfen der einzelnen Männer, und eine kumulativ auf der Dorfgemeinde. Mit letzterer ist offenbar der alte Tribut gemeint, der

¹ J. WELLHAUSEN, *Ibn Sa'd, Die Schreiben Muhammads und die Gesandtschaften an ihn. Skizzen und Vorarbeiten*, IV/2, Berlin, 1889, n° 9 (S. 103), 42 (S. 118), 44 (S. 120).

² AṬ-ṬABARĪ, *Ta'riḥ al-umam wa'l-mulūk*, ed. Kairo, IX, S. 286⁴.

³ Z.B. P. Berol. 15016⁵, PRS n° 1225.

⁴ *Kitāb futūḥ Miṣr wa-aḥbārīhā*, ed. Ch. C. TORREY (New Haven, 1922), C. 154¹⁵ f.

der ganzen Provinz vorgeschrieben war und auf die Verwaltungseinheiten aufgeteilt wurde; erstere ist sichtlich die individuell abgestufte Kopfsteuer, die wohl den ἀνδρισμός ablöst. Da wir in den griechischen Aphroditopapyri nichts von Tribut erfahren — wir hören nur von Geldsteuern, wie der Grund- und Kopfsteuer nebst der δαπάνη sowie der embole — hat es den Anschein, als wäre zur alten Tributleistung — die praktisch aus allen byzantinischen Steuern aufkam — noch eine gesondert erhobene individuelle Kopfsteuer getreten. Die Interpretation, die der Omayyade 'Umar II. (717-720 n. Chr.) vom Terminus ḡizya gegeben hat¹, lässt gar keinen Zweifel darüber, dass es sich damals schon um eine richtige Kopfsteuer gehandelt hat, wie andererseits die auf die Gemeinden repartierte Tributquote ohne Rücksicht auf den Stand der tributpflichtigen Bevölkerung, das heisst Abgänge durch Tod oder Uebertritt zum Islam, ungemindert weiter zu bezahlen war².

Bereits der Oxforder bilingue Papyrus Ms. Arab. d 75 vom Jahre 719 n. Chr.³ bringt auch den ältesten urkundlichen Beleg für das Bestehen dieser Kopfsteuer, die auch unter der arabischen Verwaltung in Raten beglichen werden konnte. Ihre durchschnittliche Höhe — 2 Dinare per Kopf⁴ — stimmt mit der Tributquote überein, auf die sich 'Amr b. al-'Āṣ nach der Tradition im Vertrage mit den Aegyptern geeinigt hatte und die — nach QUDĀMA⁵ — auch der Omayyadenkalife Mu'āwiya I. einheitlich für die Aegypter festgesetzt haben soll. Auch in den Aphroditopapyri ist ja 2 Dinare der häufigste Satz — daneben werden allerdings 3, 3 1/2, 4, 6, und sogar 8 Dinare für den ἀνδρισμός gebucht. Im III. Jahrh. d.H. erscheinen dann Beträge von 1 — 1 1/2

¹ IBN 'ABD AL-ḤAKAM, a.a.O., S. 154²⁰ f.

² Ebenda, S. 154-156.

³ P. Grenf. II, n° 105, S. 154 f. Z. 4 ^أ, ^ب ^ج

⁴ P. Lond. IV, S. 172.

⁵ Kitāb al-ḥarāḡ, Cod. Paris. Bibl. Nat. Arabe 5907, fol. 103^r.

Dinar in den Quittungen, doch zeigen Blätter aus Steuerrollen, dass man damals die Steuerträger schon mit einheitlichen Beträgen für die einzelnen Steuern — z.B. die Kopf-, Garten- u. Wiesensteuer¹ — belastet hat.

Wenn die Kopfsteuer mit einem Fachworte bezeichnet worden ist, das ursprünglich „Schur“ oder „Schnitt“ bedeutet hat, — man denkt da unwillkürlich an des Kaisers Tiberius Vergleich des Provinzialstatthalters mit dem Hirten — ist *ḥarāṣ* im altarabischen Lebensraume der „Ertrag der Aecker“ und hat nichts mit *χορηγία* „Einkünfte“ zu tun². Die Beziehung zum Boden ist also schon von Anfang an da, doch verblasst die Bedeutung bald zu „Tribut“, und verengt sich später zu „Grundsteuer“, wobei *ḥarāṣ* gleichzeitig auch ganz allgemein mit „Steuer“ wiedergegeben werden kann. Beachtenswert ist, dass die arabische Finanzverwaltung nicht nur in Aegypten, sondern auch in Syrien und dem Irāq den Boden mit einer Abgabe in Geld und Naturalien belastete, wie auch die byzantinische Verwaltung die *δημόσια γῆς* neben der *ἐμβολή* vom Grund und Boden erhoben hat.

Der alte Satz für Weizenboden von 1 Dinar und 1/2 Artabe Korn plus 2 Waiba Gerste per *faddān* (5929 m²) oder 3 Artaben Korn per *ḡarīb* mag bis zum Anfang des VIII. Jahrh. n. Chr. in Geltung gewesen sein³. Doch stieg die Höhe der Geldquote sprunghaft auf 1 2/3, 2, 2 1/3, 4 und schliesslich 359 d.H. auf 7 Dinare, während die Naturalabgabe auf das Doppelte, unter den Fāṭimiden sogar auf drei Artaben vom *Faddān* anstieg, später aber wieder herab-

¹ P. Cair. B. E. Inv., n^o 224^r.

² Vgl. P. SCHWARZ, *Islam* VI (1916), S. 97-99, Artikel *kharādj* in *Enzyklopädie des Islām* II, S. 968 f.

³ SEVERUS B. AL-MOQAFFA', *Historia Patriarcharum Alexandrinorum*, ed. C. F. SEYBOLD I/2, S. 145¹⁰ f., IBN 'ABD AL-ḤAKAM, a.a.O., S. 153¹² f., QUDĀMA, a.a.O., fol. 164^r.

gesetzt wurde¹. Freilich haben diese Zahlen nur relativen Wert, da sich der Steuersatz naturgemäss nach der Art des angebauten Kulturgewächses sowie der Ertragsfähigkeit des Bodens und seiner Bewässerung gerichtet hat, was schon in der Verordnung des Kalifen 'Umar I. hinsichtlich der Grundsteuer des Sawād zum Ausdruck kommt. Im Rainer Papyrus 6007 (III. Jh. d.H.) z.B. stehen 2 1/3 Dinar für ein Faddān Weizen 12 Dinare für dasselbe Bodenausmass Flachs gegenüber. Von trockenem Land werden hier 2 1/2 Dinar erhoben, wie auch in den Aphroditopapyri unbewässerter Boden zu einem geringeren Steuersatz eingeschätzt ist; gelegentlich ist solcher überhaupt von der Grundsteuer befreit! Von Brache muss Grundsteuer gezahlt werden, sobald sie früher kultiviert war; liegt das Grundstück aber neben solchen desselben Eigentümers, die schon unter Kultur stehen, so wird der billigste Steuersatz berechnet².

Da der Steuersatz, wie wir gesehen haben, von der Art des Bodenprodukts abhing, lag es nahe, dass die Abgabe für Boden mit bestimmten Kulturgewächsen sich zu einer eigenen Steuer entwickeln konnte. So enthält z.B. *P. Berol.* 2519 nach der Gesamtsumme für die Grundsteuer (*ḥarāğ*) noch den Ausweis, wieviel aus den Palmgärten (من النخل) und Weingärten (من الكرم) aufgekommen war. Als Palmsteuer *ḥarāğun-nahli* oder kurz *an-nahl* tritt uns diese Form der Grundsteuer in einer Reihe von Papyri entgegen³, ebenso wie φοινίκων in den griechischen Papyri neben der παραδείσιον(ισκόν) erscheint, wenn die Dattelpalmkultur in dem betreffenden Landstrich überwog⁴. Der Steuer-

¹ AL-MAQRĪZĪ, *Hīṭat*, I, S. 99¹⁷ f., *PERF* n° 794, IBN ḤAUQAL, *BGA* II, S. 108² f.

² M. VAN BERCHEM, *La propriété territoriale et l'impôt foncier sous les premiers Califes*, Genf, 1886, S. 69, 72.

³ *PER* Inv. Ar. Pap. 194¹, 1298, 10151¹², *PERF* n° 813² f., 910^r ³ f., 909^s; *P. Ryl. Arab.* VII n° 14⁶; *P. Cair. B. E. Inv.* n° 220^r ⁴, 224¹.

⁴ *P. Ryl.* II, S. 251.

satz richtete sich nach der Anzahl der Bäume. Seine Höhe ersehen wir aus einem Wiener Papyrus (Inv. Ar. Pap. 3147), wo 1 1/4 Karat pro Palme entrichtet wird. Aehnlich verhält es sich mit der Rebensteuer¹, die in Parallele zur *δημόσιον ἀμπελικού* bzw. der *ἀπόμοιρα ἀμπελώνος* der byzantinischen Zeit steht². In *P. Ryl. Arab.* XII nr. 10³ ist von der Korn- und Hardalsteuer³ die Rede, und letztere erscheint als *al-ḥardalu* in XII nr. 11 als eigene Steuerkategorie in den Rubriken. Hieher gehört auch noch die *ḥarāḡu'l-qurṭi* oder *ḥarāḡu'l-aqrāṭi*⁴ genannte Luzernesteuer sowie die Grünzeugsteuer *ḥarāḡu'l-ḥuḍari*⁵. Hiebei ist daran zu erinnern, dass sowohl Grünzeug als auch Gemüse als leicht verderbliche Vegetabilien frei vom Zehent waren⁶, wie auch Luzerne (*qurṭ*, *Trifolium resupinatum* L.) in der Theorie von der Naturalabgabe befreit war⁷, während auch nach 'Umar's I. Verfügung in Babylonien vom *ḡarīb* Luzernfelds (*ruṭbatun*) 5 Dirham erhoben worden sind⁸.

Endlich erscheint in *P. Berol.* 15077 neben der Armen-, Kopf-, Weide-, und Dattelpalmsteuer ein *al-mi'ālu* genannter Steuerposten, der auch in anderen Papyri widerkehrt. Ich wusste diesen terminus zunächst nicht zu deuten, bin aber jetzt überzeugt, dass darin nur der Plural von *ma'ila* „Nutzgarten“ zu sehen ist. In ihm lebt demnach die alte griechische Steuer auf Nutzgärten (*παραδεισιακόν*)⁹ wieder

¹ *PER* Inv. Ar. Pap. 8527², خراج كرمه, *PER* Inv. Ar. Pap. n° 3014².

من الكروم.

² PREISIGKE, *Sammelbuch* I, n° 4894. Vgl. *ὑπὲρ δημοσίου ἀμπελικού* bei C. WESSELY, *Pariser Papyri des Fundes von El-Faijum*, n° 73/19, S. 231. H. KORTENBEUTEL, *BGU* IV, S. 117 f.

³ خراج التمع والحردال.

⁴ *P. Ryl. Arab.* VII, n° 19⁴, *PER* Inv. Ar. Pap. 8569⁴, 10151¹².

⁵ *PER* Inv. Ar. Pap. 10151¹².

⁶ ABŪ YŪSUF, a.a.O., S. 29.

⁷ AL-MAQRĪZĪ, *Ḥiṭaṭ*, I, S. 77¹⁷ f.; IBN 'ABD AL-ḤAKAM; a.a.O., S. 153¹².

⁸ M. VAN BERCHEM, a.a.O., S. 61.

⁹ *P. Ryl.* II, S. 251; vgl. H. KORTENBEUTEL, *BGU* IX, S. 118.

auf, während die als *mabāqilu* (Pl. v. *mabqalatu* „Gemüsegarten“) ¹ bezeichnete Abgabe als ein Nachahre der ὑπέρο γρωμεστρίας genannten Steuer anzusehen ist, wenn letztere mit den Herausgebern von *P. Ryl. II* (S. 250 f.) als eine direkte Steuer auf Gartenland aufgefasst werden kann ². Zum Schlusse sei noch erwähnt, dass wenigstens einmal ³ eine Zuckerrohrsteuer (*ḥarāǧu'l-qaṣabi*) als Variante der Grundsteuer erscheint. Leider ist kein Betrag angegeben. Die Grundsteuer von Zuckerrohrland war aber verhältnismässig hoch, nach QALQAŠANDI ⁴ waren vom ersten Wuchs 5 Dinare per Faddān, vom Nachwuchs 2 Dinare 5 Karat zu erlegen.

Wie die Kopfsteuer wurde auch die Grundsteuer in Raten beglichen, als Zahlungstermine finden wir die Monate Tot, Messori, Tubi, Pachon, Barmude, Phamenot und Epiphi erwähnt.

Neben diesen drei Hauptsteuern gab es aber in der Frühzeit noch Lasten, die von den sogenannten „Schutzgenossen“, also den Nichtmuslimen zu tragen waren. Ich greife hiermit in die bereits von BELL behandelte Epoche zurück, einmal, weil die Erörterung dieser Dinge zum Verständnis der weiteren Entwicklung nötig ist, zum anderen, weil ich in der Lage bin, auf Grund bisher unerschlossener Quellen neues Material vorzulegen.

An erster Stelle steht die bereits aus den Korrapapyri bekannte „Verpflegsabgabe“ in natura, die als *arzāq* oder *arzāqu'l-muslimīna* bekannt ist. Sie oblag in Aegypten nach QUDĀMA ⁵ auf Grund der von 'Amr b. al-'Āṣ abgeschlossenen Kapitulation den Grundbesitzern und betrug 3 Artaben Weizen, 2 Xestes Oel, 2 Xestes Honig, und

¹ *P. Cair. B. E. Inv.*, n^o 226^r ⁵.

² Vgl. H. KORTENBEUTEL, *BGU IX*, S. 100.

³ *P. Cair. B. E. Inv.*, n^o 226^r ¹⁰.

⁴ *Šubḥ al-A'šā*, III, S. 453¹⁰ f., F. WÜSTENFELD, *Die Geographie, und Verwaltung von Aegypten*, S. 154 f.

⁵ *Kitāb al-ḥarāǧ*, fol. 163^v.

2 Xestes Essig per Kopf und Monat. Diese Nahrungsmittel wurden von 'Amr in einem Verpflegsmagazin gesammelt und unter die Muslime verteilt, die er einer Konskription unterzog. Bemerkenswert muss werden, dass die Angabe „3 Artaben“ zu hoch gegriffen ist, und durch Verwechslung der Quelle mit der *dariba*-embole hierherkam. Das ergibt sich aus einer anderen Stelle bei QUDĀMA¹, wo 1 Artabe als *arzāq* angegeben ist, sowie aus dem Vergleich mit den Mengen, die andere Provinzen zu liefern hatten. Sehr interessant ist dann die bei QUDĀMA² stehende Nachricht, die Lieferung von Weizen, Oel und Essig hätte eine zusätzliche *ġizya* gebildet, zu der sich die Ägypter in einer zweiten unter 'Umar I. geschlossenen Kapitulation verstehen mussten, sodass nun jedem Erwachsenen statt 2 Dinaren 4 auferlegt wurden. Vielleicht haben wir da schon ein Beispiel für den ἀπαργυρισμός. QUDĀMA³ berichtet jedenfalls weiter, der Kalife Mu'āwiya habe diese Lieferung von Oel und Honig zum damaligen Marktpreis mit 9 Dirham abgelöst, als er alle Ägypter in die mittlere *Ġizyaklasse* zu 24 Dirham einreichte, diesen Betrag mit der *ġizya* verbunden, sodass nun jeder 33 Dirham zu erlegen hatte. Zu den als *arzāqu'l-muslimīn* bezeichneten Naturallieferungen trat ergänzend noch die Lieferung von Bekleidungsstücken; IBN 'ABD AL-ĤAKAM⁴ führt nur ganz allgemein „Linnen und Bekleidungsstoffe, mit denen der Beherrscher der Gläubigen die Leute bekleidet“ an. Viel mehr ins Einzelne geht QUDĀMA⁵. Nach ihm hatten die Ägypter für jeden Muslim pro Jahr eine Wolljoppe, einen Mantel, einen Kopfbund, sowie Hosen und kurze Stiefel zu liefern, an Stelle der Wolljoppe konnte auch ein koptischer Rock treten. Für solche Lieferungen haben wir

¹ A.a.O., fol. 103r, IBN 'ABD AL-ĤAKAM, S. 152.

² A.a.O., fol. 164r.

³ A.a.O., fol. 103r.

⁴ A.a.O., S. 152.

⁵ A.a.O., fol. 163v.

bekanntlich auch Belege in den Papyri des VII./VIII. Jahrhunderts.

Ueber die *diyāfa*¹ — die Beherbergung und Verpflegung durchreisender Muslime durch 3 Tage bzw. Nächte, eine Art *Mansimaticum* —, möchte ich hier nur sagen, dass QUDĀMA ausdrücklich feststellt, sie habe nur zu Anfang bestanden, sei aber dann abgeschafft worden und im *harāġ* aufgegangen. Das bedeutet offenbar, dass diese Leistung durch eine Bargeldabgabe ersetzt wurde; ob diese aber dem *ξένιον* entspricht², ist recht unsicher.

Hierher gehört dann auch der Unterhaltsbeitrag für den Statthalter, sein Gefolge und seinen Beamtenstab (*tamanu rizqī'l-amīri* genannt)³, über den die Aphroditopapyri erfreulicherweise genaue Angaben bringen. Wir wüssten wahrscheinlich noch mehr über diese Einrichtung, wenn wir Vergleichsmaterial aus einer grösseren Verwaltungseinheit besässen. Dass aber ausser der Lieferung von Nahrungsmitteln auch andere Lieferungen unter diesen Titel fielen, erfahren wir durch einen koptischen Papyrus der Rylands Library⁴ aus dem VIII. Jahrh., in dem die Stellung von 3 Kamelen zum Wasserschöpfen im Hause des Amīrs — offenbar das *dāru'l-imārati* in Fostāṭ — angefordert wird. Diese Leistungen bestanden aber auch in der nachomayyadischen Zeit weiter. So sind in einem Wiener Papyrus des VIII./IX. Jahrh. n. Chr. — es handelt sich wohl um die Ausgabenaufstellung eines Steuerbeamten — für die Beschaffung von Papyrus für die Sekretäre des Statthalters 25 1/3 Dinare ausgewiesen⁵. Eine Reihe interessanter Angaben enthält ferner PERF n° 707 über die Lieferungen für die Begleitung des Statthalters, die wohl auf einer Inspek-

¹ A.a.O., fol. 103^r. IBN 'ABD AL-ḤAKAM, a.a.O., S. 70^r f., 152^s, 153^s.

² P. Lond. IV, S. 284 zu n° 1433²⁰.

³ Vgl. besonders P. Lond. IV, n° 1358, 1375, 1433, 1440, 1446, 1447.

⁴ CMRL n° 279, S. 133.

⁵ PER Inv. Ar. Pap. 3211^r.

tionsreise begriffen ist. In diesem Sinne ist vielleicht auch der in *P. Ryl. Arab.* II nr. 5³ erwähnte Fachausdruck *an-nuzlu* zu verstehen, den der so verdiente Herausgeber dieser Texte, D. S. MARGOLIOUTH (S. XIV, 16) zur Taxe stellt, die in Spanien für die Versorgung reisender Prinzen erhoben wurde, falls nicht die ständige Verpflegungsabgabe für den Statthalter in der Residenz gemeint ist. Letztere erscheint unter dem Titel *al-'amīru* „der Statthalter“ im Wiener Papyrus Inv. Ar. Pap. 6011 neben der Weide- und Wiesensteuer als eigene Rubrik, unter der Geldbeträge von $1/2 + 1/24$ bis $3 \frac{1}{48}$ Dinar ausgewiesen sind. Auch hier ist also bereits die Ablösung der Naturallieferung durch Geld erfolgt. Im *P. Hambg. Arab.* nr. 8 (X. Jahrh.) sind dann zweimal Beträge unter der Rubrik *rizqu'l-'āmīli*, ausgewiesen, die sich aber nicht auf den Statthalter bezieht, wie der Herausgeber D^r A. DIETRICH meint, sondern auf den Finanzdirektor der *Kūra*. Dieser Verpflegungsbeitrag für die Lokalbeamten ist wohl als Epigone der $\delta\alpha\pi\acute{\alpha}\nu\eta$ in den Aphroditopapyri anzusehen.

Für das Weiterbestehen der Gewerbesteuer wenigstens im VIII./IX. Jahrh. n. Chr. scheint ein koptischer Papyrus der Rylands Library¹ zu sprechen, falls sich diese Liste von Goldschmieden mit Geldbeträgen auf die genannte Steuer bezieht, wie D^r CRUM annimmt. Neben diesen Abgaben gab es dann noch die „Almosensteuer“ (*ṣadaqa*) und den „Zehent“, von denen erstere, wie PERF n° 777 beweist, auch von Christen erhoben wurde (dat. 862 n. Chr.).

Eine Steuerreform, die neue Steuerquellen erschloss, ohne darauf Rücksicht zu nehmen, dass damit nicht nur bestimmten Volksschichten neuerliche Lasten aufgebürdet, sondern auch das durch die Tradition geheiligte Herkom-

¹ CMRL n° 225, S. 109.

men gröblich verletzt wurde, knüpft sich an den Namen des berüchtigten Finanzlandesdirektors Ibn al-Mudabbir. Er hat als erster das Grünfutter, das das Vieh abweidete, mit einer Geldabgabe belegt, die er *al-marā'ī* „die Weiden“ nannte¹. Sie ist oft in den Papyri erwähnt und nach der Stückzahl des Weideviehs erhoben worden. Uebrigens bestand diese Abgabe auch in Persien und dem Sawād². Sie entspricht, freilich nicht ganz genau, dem *ἐνόμιον κτηνῶν* „Weidegeld für das Vieh“ in den griechischen Ostraka oder vielleicht besser der *εἰς τὰς νομάς* genannten Abgabe für die Benützung der Weideplätze³, die beide nach der Zahl des auf die Weide getriebenen Viehs berechnet wurden. Auf Ibn al-Mudabbir geht auch die Einführung der „Fischereiabgabe“⁴ zurück, die als *al-mašāyidu* oder *hiššatu š-šayyādina*⁵ bezeichnet wird.

Sie entspricht der *τετάρτη ἀλιέων* oder *τετάρτη ἰχθυοικῶν ἀλιέων* der griechischen Ostraca, die in den Papyri auch als *ἰχθυογρά (ὄνη)* wiederkehrt⁶. Die arabische Terminologie geht allerdings andere Wege wie die griechische, an die nur *hiššatu š-šayyādina* im Strassburger Papyrus anklängt, was „Sonderabgabe der Fischer“ bedeutet, während *mašāyid* einfach „die Netze“ heisst. MAQRĪZĪ, der *mašāyid* durch die Glosse „was Gott aus der Fischerei zur Speise gewährt“ erläutert, berichtet, Ibn al-Mudabbir habe für diese Steuer

¹ AL-MAQRĪZĪ, *Hiṭaṭ*, I, S. 103²⁷, 107²⁷⁻³⁴.

² AL-ĪSTAHĪRĪ, *Bibl. Geogr. Arab.* I, S. 158⁹; H. F. AMEDROZ u. D.S. MARGOLIOUTH, *The Eclipse of the Abbasid Caliphate*, III, S. 71. VI, S. 71 f.

³ Vgl. U. WILCKEN, *Griechische Ostraka*, S. 191 f., 265, P. Cornell, S. 79 f., P. Ryl. II, S. 314. H. KORTENBEUTEL in *BGU IX* (1937), S. 105.

⁴ AL-MAQRĪZĪ, *Hiṭaṭ*, S. 103²⁷ f., 107³⁴ ff.

⁵ P. Strassbg. W. G. Arab. 1² f. (294 A.H.); *PER Inv. Chart. Ar.* 7277², 25711⁴, *Inv. Ar. Pap.* 3092^{r 1}; P. Cair. B. E. Inv. 220^{r 9}, 424^{3 7 10 18 22} f.

⁶ U. WILCKEN, *Griechische Ostraka*, S. 137, H. KORTENBEUTEL, *BGU IX* (1937), S. 100 zu P. 1894, Z. 23.

ein eigenes Rentamt errichtet, das die Aufschrift : „ Abgabe für das Einschlagen der Pflöcke und das Festmachen der Netze “ trug. Schon diese Bezeichnung deutet an, dass es sich um die Besteuerung der Fischerei als Gewerbe oder um eine Fischereiberechtigungabgabe handelt, die übrigens — das zeigen die näheren Angaben MAQRĪZI'S — nur auf die Hauptsaison, die den höchsten Ertrag lieferte, beschränkt war.

Mit dieser Reform steht vielleicht auch noch die Einführung mehrerer Abgaben von Feldfrüchten im Zusammenhang, die unabhängig von der Grundsteuer eingehoben wurden. So ist in *P. Hamburg Arab.* n° 12a 4f. (294 d.H.) neben der Kopf- und Weidesteuer noch eine Gebühr für den Fruchtertrag aller mit Palmen bestandenen Areale, sowie eine Gebühr für den Ertrag der Gärten ausgewiesen. Da gleich darauf die Palmsteuer (*'ani'n-nahli*) erwähnt ist, muss es sich hierbei um eine andere Abgabe handeln, die schon durch das Wort *taman* als Ertragssteuer gekennzeichnet ist. Hieher gehört auch die Abgabe von den Lebahfrüchten, die in einem Giessener Papyrus (Inv. n° 263^r) unter der Weide- und Wiesensteuer mit einem Betrage von 23 1/2 Dinaren erscheint. Wenn ich dem noch hinzufüge, dass es auch in arabischer Zeit eine Quittungsgebühr (*barā'a*) gegeben hat, die auch als *tamanu's-ṣuḥufi* bezeichnet wurde¹, was genau dem ὑπὲρ τιμῆς χάριτος im PERF 580 und sachlich der χαρτηρά oder dem χαρτιατικόν entspricht, ferner eine als Agio (*ṣarf*)² bezeichnete Gebühr, die ursprünglich den προσδιαγραφόμενα entsprechend für die Umwechslung der in Silber geleisteten Zahlungen in den Goldstandard, dann aber als prozentueller Steuerzuschlag erhoben wurde, so

¹ PER Inv. Ar. Pap. 5999^r, *P. Cair.* B. E. Inv. n° 138^s; vgl. *Corpus Pap. Raineri*, ser. Arabica, I/1, S. 31 Anm. 9.

² PER Inv. Ar. Pap. 3098, 3145, 5999^r; PERF n° 715. *P. Cair.* B. E. Inv. n° 247^r, 261^r 2, 597. Vgl. K. W. HOFMEIER in *Islam*, IV (1913), S. 103, 106 ff. und C. H. BECKER hiez u ebenda, S. 313 f.

sehen wir, dass die schlichte Einfachheit des Steuersystems der Quellen eben doch nur in der Theorie bestand. Die rauhe Wirklichkeit war wesentlich anders, sie stand im Zeichen rücksichtsloser Ausbeutung des Landes, die schon unter den Römern sehr zum Schaden Aegyptens geübt wurde, wie dies V. MARTIN¹ so eindringlich gezeigt hat. Was war auch anderes zu erwarten gewesen, wenn selbst 'Amr b. al-'Āṣ, der doch den Raubbau seines Nachfolgers so hart kritisiert hat, zum koptischen Vorsteher der Stadt Aḡnā sagen konnte : „Ihr seid für uns ein Speicher! Brauchen wir viel, so legen wir euch viel auf, und macht man's uns leicht, so erleichtern wir's auch Euch!“²

Adolf GROHMANN.

Les caractères arabes ont été obligeamment prêtés par l'Imprimerie Orientaliste L. Durbecq et C^o, à Louvain.

¹ *Les papyrus et l'histoire administrative de l'Égypte gréco-romaine*, Münch. Beiträge XIX (1934), S. 102 ff.

² IBN 'ABD AL-ḤAKAM, a.a.O., S. 154^a f.

The Influence of Ptolemaic Administration in Kautilya's Arthaśāstra¹

(Summary)

Es wird die These aufgestellt, dass bei der Kompilation des Arthaśāstra des Kautilya, eines alten indischen Handbuchs der Staatskunst, neben indischen Verhältnissen auch die des früheren Sassanidenreiches vor etwa 500 n. Chr. Berücksichtigung gefunden haben. Das indische Werk wird deshalb vom Vortragenden dieser späten Periode und nicht dem frühhellenistischen Indien unter Sandrokottos zugeteilt, in dem es selbst vorgibt, verfasst zu sein. Die dem Arthaśāstra des Kautilya zu Grunde liegende nichtindische Quelle war vielleicht das heute verlorene Ayin-nameh, ein sassanidisches Staatshandbuch von ähnlicher Ideologie und nicht unmöglich von ähnlichem Typus wie die indische „Staatskunst“.

Der Ursprung zahlreicher Anklänge des bedeutsamen und aufschlussreichen indischen Sammelwerkes an hellenistische staatswirtschaftliche Institutionen, vor allem auf dem Gebiete des Monopolwesens, der Agrarorganisation und der Finanzbürokratie, die längst Beachtung gefunden haben, dazu die sehr auffällige Uebereinstimmung von Anekdoten des indischen Buches mit solchen der pseudo-

¹ Der Vortrag ist in erweiterter Form unter dem Titel *New Light on the Influence of Hellenistic Financial Administration in the Near East and India* in englischer Sprache in *Economic History* (1938) 1 ff. erschienen.

aristotelischen Oekonomika finden durch Annahme iranischer Einflüsse eine plausible Erklärung. Denn es lässt sich aus den uns zur Verfügung stehenden Quellen erweisen, dass das Parther- und das Sassanidenreich gerade auf dem Gebiete der Finanzorganisation stark von dem späteren Seleukidenreich abhängig geblieben sind, als dessen Nachfolgestaat ja bekanntlich das Partherreich seinen Aufschwung begonnen hat.

Darüber hinaus bestehen zahlreiche schlagende Uebereinstimmungen im Finanzwesen der beiden iranischen Staaten, sowie des Arthaçastra des Kautilya mit den entsprechenden staatswirtschaftlichen Organisationsformen des Ptolemäerreichs. Vom Vortragenden wird dieser überraschende Tatbestand durch den Nachweis erklärt, dass seit Antiochus III. Reformmassnahmen in ständig wachsender Intensität das Seleukidenreich auf zahlreichen Verwaltungsgebieten nach ptolemäischem Muster umgestaltet haben, sodass dann die seleukidischen Nachfolgestaaten in Ost und West neben altseleukidischen Institutionen auch die neuen Organisationsformen notwendig vorfanden und für ihre eigene Verwaltung umgestalteten und ausnützten. Auf indirektem Wege hat sich so die hochentwickelte bürokratische Organisation des Ptolemäerreiches nach Asien hinein weiträumiger und intensiver ausgewirkt, als man bisher erwarten zu können glaubte.

Fritz M. HEICHELHEIM.

Sur trois nomes du Delta ¹

Il est trois nomes du Delta d'Égypte, sur lesquels on a passablement écrit ces temps-ci ², sans résoudre toujours, semble-t-il, les problèmes qui se posent à leur sujet. L'on ne prétend pas les résoudre tous non plus, mais du moins les poser avec un peu plus de précision. L'on veut parler de l'Alexandreôn chôra, du Ménélaïte, et du nome de Bérénice.

Je n'en dirai rien du point de vue proprement administratif : si j'ai à le faire, ce sera dans mon livre sur l'administration du nome en Égypte de la conquête d'Alexandre aux débuts de l'époque romaine. Seule la topographie nous intéressera ici : il ne serait pas impossible toutefois, si on en avait le temps, de tirer de ces observations quelques conclusions d'ordre plus général.

I

Commençons par les deux premiers, dont les destinées furent peut-être assez semblables, sinon communes à l'origine.

1

L'on admet généralement, sur la foi des témoignages littéraires ou documentaires, d'époque classique tout au

¹ Communication au Congrès papyrologique d'Oxford : j'ajoute ici les notes indispensables.

² [Je n'ai pas vu *P. Princ.* II : *Archiv...*, XII, 232, 316.]

moins, que l'Alexandreôn chôra¹, avec Hermoupolis mikra², c'est-à-dire approximativement³ Damanhour, pour chef-lieu, se situait, au moins pour la plus grande partie⁴ de son territoire, considéré d'est en ouest, au sud⁵ de la branche canopique du Nil d'Hermoupolis-Damanhour à Schedia, et au sud du canal Schedia-Alexandrie⁶. Le nome ménélaïte se localiserait essentiellement à l'intérieur du triangle Eleusis-Schedia-Canope, avec cette dernière ville pour capitale⁷.

Pour M. Georges DARESSY toutefois, dans un article publié naguère par la *Revue de l'Égypte ancienne*⁸, et approuvé tant par Ev. BRECCIA⁹ que par Henri GAUTHIER¹⁰ et Hermann KEES¹¹, c'est l'Alexandreôn chôra dont Canope serait le chef-lieu; le Ménélaïte au contraire serait le nome d'Hermoupolis-Damanhour.

Pour appuyer cette opinion révolutionnaire, son argumentation se fonde essentiellement sur la liste trilingue des

¹ Cf. A. CALDERINI, *Dict. géogr.*

² PTOL., IV, 5, 18, p. 702, 3 sqq.

³ Sur le problème, cf. ma *Liste des stratèges...*, p. *1, nn. 1 et 2. La solution exacte reste à trouver.

⁴ A l'est, il touchait sans doute au Cabasite (cf., plus loin, p. 143), et par conséquent s'étendait peut-être, au delà de Damanhour, jusqu'à la branche de Rosette, à moins que ce ne fût le Cabasite qui s'étendit jusqu'à la branche de Canope. — Cf. en outre p. 141, n. 1.

⁵ Exactement : au sud-ouest. Comp. PROL., l. c. : « à l'ouest du grand fleuve » (ici la branche canopique).

⁶ Ici, PROL. n'est pas à prendre à la lettre : cf. p. 141, n. 1.

⁷ Avant tout, cf. PROL., IV, 5, 4, p. 680, 8 et, indirectement, STRABON, XVII, 801. Je crois toutefois qu'il avait accès à la mer autrement que par Canope : cf. plus loin.

⁸ II, 1928, pp. 20-51 : *Menelaïs et l'embouchure de la branche canopique*. Cet article, qui a son importance pour l'Al. chôra, est ignoré par CALDERINI, *op. cit.* — Cf. *Ann...*, 1930, p. 83; peu clair.

⁹ Dans le compte rendu de cet article, *B.S.A.A.*, VII, n° 25, 1930, pp. 166-171, il ne fait de réserves que pour la seconde partie. Cf. plus loin, p. 139, n. 3.

¹⁰ *Les nomes d'Égypte depuis Hérodote jusqu'à la conquête arabe* (*Mém. prés. à l'Institut d'Égypte*, t. 25), 1935 (cf. *Index*, V^{is} Al. regio, Ménélaïte), bien que son exposé ne soit exempt ni de confusion ni même de contradictions.

¹¹ PAULY-WISSOWA..., V° *Menelaos*.

évêchés qui mentionne : Meneliatou-Thbachor-El Laoua. Et voici, me semble-t-il, à partir de Thbachor, l'équation imaginée : Thbachor = ville du chacal femelle ¹ (plutôt que du renard) = * ville du loup (confondu par les Grecs avec le chacal) = * Lykaina = Tell-Louqin (localité encore existante) = El-Laoua (transcription erronée de Tell-Louqin).

Or, Tell Louqin se situe à l'est du Mariout et à peu près au sud de l'antique Schedia. Elle serait donc la Ménélaïs ² du nome ménélaïte ³, qui serait bien le nome de Damanhour ⁴.

Ajoutons que pour Daressy cette Ménélaïs-*Lykaina n'en serait pas moins l'Archandropolis d'Hérodote : la ville grecque aurait ainsi porté trois noms dont deux contemporains. Et Thbachor serait la Θεβαγγυς de P.S.I. 543 du III^e siècle avant J.-C., mal orthographiée pour * Θεβαγγυς.

Je laisse les linguistes juges de toutes ces hypothèses. Mon propos sera plus simple. La thèse nouvelle s'écroule, semble-t-il, si au lieu de El-Laoua on adopte la variante Etkoua, que M. DARESSY ne rejette pas ⁵. Même avec la lecture El-Laoua, tout ce que l'on peut tirer de positif ⁶ de la

¹ Var., Thbachyr = thbachour des scalae copto-arabes. — A la vérité, sens incertain : comp. DARESSY, p. 35, 3^o, 4^o; 36, 14.

² Attestée maintenant, semble-t-il, par P. Mich. Zenon, n^o 9 verso, 11 (cf. P. Col. Zenon, p. 31, n. 32). Il est vrai que, dans un compte rendu anonyme (J.H.S., 1931), on paraît songer à un temple de Ménéla[s] plutôt qu'au temple de Ménélaïs du Ménéla[ite]. Mais une « prophétie » du frère de Ptolémée I^{er} est-elle concevable, alors surtout ? Il peut s'agir du sanctuaire principal.

³ BRECCIA, l. c., admet pour Ménélaïs l'identification proposée par DARESSY, et ainsi, tacitement, si je ne me trompe, son opinion sur les nomes intéressés. Dans *Alexandrea ad Aeg.*, éd. angl. 1922, page 350, il s'était exprimé assez obscurément à ce sujet (*before the foundation of Alexandria, Canopus was the capital of the Menelaite nome*); dans ses *Monum. de l'Eg. gréco-romaine*, I, 1926, p. 17, il s'en tenait sans réserve à l'opinion traditionnelle.

⁴ Avec pour capitale d'abord Menelais, puis Damanhour : Menelais, d'après la *Rev. Law* selon DARESSY, p. 23, Hermoupolis-Damanhour à l'époque de Ptolémée, corrigé par DARESSY, pp. 27 et 28.

⁵ L'identité avec Edkou, adoptée par J. MASPERO-WIET, *Matériaux pour servir à la géogr. de l'Eg.*, 1914-1919 (*Mém... I.F.A.O.*, t. 36), p. 198, est rejetée par lui; mais *a priori* je serais tenté de préférer l'opinion d'un arabisant comme WIET. Sur le problème, cf. p. 154, n. 3.

⁶ Comment démontrer qu'il s'agit d'une transcription erronée ?

liste trilingue, c'est qu'une ville épiscopale du nom de Ménélaïs se trouvait sur l'emplacement d'une ville égyptienne du nom de Thbachor¹. Cette Ménélaïs peut bien ou doit être celle du nome ménélaïte; mais si rien ne nous renseigne sur sa position précise, rien non plus, jusqu'à nouvelle information, ne nous oblige à la déplacer vers le sud². Du moins, à mon sens, faut-il pour cela trop d'imagination.

Il est vrai qu'en faveur de l'hypothèse de M. DARESSY, Hermann KEES invoque le fameux édit XIII de Justinien qui rattache le Maréotique et la *polis* du Ménélaïte à la Libye : il s'agirait donc d'un territoire d'un seul tenant. En réalité, nous le savons, cette réunion eut des motifs purement fiscaux et militaires : il s'agissait de procurer à la Libye, pauvre d'argent et d'hommes, des ressources supplémentaires. Et la preuve que le Ménélaïte de Justinien est assez éloigné de la Libye, comme du Maréotique, c'est que cet éloignement est reconnu par l'empereur lui-même, qui permet au *præses* de Paraetonium de déléguer exceptionnellement un topotérète non seulement à Marea, mais encore à Ménélaïs³.

¹ Quelle preuve avons-nous, supposée admise l'équivalence avec une *Lykaina (l'ex. de Lycopolis cité par DARESSY est juste, et cf. l'ors d'Égypte, GSELL, *Hist. anc. de l'Afr. du N.*, VII, p. 64, n. 2), que Tell-Louquin = Cam Loqin de la *Devise des Chemins de Babiloine*, écrite vers 1290 (DARESSY, p. 25), en dérive plutôt que de *ζώμη λύκων par exemple ? Le chacal, à supposer qu'il fût adoré dans le VII^e nome (p. 24 : plutôt un « canidé »), pouvait être l'objet d'un culte en divers endroits du nome, peut-être fort étendu (cf. la carte de DARESSY, pl. sans n^o de *B.I.F.A.O.*, t. XXX, 1930); et même hors du nome. Hypothèse pour hypothèse, on pourrait même se demander si le prophète de *P. Mich. Z. 9* n'est pas le prophète d'un Anoubicien, en se souvenant du lien d'Anubis avec Sarapis (dieu de Canope aussi), lien attesté même hors d'Égypte dès l'époque ptolémaïque (cf. P. ROUSSEL, *Cultes... à Délos*, p. 277; *B.C.H.*, 1926, 425, n^o 48; cf. MICHEL, 1223; *I.G.*, IX, 1, 89, etc.). Cf. p. 139, n. 2. Or Anubis est sinon un chacal (cf. les fortes objections de PERDRIZET, *Terres cuites Fouquet*, p. 59), du moins peut-être un chien sauvage tenant du chacal : ERMAN, *Rel...*, 1934, p. 43.

² Quelle preuve que Θεβαχυσ soit mal orthographié, même si Thbachor-Thbachyr doit se transcrire * Θεβαχυρ ?

³ Sur tous ces points, Germ. ROUILLARD, *L'adm. civ. de l'Eg. byz.*, p. 49 et *passim*. Déjà dans HÉCATÉE (cf. HEROD., Budé, II, p. 22, n. 3) Canope, qui d'ailleurs ne doit pas être la *polis* mentionnée par JUSTINIEN

Du même coup, rien n'oblige à changer la position traditionnelle de l'Alexandreôn chôra¹ et du nome ménélaïte².

(cf. plus loin), est appelée τόπος Λιζύης, mais pour une toute autre raison (elle est hors du Delta proprement dit). — A l'appui de son opinion, KEES cite la liste de POCOCKE (B.Z., II, p. 24) où Menelaos est mentionné entre Mareotes et Naucratis, mais cela résulte de l'ordre alphabétique latin adopté par POCOCKE. Il cite encore GEORGES DE CHYPRE, 726, où Μηνελαιτίου est placé entre Μαρζωότης et Schedia; mais dans HIEROCLES, 724, Menelaites était correctement situé entre Hermoupolis et Μελέτης = Métélite. Aussi bien ces listes ne sont pas des descriptions.

¹ Il est assez dangereux, sans raison grave, de récuser le témoignage de PROLÉMÉE, géographe sérieux malgré des erreurs, et qui, sans s'intéresser directement à la géographie administrative, vivait sans doute, on le sait, sinon à Canope même, du moins à Alexandrie (cf. CHAIST, *Gesch. der Gr. Lit.*, 6^e éd., 1924, p. 896). Toutefois, en faveur de sa thèse, DARESSY aurait pu faire valoir l'argument suivant : le canal Schedia-Alexandrie se détache, en aval de Schedia, de la branche canopique; il ne se confond donc pas en principe avec le « grand fleuve ». Aussi, en prenant complètement à la lettre le passage de PROLÉMÉE : « à l'ouest du grand fleuve (on rencontre) d'abord, en partant de la mer ἀπὸ Σελίσσης ἀργχομένῃς l'Al. chôra, etc. », on arriverait à croire que ce nome s'étendait jusqu'à Canope, quelle que fût sa capitale. En réalité, le nome de Canope a été mentionné plus haut (ici p. 138, n. 7), avec d'autres nomes côtiers, dans sa description du littoral; en outre PROLÉMÉE suit sans doute en esprit le cours du Nil (ou de ses dérivations) à partir d'Alexandrie, comme un voyageur qui débarquerait par là en Egypte (donc « en partant de la mer », bien qu'Alexandrie, à juste titre, ait été mentionnée à part, plus haut, dans la description du littoral); enfin, l'on supposera que dans l'usage local le canal en question, dérivation de l'Agathodémon (autre nom de la branche canopique), était considéré comme l'Agathodémon lui-même, d'autant plus aisément qu'on n'ignore pas le rôle du ou des serpents agathodémons à Alexandrie, dont le culte pouvait se confondre plus ou moins avec celui du Nil, du Nil agathodémon (cf. O.G., 672, n. 5; P. PERDRIZET, *Bronzes Fouquet*, p. 31; W. WEBER, *Aeg. gr. Terrak.*, p. 45, n. 27; P. Oxy. 1380, n. 189; P. PERDRIZET, *Terres cuites...* Fouquet, p. 73).

Nous croyons donc qu'au nord-est du canal Schedia-Alexandrie nous avons affaire au Ménélaïte, sans quoi ce nome n'aurait plus de territoire. — Nous savons d'autre part que l'Al. chôra s'étendait jusqu'au Cabasite. On voit mal en revanche comment l'Al. chôra pourrait être limitrophe du Bousirite (B.G.U. 1129 = MRRTEIS, *Chrest.*, 254; 13 avant J.-C.), à moins de supposer que les deux nomes ne vissent à la rencontre l'un de l'autre par une langue de terre étroite entre le territoire du (futur) Cabasite au nord (cf. p. 153, n. 3, 4) et du Saïte au sud. Mais dans le texte en question, où l'on attend une délimitation plus précise que celle d'un nome, faut-il restituer chôra après Alexandriôn ? n'est-ce pas plutôt un lieu-dit ?

² M. DARESSY, pp. 2-3, fait grand cas de l'affirmation, qu'il attribue à STRABON, selon laquelle ce nome serait « sur la droite (en venant

Aussi bien, comme arguments positifs, suffirait-il de rappeler deux témoignages directement contraires à l'opinion

d'Alexandrie) du canal qui, du village de Chabrias, *Χαβρίου κώμη* (el-Karioum), conduisait l'eau du Nil jusqu'à la ville fondée par le conquérant macédonien » (cf. p. 24 : « Il y a toujours la précieuse mention que le nome M. était au sud du canal d'Alexandrie »). — Si l'on se réfère au texte de STRABON (XVII, 801, je suppose, M. DARESSY ne donnant pas de référence), on voit qu'il est question non du canal d'Alexandrie (c'est-à-dire, dans la pensée de M. DARESSY, du canal d'Alexandrie à Schedia: *Χαβρίου* doit être, bien que l'assertion soit répétée page 27 à propos de l'*Itinéraire d'Antonin*, un lapsus pour *Χαβρίου* : cf. PREISICKE, *W.B.*, et la carte de M. DARESSY lui-même), mais du canal de Canope (d'Alexandrie à Canope). Donc le nome ménélaïte serait au moins au sud de ce canal, dans le « triangle » où nous l'avons placé p. 138, n. 7. Tout ce que l'on peut tirer de STRABON pris à la lettre, c'est qu'au contraire la bande étroite entre le canal et la mer n'en faisait point partie, la *κατὰ Κάνωβόν πενήνη* de *B.G.U.*, IV, 1118, 5; 1119, 12; 1120, 7; 1184 (sur les *taeniae* en général autour d'Alexandrie, cf. *P. Tebt.* 5, 28-32, et *Archiv.*, V, p. 307). Peut-être STRABON l'a-t-il négligée (à tort ?) parce qu'en fait toute cette bande d'Alexandrie à Canope ne faisait qu'une seule ville (c'est peut-être la raison pour laquelle — cf. aussi *Ps.-CALL.*, I, 31, 32 — JUVÉNAL, XV, 45, oppose Canope à l'Égypte, comme il aurait pu le faire légalement pour Alexandrie elle-même). Peut-être aussi, après Eleusis, et la jonction du canal de Schedia avec le canal de Canope (cf. la carte de BRECCIA, *Al. ad Aeg.*, dans la pochette; comp. fig. 25 et 26), la rive nord de ce dernier, du moins au temps de Strabon, appartenait-elle encore quelque temps avec Juliopolis (cf. toutefois *B.G.U.*, VII, 1694; mais cf. III, 970), au territoire d'Alexandrie (plutôt qu'à l'Alexandreôn chōra, située seulement, peut-être, sur la rive sud du canal de Schedia et peut-être aussi entre l'actuel canal Mahmoudieh et le Mariout, mais seulement vers l'est, car à l'ouest, Alexandrie touchait le Mariout comme en témoigne STRABON, XVII, 793). Pour le voyageur qui venait d'Alexandrie, seule la rive droite du canal de Canope appartenait donc, tout d'abord, au nome Ménélaïte. De manière ou d'autre ce dernier était peut-être un peu plus éloigné de la cité que l'Al. chōra ou le Maréotique; ainsi s'expliquerait-on que Ti. Julius Alexander, *O.G.*, 669, 48, mentionne le Maréotique et l'Al. chōra parmi les *proasteia* de la cité, tandis qu'il n'y compte pas le Ménélaïte; mais peut-être aussi ne signale-t-il, parmi les nomes limitrophes, que ceux-là où se sont produits des abus attestés : en 451 après J.-C. le prêtre Athanase appelle Canope, ou plutôt son monastère de la Metanoia (cf. p. 146, n. 6) *πρόστασιον τῆς μεγίστης Ἀλεξανδροείας*; il est vrai qu'alors Canope relevait peut-être directement d'Alexandrie (cf. p. 146, nn. 6, 8).

Le texte de PLINE, *H.N.*, V, 49 : *Gynaecopoliten, Menelaiten, Al. regionem*, serait plus favorable à l'hypothèse de M. DARESSY si l'on était sûr que l'auteur suive toujours un ordre méthodique; je ne comprends pas l'orientation de DITTENBERGER, *O.G.*, II, p. 407. — Il n'y a rien à tirer

de M. DARESSY¹. L'on conviendra, par exemple, qu'il était plus facile à tel stratège² du III^e siècle après J.-C. d'administrer conjointement le Cabasite et l'Alexandreôn chôra traditionnelle (le nome d'Hermoupolis-Damanhour), par suite du voisinage des deux capitales (Chabas-Cabasa est à quelques kilomètres à l'est de Damanhour), que d'administrer, dans l'hypothèse de M. DARESSY, le Cabasite et la région de Canope, autrement dit de faire sans cesse la navette entre Canope et Cabasa à travers le Métélite. D'ailleurs un siècle plus tard³ l'évêque de Damanhour est appelé tantôt évêque d'Hermoupolis, tantôt évêque de l'Alexandreôn

enfin, malgré DARESSY, p. 27, de la table de Peutinger (cf. KEES lui-même, *l. c.*), monstre géographique (cf. H. HENNE, *La géogr. de l'Ég. dans Xén. d'Ephèse, Rev. d'hist. de la philos. et d'hist. gén. de la civil.*, 1936, p. 103, n. 3 et référ.).

En revanche, P. Mich. Z., 9, qui mentionne l'achat d'une prophétie à Ménélais du Ménélaïte (p. 139, n. 2), par un Grec originaire de Zéphyron, entre Alexandrie et Canope, n'est pas défavorable à la situation traditionnelle du nome. Zénon, comme le prouvent ce texte et P. Col. Z., 55, l. 2, note, avait noué, dans la première partie de sa carrière, des relations avec des Grecs de cette région : les trois frères, fils de Cléon, Damis, Etéarque et Sostrate, dont les deux premiers seront même nomarques et qui tous trois sont de bonne heure au service de la dôrea d'Apollonios, paraissent originaires de l'île d'Helenium près de Canope. — Il n'y a rien à tirer de B.G.U., IV, 1159, mais l'inscr. I.G.R., 1101, qui provient de Schedia, est à signaler en faveur de la thèse traditionnelle, du moins si l'on adopte la restitution *πλησίον τοῦ Κανώβου* (H. HENNE, *Liste des stratèges...*, p. *15). Rien à tirer non plus de P. Oxy., 1380, 70. — Le nom de femme, *Μενελαΐς ἡ καὶ Ποσειδωνία*, P. Hamb., 29, 11 (I p.), inviterait même à supposer que la ville était non loin de la mer, si l'origine du papyrus était connue (cf. les P. de Zénon cités).

¹ On ne peut rien tirer des monnaies des nomes (Horus à l'hippopotame pour l'Al. chôra; au crocodile pour le Ménélaïte). Toutefois selon Vogt, *Al. Münzen*, p. 60, et n. 316, il y aurait, à l'occasion, représentation sur les monnaies du Ménélaïte de l'Harpocrate « de Canope »; mais je n'ai pas le moyen de vérifier la physionomie de cet H., et s'il est caractéristique du lieu.

² Ma *Liste des stratèges...*, p. 1.

³ En 362. Cf. la note de DITTENBERGER, O.G., II, 669, p. 404, n. 91; comp. MIGNÉ, P.G., 25, col. 377 (avec la note), et LEQUIEN, *Or. Chr.*, II, pp. 514-515. — Dans PROCOPE, *De Aedif.*, 6, 1, 330, selon lequel, au lieu d'aller vers Alexandrie, le Nil à Chaireou (= Schedia) quitte *ὄρια τάγε Ἀλεξανδρέων*, corriger *ἐπ' ἀριστερά* en *ἐπὶ δεξιὰ*.

chôra : pour être de basse époque, lui aussi (relativement tout au moins), cet argument est autrement décisif que le témoignage équivoque de la liste trilingue ou de l'édit XIII.

2

Un point toutefois, dans l'exposé de M. DARESSY, attirera encore notre attention. Il s'étonne que l'Alexandreôn chôra traditionnelle soit justement le nome d'Hermoupolis-Damanhour, alors que la côte, jusqu'à Canope, dut être peuplée la première, et que, de toute façon, Canope, beaucoup plus voisine d'Alexandrie qu'Hermoupolis, était une capitale toute désignée ¹.

A la vérité cette argumentation n'est pas irréfutable, et l'on pourrait le montrer ². Mais il serait facile de tout arranger en admettant que le nome ménélaïte fut taillé dans l'Alexandreôn chôra, à l'origine plus étendue. Comme le nome ménélaïte fut appelé ainsi, selon STRABON, d'après Ménélas, le frère de Ptolémée I^{er}, cela obligerait à supposer — comme d'ailleurs le fait M. WILCKEN ³, pour d'autres raisons — que l'Alexandreôn chôra date de l'époque même d'Alexandre ⁴. Elle n'est pas nommée, il est vrai, dans la *Rev. Law*, non plus que le Ménélaïte d'ailleurs, qui pourtant devait exister (car la [Mene]lais(?) d'une des deux listes de ce papyrus doit correspondre plutôt au Nitriote de l'autre liste qu'à notre Ménélaïte ⁵): c'est peut-être qu'alors, au point de vue des monopoles, les deux nomes avaient un régime spécial; de même que, au point de vue foncier, l'*archaia gè* de leur territoire, vraisemblablement ce qui corres-

¹ DARESSY, *l. c.*, p. 23. Tel me paraît être, du moins, le fond de sa pensée.

² Cf. ce que je dis plus loin sur la situation de Damanhour par rapport à l'*archaia gè*.

³ *Grundzüge*, p. 286, et n. 3.

⁴ Cf. peut-être Ps. CALL., I, 31, 20.

⁵ Cf. *P. Oxy.*, XI, pp. 212-213. Une M. non localisée : *U.P.Z.*, I, p. 520, n. 1.

pondait aux premiers *kléroï* attribués par le conquérant, jouissait de privilèges fiscaux, qui remontaient à l'origine, comme l'atteste encore, en pleine époque romaine, l'édit de Ti. Julius Alexander ¹; de même que, enfin, sous Evergète II, après les troubles civils, les privilèges fiscaux accordés aux planteurs de vignobles ou de jardins — dans toute l'Égypte — sont renforcés pour l'Alexandreôn chôra ². Il est vrai que, cette fois, le Ménélaïte n'est pas mentionné. Mais la copie qui nous livre l'édit de ce roi est assez imparfaite pour qu'on puisse supposer, sans trop de hardiesse, que le scribe, qui ne s'intéressait d'ailleurs qu'au Fayoum, ait omis ce nome, comme il a passé ailleurs des mots et même des lignes entières.

Ainsi les deux nomes ont bien pu, de l'époque alexandrine à l'époque romaine, avoir une destinée d'abord commune, puis parallèle. L'on demandera seulement, si notre hypothèse est juste, pourquoi, au moment de la création du nome ménélaïte, c'est précisément la région de Canope qui reçut cette dénomination, et non celle de Damanhour. La réponse n'est peut-être pas trop difficile, Damanhour restant capitale, on préféra garder pour son nome l'ancienne appellation. Aussi bien nul doute que le territoire de l'*archaia gè* — l'Alexandreôn chôra par excellence — ne fût plus étendu dans cette région que dans celle de Canope, de superficie réduite par suite de la présence du lac d'Aboukir encore existant ³. D'autre part, il est possible que la ville de Ménélaïs du nome ménélaïte ait existé, près de Canope,

¹ O.G., 669, 60. Je n'ai pu consulter les travaux récents (O.W. REINHOLD, etc.) sur cet édit.

² P. Tebt. 5, 93-8 = WILCKEN, *Chrest.*, 339 = HUNT-EDGAR, *Select Pap.*, II, 210. — L'Al. ch. y est opposée à la chôra ordinaire.

³ Nous ne savons si le Ménélaïte comprenait des toparchies; ce n'est pas indispensable (cf. STRABON, XVII, 787), malgré DARESSY, p. 23, mais c'est possible (par exemple Canope, Menelais, Schedia), car ce territoire, réduit, devait être fort peuplé.

L'Al. chôra comprenait des toparchies (cf. l'Aurineitès de B.G.U., IV, 1132, 9, avec son chef-lieu, P. Fay. 23a, 9; mais non sans doute le *topos peri Syrôn*, *ib.*, introd., à cause de B.G.U. 1132, 10).

avant la création du nome, et même qu'elle en ait été la première capitale. Et puis les souvenirs mythologiques, homériques¹, liés plus spécialement à cette région de Canope, ont pu n'être pas sans influence.

Destinée parallèle encore à l'époque romaine, disions-nous. Il est d'ailleurs possible — fait peu remarqué d'ordinaire² — que le nome ménélaïte ait changé de nom au III^e siècle. PROCLOS, dans son *Commentaire sur le Timée*³, mentionne un nome canopique; il n'existait plus de nomes de son temps, mais l'ancien nome Ménélaïte aurait pu prendre, vers la fin du haut-empire, le nom de sa métropole, comme le Prosopite, postérieurement à Ptolémée le géographe, avait pris le nom de Nikioupolite⁴.

En revanche, avec la disparition des nomes, et la victoire du christianisme, Canope, antique forteresse du paganisme⁵, cesse pour ainsi dire d'être en vedette. Son couvent de la *Metanoia*⁶, de la Pénitence, au nom significatif, donne jusqu'à son nom à la ville, et relève, semble-t-il, d'Alexandrie. Canope même n'a point d'évêché⁷, et a peut-être perdu parallèlement toute importance civile⁸. Pour tout ce qui

¹ Qui expliquent l'erreur d'ARTÉMIDORE (chez STRABON, *l. c.*). Je ne connais le travail récent de P. PERDRIZET sur *Hélène et l'Égypte*, à propos d'une coupelle d'or du Musée du Caire, que par un article du *Temps* (25 avril 1937). [Je n'ai pu voir *Ann.*, 1936, pp. 5-10.]

² En fait, je ne connais aucune référence sur ce point.

³ Sur le premier livre, 21 E = p. 97, 20, éd. Ern. Diehl (Teubner, 1903).

⁴ *B.G.U.*, VII, 1568, 2, et la note.

⁵ Tous les détails, fort vivants, dans BRECCIA, *Monum.*, cités plus haut.

⁶ SAINT-JÉRÔME (peu après 404) dans *Reg. S. Pachomii*, praef. = *Patr. Lat.*, t. 23, col. 65, cité par LADEUZE, *Étude sur le cénob. pachômien*, pp. 201-202; et Athanase le prêtre, dans *Concil. Chalced.*, art. III = MANSI, *Concilia*, VI, p. 1025, cité par LEQUIEN, *Or. Chr.*, II, 527-529. Comp. J. MASPERO, *Pap. grecs d'ép. byz. (Catal... Caire)*, III, 67.286, p. 25, qui suppose toutefois le couvent situé entre Alexandrie et l'antique Canope : ce n'en est pas moins le couvent qui retient alors l'attention.

⁷ Du moins à ma connaissance.

⁸ Néanmoins Canope pourrait rester *civitas*, de même que la *regio* de Marea, citée dans l'édit XIII de Justinien, dépendait pourtant, au

ne relève point d'Alexandrie, l'évêque du IV^e siècle réside à Schédia¹, et s'intitule évêque de Schédia et du Ménélaïte². Ménélaïte, c'est-à-dire sans doute³ l'antique Ménélaïs des Pap. de Zénon : ainsi, le siège de prophéties assez lucratives pour être achetées, dès le second Ptolémée, même par des Grecs⁴, n'a sans doute pas perdu toute importance, puisqu'il devient maintenant la seconde résidence, au moins nominale, de l'évêque de Schédia, et surtout le centre d'une *civitas*⁵, comme le prouve l'édit de Justinien déjà nommé. Ménélaïs,

moins à l'époque d'Athanase, de l'évêché d'Alexandrie. Cf. ATHAN., *Apol. II adv. Arrianos*, cité par MIGNE, P.G., 67, n. 40 à SOCRATE, *H. eccl.*, I, 27 (comp. THEODORET, *H. eccl.*, I, 30, 12). Tel est le sens des passages où ces auteurs font du Maréotique une chôra d'Alexandrie, passages cités sans explication par CALDERINI, *op. cit.* (cf. J. MASPERO, *op. cit.*, I, c.). — Mais Canope n'est pas dans les listes « profanes » et puis dans ce cas devrait, au point de vue religieux, plutôt dépendre de Schédia, de même que Ptolémaïs, restée chef-lieu civil, et qui a un couvent (PLAUMANN, p. 122) relevait de This au point de vue religieux (p. 121). Tout au plus renferme-t-elle un poste militaire, si tel est le sens du *castellum* cité par LEQUIEN, *op. cit.*, II, 527-528 (sur la base navale ptolémaïque, BRECCIA, *op. cit.*, p. 355).

¹ Sur son importance économique, STRABON, XVII, 800. Elle est connue en outre à l'époque ptolémaïque pour sa proseuché juive : O.G., 726 (quelle que soit sa date : FUCHS, *Die Juden Aegyptens*, pp. 8-9).

² LEQUIEN, *Or. Chr.*, II, 530, pour l'année 362. Et, en 325, un Athanas (H. GELZER, *Patr. Nic. nom.*, LX) est évêque de S. « de Thébaïde »; erreur, selon LEQUIEN, à moins qu'il ne s'agisse (même ainsi une erreur reste possible, au point de vue ecclésiastique : cf. la version copte, etc. au nord) de l'Ἐρμοπολιτικὴ φυλακὴ de *Geogr. gr. minores* (MÜLLER), I, p. 122, 22, à laquelle correspond la *χάτω φυλακὴ ἐν Σχεδία* de P. HIBEH, 110, 25. [Je ne puis voir Ed. SCHWARTZ, *Abh. Münch.*, 13, 1937.]

³ Si Ménélaïte désignait ici Canope, c'est que Canope dépendrait de Schédia au point de vue religieux : or cf. ci-dessus. Si Ménélaïte désignait seulement la *regio* de Schédia, on ne comprendrait pas que Schédia et Ménélaïte soient nommés côte à côte dans une liste de caractère civil (cf. plus loin). Resté notre solution. Cf. sur tout cela WILCKEN, *Grundz.*, p. 78, n. 5; p. 78, en haut (C.P.R., 19); P. ROSS, *Geogr.*, IV, p. 104.

⁴ Cf. H. HENNE, *R.E.A.*, 1935, p. 48, sur le livre de Brady.

⁵ Schédia en revanche n'est pas nommée dans HIEROCLES (V, 535); elle le sera avec Ménélaïs dans GEORGES DE CHYPRE, 727 (début du VII^e siècle).

dans la suite, acquiert plus d'importance encore, puisqu'elle a, semble-t-il, son évêque propre ¹.

Mais mon but n'est pas d'insister sur les destinées de tous ces lieux aux basses époques. Je me hâte d'arriver dans une région voisine, où nous rencontrerons, non seulement un nome généralement méconnu, le nome de Bérénice, mais peut-être même un second Ménélaïte, encore plus méconnu, et tout à fait distinct semble-t-il du nome connu.

II

1

Le nome de Bérénice est attesté tout d'abord par une inscription grecque, d'époque ptolémaïque, découverte et publiée naguère par Ev. BRECCIA ². Sa métropole serait Pse-namôsis. La date du texte est incertaine : fin du III^e siècle, ou début du second ³. En tout cas, nous le verrons, le nome devait exister dès le III^e siècle.

Il n'était peut-être pas inconnu jusqu'ici, mais personne ne semble s'être aperçu de son existence. Dans *B.G.U.*, IV, 1123, 2, il est question d'une terre *περὶ κώμην Σύρων, μεσόγειον* ⁴ τῆς Ἀλεξάνδρου νήσου τοῦ Μεγελαίου, νομοῦ δὲ βερενίκης. Sur le sens du passage, s'il est bien lu, les interprètes évitent de se tromper avec éclat, puisque aucun d'eux n'en propose une traduction, mais tous — qu'il s'agisse de

¹ Cf. peut-être GELZER, *B.Z.*, II, 24 (v. 538-610) à moins d'admettre avec lui que Menelaos est une erreur pour Métélite; et en tout cas la liste trilingue des évêchés — sinon les références, que je ne puis consulter, sur Schedia dans KEES, *Pauly*, qui croit à la persistance de l'union.

² *B.S.A.A.*, 1929, p. 66 = *S.B.*, IV, 7457. — Cf. P. ROUSSEL, *R.E.G.*, 1930, p. 215, qui rapproche avec raison *Archiv.*..., I, p. 209, n. 27 et (V), p. 162, n. 8.

³ Cf. plus loin. Les détails viticoles et monétaires n'aident pas.

⁴ Malgré les points, une note de SCHUBART ajoute : « ziemlich sicher ».

SCHUBART ¹, ou de P.M. MEYER ², ou de PREISIGKE ³, ou de CALDERINI ⁴ — négligent νομοῦ δὲ Βερενίκης.

En réalité, quelle que soit la localisation des villages en question, et du Ménélaïte lui-même — nous proposerons une interprétation tout à l'heure — le nome de Bérénice est bel et bien mentionné. Il existait donc encore, soit tout à la fin de l'époque ptolémaïque, soit au début de la domination romaine, puisque telle est la date de ces papyrus d'Abousir.

A-t-il subsisté dans la suite? L'on est en droit de poser la question depuis que le Pap. 7 de Hambourg, du 30 juin 132, mentionne un comogrammate Πεπταύγων καὶ ἄλλων χωμῶν τοῦ βερενείκης νομοῦ. On localisait ce nome, jusqu'à présent, sur la côte de la mer Rouge, autour de la Bérénice des Troglodytes. En fait Πεπταύγου (ou Πεπταυγοί, etc.) n'est pas plus exotique que Psenamôsis. Et le papyrus n'a pas dû être trouvé *in situ*.

Toutefois, le silence de STRABON et de PLINE, joint au fait que, comme nous allons le voir, le nome de l'inscription Breccia doit se localiser plus précisément autour du lac d'Edkou, donc dans la région qui, dès l'époque de PLINE,

¹ SCHUBART, qui ne ponctue pas le texte grec, comprend qu'il s'agit du village des Syriens situé dans l'Alex. chôra (B.G.U., IV, 1132), et que la terre en question appartenait en partie à ce nome, en partie au Ménélaïte. Du nome de Bérénice, point question. A l'index l'île d'Alexarchos elle-même est placée dans l'Al. chôra; Berenikè, etc., n'y figure nulle part. — Même interprétation déjà dans *Archiv*, V, p. 38, n. 5, cette fois avec ponctuation, bizarre, du texte grec.

² Dans son commentaire de *P. Hamb.* 2, il place lui aussi le village des Syriens dans l'Al. chôra. Mais la mention du nome de Bérénice ne l'a point frappé : pourtant, cf. *P. Hamb.* 7 (cité ici plus loin).

³ W.B., s.v. *Alexarchou nêsos*, il transcrit le passage en l'arrêtant après νομοῦ ; l'île est donc donnée comme appartenant au nome ménélaïte. De la particule δὲ et de Βερενείκης aucun compte. A Βερ. νομός il est question seulement de *P. Hamb.* 7.

⁴ Dans son précieux *Dictionnaire géographique*, A. CALDERINI, sans autre commentaire, attribue l'île d'Alexarchos au nome ménélaïte. — BRECCIA, dans *Al. ad Aeg.*, éd. angl., p. 80 en haut, parle, dans le voisinage d'Alexandrie, d'un village de Bérénice que je ne parviens pas à identifier. — [G. VAGGI, *Aeg.*, XVII, 31, place le vill. des Syr. entre l'île d'Alexandre (*sic*), et le nome ménél.]

avait pris le nom de Métélite, me ferait volontiers penser que le nome de Bérénice sous Hadrien est bien celui de la mer Rouge, et que le nôtre est tout simplement l'ancêtre du Métélite. Il est vrai que STRABON, quelle qu'en soit la raison¹, ne nomme pas plus l'un que l'autre : peut-être le changement de nom, avec toutes les incertitudes qu'il entraîne en matière de géographie administrative, date-t-il précisément de son époque? Après Hadrien, en tout cas, il n'est plus question d'aucun nome de Bérénice.

2

J'ai négligé de dire jusqu'à présent la provenance exacte de l'inscription Breccia. Il s'agit de Kôm Touqala, à 5 kilomètres au nord d'Abou Hommos, markaz de la moudirieh de Béhéra². Abou Hommos lui-même, d'après l'excellente carte de DARESSY, dans la *Revue de l'Égypte ancienne*³, est à peu près à égale distance de Damanhour et de Schedia, plus près toutefois de cette dernière. Bref le nome de Bérénice devait se trouver au moins au sud, peut-être tout autour, du lac d'Edkou.

Quant au village des Syriens, et à l'île d'Alexarchos⁴, sont-ils situés, comme certains, on l'a vu, le disent ou le suggèrent — tout en adoptant le texte de SCHUBART —, l'un dans l'Alexandreôn chôra (où il existe bien d'ailleurs un

¹ Il ne dit rien de l'Égypte entre la bouche canopique et la Bolbitine. Peut-être ne s'est-il pas intéressé à cette région du lac d'Edkou. Peut-être ARTÉMIDORE, sa source, ne s'y est-il pas intéressé non plus, et ne mentionne-t-il pas le nome de Bérénice, à tort probablement. — D'ailleurs STRABON cite plus encore des métropoles que des nomes; or sur Psenamôsis, cf. plus loin.

² Je tiens ces renseignements tant de M. HENRI GAUTHIER, que de M. LOUIS SAISSE, inspecteur au ministère de l'Instruction publique égyptien. Je tiens à les remercier encore ici très vivement.

³ *Loc. cit.* Réserve faite, naturellement, sur la localisation de certains lieux, qu'ils soient discutés ou non ici.

⁴ Avec un texte où *μεσόγειον* serait remplacé par un adjectif de sens tel que : voisin de, ou en face de, l'île d'Alexarchos ferait bien partie du nome ménélaïte, mais le village des Syriens serait tout de même à situer dans le nome de Bérénice, comme nous allons le proposer.

village des Syriens), l'autre dans le nome Ménélaïte?

Cette solution paraît précisément incompatible avec ce texte; cela ferait une géographie bizarre. Je crois en effet qu'il faut traduire, si la lecture de SCHUBART est juste : « près du village des Syriens, à l'intérieur de l'île (ou peut-être presque île) d'Alexarchos du Ménélaïte (entendez : de la toparchie du Ménélaïte), et dans le nome de Bérénice ». Exactement la même construction que dans *P. Rein.* 10, 11 et 32 : ἐν χωμῇ Τηναί τοῦ Μωρχίτου, [νομοῦ δ']¹ Ἐρμοπολίτου.

Il y aurait en tous cas deux villages des Syriens dans cette région, l'un dans l'Alexandreôn chôra, l'autre dans le nome de Bérénice. Et cela n'a rien d'étonnant si l'on songe qu'il existe encore des villages de ce nom² au moins dans l'Héliopolite, l'Arsinoïte (et même³ dans chaque *meris*) l'Oxyrhynchite et sans doute l'Hermopolite, énumération des plus intéressantes, soit dit en passant, pour l'histoire de cette influence syrienne en Égypte qui, depuis quelques années, fait l'objet de brillants travaux⁴.

Et peut-être, si la lecture de SCHUBART est juste, faudrait-il compter désormais deux Ménélaïtes, le nome connu, et la toparchie du nome de Bérénice, et sans doute, du même coup, deux Ménélaïs sur lesquelles nous reviendrons. De toute manière le nome était assez étendu pour comprendre au moins deux toparchies : l'une pouvait être celle de la métropole Psenamôsis, voisine de Schedia, et de la branche canopique du Nil, mais sur la rive droite; l'autre, quel que fût son nom, serait peut-être à chercher sur les bords du lac

¹ Restitution pratiquement certaine. Autre Tènis (Memphite) : *B.G.U.* VII, p. 128, n. 20; *P. Loeb*, p. IX, a.

² PREISIGKE, *W.B.*, et *P. Loeb*, p. IX, n. 9.

³ Contrairement à ce que pensaient encore les éditeurs de *P. Tebt.*, II,

⁴ Il suffira par exemple de rappeler les noms de PERDRIZET, ROSTOV-TZEFF, WILCKEN, etc., et j'en ajouterais d'autres sans doute si je pouvais suivre régulièrement *Syria*. — Je ne vois pas quel est le « village des gens d'Antioche » cité, dans le voisinage d'Alexandrie, par BRECCIA, *Al. ad Aeg.*, p. 80 en haut. — [Cf. KEES, *Pauly*, Σ.Ζ.; G. VAGGI, *loc. cit.* : relevé précieux, avec des insuffisances. J'y reviendrai, par exemple sur l'Arsinoïte; peut-être même y avait-il une Σ.Ζ. du Memphite.]

d'Edkou : sans y forcer ¹, la mention de l'île ou presque île d'Alexarchos y invite.

Le nome, du moins jusqu'au début de l'époque romaine, devait être fertile et riant. Au sud, d'après l'inscription Breccia, de gros cultivateurs grecs se réunissent dans la métropole, en une association qui comprend au moins vingt-neuf membres, dans un édifice (*oikos*) qui leur appartient, auquel s'adjoint un gymnase, également privé, sur un terrain qui leur a été donné par leur bienfaiteur Paris, mais qu'ils avaient d'abord l'intention de lui acheter. Une des fêtes en l'honneur de ce Paris doit avoir lieu chaque année lors de la vendange.

Aujourd'hui encore la région agricole de Kôm Touqala est, dans l'ensemble, une région de peuplement particulièrement dense ².

Au nord, le texte de Berlin nous prouverait qu'à cette époque la terre, à la supposer moins fertile en céréales (il y est question de $\gamma\eta\ \acute{\epsilon}\nu\ \acute{\upsilon}\pi\omicron\lambda\acute{o}\gamma\omega\iota$), portait, là aussi, avec des pâturages, des vignobles florissants. Le lac d'Edkou, tout au moins sur une partie de ses rives ou même de ses îles, était peut-être alors une manière de Mariout ³. De riches Alexandrins y avaient des propriétés, y venaient pêcher ou chasser.

3

De ce nome ainsi ressuscité — sauf erreur — on aimerait connaître les destinées. La Bérénice qui lui donna son nom est-elle la seconde femme de Ptolémée I^{er}, dont le sou-

¹ Cf. P. Lille 25, n. 27; W.B. $\nu\eta\sigma\omicron\varsigma$, 3. Même si l'île d'Alexarchos est située dans le Ménélaïte, on ne voit pas bien comment la chercher près de Kôm Touqala. Par conséquent, le village des Syriens du texte de Berlin serait quelque part au nord-ouest, donc plus ou moins près du lac d'Edkou. — On ne voit pas comment l'île d'Alexarchos pourrait être marine, telle l' $\Delta\rho\gamma\acute{\epsilon}\omicron\upsilon\ \nu\eta\sigma\omicron\varsigma$ citée par BRECCIA, *Monum.*, I, p. 16, n. 3, fin.

² Renseignement de M. SAISSE (ici p. 150, n. 2).

³ Il y aurait donc eu des vignobles du Mariout au lac d'Edkou, en passant par le lac d'Aboukir; comp. en effet le vin de Karioun, cité, avec référ., par MASPERO-WIET, *Matériaux pour servir à la géographie de l'Égypte*, p. 161 en bas.

venir se perpétuait en tant de lieux d'Égypte du Delta ¹ à la mer Rouge — ou l'épouse tendrement aimée de l'Evergète, sinon même leur fille, morte en bas-âge² Comme le nome ne figure pas dans la *Rev. Law*, il est possible qu'il n'ait dû l'existence, ou du moins son nom, qu'à Ptolémée III ³. Peut-être fut-il taillé dans un nome plus méridional s'étendant alors jusqu'à la mer, dans le Saïte par exemple, ou encore le Sébennyte ⁴, d'où se détachera peut-être aussi, plus tard, le Cabasite ⁴.

¹ Cf. — outre le *Berenikeion* d'Alexandrie (CALDERINI, *s.v.*) —, Ἰῶρος βερενίκης; des P. de Zenon (EDGAR, *P. Mich. Z.*, p. 21).

² A moins de supposer que le nome fut créé par le second Ptolémée en l'honneur de sa mère en même temps que l'Arsinoïte. Mais on sait que l'Evergète et sa femme s'intéressèrent beaucoup au Delta, à Canope en particulier (BRECCIA, *Monum.*, I, p. 18). La création d'un nome, en l'honneur de la reine, par le « fils » de celle qui donna son nom à l'Arsinoïte, serait naturelle. — L'on sait toutefois qu'il existait au Fayoum un *potamos* dit de Bérénice la jeune, dont les éditions de *P. Tebt.*, II, font la fille d'Evergète (*P.P.*, III, 43, 2, v., III, 22; an 2 de ce roi; cf. *P. Tebt.* III, 720). Le nome n'aurait-il pas été créé en l'honneur de la jeune morte, après le canal en l'honneur de la vivante? Or, sur les monnaies du Métélite (VOGEL, *op. cit.*, p. 58, n. 298 et p. 63), figure une Isis-Korè (cf. *P. Oxy.* 1380, 71). Une Korè ravie par Hadès, comme la petite princesse, c'est une curieuse rencontre : mais rien de plus, peut-être. Il serait possible que le nome ait été nommé d'après la mère, le canal d'après la fille qui venait de naître? Il faut laisser ici les problèmes que poserait ce dernier point. — Songer à la fille de Philadelphie n'irait guère.

³ L'hypothèse du Sébennyte est préférable, si l'on admet que l'AL. chôra était limitrophe du Bousirite (p. 141, n. 1). — Si l'on suppose (cf. ci-après) que le Cabasite s'est détaché du Sébennyte (et non du Saïte), il n'y a peut-être pas lieu de préciser, à cause de l'époque probable, du Sébennyte *katô* (= Xoïte), car à l'époque de STRABON le Xoïte, nome indépendant depuis le II^e siècle avant J.-C. (cf. ma *Liste des Stratèges...*, p. 42; H. GAUTHIER, *Nomes d'Eg.*, p. 151, a donc tort de croire que le Xoïte n'apparaît pas avant l'époque romaine), fait à nouveau partie du Sébennyte (STRABON, XVII, 802), comme sans doute à l'époque de la *Rev. Law*, pour être à nouveau indépendant dès la fin du I^{er} siècle (PLINE) et à l'époque de PTOLÉMÉE (IV, 5, 2, p. 708, 5); comp. le Sébennyte *anô* de ma *Liste...*, p. 37. Il y a aussi des monnaies des deux Sébennytes (VOGEL, p. 60): Xoïte serait donc peut-être une désignation moins officielle, moins solennelle si l'on veut, que Sébennyte *katô*; comp. le Perithèbes des ostraka, par exemple, et le grand Diopolite des monnaies, à la même époque.

⁴ A moins d'admettre que ce nome de Bérénice n'ait compris aussi le territoire du Cabasite, et que Métélite (cf. ci-dessus) et Cabasite,

Naturellement la toparchie du Ménélaïte, s'il y avait bien une toparchie de ce nom sur son territoire, existait avant Ptolémée III, car elle supposerait l'existence d'une Ménélaïs distincte de celle du nome ménélaïte, mais de même origine vraisemblablement. Il est fâcheux, de toute manière, que nous ne soyons pas mieux renseignés sur le rôle du frère de Soter, et sur ses relations avec le roi; il existe aussi un *Μενελάου χώριον* au Fayoum, et Xénophon d'Ephèse, à tort ou à raison¹, appelle canal de Ménélas le canal qui joint Alexandrie à Schedia, ou tout au moins en attribue la construction (ou l'achèvement) à un personnage de ce nom².

Quoi qu'il en soit, cette Ménélaïs supposée³ du nome de Bérénice aurait eu une existence obscure, puisqu'elle ne fut même pas choisie pour être la capitale du nouveau nome. Mais Psenamôsis n'est pas mieux connue, et devait être en décadence au premier siècle de notre ère, s'il est vrai que Métélis lui succéda, donnant même son nom à la province. Il est bien fâcheux enfin qu'on ne puisse identifier l'Alexarchos⁴ de l'île (si vraiment elle faisait partie du nome

mentionné pour la première fois par PLINE comme le Métélite, n'aient été créés tous deux vers le premier siècle de notre ère.

¹ Après Ménélas, il aurait pu changer de nom officiel, tout au moins selon les réfections ou selon les endroits : cf. par exemple *I.G.R.*, 1055-1056 (comp. BRECCIA, *Al.*, p. 79) et 1099, documents d'interprétation délicate. On peut songer aussi à des branches latérales, etc.

² H. HENNE, art. cité, pp. 99-103, où j'ai malheureusement négligé de citer PERDRIZET, *Mon. Piot*, t. 25, 1922 (*Mélanges en l'honneur de Champollion*) = *Antiq. de Leontopolis*, p. 7, qui m'a échappé, alors que pourtant l'itinéraire de mes brigands passait, p. 100, par Léontopolis.

³ Si, malgré DARESSY, et selon MASPERO-WIET, on admet que Meneliatou-Thbador = Edkou, en expliquant l'équation par un transfert du siège de l'évêché de Ménélaïs à Edkou, on serait tenté de confondre notre Ménélaïs supposée avec celle du nome ménélaïte, et de la placer tout près d'Edkou; en d'autres termes le nome de Bérénice serait né du nome Ménélaïte d'abord étendu à l'est de la branche canopique. Mais l'on s'attendrait alors à voir figurer le Métélite, s'il est bien l'ancien nome de Bérénice, dans l'édit de Ti. Julius Alexander, à propos de l'*archaia gè*. En revanche, M. du *topos* = peut-être Edkou ?

⁴ On imagine difficilement qu'il s'agisse du fameux frère de Casandre : cf. *Cambridge Anc. Hist.*, VI, index.

de Bérénice), non plus que le Paris de l'inscription Breccia dont nous savons seulement qu'il était *syngenes*¹.

Bref, il faut bien reconnaître que, de ce nome de Bérénice, si l'on a eu quelque raison de le ressusciter, les destinées sont assez obscures. Elles ne durent jamais se confondre, avons-nous dit, même du jour où il s'appela peut-être le Métélite, avec celles des deux nomes leurs voisins de l'Occident.

Un temps viendra, néanmoins, où leur administration sera unifiée; mais alors les nomes proprement dits n'existent plus. En mentionnant Mallidis = Meneliatou-Thbachor des listes d'évêchés = Menelaïs du nome ménélaïte, les historiens arabes² notent qu'elle forme avc Maçil = Metelis³, et Kartassa = au fond Damanhour⁴, une seule *kûrah*. Ainsi

¹ BRECCIA conclut de là que l'inscription doit être plutôt du II^e que du III^e siècle (an 20, l. 31 : donc d'Epiphane ou successeurs). C'est probable, non rigoureusement certain. Car si la hiérarchie aulique ne fut peut-être définitivement constituée qu'au II^e siècle, et surtout si l'extension des titres aux fonctionnaires de province, à des catégories de plus en plus larges, ne date que du II^e, avec systématisation, « bureaucratization » marquée dès la deuxième moitié du II^e siècle (cf. provisoirement ma *Liste...*, p. *21, n. 8; comp. SKEAT, *Mizraim*, II, 1936, p. 33, qui a toutefois négligé S. B., 3941, etc.; en outre je ne sais si U.P.Z. 124 est de 112, sans quoi Cratère serait peut-être *syngenes*), rien ne dit qu'après tout le titre de *syngenes* lui-même n'ait pas existé dès le III^e : l'« ordre » des α'φίλοι existerait en effet dès 255-54 (BRECCIA) et même 284-93 (WILHELM), en tout cas, semble-t-il, en plein III^e siècle (cf. S.B., III, 6665 = S.E.G., II, 864); d'autre part, dès avant 201, semble-t-il, et peut-être assez avant, deux officiers, l'un Crétois, l'autre Etolien, de la garnison ptolémaïque de Gaza, ont l'*agrafe d'or*, qui indique au moins le titre de premier ami (P. ROUSSEL, *Aeg.*, 1933, p. 145). Il ne serait donc pas impossible que dès Evergète, par exemple, même le titre de parent ait été accordé, par faveur tout à fait personnelle du souverain peut-être, mais il n'importe, soit à certaines personnes hors d'Egypte, pour des raisons de prestige, soit en tout cas à des personnages en résidence à la cour, ou non loin de la cour. Ainsi notre inscription pourrait être de l'an 20 d'Evergète, et le *syngenes* Paris un courtisan « propriétaire » (myriaroure?) dans le nome de Bérénice.

² MASPERO-WIET, *op. cit.*, p. 198 et surtout p. 147 (*Yâqât*).

³ *Op. cit.*, p. 193.

⁴ *Op. cit.*, p. 146, et DARESSY, *loc. cit.*, pp. 28-29.

puisque la kûrah succède à la pagarchie, et que celle-ci, en étendue, représente peut-être à peu près ¹ l'ancien nome ², il en résulterait qu'après la conquête arabe, à une époque malheureusement indéterminée ³, les trois anciens nomes : Alexandreôn chôra, Ménélaïte ⁴, et Métélite (c'est-à-dire l'ancien nome de Bérénice) autrement dit les trois pagarchies d'Hermou, Ménélaïs, et Métélis, étaient réunis ⁵ pour l'administration, formaient ensemble ⁶ une seule kûrah.

¹ En fait, si le nombre « littéraire » des Kûrah oscille entre 72 et 95, il serait environ le double du nombre « traditionnel » des nomes; mais en général elle ne représenterait pas bien non plus l'ancienne toparchie.

² Cf. MASPERO-WIET, p. 170; *P. Lond.*, IV, p. 504 (1601b) et référ.; GEFM. ROUILLARD, *op. cit.*, p. 57. — Pourquoi ne pas supposer que l'emploi du mot Kûrah a été suggéré aux Arabes, conquérants d'Alexandrie, par la survivance de l'Al. chôra, comme expression géographique, et comme titre occasionnel de l'évêque d'Hermoupolis-Damanhour? L'emploi général de *χώρα* en grec, en ce sens, serait peut-être au contraire emprunté à l'arabe.

³ Le nom des historiens qui nous transmettent ces listes ne nous apprendrait rien de précis sans doute sur le moment où a commencé, où a pris fin cette réunion; peut être avec les Kûrah elles-mêmes. Cf. MASPERO-WIET, *op. cit.*, p. 172.

⁴ Resterait peut-être à part Canope (cf. ci-dessus), et Schedia, polis dans GEORGES DE CYPRE, bien que celle-ci tout au moins, quoiqu'elle ne soit pas mentionnée par MASPERO-WIET à cette occasion (cf. s.v. Chereu), ait pu faire partie de la Kûrah.

⁵ Le but de cette réunion nous échappe; peut-être le territoire était-il alors moins fertile et moins peuplé. Je doute toutefois que dès le v^e siècle, comme semble le dire CALDERINI, l'Al. chôra n'ait plus été qu'un lieu de rélegation. Dans la lettre du pape Simplicius, qu'il invoque (*Coll. Avell.*, éd. GÜNTHER, p. 146), le pontife demande simplement à l'évêque Acacius de Constantinople d'agir auprès de l'empereur Léon pour qu'on ne permette pas (*non sinatur*) à l'ex-évêque d'Alexandrie Petrus (Mongus), maintenant que Timothée le catholique est rétabli sur son siège, de résider dans l'Al. chôra (*habitare in Alexandrina regione*), et pour qu'on le relègue *extra terminos patriae*, de peur que son action ne nuise aux esprits non prévenus. L'apparente équivalence de *regio* et *patria* laisserait croire, si l'on veut que ces termes aient un sens administratif, que le pape, ou sa chancellerie, confondent quelque peu la cité d'Alexandrie et la *regio* voisine (pagarchie d'Hermou, qui a son évêque : cf. ci-dessus); ce ne serait pas bien grave et ne changerait rien au fond des choses; mais *patria* ici ne peut-il désigner toute l'Égypte, la défense de résider dans l'*Alexandrina regio* étant une première mesure complétée (*et = et même?*) par la rélegation hors d'Égypte?

⁶ Dans ce cas, l'hypothèse d'un transfert de siège épiscopal de Méné-

III

Si nos remarques se justifiaient, nous pourrions croire que nous avons vu naître, vivre, et mourir trois nomes du Delta, dont le nom s'associe à l'œuvre des premiers souverains de l'Égypte grecque.

Le fondateur d'Alexandrie aurait aussi créé le « pays des Alexandrins » qui participe d'une certaine manière aux privilèges de la cité. Le fondateur de Ptolémaïs, en l'honneur de son frère Ménélas, détache peut-être à son tour de ce nome un nome également privilégié. Ce Ménélas dont l'histoire sait si peu de chose — il est à peine mentionné dans la prosographie de BERVE, et, prêtre éponyme sous le règne de Soter, nous ne savons même pas s'il l'est encore dans les premières années de Philadelphie¹ — n'en dut pas moins être un fidèle second du premier Lagide, non seulement dans la guerre, mais aussi dans la paix, et nous avons pu supposer ou rappeler l'existence d'autres lieux nommés d'après lui. Philadelphie, lui, lorsqu'il veut honorer une province d'Égypte en lui donnant le nom de sa femme, ne la choisit pas dans le Delta, c'est la *Limnè*, son œuvre chère, qui reçoit

laïs-Thbachor (du nome ménélaïte) à (Ménélaïs ?)-Edkou (du Métélite) deviendrait toute simple. Et nous ignorerions le nom arabe de Thbachor.

¹ Je fais allusion à *P. Hibeh*, 84, a : cf. BILABEL, B.L. On verra qu'il est difficile pour deux raisons d'admettre qu'il s'agit de l'an 5 royal de Soter. Mais il est peut-être un peu plus difficile, me semble-t-il, de supposer une datation précise par le prêtre seul, encore plus, en admettant cette anomalie, d'en ajouter une seconde : une datation vague par Philadelphie semblable à une datation vague par son prédécesseur. — Pour cela, je croirais que Ménélas fut prêtre sous Soter seulement (peut-être n'a-t-il guère survécu à son frère), et j'ai du mal à croire, même, qui attendit les dernières années du règne.

De toute manière, il est vrai, l'on pourrait se demander si ce n'est pas Philadelphie qui a créé le Ménélaïte. Mais pourquoi Soter n'aurait-il pu avoir cette idée ? L'on remarquera en particulier que le canal « de Ménélas » dut s'achever sous Soter : c'était une nécessité vitale pour Alexandrie.

le nom de sa chère épouse et sœur en devenant l'Arsinoïte. En revanche Evergète¹ crée peut-être le nome de Bérénice.

Malheureusement, notre documentation est encore si pauvre qu'il ne peut guère s'agir, ici et ailleurs, que de simples suggestions. Malgré tout l'on devine dans le Delta, de la part des premiers rois — car ces créations ou changements de nom, ne sont pas nécessairement, pas probablement, de pures formalités — l'on devine, aux bords de ces lacs où, comme en témoigne l'histoire, la mort le dispute sans cesse à la vie, toute une œuvre analogue ou semblable à celle que les papyrus de Zénon et d'autres nous ont révélée pour le Fayoum. Malheureusement pour notre curiosité le Delta n'est pas le Fayoum. Souhaitons que de nouveaux documents, ou d'anciens mieux interrogés, viennent confirmer — ou rectifier — les résultats proposés.

Pour cette raison même, je m'excuserais peut-être d'avoir attiré l'attention sur des détails parfois si infimes, ou hypothétiques. Mais GRENFELL et HUNT eux-mêmes, sous le patronage moral desquels se tient ce Congrès, n'ont pas dédaigné ce genre d'études dont ils ont donné, au tome II des *Pap. de Tebtynis*, ou dans leur commentaire de *P. Oxy.* 1380, des modèles inégalés. Et c'est à leur mémoire que je me permets de dédier cet exposé.

Henri HENNE.

P.-S. — M. Gaston WIET veut bien m'écrire qu'il ne peut y avoir de doute sur la lecture Etkou(a) = Edkou; il a même l'extrême obligeance de me dire pourquoi. — La variante, fautive, s'explique paléographiquement. — Je le remercie bien vivement à nouveau.

¹ Il n'en résulte naturellement pas qu'il ait négligé le Fayoum; songeons à Ptolemais Euergetis. Mais aussi cf. *P. Tebt.*, III, 701, l. 322, note.

The *Feriale Duranum*

(Summary)

The *Feriale Duranum* will be published in volume VI of *Yale Classical Studies* by R.O. FINK, W.F. SNYDER and A.S. HOEY under the general editorship of Professor M. ROSTOVITZEFF. As this volume will appear in the course of 1938, a brief résumé only is offered of the paper read to the Fifth International Papyrological Congress in Oxford.

The *Feriale Duranum* was discovered at Dura-Europus by the joint expedition of Yale University and the Académie française des Inscriptions et Belles-Lettres in the campaign of 1931-1932. It was introduced to papyrologists at the Third International Congress at Munich in 1933 by Professor ROSTOVITZEFF¹, and its contents were summarized in the Fifth Dura Report, where a reproduction of a few lines also appeared².

Additional fragments have since been assembled and arranged, so that the text, as it now stands, consists of portions of four columns. It has been possible to reconstruct forty-three entries, comprising a total of sixty-five lines.

¹ *Münchener Beiträge z. Papyrusforschung*, XIX (1934), pp. 364-367. Cf. *Comptes rendus de l'Ac. des Inscr. et Belles-Lettres*, 1933, pp. 312 f.

² *The Excavations at Dura-Europus*, Preliminary Report of the Fifth Season of Work (Oct. 1931-March 1932), ed. M. I. ROSTOVITZEFF, 1934, pp. 295 f.; Pl. XXXI, 2.

Palaeographically, the document is of importance as an extensive and excellent specimen of rustic capitals in a period for which few examples of this script are extant.

In form the document is a *feriale*, this term being applied to lists comprising only festival days (*feriae*) as distinguished from *fasti*, which contain all the days of the year. It records the festivals prescribed for official celebration by the Roman garrison at Dura in the reign of Severus Alexander, as is apparent from internal evidence.

Its official character is self-evident. Written in the official language of the army, it contains what is in effect simply an abbreviated version of the state religion, with the significant omission of even those Oriental cults which had become part of the *sacra Romana*. That it is a standard *feriale* is made clear by the almost complete omission of local or particular references and by the uncompromising presentation of the state cults. This is of the first importance. For by reason of this character we are able, given only this unique survivor of all the lists which regulated the official ceremonial life of the army throughout the empire, to go far towards understanding that whole ceremonial life and the religion of which it was the expression.

All the essential elements in the state religion are represented. There are besides a few festivals of peculiarly or of especially military significance. All else is excluded. The contents of the list are as follows .

(a) Non-dynastic *feriae* of long standing in the *fasti publici* — the Quinquatria, the Vestalia, the Saturnalia, the Neptunalia, the Natalis Urbis Romae, and the festival of *Salus publica*.

(b) Celebrations in the cult of the reigning emperor. The anniversaries of the designation to his first consulship, and of his Caesarship and assumption of the *toga virilis* are commemorated, as well as his *dies imperii* (senatorial and military) and the conferring of various titles on the

following day. The type of emperor-cult embodied in these entries conforms absolutely to the Augustan norm.

(c) Celebrations in the cult of the *divi*. Entries are extant prescribing the celebration of the *natales* of eleven *divi*, including *divus Iulius*. The *natales* of Vespasian, Titus, Nerva and L. Verus fall in months for which the entries have perished. If these four were included, this list would be identical with the state list of the period. The *dies imperii* of certain *divi* — Trajan, Antoninus Pius, M. Aurelius and L. Verus, Septimius Severus, and Caracalla — are also commemorated, as well as victories of Septimius Severus and one of his imperatorial acclamations.

(d) Celebrations in the cult of the *divae*. The *natales* of the following *divae* are commemorated : — Marciana, sister of Trajan, Matidia, niece of Trajan and mother-in-law of Hadrian, Faustina, wife of Antoninus Pius(?), Iulia Maesa, Iulia Mamaea, and one whose name cannot be restored.

(e) There are two problematic entries which perhaps refer to members of the *domus Augusta* of this and of a previous reign.

(f) Festivals of especially military interest — the commemoration of Eastern victories of Septimius Severus, the games of Mars Ultor on May 12, the *natalis* of Mars Victor on March 1, and a celebration on January 7 connected probably with the payment of the troops and with discharges. Two entries refer to the *Rosaliae Signorum*, a celebration which has been interpreted as the military version of a festival which became popular in the IInd and IIIrd centuries A.D. ¹.

A.S. HOEY.

¹ A. S. HOEY, *Harvard Theol. Rev.*, XXX (1937), 15 ff.

Quelques papyrus de Bruxelles

(Résumé)

La Fondation égyptologique Reine Elisabeth est loin de pouvoir rivaliser avec certains instituts d'Europe ou d'Amérique possédant des centaines, et parfois des milliers de textes, parmi lesquels abondent des pièces importantes et bien conservées. Ses richesses en papyrus grecs sont encore très modestes. Mais, après avoir, pendant une dizaine d'années, porté ses principaux efforts sur la constitution d'une bibliothèque papyrologique aussi complète que possible et sur l'établissement des instruments de travail indispensables, la section gréco-romaine de la Fondation considère l'acquisition de papyrus grecs comme le principal objectif restant à atteindre afin de réaliser pleinement son programme.

Ce vœu a récemment reçu un commencement de réalisation : le petit lot de papyrus que la Fondation égyptologique possédait déjà s'est accru, au cours de l'année 1936, grâce à une subvention accordée par le Ministère de l'Instruction publique de Belgique pour acquérir en Allemagne des livres et du matériel scientifique, conformément à un accord conclu entre les deux gouvernements. Le professeur Carl SCHMIDT, de Berlin, avait précisément rapporté d'un voyage en Egypte une série de textes qu'il a bien voulu nous céder, après que le D^r Hugo IBSCHER les eut déroulés et préparés.

Si l'on fait abstraction de six papyrus démotiques, la collection est composée d'environ cent cinquante textes, tous

grecs. L'étude en a été entreprise avec la collaboration, très précieuse, de M^{lle} Claire PRÉAUX. En attendant de pouvoir donner une publication d'ensemble, nous éditerons les textes les plus intéressants dans la *Chronique d'Égypte*, ainsi que nous avons commencé à le faire depuis le fascicule 23.

*
**

Des dix-neuf fragments littéraires que comprend le lot Carl SCHMIDT, la plupart sont d'infimes débris, dont plusieurs ne comportent que quelques lettres. Le plus intéressant est un fragment du I^{er} ou du II^e siècle après J.-C. contenant des citations de l'*Iliade* reliées par de courts commentaires en prose¹. Dans toutes les citations, il est question du ciel et de l'Olympe et il est évident que l'intérêt de l'auteur se porte uniquement sur les « οὐράνιοι τόποι ».

La présence dans le texte du mot ἀερολόγος, qui n'était pas encore attesté, garantit que le fragment n'appartient pas à un traité déjà connu. Il est malheureusement trop mutilé pour qu'on puisse déterminer de façon précise le caractère de l'œuvre dont il provient et, à plus forte raison, l'auteur de cette œuvre. Il faut, en tout cas, noter l'analogie qu'il présente avec le Περὶ τοῦ βίου καὶ τῆς ποιήσεως Ὁμήρου du Ps.-Plutarque.

On pourrait songer à un recueil d'études sur certaines notions homériques et nous aurions un fragment du chapitre relatif au ciel et à l'Olympe. Mais on ne doit pas exclure une tout autre supposition : notre papyrus pourrait provenir d'un ouvrage ou d'un chapitre consacré au ciel et dont le seul paragraphe relatif à Homère nous serait conservé².

*
**

¹ Edition et commentaire de ce fragment : Marcel HOMBERT et Claire PRÉAUX, P. Bruxelles Inv. E. 7162 : *Extraits homériques relatifs aux lieux célestes. Mélanges Boisacq* (Bruxelles, 1938).

² Le professeur Ad. GROHMANN a eu l'obligeance de me signaler l'ana-

Les textes non littéraires sont de date et de contenu variés. Ils s'échelonnent du milieu du III^e siècle avant J.-C. jusqu'au VI^e ou VII^e siècle après J.-C. On y trouve des documents administratifs (reçus de taxes, fragments de journaux de recettes fiscales, comptes de fonctionnaires, etc.), des actes de droit privé, enfin quelques lettres qui comptent parmi les fragments les mieux conservés.

Je me bornerai ici à citer quelques textes d'un intérêt particulier. Les papyrus Inv. E. 7155 + E. 7156 B¹ sont des débris d'un contrat de 107-106 avant J.-C., contenant la confirmation de « contrats égyptiens » : Ὁμολογοῦσιν ἀλλήλοις ... μένειν κυρίας ἅ[ς συντίθεν]ται πρὸς αὐτοὺς συγγραφαὶ αἰγυπ[τίας]. L'objet de la convention semble être un partage de biens, parmi lesquels figurent des charges sacerdotales.

L'intérêt du texte réside peut-être moins dans le corps du contrat, affreusement mutilé et effacé, que dans la date, qui est la partie la mieux conservée. Elle est exceptionnellement développée et, non seulement elle énumère, au lieu de les mentionner en bloc, les diverses prêtrises éponymes, mais, en outre, elle cite les noms des prêtres et prêtresses. Ceux-ci sont des personnages considérables, dont plusieurs appartiennent à un cercle de gens ayant exercé à Chypre d'importantes fonctions. L'un d'eux, Hélénos, porte une

logie qu'il croit apercevoir entre notre fragment et les exposés sous forme de monographie qui sont habituels dans la science arabe. Il cite comme exemples le livre dans lequel ad-Dīnaverī († 895 après J.-C.) traite des plantes mentionnées par les anciens poètes, ainsi que les monographies du célèbre philologue arabe al-Asma'ī († 831 après J.-C.), comme par exemple son livre des chevaux qui réunit toutes les connaissances sur le cheval en citant les passages des poètes. Ces travaux apparaissent comme assez analogues à celui qu'a pu composer le compilateur des citations homériques. Toutefois, M. GROHMANN lui-même rappelle que les exposés sous forme de monographie sont fréquents aussi dans la littérature byzantine et il ne croit guère à la possibilité d'établir un rapport entre la méthode qui semble inspirer notre fragment et les procédés des savants arabes.

¹ Edition et commentaire détaillé : *Chronique d'Égypte* 13 (1938), n° 25, pp. 139-151. Avec une planche.

série de titres, parmi lesquels celui de γραμματεὺς τοῦ ναυτικοῦ τῶν κατὰ τὴν βασιλείαν est ici attesté pour la première fois. Il est aussi « prêtre (peut-être à vie) de Cléopâtre déesse Aphrodite » et l'assimilation de Cléopâtre III à Aphrodite est encore une nouveauté qu'apporte notre papyrus, car, jusqu'à présent, nous ne possédions que de maigres indices permettant de soupçonner cette assimilation.

E. 7202 est un certificat d'exemption de la λαογραφία, délivré à un ἀσθενής au nom du préfet Mettius Rufus qui gouvernait l'Égypte sous Domitien. A notre connaissance, aucun document analogue n'avait encore été trouvé parmi les papyrus.

Ce texte est édité et commenté dans le fascicule 24 de la *Chronique d'Égypte*¹. Je me borne à ajouter ici que, suivant une suggestion très vraisemblable de M. Victor MARTIN, on pourrait lire l. 12 X[.]ος δέδω[κx].

E. 7147 est une lettre privée du II^e ou du III^e siècle après J.-C., adressée par une femme à son père. Elle se distingue surtout par son caractère fruste, qui éclate dans l'écriture enfantine, dans la langue très fautive, dans la composition maladroite, dans la gaucherie avec laquelle l'auteur exprime sa pensée.

Pour l'interprétation détaillée de ce texte, je renvoie à la *Chronique d'Égypte*²; mais je tiens à signaler ici l'intéressante suggestion qu'a bien voulu me faire M. P. IERNSTEDT. D'après lui, nous avons eu tort de croire que υκισν (l. 8) = ὑγίεισν et de traduire : « Je rends grâces aux dieux de ce que son esprit et sa santé lui sont revenus. » M. IERNSTEDT interprète υκισν comme une faute pour οίσιαν et, dès lors, le sens de la lettre devient tout différent.

¹ Pp. 258-264. Avec 1 pl.

² Fasc. 23, pp. 97-100. Reproduction, *ibid.*, p. 96.

Qu'est-ce qu'a fait le personnage ¹ dont le repentir est le principal objet de la missive? Il s'est rendu coupable d'ἀπόνοια et, renonçant à son foyer, il a pris un parti désespéré : pour employer le terme consacré, ἀνακεχώρισεν. Bientôt pourtant, le repentir l'a saisi et pas lui seul (οὐκ αὐτῷ μόνῳ τοῦτο συνέβη), mais d'autres habitants du village qui avaient fui avec lui. Au moment où la lettre est écrite, il est revenu et ainsi Taremia peut remercier les dieux de ce que le malheureux a retrouvé à la fois l'esprit et son foyer (εὐχαριστῶ μὲν τοῖς θεοῖς τὸν νοῦν αὐτοῦ καὶ τὴν οἰκίαν αὐτοῦ πάλιν ἔσχηκε), tandis qu'autrement il aurait dû mener la misérable vie d'un vagabond et d'un pillard.

Une autre lettre, encore inédite (E. 7158), semble, d'après l'écriture, devoir être datée du v^e siècle. Elle est adressée par le diacre Johannes à Horos. Après la formule du début, on y lit les lignes suivantes :

ἓνα μικρὸν βῆλον
[ἐκκ]λησίας καταξίωσον
ποιῆσαι ἀγαπιτῷ φίλῳ.

Puis sont indiquées les mesures : longueur 5 coudées, largeur 4 1/2 coudées. Il est ensuite question d'un σιμιο Χριστ[ο]ῦ qui doit orner le βῆλον et la lettre se termine par de banales formules de politesse.

A ma connaissance, le mot βῆλον, transcription du latin *velum*, ne s'était pas encore rencontré dans les papyrus, mais il se trouve chez les auteurs byzantins. L'objet com-

¹ Il est très douteux que son nom soit Γονῆς, comme nous l'avons admis, non sans hésitation. Indépendamment l'un de l'autre, M. P. IERNSTEDT, dans une lettre et M. U. WILCKEN, dans l'*Archiv für Papyrusforschung*, 12 (1937), p. 243, ont suggéré qu'il faut lire l. 4/5 με|τάμει|ς γέγοναι (= γέγονε); mais un nouvel examen de l'original me donne la conviction que με|ταμει|σε|γε|γονασ est la seule lecture possible. Je ne crois pas non plus pouvoir adopter la correction, proposée par M. WILCKEN, de Ηερσίωνα en Ηερίσιωνα.

mandé est donc un voile ou, plus exactement, une tenture d'église.

Il paraît naturel de comprendre les mots *σημεῖον Χριστοῦ* dans le sens de : symbole du Christ. Il ne faut cependant pas perdre de vue que *σημεῖον* est l'équivalent du latin *segmentum*, c'est-à-dire que c'est le terme propre pour désigner « des ornements rapportés sur une étoffe, cousus par dessus ou, par extension, insérés après coup dans la trame »¹.

Notre lettre prend tout son intérêt si on la rapproche des débris de *vela* découverts en Egypte et particulièrement d'une pièce longuement étudiée par H. SWOBODA² et qui est, à n'en pas douter, un voile d'église. Si la reconstitution proposée par l'auteur est exacte, ce voile devait se rapprocher fortement de celui qui est commandé dans notre lettre et il comportait, entre autres, un *σημεῖον Χριστοῦ* formé du signe hiéroglyphique *ankh* christianisé et affectant la forme reproduite ci-dessous.



Les *vela* étaient employés en grande quantité dans les églises : on s'en servait comme de rideaux à suspendre devant une porte, ou de tapisseries à appliquer contre les

¹ V. CHAPOT, *Dict. des ant. grecques et rom.*, vol. IV, 2^e partie, p. 1172 (s.v. *Segmentum*).

² *Ein altchristlicher Kirchenvorhang aus Aegypten (Römische Quartalschrift*, 6 (1892), pp. 95-113 et pl. VI).

murs ou encore de tentures pour colonnades; on fixait aussi autour de l'autel un voile qui n'était tiré qu'à certains moments des cérémonies¹.

Une étude plus approfondie des étoffes retrouvées permettra peut-être de fixer, au moins hypothétiquement, à quel usage précis était destiné le βῆλον de notre lettre.

*
**

Grâce à un geste généreux de M. Franz CUMONT, la Fondation égyptologique Reine Elisabeth a l'espoir de faire de nouvelles acquisitions de papyrus. M. CUMONT, à qui nous devons déjà le plus intéressant de nos papyrus, le fragment de Cratinos publié par M. MAZON, a offert à la Fondation égyptologique son dernier livre *L'Égypte des Astrologues*, qui est récemment sorti de presse et il a exprimé le désir que le produit de la vente soit consacré à l'achat de papyrus grecs.

La sympathie que le maître des études hellénistiques témoigne à nos efforts est un précieux encouragement et je suis heureux d'exprimer ici la profonde reconnaissance que lui voue la Fondation égyptologique Reine Elisabeth.

Marcel HOMBERT.

¹ Cf. V. CHAPOT, *Dict. des ant. grecques et rom.*, vol. V, p. 674 (s.v. *Velum*).

The John H. Scheide Biblical Papyri

(Summary)

This collection of papyri, privately owned by Mr. John H. SCHEIDE, consists of twenty-one leaves of an early codex, and evidently belongs to the same find as that recently published by Sir Frederic KENYON, as fascicle VII of the *Chester Beatty Biblical Papyri*. The Scheide leaves are numbered 39-40, 43-56, 59-64, 67-74, and 79-90. Of these pp. 39-40, and 43-44 are only partially preserved, while the others are complete except for occasional worm-holes, and a few unimportant breaks. They contain the text of Ezekiel XIX 12-XXXIX 29 except for the portions written on the missing leaves, and chapter XXXVII which follows chapter XXXIX in this codex. Only four verses of chapter XXXVII are preserved at the bottom of p. 90.

The leaves measure 34.4×12.8 cm. Each column of text has a minimum length of 29.3 cm., but this is sometimes exceeded especially on the recto. The width varies slightly from 8.4 to 9 cm. The number of lines to a column varies from 49-57, and the length of line varies from 16-27 letters with an average width of 22 letters. The uncial hand is dated by WILCKEN in the second century and KENYON is inclined to agree, though he thinks it possible that it may belong early in the third century.

The papyri have been deposited by their owner in the Library of Princeton University where they are being studied and prepared for publication by Professors GEHMAN,

KASE, and JOHNSON. It is confidently expected that publication will not be long delayed, and that these papyri will appear as one of the Princeton University Studies in Papyrology¹.

Allan Chester JOHNSON.

¹ This publication by the Princeton University Press has now appeared.

The Election of the Metropolitan Magistrates in Egypt¹

(Summary)

Starting from Alexandria, the author argued that, since despite the absence of a βουλή the δῆμος could pass decrees, it was *a priori* highly probable that, as in other cities, the δῆμος elected the magistrates, and cited various passages from Claudius' Letter to the Alexandrines and the role given to the magistrates in the "Acts of the Pagan Martyrs" as evidence in favour of this hypothesis. He next pointed out the striking resemblance of the metropolitan magistrates in title and function to those of Alexandria and suggested that the former must have been instituted by Augustus on the model of the latter. He further suggested that the classes of οἱ ἀπὸ μητροπόλεως and οἱ ἀπὸ γυμνασίου, instituted by Augustus in the metropoleis, corresponded in many ways with οἱ Ἀλεξανδρεῖς and those registered in the demes at Alexandria. Οἱ ἀπὸ μητροπολέως he proposed to identify with the δῆμος of the metropolis, attested in *P. Oxy.* 473, and he suggested that they elected the magistrates from among the select group of οἱ ἀπὸ γυμνασίου. He next analysed with this hypothesis in view the papyri dealing with the election of magistrates, principally *P. Ryl.* 77. He suggested that by the end of the second century A.D. the election proper (χειροτονία) had in Egypt, as throughout the Empire, become

¹ To be published in the *Journal of Egyptian Archaeology*, 1938, Part I.

an empty form because no election was ever contested, the number of candidates being equal to the number of posts to be filled, and that the cry of οἱ παρεστῶτες ἀπὸ τῆς πόλεως, Στεφάνῳ Ἀχιλλεὺς κοσμητέειαν, was the vestigial remnant of the election. The essential process depicted in the papyri was the proposal of candidates (προβολή), which in most Greek cities took place in the βουλή but in the Egyptian metropoleis, which lacked a βουλή, before the στρατηγός. His principal function was to take official cognizance of the candidature and to exact from the candidate the fulfilment of his pledge. If this hypothesis were true he pointed out that the papyri revealed a stage in the development of municipal elections not represented in the Digest and the Code, which deal only with the fully developed system. *Nominatio* in the strict legal sense, viz. the procedure whereby A proposed B for a magistrature, and B was obliged (barring legal exemption) to serve, A being surety for him, was not in the second century, it would appear from the papyri, the invariable rule, as it was later, but was only employed as a last resort when moral suasion failed. Furthermore, in the second century, any citizen could nominate, though normally it was, as later, the serving magistrate who nominated his successor. Turning to the third century the author showed that the metropoleis had, now that they possessed βουλαί, adopted the normal procedure of election, or rather of προβολή, for he advanced the view that the "election" of magistrates by the council was in essence and by origin προβολή, election (χειροτονία) having died out and not been transferred from the people to the council. *Nominatio* was now the universal rule, and the nomination of a magistrate by his predecessor (ἀνωνομασία) was legally binding. The author then pointed out the valuable light thrown by the papyri on the application of *cessio bonorum* to *nominatio*; this device was, he pointed out, not described in the legal texts because it had been forbidden by Diocletian, but there

was no reason to think that it was not generally used throughout the empire in the third century. Finally he called attention to the use of the *εὐλαί*, into which the *βουλή* like the *δῆμος* was divided, for making nominations to liturgies. This system, he suggested, was also not peculiar to Egypt, but universal in the eastern provinces, and cited some inscriptions which, interpreted in the light of the papyrological evidence, testified to its existence in Asia Minor and Syria.

A. H. M. JONES.

Le papyrus 65445 du Musée du Caire

INTRODUCTION

Dans l'hiver de 1935, M. NAHMAN, l'antiquaire bien connu, montrait à M. Octave GUÉRAUD des fragments de papyrus, appartenant tous à la partie inférieure d'un même rouleau. Une fois ces débris remis en place, M. GUÉRAUD s'est trouvé en présence de deux grands morceaux continus, séparés par une lacune. Des observations minutieuses, sur lesquelles je n'insisterai pas, et dont les conclusions ont été confirmées par le D^r IBSCHER, venu en mission au Caire cet hiver, nous ont convaincus que la longueur totale du rouleau était d'environ 2 m. 48 et la lacune d'environ 6 cm. 5. La partie gauche manque. Mais ce qui nous est ainsi ravi ne paraît ni très considérable ni très important. A droite nous avons certainement la fin du document, et, de ce côté, le bord intact adhère encore à un morceau de tige de roseau, autour de laquelle s'enroulait le *volumen*. Beaucoup plus grave est la perte de tout le haut du rouleau dont le bord supérieur, dans l'état actuel, est, de plus, fâcheusement découpé en festons. On peut évaluer à peu près l'étendue de ce qui a disparu, parce qu'un fragment de comédie, qui occupe la dernière partie du document, est cité par Athénée. Nous aurions perdu environ la valeur de 11 lignes, soit un peu moins de la moitié du rouleau. Mais comme le texte d'Athénée est généralement plus long que celui du papyrus, il est possible que la perte ne soit pas tout à fait aussi considérable.

L'importance de la trouvaille ne pouvait échapper à la vigilance éclairée de M. GUÉRAUD. L'écriture révélait une date ancienne : III^e siècle avant J.-C., et probablement fin du règne de Ptolémée Philopator. La place naturelle de notre papyrus, qui, selon le témoignage de M. NAHMAN, provenait du Fayoum, était dans une collection publique, et, de préférence, au Musée du Caire. Le Service des Antiquités se trouvait en mesure de consacrer à l'achat la moitié du prix; la Société royale égyptienne de Papyrologie est intervenue avec une partie de ses ressources annuelles, pour compléter la somme demandée, donnant ainsi une preuve des services qu'elle pouvait rendre, grâce à la prévoyance et à la générosité du regretté roi Fouad I^{er}.

Nous souhaitons que beaucoup d'entre nous puissent voir l'original et vérifier le texte de notre édition. Elle est sous presse et formera le second volume des *Textes et Documents*, publiés par notre Société. Les planches, qui l'accompagneront, ont toute chance d'être telles que vous pourrez le désirer, puisque nous en avons confié l'exécution aux admirables ateliers de la *Clarendon Press*. Mais il me semble que nous devons dès maintenant à notre Congrès une vue générale de ce document. Ce seront donc, ici, rapidement résumés, les résultats essentiels d'un travail, auquel j'ai le plaisir d'avoir collaboré, mais qui est aussi et surtout l'œuvre de M. GUÉRAUD et que je vous présenterai en son nom comme au mien. Ainsi il ne sera pas tout à fait absent de nos réunions, où il a le regret très vif de ne pouvoir personnellement assister.

P. JOUGUET.

Le papyrus 65445 du Musée du Caire, bien que de qualité et de fabrication médiocres, est un des plus beaux livres scolaires que l'Égypte grecque nous ait rendus, et c'est certainement le plus ancien; livre de lecture, dirons-

nous, plutôt que cahier d'élève, car c'est évidemment, malgré les fautes, un scribe exercé qui a tenu la plume, peut-être le maître lui-même. La première partie en est occupée par des exercices élémentaires de lecture, une sorte d'abécédaire, qui ne diffère pas de ceux que nous connaissons par les documents ou débris de documents analogues, qui, pour toute la période de l'Égypte hellénisée, sont parvenus jusqu'à nous. Il commençait sans doute par un alphabet, puis venaient des listes de syllabes, des sigles de chiffres, des listes de mots, — noms de mois, noms de fleuves, de personnes et de choses, — classés d'après le nombre des syllabes, et disposés de manière à ce que les syllabes fussent facilement limitées, étant séparées par deux points. Le tout s'ordonne dans des tableaux entourés d'encadrements ornés, baguettes en forme de colonnettes diversement décorées pour les côtés verticaux, et pour les côtés horizontaux traits épais ou deux traits parallèles, l'intervalle étant parfois rempli par de la couleur rouge. Les couleurs employées dans les encadrements sont le rouge et le noir.

Nous nous garderons de retenir votre attention sur cette première partie; non qu'elle n'ait son intérêt propre; nous avons fait de notre mieux pour la comparer aux documents scolaires déjà connus et en tirer quelques maigres conclusions sur la pédagogie antique; mais elle n'apporte rien de très nouveau et l'analyse nous entraînerait à des détails dont l'exposition serait trop longue. Par bonheur cette première partie se termine par des trimètres iambiques d'EURIPIDE. L'enfant devait les lire après les mots de cinq syllabes, et, pour faciliter sa tâche, fidèle au parti qu'il a toujours suivi jusqu'ici, le scribe a séparé chaque syllabe de la suivante par deux points. De plus chaque hémistiche occupe une ligne entière, ce qui contribuait certainement à habituer le petit élève au rythme des vers. C'étaient des vers qui se répétaient souvent dans les écoles : on les retrouvera dans STOBÉE (111, 1 et 105, 4).

D'abord les vers 529-534 des *Phéniciennes*, Jocaste parle à Étéocle :

Étéocle, mon enfant! la vieille ne comporte pas seulement des maux et son expérience peut dire une parole plus sage que celle des jeunes gens. Pourquoi t'attacher à la plus funeste des divinités, la jalousie, mon fils! Ah! garde-t-en bien! C'est une déesse injuste. Elle est souvent entrée dans des familles et des cités heureuses, et elle y est entrée pour la perte de ceux qui l'ont accueillie.

ὦ τέκνον οὐχ ἅπαντα τῷ γήρα κακά,
 Ἐτεόκλεες, πρόσεστιν, ἀλλ' ἡμπειρία
 ἔχει τι λέξει τῶν νέων σοφώτερον.
 Τί τῆς κακίστης δαιμόνων ἐφίεσαι,
 φιλοτιμίας, παῖ; Μὴ σύγ(ε) ἄδικος ἢ θεός·
 πολλοὺς δ' ἐς οἴκους καὶ πόλεις εὐδαιμόνας
 εἰσῆλθε κ(αὶ) εἰσῆλθε ἐπ' ὀλέθρῳ τῶν χρωμένων.

Le premier vers manque dans le papyrus et le second est très mutilé, mais on voit nettement λέξει que le papyrus nous donne, d'accord avec les manuscrits, et contrairement à STOBÉE, qui écrit δειξαι, peut-être meilleur. De même la leçon εἰσῆλθε κ(αὶ) εἰσῆλθε des manuscrits est sans doute préférable à εἰσῆλθε κ(αὶ) εἰσῆλθε que j'ai traduit.

Le second fragment est tiré de l'*Inô*. Il a été cité par PLUTARQUE, *Moralia*, 104, A et par PHILON, 644, M, etc. On peut le lire dans A. NAUCK, *Tragicorum graecorum fragmenta*, n° 420.

Tu vois les tyrans qui lentement grandissent! Combien peu de chose, un seul instant, suffit à les faire glisser. La richesse a des ailes; ceux qui un jour la possédaient, je les vois à terre, renversés du haut de leurs espoirs.

ὄρας [τυράννους δι]ὰ μακρ[ῶν] τῶν τῶν τῶν τῶν
 ὡς μικρὰ τὰ σφάλλοντα, καὶ στιγ[μῆ] μί[α].
 ὑπόπτ[ε]ρος δ' ὁ πλ[ού]τος· οἷς γὰρ ἦν π[ά]λα.
 ἐξ ἐλπίδων πίπτοντας ὑπίους ὄρω.¹

¹ Voici le texte du passage dans A. NAUCK, *Tragicorum Graecorum fragmenta*, 420 :

Nous aurons, semble-t-il, un peu plus à tirer de ces quelques lignes. Elles jettent un peu de lumière sur certaines causes des altérations que le texte de ces maximes, si propres à figurer dans les morceaux choisis, a pu subir. Notre papyrus laisse tomber un vers donné par Plutarque (ce serait le troisième), qui à la fin du second vers écrit : καὶ μία ἡμέρα, au lieu de notre στιγμή μία :

ὡς μικρά τὰ σφάλλοντα, καὶ μία ἡμέρα
τὰ μὲν καθεῖλεν ὑψόθεν, τὰ δ' ἦρ' ἄνω ·

On peut à la rigueur se passer du vers qui ne figure pas dans le papyrus; on pourrait même songer à y écrire στιγμή μιᾶ ou même στιγμή οὐ στιγμή χρόνου, car il est bien possible que la leçon qu'il introduit ait été inspirée par une remarque que PLUTARQUE attribue à DÉMÉTRIUS DE PHALÈRE. « Il aurait mieux valu, disait le philosophe, au lieu d'un seul jour, dire un seul instant. » (Βέλτιον ἂν εἶχεν οὖν, εἰ μὴ μίαν ἡμέραν, ἀλλὰ στιγμήν εἶπε χρόνου.)

Ces vers d'Euripide, qui servent d'exercice de lecture à un débutant, annoncent la seconde partie du livre, qui est une véritable petite anthologie. Maintenant on n'usera plus de points de séparation ni d'autres moyens pour faciliter la lecture, mais à l'écolier plus avancé on proposera des morceaux écrits comme ils le sont dans tous les manuscrits, et quelquefois d'interprétation difficile.

L'anthologie commence naturellement par un morceau d'Homère, annoncé par le titre ΕΠΙΗ. A vrai dire, ces quelques vers de l'*Odyssée*, V, 116-124, dans lesquels Calypsô se plaint des dieux, qui ne permettent pas aux déesses de choisir leurs amants parmi les hommes, ne sont pas de ceux que

ὄρᾳς τυράνους διὰ μακρῶν ἠϋξημένους,
ὡς μικρά τὰ σφάλλοντα, καὶ μί' ἡμέρα
τὰ μὲν καθεῖλεν ὑψόθεν, τὰ δ' ἦρ' ἄνω ·
ὑπόπτερος δ' ὁ πλοῦτος · οἷς γὰρ ἦν πότε
ἐξ ἐλπιδῶν πίπτοντας ὑπτίους ὄρω.

nous réserverions à des livres destinés à des enfants. Mais les anciens avaient sur ce point des idées différentes des nôtres. Cette copie ne paraît pas d'ailleurs avoir pour elle d'autres mérites que sa date. Elle contient des fautes évidentes et de mauvaises conjectures destinées peut-être à faciliter l'intelligence du texte ou à effacer d'apparentes fautes de métrique, et qui ne sauraient nous retenir longtemps.

Fautes évidentes :

Au v. 116 :

ὡς φάτο· γήθησεν δὲ Καλυψὼ δῖα θεάων.

γήθησεν dû à une réminiscence d'autres vers qui commencent ainsi a malencontreusement remplacé βίγησεν.

Au v. 122 :

τόφρα οἱ ἡγάσσασθε θεοὶ βεῖα σχωόντες!

« monstre » pour βεῖα ζώντες. Ἠγάσσασθε pour ἡγάασθε est dû sans doute au désir d'effacer une prétendue faute de métrique. HÉRODIEN considère l'allongement ἡγάασθε comme légitime.

Conjectures :

V. 119 :

οἱ τε θεαῖς φθονεῖτε παρ' ἀνδράσιν εὐνάζεσθαι

les mss. donnent ἀγάασθε.

V. 120 :

ἀμφαδίην, ὅστις τε φίλον ποιήσῃ ἀκοίτην

ὅστις pour l'excellent ἦν τις des mss, est à peine défendable. Si ce n'était pas une simple faute, il devrait entraîner le changement d' ἀκοίτην en ἀκοίτην et de φίλον en φίλην.

Variantes :

Remarquez que le P. a encore au v. 123 ὡς au lieu d' ἕως ou εἰως des mss, d'accord avec F. de Ludwich et au vers 124, avec quelques mss., ἀγανοῖσι βέλεσσιν au lieu de ἀγανοῖς βελέεσσιν.

La suite nous introduit dans un domaine moins connu. Les lignes 140-154 nous donnent les derniers vers d'une épigramme alexandrine sur une fontaine. Ce sont, après les hexamètres d'Homère, des distiques élégiaques, hexamètre et pentamètre. L'enfant va se former l'oreille à un rythme nouveau. Il est impossible de déterminer l'étendue de la partie manquante. Le haut de la colonne pouvait, devait

même, être occupé par la suite de l'extrait d'Homère, qui, si nous en jugeons par la ponctuation, finissait 5 ou 8 ou 10 vers plus bas. Les vers de l'épigramme qui sont au bord supérieur du papyrus ont naturellement été mutilés. Le donateur semble y demander aux personnages humains ou divins, auxquels le monument est dédié, d'en accepter l'hommage. Malheureusement, du mot qui les désigne, il ne reste que la première syllabe βα[. A première vue, on est tenté de lire le vers, qui est un pentamètre :

ἀσπάσιοι, βα[σιλεῖς, τοῦτο] δέχοισθε γέρας

et de voir à la fin de l'épigramme une allusion à des statues de rois :

εἰκόνα δ' ὁμμετέρην ἐτυπώσατο πῖονι λύγδῳ
πρηῆνας etc...

« Il a dressé votre image, délicatement modelée dans un marbre brillant. » Mais le poète ajoute que le donateur ou l'artiste a gracieusement placé Arsinoé au milieu du groupe des nymphes. On peut donc aussi conjecturer que ce sont des nymphes, qui sont visées dans l'invocation. Les lettres βα, il est vrai, ne nous suggèrent aucun nom, aucune épithète connus des Nymphes, mais nous sommes sans doute loin de les connaître tous. Si l'on revient à βασιλεῖς, on pensera que le groupe d'Arsinoé et des nymphes — Arsinoé II Philadelphie plutôt qu'Arsinoé III Philopator — était encadré ou dominé, ou accompagné de quelque manière, par les images des souverains régnants. βα[pourrait être aussi le nom du donateur, Βα[λάκρου, par exemple. Mais au vers précédent figure un Ptolémée. Ne serait-ce pas lui le donateur?

On comprendra que tant d'incertitude jette quelque obscurité sur la suite, qui n'est pas claire par elle-même.

Le monument est en pierres diverses. Il est « magnifique » et s'ajoute à un autre édifice (οἶκῳ) :

ὅς καὶ λάϊνον [εὐ προσεθ]ήκατο θαψιλῆς οἶκῳ
κτίσμα πά[λιν λ]ευκὴν ἐκποδίσας σταγῶνα
εἰς ἡμισφαίρ[ας τ]εύξας θέσιν ·

Ayant à nouveau libéré l'onde écumante, il a ajouté à l'édifice une riche construction de pierre, qu'il a disposée en hémisphère.

Notre traduction voile certaines difficultés. Quelques-unes ne sont peut-être pas insurmontables. Après *λάινον* et avant les lettres conservées *ηκατο*, il ne semble pas qu'on puisse imaginer autre chose qu'un composé de *ἐθήκατο* (aoriste poétique moyen de *τίθημι*). Avec *προσθήκατο*, *ἀνεθήκατο*, il resterait à suppléer une syllabe longue, un monosyllabe, qui peut-être se présenterait de lui-même, si l'on avait le début du poème. *Ἡμισφαῖρα* ou *ἡμισφαῖρος* sont inconnus des lexiques, mais l'aspect du papyrus ne semble pas permettre d'écrire ici un autre que l'un de ces deux mots. En suppléant *πά[λιν] λευκὴν ἐκποδίσας σταγόνα*, nous imaginons que le donateur a fait jaillir à nouveau une source tarie. Ces mots se lient mal avec les suivants : *εἰς ἡμισφαίρ[ας] τεύξας θέσιν*, qui font allusion à une construction, vasque, coupole, ou abside, comme on en voyait dans les nymphées. Aussi l'idée nous est-elle venue de chercher ici, puisque pour chaque partie de l'édifice, comme nous le verrons, la nature de la pierre est soigneusement indiquée, la désignation de la matière dont cette vasque, cette coupole ou cette abside étaient construites. Si on lisait *Πά[ρου] λευκὴν ἐκποδίσας σταγόνα*, « ayant mis à jour la blanche coulée de Paros », ce serait une image hardie pour désigner le marbre, et qui s'expliquerait par la croyance que le marbre des carrières de Paros se reformait comme par une sorte de suintement, à mesure qu'il était extrait des carrières (STRABON, V, 224). Mais nous avons reculé devant la subtilité outrée de l'expression.

L'indication du marbre de Paros vient à propos d'un autre élément de l'édifice :

ἡ δὲ λυχνίτις
ζώνη στυλῶται πέζαν Ἴωνι τύπῳ

La ceinture d'une colonnade de marbre et de style ionique soutient le bord (de la coupole) ?

λυχνίτις, inconnu dans ce sens — c'est généralement un

nom de plante — est sans doute une épithète à rapprocher de *λυχνίτης* qui désigne parfois le marbre de Paros. *Στυλῶται* est une conjecture. Le P. donne l'inintelligible *στυλοῦσαι*.

Des fautes défigurent donc notre texte et peut-être faut-il faire encore appel à l'hypothèse d'une faute pour expliquer les mots suivants, qui se rattachent bien obscurément à ceux que l'on vient de lire :

βάθδου κοίλης ἐντός, « à l'intérieur d'une rainure creuse », petite rigole pour l'écoulement des eaux ou plutôt cannelure de colonne. On est tenté de croire qu'un distique a été oublié, où la colonne était en détail décrite. La fin de cette description est plus claire :

*βάθδου κοίλης ἐντός · ἀποστίλθει δὲ Συηνίς
στικτὴ πρὸς πτέρναις · κίονος ἤδε θέσις.*

Συηνίς, mot inconnu, aurait le même sens que *συηνίτης*. « La syénite tachetée brille dans les bases. Telle est la disposition de la colonne. »

La fin est d'une lecture aisée :

La pierre de l'Hymette (la vasque) qui crache le breuvage de la fontaine reçoit des rochers l'eau fraîche qui l'inonde. Il a délicatement modelé votre image dans la chair brillante du marbre; au milieu il a gracieusement placé Arsinoé, compagne des nymphes pour toute l'année. Allez, divinités des sources, portez vers cette fontaine vos pas harmonieux.

*Ἡ δ' ἄρ' Ἰμηττοῦ πέτρος ἐρευγομένη πόμα κρήνης
ἐγδέχεται σπιλᾶδων ὑγρὰ διαινομένη.
Εἰκόνα δ' ὑμετέρην ἐτυπώσατο πῖονι λύγδω
πρηύνας, μέσσην δ' ἤρμισεν Ἀρσινόην
σύγκληρον Νύμφαις κατὰ πᾶν ἔτος · ἀλλ' ἐπὶ πήγην
τήνδε μετ' εὐνομίης βαίνετε, Κρητιάδες.*

A l'avant-dernier vers, *κατὰ πᾶν ἔτος* semble assez gauche et assez banal; peut-être le poète veut-il indiquer que la source coule toute l'année, peut-être est-ce une allusion à une autre circonstance que nous ne connaissons pas.

Ainsi finit ce poème, évoquant ces charmantes proces-

sions de nymphes conduites par Hermès, et qui nous sont familières depuis les temps archaïques, par tant de bas-reliefs! Une apostrophe semblable se trouve dans l'épigramme du papyrus Didot :

Ἄλλ' ἐπὶ τὴν Ζεφυρίτιν ἀκουσομένην Ἀφροδίτην
Ἑλλήνων ἀγναὶ βαίνετε θυγατέρες.

et dans une élégie, qui se donne comme de Posidippe, et qui est au moins inspirée de sa manière, on lit d'après les restitutions de M. SCHUBART :

εἰς δὲ τὰ Θήβης
ταίγεα Πιμπλείης βαίνετε Καστάλιδες.

Notre poème serait-il de Posidippe? C'est la savante et vraisemblable conjecture de notre ami le professeur A. VOLLIANO.

On trouve ensuite une autre épigramme. Suivait-elle immédiatement celle que nous venons de lire? Dans ce cas, il ne nous resterait que la fin d'un poème assez long. Mais on peut penser aussi que, complet avec le distique dont nous avons au début le pentamètre mutilé, notre poème était précédé d'une autre courte épigramme. Dans ce qui nous reste, il s'agit d'un monument élevé à Homère, et nous inclinons à croire que c'est le temple qu'au témoignage d'Élien (*Var. Hist.*, XIII, 22) Ptolémée Philopator lui avait consacré. Les premiers vers, à peu près lisibles, nous donnent peut-être le nom de l'architecte :

Εὐαίων Πτολε[μαῖος νῦν ἔργον] τὸδ' Ὀμήρω
εἰσατ(ο) ὑπερ δ[ο ο — νεί]ατον Ἀρτέμους

« L'heureux Ptolémée a fait élever à Homère le récent ouvrage d'Artémon. » Mais rien de plus douteux que les suppléments, et ce n'est pas sans hésitations que nous écrivons νεί]ατον forme homérique dans un texte de dialecte dorien, et qui n'est guère employée que dans le sens d'extrême, dans l'espace, et non de dernier, dans le temps.

Homère, continue le poète dans des vers bien conservés

cette fois, Homère, auteur de l'*Iliade* et de l'*Odyssée*, cet hymne toujours « jeune ». — L'expression qui peut surprendre se retrouve ailleurs (*Berl. kl. Texte*, V, 2, n° 21, v. 10). — « Homère inspiré d'une sagesse immortelle! »

τῷ πρὶν Ὀδυσσεΐας τε καὶ Ἰλιάδος τὸν ἀγήρω
ἕμνον ἀπ' ἀθανάτων γραψαμένῳ πραπίδων.

Et l'épigramme se termine par ces deux vers, pour lesquels surtout elle a dû être écrite, et qui nous paraissent une allusion limpide aux dieux Evergètes et à leur fils, l'illustre guerrier de Raphia, et le génial poète, déjà peut-être auteur de la tragédie d'*Adonis* :

Ὀλβιοὶ ὧ θνατῶν εὐεργέται οἱ τὸν ἄριστον
ἐν ὄρι καὶ Μούσαις κοίρανον ἤρσατε.

Après cette épigramme dont la fin est marquée par une paragraphos ornée, s'ouvre un chapitre nouveau. C'est celui des morceaux en trimètres iambiques, tous empruntés à la Nouvelle Comédie. Le bas de la colonne suivante est occupé par huit vers d'une interprétation difficile. Un cuisinier se plaint du retard de certains personnages, sans doute ceux qui l'ont engagé. Pour lui, il a fait les apprêts du sacrifice et il attend en vain qu'on lui adresse la parole. Mais l'ignorance où nous sommes du sujet de la comédie, l'incertitude de certaines lectures, qu'elle vienne de la difficulté du déchiffrement ou des fautes du scribe, rend le détail parfois très obscur ¹.

¹ Voici le texte complet du passage :

Ἄνθρωπος οὐκ εἰσέρχεται εἰς τὴν οἰκίαν ·
Ἐπὶ ταῖς θύραις ἕξω δὲ διατρίβει λαλῶν
Σίμωνος, ὁ Σίμων δ' ἔστιν οὐδ' ἐπὶ ταῖς θύραις.
Τρυμῶδον ἔλυσσα καθάπερ ἄρτι εἶπέ μοι ·
τ[ῆ] — ἔλ]ουσα, πῦρ ἐποίησα, χέριδον
ἴμησα, τὸ κανοῦν ὡς προσήκειν, ἄρτιως
ἔ[στηκ'] ἔ]χων μάχαρταν · οὐθεὶς μοι λαλεῖ ·
ὅσον διάφορον ἡμέρα τῆς ἡμέρας·

Notre homme n'entre pas dans la maison; il reste à bavarder sur la porte de Simon; Simon, lui, n'est même pas sur sa porte.

Ἄνθρωπος οὐκ εἰσέρχεται εἰς τὴν οἰκίαν ·
ἐπὶ ταῖς θύραις ἔξω δὲ διαπρίθει λαλῶν
Σίμωνος · ὁ Σίμων δ' ἐστὶν οὐδ' ἐπὶ ταῖς θύραις.

(Σίμωνος ὁ Σίμων est une correction, probablement de la première main. La leçon primitive est Σίμων ὁ Σίμωνος).

Notre interprétation qui paraît au premier abord si simple n'est pas à l'abri de toute objection. M. Paul Mazon, que nous avons plusieurs fois consulté, nous en propose une autre :

Notre homme n'entre pas dans la maison; il reste sur la porte : il perd le temps dehors à bavarder. Simon est le fils de Simon; il n'est pas homme, lui, à rester devant la porte.

Simon serait le nom de notre cuisinier; il serait fils d'un personnage du même nom et appartiendrait à une lignée de cuisiniers illustres.

Le récit qui vient ensuite des apprêts du sacrifice est loin d'être clair dans le détail. Τρυμβουν ἔλυσσα, semble dire le texte. Que signifie τρυμβουν, mot nouveau? une jarre? Le cuisinier aurait débouché une jarre? C'est bien douteux. Et les conjectures que l'on peut faire, par exemple, τί οὐμ; βουὴν ἔλυσσα n'emportent guère la conviction. Négligeons les lacunes qu'aucun supplément certain ne peut remplir (...ἔ]λουσα), nous rencontrons le mot χέρνιβον; χέρνιβον ἕμησα, qui paraît employé dans le sens de χέρνιβα, eau lustrale et non dans celui de bassin qu'on lui donne généralement. Mais l'unanimité n'est pas faite sur ce point. Certains commentateurs d'Homère lui donnent le sens d'eau lustrale dans *Iliade*, XXIV, 304. Le problème se pose encore dans un autre passage du papyrus. Puis il est question de la corbeille, que le cuisinier a rituellement préparée, ce qui se faisait en y déposant les οὐλαί, grains d'orge, et le couteau du sacrifice. Mais on peut hésiter dans la restauration des vers. Faut-il écrire :

τὸ κανοῦν ὡς προσῆκεν ἀρτίως
ἐνῆργμ' ἔ]χων μάχαιραν .

Je viens, comme il convenait, de préparer rituellement la corbeille et je tiens le couteau ?

Ou, puisque le couteau devrait être non aux mains du cuisinier mais dans la corbeille :

ἐνῆρχτ' ἔ]χον

(la corbeille a été consacrée et contient le couteau) en corrigéant ἔχων en ἔχον ?

Ne doit-on pas, plutôt, adopter un autre supplément et une autre ponctuation ?

χέρονθον
ἤμησα, τὸ κανοῦν ὡς προσῆκεν, ἀρτίως
ἔ[στηκ' ἔ]χων μάχαιραν

J'ai puisé de l'eau, la corbeille est en état, à présent me voici planté mon couteau à la main.

La colonne et, pour nous, le morceau, se terminent par le vers :

ὅσον διάφορον ἡμέρα τῆς ἡμέρας.

Quelle différence d'un jour à l'autre.

Ce n'est probablement pas une fin.

Lorsque nous sortons du grand vide laissé par la disparition de la partie supérieure du rouleau, nous tombons, dans la colonne suivante, sur le monologue d'un cuisinier, qui nous raconte plaisamment ses larcins, sa manière de faire danser l'anse du panier. Nous ne serions pas étonnés si ce monologue se rattachait à ce qui précède et si le vers que j'ai cité servait de transition. Le cuisinier, impatienté d'attendre à la porte, rappellerait combien il a été plus heureux un autre jour :

Il y avait un[?]; je l'ai fait disparaître. Une cervelle! je l'ai détournée (ἐνοσφισίμην). On m'avait compté des morceaux de viande, je les ai faits plus petits, mais leur nombre reste pareil.

η[. . . .]τις · ἐποίησ' ἀφαν[ές] · ἐγκέφαλόν τινα
 ἐνοσφισάμην · ἀπηριθμησάμ μοι κρέα ·
 ἐποίησ' ἐλάττω ταῦτα, τὸν δ' ἀριθμὸν δ' ἴσα.

Il y avait une andouille sur une broche, j'en ai taillé trois tranches dans le milieu, et j'ai rapproché les deux bouts; elle est redevenue entière, et le milieu m'a bien profité.

γροδῆς τις ἦν ὀβελίσκος · ἐξελὼν τόμους
 ἐκ τοῦ μέσου τρεῖς, τὰ π' ἄκρω συνήγαγον ·
 ἐγένεθ' ὅλη καὶ τὸ μέσον ὠφέλησέ με.

Je leur ai laissé le poisson, continue notre peu scrupuleux personnage, mais je me suis adjugé la tripe. Il y avait un fromage : je l'ai escamoté; j'ai rafflé la graisse; je me suis offert l'huile; j'ai appelé le miel à la rescousse; il restait du silphium, de la sauce, du cumin, de la moutarde : j'ai saisi une éponge; je l'en ai farcie; je l'ai emportée.

ἔχθρὸν ἀπέδωκ' αὐτοῖσι · τὴν δὲ κοιλίαν
 ἐμέρισ' ἔμαυτῶ · τυρὸς δ' ἦν τις · ἔσπασα ·
 στέαρ ἔμαρψα · ἔλαιον ἐξήρασάμην ·
 μέλι συμπαραέλαθον · σίλφιόν τι λοιπὸν ἦν,
 ὄπος, κίμυνον, νᾶπυ · τούτων σπογγίαν
 λαθὼν ἐμονθύλευσα κάπηνεγκάμην

l. κύμινον
 μονθύλευεν =
 ὀνθύλευεν

Ce n'est plus un cuisinier qui parle dans l'extrait suivant, mais c'est encore d'un cuisinier qu'il est question, un cuisinier bel esprit, et qui ne veut pas user d'un autre langage que le dialecte homérique, ou tout au moins poétique, et, sans doute, le comique a visé dans ce passage un ridicule très répandu de son temps, une mode à laquelle sacrifiait déjà Denys I^{er} de Syracuse, le parti pris de n'employer que des mots savants et rares, la glossomanie. Alexarque, le frère de Cassandre, l'avait presque officiellement consacrée dans la « cité céleste », Ouranopolis, qu'il avait fondée, et sur laquelle nous renvoyons volontiers aux considérations de M. W.W. TARN dans sa belle lecture à la Société royale de Londres, sur Alexandre et l'idée d'humanité ¹.

¹ W.W. TARN, *Alexander the Great and the Unity of Mankind* (The Annual Raleigh Lecture on History. British Academy, 1934).

Le morceau que nous a livré le papyrus n'est pas inconnu, et pourtant ce passage est peut-être le plus instructif de tout le document. Cette tirade, qui devait plaire de bonne heure aux faiseurs de morceaux choisis, est citée par ATHÉNÉE, IX, 382, c; mais notre papyrus donne des variantes souvent excellentes et une rédaction plus concise, que l'on peut parfois préférer. Quant au poète, justement peut-être parce que cet extrait a figuré très tôt dans les anthologies, il y avait quelque hésitation sur sa personne. Au livre IX du *Banquet des Sophistes*, 382b-383d Kaibel, où nous lisons la tirade à peu près complète, ATHÉNÉE nomme un certain STRATON, d'ailleurs inconnu, si ce n'est par une notice de Suidas, dérivée peut-être d'Athénée lui-même, et qui range Straton parmi les auteurs de la Comédie Moyenne. Meineke le revendique pour la *Néa*. Ailleurs Athénée attribue les 4 premiers vers du morceau à PHILÉMON. Même incertitude sur le titre de la comédie : Φοινικίδης, d'après Athénée, mais l'on s'est demandé s'il ne fallait pas identifier cette pièce avec le Φοῖνιξ que nomme Suidas, toutes questions sur lesquelles notre papyrus n'apporte aucune lumière.

Un personnage, un bourgeois, une espèce de Chrysale, raconte l'entretien qu'il a eu avec un cuisinier, dont il avait sans doute loué les services :

Combien, lui dit le cuisinier, as-tu invité de *méropes* à dîner? — Moi! j'ai invité des *méropes* à dîner. Tu es fou! Tu crois donc que je connais ces *méropes*?

Πόσους κέκληκας μέροπας ἐπὶ δεῖπνον, λέγε ·
 — ἐγὼ κέκληκα μέροπας ἐπὶ δεῖπνον · γολᾶς.
 τοὺς δὲ μέροπας τούτους με γιγνώσκειν δοκεῖς;

La tradition d'Athénée est plus longue : elle ajoute deux vers :

N'y en aura-t-il donc aucun? — Par Zeus! il ne manque plus que ça! Inviter des *méropes* à dîner.

Cette insistance un peu lourde ne se justifie guère que

si l'auteur jouait, d'ailleurs sans que le spectateur pût être autrement averti que par un geste de l'acteur, sur le double sens du mot *μέροψ*, les hommes, dans Homère, et dans le langage courant, l'oiseau que nous appelons le guêpier. Mais ces deux vers ressemblent assez bien à une plaisanterie introduite par un acteur, et qui s'est insinuée dans le texte d'un exemplaire de théâtre.

C'est un problème analogue que nous posent les vers suivants :

Il n'y aura donc aucun *daitymôn* (convive) ? — Absolument aucun : nous aurons Philinos, Moschion, Nicératos, un tel, un tel, dis-je en parcourant toute la liste des noms. Il n'y avait parmi eux aucun *Daitymon*. Lui se mit en colère comme si je l'avais lésé en n'invitant pas *Daitymon*. Voilà certes qui est nouveau :

Οὐδ' ἄρα παρέσται δαιτυμῶν ; — Οὐθεὶς ὄλωσ,
 ἦξει Φιλῖνος, Μοσχίων, Νικήρατος,
 ὁ δεῖν', ὁ δεῖνα, κατ' ὄνομ' ἐπεπορευόμεν·
 οὐκ ἦν ἐν αὐτοῖς οὐδὲ εἰς μοι Δαιτυμῶν.
 ὁ δ' ἠγανάκτησ(ε) ὥσπερ ἀδικημένος,
 ὅτι οὐ κέκληκα Δαιτυμόνα· καινὸν σφόδρα !

Tel est du moins le texte de notre papyrus. Il présente des différences considérables avec celui d'Athénée, dont voici la rédaction :

Οὐδ' ἄρα παρέσται δαιτυμῶν οὐθεὶς ὄλωσ·
 Οὐκ οἶομαί γε Δαιτυμῶν· ἐλογιζόμεν·
 ἦξει Φιλῖνος, Μοσχίων, Νικήρατος,
 ὁ δεῖν', ὁ δεῖνα· κατ' ὄνομ' ἀνελογιζόμεν,
 οὐκ ἦν ἐν αὐτοῖς οὐδὲ εἰς μοι Δαιτυμῶν·
 οὐδὲ εἰς παρέσται, φημί. — Τί λέγεις ; οὐδὲ εἰς ;
 σφόδρ' ἠγανάκτησ' ὥσπερ ἀδικημένος· καινὸν πάνυ

On voit les questions que cette comparaison nous impose. Dans Athénée, une rédaction plus longue — et des variantes qui ont tout l'air de corruptions (v. *ἀνελογιζόμεν* cf. *ἐλογιζόμεν* deux vers plus haut). Mais il serait trop long

d'entrer dans des discussions critiques et de citer les autres passages qui nous portent aux mêmes conclusions, — au moins une fois, il faut le dire, avec un doute à l'égard de la leçon de notre papyrus.

Nous attirerons cependant votre attention sur un passage : il a levé une difficulté qui arrêtaient les philologues et avait provoqué des conjectures, que notre papyrus nous invite à oublier :

Tu ne sacrifieras donc pas un fendeur-de-terre (ῥηξίχθονα) ? ? — Non, dis-je — un bœuf au large front —. Je ne veux pas sacrifier un bœuf, misérable !

οὐδ' ἄρα θύεις ῥηξίχθονα· — οὐκ, ἔφην ἐγώ.
— βοῦν ἐρύμετωπον. — οὐ θύω βοῦν, ἄθλιε.

Athénée donne :

οὐδ' ἄρα θύεις ἐρυσίχθονα

WILAMOWITZ écrivait σὺν δέ, qui allait avec ἐρυσίχθονα, mais n'irait pas ici avec βοῦν du vers suivant. Οὐδ' est confirmé par le papyrus, et s'explique très bien : « Si tu n'as invité aucun hôte, il n'y aura pas lieu non plus de sacrifier un bœuf. » D'autre part le δ' qui dans Athénée suit βοῦν justifiait la conjecture de Wilamowitz. On voit aujourd'hui que δ' est à effacer. βοῦν ἐρύμετωπον était une explication de ῥηξίχθονα.

On remarquera que ῥηξίχθων n'est pas dans Homère; pas plus que πηγός, qui est employé plus bas dans le sens de sel. Ce sont en tout cas des mots savants. ῥηξίχθων se trouve dans les poèmes orphiques et dans les textes magiques, comme épithète de génies ou de divinités.

Le dialogue se poursuit entre le cuisinier et son patron. Le savant maître-queux accumule les μίστυλλα, les μοίρας, les δίπτυχα, les ὀβελούς, « si bien qu'on aurait besoin pour le comprendre de chercher le sens de chaque mot dans le lexique de Philitas ».

ὥστ' ἔδει.

τὰ τοῦ Φιλιτᾶ λαμβάνοντα βυβλία
σκοπεῖν ἕκαστον τί δύναται τῶν ῥημάτων

Notez la forme Φιλιτᾶ, confirmée par une inscription de Cos. τῶμ βυβλίων, que le papyrus écrit à la place de ῥημάτων, est une bévue.

En vain le maître se fait-il suppliant pour demander au cuistre de parler d'une manière humaine, « Peithô elle-même ne l'aurait pas persuadé » — et le texte présente encore ici d'intéressantes variantes; il se termine par trois vers qu'Athénée ne donne pas :

Le scélérat a été, je crois, tout enfant esclave d'une espèce de rhapsode et s'est gavé de mots homériques.

καί μοι δοκεῖ ῥαψοδοτριούτου τινός
δοῦλος γεγονώς ἐκ παιδός ἀλειτήριος,
ἔπ[ειτ]α πεπλήσθαι τῶν Ὀμήρου ῥημάτων.

Le mot forgé ῥαψοδοτριούτος surprend quelque peu. Mais on hésite devant la correction trop facile ῥαψοδοποιήτοῦ. On dit, en effet, ῥαψοδοποιός.

Tel est à peu près le livre d'écolier grec d'Egypte, le plus ancien qui nous soit parvenu.

En étudiant les détails du texte, nous avons aussi tenté de porter un jugement sur des questions plus générales que vous vous êtes certainement posées. Que nous apprend-il sur la pédagogie antique? Que nous révèle-t-il sur la formation et le caractère des premières anthologies? problèmes que d'autres, et particulièrement M. Knox et ses critiques ont traités avec une science que nous ne saurions atteindre. Nous vous renvoyons pourtant à nos commentaires qui vont bientôt paraître. Nous n'avons pu vous donner ici qu'une vue superficielle d'un document que nous n'avons pas cru indigne de l'attention du V^e Congrès de Papyrologie.

Octave GUÉRAUD.

Pierre JOUGUET.

Die Papyri und das Problem des griechischen Romans¹

Die Bedeutung des alexandrinischen Papyrusbuches steht heute vor unseren Augen klar und fest da. Sie ist weltgeschichtlich. Diese gemeinsame harmonische Schöpfung des Hellenentums und Aegyptens bezeichnet die Umsiedelung des geistigen Lebens auf den Papyrus als das Substrat einer idealen Welt und dessen Festlegung in der Bibliothek. Dichtung und Gedichtbuch, Forschen und Bücherschreiben sind fortan unlösbar miteinander verbunden.

Es wäre freilich ein Irrtum zu glauben, dass hohe Dichtung und philosophische Wissenschaft nicht vom Wesentlichsten, sondern durch blosser Erscheinungen einer Kultur bestimmt werden könnten: etwa dadurch, dass man geistige Werke schriftlich verfasst und in Buchform herausgibt. Grosse Geistesschöpfungen stehen immer in unmittelbarer Beziehung zum *Wesen* der Kultur. Sie drücken es manchmal *trotz* solchen Erscheinungen aus, die — obwohl in engster gegenseitiger Verbundenheit mit den geistigsten Werken — im Verhältnis zu ihnen doch unwesentlich erscheinen müssen. Um ein Beispiel zu sagen: die Elisabethanische Bühnentechnik, selbst eine Erscheinung der Elisabethanischen Kultur, ist ganz unwesentlich im Verhältnis zu den ewigen Dichtungen Shakespeares. Das Wesentliche jener Kultur drücken am unmittelbarsten und vollkommensten *diese* aus. Es gibt aber Elisabethanische Bühnenstücke, die über das gleichzeitige Bühnenwesen nicht

¹ Dieser Vortrag ist auch in *Die Neue Rundschau* 1938 erschienen.

hinausweisen; die mit jenem Theater, oder doch mit dem Theater im allgemeinen derart verbunden sind, dass man sagen muss: sie sind durch das zeitbedingte Technische, oder durch das Technische überhaupt bestimmt.

Kennt man nicht eine antike Literaturgattung, die gleicherweise von technischen Voraussetzungen abhängt? Allerdings nicht vom Theaterwesen (denn die dramatische Dichtung der Hellenen schuf überhaupt erst ihre Bühnentechnik) sondern vom Buchwesen? Wenn es eine solche Gattung gibt, so scheinen es *die* Werke zu sein, die man die „griechischen Romane“ nennt. Zur hohen Dichtung zählen sie ebensowenig, wie die erwähnten Bühnenstücke. Sie bilden eine Unterhaltungsliteratur, die man weder in der Antike noch heute hochzuschätzen gewohnt ist. Umso leichter sieht man ihre Zeitbedingtheit ein, ihre Abhängigkeit von solchen Voraussetzungen, wie eine händliche, billige und angenehme Buchform es ist. Eine solche Form war bekanntlich das alexandrinische Buch, das richtige „Buch zum Lesen“. Die Geschichte des „griechischen Romans“, soweit wir sie kennen, fällt ganz in das Zeitalter dieser Buchform — wenn man die Zeiten, in denen die durch das alexandrinische Buch selbst hervorgerufene Wissenschaft, die Papyrologie, sich bewegt, als ein Zeitalter zusammenfassen darf.

Es sind daher weder prinzipielle noch historische Bedenken zu erheben, wenn wir das Verständnis dieser problematischen Gattung, des griechischen Romans, mit einem Blick auf die Papyrusreste vorbereiten, und ihnen eine nicht allzukurze, aber auch nicht zu lange Betrachtung widmen. Es ist sogar unvermeidlich, dass der Romansforscher heute solch eine papyrologische Betrachtung anstellt. Die ersten Papyrusbuchstücke mit romanhaftem Inhalt sind in den neunziger Jahren des vorigen Jahrhunderts, unmittelbar nach dem Erscheinen des allbekanntesten grossen Werkes über den griechischen Roman, aufgetaucht. Sie haben die literar-

geschichtlichen Kombinationen jenes Buches, wonach die Gattung in den Rhetorenschulen der späten Kaiserzeit entstand, sogleich widerlegt. Seitdem hat man Neues und Entscheidendes vornehmlich von den Papyrusfunden erwartet. Es wurden auch von Zeit zu Zeit neue Buchstücke gefunden: sie liegen bereits in zwei Sammlungen vor. Die Frage ist, ob die Funde wirklich etwas Entscheidendes enthalten. Die Antwort muss vom Prinzipiellen ausgehen und dann das Aeusserliche ebenso in Betracht ziehen, wie das Inhaltliche.

Die Betrachtungsweise, mit der wir zunächst bei dem Aeusserlichsten verweilen, lässt sich auch positiv begründen. Wenn sie eine papyrologische Betrachtungsweise ist, so folgt daraus nicht, dass sie allgemeine Gesichtspunkte ausschliessen müsste. Keine Wissenschaft kann auf die Dauer ohne allgemeine Gesichtspunkte bleiben. Auch die Papyrologie sollte erkennen, dass sie keine bloss von Zufälligkeiten bestimmte und beschränkte Polyhistorie ist. Ausser den vielerlei Kenntnissen und den besonderen Fähigkeiten, durch die sie anderen Wissenschaften Hilfe leistet, hat sie selbst als Wissenschaft einen besonderen Aspekt der Welt zu fassen, und zu erfassen. Schrift, Buch, Bibliothek sind Ausdrucksformen von Kulturen und wir dürfen es als eine weltgeschichtliche Wendung bezeichnen, wenn sie zu so bedeutenden Ausdrucksformen zu werden beginnen, wie im alexandrinischen Zeitalter. Die antike Welt nahm seitdem — neben anderen Aspekten: dem kriegerischen, politischen, wirtschaftlichen — immer mehr einen Aspekt an, der schriftlich, büchern, bibliotheksmässig genannt werden muss. Dieser Weltaspekt stellt den geübten Augen des Papyrologen nicht nur technische Aufgaben, sondern auch ähnliche, wie das Künstlerische in der Welt mit seinen Stilunterschieden, mit seiner Entfaltung oder Dekadenz dem Kunsthistoriker stellt. Auch der Papyrologe muss die verschiedenen Schrift- und Buchformen nicht ausschliesslich zu chronologischen Bestimmungen verwenden. Er hat sie

darüber hinaus als Zeichen veränderter Menschen und Weltlagen zu verstehen.

Solche allgemeine Gedanken über die Papyrologie führen an unseren Gegenstand unmittelbar heran. Denn was macht im letzten Grunde jenen Bücher- und Bücherei-Aspekt der Welt möglich? Die Fähigkeit des Menschen, sich im Schreiben und Lesen auszuleben, eine Fähigkeit, die sich zu einer wunderbaren Ausschliesslichkeit steigern kann: dazu, dass man nur in einer geschriebenen und gelesenen Welt lebt. Solche Steigerung ist erst recht das Zeichen einer veränderten Weltlage, bücherfreieren und bibliothekloseren Zeiten gegenüber. Ich spreche nicht von hohem, geistigem Leben, das nie an Bücher und Büchereien gebunden ist; es liegt auch unabhängig davon aktives und passives, schaffend und geniessend hingeebenes Leben in den Büchern aller Zeiten. Und eben wenn wir die passive und geniessende Seite dieses Phänomens betrachten, müssen wir sagen, dass entwickeltes Buchwesen nicht nur die technische Voraussetzung für die Existenz einer Unterhaltungsliteratur ist. Durch die bezeichnete Fähigkeit hängen sie beide viel tiefer, in einer ihrer Wurzeln selbst zusammen. Der erste grosse Roman der Weltliteratur entstand aus einer Weltlage, die eben jene Möglichkeit für den europäischen Menschen erfüllte, ausschliesslich in einer bloss geschriebenen und gelesenen Welt leben zu können. Man wird erraten, dass ich den Don Quijote meine.

Damit ist wenigstens *ein* fester Punkt gegeben, von dem aus man sich auch dem griechischen Roman ohne vorgefasste Meinungen und Urteile nähern kann. Die Ähnlichkeit der beiden Weltlagen — der früheren, aus der die antiken Romane entstanden sind, und der späteren, in der Cervantes lebte — springt in die Augen. Die Möglichkeit jenes besonderen und vornehmlichen Bucherlebnisses: des Romanerlebnisses, von dem wir reden, ist nur *ein* Zeichen verwandter Weltveränderungen im nachklassischen Zeital-

ter des Griechentums und nach der Renaissance. Man glaubt auch andere Gemeinsamkeiten in der Gesamtkultur beider Zeitalter zu erkennen : Erscheinungen, die alle den gleichen Uebergang bezeugen von wurzelhafterem und organischerem Kleinstaatleben in eine Zivilisation entwurzelter Grossstadtbewohner, blosser Atome und Massenwesen, wie es die Träger von Grossmachtstaaten und ihrer Wirtschaften auch im Altertum waren. Dabei gibt es natürlich erhebliche Unterschiede, und wir wollen neben jenen Zeichen der Aehnlichkeit, der gleichen Weltsituation des Buches, auch *den* Unterschied nicht vernachlässigen, der die griechischen und überhaupt die antiken Romane von der späteren europäischen Romanliteratur trennt.

Die uns bekannten Romane des Altertums sind keine „ grossen Romane “ in dem Sinne, wie der Don Quijote. Die übrigen Unterhaltungswerke derselben Gattung, die nach den hohen Werken entstanden sind und heute noch entstehen, nannte man mit Recht die Karrikaturen der „ grossen Romane “. Sie müssen das auch sein, seitdem völlig durchgeistigte Schöpfungen der Romanliteratur existieren. Solche unwillkürliche Karrikaturen mittelalterlicher Epik waren schon die Ritterromane, die Cervantes vorgefunden hat. Sein allzu eifriger Nachahmer brachte seinerseits gleichfalls nur eine unwillkürliche Karrikatur des echten Don Quijote hervor. Denn tote Abbilder, die die Zeichen ihrer Abgestorbenheit und Sinnlosigkeit, die Merkmale der Auflösung an sich tragen, was sind sie anderes als Karrikaturen? Der Don Quijote entstand, indem der schöpferische Geist der neuen Epoche sich jenes Verfallenen bemächtigte, das als Unterhaltungsliteratur der Zeit ihm entgegenströmte : er schuf daraus das lebendige Denkmal der neuen Weltlage für die Ewigkeit.

Der Unterschied der antiken Romane den späteren gegenüber besteht darin, dass sie weder Werke der Begegnung hoher, schöpferischer Geister mit verfallener, blosser Unter-

haltungsliteratur sind, wie die meisten grossen Romane der Weltliteratur, noch selbst die Karrikaturen solcher Werke. Wenn griechische Romane sich an die grosse Geschichtsschreibung oder an die grosse Dichtung anlehnen, wie Chariton an Thukydides oder Longos an die Bukolik, so ist das nicht dasselbe, wie das Verhältnis des falschen Don Quijote zum echten. Gerade wenn man die erwähnten Romanschriftsteller mit ihren angeblichen oder wirklichen Vorbildern vergleicht und annimmt, dass sie jene einmal ersetzen, muss man sagen, wie sehr die *Zeit* verändert haben musste, um das möglich zu machen! Man hat nicht das Gefühl, wie bei einem mittelmässigen Romanschriftsteller der Neuzeit: wie wagte nur dieser nach jenen grossen, etwa nach Balzac oder Proust, die Feder zu ergreifen? Die berühmte Mittelmässigkeit der bekannten griechischen Romane wirkt nicht als Unfug, der eigentlich gegen die Zeit selbst gerichtet ist (denn Karrikaturen halten das schon Unzeitgemässe fest) sondern, wenn irgendwo, so bedeutet hier Mittelmässigkeit die reine Anschmiegsamkeit an den Wellenschlag der Zeit.

Diese absolute Zeitbedingtheit der antiken Romanliteratur könnte auch so ausgedrückt werden, dass sie wie jede Unterhaltungsliteratur eine Modeliteratur war und nichts mehr. Man erwähnt sie eben deshalb nur ungerne in einem Atem mit unseren grossen Romanen, die nie eine bloss ephemere Bedeutung haben. Doch wäre „Modeliteratur“ hier nicht die ganz richtige Bezeichnung. Die moderne Modeliteratur ist eigentlich immer hinter der Zeit zurück, die sich in den Werken der Grossen ankündigt. Die antiken Romane hingegen, obwohl sie keine führende und richtunggebende Werke sind, wie es Romane im neuzeitlichen Europa sein konnten, werden immer durch die spätere Entwicklung bestätigt. Die Tempelornamente des Diokletianpalastes in Spalato verkünden Jahrhunderte später die gleiche alldurchdringende Macht der Erosreligion, die wir bereits aus den ältesten griechischen Romanen kennen.

Die Isisreligion erlangt ihre allgemeine Geltung im römischen Reiche erst dann als ihr schon die Romanliteratur in Werken, wie die Ephesiaka des Xenophon oder die Metamorphosen des Apuleius gehuldigt hatte. Zudem beweisen die Funde eine mehr als 500 jährige Beliebtheit wenigstens des einen Romanschriftstellers Chariton, die doch mehr ist, als die Dauer einer Mode. All das führt über das bloss Modische hinaus und weist auf die Bedingtheit des antiken Romans seitens der historischen Zeit.

Nicht als eine leere Allgemeinheit, als eine selbstverständliche These der Kulturgeschichte ist das hier gemeint. Die historische Zeitbedingtheit bedeutet nicht nur, dass der griechische Roman als Gattung aus einer bestimmten historischen Weltlage entstand, aus einer ähnlichen, wie der „grosse Roman“ der Neuzeit! Die Beziehung zur Geschichte, zur jeweiligen Weltlage, in der er geschrieben wird, gehört zum Wesen des Romans, auch unabhängig von seinem Inhalt; sie ist von Anfang an da und hört auch nach dem historischen Augenblick der Entstehung der ganzen Gattung nie auf. Deshalb konnte die bedeutendste Theorie des Romans, die freilich den griechischen Roman noch ganz unberücksichtigt liess, allein auf geschichtsphilosophischer Grundlage geschrieben werden. Es ist uns hier um eine wesentliche Eigenschaft der ganzen, schwer zu bestimmenden Gattung zu tun. Und gerade dieses Wesentliche, das den antiken Roman mit dem neuen verbindet, hängt am engsten damit zusammen, dass das Romanerlebnis vom Buch und nur vom Buch ausgeht.

Denken wir an jenen anderen Typ der Erzählungen, dessen orientalische Vertreter manchmal nicht eben leicht von den antiken Romanen zu unterscheiden sind: an das Märchen. Es ist gleichfalls eine schwer zu fassende Gattung. Eines darf man aber von ihm mit Bestimmtheit sagen: das Märchen ist in seinem Wesen unhistorisch, auch wenn die einzelnen Fassungen und Märchenkompositionen die Merk-

male ihrer Entstehungszeit an sich tragen. Das, was im Märchen märchenhaft ist, wird nicht durch die historische Zeit bestimmt. Vielmehr lebt das Märchen zu jeder Zeit in einem ihm gemässen Abschnitt in der grossen Zeitperiode des Jahres oder in der kleinen des Tages. Im Norden, wo die Winternächte so lang sind, wäre „Wintermärchen“ die passende Bezeichnung für Märchen überhaupt. Leo Frobenius machte in Afrika die Beobachtung, dass Märchen nur im Halbdunkel, Fabel dagegen auch bei Tage erzählt wurden. Orientalische Märchenerzähler üben ihre Kunst in der Nacht. Zur Form des Märchens gehört wesentlich, dass es erzählt und nicht gelesen wird, und dass es zur ihm eigenen Zeit erzählt wird. Die Schrift löst das Märchen aus diesen scheinbaren Aeusserlichkeiten heraus und zerstört es dadurch. Das Märchenbuch bedeutet den Tod des Märchens und den Anfang einer zwitterhaften Gattung zwischen Märchen und Roman.

Das ist das ergänzende Gegenbild zum Roman. Denn dieser beginnt erst mit dem Romanbuch sein Dasein. Das Märchen spricht die heimlichen Wünsche und Befürchtungen des unhistorischen, ewigen Menschen in der Nacht aus. Es tut dies gemeinschaftlich und fast zeremoniell. Im Roman nimmt der historische Mensch seine Heimlichkeiten, die im tiefsten Grunde immer jene unhistorischen und ewigen Wünsche und Befürchtungen sind, in die Einsamkeit mit, um sie in der Form eben *der* Geschichte zu erleben, an der er sein eigenes Zeitalter und dessen wirkliche Geschichte am ehesten zu vergessen oder geistig zu überwinden und eben dadurch weiterzuführen vermag. Er liest vielleicht deklamierend, vielleicht zu zweien, wie Francesca von Rimini den Ritterroman. Aber Einsamkeit gehört ebenso zur Form des Romans wie Nacht und Gemeinsamkeit zur Form des Märchens. Und trotzdem ist jene bloss geschriebene und gele-sene Geschichte, die Romanerzählung, immer für das Zeitalter charakteristisch; sie hat, wenn auch nur eine negative

Beziehung, immerhin eine Beziehung zur Geschichte. Und das wurde erst durch das Buch ermöglicht. Das Buch war der Weg aus der Gemeinsamkeit in die Einsamkeit, aus der naturhaft-periodischen Zeit in die historische Zeitspanne, aus dem Märchenerlebnis in das Romanerlebnis.

Dass die ältesten Bruchstücke griechischer Romane sehr viel von jenem Erlebnis verraten werden, dürfen wir nicht erwarten¹. Aber auch wenn wir uns auf das wirklich Erhaltene beschränken und auf der Trümmerstätte nichts aufbauen, was edgültig verfallen ist, überblicken wir doch ein Feld, durch das man heute ganz anders an die antike Romanliteratur herantritt, als es mit der Hilfe allein des grossen Werkes von Erwin Rohde oder der neueren Spezialuntersuchungen möglich war. Die ganze Weite des neuen Blickes kommt erst allmählich zur Geltung. Sie bestätigt zunächst ebendas, was hier aus prinzipiellem Gesichtspunkt

¹ Wir machen gerade an der neuesten Sammlung der Romanpapyri (von Franz Zimmermann, Heidelberg 1936) die Erfahrung, dass allz grosser Optimismus in der Ergänzung des Gefundenen eher Schaden anrichtet als nützt. Kein Altertumsforscher könnte dem Literarhistoriker oder dem Laien, der sich für die Geschichte des Romans interessiert, diese Ausgabe mit ruhigem Gewissen empfehlen, in der mehr als die Hälfte des griechischen Textes vom Herausgeber selbst stammt. Wenn die Ergänzungen auch nur als hypothetische Vorschläge gemeint und als solche bezeichnet sind, so hindern sie sogar den Fachmann am unmittelbaren Verstehen der sichereren Reste. Die etwas ältere, erste Sammlung (von B. Lavagnini, Leipzig 1922) war in dieser Hinsicht zurückhaltender und sie bot auch mehr von dem damals schon bekannten Material. Es ist viel besser, ein echtes Bruchstück vor Augen zu haben, auch wenn es kein sicheres Romanbruchstück bildet, als ein Stück griechischer Romanhandlung, die ausser ganz wenigen Worten moderne Rekonstruktion bleibt. Einen wirklichen Fortschritt bedeuten dagegen die besseren Lesungen und die Ausmerzungen dessen, was durch falsche Ergänzungen in die Texte kam. Dafür sind wir Herrn Zimmermann zum Danke verpflichtet. Es wäre aber im Interesse der Romanforschung auch hier jenes puritanische Verfahren anzuwenden, durch das sich der neueste englische Herausgeber der Alkaios- und Sapphrofragmente ausgezeichnet hat: das Bruchstück Bruchstück sein zu lassen und auch die wahrscheinlichsten Ergänzungen nur als Erklärung an dem dazu bestimmten Orte zu geben.

über den geschichtlichen Charakter des Romans gesagt wurde.

Die Einförmigkeit jener stereotypen Erzählung vom getrennten, unter Versuchungen und Gefahren umherirrenden, endlich doch vereinigten Liebespaare, die uns in den durch die Byzantiner überlieferten griechischen Romanen entgegentritt, konnte den Eindruck einer schulmässigen Beschränktheit machen, die im Vergleich mit dem Reichtum des neuzeitlichen Romans fast grotesk vorkam. Daneben bestand die Möglichkeit, dass wir durch jene wenigen, völlig erhaltenen Romane eher den Geschmack der Byzantiner als die Romanerlebnisse der Antike kennen lernen. Denn für die Auswahl durfte man ja die Byzantiner verantwortlich machen. Und das war nicht eben beruhigend.

Die erwähnte jahrhundertlange Beliebtheit des Chariton, die uns die Funde zeigten, wies auf eine andere Möglichkeit : dass nämlich die Byzantiner ein Werk übernehmen, dass im Altertum selbst schon zu einem halbtausendjährigen Leben fähig war. Nicht alles gaben sie freilich weiter, das die gleiche Fähigkeit besessen hat. Jenes oberägyptische Pergamentbuch, das von der langen Beliebtheit des Charitonromans zeugt, enthält noch einen anderen. Als seinen Verfasser vermutet ein führender Papyrologe gleichfalls den Chariton. Er wäre also der erste bekannte Romanschriftsteller der Weltliteratur, der mehrere Romane verfasste. Solange Beweise dagegen nicht erbracht werden, ist das auch aus inneren Gründen wahrscheinlich. Der Inhalt der gefundenen drei Blätter des zweiten Romans spricht für frühe Entstehungszeit und am meisten für Chariton. Seitdem die von einem grossen Philologen vorgeschlagene Ergänzung des dritten Blattes vom neuen Herausgeber beiseitigt worden ist, sehen wir, dass die Heldin, Chione, in einer äusserst schwierigen Lage ist : sie hat keinen Grund, den einen Mann zu verlassen und kann doch nicht ohne den anderen leben. Die Situation ist nicht die einer Braut, son-

dem die einer jungen Frau. Für die frühe Zeit und gerade für Chariton ist das charakteristisch.

Welches war aber jene frühe Zeit? Auf Grund der ältesten Bruchstücke muss man Chariton vor 150 n. Chr. ansetzen. Es ist eine andere Frage, ob unmittelbar vor jener Zeit, oder beträchtlich früher. Die Fragmente des Ninosromans machen das Vorhandensein von Romanerzählungen schon im 2. Jh. v. Chr. wahrscheinlich. Ja es kann gezeigt werden, dass die Wirkung solcher Erzählungen auf die unmittelbaren Vorlagen des Plautus oder auf diesen selbst ebensowenig ausgeschlossen ist, wie die Wirkung der attischen neuen Komödie auf den Roman. Dieser als die Epik des Privatlebens bildet ja gewissermassen auch die Fortsetzung jenes bürgerlichen Dramas. Was nicht stark genug hervorgehoben werden kann, ist jedoch etwas anderes. Unabhängig von solchen Teilfragen, ob man den Chioneroman dem Chariton zuweist, oder das unterlässt, ob man ihn nach- oder vorchristlich ansetzt, lehrt uns der Fall dieses Romanschriftstellers, dass man ohne besondere Beweise nicht von der bloss ephemeren Bedeutung griechischer Romanwerke reden darf.

Die gefundenen Bruchstücke von Romanbüchern sind keine solche Beweise. Von den kostspieligen kalligraphischen Prachtexemplaren ist es nicht notwendig dies besonders zu sagen. Reste von solchen sind aber seltener, als Fragmente eines weniger feinen Romanbuchtypes, der dadurch entstand, dass man den Romantext auf die Kehrseite schon einmal verwendeter Rollen schrieb. Von solchen billigen „Buchhändlerexemplaren“ glaubt man, dass sie die bloss ephemere Bedeutung des Textes bewiesen. Als ob billige Ausgaben von langlebigen Romanklassikern nicht ebenso möglich wären! Man denke etwa an das auf Kehrseite geschriebene Oxforder Bruchstück der Hypsipyle des Euripides. Doch sind wir heute nicht allein auf derartige allgemeine Erwägungen hingewiesen. Wenn der neue Heraus-

geber den Namen der Heldin des in Korfu spielenden Fragmentes richtig gelesen hat, so liegen uns Bruchstücke aus der billigen und aus der kostspieligen Ausgabe desselben Romans, des Parthenoperomans, vor. Sicherer und wichtiger ist noch, dass wir von einem der grosszügigsten, ja dem universalsten der antiken Romane, dem Werke des Antonios Diogenes „Ueber die Wunderdinge jenseits von Thule“ gleichfalls ein auf die Kehrseite geschriebenes Blatt besitzen. Das alles zeigt nur die gewaltige Verbreitung jener Literatur, deren Trümmerfeld wir heute zu überblicken beginnen.

Bedenken wir nochmals die Zeitspanne, worüber sich diese erstreckt. Sie begann, wenn nicht früher, so doch wenigstens im 2. Jh. v. Chr., und der letzte Klassiker der griechischen Romanliteratur, den wir kennen, Achilleus Tatios, ist laut der Papyrusfunde nicht später als das 3. Jh. n. Chr. Also eine fünfhundertjährige Lebenszeit, wozu noch die mehr als 500 Jahre der Nachwirkung bis in das Mittelalter hinzukommen. Es ist eigentlich die ganze römische, geschichtlich gleichfalls eine gewisse Einheit bildende Zeit des Griechentums, deren intimste und lebendigste Literatur uns in den antiken Romanen bekannt wird, eine Literatur übrigens, die sich gar nicht auf die östliche Reichshälfte beschränkte. Schon Sulla und noch Diokletian durften die Geniesser ihrer frischen Blüte sein. Dass Petron und Apuleius zu den Vertretern dieser Literatur gehören, unterliegt keinem Zweifel, wenn wir einmal deren Weite und Breite in jeder Richtung gewahr werden. Und auch das wird unmittelbar verständlich, dass die Römer in einer Gattung nicht völlig aufgehen, die der Ausdruck einer besonderen geschichtlichen Lage der griechischen Welt ist.

Diese Bedeutung der griechischen Romanliteratur als historischen Phänomens berechtigt dazu, dass man auch den griechischen Roman, wie dies mit dem neuzeitlichen versucht worden ist, geschichtsphilosophisch versteht. Er ist verbunden mit einem Zeitalter der griechischen Welt, dem

schon zwei andere vorausgegangen sind. Das erste war das heroische Zeitalter des Griechentums, das zweite das politische. Dieses dritte darf negativ das unpolitische, positiv das erotische Zeitalter genannt werden. Alle drei Zeitalter besitzen ihre besondere Art der Epik. Zum heroischen gehört die grosse Epopöe, zum politischen die grosse Geschichtsschreibung, zum unpolitischen der Roman. Jede dieser Gattungen überlebt als literarische Form ihr eigenes Zeitalter. Ursprünglich, in ihrem eigenen Zeitalter sind sie jedoch mehr als literarisch : sie sind unmittelbare Formen der Abhängigkeit von Gestalten, die das menschliche Leben in jenem Zeitalter beherrschten. So ist die grosse Epopöe von der zeitbeherrschenden Gestalt des Heros bestimmt, die grosse Geschichtsschreibung von der Herrscherin des politischen Zeitalters : der kämpfenden, schaffenden und leidenden Polis. Ebenso stehen als zeitbeherrschende Gestalten über dem unpolitischen Zeitalter und seiner Epik, dem Roman, die geliebte und liebende Frau und ihr Geliebter. Diese bezeugen ihrerseits die Macht eines wirklichen Gottes, des Eros, ebenso, wie der Heros die Herrlichkeit des göttlichen Seins und die Polis die ihrer eigenen Gottheiten bezeugt. Die Folgen solcher Abhängigkeit von zeitbeherrschenden Gestalten sind positiv und negativ. Positiv ist die Lebensfülle, negativ die Beschränktheit des Lebens auf *ein* Prinzip, die Einseitigkeit. Die lebendige grosse Epopöe ist mit ihren ewigen Kämpfen und Abenteuern nicht weniger einseitig, als der griechische Roman mit den stereotypen Leiden und Freuden des Liebespaares. (Dass der Unterschied des Heroischen von einer bloss mit Liebe und Keuschheit beschäftigten Menschlichkeit auch andere, gewaltige Unterschiede mit sich bringt, wird damit nicht geleugnet.) Sinnvoll und verständlich werden die in ihrer Sonderbarkeit doch eintönigen Einzelheiten nur dem, der hinter ihnen die herrschende Gestalt sieht.

Viel grösser wird die Freiheit und Verwendbarkeit der

literarischen Formen, als sie, bloss literarisch geworden, nicht mehr die Formen der Abhängigkeit von zeitbeherrschenden und lebensbestimmenden Gestalten sind : als sie aufgehört haben, Lebensformen zu sein. Die Epopöe selbst wird im Zeitalter der Geschichtsschreibung historischer und bietet ihre eigenen Formen der beginnenden Historiographie dar. Verwickelter ist die Lage der griechischen Geschichtsschreibung am Anfang des unpolitischen Zeitalters. Sie hat in den weltpolitischen Zeitaltern der neuen Reiche, namentlich des römischen, neue Möglichkeiten für sich. Im Ganzen wird aber auch sie freier und verwendbarer. Man stellte mit Recht eine Erotisierung der Geschichtsschreibung am Anfang der neuen Epoche fest. Und es war die Historiographie, an die sich der griechische Roman in Hinblick auf die literarische Form anfänglich anlehnen konnte. Das war ebenso natürlich, wie zu ihrer Zeit die Historisierung der Epopöe und die Anlehnung der Geschichtsschreibung an sie. Aber es sagt ebenso nur Nebensächliches über den antiken Roman aus, wie die erwähnten anfänglichen Nebenumstände nichtssagend sind, wenn man das Wesentliche über die griechische Geschichtsschreibung erfahren will. Die prosaische Uniform selbst als Form der nach dem heroischen Zeitalter eintretenden allmählichen Auflösung der festen Ordnungen des Göttlichen und Menschlichen gehört der Historiographie und dem Roman mit dem gleichen Recht an. Als eigene literarische Form für den griechischen Roman blieben ausschliesslich die immer wiederkehrenden inhaltlichen Elemente : jene stereotypen Leiden und Freuden, in denen sich das Wesen der zeitbeherrschenden Gestalten kundtut.

Durch die Erfahrungen, die man in der Beschäftigung mit den Papyrusbruchstücken macht, wird dies Ergebnis bestätigt, und das über die herrschenden Gestalten Gesagte wird dadurch erst als eine geschichtliche Realität greifbar. Es ist immer unmöglich gewesen, von einem Bruchstück

sicher zu stellen, dass es zu einem Roman gehört, wenn es keins der stereotypen Elemente der bekannten griechischen Liebesromane enthält. Und es bekundet immer eine vorgefasste Meinung vom Ursprung des griechischen Romans, wenn man durch solche sicheren Zeichen nicht charakterisierte Reste als Romanfragmente anspricht. Andererseits sind derart gesicherte Bruchstücke von soviel Liebesromanen des bekannten Typs schon vorhanden, dass die geschichtliche Bedeutung dieser besonderen Art des Romans als *des* griechischen Romans auch dann nicht gemindert würde, wenn daneben noch andere Arten treten sollten. Volkstümliche Erzählungswerke, wie die „wahre“ Geschichte des trojanischen Krieges vom Kreter Diktys und der Alexanderroman oder die aus Anekdoten zusammengestückelte Biographie des Aesop sind bekannt und auch durch Papyrusbruchstücke vertreten. Diese machen schon den Eindruck von unwillkürlichen Karrikaturen der grossen Epopöe, der grossen Geschichtsschreibung oder der ernst-, wissenschaftlichen Biographie, ja — in erotischen Schilderungen — manchmal des Liebesromans selbst. Die Gattung des Chariton, Xenophon von Ephesos, Heliodor, Longos, Achilleus Tatios, als die eigentliche künstlerische Form der Epoche zeigt ihre Höhe und Geschlossenheit erst im Vergleich mit den erwähnten volkstümlichen Romanen, während diese eine Gelöstheit und doch den Zusammenhang mit der höheren Gattung zur Schau tragen, wie dies eben ganz niedrigen, an der Peripherie liegenden Erscheinungen eigen ist.

Es gab lange Zeit nur ein Papyrusbruchstück, das den griechischen Roman, und zwar gerade den Liebesroman, von einer neuen Seite her beleuchtet hat: das Fragment, dessen Held der Assyrerkönig Ninos ist. Dazu kam unlängst ein zweites aus einem andren Roman, dessen Heldin Kalligone heisst. Dieses neue Fragment lässt uns die Bedeutung auch der Reste des Ninosromans besser verstehen. Gemein-

sam weisen sie noch mehr auf die beide bestimmende Gestalt hin, als dies der Ninosroman allein tat. Und so sind beide geeignet, diese Betrachtung mit der Verdeutlichung dessen, was unter einer „bestimmenden Gestalt“ verstanden werden soll, abzurunden.

Im Ninosbruchstück sieht man einen Beweis dafür, dass selbst der griechische Liebesroman von der Historiographie ausgegangen ist. Ninos sei ja eine sagenhaft gewordene historische Gestalt und in die Geschichte seiner Liebe — soviel entnehmen wir dem Bruchstück — spielen die Kämpfe mit den Armeniern hinein. Doch sieht man ebendaher, wie nichtssagend eine solche Feststellung an sich sein kann. Geht man der Anlehnung an die Historiographie nach, so spürt man eher die völlige Entfernung von all dem, was für die Griechen Geschichtsschreibung war, als dessen Nähe. Fühlbar und feststellbar ist vielmehr die unmittelbare Nähe einer sagenhaften Gestalt, in der ein Typ der liebenden und geliebten Frau mythische Grösse erhielt, oder sie aus den Zeiten einer mythischen Weltanschauung behielt. Die vierzehnjährige Braut des Ninos, die auf dem einen Blatt noch von ihrer Liebe nicht zu reden vermag, und auf dem anderen Blatt schon ihre schwer zu beruhigende harte Natur zeigt, ist im Romanfragment selbst nicht mit Namen genannt. Wir wissen aber aus der Sage, dass sie nur die Semiramis sein kann, ein Urtyp des ewig unruhigen Weibes. Derselbe Typ tritt uns im neuen Bruchstück, durch eine masslose Unruhe-Szene klar gekennzeichnet, aber auch schon völlig hellenisiert, entgegen. Es ist die Kalligone, die sich selbst wegen eines Mannes töten, und Eubiotos, ihren Beschützer, der sie daran verhindert, mit eigenen Händen erwürgen will. Sie lebt im Lager, wie dies auch von der Braut des Ninos anzunehmen ist, ja, sie scheint die Heerführerin zu sein, wie es auch die Semiramis der Sage war. Denn es wird als Vorwand ihrer Unruhe von Eubiotos erfunden, sie habe über die Sauromaten, dieses mächtige Volk in Skythien, wo

der Roman anscheinend spielt, schlechte Nachrichten erhalten. Eine derartige „geschichtliche“ Situation — wenn auch bezeichnend für den Romanschriftsteller selbst — ist im Grunde genommen immer nur Vorwand im griechischen Roman. Die Hauptsache ist für Schriftsteller und Leser jene Idealgestalt, die in den unerhörtesten Lagen immer wieder die Macht des Eros beweist.

Einen anderen, viel weicheren Frauentyp, den Chariton zu seiner Romanheldin gewählt hat, den Typ der Kallirrhoe, kannte das Altertum gleichfalls als mythische Gestalt, lange bevor sie als Idealgestalt im Roman waltete. Auf diesen anderen Urtyp, die treue und leidende Göttin Isis, verweisen die völlig erhaltenen griechischen Romane. Jetzt, da uns die Bedeutung des Romans in der Geschichte des Griechentums durch die Papyrusbruchstücke deutlicher geworden ist, kann auch diese Anlehnung an ganz nahe, orientalische Gestalten schärfer gefasst werden. Nach unserer Betrachtung bedarf es nicht mehr vieler Worte, um zum Schluss darüber das Wesentlichste zu sagen.

Zeitbeherrschende Gestalten sind in der eigenen Geschichte eines Volkes da, sie treten nicht von aussen herein. Man erblickt sie über sich, gibt sich ihnen hin, lebt in ihrem Kult. Und man schafft ihre Mythen, solange das Zeitalter wirklich schöpferisch, solange es ein mythenschaffendes Zeitalter ist. Als das Griechentum für Zeitherrscherinnen, wie im Orient Isis und Semiramis waren, reif geworden war, lebte es nicht bloss in einem unpolitischen, sondern in einem unmythischen Zeitalter. Morgenländische Sage und ägyptische Religionspropaganda brachten ihm das Material, das seinen eigenen Idealen genau entsprach. Die Kalligone durfte mit Recht behaupten, sie sei eine Griechin. Denn jene Idealgestalten waren menschlich und griechisch gesehen. Ihre Geschichten erschienen nicht mehr als Mythen, doch wurden sie aus altem Mythenmaterial gebaut. Und das Griechentum, dass sich über diesen neuen Erzählungen so

gerne vergass, träumte sich, in das Romanbuch vertieft, durch eine neue Art von Hingabe — eben die, die wir alle als Romanerlebnis aus eigener Erfahrung kennen — unmerklich in den Orient und in das Mittelalter hinüber.

Karl KERÉNYI.

Fortschritte der Arbeiten am Wörterbuch der griechischen Papyrusurkunden

Ueber die Arbeiten am WB und seine Nachträge ist auf dem Kongress in München vor 4 Jahren ausführlich berichtet worden, sodass ich mich heute kurz fassen kann. Wie damals ausgeführt wurde, sind die Arbeiten für die Nachträge bereits vor Erscheinen des dritten Bandes — also vor 1931 — in Angriff genommen und bis jetzt weiter fortgeführt worden. Dabei sind zwei Arbeitsgänge zu unterscheiden. Der eine umfasst die Verzettelung der Texte, der andere die Bearbeitung dieser so gewonnenen Zettel. An der Verzettelung der Texte, wobei für jede Belegstelle eines jeden Wortes ein besonderer Zettel benutzt wird, arbeiteten in letzter Zeit folgende Herrn : Prof. LAMMEYER (Köln) und die Kandidaten der Philologie Heinz HEINTZE (München), Wilhelm RIEMSCHEIDER (Berlin) sowie Harry WILKE (Berlin). Die „ Bearbeitung “ der Zettel, die ausschliesslich von mir vorgenommen wird, geht folgendermassen vor sich : Sobald Zettel von den Mitarbeitern eingelaufen sind, wird jedes Zitat geprüft, die deutsche Bedeutung hinzugefügt und, wo es notwendig ist, auch die betreffende Wendung notiert. Mit Unterstützung der Preussischen Akademie und der Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft ist die Verzettelung sowie die Bearbeitung jetzt so weit gediehen, dass ausser wenigen Texten, die bis zum Ende des Jahres verwertet werden, alle bis jetzt selbstständig erschienenen Textpublikationen erfasst sind. Die Zahl der für den Nachtragband in Betracht kommenden Publikationen beläuft sich

auf 73 selbstständige Editionen. Die Zahl der Zettel, die jetzt vorliegen, ist auf 350 000 Zettel angewachsen. Zu Beginn des Jahres 1938 werden diese Zettel alphabetisch geordnet. Diese Arbeit wird mit Hilfskräften durchgeführt werden, sodass ich diese Erholungspause benutzen kann, um die wichtigste Literatur, Textverbesserungen und Verbesserungen zu den erschienenen Wörterbuchbänden durchzuarbeiten. Denn nach Möglichkeit sollen die Nachträge nicht nur Nachträge von Material, sondern auch Verbesserungen zu den bereits erschienenen Bänden enthalten. Das Wörterbuch-Unternehmen hatte in den letzten Jahren mit zwei Schwierigkeiten zu kämpfen. Die eine Schwierigkeit war finanzieller Natur und zwang mich, mit der Verteilung der Verzettelungsarbeit etwas zurückzuhalten, da das Honorar für die Mitarbeiter eine Zeit lang ausblieb.

Eine zweite Schwierigkeit verursachte die Devisenfrage. Gerade als diese Frage akut wurde, haben die Herrn Kollegen in einem Tempo neue Textpublikationen herausgebracht, dass die Bearbeitung dieses neuen Materials selbst unter normalen Verhältnissen grosse Anstrengungen erfordert hätte. Um so schwieriger war die Lage für unsere Arbeiten, da infolge der Devisenschwierigkeiten ein Ankauf der Texte unmöglich wurde. Aber auch diese Schwierigkeit konnte überwunden werden und ist überwunden worden durch das Entgegenkommen derjenigen Kollegen, die ihre neuen Editionen für die Verzettelung zur Verfügung stellten. Ohne diese wertvolle Unterstützung wäre es mir nicht möglich gewesen, die Arbeiten in der seitherigen Weise ohne Unterbrechung fortzuführen. Ich möchte daher auch an dieser Stelle den betreffenden Kollegen meinen herzlichsten Dank aussprechen.

Was die Anlage der Nachträge betrifft, so wird sie sich dem Vorbild der erschienenen WB-Bände anpassen. Es wird also zuerst die „Allgemeine Wörterliste“ gebracht werden und dann die „Besondere Wörterliste“ mit den einzelnen

Abschnitten. Ueber den Umfang der Nachträge kann ich noch nichts Genaueres sagen. Aber nach dem vorliegenden Material muss man mit mindestens 6 Heften rechnen. An die Ausarbeitung des ersten Heftes kann erst herangegangen werden, wenn das ganze Material von etwa 350 000 Zettel alphabetisch geordnet ist; dies wird im Sommer 1938 der Fall sein. Das erste Heft dürfte dann Ende des Jahres 1938 druckfertig sein, und weitere Hefte werden alsdann in regelmässigen Abständen folgen können.

Emil KIESSLING.

Streiflichter zur Katökenfrage

Die Rechtsstellung der Katöken und die Entwicklung ihrer Lehngüter zu Privatgütern sind von ROSTOWZEW, WILCKEN, Paul M. MEYER, OERTEL u.a. grundlegend behandelt worden¹. Trotz zahlreicher Quellen mussten jedoch mancherlei Fragen offen bleiben. Dies liegt vor allem daran, dass unsere Rechtsurkunden zwar Auskunft über Aenderungen von Rechtsverhältnissen geben, dass sie aber andererseits die Rechtsnormen, die gebietend dahinter stehen, in der Regel als bekannt voraussetzen und daher höchstens andeuten oder, wie es meist der Fall ist, völlig unerwähnt lassen.

In den letzten 10 Jahren sind nunmehr neue Katökentexte veröffentlicht worden, bei denen es in dieser Hinsicht nicht viel anders steht; aber durch sorgsame Interpretation der Texte unter Verwertung bekannter Tatsachen lassen sich doch neue Erkenntnisse herausarbeiten, die auch für das Verständnis der alten Texte nicht ohne Bedeutung sind. Wenn ich von neuen Katökenurkunden spreche, so denke ich in erster Linie an die Umbuchungs-Homologien des ersten vorchristlichen Jahrhunderts², die von Wolfgang KUNDEL in der *Zeitschrift der Savignystiftung*³ untersucht

¹ ROSTOWZEW, *Studien zur Geschichte des römischen Kolonates* (*Archiv. f. Pap.*, Beih. 1) 1910. Weitere Literatur bei Friedrich OERTEL, *Katöikoi* in PAULY-WISSOWA, XXI. Halbband, 1921. Ausserdem Paul M. MEYER, *Juristische Papyri. Erklärung von Urkunden zur Einführung in die juristische Papyruskunde*, 1920, Nr. 56, 63.

² *Pap. Oxy.*, 1635. *B.G.U.*, VIII, 1731-1740.

³ *Zeitschrift d. Savigny-Stiftung, Roman. Abl.*, Bd. 48, 1928, S. 285-313.

worden sind, und ferner an den ungemein wichtigen Tarif des Katökengrundbuchamtes des Arsinoites vom zweiten Jahrhundert nach Chr., der von CURSCHMANN mit wertvollem Kommentar in den *P. Jandanae*¹ veröffentlicht worden ist. Um die Eingliederung dieser Texte in einen grösseren historischen Zusammenhang vornehmen zu können, muss man naturgemäss auch bekannte Tatsachen kurz skizzieren.

Die Kleruchen des 3. vorchristlichen Jahrhunderts waren Soldaten des Beurlaubtenstandes, denen man durch Ueberlassung von Lehngütern (κλήροι) ihr Auskommen sicherte. Auf diese Weise suchte man zuverlässige Soldaten — fast durchweg griechischer Nationalität — als Reserve im Land festzuhalten, solange bei der aktiven Truppe eine Verwendungsmöglichkeit nicht gegeben war. Das Vorwiegen griechischer Stammes- und Kulturzugehörigkeit zeigt die Tatsache, dass sie sich in Landsmannschaften zusammenschlossen und zu den Gymnasien rege Beziehungen unterhielten. Als Ende des 3. Jahrhunderts in beschränktem Masse auch einheimische Elemente mit Kleros bedacht wurden, legten sie sich zum Unterschied von diesen ägyptischen Kleruchen sogar eine besondere Bezeichnung zu und nannten sich Katoikoi.

An dem Kleros, für dessen Registrierung besondere Grundbuchämter, die *κατάλογοι*, geschaffen wurden, hafteten für den jeweiligen Inhaber Rechte und Pflichten. Die Rechte bestanden in Steuerprivilegien², die die Ausnutzung des Bodens erleichtern sollten. Die Pflichten erstreckten sich auf die Bebauung³ des Bodens und die Verpflichtung⁴ des Kleruchen, sich zur Erfüllung militärischer oder polizei-

¹ *P. Jandanae*, VII, 1934, Nr. 137.

² WILCKEN, *Grundzüge d. Papyruskunde*. Bd. I, 1, S. 283.

³ *Revenue laws*, 24, 6 ff. Dazu ROSTOWZEW, *a.a.O.*, S. 8.

⁴ GELZER, *Mitteilungen aus der Freiburger Papyrussammlung* (*Sitzungsberichte der Heidelberger Akademie der Wissenschaften, Philo-historische Klasse*, Jahrg. 1914, 2. Abh., S. 61 ff).

licher Dienstleistungen jederzeit bereit zu halten. Da es sich nur um eine Belehnung handelte, blieb der König Eigentümer des Kleros. An ihn fiel der Kleros zurück (*ἀναλαμβάνειν*)¹, wenn der Kleruche ins Feld zog, oder wenn der Kleruche starb. Die Tatsache, dass der Kleros an den König zurückfiel, wenn der Kleruche eingezogen wurde, ist verständlich. Denn er wurde jetzt wieder von der Truppe gepflegt. Schwieriger ist die Frage zu beantworten, warum der König die Hälfte eines Kleros (*ἡμικλήριον*)² in eigene Regie nehmen, sie verpachten und Nutzen daraus ziehen konnte, wenn der Kleruche aus privaten Gründen längere Zeit abwesend war. Man hat in diesem Fall wohl deshalb die Nutzung des ganzen Kleros dem Kleruchen vorenthalten, weil die Verpflichtung zur Gegenleistung — nämlich die militärische Bereitschaft — während der Abwesenheit nicht erfüllt werden konnte. Denn die Funktionen der Kleruchen waren unter den ersten Ptolemäern noch vorwiegend militärischer Natur. Es muss daher auch die Hypothese³, die Kleruchen seien von Anfang an zur Verwirklichung von Meliorationsplänen herangezogen worden, fallen gelassen werden. Unsere neueren Texte zeigen vielmehr auf Schritt und Tritt, dass bei den Belehnungen im 3. vorchristl. Jahrh. durchweg Land zur Verteilung gelangte, das schon kultiviert war. So besteht der Kleros in der Urkunde vom Jahre 251 v. Chr., die Gelzer in den Sitzungsberichten der Heidelberger Akademie veröffentlicht hat, aus „*γῆ δυναμένη σπείρεσθαι*“⁴, also aus Kulturland. Die jungen Kleruchen, die hier genannt werden, haben den Kleros nur deshalb erhalten, damit dessen Erträge ihnen und ihren Pferden als Unterhalt dienen sollen. Im Jahre 251 müssen sie zu Militärdiensten einrücken und haben den Kleros in ordnungsgemäsem Zustand

¹ ROSTOWZEW, *a.a.O.*, S. 24.

² *P. Enteuxeis*, 55 [223/22]. *Pap. Tebt.*, 746 [243 v. Chr.].

³ ROSTOWZEW, *a.a.O.*, S. 7.

⁴ GELZER, *a.a.O.*, S. 62, Urk. Z. 6.

an den König zurückzugeben. Wie lange die Kleruchen im Besitz ihrer Kleroi waren, geht aus dem Text nicht hervor. Man erfährt nur, dass die Kleroi „μετὰ τὸν σπóρον“ an den König zurückfallen müssen. Dieser Zeitpunkt, der auch in den Petrie-Papyri III 104-106 als Rückgabetermin wiederkehrt, macht es wahrscheinlich, dass der Kleros zunächst für ein Jahr vergeben wurde, und dass sich der Termin automatisch auf je ein weiteres Jahr verlängerte, wenn keine ausschliessende Gründe eintraten. Irgendein Hinweis auf Kultivierung von Land ist in unserer Urkunde nicht zu finden.

Auch in den bereits erwähnten Petriepapyri aus dem Jahre 244/243 besteht der Kleros bei sämtlichen zehn Kleruchen aus Kulturland. Sie bewirtschaften ihre Kleroi nicht selbst, sondern jeder einzelne Kleruche hat seinen Kleros als Ganzes an je *einen* Pächter verpachtet. Die Möglichkeit, dass diese Kleruchen ihren Kleros als „χέρσος“ oder als „ὑπόλογον“ erhalten und schon soweit kultiviert haben, dass die Kleroi Pachtzinsen von 1, 2 und 3 Artaben Weizen pro Arure abwerfen, ist abzulehnen. Denn mindestens ein Kleruche kann, wie WILCKEN¹ gezeigt hat, nicht lange im Besitz seines Kleros gewesen sein. Bei ihm handelt es sich nämlich um einen Gefangenen aus dem syrischen Krieg des Euergetes, der erst im Jahre 246 seinen Anfang nahm. Der Kleros muss also in der Zeit, als er zur Belehnung gelangte, schon soweit kultiviert gewesen sein, dass dessen Erträge sowohl den Kleruchen als auch den Pächter ernähren konnten. Auch eine Urkunde vom Jahre 243 v. Chr.² zeigt, dass die hier erwähnten Kleroi bzw. Hemikleria aus Kulturland bestanden haben.

Aber auch Gründe allgemeiner Art sprechen gegen eine Kulturpflicht der Kleruchen. Wer die mühevollen Arbeit auf sich nimmt, aus Oedland Kulturland zu schaffen, muss

¹ WILCKEN, *Grundzüge u. Chrestomathie*, I, 2, Nr. 334, Einl.

² *P. Tebt.*, 746 [243 v. Chr.].

die Gewähr haben, dass der Boden mehrere Jahre ununterbrochen in seinem Besitz verbleibt, und dass die Lasten und Entbehrungen der ersten Jahre in den von Jahr zu Jahr steigenden Erträgen einen Ausgleich finden. Den Kleruchen konnte man auf Grund ihrer militärischen Verpflichtungen eine Gewähr für die Dauer ihres Besitzrechtes nicht garantieren. Um ihnen wenigstens die Erträge eines Jahres zu sichern, werden die Könige nach Möglichkeit versucht haben, die Kleruchen erst μετὰ τὸν πόρον zu mobilisieren; aber selbst dafür konnte in den kriegerischen Zeiten des 3. Jahrhunderts keine Garantie gegeben werden. In dieser Unsicherheit des Besitzes möchte ich auch einen Grund sehen, warum die Kleruchen sich gar keine Mühe gaben, den Boden selbst zu bewirtschaften, sondern dass sie den Kleros verpachteten. Sie verpachteten ihren Kleros oder besser gesagt, sie mussten ihn verpachten, weil sie mit der Möglichkeit rechnen mussten, ihn jederzeit zu verlieren. Eine Garantie für längeren ungestörten Besitz hätte höchstens den Pächtern, gegebenenfalls mit Zustimmung des Königs, eingeräumt werden können; denn die Möglichkeit bestand, dass sie beim Rückfall des Kleros vom König mit übernommen wurden, und dann, wie aus den oben erwähnten Petriertexten hervorgeht, den mit den Kleruchen vereinbarten Pachtzins nunmehr in gleicher Höhe an den König weiterzahlten. Ueber den Inhalt der Pachtverträge, welche die Pächter mit den Kleruchen in den Petriepapyri abgeschlossen haben, sind wir nicht genau unterrichtet. Die aus dem Jahr 223-222 erhaltenen Pachtverträge (ἐξαμάρτυρος συγγραφαί)¹ zeigen jedoch, dass den Pächtern von Kleros zwar gewisse Auflagen hinsichtlich der Bepflanzung zur Pflicht gemacht wurden, dass aber von einer Kultivierungspflicht nirgends gesprochen wird; denn der Kleros besteht auch hier überall aus Kulturboden.

¹ P. Tebt., 815, S. 291, 299, 301. Vgl. auch P. Tebt., 819, 6; 29 [171 v. Chr.].

In Anbetracht dieser Tatsachen ist es wenig wahrscheinlich, dass in diesen frühen Zeiten schon Oedland mit der Verpflichtung, es zu kultivieren, als Kleros in grösserem Umfang zur Verteilung gelangt ist. Man kann Bauern, man kann ausgediente Veteranen durch günstige Bedingungen für Meliorationsarbeiten gewinnen, aber man kann nicht solche mühselige Arbeiten von Soldaten verlangen, deren Besitzrechte so wenig gesichert sind, dass sie sogar die Bebauung des Bodens anderen Kräften überlassen müssen.

Erst gegen Ende des 3. Jahrhunderts erfahren diese Zustände eine grundlegende Wandlung. Das Besitzrecht der Kleruchen am Kleros festigt sich immer mehr. So wird in einer demotischen Urkunde vom Jahre 202 v. Chr.¹ ein Kleruche genannt, dem der Kleros „für die Ewigkeit gegeben worden ist“, d.h. lebenslänglich. Die Könige verzichten in dieser Zeit auf die Zurücknahme des Kleros und damit faktisch auf ihr Eigentumsrecht, wenn sie dieses auch in der Theorie die ganze ptolemäische Zeit hindurch aufrechterhalten haben. Ausserdem wurde stillschweigend eine Art Erbrecht² zu Gunsten des ältesten Sohnes, der dann auch die militärischen Pflichten übernehmen musste, anerkannt. Parallel mit dieser Entwicklung geht nunmehr die Tendenz der Ptolemäer, die Kleruchen immer mehr ihren wirtschaftspolitischen Zielen dienstbar zu machen und ihre Kräfte zur Kultivierung des ägyptischen Bodens einzusetzen. Die Kleruchen unterzogen sich dieser mühsamen Arbeit um so bereitwilliger, als sie nunmehr die Gewähr hatten, dass der Boden ihnen und ihren Nachkommen verblieb. Andererseits hatten die Ptolemäer kein Interesse daran, nach dem Verzicht auf ihr Eigentumsrecht weiterhin gutes Kulturland als Kleros zu verteilen, da sie dasselbe nicht mehr zurück-

¹ SETHE-PARTSCH, *Demotische Urkunden* (Abhdl. d. Sächs. Akad. d. Wiss., Philolog.-histor. Klasse, XXXII, 1920), Nr. 7, S. 129 ff.

² P. Lille, 4 [218/17 v. Chr.].

erhielten. Die Folge war, dass im 2. Jahrhundert fast nur noch Oedland als Kleros zur Verteilung gelangte, mit der Verpflichtung es zu kultivieren. Dadurch wurden die Kleruchen in grossem Ausmass zur Melioration des ägyptischen Bodens herangezogen, während die militärischen Verpflichtungen allmählich immer mehr zurücktraten.

Aber auch in steuerpolitischer Hinsicht suchten sich die Ptolemäer an den Kleruchen für ihr verlorenes Eigentumsrecht schadlos zu halten. Die ständig wachsende Steuerbelastung des zweiten Jahrhunderts traf auch die Kleruchen auf das empfindlichste, sodass sie trotz der Privilegien, die am Boden hafteten, in die grösste wirtschaftliche Not gerieten.

Ein anschauliches Bild von dieser Notlage gibt uns der Amnestieerlass Euergetes II. vom Jahre 118. Von diesem Erlass sind Teile in *P. Tebt.* I, 124 erhalten, die besonders wichtig sind und von den Herausgebern, GRENFELL, HUNT und SMYLY meisterhaft kommentiert worden sind.

Die Katöken hatten zwei Mittel, sich von der erdrückenden Steuerlast zu befreien. Sie konnten auf ihren Kleros insgesamt verzichten; dadurch hätten sie sich jedoch ihrer Existenzmöglichkeit beraubt. Sie konnten ferner Teile ihres Kleros gegen Entgelt oder umsonst an andere Katöken abtreten; das war aber nicht erlaubt, da der Kleros theoretisch noch dem König gehörte. In der 2. Hälfte des 2. Jahrhunderts fühlten sich jedoch die Katöken schon mehr oder weniger als Privateigentümer des Kleros, sodass sie durch die Steuerlast erdrückt und durch das zerrüttete Staatswesen Euergetes' II. ermutigt zur Selbsthilfe schritten und Teile ihres Kleros kurzerhand veräusserten. Bei diesen widerrechtlichen Veräusserungen lassen sich 3 Gruppen unterscheiden. Nach Zeile 30 von *P. Tebt.* 124 haben Kleruchen durch Parachoresis — also durch Zession¹ — einen Teil

¹ Die Veräusserung von *στειχμός* durch Parachoresis lässt sich schon

ihres Kleros veräussert, weil sie in wirtschaftliche Not geraten sind. Wenn die Abkürzung $\alpha\lambda$, wie in anderen Tebt. Pap. derselben Zeit mit $\alpha\lambda\sigma\iota\tau\sigma\tilde{\omega}$ aufzulösen ist, so weist möglicherweise diese flüchtig hingeworfene Notiz darauf hin, dass die Abtretung des Kleros als Entgelt für geliehene Dreschkosten anzusehen ist. Andere Katöken haben Teile von ihrem Kleros gegen Teile eines fremden Kleros getauscht, und wieder andere haben Teile ihres Kleros scheinbar ohne Entgelt an andere Katöken verteilt nur, um die Steuerlasten los zu werden. Aus diesen verschiedenen Veräusserungsformen, unter denen sogar schon zweiseitige Rechtsgeschäfte zu finden sind, ersieht man, wie weit im Empfinden der Katöken die Entwicklung zum Privatbesitz fortgeschritten ist. Es ist klar, dass der Gewalt dieser wirtschaftlichen Entwicklung nur durch grundlegende Reformen der bestehenden Gesetze begegnet werden konnte. Aber daran dachte man damals nicht. In dem Amnestieerlass vom Jahre 118 v. Chr. musste man sich zwar zur Anerkennung der bis zu diesem Zeitpunkt widerrechtlich erfolgten Besitzveränderungen entschliessen und auf die Einziehung der betreffenden Abgaben verzichten, aber eine grundlegende Aenderung der bestehenden Bestimmungen zog man nicht in Erwägung. Man senkte weder die hohen Steuern, die letzten Endes zu den widerrechtlichen Veräusserungsgeschäften führten, noch gab man den Katöken grössere wirtschaftliche Freiheiten in der Ausnutzung ihres Kleros. Die wirtschaftliche Not blieb nach wie vor bestehen¹. Nur zu einem Zugeständnis, das so recht den Egoismus der damaligen Regierung kennzeichnet, bequemte man sich. Man gestattete die Veräusserung von Kleros oder Teilen davon an einen anderen Katöken, wenn dieser für die Bezahlung rückstän-

um 200 v. Chr. nachweisen. *P. Tebt.*, 820 [201 v. Chr.]. Vgl. SCHUBART, *Gött. Gel. Anz.*, 1913, S. 618 ff.

¹ Vgl. *B.G.U.*, 1734, 13 [1. Jahrh. v. Chr.].

diger Steuern ein Darlehen gegeben hatte. Diese Erkenntnis verdanken wir den Ausführungen von Kunkel in der *Zeitschrift der Savigny-Stiftung*. Als Material dienten ihm 11 Veräusserungsverträge über Zession (παραχώρησις) von Kleros aus den Jahren 98 bis 44/37 v. Chr.; davon sind 10 Urkunden in den *B.G.U.* VIII 1731-1740 und eine in *P. Oxy.* 1635 veröffentlicht. Die Texte sind die einzigen Urkunden über die Veräusserung von Kleros in ptolemäischer Zeit und bilden daher eine in sich geschlossene Gruppe.

Den sämtlichen Texten ist gemeinsam, dass die Gegen-
gabe für das veräusserte Stück Katökenland in einem bereits
gezahlten Darlehen besteht, das zur Zahlung von rück-
ständigen Steuern verwendet worden ist. Dies hat Kunkel
richtig aus der in allen Verträgen wiederkehrenden Formel
geschlossen, die von unbedeutenden Varianten abgesehen
folgendermassen lautet: „ ἀνθ' ὧν εὐχρηστήκεν εἰς τε τοὺς
στεφάνους καὶ τᾶλλα τοῦ κλήρου βασιλικά “; sie entspricht der in
römischen Veräusserungsurkunden¹ wiederkehrenden For-
mel: „ ἀνθ' οὗ ἀπέσχεον ὁ δεῖνα παρὰ τοῦ δεῖνα παραχωρητικοῦ
ἀργυρίου Σεβαστοῦ νομίσματος x δραχμῶν ἐκ πλήρους “. Wir besit-
zen daher aus ptolemäischer Zeit nur Urkunden über Veräus-
serungen von Kleros zur Begleichung von Steuerdarlehen².

¹ *P. Oxy.*, 504, 17 ff. [II n. Chr.]. *P. Ryl.*, 159, 5-7 [31/32 n. Chr.]. *P. Hamb.*, 62, 12 ff. [123 n. Chr.].

² Inzwischen ist mir der Aufsatz von SCHÖNBAUER über Rechtshisto-
rische Urkundenstudien (*Archiv f. Pap. Forsch.*, XII, 1937, 194 ff.)
bekannt geworden. Auf Grund eines Textes aus Dura (D., Pg. 21, Zeile
12), wo eine ähnliche Formel: ἀνθ' ὧν ἐζη [εὐχρη]σθηναὶ ἀ[τ]ὸν ὑπ' αὐτῆς
ἐμ. πλείστον in einer Schenkungsurkunde vorkommt (C. BRADFORD WEL-
LES, *Zeitschr. d. Sav., Rom. Abl.*, Bd 56, 1936, S. 101 u. 116), möchte
SCHÖNBAUER auch in unseren Parachoresisurkunden das εὐχρηστειν in der
allgemeinen Bedeutung mit „nützlich werden“ oder, wie KOSCHAKER
in D., Pg. 21 das εὐχρηστειν richtig wiedergibt, mit „gut behandeln“
übersetzen. Auch ich habe ursprünglich bei der Durchsicht der Paracho-
resistexte an diese allgemeine Bedeutung gedacht, zumal diese gut zu
dem Fehlen einer bestimmten Schuldsumme passen würde. Dennoch
muss die Auffassung, dass es sich hier um „Freundschaftsdienste“
des neuen Grundbesitzers handelt, abgelehnt werden. Bei den sämtlichen

Aus dieser Tatsache schliesst Kunkel mit Recht, dass in ptolemäischer Zeit eine Veräusserung von Kleros nur unter dieser Bedingung möglich gewesen ist. Diese Bestimmung hat vielleicht schon in dem oben besprochenen Amnestie-Erlass vom Jahre 118 v. Chr., der ja nur in Bruchstücken erhalten ist, Aufnahme gefunden. Jedenfalls finden wir schon drei Jahre nach diesem Erlass einen Hinweis auf eine Parachoresis¹ von Katökenland, die möglicherweise schon auf Grund dieses Veräusserungsparagraphen getätigt worden ist. In der Praxis wird man es mit der Bedingung der Steuerinsolvenz nicht so ernst genommen haben, und sie wird schliesslich in den Verträgen nur noch als Floskel eingefügt worden sein. Dafür spricht schon das Fehlen der Angabe einer bestimmten Darlehenssumme, obwohl der Betrag vor der Parachoresis bereits bezahlt ist und rechnerisch feststeht. Aber auch abgesehen davon wird es keine sonderliche Schwierigkeit gemacht haben, eine Steuerinsolvenz, wenn man den Kleros veräussern wollte, künstlich zu schaffen.

Parachoresistexten handelt es sich vielmehr um bestimmte Summen, die der neue Besitzer dem Vorbesitzer zur Begleichungen von Steuerschulden „geborgt“ hat. Die Betonung dieses Verwendungszweckes in sämtlichen Texten, macht es schon allein unmöglich, an Freundschaftsdienste allgemeiner Art zu denken. Der Vorbesitzer hat vielmehr ein Darlehen erhalten und macht sich von der Darlehensschuld frei, indem er dem Gläubiger als Aequivalent ein Stück seines Grundstückes übereignet. Die Urkunde D., Pg. 21, die übrigens dem 1. Jahrh. n. Chr. angehört, kann deshalb nicht als Parallele herangezogen werden, weil es sich um ein ganz anderes Rechtsgeschäft handelt — nämlich eine Schenkung. Eine solche ist als Anerkennung für aufopfernde Hilfeleistungen nicht ungewöhnlich. Bei den Parachoresistexten handelt es sich dagegen um eine *datio in solutum*, bei der die Gegenpartei ein Anrecht auf eine Leistung hat. Denn es ist doch wohl nicht anzunehmen, dass die eine Partei der anderen die Steuern nur „aus Freundschaft“ bezahlt hat, ohne eine Gegenleistung von vornherein zu verlangen. Liegt aber eine Verpflichtung zur Gegenleistung vor, so kann es sich in unseren Texten nur um ein Darlehen handeln. Das εὐχρηστῆν kann demnach in den Parachoresistexten nur in der für die Papyrustexte üblichen Bedeutung von „ein Darlehen geben“ gebraucht sein. Vgl. *Wörterbuch*, I, 629. MAYSER, *Grammatik der griechischen Papyri*, Bd 1, 3. 1936, S. 33 u. 133.

¹ P. Tebt., 30, 31, 239 [115/14 v. Chr.].

Am Ende der Ptolemäerherrschaft ist demnach die Veräusserung von Kleros durch die Katöken unter folgenden Bedingungen gestattet : Der Kleros kann nur an einen Katöken veräussert werden, wenn dieser dem Besitzer ein Darlehen zur Begleichung von Steuerschulden gegeben hat. Ausserdem ist ein Verkauf nur unter Katöken zulässig, da der Nachbesitzer — wenigstens theoretisch — die am Kleros haftenden militärischen Pflichten mit übernehmen muss.

Die Römer haben nach der Eroberung Aegyptens die Einrichtungen des Ptolemäerstaates nach Möglichkeit unangetastet gelassen. Was die Römer bei der Institution der Katöken nicht übernehmen konnten, erschütterte diese jedoch in ihren Fundamenten und zog weitgehende Folgen nach sich. So liess sich die Verpflichtung zu militärischen Leistungen, die in ptolemäischer Zeit dem Besitzer eines Kleros oblag, nicht in das System des römischen Provinzialheeres einfügen. Damit fiel jedoch auch der ptolemäische Grundsatz, dass Katökengrundstücke nur an solche Personen veräussert werden durften, welche die am Kleros haftenden militärischen Verpflichtungen erfüllen konnten, d. h. die selbst Katöken waren. Es konnte daher in römischer Zeit der Kleros an jedermann — sogar an Frauen veräussert werden. Andererseits haben die Römer den militärischen Wert der in Siedlungen zusammengeschlossenen Katökenfamilien erkannt und waren nicht geneigt, auf diese wichtige Rekrutierungsquelle zu verzichten. Nach römischer Anschauung war aber die Möglichkeit im römischen Heer zu dienen nicht von dem Besitz eines besonderen Grundstückes abhängig, sondern von der Zugehörigkeit zu einem besonderen Personenkreis — zu einem besonderen Stand. Um sich den militärischen Wert der Katöken zu erhalten, haben die Römer daher die Altkatöken, die in Landsmannschaften zusammengeschlossen waren, als besonderen privilegierten Stand anerkannt und ihnen sowie ihren Nachkommen die Qualifikation, im römischen Heer zu dienen,

verliehen. Auch alle anderen Personen, denen diese Qualifikation in Aegypten zuerkannt wurde, gehörten einem besonders privilegierten Stande an.

Es waren vor allem natürlich die *cives Romani*, die *cives Alexandrini* und eine bestimmte Kategorie von Graeco-Aegyptern, die aber meist Angehörige der wohlhabenden Klassen und der Honoratiorenfamilien waren¹; ausgeschlossen waren dagegen als *dediticii* vor allem die einheimischen Aegypter. Die Qualifikation zum Heeresdienst schloss weitere Rechte und Pflichten in sich. Die jungen Katöken waren der Epikrisis, also der Musterung, die die Grundlage zum Heeresdienst bildete, unterworfen und waren von der Kopfsteuer befreit, welche die nichtprivilegierten Klassen, die *dediticii* zu zahlen hatten. Seit Paul M. MEYER wurde angenommen, dass die Befreiung von der Kopfsteuer dinglich am Kleros haftete. Diese Vermutung ist schon deshalb nicht möglich, da die Kopfsteuer ihren Wesen nach eine rein persönliche Steuer ist, welche nach römischer Anschauung die betreffenden Personengruppen unabhängig vom Vermögen Kopf für Kopf in gleicher Höhe trifft. Schon allein dieser persönliche Charakter der Kopfsteuer macht es unmöglich anzunehmen, dass diese Steuer am Grund und Boden haften könnte, — ausgerechnet in einer Zeit, wo der Verkauf von Kleros an jedermann gestattet war. Wie soll man sich z.B. den Verkauf von Teilen eines Kleros an verschiedene Personen vorstellen? Sollen dann diese sämtlichen Personen durch den Erwerb dieser Teilstücke kopfsteuerfrei geworden sein? Die Qualifikation zum Heeresdienst, welche die Kopfsteuerfreiheit in sich schloss, ist in römischer Zeit vielmehr abhängig von der Zugehörigkeit zu einer privilegierten Standesgruppe, in unserem Fall von der Zugehörigkeit zum Stand der Katöken. Die Richtigkeit dieser allgemeinen Ge-

¹ Paul M. MEYER, *Das Heerwesen der Ptolemäer und Römer in Aegypten*, 1900, S. 113 ff.

dankengänge lässt sich auch durch konkrete Beweise erhärten, auf die schon TAIT in seinen *Ostraca des Ashmolean Museum* hingewiesen hat¹. Das Ostrakon Nr. 24 vom Jahre 9 v. Chr. zeigt, in Verbindung mit WILCKEN, Ostraka Nr. 1542, dass eine und dieselbe Person, und zwar ein Aegypter, ἀρισμητικὸν κατοίκων zählt, d.h. er besitzt Katökenland, während er andererseits im selben Jahr λαογραφία zählt, d.h. mit anderen Worten: ihm fehlt die persönliche Katökenqualität, er gehört nicht zum privilegierten Stand der Katöken.

Mit der Loslösung der Katökenqualität vom Kleros hat nichts zu tun die Tendenz der Römer, dem Katökenstand seinen Grundbesitz nach Möglichkeit zu erhalten und die alten Katökensiedlungen, die auch den Römern als Rekrutierungsquelle wertvoll waren, vor Zersplitterung zu bewahren und Spekulationen vorzubeugen. Um dieses Ziel zu erreichen, griffen die Römer zu steuerpolitischen Massnahmen. Die Neubesitzer von Katökenland mussten höhere Abgaben zahlen als die Altkatöken. Ob sich diese Massnahmen auf die laufenden Steuern erstreckten, wissen wir nicht. Erhalten ist nur ein Tarif des Katökengrundbuchamts des Arsinoites aus dem 2. Jahrh. n. Chr. über die Höhe von Abgaben, die beim Erwerb von Katökenland zu zahlen waren. Aber die steuerpolitische Tendenz der Römer geht aus diesem von CURSCHMANN² veröffentlichten Text klar hervor.

Der Tarif gilt für Katökenland (γῆ κατοικική) und für vom Staat hinzugekauftes Oedland (γῆ ὀνομένη ἐκ δημοσίου). Die γῆ ἐωνημένη, die öfters in Verbindung mit der γῆ κατοικική vorkommt, ist vom Staat zu einem festen Preis von 12

¹ Vgl. auch SKEAT, *The Journal of Egyptian Archaeology*, Vol. XXI, S. 84.

² P. Jand., a.a.O.

Drachmen gekauftes Oedland¹. Die Gleichstellung dieses Landes mit dem Katökenland in unserem Tarif zeigt, dass es zu Katökenland geworden ist. Es konnte also ein Klerosinhaber seinen Grundbesitz dadurch vergrössern, dass er Oedland vom Staat unter der Bedingung, es zu kultivieren, hinzukaufte². Es bestätigt sich demnach die Beobachtung von ROSTOWZEW³, dass auf diese Art in der Kaiserzeit neue Kleroi geschaffen werden konnten. Der Unterschied der beiden Landarten bestand nur in der Art ihres Erwerbes. Die *γῆ κατοικική* war der alte Kleros, der ursprünglich durch Belehnung erworben wurde, die *γῆ ἐωνημένη* war ursprünglich Staatsland, das durch Kauf und Kultivierung zu Klerosland wurde. Da der Tarif nur auf Kulturland Bezug nimmt, gilt er für die *γῆ ἐωνημένη* nur insoweit, als dieses Land kultiviert ist. In unserem Tarif wird zunächst die Höhe der Umschreibungsgebühr (*τέλος μετεπιγραφῆς*) mitgeteilt. Eine Quittung über die Bezahlung dieser Gebühr ist in *P. Hamb.*, 84, ebenfalls aus dem 2. Jahrh., erhalten. Leider ist die Höhe der bezahlten Summe nicht mehr zu entziffern. Nach unserem Tarif musste der männliche Altkatöke, wenn er ein Katökengrundstück aus Getreideland bestehend hinzuerwarb, pro Arure 4 Drachmen beim Katökengrundbuchamt bezahlen, während derjenige, der das erste Mal erwarb, also ein Neukatöke 8 Drachmen, also das Doppelte zu zahlen hatte; und zwar musste er diese 8 Drachmen bis zum 2. Fünfjahresabschnitt zahlen. Diese Bestimmung bedeutet wohl, dass er für alle Erwerbungen innerhalb eines Zeitraumes von mindestens 5 Jahren — alle fünf Jahre fanden die *μετεπιγραφαί* bei den *καταλογισμοί* statt — die erhöhte Gebühr zu zahlen hatte. Man wollte durch diese Einschränkung offenbar verhüten, dass sich Neuerwerber von der erhöhten Ge-

¹ *P. Soc.*, 320, 10 [18 n. Chr.]. *P. Oxy.*, 270, 24 [94 n. Chr.]. *P. Oxy.*, 346 [100 n. Chr.].

² *P. Oxy.*, 270, 24 : ἐκ — κατοικικῆς καὶ ὠνημένης εἰς κατοικίαν ἄρουραι.

³ Rostowzew, *Kolonat*, 90, Anm. 1.

bühr freimachten, indem sie sich durch den Kauf eines Teilgrundstückes die Rechte eines Alt-Katöken sicherten und anschliessend für alles Katökenland, das sie nachträglich kauften, nur die normale Gebühr von Alt-Katöken zahlten. Ausserdem wollte man fremde Elemente, die keine Katöken waren und keine Qualifikation zum Heeresdienst hatten, nach Möglichkeit vom Erwerb von Kleros fernhalten. Aus demselben Grund mussten nach unserem Tarif Frauen, die Katökenland erwarben, die doppelte Gebühr der Männer zahlen.

Die Kinder, deren Ansprüche als Katökenerben beim Grundbuchamt angemeldet sind, haben, soweit sie männlichen Geschlechts sind, 2 Drachmen Umbuchungsgebühr für je eine Arure Getreide-Katökenland zu zahlen, soweit sie weiblichen Geschlechts sind, sogar das dreifache, nämlich 6 Drachmen.

Durch Einfügung der Negation $\mu\acute{\iota}$ in den Zeilen 17 und 20¹ werden nunmehr auch diese Zeilen für das Verständnis klar. Es handelt sich um diejenige Gruppe von Kindern, die eben nicht angemeldet sind. Diese müssen, wenn sie männlich sind, 4 Drachmen zahlen, wenn sie weiblich sind, 12 Drachmen. Die Frage, warum diejenigen, die angemeldet sind, mehr zu zahlen haben, findet ihre Beantwortung in Zeile 24. Danach müssen die Kinder als Erben eine besondere Anmeldegebühr ($\tau\acute{\epsilon}\lambda\omicron\varsigma \acute{\alpha}\pi\omicron\gamma\rho\alpha\phi\acute{\omega}\nu$) beim Katökengrundbuchamt zahlen, und zwar männliche 2 Drachmen, weibliche 4 Drachmen. Bei den männlichen stimmt also die Rechnung ganz genau: 2 Drachmen Anmeldegebühr ($\tau\acute{\epsilon}\lambda\omicron\varsigma \acute{\alpha}\pi\omicron\gamma\rho\alpha\phi\acute{\omega}\nu$) und 2 Drachmen Umschreibungsgebühr ($\tau\acute{\epsilon}\lambda\omicron\varsigma \mu\epsilon\tau\epsilon\pi\iota\gamma\rho\alpha\phi\acute{\eta}\varsigma$) beim Erwerb des Kleros, das sind 4 Drachmen insgesamt. Bei den Kindern weiblichen Geschlechts geht die Rechnung nicht ganz auf: Anmeldegebühr 4 Drachmen, Umschreibungsgebühr 6 Drachmen,

¹ Vgl. *Gnomon*, XIII, 1937, S. 101.

sind zusammen 10 Drachmen. Nach dem Tarif müssen es aber 12 Drachmen sein! Daraus geht hervor, dass die Kinder weiblichen Geschlechts neben der Anmeldungsgebühr und der Umschreibungsgebühr ausserdem noch eine Gebühr von 2 Drachmen pro Arure zu zahlen hatten, die wir nicht kennen. Nun ist uns aber in verschiedenen Texten eine „Anerkennungsgebühr“ (τέλος γνωστείας) für den Erwerb von Katökenland überliefert, die überall, wo sie vorkommt, nur von Frauen entrichtet wurde. Obwohl wir die Höhe dieser Abgabe nicht kennen, ist es sehr wahrscheinlich, dass diese Gebühr mit der in obiger Berechnung fehlenden Abgabe von 2 Drachmen identisch ist.

Es folgen nun in unserem Tarif noch andere Gebühren, die beim Katökengrundbuchamt zu zahlen sind. Für die Hypotheken sind die Gebühren — und das ist charakteristisch — bei Mann und Frau gleich; denn diese Gebühren haben mit dem Erwerb von Katökenland unmittelbar nichts zu tun.

Dagegen muss für jede Entscheidung — ich möchte in Zeile 26 ἐκίστου ergänzen —, welche den Erwerb von Grundstücken zum Gegenstand hat und in Alexandrien eingeholt wird, die Summe von 2 Drachmen vom Mann, von 4 Drachmen von der Frau bezahlt werden.

Für schriftliche Entscheidungen beim Katökengrundbuchamt sind pro Person 12 Drachmen zu entrichten, für mündliche Entscheidungen 4 Obolen und für Siegel 1 Drachme.

In Zeile 31 kann die Lücke nicht mit τῶν τέκνων ergänzt werden, wie der Herausgeber vorschlägt. Es muss vielmehr τετραγμένων oder etwas Ähnliches — wenigstens dem Sinn nach — dagestanden haben. Dann hat in diesen Zeilen gestanden, dass diejenigen, die von ihrem Kleros abkomman-

¹ P. Fay., 65, 5 [II n. Chr.]. B.G.U., 328, I, 20 ff. [120/21]. B.G.U., 1588, 5 [222 n. Chr.]. Stud., XXII 50, 3 [204 n. Chr.]. P. Hamb., 84, Einl.

diert sind, pro Person auf das Konto des Katökengrundbuchamts nur 4 Drachmen bei schriftlichen Entscheidungen zu zahlen haben, während, wie wir eben gesehen haben, die normale Gebühr 12 Drachmen betrug.

Aus dem Tarif, über dessen Bedeutung sicherlich noch nicht das letzte Wort gesprochen ist, geht die Tendenz der Römer hervor, allen Elementen, die für die Rekrutierung des römischen Heeres nicht in Frage kamen, den Erwerb von Katökenland zu erschweren. Der Stamm der Altkatöken sollte erhalten bleiben und eine Zersplitterung des Kleros durch Verkauf, Erbschaft oder Heirat möglichst verhütet werden.

Durch die Bürgerrechtsverleihung des Caracalla im Jahre 212 n. Chr. wurde die Katökenqualität als Vorrecht einer besonderen Standesgruppe gegenstandslos. Es ist typisch für die Unabhängigkeit der Katökenqualität vom Kleros, dass dieser als besonderer Grundbesitz noch über 100 Jahre weiterbestand. Der *πρὸς τοῖς καταλογισμοῖς*¹ fungiert noch im Jahre 246 n. Chr. in einer Steuerangelegenheit und die *γῆ κοιικική*² lässt sich noch bis zu Beginn des 4. Jahrh. nachweisen. Dann fehlen Nachrichten über Katökenland, und man muss annehmen, dass im Laufe des 4. Jahrh. die *γῆ κοιικική* als besondere Grundstücksgruppe verschwunden ist.

Emil KIESSLING.

¹ *P. Lond.*, III, S. 61, Nr. 1217b. Vgl. OERTEL (PAULY-WISSOWA, *Katoikoi*, Sp. 25).

² *Stud.*, X, 194 [IV/V]. Vgl. WILCKEN, *Grundzüge*, S. 315 u. *Wörterbuch*, Bd I, Sp. 778.

Bericht über den Stand der Arbeiten an den Berliner Papyri

Am 31. Oktober 1937 ist Wilhelm SCHUBART von der Leitung der Papyrus-Sammlung der Staatlichen Museen zu Berlin zurückgetreten. 37 Jahre seines Lebens hat er im Dienste der Papyrus-Sammlung und der Papyrologie an wegweisender Stelle gestanden. In diesen 37 Jahren sind die umfangreichen Veröffentlichungen der *Aegyptischen Urkunden aus den Staatlichen Museen zu Berlin* mit ihren einzelnen Unterabteilungen erschienen und haben die Reichhaltigkeit der Berliner Sammlung offenbart. Noch längst nicht sind diese Schätze erschöpft, wenn es auch manchmal so scheinen mochte, da wegen der Ungunst der Zeit die Publikation nur langsam fortschritt. Für Jahrzehnte birgt die Berliner Sammlung noch Arbeitsmaterial und auf Jahre hinaus hat Wilhelm SCHUBART den Weg für diese Arbeit gezeichnet, wenn er auch selbst die Sammlung nicht mehr leitet. Wenn jetzt die Publikationstätigkeit wieder in größerem Umfang aufgenommen wird, ist das lediglich dem persönlichen Einsatz von Wilhelm SCHUBART zu danken, auch da, wo sein Name nicht augenfällig entgegentritt. Er selbst hat sich der Arbeit an den Papyri noch nicht entzogen, obgleich ihn andere Arbeitsgebiete locken. Die schwierigsten Papyri, die griechischen literarischen Texte, hat er selbst übernommen, die Bearbeitung der anderen in zuverlässige Hände gelegt.

BERLINER LITERARISCHE PAPYRI

Nachdem in den bisherigen Bänden der *Berliner Klassiker Texte* die wichtigsten literarischen Papyri der Berliner Sammlung erschienen sind, bleiben noch Reste teils aus altem Bestande teils aus neueren Erwerbungen. Nicht wenige davon sind bereits einzeln erschienen, meistens in Zeitschriften, viele aber noch nicht veröffentlicht. W. SCHUBART hat vor, die *Berliner Literarischen Papyri* nach dem Vorbilde von H.J.M. MILNE, *Catalogue of the Literary Papyri in the British Museum*, zu vereinigen, d.h. die noch nicht veröffentlichten im Text mit möglichst knappem Kommentar herauszugeben, die schon herausgegebenen aber nur anzuführen. Da die neuen Texte z.T. beträchtliche Schwierigkeiten bieten, werden noch einige Jahre notwendig sein, um die Ausgabe zu vollenden.

Vorhanden sind u.a. ein Bruchstück einer Abhandlung über den Dithyrambus mit Dichterzitaten, Stücke hellenistischer Epen und später Gedichte, Fragmente von Rednern und Historikern, medizinische, astronomische — astrologische, christlich-theologische Texte und anderes. Die medizinischen und die theologischen Fragmente werden wahrscheinlich gesondert von Sachverständigen bearbeitet werden. Im allgemeinen überwiegen an Zahl und Wert die unbekanntes Texte, während die Stücke aus bekannten Werken mehr Umfang haben, darunter einige ziemlich grosse Homerpapyri.

Von den theologischen Papyri werden die *Septuaginta-Papyri* in kurzer Zeit von O. STEGMÜLLER herausgegeben werden. Die Papyrussammlung besitzt 22 Septuagintafragmente, die aus dem III.-VIII. nachchristlichen Jahrhundert stammen. Drei Stücke enthalten Genesisstellen, drei weitere solche aus Isaias; dann ist je ein Bruchstück aus Exodos, Job und Jonas vorhanden. Die Stücke aus Exodos und Job sind bedeutsam wegen einer Reihe von Lesarten, die bisher

im griechischen Text nicht belegt sind. Die Psalmentexte sind zum grösseren Teil schon von A. RAHLFS in seiner Septuaginta-Ausgabe nach einer vorläufigen Abschrift verwertet. Einige Psalmenverse bringen gleichfalls neue Lesarten.

BERLINER GRIECHISCHE URKUNDEN

Bei der grossen Reichhaltigkeit der Berliner Papyrusammlung wird es auf Jahre hinaus möglich sein, die griechischen nicht-literarischen Texte in eng zusammengehörenden Gruppen zu veröffentlichen, wie es bereits in den letzten *B.G.U.* Bänden geschehen ist.

B.G.U. X wird von Fräulein Elisabeth VISSER herausgegeben werden. Die Papyri dieses Bandes stammen aus Papyruskartonnage und sind wie alexandrinischen Urkunden der *B.G.U.* und wie die Papyri von *B.G.U.* VIII in Abusir-el-melek gefunden. Sie gehören der Spätptolemäischen Zeit an, vom Ende des II vorchristlichen Jahrhunderts bis in die frühe Kaiserzeit. Es sind überwiegend Briefe — keine Privatbriefe — nebst einigen Eingaben, Rechnungen und Urkunden, fast alle in einer kleinen, meist schwer lesbaren Handschrift geschrieben. Sie bilden zum grössten Teil eine zusammenhängende Gruppe, wie manchen immer wiederkehrenden Personennamen zu entnehmen ist: Alexandros, Paniskos, Artemidoros, Alexas, Soteles, Eurylochos, und — ein wohl noch nicht belegter Name — Syntaros. Paniskos und Artemidoros sind uns schon aus *B.G.U.* VIII als Strategen bekannt. Auch Alexandros und Syntaros sind Strategie und Syngenes; da sie aber auch die Uebrigen mit „adelphos“ anreden, haben wir es offenbar mit einem Briefwechsel unter Kollegen zu tun. In wie fern unter den Briefen ein sachlicher Zusammenhang besteht, wird man erst im Verlauf der Arbeit feststellen können. Vorläufig hat sich nur herausgestellt, dass manche Stücke in verschiedener Hinsicht merkwürdig sind: so eine Eingabe an die

letzte Kleopatra, ferner eine Rechnung, die wahrscheinlich zu den Akten eines vielleicht religiösen Vereins gehört, schliesslich eine Eingabe, die die Interessen der Kleruchenkinder behandelt. Auch für die Kenntnis der Ortsnamen aus dem Herakleopolites ist die Gruppe wichtig.

B.G.U. XI soll Byzantinische Urkunden aus Hermupolis Magna enthalten, die H. KORTENBEUTEL bearbeitet. Bestimmend für die Auswahl gerade dieser Texte waren zwei Gedanken. Einmal sind bisher aus der Berliner Sammlung nur wenige Byzantinische Texte veröffentlicht worden, dann soll versucht werden, aus diesen Texten topographische Angaben zu gewinnen, die der jetzt in Hermupolis laufenden deutschen Ausgrabung vielleicht nutzbar gemacht werden können, wie es H. SCHMITZ bereits mit einem in Wien befindlichen Stück aus Hermupolis getan hat.

Die zur Veröffentlichung kommenden Popyri sind alle in deutschen Grabungen der Vorkriegszeit gefunden worden. Wie es wohl leider in jeder Ausgrabung vorkommt, sind auch bei diesen deutschen Ausgrabungen Popyri von den Einheimischen gestohlen und dann in den Handel gebracht worden. Zufällig sind eine Anzahl davon durch Ankauf doch noch nach Berlin gekommen. Zwei dieser Stücke sind bereits von H. FRISK in seinen *Bankakten aus dem Faiyûm* publiziert. Sie gehören eng zu den andern noch unveröffentlichten Popyri. Dem Inhalt nach sind es hauptsächlich Quittungen über Darlehen und Zahlungen und Verträge über Pacht von Grundstücken. Die Häufigkeit derartiger Verträge legt den Gedanken nahe, dass die Texte aus dem Archiv eines Notars stammen. Die Popyri gehören in das 5. und 6. Jahrhundert.

Nähere Angaben sind noch nicht möglich, da die Bearbeitung der Texte gerade erst nach dem Erscheinen von *B.G.U.* IX in Angriff genommen wurde.

ARABISCHE PAPYRI

Die Herausgabe der arabischen Papyri liegt zum größten Teil in den Händen von A. GROHMANN. Die Fortsetzung des 1934 erschienenen 1. Heftes der *Arabischen Papyri aus den Staatlichen Museen zu Berlin* wird ein Heft mit ca. 20 Rechtsurkunden (Haus- und Grundstückkauf, Tierkauf) bilden, dessen Manuskript bereits festliegt. Ein 3. Heft wird Obligationsschemen und Verwandtes bringen. Dann sollen alle Verwaltungs- und Steuer-Urkunden ediert werden. Der Umstand, dass die Texte nur im *Islam* veröffentlicht werden und nicht bandweise wie die Kairener Papyri, verzögert natürlich das Erscheinen.

Von dieser Publikation sind die *arabischen Briefe* abgeschlossen, die A. DIETRICH herausgibt. Die Edition wird ungefähr 20 Briefe enthalten, die fast alle geschäftlichen Inhalts sind. Es sind Zahlungsforderungen und Mahnungen, Bestätigungen von empfangener Zahlung und Anpreisung von Qualitätsware. Datiert ist zwar kein Brief, aber nach der Schrift und den Texten auf dem Verso gehören sie alle in das 3.-5. Jahrhundert der Hedschra. Sie stammen aus dem Faiyûm und Aschmûnen (Hermupolis Magna). Sie werden auch in einem Heft des *Islam* im Anschluss an die Publikationen von A. GROHMANN ediert werden.

PEHLEWI PAPYRI

Die *mittelpersischen Papyri* (mpP.) der Staatlichen Museen zu Berlin wird Olaf HANSEN herausgeben. Die mpP. sind die einzigen handschriftlichen Originaldokumente in mp Sprache aus der vorislamischen Zeit, die man bisher kennt. Sie stammen, wie jetzt mit ziemlicher Sicherheit gesagt werden kann, aus dem 3. Jahrzehnt des 7. Jh. nach Chr., als unter dem Sassanidenkönig Chosro II. Aegypten für 10 Jahre von den Persern erobert wurde. Die mpP. entstammen aller Wahrscheinlichkeit nach einer oder

mehreren persischen Militärkanzleien, deren Lokalisation bisher nicht möglich ist. Die Papyri selbst geben nur wenige Ortsnamen, von denen nur Alaksandaria mit Alexandria gleichgesetzt werden kann. Die Schreiber der Papyri sind zoroastrische Perser. Sie gebrauchen zur Tages- und Monatsdatierung die Bezeichnungen des zoroastrischen Kalenders. Die Namen der Empfänger sind, soweit sie lesbar sind, typisch zoroastrische Namen.

Die meisten mpP. sind Schreiben, die in der Hauptsache die Verproviantierung der Heeresabteilungen behandeln. Ein Brief scheint mehr privaten Charakters zu sein, ein anderer eine Art Steckbrief, der das Verschwinden eines Soldaten (?) meldet. Der stark fragmentarische Zustand vieler Papyri lässt oft die Frage nach dem Zweck des Schreibens offen.

Eine Ausgabe mit Text in Umschrift, Kommentar, Uebersetzung, Katalog der gesammten Sammlung und Wortindex ist im Druck und wird voraussichtlich noch in diesem Jahr in den Abhandlungen der Preussischen Akademie der Wissenschaften erscheinen. Der grösste Teil der guterhaltenen Papyri wird in dieser Ausgabe facsimiliert werden.

HIERATISCHE POPYRI

H. MÜLLER hat es übernommen, im Rahmen der Veröffentlichungen der D.O.G. eine kleine Gruppe von Abusir-Papyri herauszugeben. Es handelt sich dabei um einen Brief (?), Rechnungen sowie eine vielleicht dazugehörige Namenliste aus dem Alten Reich (5. Dyn.), einen späthieratischen Papyrus (Beschreibung von Götterbildern), einen späten Ritualtext (nach G. MÖLLER um 20 v. Chr.) und einen zu dem selben Funde gehörigen Brief aus dem Neuen Reich (19. Dyn.), der sich in Kairo befindet.

DEMOTISCHE POPYRI

Die Veröffentlichung der grossen Sammlung der demotischen Popyri von Elephantine, von denen nur ein Heft herausgegeben worden ist, soll in der kommenden Zeit fortgesetzt werden. In langen Jahren hat sich W. SPIEGELBERG mit diesen schwierigen aber bedeutenden Texten beschäftigt, und die Vorarbeiten einer Ausgabe waren vor seinem Tode so weit gediehen, dass eine vorläufige Transkription und die Herstellung der photographischen Tafeln schon weit fortgeschritten waren.

Die kommende Ausgabe ist auf Grundlage seiner Arbeit von W. ERICHSEN übernommen worden. Sie soll mit Transkription, Uebersetzung und Glossar in möglichst kurzer Zeit veröffentlicht werden.

Zeitlich fallen einige Texte noch in die Perserzeit, der grösste Teil gehört der Ptolemäerzeit an. Die Popyri sind zumeist Briefe.

Demotische Ostraka der Berliner Sammlung beabsichtigt Dr. MATTHA aus Kairo zu veröffentlichen.

KOPTISCHE POPYRI

Die *Manichäischen Handschriften* der Staatlichen Museen zu Berlin werden nach wie vor von C. SCHMIDT und A. BÖHLIC bearbeitet werden. Bisher sind als Band 1, der einen Teil der Kephalaia umfasst, 4 Hefte zu je zwei Lieferungen erschienen. Das nächste Heft wird den Index zu den bisher veröffentlichten Blättern enthalten. Auch Band 2 wird voraussichtlich von den Kephalaia ausgefüllt. Jährlich sollen 2 Hefte herausgegeben werden.

H. KORTENBEUTEL.

Die Eheschliessung nach den arabischen Papyrusurkunden

(Résumé)

Ausgehend von der zweifachen Bezeichnung der für die islamische Ehe wesentlichen Eheschenkung : *mahr* und *šadāq*, die mitunter in derselben Urkunde vorkommt, wird die auch durch die Rechtsvergleichung gestützte These vertreten, dass die geschichtliche Ehe des islamischen Rechts auf zwei Wurzeln zurückgehe, einerseits auf die Kaufehe, zu der das *mahr* gehört, andererseits auf die freie Ehe, bei der die Frau nicht gekauft wird, daher nicht unter die Gewalt des Mannes kommt und von der die geschichtliche *mul'a*-Ehe nur eine Entartungserscheinung ist. Beide Eheformen, im vorislamischen Recht noch getrennt, sind später zusammengefloßen. Das war ohne gewisse innere Widersprüche nicht möglich, wie gerade diese Widersprüche, die sowohl in den Klauseln der Eheverträge, wie in einzelnen Institutionen der islamischen Ehe entgegnetreten, es sind, in denen sich diese zweifache Wurzel der geschichtlichen Ehe offenbart.

Die Kenntnisse, die wir aus der Rechtsvergleichung über die Verbreitung und die Anwendungsformen der freien Ehe gewinnen, zwingen auch zu einer Revision der noch immer verbreiteten Lehre von einer ursprünglich matriarchalen Familienorganisation der arabischen Stämme.

Der Vortrag wird später in den *Etudes de papyrologie* der Société égyptienne de Papyrologie veröffentlicht werden.

Paul KOSCHAKER.

The Colt Papyri from Palestine

The papyri of which this is a preliminary report were excavated by Mr. H. D. COLT in the war-battered ruins of Auja Hafir in southern Palestine. The place in which they were found is additional evidence of the entirely fortuitous character of papyrus discoveries : a site so unpromising that excavation was attempted only when conditions forbade digging elsewhere and located, moreover, in a country which had not hitherto produced papyri. A room in one of the churches had evidently been used for the disposal of garbage of a most miscellaneous character. The papyrus documents which were found among this refuse had been wantonly scattered and, when found, were for the most part in a fragmentary condition. To Mr. COLT goes a good deal of credit for the skill with which he devised in the field crude but effective means of damping out the pieces. It was necessary to devote much time at the outset to the mere piecing together of scattered fragments, but with the collaboration of Professor E. L. HERTICH of New York University I have now succeeded in obtaining reasonably complete readings of all of the papyri. It has seemed desirable, therefore, even though there is still much work to be done, to embrace the opportunity of presenting to this distinguished gathering of specialists some tentative conclusions which may be drawn from the find as a whole.

It must be confessed at once that the content of the documents is rather disappointing. Even discounting the preoccupation of papyri with the relatively trivial affairs of

daily existence, one could easily believe that an archive deposited in Palestine during the two centuries just before and after the Mohammedan conquest would open up new vistas to the student of late Roman history. One seemed justified in hoping at least that some significant variations from the papyri found in Egypt would become immediately apparent. Except for details, however, and for the obvious local pertinence of the facts there is little in this collection which was not already known from Egypt, and indeed it is to the Egyptian papyri of the same period that we are able to go for interpretative parallels.

The types of document found are the usual ones : loans, tax receipts, official accounts, contracts dealing with inheritance, divorce, property division, cessions of land, etc., a few literary pieces and a fairly large number of unimportant fragments. Fifty-eight pieces were brought to New York and have been read; an additional twelve rolls which required the expert attention of Mr. Lamacraft remained in London, and I have seen them for the first time on the present visit. Of the economic papyri few are of outstanding significance. A group of four *entagia*, official orders from an Arab governor, which Mr. BELL will edit in the final publication presents some historical and palaeographical points of interest. A division of property, an agreement on inheritance and a transfer of real estate follow closely the Egyptian formulae. A contract arranging for the dissolution of a marriage is of interest as resting upon the willingness of the wife to waive her dowry in order to obtain release. Two of the accounts offer evidence on the military organization of the fort at Auja, although it is as yet impossible to identify the unit stationed there. Another account of the sale of dates will be useful to students of agricultural history.

Three of the literary papyri are not without importance. A lexicon to Vergil is preserved in the form of a dozen leaves of a codex. The extant portion consists of a tiny fragment

of the first *Aeneid*, two leaves of the second and a relatively large portion of the fourth. The words of the Latin text are confronted in an adjoining column with their Greek equivalents. The author of this school text seems to have given translations of all of the words in Books I and II in order and then as his pupil progressed to have given less full and systematic help for the remainder. It is thus a sort of graduated "interlinear" translation. Some fragments also of a codex containing the acts of Saint George are of interest in presenting a number of textual variants. A new version of the popular correspondence between Abgar and Jesus follows closely the text preserved by Eusebius except at the end, unfortunately not well preserved, where non-Eusebian elements are added.

The chief importance of the find is, of course, the fact that it presents us with material from an entirely new source, a province of the Roman world hitherto not represented by papyri. Southern Palestine because of its forbidding barrenness and the scarcity of its material finds has, perhaps naturally, been neglected by the archaeologist. It is to the credit of Mr. COLT that he has devoted four years to the digging of sites which excavators in general have ignored as unattractive, but which have brought their reward. Up to the time of the survey made by WOOLEY and LAWRENCE in 1914 the chief aim of travellers in this dreary region had been the identification of sites with the desert wanderings of the Hebrews. The British investigators, however, took due account of the period of greater significance, the latter days of the Roman empire, when, with a spurt of economic activity, the desert seemed to bloom with at least the semblance of a rose. WOOLEY and LAWRENCE made a careful although very rapid examination of the surface only, attempted no excavation, and it is a tribute to their perspicacity that they were able from slim

evidence to draw a picture which from its main outlines seems faithful and accurate.

The new papyri enable us to settle definitely the ancient name of Auja Hafir as Nessana (an occasional variant being Nesana or Nestana). It was located on the road to Sinai (as is shown by demands for guides to the Holy Mountain) and on the inner or desert road to Egypt. Its position just north of the Egyptian frontier robs it of some of its value as an independent (i.e. non-Egyptian) source. Although its chief connections at all times were with Gaza and the north, there can be no doubt that Egyptian cultural influence must have been considerable. Of the other towns mentioned in the archive several are well-known: Elusa (modern Khalasa), Gaza, Sycomazon, Caesarea, Ascalon, and Aila (modern Akaba). But there remain a half-dozen, including a neighboring town, Phogia, which are not yet identifiable. We know now also that the ancient name of Sbeita — a town just across the wadi from Nessana which Mr. COLT has also excavated — was Sobata, as is shown in one of the letters, which runs as follows:

We wish to inform your Noble Magnificence, Beloved of God, that we have received a letter from his Magnificence, Lord Samuel. He personally invites you and us at one and the same time to approach our most esteemed Governor to get his help. For they have completely oppressed you and us and we are unable to bear the burden of such taxation.

Note, therefore, that we shall be in Gaza tomorrow, the second. There are twenty of us. Will you too please hurry, so that all of us may be of one mind and of one accord?

After you have read the present letter, send it to Nesana. We wrote to Sobata.

Good luck and good health.

This letter, unfortunately not dated, reveals a concerted protest by villages against excessive taxation. At least four towns were associated in this mission. The writer, located perhaps at Elusa, wrote first to Sobata, then sent a letter to a dignitary in another town, asking him to pass it on to

Nessana. Here it remained until found. We are familiar with a number of revolts against the Arabs which occurred early in the ninth century in Egypt on the score of heavy taxation. This Colt papyrus, although considerably earlier, is another of that series and bears witness to the eager exploitation which was a natural consequence of the tempestuous Arab conquest.

A large number of documents are dated and are, therefore, able to assist historians and palaeographers. To the latter it will be worth noting that the handwriting of Egypt and of Palestine (at least, so far as Nessana may be considered Palestinian) was strikingly similar. Official documents were written by scribes in a chancellery hand, local peculiarities are infrequent, and one gathers that handwriting had become a fashion so definitely stylized that it could be practiced without substantial change anywhere in the empire. The dates range from 549 to 767 A.D., the great bulk ranging from 549 to 689 A.D. In his study of the inscriptions found at Nessana Mr. G. E. KIRK points out that the dated tombstones fall between 467 and 630 A.D. — that is, in a period roughly a century earlier than those of the papyri. If, however, two extremely early inscriptions and one extremely late papyrus be excluded, the bulk of both inscriptions and papyri may be considered as roughly contemporary and as falling between 550 and 680. We are presented, therefore, with evidence of a sudden recrudescence of economic activity in the Negeb during the sixth and seventh centuries of the Christian era. Mr. COLT from his preliminary study of miscellaneous finds at Nessana has established to our satisfaction that the town was occupied as early as the second century before Christ and as late as the twelfth century after Christ.

We may be justified, therefore, in outlining tentatively the history of Nessana. Founded perhaps in Seleucid times as an insignificant settlement on the road from Gaza to

Egypt and in a singularly barren region frequented by nomadic tribes, it was in its early days subject to the powerful princes of Petra (Nabataean pottery is found at Nessana as well as at almost all of the sites in this region). With the coming of the Greeks and the Seleucid exploitation of Syria, the towns of the Negeb may have participated somewhat in the prosperity enjoyed by Gaza, the chief city of the area. Under the Romans it was incorporated into the province of Palaestina Tertia, the capital of which was its northern neighbor Elusa. There is no reason to believe, however, that any substantial growth of the town occurred in this period. It was only in early Byzantine times that the settlement acquired importance, and that for two entirely diverse reasons. The rulers of the eastern Roman empire, justly alarmed at the ever increasing menace of the Arab tribes, sought to erect in southern Palestine a military *limes* against their incursions. Of the numerous fortifications of which many traces remain, three centers were chosen for the erection of strategic outposts. Two of these at Abda and Thamara have long been known. We are able to add now the ancient name of the third, which was Nessana. The choice of these places as outposts is significant. It is quite obvious that the military heads far away in Constantinople had no intimate knowledge of the terrain which they had selected for their frontier barrier. Quite arbitrarily they (perhaps Justinian himself) selected points which on paper seemed fit for the erection of forts designed to keep close watch upon the sudden movements of the nomads. But, as WOOLEY and LAWRENCE acutely observed and as Lawrence himself was able to prove in his own operations during the war, the terrain is so broken up into hills and valleys that no fort wherever placed in this region could serve adequately for observation. Swiftly moving nomads, unencumbered by baggage trains and thoroughly familiar with terrain, were able to skirt without difficulty the merely formal

barrier. The troop stationed by Justinian on this *limes* must have been useful chiefly as a standing threat to cut off unwary tribes, returning from one of their customary *razias*. The second cause of the recrudescence of southern Palestine was the development of monasticism. Like the southern Fayum, the remote oases of Egypt and the desolate areas of Sinai, the Negeb was ideal for the rigid self-discipline of monastic life. The aridity of the region, the very difficulty of drawing out of the thin soil adequate means of subsistence appealed to the ascetic, anxious to retire ostentatiously from the temptations of the world. The presence of military protection was enough to guarantee at least a reasonable degree of safety from the Bedouin. It was in this period then in the sixth and seventh centuries that men gathered together in sufficient numbers to carry on agriculture, to travel, both in the name of religion and of commerce, over the barren hills of Sinai and the Negeb, and to build up that society of which the churches, the forts, the tombstones and the papyri are all evidence. There would seem to be no indication of violent destruction at Nessana. The Arabs had penetrated into the country long before the ascendancy of Mohammed. With the occupation of Palestine and Syria went automatically and with very few struggles control of the Negeb towns, and we may assume that on the whole the monastic communities were not much more disturbed after than they were before the conquest. If we may use the dangerous argument of silence, we may perhaps infer that by the end of the eighth century the churches and monasteries had ceased to attract large numbers of proselytes and that those who remained did so in the easy Arab tolerance of obscurity. By the twelfth century we must assume only the existence of squatters who used the convenient buildings on the hill as more or less temporary sites for their miserable habitations.

Casper J. KRAEMER, Jr.

Constantine's Law on « Longissimi Temporis Praescriptio »

Under Roman law, protection against suit, which in the later Empire became acquisitive (= our "title by prescription"), was acquired against *praesentes* after ten years of uncontested possession and against *absentes* after twenty years of uncontested possession¹. In addition, however, the person claiming this protection had to give proof of a *iustum initium possessionis*² and, by the middle of the third century, also of *bona fides possessionis*³.

"Apart from this regular system, there appeared in the later Empire a system [today] called *longissimi temporis praescriptio*. Two unsatisfactory texts⁴ tell us that under Constantine, or his sons, it was enacted that 40 years' possession should give extinctive protection, whatever the

¹ Persons in the same *civitas* were *praesentes* to each other; persons not in the same *civitas* were *absentes*: cf. J. PARRSCH, *Die Longi Temporis Praescriptio im klassischen römischen Rechte*, Leipzig, 1906, pp. 49-56.

² PAULUS, *Sent.* 5.2.4; also termed *iusta causa possessionis*: cf. *δίκαιον ἀρχῆς* B.G.U. 267,8 (= P. Strassb. 22, 3-4).

³ Like many other *constitutiones* on the subject of *longi temporis praescriptio*, the law of Constantine here under discussion speaks of *iustum initium (titulus) possessionis*, but makes no mention of *bona fides possessionis*.

⁴ C. Th. 4.11.2 (349 A.D.): *annorum quadraginta praescriptio, quam vetustatem leges ac iura nuncupare voluerunt, admittenda non est cum actio personalis intenditur. C.J. 7.39.2 (365 A.D.): male agitur cum dominis praediorum, si tanta precario possidentibus praerogativa deferatur ut eos post quadraginta annorum spatia qualibet ratione decursa inquietare non liceat, cum lex Constantiniana iubeat ab his possessionis initium non requiri qui sibi potius quam alteri possederunt.*

origin of the possession¹. ” In other words, persons who remained in uncontested possession of property for forty years were awarded “ title by prescription ” without being obliged to prove *iustum initium possessionis*.

A papyrus in a fourth century archive from Karanis which the authors are now editing² gives us the Greek text (*in part*, at least) of the Constantinian law to which the two *constitutiones* mentioned refer. The papyrus³ contains the minutes of a hearing held before the *defensor civitatis* at Arsinoë in 340 A.D. In the course of the hearing Constantine's law on *longi[ssimi] temporis praescriptio* is thrice referred to, and once cited verbatim. It is first spoken of, by the advocate for the defense, as the law ὅστις κελεύει τὸν ἐν νομῇ τυγχάνοντα πραγμάτων τεσσαρακονταετῆ χρόνον μηδαμῶς ἀποκινῆσθαι παρ' αὐτοῦ τὴν νομὴν μηδὲ παλαιάν (l. δικαίαν) ζητῆσθαι ἀρχήν — the law “ which provides that if anyone happens to be in possession of property for a space of forty years, his possession is in no way to be removed from him nor is the length [error for : legality] of the inception of possession [= *iustum initium*] to be investigated. ” The same advocate later speaks of the law as providing εἰ παρέλθοιεν τεσσαρακονταετῆς χρόνος νεμομένου τινὸς πράγματα, μηδαμῶς ἐπιθέντι τινὰ τοῖς πράγμασιν ἢ παραλύειν τὴν πολυχρόνον νομὴν — “ if the space of forty years has elapsed with a person in possession of property, no one is in any wise to proceed against his property or (attempt to) undo his longstanding possession ”. In his final summary of the evidence in the case before rendering decision the *defensor*

¹ W. W. BUCKLAND, *A Text Book of Roman Law*², p. 251.

² Most of the papyri are in the collections of Columbia and New York Universities and the Cairo Museum. (The latter are being edited and published by A.E.R. BOAK in *Etudes de Papyrologie*.) Individual pieces from the same find have found their way into collections in England, Oslo, Cornell University and the University of Michigan.

³ *P. Columbia Inv.* No. 181 (19) + 182.

civitalis, employing a combination of these two versions, speaks of the law as providing εἰ τεσσαρεκονταετῆς παρελθοῖεν χρόνος νεμομένου τινός πράγματι, μηδὲ δικαίαν ἀρχὴν ζητῆσθαι. — “ if the space of forty years has elapsed with a person in possession of property, the legality of the inception of possession is not to be investigated ”.

After his second reference to the law, the advocate for the defense reads to the court the actual text of the law : οἱ δεσπότες (l. - αι) ἡμῶν Κωνσταντῖνος Σεβαστὸς καὶ Κωνσταντῖνος καὶ Κωνσταντῖ[ο]ς ἐπιφανέστατοι Καίσαρες (l. - ες) Ἀγριππίνω βουλ(ευτῆ)· καὶ παλαιᾷ νομῆς εἰς τοσοῦτον ἤρεσεν ἔχεσθαι τὸν λογισμὸν ἵνα, ἀπ' ἐκίνων εἰ συνέστηκεν τὸ περὶ οὗ ἐστὶν ἡ ζήτησις τεσσαράκοντα ἔτεσιν νενεμηῆσθαι, μηδὲ τὸν κανόνα τῆς νομῆς ζητῆσθαι. ἤρεσεν καὶ δικαίου κανόνος [...] χρόνος τῆ τῆς δεκ[α]ετίας ἢ εἰκοσαετίας παραγραφῆ τὴν κάτοχον βοηθεῖσθαι καὶ τὰ ἐξῆς — “ Our masters Constantine Augustus and Constantine and Constantius most noble Caesars to the senator Agrippinus : It is our pleasure that consideration be taken also of the length of the possession, to the extent that, if it is established by inquiry from them that the property (?) with which the investigation is concerned has been held for forty years, not even the grounds of the possession be investigated. It is our pleasure moreover that, since legal grounds of possession are necessary (?) only for prescription after ten or twenty years, the present holder of the property be awarded the protection of the court, etc. ”

This law of Constantine was, then, addressed to Agrippinus who had written requesting a decision on a specific case which had arisen under his jurisdiction. The case apparently involved property whose owner (a woman — τὴν κάτοχον) could not show the origin of her possession but could prove twice the usual twenty years of unchallenged possession.

The date of the law is readily determined from its pre-script. The law is issued in the names of Constantine as

Augustus and his sons Constantine and Constantius as Caesars. The omission of Crispus and Constans indicates that the former was already dead, and the latter had not yet been named Caesar, at the time when the law was issued. The date of the law therefore lies between ca. Feb. 326 A.D., when Crispus died¹, and Dec. 25, 333 A.D., when Constans was elevated to the rank of Caesar². The law is thus clearly one of Constantine the Great, and not a law of his sons or one issued by them in his name³.

Casper J. KRAEMER, Jr. and Naphtali LEWIS.

¹ Cf. O. SEECK, *Pauly-Wiss.*, 4, p. 1723.

² Cf. *ibid.*, p. 948.

³ Constantine died on May 23, 337 A.D., but acts continued to be issued in his name until Sept. 9 of that year: cf. *Codex Theodosianus*, ed. MOMMSEN (Berlin, 1905), 1, p. CLX.

**Ueber einen Demosthenes-Papyrus mit eingeschalteten
Urkunden in der Kopenhagener Sammlung (P. Inv. 114)¹**

(Résumé)

Dieser — erg zerstörte — Papyrus umfasst DEMOSTHENES, *De corona*, §§ 217-223. Im Gegensatz zu den Handschriften, die nach § 187 alle Dokumente — mit Ausnahme des Epigramms § 289 — weglassen, sind hier die drei zum Text gehörigen Urkunden erhalten.

So viel man urteilen kann, sind diese Urkunden von ganz der gleichen Art wie die übrigen in die Kranzrede eingelegten, das heisst, entschieden unecht.

Tage LARSEN.

¹ Der Papyrus wird zusammen mit den übrigen Kopenhagener Papyri herausgegeben und kommentiert werden.

Mitteilung über die Ausgrabungen in Tell Edfu (1937)

Eine Ausgrabungsexpedition nach Aegypten ist von der Joseph-Pilsudski-Universität in Warschau seit einigen Jahren beschlossen worden und der notwendige Geldvorrat vom polnischen Kultusministerium freigebig beigesteuert.

Nachdem man mit dem *Institut français* in Kairo zu Unterhandlungen getreten ist und der Director des Instituts, Pierre JOUGUET, eine gemeinsame Expedition bereitwillig vorgeschlagen hat, wurde als Grabungstätte ein ehemals französisches Konzessionsgebiet in Edfu gewählt.

Die Ausgrabungen wurden vorläufig auf drei Jahre vorgenommen.

Als Mitglieder der polnischen Expedition wurde Kasimir MICHALOWSKI, Professor der klassischen Archäologie in Warschau, und der Berichterstatter gewählt, und in Kairo ist der Personenbestand der polnisch-französischen Mission folgenderweise zusammengesetzt worden :

Bernard BRUYÈRE als Administrationsleiter der Ausgrabungen und für ägyptische Archäologie;

Jean SAINTE-FARE GARNOT für ägyptische Philologie;

Kasimir MICHALOWSKI für klassische Archäologie;

Georg VON MANTEUFFEL für griechische Texte.

Ausserdem hat noch M^{lle} JOURDAIN die Pläne und Zeichnungen übernommen.

Die Ausgrabungen dauerten im ersten Jahre vom 3. Januar bis zum 26. Februar 1937.

Es waren 57 Arbeiter mit einem *Reis* und seinen Gehilfen und 156 Junge als Schuttträger beschäftigt.

Die Expeditionsmitglieder sind in einem Lager unter Zelten, die das Französische Institut geliefert hat, untergebracht worden.

Die Ausgrabungen wurden hauptsächlich an vier Stellen geführt :

1. Am südlichen Abhange des *Kôms* in der Nekropole des Alten Reiches (60×20 Mtr.);

2. Auf dem mittleren *Kôm* in der ptolemäer-römischen und byzantinisch-koptischen Schicht (35×30 Mtr.);

3. Am südlichen Gipfel des *Kôms*, wo eine jüdische Ansiedlung entdeckt wurde (30×20 Mtr.);

4. Im mittleren Teile des *Kôms* aus dem Neuen Reiche (30×10 Mtr.).

Ausserdem wurden noch einige Probegrabungen im nördlichen und süd-westlichen Teile des *Kôms* vorgenommen.

Ueber die Ergebnisse unserer Grabungen im Gebiete der Archäologie hat vor kurzem mein Kollege Prof. MICHALOWSKI im Deutschen Archäologischen Institut in Berlin gesprochen¹. Ich möchte mich dagegen jetzt hauptsächlich auf die griechischen Texte begrenzen.

Was nun die Texte betrifft, so sind folgende Papyri und Ostraka gefunden worden :

A. PAPYRI. Drei kleine Ptolemäerfragmente aus dem III./II. Jhrh. und zwei byzantinische griechische Papyri aus dem VII. Jhrh.; ausserdem noch zwei koptische Fragmente, sieben arabische und eine kleine arabische Papierurkunde. In grösserer Anzahl sind noch ganz geringe Fetzen aus griechischen, demotischen, koptischen und arabischen Papyri in verschiedenen Schichten gefunden worden.

¹ Vrgl. K. MICHALOWSKI, *Archäologischer Anzeiger*, 1937, 1/2, 270 ff. und *Forschungen und Fortschritte*, 1937, Nr. 23/24, 273 ff.

B. DER OSTRAKAFUND ist viel bedeutsamer gewesen. Wir haben nämlich ein hieratisches Fragment, zwei Aramäer-Ostraka, 96 demotische und eine gut erhaltene Holztafel, 228 griechische aus der Ptolemäerzeit, der römischen und byzantinischen Periode und 10 lateinische Ostraka aus dem I. nachchristlichen Jhrh., die fast ein *Unicum* bieten, zwei grosse Holztafeln und 28 koptische Ostraka und endlich 16 arabische Ostraka aus dem IX./X. Jhrh., die auch ziemlich selten sind, entdeckt.

Was die neuen Texte für die Wissenschaft bedeuten, möchte ich folgenderweise bezeichnen :

I. *Im Gebiete der Archäologie :*

Auf Grund der griechischen Texte konnten wir genau die Zeit der Mauerüberreste aus der griechisch-römischen und byzantinischen Periode, des römischen Tongeräts und zwar der Amphoren, Vasen, Terrakotten und Lampen, endlich auch der koptischen Keramik feststellen.

Ausserdem haben sie eine genaue Datierung der einzelnen Schichten und der Räume auf dem südlichen Gipfel des *Kôms* in der erwähnten jüdischen Ansiedlung ermöglicht. Ihnen verdanken wir auch die Feststellung, dass die von uns erforschten Stadtteile in der Zeit vom III.-VI. Jhrh. verlassen worden sind.

II. *Allgemeine historische Ergebnisse und ihre Bedeutung für die Altertumswissenschaft :*

I. *Die Ptolemäerzeit.* Abgesehen von den geringen Papyrusfragmenten handeln die Ptolemäerostraka (II./I. Jhrh.), die in der Zahl von 11 erhalten sind, über eine recht seltsame Steuer, der ἐπιωνίων, und damit wird eine Vermutung, die U. WILCKEN seiner Zeit vorgeschlagen hat, schön bestätigt ¹.

¹ Vrgl. U. WILCKEN, *Griechische Ostraka aus Aegypten und Nubien*, I-II (1899), 216 und O. Nr. 1506.

In den übrigen wird über die σύνταξις τῶν πορθμικῶν quittiert.

Durch die neuen Texte wird das Material der recht dürftigen ptolemäer Ostraka aus Edfu, die in den Ausgaben von P. M. MEYER, P. VIREECK und W. SCHUBART-E. KÜHN bis jetzt bekannt waren, einigermaßen ergänzt.

2. *Die römische Periode.* Aus dieser Zeit stammen 184 griechische und 10 lateinische Ostraka, von denen 177 im IV. Stadtviertel von *Apollinopolis Magna*, das im I./II. Jhrh. ausschliesslich von Juden bewohnt war, aufgefunden worden sind. Der Rest der sieben Ostraka stammt aus dem nördlichen *Kôm*.

Die lateinischen Ostraka wurden in einem Zimmer des Zentral-Kôms gefunden.

Das IV. Stadtviertel von *Apollinopolis Magna*, das, wie gesagt, von den Juden bewohnt war, hat in seinem Schutt Steuerarchive von mehreren jüdischen Familien erhalten. Sie stammen aus der Zeit Nero—Trajan und aus der Regierung Marc-Aurels.

Eine jüdische Ansiedlung in *Apollinopolis Magna* war schon früher aus einigen Ostraka aus der Sammlung Junker und aus einem Deissmann'schen Ostrakon bekannt¹.

Diese Siedlung kann wohl mit den gut bekannten jüdischen Stadtvierteln von *Oxyrhynchus*², *Arsinoë* und weiter mit den beiden jüdischen Quartiers von *Alexandrien* und der Ansiedlung in *Elephantine* verglichen werden.

Die Juden, die in *Apollinopolis Magna* ansässig waren, beschäftigten sich mit dem Niltransport, manche von ihnen arbeiteten in der Bodenkultur, doch die Mehrzahl war, wie es scheint, im Handel angestellt.

Diese Gruppe von Ostraka hat uns ein reichliches ono-

¹ Vgl. C. WESSELY, *Studien Pal. u. Pap.*, XIII (1913), 8 und P. M. MEYER, *Griechische Texte* (1916), 149.

² Vgl. P. Oxy., II, 335 und U. WILCKEN, *Chrest.*, 61.

matologisches Studienmaterial gebracht, denn unter ca. 100 Personennamen, die hier vorkommen, war fast die Hälfte bis jetzt noch nicht bezeugt. Die Eigennamen, die hier vorkommen, sprechen auch für mehrfache gegenseitige Einflüsse, denen die Juden in Edfu unterlagen, denn ausser den jüdischen oder reinsemitischen treten auch ägyptische, griechische und sogar lateinische Personennamen vor.

Weiter zeigen sie eine Reihe von jüdischen Familien, die in *Apollinopolis Magna* im I./II. Jhrh. ansässig waren, und einige von ihnen können in der Zeit von 3-4 Generationen erforscht werden.

Schliesslich ermöglichen diese Ostraka, die zum ersten Mal in so bedeutsamer Zahl am Orte selbst gefunden worden sind, das Studium des Steuerproblems und zeigen, welche Steuern von einer Person im gewissenen Zeitabstände und in gewisserer Höhe gezahlt wurden.

Am häufigsten treten hier folgende Steuern vor: die *λαογραφία* und das *ἰουδαῖον τέλεσμα* als Personalabgaben, und das *βαλανευτικόν*, *χωματικόν*, *φυλακτικόν*, *ὑπὲρ σκοπέλου*, *ὑπὲρ ἀπαρχῆς* u. s. w., später auch in der Zeit der Regierung Marc-Aurels *ὑπὲρ ἀνδριάντος*.

Seltener kommen noch der *μερισμός*, *ὑπὲρ γεωμετρίας*, *ὑπὲρ γενήματος*, *τιμῆς πυροῦ* u. s. w. vor.

Aber neben diesen bekannten Steuern sind hier noch zum ersten Mal m. E. die *τιμὴ κυβ(ερνήτου) λόγ(ου)* und der *μερισμός ἑτα(ι)ρικός* bestätigt.

Das grösste Interesse knüpft sich gewiss an die Judensteuer an, welche, wie wir jetzt feststellen können, als *ἰουδαῖον τέλεσμα* oder *τιμὴ δηναρίων δύο ἰουδαίων* bezeichnet wurde. Sie war von einem *πράκτωρ ἰουδαίου τελέσματος* erhoben (vgl. *O. E.*, 37). Diese Steuer war schon früher für Aegypten belegt, und zwar für das Fayûm in einem Rainer-Papyrus, der von C. WESSELY in den *Stud. Pal. u. Pap.*, I, 71 (= WILCKEN, *Chrestom.*, 61) veröffentlicht worden ist. Er enthält ein Fragment aus einem Steuerverzeichnis des Amphodarchs

Ἀπολλωνίου παρεμβολῆς der Gaumetropole des Fayûms für das Jahr 72/73 unserer Zeitrechnung. Die Steuer wird von den Männern und Frauen vom 3.—60. Lebensjahre in der Höhe von 8 Drachmen und 2 Obolen mit einem Zuschlag von 1 Drachme als ἀπαρχή gezahlt.

Die Männer zahlten sie mit der λαογραφία zugleich. Dieselbe Steuer war schon auch für Edfu durch die Ostraka aus den Sammlungen von JUNKER und DEISSMANN belegt, doch ihr Wesen und der Zeitabstand, in welchem sie die Juden zahlen sollten, war, soweit ich weiss, bisher noch bestritten. WESSELY und mit ihm auch WILCKEN fassten sie als das alte δίδραχμον, eine Judenabgabe auf, die einst dem *Jahwe* und später nach der Zerstörung Jerusalems durch Titus dem *Juppiter Capitolinus* gezahlt wurde, denn sie meinten, die 8 Drachmen und 2 Obolen in Billonmünzen sollten den 2 attischen Silberdrachmen ziemlich gleich sein ¹.

Dieser Meinung hat sich jedoch E. SCHÜRER entgegen- gestellt, wobei er die Unterschiede zwischen diesen beiden Judensteuern betonte. Er hat nämlich gezeigt, dass das alte δίδραχμον nur von Männern vom 20. Lebensjahr auf gezahlt wurde ².

Das anwesende Material scheint auch gegen WESSELY für SCHÜRER zu sprechen, und desto mehr, als auch die Höhe dieser Steuer nicht ganz einheitlich, wie man bis jetzt dachte, sich erwiesen hat.

Das ἰουδαῖον τέλοςμα wurde von den Männern, Frauen (*O. E.*, 114, 126, 156), Freigelassenen (*O. E.*, 127-129, 169) und sogar von den Sklaven (*O. E.*, 114, 159) gezahlt. Am häufigsten kommt wohl die Höhe von 8 Drachmen und 2 Obolen in Betracht, und die ἀπαρχή mitgerechnet, von 9

¹ Vrgl. C. WESSELY, *Stud. Pal. u. Pap.*, XIII (1913), 8 ff.; P. M. MEYER, *Griechische Texte* (1916), 150; U. WILCKEN, *Grundzüge*, 64.

² Vrgl. E. SCHÜRER, *Geschichte des jüdischen Volkes*, III⁴ 46 ff. und 117.

Drachmen und 2 Obolen, doch scheint sie, wenigstens im Falle, wo sie von den freien Männern gezahlt wird, von der *λαογραφία* in voller Höhe von 16 Drachmen abhängig zu sein.

In den Ostraka, die neuerlich in Edfu gefunden worden sind, kommen auch Quittungen, abgesehen von den Ratenzahlungen vor, wo das *ἰουδαῖον τέλοςμα* in der Höhe von 4 Dr. 4 Ob. (samt der *ἀπαρχή*), 8 Drachmen, 6 Drachmen gezahlt wird, und ein gewisserer Sklave zahlt nur 2 Obolen (O. E., 159). Daraus folgt aber, dass die Grundlage der Auffassung von WESSELY-WILCKEN nicht mehr aufrechterhalten werden kann.

Was nun aber die Zeit betrifft, so wurde das *ἰουδαῖον τέλοςμα* vom 2. Regierungsjahr Vespasians (ein Ostrakon [Nr. 40] enthält eine Rückzahlung vom 4. Jahre Vespasians) eingezogen. Zum letzten Mal wird diese Steuer für das 19. Regierungsjahr Trajans bezeugt. Leider haben wir kein einziges Ostrakon aus der Regierung Hadrians und Antoninus Pius in Edfu gefunden. Die zahlreichen Ostraka aus der Regierung Marc-Aurels zeigen dagegen, dass diese Steuer nicht mehr existierte, und die Juden jetzt nur die *λαογραφία* und mit den übrigen Einwohnern Aegyptens loyal die *ὑπὲρ ἀνδριάντος* zahlten.

In diesem Zusammenhange entsteht aber die Frage, ob das *ἰουδαῖον τέλοςμα* nicht eine Repressivsteuer in den Zeiten der grimmigen Judenaufstände, die in Aegypten fortwährend im I. und am Anfange des II. Jhrh. aufbrachen, gewesen ist.

Diese Repressivsteuer konnte auch von Hadrian mit dem Aufhören des Judenkrieges abgesetzt werden ¹.

¹ Vrgl. im Allgemeinen U. WILCKEN, *Die Bremer Papyri*, Berlin (1936), 14; J. LESQUIER, *L'Armée romaine d'Égypte*. Le Caire (1918), 24 ff.; U. WILCKEN, *Zum alexandrinischen Antisemitismus* (*Abh. d. phil.-hist. Kl. d. königl. Sächsischen Ges. d. Wiss.*, 1909, 785 ff.); G. von MANTEUFFEL, *Zur Prophetie in P.S.I. VIII. 982* (*Mémoires de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire*, LXVII, 1934, 123 ff.).

Für unsere Vermutung, dass die blutige Unterdrückung des Judenaufstandes unter Trajan auch die bittersten Folgen für die jüdische Ansiedlung in Edfu mit sich gebracht hat, spricht auch die Tatsache, dass von den zahlreichen jüdischen Familien, die hier im 1. Jhrh. ansässig waren, jetzt nur noch eine einzige hintergeblieben ist. Sie musste wohl tief in das ägyptische Volk hinuntergesunken sein, was man jetzt aus den rein-ägyptischen Namen der Söhne des *Achillās Rufus*, die *Senpetestheus*, *Senpeamūs* und *Senpeasmūs-Panibêcis* heissen, folgern kann¹.

Lateinische Ostraka. In einem Zimmer neben dem römischen Bade, das gut erhalten ist, wurden 10 lateinische Ostraka, 6 Ostraka mit geometrischen Zeichnungen und 4 griechische Texte entdeckt. Auf Grund einer genauen paläographischen Untersuchung konnten diese Ostraka in die zweite Hälfte des 1. nachchristlichen Jhrh. eingereiht werden. In 8 Ostraka finden wir dasselbe Formular: ein Personennamen im Nominativ, der Name des Vaters im Genetiv, darauf folgt aber eine Abkürzung *mat(...)* mit einer abwechselnden römischen Zahl. Ich glaube, dass man aus einem Funde lateinischer Ostraka in Oberägypten, die so alt sind, ohne Weiteres zur Folgerung kommen muss, es seien militärische Texte. Deswegen möchte ich, nicht ohne Bedenken, die Kürzung *mat(...)* in *matricula* auflösen. Wenn es richtig ist, hätten wir in Edfu ein Soldatenquartier entdeckt, und die Ostraka geben über die Einwohner Kunde, wobei nicht nur ihre Namen, sondern auch das Militärregister angeführt wird.

Ich erinnere an die lateinische Tafel, die neuerlich von BELL veröffentlicht worden ist².

¹ Vgl. auch den Aufsatz von WALLACE, *The Ἰουδαίων πέλασμα in Roman Egypt* in den *Transactions and Proceedings of the American Philol. Association*, 66 (1935), XXXV.

² H. I. BELL, *A Latin Registration of Birth* in *The Journal of Roman Studies*, 1937, 30 ff. und H. A. SANDERS, *A Birth Certificate of 138 A.D.*

Lateinische Ostraka sind ausserordentlich selten und unsere Texte bilden fast ein *Unicum* für sich ¹.

3. *Die byzantinische Periode.* Papyri kommen auch nicht oft in Edfu vor, denn für ihre Erhaltung ist der dortige Sebbach sehr ungünstig. Bis jetzt waren überhaupt nur drei griechische Papyri aus dem VII. Jhrh. bekannt, die von GRENFELL im J. 1894 veröffentlicht worden sind ².

Die byzantinischen Papyri aus älteren französischen Grabungen, die gegenwärtig in Kairo aufbewahrt werden, aber noch nicht entziffert sind, schliesse ich aus.

In einem Keller der byzantinisch-koptischen Schicht wurden ausser gut erhaltenem koptischen Tongerät und 2 koptischen Holztafeln auch 2 griechische Papyri aus dem VII. Jhrh. gefunden.

Der erste, der von mir aus mehreren Bruchstücken zusammengesetzt wurde, konnte mit Hilfe des folgenden aufs Jahr 619 datiert werden.

Die Urkunde wird von einem byzantinischen Protocoll (vgl. J. MASPERO, *Pap. Byz.*, II, 87 und Tafel VIII) begleitet, darauf folgt ein Weinlieferungsabkommen in der Form eines fictierten Darlehens. Manche Personennamen, die in dieser Urkunde vorkommen, stehen auch auf der koptischen Holztafel: sie wurde in demselben Keller gefunden.

Es ist ein paläographisch recht wertvolles Stück. Auch für die Sprache hat es ein gewisses Interesse.

Vom zweiten Papyrus ist leider nur der rechte Rand erhalten worden. Er enthält eine Darlehensurkunde vom J. 618, die mit Hilfe von übrigen byzantinischen Urkunden

in *Aegyptus*, 17 (1937), 233 ff. Die beiden Texte kommen aus der Nähe von *Apollinopolis Magna* und stammen aus dem II. Jhrh.

¹ Vgl. auch die Liste der Legionäre bei WESSELY, *Stud. Pal. u. Pap.*, XIV (1914), 3 und Tafel VIII.

² *Journal of Philology*, XXII (1894), 271 ff. Nrs 1-3 = PREISIGKE, *Sammelbuch*, Nrs 5112-5114.

dieser Art fast gänzlich von mir ergänzt worden ist. Auch diese Urkunde gehört den Namen nach an die vorhergehende.

Die byzantinischen Ostraka — in der Zahl von 20 — meistens schlecht erhalten und schwer lesbar, enthalten verschiedene Bestätigungen über Geldzahlungen und Naturlieferungen.

Ausserdem wurden von uns noch 2 Ostraka mit magischen Zeichen, ein Schülerostrakon und ein mit einer erotischen Aufschrift gefunden, das mit zahlreichen Tonfiguren dieser Art zusammenhängt.

Der besondere Reiz unserer Grabungen lag eben darin, dass wir das archäologische Material stets auf dem Orte selbst mit den griechischen Texten zusammenstellen konnten und dass sie sich gegenseitig so oft ergänzten und aufklärten¹.

Dem Herrn Director Pierre JOUGUET und unseren französischen Kollegen, die uns bereitwillig nicht selten unterstützt haben, vor allem Octave GUÉRAUD, bin ich zum herzlichsten Dank verpflichtet.

G. VON MANTEUFFEL.

¹ Vrgl. jetzt *Tell Edfou 1937, Fouilles franco-polonaises*, t. I^{er}, Le Caire 1937, 141 ff.

Epistula exactoriae

Le papyrus de Londres 233 (II, p. 273) est bien connu. C'est un mandat¹ par lequel Aurélius Eulogius Andréas,

¹ Au point de vue formel, notre document, qualifié d'ἐντολικόν (I. 12) et d'ἐντολή (I. 7, cf. la formule d'introduction ἐντέλλομαι(σί) σοι καί ἐπιτρέπω), est à comparer avec l'ἐντολή reproduite dans le procès-verbal d'audience judiciaire P. Leipz. 38, 4-6 de 390 après J.-C. (réédité dans MITTEIS, *Chrest.* 97 et P. MEYER, *Jurist. Pap.* 91). Une ἐντολή analogue figure dans un procès-verbal du même genre, publié par P. JOUGUET et P. COLLINER dans *Arch.*, I, 293 = MITTEIS, *Chr.* 96 et P. BOURIANT 20, mais le texte n'en est pas transcrit *in extenso*. Ces rapprochements ont déjà été signalés par WILCKEN dans MITTEIS, *Chr.* 97, note 5. On peut d'autre part reconnaître un acte assez semblable à une ἐντολή (quoique le mot ne s'y trouve pas) dans P. Gen. 46, une ὁμολογία par laquelle le vétérân Aurélius Plas s'engage envers le même Abinnaeus, s'il lui procure pour son fils l'avancement au grade de décursion dans l'aile de cavalerie stationnée à Dionysias, à lui rembourser les dépenses que ses démarches lui auront imposées. Le voisinage des dates (cf. *Chronique d'Égypte*, 1931, 350, où il faut corriger Méchir 6 en Méchir 7 et 31 janvier en 1^{er} février) montre que cet accord a été conclu lui aussi à l'occasion du voyage à la cour de l'ex-commandant dont parle P. Lond. 233. Plusieurs locutions de ce dernier texte reparaissent dans Gen. 46 ainsi qu'une nouvelle étude de ce papyrus nous l'a révélé. Il faut lire en effet II. 7 ss. ἐπὶ ἐνέγκης (I. -κης) ἐπ' ὀνόματος τοῦ ἡμετέρου υἱοῦ... ρου προματιῶναν δεκατάρχ[ου]... ἢ (I. εἴ) τι δ' ἂν δῆς εἰς λόγον τῆς αὐτῆς προματιῶνος... ὡς ἂν δώσης ἐμὲ τὸν Πλάς ἀποκαταστήσω κτλ. De cette façon la construction qui présentait encore beaucoup de défauts, malgré la revision faite par WILCKEN en 1904 (*Arch.*, III, 398), s'améliore, et le sens du document apparaît clairement. Sa parenté avec P. Lond. 233 éclate notamment si l'on compare au passage précité de P. Gen. 46 les formules suivantes du texte de Londres, I. 7 : ὅπως ἐπιστολὴν ἐξακτορίας ἐπ' ὀνόματος μου ἐνέγκης... ἐμοῦ ἐπιγυγνώσκοντος εἴ τι δ' ἂν (plutôt que ἐάν) ἀπαξιαπλῶς ἀναλώσης εἰς τὴν αὐτὴν ἐπιστολὴν κτλ. Une réédition de P. Gen. 46 avec toutes les nouvelles lectures obtenues doit être réservée pour une autre place.

On peut semble-t-il rapprocher ces deux contrats des *contractus suffragii* dont parlent les codes, cf. dans PAULY-WISSOWA l'article *Suffragium* de KÜBLER, col. 656.

président de la curie d'Arsinoé, charge Flavius Abinnaeus, ex-commandant du détachement de cavalerie stationné au camp de Dionysias, qui se rend à la Cour impériale, d'obtenir pour lui des souverains une *epistula exactoriae*. En même temps Eulogius s'engage à reconnaître les débours que son mandataire pourrait être amené à faire du fait de la mission dont il s'est chargé. Le document porte la date du 1^{er} février 345. L'*exactoria* à laquelle se rapporte l'*epistula* de *P. Lond.* 233 ne peut désigner, étant données la qualité de la personne qui s'y intéresse et l'instance qui la procure, que l'*exactoria civitatis*, fonction qui a remplacé, après la municipalisation des nomes au début du IV^e siècle, celle du stratège dans certaines au moins de ses attributions. La question de savoir si à côté, ou au-dessous, de l'exacteur de la cité il a existé d'autres exacteurs, comme le pensent certains savants¹, ne nous concerne pas ici. De toute façon l'idée, émise autrefois², que l'*exactoria* visée ici est une charge de collecteur a été abandonnée avec le progrès de nos connaissances.

Quoique publié depuis 1898 dans le second volume du *Catalogue des papyrus de Londres* par F. KENYON, réédité dans la *Chrestomathie* de WILCKEN sous le numéro 44 et souvent commenté par les érudits, ce document ne nous paraît pas encore entièrement éclairci dans sa signification et sa portée. Quels avantages notamment comporte pour Eulogius la possession de cette *epistula exactoriae* si convoitée qu'il est prêt à y aller de sa bourse pour l'obtenir? Cela

¹ COLLINET et JOUGUET, *Arch.*, III, 347; GELZER, *Stud. zur Byz. Verwaltung Aegyptens*, 53. Dans une note 4 *ad loc.* les deux premiers auteurs ci-dessus hésitent à reconnaître l'*exactor civitatis* dans l'exacteur mentionné dans *P. Lond.* II, 235, 11 et 237, 10 (pp. 290 et 293), deux pièces du dossier d'Abinnaeus; nous serions plutôt de l'avis contraire. La question devra être reprise ailleurs, mais la correspondance d'Abinnaeus donne plutôt l'impression que l'exacteur qui y figure souvent, et même parmi les correspondants du commandant, est toujours l'*exactor civitatis*.

² KENYON, *Lond.* II, p. 273; L. WENGER, *Stellvertretung*, p. 36, n. 2, 104.

revient à nous demander ce qu'il faut entendre par *epistula exactoriae*. Il peut paraître que, sur ce point, la réponse a été donnée depuis longtemps par nos devanciers et qu'il ne s'agit ici d'autre chose que d'un brevet d'exacteur. Désirant devenir exacteur, Eulogius charge une personnalité influente d'agir sur les instances élevées dont dépend cette nomination, en recourant, s'il le faut, jusqu'à l'emploi des arguments sonnants. Ainsi *P. Lond.* 233 ne serait qu'un témoignage banal du désir de parvenir qui anime en général les humains sans être l'apanage particulier d'aucune époque déterminée.

Cette explication, qui paraît, à première vue, évidente, présuppose cependant pour être acceptable la présence de deux conditions :

1° Que l'exercice des fonctions d'exacteur soit avantageux;

2° Que la nomination à cette fonction dépende de l'Empereur, c'est-à-dire des bureaux impériaux, et non d'une instance provinciale. Ces deux conditions doivent être examinées séparément.

Un moderne peut penser que, sur la première, il n'y a qu'à passer à l'ordre du jour, la possession d'une charge publique étant toujours nécessairement profitable, donc enviable. Nous répondrons toutefois que nous nous occupons du iv^e siècle et non du xx^e siècle et que les conditions prévalant de nos jours sont peut-être différentes de celles qui existaient seize cents ans plus tôt. Et de fait, si l'on se remémore ces dernières, ce qui est de nature à étonner, c'est précisément qu'un curiale de l'an 345 après J.-C. ait pu rechercher volontairement les fonctions d'*exactor* et se mettre même en frais pour les obtenir. Il est de notoriété publique qu'à la date où nous transporte notre texte, les magistratures municipales étaient devenues des liturgies onéreuses entraînant de lourdes responsabilités financières,

ce qui les rendait beaucoup plus redoutées que convoitées¹. Si on ne pouvait les éviter, on les supportait avec résignation, mais il est improbable que les satisfactions d'amour-propre qu'elles procuraient pussent contre-balancer les tracasseries et les risques trop réels qu'elles comportaient pour leurs titulaires. Dans la section du *Code Théodosien* qui traite des décurions (liv. XII, ch. 1^{er}), on relève de nombreuses constitutions destinées à combattre les pratiques au moyen desquelles on s'efforçait d'éluder les charges municipales. En ce qui concerne l'exactorie, elle appartenait à la catégorie des *munera patrimonii* susceptibles d'être imposés même à des veuves et à des mineurs fortunés (*Théod.*, XIII, 10, 6); en être dispensé constituait un privilège attaché à certains emplois auliques (*ibid.*, VI, 35, 3). La liberté d'action de l'*exactor* en charge était étroitement limitée pour que sa substance financière restât à la disposition de l'État au profit duquel il servait de caution vis-à-vis des contribuables en retard (*ibid.*, VIII, 15, 5). L'empereur Théodose en 385 interdit à l'*exactor* de recourir à la *cessio bonorum* pour se soustraire à ses obligations (*ibid.*, X, 16, 4). Toutes ces dispositions, dont la plus frappante est l'interdiction de la *cessio bonorum*, attestent tout le contraire d'un attrait exercé sur les candidats par la perspective de devenir exacteur. Et cela n'a rien d'étonnant puisque ce fonctionnaire, chargé, en particulier, de percevoir les impôts arriérés, était tenu de parfaire, sur sa propre bourse, les totaux qu'il ne pourrait extorquer aux contribuables². A une époque de dépression économique telle que le iv^e siècle, cette charge comportait, on le voit, les plus grands risques pécuniaires. Elle offrait donc exactement le contraire de la sécurité matérielle à laquelle le fonctionnariat, dans nos sociétés modernes, doit sa popularité. De nos jours une fonction publique assure

¹ WILCKEN, *Grundzüge*, 355; OERTEL, *Liturgie*, 402 ss.

² SEECK dans PAULY-WISSOWA, VI, col. 1546, V^o *Exactor*.

l'existence de son titulaire tout en lui procurant par-dessus le marché quelque mesure d'influence et de prestige. Au iv^e siècle c'était l'inverse; une charge politique signifiait, à côté de beaucoup d'ennuis, la perspective redoutable de la ruine toujours possible. Il ne suffisait pas d'être honnête pour échapper à toute responsabilité civile ou pénale comme c'est le cas aujourd'hui; la solvabilité des contribuables garantissait seule le percepteur contre une exécution personnelle, et cette solvabilité ne dépendait pas de lui. On voit à quelle erreur on s'expose en attribuant aux gens du iv^e siècle les sentiments de ceux du xx^e touchant le service de l'État. Il ne paraît donc nullement tout naturel qu'Eulogius ait brigué la place d'exacteur, si la démarche que rappelle le papyrus de Londres équivalait bien à cela, et ceux qui sont de cet avis devraient appuyer leur opinion d'une argumentation convaincante. Or, quand ils se sont souciés de justifier leur vue, ils ont simplement allégué l'occasion d'enrichissement — naturellement illicite — que ne pouvait, selon eux, manquer de fournir l'exercice de l'exactorie¹. Voyons donc ce que vaut cet argument. Il est de fait que bon nombre de dispositions du *Code Théodosien* sont destinées à prévenir les extorsions et autres abus de pouvoirs auxquels se livrent les exacteurs². De tels abus ne pouvant

¹ C'est le cas de SEECK (PAULY-WISSOWA, VI, 1544) et GELZER, *Studien zur Byz. Verwalt. Aegypt.*, 52. Le premier ne se réfère qu'au seul *P. Lond.* 233, et dans des termes montrant qu'il est conscient d'une certaine contradiction dans son exposé. Après avoir consciencieusement démontré le caractère onéreux de la fonction d'exacteur, il ajoute, en invoquant notre papyrus : « tout de même elle était recherchée des décurions parce qu'elle les élevait en dignité tout en leur fournissant l'occasion de s'enrichir ». La contradiction impliquée dans cet énoncé n'est l'objet d'aucun commentaire. GELZER, *loc. cit.*, se réfère aussi à *P. Lond.* 233 auquel il ajoute le témoignage de *Cod. Théod.*, XII, 6, 22. On verra plus bas que ce texte n'a pas la portée que GELZER lui attribue. KENYON (*P. Lond.* 233, introd.) et WILCKEN (*Chr.* 44, introd.) paraissent plutôt penser que l'exactorie était recherchée pour des raisons d'amour-propre.

² Notamment *Théod.*, XI, 1, 3; 7, 1, 20; 8, 1, 2. Voici par exemple le texte de 7, 1 : *quam quidem exactionem sine omni fieri concussionem op-*

guère, pense-t-on, avoir consisté en autre chose qu'en majoration illégale des cotes d'impôt au profit des percepteurs, ces derniers devaient donc s'enrichir dans l'exercice de leurs fonctions. Ne nous trouvons-nous pas alors pris dans une étrange contradiction? Ces fonctions que certains articles des codes nous montraient tout à l'heure dangereuses et redoutées, apparaissent maintenant, à la lumière d'autres articles des mêmes codes, comme susceptibles d'enrichir leur titulaire et par conséquent comme dignes d'être recherchées, au moins par des gens peu scrupuleux. On ne peut se soustraire à l'évidence. Les mesures qu'on voit l'Etat prendre pour s'assurer le personnel fiscal nécessaire (dans lequel rentrent les exacteurs) et la contrainte qu'il est réduit à exercer dans ce but attestent qu'en ce domaine la demande dépasse l'offre, donc que le public ne recherche pas ces charges. En même temps d'autres mesures gouvernementales révèlent, non moins expressément, chez ceux qui les occupent l'habitude de la concussion. Ces fonctions peu recherchées paraissent donc capables de devenir financièrement avantageuses.

Comment s'explique, dans la même législation, la présence de ces dispositions apparemment inconciliables? La contradiction est, croyons-nous, plus apparente que réelle. Écartons d'abord les articles visant des violences, abus et contraintes exercés par les agents du fisc pour la perception de leur seul dû. Elles ont été fréquentes. Il ne faut pas oublier que la phrase si souvent citée d'AMMIEN MARCELLIN (XXII, 16, 23): *erubescit apud (Aegyptios) si qui non infitiando tributa plurimas in corpore vibices ostendat*, est précisément sortie de la plume d'un écrivain du IV^e siècle. Dans ces conditions, une certaine rudesse des agents du fisc dans l'exercice légal de leurs fonctions s'explique sinon s'excuse.

portet ita ut, si quis in iudicio questus, quid indebite exactus est vel aliquam inquietudinem sustinuit, hoc ipsum probare potuerit, severa in exactores sententia proferatur. D'autres textes encore dans SEECK, *loc. cit.*

Elle s'explique d'autant mieux, chez l'exacteur par exemple, que, préposé au recouvrement des arriérés d'impôts, il devra, sous peine de châtimens corporels, suppléer, sur sa propre fortune, aux défaillances des contribuables, et, avant d'y être réduit, il usera naturellement de tous les moyens, même les plus violents, pour recouvrer sa créance. Il sera même tenté de faire un pas de plus et d'exiger plus que son dû. Voici pourquoi, et nous allons, je crois, parvenir à la racine de la contradiction signalée tout à l'heure.

L'agent fiscal du régime dioclétiano-constantinien n'est pas seulement un instrument d'exécution de l'administration impériale; il joue, au profit de l'Etat, le rôle de caution pour la rentrée des impôts. Si les contribuables fléchissent sur un point, l'Etat se dédommagera sur la fortune des agents du fisc responsables du recouvrement dans le secteur où la défaillance s'est produite. C'est pourquoi la fortune de ces agents est au préalable inventoriée et que toutes les mesures sont prises pour qu'elle reste entière et intacte à la disposition de l'Etat pendant toute la durée des fonctions de ces personnes. On vient de voir ce qui en était pour l'exacteur. Le fonctionnariat constitue à cette époque un système de cautions superposées destiné à garantir à l'Etat le versement intégral de la somme portée au budget des recettes, chapitre des impôts et contributions. Toute surprise à cet égard est évitée puisque, à défaut des contribuables, ce seront les fonctionnaires qui procureront la somme budgétée. Ce système qui partait des besoins de l'Etat sans se préoccuper de proportionner les exigences aux possibilités des contribuables était, par sa rigueur implacable, générateur de tous les abus à tous les degrés de l'échelle administrative¹. Les agents du fisc — et, en Egypte, à toutes les époques, tout fonctionnaire

¹ On trouvera quelques remarques sur ce phénomène regrettable dans notre étude sur *Les Papyrus et l'histoire administrative* dans *Münchener Beiträge zur Pap. Kunde und Rechtsgesch.*, XIX, pp. 113, 138.

était plus ou moins au service du fisc, — vivaient dans la continuelle angoisse d'avoir à livrer leurs propres biens à leur employeur en cas d'insolvabilité des contribuables soumis à leur juridiction. N'était-il pas, dès lors, tentant de tondre certains d'un peu plus près qu'il n'était licite, quand l'occasion était favorable, afin de s'assurer une réserve pour faire face à des pertes d'un autre côté? C'était bien là de la concussion, mais inspirée, semble-t-il, moins par la cupidité que par la crainte de la ruine. Il conviendrait de voir dans de telles pratiques, plutôt qu'un enrichissement effectif, une récupération anticipée de pertes à prévoir. Ainsi s'explique, à nos yeux, cette coexistence, au premier abord déconcertante, du fléau de la concussion et de la fuite devant les charges publiques attestés simultanément par les documents du iv^e siècle. Ces deux phénomènes, loin d'être exclusifs l'un de l'autre, sont issus de la même racine qui est un vice du système fiscal en vigueur. Dans ces conditions concussion ne peut avoir signifié enrichissement que dans des cas exceptionnels et du reste imprévisibles puisqu'il était impossible de savoir d'avance que la complaisance de certains contribuables surpasserait la résistance de certains autres. Au mieux gains et pertes devaient se compenser à peu près, surtout pour le titulaire d'une fonction fiscale élevée comme celle d'exacteur. L'équilibre ne se réalisait pas sans recours à l'injustice sur quelque point et le gouvernement impérial, en sévissant vertueusement, ne réfléchissait pas qu'il était le vrai coupable en réduisant, par son système fiscal inhumain, ses propres fonctionnaires au désespoir.

A la lumière des observations qui viennent d'être présentées, certaines dispositions du *Code Théodosien* apparaissent dans une nouvelle perspective. Ainsi par exemple X, 17, 3, où l'on voit l'exacteur, à l'occasion de la vente aux enchères des biens d'un débiteur du fisc, faire en sorte de tenir le prix très bas, et recevoir ensuite de l'acheteur, avec lequel il a naturellement lié partie, le prix de sa complai-

sance. Ou encore XII, 6, 22, interdiction prononcée par l'empereur de maintenir, sauf raison majeure, le même exacteur plus d'une année *in continuata vexandorum provincialium protestate, veluti concussionum dominatione*¹. Ces textes ne nous paraissent plus propres à attester une concussion enrichissante de la part de l'exacteur ni par conséquent à prouver que la démarche d'Eulogius est inspirée par l'ambition d'acquérir une situation rémunératrice. Car c'est là qu'aboutit la longue digression que nous avons dû faire. Si le profit d'une charge comme celle d'exacteur ne pouvait jamais être que problématique et grevé de risques par suite des illégalités auxquelles il était dû; si d'autre part cette charge comportait de toute façon des responsabilités financières des plus graves, on hésitera à croire que jamais personne ait pu la rechercher volontairement dans le but de s'enrichir.

Il faut donc trouver d'autres raisons au désir manifesté par Eulogius, président de la curie d'Arsinoé, de se procurer une *epistula exactoriae*. Si le document ainsi dénommé représente bien un décret de nomination effectif, c'est-à-dire si celui qui en est pourvu est bien investi des fonctions d'exacteur, il doit y trouver quelque avantage qui ne peut résider dans l'exercice même de ces fonctions onéreuses. Or les codes nous suggèrent une explication satisfaisant à cette condition. Les charges municipales formaient une succession hiérarchisée et l'on ne pouvait parvenir normalement aux plus élevées sans avoir parcouru tous les degrés précédents de l'échelle et supporté les risques qui y étaient attachés. Un moyen d'esquiver au moins une partie de ces responsabilités superposées consistait à s'élever d'un seul coup aux degrés supérieurs en sautant les stations intermédiaires. Ce subterfuge devait être largement employé. Il suffit pour s'en con-

¹ Cf. ci-dessus, p. 264, note 1. La constitution *Théod.*, XII, 6, 22, de 386 après J.-C. est adressée à Paulinus *praefectus augustalis*.

vaincre de lire attentivement les deux constitutions *Théod.*, XII, I, 20 et 5 datées respectivement de 331 et de 317 après J.-C. La première interdit aux décurions l'accès des premières magistratures municipales, les procuraties et la *cura civitatis*, s'ils n'ont pas auparavant parcouru correctement toute la série des charges inférieures. Quiconque est convaincu d'avoir brûlé des étapes et d'être parvenu par la brigue (*per suffragium*), c'est-à-dire autrement que par l'ancienneté et le mérite, aux degrés suprêmes de l'échelle sera non seulement expulsé de sa place usurpée mais encore dépouillé du diplôme qui y correspond¹.

La poursuite des hautes charges municipales révélée par la constitution analysée ci-dessus n'est donc autre chose qu'une manifestation de la tendance, déjà mentionnée, à fuir le poids des charges publiques. Bien loin de procéder d'une véritable ambition provoquée par l'attrait de fonctions rémunératrices, ces manœuvres représentent simplement une des formes nombreuses que prend la lutte des liturges contre les prétentions grandissantes de l'Etat. Celle que nous étudions est peut-être à première vue paradoxale; elle a cependant son efficacité du point de vue du magistrat liturgique en le libérant, au prix il est vrai d'une responsabilité lourde, de toutes celles qu'il aurait dû assumer préalablement.

La deuxième constitution est encore plus explicite. Elle traite des décurions qui se sont procuré par le *suffragium* l'accès à l'une des quatre catégories honorifiques du perfectissimat, du ducénariat, du centénariat ou de l'égrégat dans le but exprès d'échapper aux obligations qui incombent aux

¹ *Théod.*, XII, I, 20 : *Nullus decuriorum ad procurationes vel curas civitatum accedat, nisi omnibus omnino muneribus satisfecerit patriae vel aetate vel meritis. Qui vero per suffragium ad hoc pervenerit administrare desiderans, non modo ab expetito officio repellatur, sed epistula quoque vel codicilli ab eo protinus auferantur et ad comitatum destinentur.* 331 après J.-C., consulat de Bassus et Ablavius.

membres de la curie (*declinare suam curiam cupiens*), et la constitution précise que les prérogatives attachées aux dignités susmentionnées ne doivent être octroyées à nul citoyen qui n'aura pas rempli toutes les charges de la cité, *omnes honores et munera civilia*, conformément à la législation municipale¹. On voit quels abus cette disposition est appelée à combattre. Les personnes ayant exercé effectivement des fonctions supérieures recevaient le titre de perfectissime, *ducenarius*, *centenarius*, *egregius* selon l'importance relative de ces fonctions. Les porteurs de ces titres avaient droit à certaines prérogatives, jouissaient de certains avantages ou dispenses qui constituaient la récompense des charges qu'ils avaient assumées pour l'Etat. Il était tentant de se procurer les privilèges sans avoir supporté les charges, de se faire décerner par les bureaux, à l'aide de recommandations accompagnées de cadeaux distribués avec adresse, une de ces dignités profitables. Le résultat était encore plus avantageux que dans le cas précédent puisque, apparemment, l'octroi du titre ne s'accompagnait d'aucune obligation positive, mais l'esprit qui dicte ces pratiques quelles qu'elles soient est toujours le même; il s'agit dans un cas comme dans l'autre pour les curiales d'échapper aux charges qui les accablent. Ce sont des manœuvres différentes, d'un rendement inégal, pour parvenir au même but : l'allègement du poids écrasant des charges publiques.

¹ Théod., XII, 1, 5 : *Eos qui in palatio militaverunt et eos quibus provinciae commissae sunt quique merito amplissimarum administrationum honorem perfectissimatus vel egregiatus adepti sunt, nec non et illos, qui decuriones vel principales constituti cuncta suae patriae munera impleverunt, frui oportet dignitate indulta. Si vero decurio suffragio comparato perfectissimatus vel ducenae vel centenae vel egregiatus meruerit dignitatem declinare suam curiam cupiens, codicillis amissis suae conditioni reddatur, ut omnium honorum et munerum civilium discussione perfunctus juxta legem municipalem aliquam praerogativam obtineat. Eum quoque, qui originis gratia vel incolatus vel ex possidendi conditione vocatur as curiam, perfectissimatus suffragio impetrati dignitas non defendit, qua remota tradi eum curiae oportebit.* 317 après J.-C. Consulat de Gallicanus et Bassus.

La démarche d'Aurélius Eulogius, président de la curie d'Arsinoé, que nous révèle le *P. Lond. 233* peut parfaitement rentrer dans la catégorie d'abus visés par la première des deux constitutions qui viennent d'être analysées. Il est permis de l'interpréter comme un exemple patent de recours au *suffragium* afin d'arriver d'un coup, sans s'être astreint aux charges moins élevées, jusqu'aux fonctions d'*exactor civitatis*. Il n'y avait vraiment intérêt à les obtenir que dans les conditions visées par *Théod.*, XII, 1, 5, analysé tout à l'heure, c'est-à-dire prématurément, de façon à esquiver toutes les liturgies dont l'accomplissement devait normalement précéder l'accession à la dignité exactoriale. Le fardeau de l'exactorie restait un fardeau, mais, assumé dans ces conditions, au moins vous dispensait-il d'une série d'autres fardeaux et pouvait-on l'aborder avec plus de chance de ne pas succomber sous le poids puisqu'on le faisait avec des forces moins entamées.

Envisagée de ce point de vue, la démarche d'Eulogius à laquelle nous fait assister *P. Lond. 233* cesserait d'être inexplicable. Son auteur chercherait à revêtir prématurément, par un passe-droit, la dignité d'exacteur pour être garanti contre les obligations antérieures, les exacteurs étant sans doute à l'avenir dispensés des liturgies inférieures qu'ils sont censés avoir accomplies en leur temps. Obtenir ce privilège sans avoir supporté les charges qui le justifient valait bien quelques démarches et quelques dépenses. Cependant nous hésitons à adopter cette interprétation pour les raisons suivantes. Ici, en effet, intervient le second problème énoncé au début de cette étude, celui de la désignation de l'exacteur. D'après notre papyrus, si l'on accepte l'hypothèse d'une nomination effective, celle-ci a lieu sous la forme de la remise d'une *epistula* confectionnée par les bureaux impériaux. Était-ce la procédure normale de nomination? La question se pose naturellement. Si Aurélius Eulogius intrigue pour se procurer une fonction à laquelle il n'a pas droit,

n'est-il pas probable qu'il s'écarte des voies par lesquelles on atteignait normalement ce but? Si l'on admet les données fournies par *P. Lond.* 233 comme l'expression de la procédure régulière de nomination à l'exactorie, il en résulte que cette charge est octroyée directement par l'Empereur, comme les grades militaires¹. Dans ce cas, ce qui étonne à bon droit, à la date où nous sommes, c'est l'absence d'une participation de la curie à la nomination du titulaire d'une fonction municipale, non seulement parce que nous voyons dans le *Code Théodosien* la curie fonctionner comme organe de nomination pour toutes les fonctions de ce genre², mais surtout parce que l'élimination de la curie aurait pour effet de réduire au seul élu le nombre des cautions auxquelles l'Etat pourra recourir dans le cas où la somme à percevoir par le ministère de l'*exactor* n'aura pas été fournie en entier par les contribuables. Il serait contraire à l'esprit qui anime tout le système administratif de cette époque qu'on ait, ne fût-ce que sur un point, renoncé à cette précaution. Cette difficulté n'a pas échappé à certains de nos devanciers qui ont tenté de la résoudre par des arguments chronologiques qui ne laissent pas de les entraîner dans de grandes complications, voire même dans des contradictions. SEECK, dans son article du PAULY-WISSOWA, est obligé d'admettre, pour faire cadrer les données du papyrus avec les textes des codes et en particulier *Théod.*, XII, 6, 20³ que le droit de nomina-

¹ Pour ces derniers voir *P. Gen.* 46 (p. 260, n. 1 ci-dessus) ainsi que la pétition latine d'Abinnaeus (*Journ. Eg. Archeol.*, XIV, 1928, p. 320) l. 12, où les *epistulas* sont des lettres de nomination au grade de *praefectus aloe*. Pour les charges militaires, de durée indéterminée et dépourvues de responsabilités financières, la nomination directe par l'Empereur ne comporte aucun des inconvénients mentionnés ci-après et ne soulève par conséquent aucune objection.

² Cf. ci-dessous, p. 275.

³ Voici, *in extenso*, ce texte de première importance : *exactores vel susceptores in celeberrimo coetu curiae consensu et iudicio omnium sub actorum testificatione firmentur provinciarumque rectoribus eorum nomina qui ad publici manus officii editi atque obligati fuerint, innotescant. Et animadvertant quicumque nominaverint, ad discrimen suum*

tion a passé entre 345, date du papyrus, et 386, date de cette constitution, de l'Empereur à la curie. Pour expliquer ce changement, il donne cette raison peu convaincante qu'il coïncide avec une augmentation du nombre des exacteurs. D'abord égaux en nombre aux cités, ils auraient été dédoublés. Sans traiter ici la question de savoir s'il y a eu vraiment à certains moments et dans certaines cités plusieurs *exactores* de rang égal fonctionnant simultanément, remarquons qu'il n'aurait guère été logique de multiplier les cautions au moment même où diminuait la responsabilité de l'*exactor* par suite du fractionnement de sa charge. Car SEECK insiste à juste titre, dans la phrase suivante, sur l'avantage que présentait pour le fisc la responsabilité collective de la curie.

OERTEL lui aussi (*Liturgie*, 300), sans doute en liaison avec l'interprétation de SEECK, voit dans l'exactorie à l'origine une magistrature municipale sans caractère liturgique, et librement recherchée par les candidats, « eine Funktion die einem freien Amte nahe verwandt ist », opinion manifestement inspirée à l'auteur uniquement par *P. Lond.* 233. Ensuite la fonction se serait progressivement liturgisée, conformément, dit-il, à l'évolution de toutes les institutions de l'empire jusqu'à devenir le *munus patrimonii* ou le *munus mixtum* dont nous parlent les codes. Toute cette argumentation est, comme on le voit, fondée sur l'écart chronologique existant entre *P. Lond.* 233 et *Cod. Théod.*, XII, 6, 20. Cet argument chronologique aurait de l'importance si le fait révélé par le papyrus de Londres était incompatible avec les indications des codes touchant la nomination aux magistratures municipales, mais nous allons voir qu'une autre interprétation de l'*epistula exactoriae* permet l'existence simultanée des deux procédures. Remarquons pour le moment qu'un texte du iv^e siècle sans date précise, *B.G.U.*

universa quae illi gesserint, redundare. 386 après J.-C. Consulat d'Honorius et Evodius.

1.027 = *Chr.* 424, attribué par WILCKEN au milieu du siècle (note 8 *ad loc.*) montre expressément les exacteurs responsables avec toute la curie (οὐκ αὐτοὶ μόνοι ἀλλὰ καὶ ὁλόκληρον ὕμῶν τὸ βουλευτήριον) pour des retards dans la perception de l'annone. Ce texte peut donc fort bien être contemporain du nôtre. Si OERTEL le place « vraisemblablement à la fin » du IV^e siècle, c'est à cause de sa théorie, empruntée à SEECK et manifestement inspirée par le seul *P. Lond.* 233, d'une modification apportée au système de nomination des *exactores* entre 345 et 386. On pourrait à bon droit s'étonner qu'en 345 la curie n'ait pas encore été appelée à fonctionner pour nommer les *exactores* alors que la « municipalisation de l'Egypte », innovation consistant à faire reposer tout le poids du système fiscal sur la bourgeoisie urbaine, c'est-à-dire sur les curies, était un fait accompli depuis environ 35 ans comme l'a démontré GELZER (*Stud.*, 52). On ne voit pas quelles raisons auraient empêché si longtemps l'administration de tirer de cette innovation, en ce qui concerne l'exactorie, le parti qu'elle en attendait. La transformation de l'ancien nome en territoire de la *civitas*, opérée vers 310 déjà, entraînait nécessairement la transformation des anciens fonctionnaires d'Etat comme le stratège, auquel succède l'*exactor*¹, en magistrats municipaux. Le corollaire d'une pareille transformation devait être nécessairement la nomination de ces magistrats par la curie, mesure qui assurait à l'Etat les avantages financiers dont l'acquisition lui avait dicté tout ce remaniement administratif. Il est impossible d'admettre que ces deux mesures n'ont pas été simultanées; renoncer à la première revenait à rendre l'autre stérile. Une pareille incohérence creuserait une inexplicable lacune dans l'évolution, si bien décrite par OERTEL lui-même, qui entraîne toute la machine administrative vers une concentration toujours plus accentuée de toutes les responsabilités finan-

¹ GELZER, *Stud.*, 50; OERTEL, *Liturgie*, 401.

cières sur un groupe restreint de personnes, les curiales. Pour ces raisons, les interprétations apparentées de SEECK et OERTEL ne peuvent nous satisfaire. Quant à GELZER qui a consacré aux *exactores* des développements assez étendus (*Stud.*, 50 ss.), il mentionne bien les textes dont le disparate apparent a inspiré aux auteurs précédents les théories que nous venons de critiquer, mais sans les comparer ni signaler le problème qu'ils posent. Il en est de même de WILCKEN qui écrit dans les *Grundzüge* (p. 77) en se référant à GELZER (p. 52) que les curiales « choisissent dans leur sein l'*exactor* qui désormais sert d'intermédiaire entre eux et le *praeses* ». Mais, dans l'introduction au n° 44 de la *Chrestomathie* (*P. Lond.* 233), il se contente de souligner l'empressement avec lequel le président de la curie d'Arsinoé recherche auprès de l'Empereur sa nomination comme *exactor*, sans faire remarquer l'incompatibilité de ces deux modes d'élection.

Cette rapide revue des principaux commentateurs qui se sont occupés de *P. Lond.* 233 montre qu'ou bien ils laissent de côté le problème posé par ce texte en ce qui regarde la nomination à l'exactorie, ou qu'ils en donnent une solution que l'examen révèle inacceptable.

L'interprétation de *P. Lond.* 233 dépend en dernière analyse de la réponse donnée à cette question : comment et par qui l'exacteur est-il nommé? On vient de voir les raisons générales très fortes pour que l'organe de nomination soit le sénat municipal. A ces considérations peuvent s'ajouter des raisons tirées de l'analogie. Les fonctions de cette espèce sont conférées par la curie. C'est le cas notamment pour le *curator civitatis*, en grec λογιστής¹, et surtout pour les *susceptores* dont les attributions s'apparentent si bien à celles

¹ Cf. KORNEMANN, *Curatores* dans PAULY-WISSOWA, IV, col. 1809 sq.; LIEBENAM, *Philologus*, LVI (1897), p. 319; WILCKEN, *Grundz.*, 80; OERTEL, *Liturgie*, 349. La plupart de ces auteurs se réfèrent à *Cod. Théod.*, XII, 1, 20, cité ci-dessus, p. 269, n. 1.

des *exactores* qu'une constitution de 386, *Cod. Théod.*, XII, 6, 20, citée tout à l'heure, concerne les deux fonctions à la fois¹. Elle prescrit que les *exactores vel susceptores* doivent être choisis dans une assemblée plénière de la curie (*in celeberrimo cœtu curiæ*), par une décision unanime (*consensu et iudicio omnium*); le noms des élus doit être communiqué au gouverneur de la province. Cette obligation est naturelle puisque les fonctions de l'exacteur notamment le mettent sans cesse en contact avec le préfet, mais nulle allusion n'est faite à une confirmation par ce dernier, encore moins à une investiture impériale². La nomination est l'œuvre de la curie dans son ensemble; elle assume collectivement les responsabilités de la gestion de son candidat comme la constitution en question ne manque pas de le souligner. Ici apparaît la raison fondamentale de toute cette procédure, procurer à l'Etat une caution collective.

¹ Cf. ci-dessus, p. 272, note 3. Dans un récent et important mémoire sur l'Annone militaire paru dans les *Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*, 1936, pp. 117 ss., Denis VAN BERCHEM a démontré que l'octroi de sénats aux métropoles égyptiennes par Septime-Sévère est lié à la création du nouvel impôt impérial de l'annone destiné à l'entretien des armées (p. 149). La perception en est confiée à des commissions sénatoriales, donc désignées par le sénat, et dont les membres portent le titre d'ἐπιμεληταί, (pp. 158 ss.). Au IV^e siècle l'épimélète se confond avec le *susceptor* des codes (p. 197). La nomination de ce dernier par le sénat, attestée par *Cod. Théod.*, XII, 6, 20, n'est donc que le maintien de l'état de chose existant depuis plus d'un siècle. La parenté des fonctions de l'*exactor* et du *susceptor*, attestée par la même constitution, induit à penser que, dès la création de la première de ces deux fonctions vers 310 (GELZER, *Stud.*, 51-52), un mode de désignation analogue à celui qui était en vigueur pour le *susceptor* a été employé : la nomination par le sénat.

² Cette investiture est affirmée pour le *curator*, sur la foi de MOMMSEN, *Staatsrecht*, II (3^e éd.), 1087, par les trois premiers auteurs cités à la note 1, p. 275. On remarquera cependant que MOMMSEN ne parle à cet endroit que de l'Italie. D'ailleurs rien n'oblige à étendre à l'*exactor* ce qui serait la règle pour le *curator*. Dans *P. Oxy.* 2110, 11 s., l'objet auquel s'applique la confirmation impériale ne me paraît pas être la nomination d'un sénateur à une charge déterminée, mais le principe consistant à mettre à part vingt-cinq sénateurs les plus aisés pour leur confier les liturgies les plus onéreuses, avec cette contre-partie qu'ils ne pourront simultanément être astreints à aucune autre charge.

L'inconvénient découlant pour le gouvernement central des nominations de magistrats liturgiques sans la participation des curies est illustré par un texte contenu dans le XVII^e volume des *Pap. d'Oxyrhynque* sous le n^o 2110. Ce procès-verbal d'une séance du Sénat de cette ville en 370 nous apprend que les titulaires des fonctions liturgiques les plus onéreuses (βαρύτεραι ou βαρύταται λειτουργίαι Il. 9, 18, 33, 36) formaient un groupe fixe de vingt-quatre sénateurs appelés οἱ εἰκοσιτέσσαρες διατυπωθέντες ὑπὸ τοῦ κυρίου ἐπάρχου (cf. l. 4); toutefois, si le gouverneur de la province exerçait une influence prépondérante sur le choix de ces vingt-quatre, il n'en établissait cependant pas la liste sans la collaboration et l'assentiment de la curie elle-même, ainsi qu'en témoignent les affirmations de deux sénateurs : βέβαια γὰρ καὶ ἀσάλευτα εἶναι τὰ διατυπωθέντα ὑπὸ τοῦ κυρίου <τοῦ> λαμ(προτάτου) Τατιανοῦ ἐκ συναινέσεως παντὸς τοῦ βουλευτηρίου (l. 7), et encore χάριν τότε πάντες ὡμολογήσαμεν ἐπὶ τῇ καλῶς γενομένῃ διοικήσει ὑπὸ τοῦ κυρίου τοῦ λαμ(προτάτου) Τατιανοῦ (l. 24).

La participation de la curie à cette opération a comme contre-partie la responsabilité que ce corps endosse collectivement pour la gestion de chacun des vingt-quatre pris individuellement. Cette responsabilité toutefois ne s'étend qu'à la fonction assumée par ces sénateurs en leur qualité de membres du groupe des vingt-quatre. La règle établie par l'accord du préfet Tatianus et du Sénat d'Oxyrhynque comportait en effet qu'un sénateur membre des vingt-quatre ne pouvait pas être astreint concurremment à une autre fonction liturgique en plus de celle pour laquelle il avait été officiellement désigné (l. 8). S'il en acceptait ou en recherchait une, c'était à ses risques et périls personnels; la curie décline expressément toute responsabilité à l'égard de liturgies assumées par ses membres faisant partie des vingt-quatre en plus des βαρύταται λειτουργίαι qui leur incombent du fait de leur inscription officielle au nombre des dits vingt-quatre. Le langage des bouleutes d'Oxyrhynque est, à cet égard, tout à fait

clair : εἰ δὲ βούλεται τις λειτουργεῖν εἰς ἕτερον λειτουργήματα, οὐ κινδύνω τοῦ βουλευτηρίου λειτουργεῖ (I. 9) et εἰ δὲ βουληθεῖη τις ἐκ τῶν καὶ ἀμβιτεύειν, οἶδεν τὸν ἑαυτοῦ κίνδυνον (I. 15).

Il résulte de ces déclarations que la curie n'acceptait de responsabilité qu'à propos de nominations effectuées selon la règle établie et sans doute avec sa participation. A l'égard de fonctions obtenues par ses membres au moyen de démarches menées en dehors des voies usuelles, par la brigade (ἀμβιτεύειν)¹, elle dégage expressément sa responsabilité collective. En cas de liturgies conférées dans ces conditions, l'Etat s'exposait donc à voir la curie lui opposer un refus, s'il se retournait contre elle lorsque le bouleute-liturge nommé irrégulièrement se montrait incapable de remplir ses obligations. Le gouvernement impérial qui avait transformé l'ancien nome en territoire de la cité pour que la curie servît de caution à toute l'administration de ce district avait donc tout intérêt à combattre des procédés de nomination à des fonctions liturgiques permettant à la curie d'esquiver les responsabilités dont on avait voulu la charger, et celle-ci, de son côté, a bien délimiter le cercle dans lequel ces mêmes responsabilités fonctionnaient, afin de ne pas les laisser s'agrandir à l'infini.

Le papyrus *Oxy.* 2110 montre en tout cas qu'à côté des procédures régulières de nomination aux fonctions liturgiques, des ambitieux pouvaient recourir à des moyens moins licites pour se faire conférer une charge. L'observation n'est pas sans importance pour l'interprétation du *P. Lond.* 233.

Ici c'est la curie qui se défend contre une extension abusive de son cautionnement. Mais le pouvoir impérial aussi

¹ HUNT traduit avec hésitation ἀμβιτεύειν par « to be ostentatious », en se référant à PALLADIUS, *Vit. Chrys.*, 36, c, d'après DUCANGE, s.v. SOPHOCLES, *Greek Lexicon of the Roman and Byz. Periods*, s.v., rapproche le mot du latin *ambio* et traduit « to effect some purpose by intrigue ». Cette dernière traduction nous paraît plus appropriée. Ἀμβιτεύω doit venir de lat. *ambitus* comme κηπέω de κήπος. Le nouveau LIDDEL et SOTT reproduit l'interprétation de HUNT (Part 4, addenda ad part 1).

avait avantage à décourager des nominations irrégulières qui l'auraient privé de ses garanties. A une telle préoccupation répond l'édit mentionné dans *P.S.I.* 684 et prescrivant que personne ne peut prendre possession d'une fonction sénatoriale sans nomination par le Sénat. A côté de cette règle générale, il est encore question d'une constitution impériale stipulant que les exacteurs entrèrent en charge à la suite d'une nomination du Sénat. Il y a là apparemment une application de la règle précédente. Ces dispositions sont invoquées, semble-t-il, à propos d'un *exactor* nommé Taurinus qui s'est trouvé insolvable et dont il s'agit de savoir s'il a été investi de ses fonctions de façon régulière, par le Sénat, auquel cas seulement celui-ci acceptera de le cautionner. Le texte est mutilé, mais tel paraît bien être le sens général. Ce document ne contient malheureusement pas de date. En tout cas il atteste que, pour l'époque à laquelle il appartient, la nomination de l'*exactor* par le Sénat était la procédure régulière. Il témoigne aussi, comme le précédent, de l'existence de procédures irrégulières de désignation aux charges, sans participation du Sénat. On peut alors penser à celle qu'implique le contrat d'Eulogius avec Abinnaeus, point de départ de notre étude. On objectera peut-être la contradiction résultant du fait que le pouvoir impérial réprouvait (*P.S.I.* 684) des abus dont il serait lui-même coupable (*Lond.* 233). Dans l'extrême confusion que révèlent les codes une pareille contradiction n'aurait rien d'extraordinaire. Il reste donc, à nos yeux, fort possible qu'Eulogius ait, pour les raisons développées tout à l'heure, comme le Taurinus de *P.S.I.* 684 et d'autres, recherché l'exactorie par la voie anormale que constituait la nomination directe, sans participation du Sénat, car nous restons convaincu que, dès la transformation des *nomes* en territoires des cités, il n'a pu y avoir d'autre organe normal de nomination aux magistratures municipales que les *curies* elles-mêmes.

De toute façon, s'il a existé simultanément deux sys-

tèmes parallèles de nomination aux hautes magistratures municipales, comme le suggèrent *P. Lond.* 233, *P. Oxy.* 2110 et *P.S.I.* 684, cela n'a pu être qu'au détriment du bon fonctionnement de l'administration, et l'on se demande comment une telle pratique n'a pas jeté dans tout l'organisme administratif un désordre incurable. On hésitera donc à admettre qu'elle ait été d'usage courant.

Il existe du reste un moyen de comprendre l'*epistula exactoriae* de *P. Lond.* 233 qui permet d'éviter les conséquences fâcheuses signalées tout à l'heure. Il suffit de considérer la nomination recherchée par appel direct au souverain comme fictive ou honorifique. Le détenteur d'un brevet d'exacteur ou *epistula exactoriae*, par la possession de cette pièce, serait considéré comme ayant rempli la fonction en question sans qu'il en ait été ainsi en fait. Il atteindrait ainsi aux prérogatives accordées aux anciens exacteurs sans avoir supporté la charge correspondante; l'avantage serait double. On sait par plus d'un papyrus que, au iv^e siècle comme sous le Haut-Empire, les magistrats municipaux gardaient le titre des fonctions qu'ils avaient remplies¹. Cet usage exclut l'itération. Dans ce cas l'*epistula exactoriae* garantirait le porteur contre tout risque d'avoir à remplir jamais cette charge; elle le situerait automatiquement dans la classe des « anciens exacteurs ».

Nous hésiterions à proposer de regarder l'*epistula exactoriae* de *P. Lond.* 233 comme l'attestation d'une charge fictivement remplie si les codes ne fournissaient à l'appui de

¹ Pour le Haut-Empire v. PREISIGKE, *Städt. Beamtenwesen*, pp. 27 ss. Pour l'époque postérieure à Dioclétien il n'existe pas d'étude analogue à celle de PREISIGKE, mais cf. par exemple *C.P.R.* 247, 3 (346 après J.-C.): Αύρηλίω Αντωνίνω από εξακτόρων τῆς αὐτῆς (Ἡρακλειοῦς) πόλεως; *P. Oxy.* 2110, 10, 18 (iv^e siècle): Γερόντιος εξακτο[ρεύσας, Αμμώνιος εξακτορεύσας; *P. Flor.* 71. 589 : Εὐλόγιος ἀπὸ εξακτόρων. On trouvera dans l'introduction à ce dernier document la liste des ex-magistrats qui y figurent à côté de l'ancien exacteur.

cette interprétation des témoignages dont la valeur analogique ne peut être contestée.

Ils enseignent d'une part que la recherche de brevets honorifiques était pratiquée en grand au IV^e siècle et donnait lieu à toute sorte d'abus que les Empereurs successifs ont essayé de réprimer, apparemment sans grand succès, puisque les mêmes ordonnances devaient toujours être répétées, et d'autre part que ces diplômes portaient le nom de *codicilli* et d'*epistula*¹.

Ces dignités fictives étaient recherchées à des titres divers. Elles apportaient d'abord des satisfactions d'amour-propre en faisant avancer leur titulaire dans l'ordre des préséances sans que cet avancement correspondît à un service public effectivement exécuté. Une longue ordonnance de 383, *Théod.*, VI, 22, 7, règle l'ordre hiérarchique des dignitaires en insistant sur le fait que les détenteurs de *codicillariae dignitates*, c'est-à-dire de dignités honoraires, ne doivent pas être confondus avec ceux qui ont effectivement géré la fonction ou exercé le commandement correspondants. C'est ainsi que, la *praefectura* étant la dignité suprême, les vicaires qui ont obtenu la préfecture honoraire (*quisquis vicariae potestatis administratione perfunctus ex praefectis impetravit codicillos*) ne sont cependant pas autorisés à prendre rang dans la première catégorie avec les préfets, mais seulement dans la suivante, dans l'*ordo proconsularium dignitatum*. Toutefois, dans ce groupe, les préfets honoraires ont le pas sur les proconsulaires qui *impetratis forte proconsularibus codicillis absque administrationis privilegio imaginarias tantum atque honorarias meruerint dignitates*. Les vrais vicaires précéderont les membres du *numerus ordinarium potestatum seu consularis administrationis seu nominis praesidialis* qui sont en possession de *ex praefectis aut*

¹ SEECK, art. *Codicilli* dans PAULY-WISSOWA, IV, col. 181 ss. et ci-dessous, p. 282.

etiam ex proconsulibus honorarios... codicillos. Enfin qui-
conque, après avoir rempli une charge de l'*administratio*
praesidialis a obtenu *seu epistulas ex vicariis sive ex procon-*
sulibus, seu, quod adpeti intempestivius solet, ex praefectis
...codocillos restera au-dessous de qui, son administration
accomplie, a revêtu dans la province les *dignitates consula-*
ritatis.

Ainsi désormais chacun sera maintenu au rang que lui
assignent les fonctions qu'il a réellement exercées, non celui
qui correspondrait à son titre honorifique. L'ordonnance ne
supprime donc pas l'abus des titres honorifiques; elle en
limite seulement la portée. Rien n'illustre mieux l'extension
que ces pratiques avaient prise. On voit aussi, par le dernier
passage cité, qu'on appelait également *epistula* ces diplômes
honoraires; *ex praefectis epistula* et *ex praefectis codicilli*
sont des expressions synonymes.

Parfois l'expression est précisée par l'adjonction de
l'adjectif *honorarius* accolé à *codicilli* ou à *epistula*. On lit
dans *Théod.*, VIII, 5, 23, de 365 : *ad procurationem clavu-*
larii cursus eligendi sunt ex eo hominum genere qui in pro-
vinciis codicillis comitivae et praesidatus aut rationum epis-
tulis honorariis nixi ab omnium se civilium et publicorum
officiorum ministerio removerunt. Ce texte, à côté de son
intérêt lexicologique, révèle le motif fondamental de cette
course aux charges honorifiques. Leurs possesseurs espé-
raient par là jouir des dispenses qui récompensaient les dé-
tenteurs de certaines fonctions supérieures. Cette constitu-
tion met fin à cette illusion. Les comtes, *praesides* et vicaires
honoraires se voient dépouiller des avantages destinés aux
seuls titulaires effectifs de ces fonctions. Le gouvernement
s'efforce de limiter la portée d'abus qu'il est impuissant à
détruire à la racine.

La locution *epistula honoraria rationum* est particuliè-
rement précise puisque le caractère fictif de la dignité con-
cédée est relevé par l'épithète, cependant, le plus souvent, on

trouve des expressions comme *ex proconsulibus*, *ex vicariis epistula* (*Théod.*, VI, 22, 7) où le contexte seul enseigne qu'il s'agit de diplômes honorifiques octroyés à des personnes qui n'ont accompli ni proconsulat, ni vicariat. La simplification va encore plus loin, par exemple, dans *Théod.*, VI, 22, 5, de 381 où se lit ceci : *omnes qui extra palatium constituti codicillis proconsularibus vel epistulis vicariorum vel insignibus consularium emendicatis atque adsimulaticiis vestiuntur... volumus esse post positos*. La phrase finale ne laisse aucun doute sur la signification de diplômes honoraires qu'il faut donner ici à *codicilli proconsulares* et *epistula vicariorum*. Cette dernière expression équivaut à l'*epistula ex vicariis* de *Théod.*, VI, 22, 7.

Si maintenant, de l'ordre civil, nous passons à l'ordre militaire, nous constatons qu'il est à plus d'une reprise dans les codes mention d'*epistulae ex protectoribus*, *ex praepositis*, *ex tribunis* au sens de brevets obtenus à la suite de démarches et non à la conclusion d'un service effectif. Par exemple *Théod.*, VII, 21, 1 (313 après J.-C.) : *ideoque si qui ex protectoribus vel ex praepositis vel ex tribunis epistulas reportaverint, non habeant privilegium quod merentur qui ordine militiae sub armorum labore decurso ad hunc honorem pervenerint*. Ailleurs il s'agit des militaires qui se sont procuré un diplôme d'ancien protecteur, c'est-à-dire soldat de la garde impériale, sans y avoir réellement servi : *officiales quos ex diversis officiis ex protectoribus epistulas impetrasse constiterit, pristinae reddi jubemus militiae* (*Théod.*, VIII, 7, 2, 326 après J.-C.). Les vétérans aussi réussissaient à éviter leurs devoirs de curiales au moyen d'*epistulae*. La constitution *Théod.*, XII, 1, 45 en témoigne qui prescrit : *elicitas quoque epistulas adimi volumus veteranis, curiae decernentes esse reddendos quos obnoxios esse claruerit*. La pratique est donc la même chez les militaires que chez les civils; on cherche, par des procédés plus ou moins avouables, à s'assurer un rang supérieur à celui auquel

on a droit pour ses services réels en se faisant octroyer par les bureaux un brevet attestant qu'on a accompli une fonction sans que cela corresponde à la réalité. Les motifs sont dans les deux cas à peu près les mêmes; il s'agit de s'élever en grade et en dignité, afin de jouir de privilèges qui consistent surtout en exemptions de charges. Ces diplômes honorifiques confectionnés par les *officia* impériaux portent fréquemment le nom d'*epistulae*.

L'ensemble de faits qui vient d'être mis en lumière nous permet, sinon avec certitude au moins avec vraisemblance, de placer l'*epistula exactoriae* de *P. Lond. 233* dans la catégorie de ces diplômes honorifiques dont nous parlent les codes. Rien ne nous empêche de considérer qu'il s'agit ici réellement d'une *epistula ex exactoribus* du même genre que les *epistulae ex protectoribus* dont il vient d'être question. C'est à cette interprétation que nous donnons la préférence¹. La commission dont le prytane d'Arsinoé charge l'ex-préfet d'aile Abinnaeus s'avère donc bien, comme nous le disions au début de cette étude, comme un recours au *suffragium*. L'officier en question qui a servi à la cour, qui a été, lui, effectivement *protector*², connaît les bureaux, y possède des relations. Ce sont ces sources d'influence qu'il s'engage à mettre au service de son compère pour lui procurer la distinction qu'il convoite.

Ainsi le petit fait divers dont *P. Lond. 233* conserve le souvenir n'est pas une exception. Il s'insère dans une longue série et fournit une illustration concrète à plus d'une disposition des codes. Il met aussi en évidence une caractéristique de la société constantinienne. Celle-ci était constituée de ca-

¹ L'interprétation à laquelle nous nous arrêtons ici nous avait été suggérée au cours d'une discussion de *P. Lond. 233* par M. Denis VAN BERCHEM. Après vérification cette hypothèse se trouve substantiellement confirmée et il convient d'en donner crédit à son auteur.

² Cf. *P. Lond. 412*, 1 (II, p. 279) ἐξ ἀπὸ προτηκτόρων (*sic*), 447, 2 (pétition latine, *Journ. Eg. Archeol.*, XIV, 1928, 320) *ex protectoris* (*sic*).

tégories superposées correspondant à des charges et, en même temps, à des privilèges. Normalement on ne devait s'élever d'un degré sans avoir satisfait aux obligations attachées au précédent. Certains degrés sinon tous procuraient des attestations officielles des fonctions remplies qui donnaient droit aux privilèges afférants. L'ambition de tout homme d'alors était de posséder ces attestations pour jouir des bénéfices qu'elles procuraient, bénéfices souvent négatifs consistant dans une garantie contre le renouvellement d'obligations déjà exécutées. Les plus connus parmi ces diplômes sont ceux des enfants romains et des vétérans¹, les seuls dont des originaux soient parvenus jusqu'à nous; ils portent le même nom que la pièce dont parle *Lond.* 233 et ne devaient pas en différer essentiellement par la forme matérielle. Le fait que la possession de ces titres prémunissait contre certaines obligations explique l'ardeur qu'on mettait à se les procurer, même et surtout quand on n'était pas en position d'y prétendre par ses états de service.

Victor MARTIN.

¹ Cf. *Théod.*, XII, 1, 45 cité ci-dessus p. 283 et VII, 20, 4 *veteranos autem post emeritae missionis epistulas...*

Egyptian currency under the Ptolemies¹

(Summary)

There was no currency in specie in Egypt before the time of Alexander : coins brought into the country were treated as bullion and exchanged as a commodity. The inclusion of Egypt in the Empire of Alexander was naturally followed by the introduction of his universal currency, which was struck in Egypt as elsewhere on a common standard. But when Egypt became a separate kingdom under Ptolemy Soter, it had to have a coinage of its own, and this could not well be on the Alexandrine standard, under which the ratio of gold to silver was 10 to 1, since silver had always been more highly rated in Egypt than in Greece : under the New Kingdom a ratio of only 2 to 1 is found. If Soter had continued to coin on the Alexandrine standard, his silver would simply have been melted down by his subjects. So his issues show a substantial reduction in weight of about 10 per cent to the standard used in Phoenicia.

The greater part of Phoenicia was held by the Ptolemies in the third century, which is the reason for the adoption of the Phoenician standard for the silver coinage : and the bulk of the silver struck after the middle of the reign of Philadelphus till the end of the century was probably issued at Phoenician mints : many of the coins have the

¹ To be published in *Journal of Egyptian Archaeology*.

mintmarks of Tyre, Sidon, Ptolemais Ake, Joppa, and Gaza; and those without mintmark may be assigned to the same region by the fact that they have as their reverse legend ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ ΣΩΤΗΡΟΣ, not ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ ΒΑΣΙΛΕΩΣ : this is the formula of the coins that are certainly Phoenician, but is not known on any that are certainly Egyptian. The choice of this legend may have been intended to avoid emphasizing the Ptolemaic lordship : similarly in the second century the Seleucids struck a special coinage at the Phoenician mints, on which they used a less elaborate title than on their coins struck at Antioch. Apart from these series, there is little Ptolemaic silver of Philadelphus, Euergetes I, and Philopator, except the coins with the types of Arsinoe, which have the air of medals rather than of coins, and are rarely found in Egypt under conditions which suggest that they were used as ordinary currency. The Phoenician issues are found there in some numbers : but many of the specimens are punchmarked or scratched with signs, which indicates that they were taken as bullion, not at face value.

These issues go down to year 4 of Epiphanes : about the same time a new silver series began at the Cypriote mints of Paphos, Salamis, and Citium, on which the old legend of ΠΤΟΛΕΜΑΙΟΥ ΒΑΣΙΛΕΩΣ reappears. These are of approximately the same weight as the coins of the third century, but of inferior metal : the debasement increased until the coins were only 25 % fine. These issues are regularly found in Egypt, in hoards, showing that they were used in ordinary trade, and are not punchmarked, showing that they were taken at their face value. The silver content of a tetradrachm 25 % fine would be worth about four drachmas at Egyptian prices : an account, probably of late third century date, has an entry of a payment of 16 dr., 5 1/2 ob. for a silver stater, presumably a tetradrachm of good silver; and at the end of the first century the rate of exchange for an Alexandrian tetradrachm was an Attic

drachma or a Roman denarius. But the debased coins cannot have played much part in foreign trade : the third century Ptolemaic silver is found not infrequently in Greece and Asia Minor, the second and first century coins hardly ever.

In the third century a change had been made in the Ptolemaic copper currency, as well as in the silver : under Soter the copper coins issued had followed the ordinary Greek practice as regards size, and were all comparatively small. But about 270 B.C. a new series of copper pieces, of a size unexampled in Greece or Asia Minor, appeared and continued to the end of the century : the types are more Egyptian in character than those of the silver, with the head of an Egyptian deity instead of that of Ptolemy on the obverse : the legend on the reverse is in the Egyptian form. These were clearly intended as a currency of copper, with a value roughly related to their metal content : they were copper drachmas and fractions of the drachma, and the copper drachma was worth something appreciable as metal, if not a drachma. It is consistent with this that these coins were freely exported abroad, to all parts of the Mediterranean area.

For nearly a century there was a dual currency in Egypt : both silver and copper were legal tender, apparently, and adjustment was only dictated by trading convenience. For certain purposes, probably where large sums were involved, copper was taken at a discount officially : but effectively the country lived on copper : nearly all the hoards found are of copper or of punchmarked silver. The average weights of the copper coins soon began to diminish, and as early as 225 B.C. there are signs that adjustment of the currency values of silver and copper was in practice : but when the debased silver was issued, the adjustment became more complicated, because the copper drachma had been related to the old silver at rates suited to

the foreign market, and when the outside support was taken away from the silver tetradrachm, the copper drachma lost ground in sympathy. Early in the second century the copper drachma of the model of Philadelphus ceased to be struck, and a fresh set of copper pieces was issued, which continued till the end of the dynasty : the last of these were shown by Regling to be pieces of 80 and 40 copper drachmas respectively, and the same denominations are probable for the earlier ones. The records of business transactions in the second and first centuries really demand a currency of this nature : it is common to find payments of many talents in copper drachmas, which would have been almost impossible to handle in the third century copper drachmas weighing about a quarter of a pound, but was simple enough with coins of eighty drachmas weighing about an ounce each. This change may have been rather later than the first issue of the new silver, but it is clear from *P. Mich.* 182, that it had taken effect before 182 B.C.

The third century copper then disappeared from circulation : it is hardly ever found in hoards with the second century issues. On the other hand, the third century silver still remained in use alongside the debased coinage : the official standard of the country was silver, and the purchasing power of the tetradrachm was not affected, in Egypt, by its debasement : the copper was really a token currency only, which collapsed at the first financial crisis, as all token currencies have done, and the copper drachma became a mere term of account. In consequence, a ratio had to be fixed as between silver and copper for official and legal purposes : and from about 160 B.C. it is common to find in accounts a conversion of silver drachmas into copper or vice versa. The rates vary, but are seldom above 500 : 1 or below 400 : 1. Probably the rates of conversion were settled in the money market from time to time, like exchange rates today : whether the government

took any part in the regulation is not clear, till Cleopatra issued her coins of 80 and 40 drachmas, which seem to be based on a rate of 480 : 1; at this figure the 80 copper drachma coin would be an obol on the silver standard.

J. G. MILNE

An unpublished Act of Amnesty from Ptolemaic Cyprus

In the summers of 1936 and 1937, I paid inscription-hunting visits to Cyprus. The longer text which I now publish is both the most interesting and the most difficult of my finds. Properly interpreted, it should make some addition to our knowledge of Ptolemaic history; it has its best commentary in two papyri, Nos. 5 and 699, of the Tebtunis series. For these reasons I thought it appropriate to report it to the Oxford Congress of Papyrology, but with the object rather of receiving than giving information. In this last respect, I have not been unsuccessful, as Professor WILCKEN has very kindly sent me several suggestions by letter. The bulk of these suggestions (and I shall acknowledge them in detail) I am happy to accept, the more so as they throw light on a number of points where, in the paper I read, I was admittedly in the dark.

In the Cyprus Museum at Nicosia is a statue base of grey marble which has been twice inscribed. The original inscription (a) has been defaced, and the stone re-used on the bottom to carry inscription (b), an amnesty in the form of several royal ordinances, to which is appended a covering royal letter.

Inscr. (a).

Εἰρήνην Πτολεμαίου, τοῦ [στρατηγοῦ]
καὶ ἀρχιερέως Ἀρτέμιδος ὁ[εσποίνης?]
θεῶν καὶ τοῦ βασιλέως καὶ τῶν ἄλλων
θεῶν ὧν τὰ ἱερά ἱδρύεται ἐν τῆ[ι νήσῳ,]
Ἀνδρόμαχος ὁ υἱός, τῶν δια[δόχων καὶ]
πρὸς τῆι γραμματείαι τῶν δυνάμεων.]

Max. length of inscribed face, 54.5 cm.; height 21.5 cm. There is a margin 12.5 cm. wide between the inscription and the original left face of the stone, which is partially preserved. If allowance is made for a similar margin to the right and for the loss of some 7 or 8 letters (c. 15 cm.), the original length of the base is shown to have been about 82 cm.

This inscription I discuss in detail in the *Archiv für Papyrusforschung* of 1938. I reproduce it here because it affords some indication of the original dimensions of the stone, and, secondly, a hint of its place of origin, and lastly a useful *terminus post quem* for the longer text.

It will be noticed that inscr. (a) records the erection of a statue by a certain Andromachos to his mother Eirene, and that Andromachos was then serving in his early manhood as quarter-master in Cyprus during the governorship of his grand-father, Ptolemy the Megalopolitan, in the last decade of Epiphanes' reign. For this reason if for no other, as the excellent lettering of inscr. (b) precludes a later dating, the latter can be assigned with some certainty to the reign either of Philometor or of Euergetes II. In this connection the following point may be worth mentioning. Andromachos is perhaps the Andromachos who was the junior of two envoys sent in 162 by Philometor to Rome to answer the accusations of his brother Physcon¹. In an epigram of the Greek Anthology² the untimely death in 150 of Eupator, king of Cyprus, is lamented by his tutor Andromachos. If Andromachos of inscr. (a) and these two are the same individual, there is a ready explanation for the defacing of the inscription, as, after Philometor's death, Physcon notoriously destroyed in Cyprus many memorials of his brother's friends. A hint then that inscr. (b) may

¹ POLYBIUS, XXXIII, 11, 4.

² *Anth. Pal.*, VII, 241 and Orro, *Zur Geschichte der Zeit des 6. Ptolemaers*, p. 9, note 9.

belong to the reign of Euergetes II, but not evidence for a court of law.

As to the matter of provenance, I have been able to discover nothing; but the emphasis on Artemis in inscr. (a) suggests that Larnaca-Kition, where there was an important cult of Artemis Paralia, may have been the place of origin.

Inscr. (b).

	- 7 or 8 -	ΑΙΟΥΣΙΕΣ ΚΑΙ ΠΡΟΣΙΕΙΜΑΔΑΝ ΜΗ	c. 12
5		ΜΗΘΕΝΑΥΤΕΡ ΤΟΥ ΤΩΝ ΜΗΔΕΔΙΑΚΟΥ ΕΙΝΗ	c. 13
		ΠΡΟΣΤΕΡΜΑ ΧΕΝΔΕΚΑΙ ΤΟΥΣ ΔΑΝΑΚΕΣ ΔΕΙΜΟΝΟΙ	c. 12
		ΔΙΑ ΤΟΥ ΕΝΕΣΧΗΣΘΑΙ ΑΙΤΙΑΣ ΚΑΤΑΦΟΡΕΥΕΣ	c. 11
		ΠΡΟΣΑΙΣΥΡΑΙ ΠΡΟΤΙ ΡΟΝΗΣΑΝΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙΚΟΡ	c. 12
		ΑΠΡΑΤΑ ΑΠΟ ΤΩΝ ΙΔΙΩΝ ΑΥΤΩΝ ΤΑΥΔΙΑ ΤΑΥΤ	c. 11
10		ΤΟΥΣ ΔΕ ΣΤΡΑΤΕΥΟΜΕΝΟΥΣ ΔΙΟΡΚΟΥΣ Φ	c. 10
		ΑΦΙΗΣΙΔΕ ΚΑΙ Τ	c. 6
		ΑΤΙΩΤΑΣ ΤΟΥΣ ΤΕ	c. 10
		ΟΥΣ ΕΚΤΑ	c. 13
		ΑΔΕΔΟΜΕΝΩΝ ΟΚ	c. 10
		ΤΟΥΣ ΕΙ	c. 13
		ΤΑΣ ΤΙΜΑΣ (vac?)	c. 17
		ΠΡΟΣΤΕ	c. 14
		ΤΕ ΧΡΕΙΝ ΠΕΡΙΜΗΘΕΡ	c. 5
15		ΜΗΔΕ ΠΑΡ	c. 15
		ΓΥΜΕΝΑ ΠΡΑΣΣΕΙΝ ΣΑ	c. 6
		ΡΕΣΙΝ ΜΗΔΙ	c. 13
		ΩΝ ΤΕΤΑΓΜΕΝΟΥΣ ΠΕΡΙΤ	c. 6
		ΕΥΘΥΝΕΙΝ Μ	c. 14
		ΤΩ ΙΣΗΜΙΟΥΣΘΑΙ ΕΣΤΕ	c. 4
		ΕΚΤΗΣ ΠΑΡΑ	c. 11
		ΕΜΦΘΕΙΣ ΗΣ ΕΓΙΣΤ	3
		ΒΑΣΙΛΕΥΣΤ	c. 14
		ΚΥΡΩΙ ΤΕΤΑΓΜΕΝΑΙΣ ΠΕΣΙ	4
20		ΚΑΙΝΑΥΤΙΚ	c. 14
		ΕΙΝ ΚΑΙ ΥΜΑΣ ΔΕΙΟΜΕΘΑ ΔΕ	c. 5
		ΛΑΒΟΝΤΑΣ	c. 12
		ΑΡΧΗΓΟΙ ΓΕΓΟΝΑΤΕ ΤΟΥΣ ΑΙΕΝ	c. 4
		ΩΣ ΠΡΟΣΕ	c. 12
		ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΙΓΥΠΤΟΝ ΠΡΑΓΜΑ	c. 4
		ΚΑΤΑΣΤΗΝ, - 8 or 9 - ΜΗΘΕΝΤΑΣ ΔΕ ΣΙΧΕΤΕ ΚΑΙ ΤΟΥΣ Ε	c. 5
		ΤΑΝΤΟΥΣ ΚΑΙ ΤΟΥΣ Π	c. 6
25		ΑΗΘΕΝΤΑΣ ΕΣ ΔΟΕΥΦΗΜΩΝ ΜΗ	c. 6
		ΚΑΙ ΤΗΣ ΓΕΓΕΝΗΜΕΝΗΣ ΗΜΙΝ ΜΕΘΥΜΩΝ ΣΥΝΑΝΑΣΤΡΟΦ	c. 7
		ΜΑΛΛΟΝ ΕΚ ΤΕΝΤΕΣ ΚΑΙ ΜΕΡΙΜΝΗΣΑΝ ΤΕΣΤΙΑΝ	c. 8
		ΚΥΡΩΝΤΑΣ ΤΟΥΣ ΚΑΙ ΜΕΧΡΙ ΤΗΣ ΕΣΧΑΤΗΣ ΑΝΑΠ	c. 8
		ΣΤΑΣΙΑΣ ΔΙΑΒΙΟΥ ΤΕΤΑΣΣΙΤΑΡΧΙΑΣ ΠΑΣΙΝ ΕΤΑΣΑΜ	c. 8
		ΚΥΡΩΝΤΑΣ ΤΟΥΣ ΚΑΙ ΜΕΧΡΙ ΤΗΣ ΕΣΧΑΤΗΣ ΑΝΑΠ	c. 10
30		ΕΙΣ ΤΗΝ ΛΟΥΣΙΩΝ ΕΠΟΙΗΣΑΜΕΝΤΟΣ ΘΕΝ	c. 12
		Π. ΤΡΑΝΑΥΝΤΟΥ (13) ΟΝΤ	c. 17

Inscribed face 54.5 cm. high; max. width (along l. 17) 52.3 cm. A hole has been cut in the left centre of the in-

scription, corresponding to a similar cavity on the opposite surface, as if in an attempt to bore through the stone. This gap in the text is 26 cm. high and 17 cm. wide. The inscription is incomplete to the right — a loss I have attempted to assess on the basis of the restorations of lines



18 and 19. From inscr. (a) it would appear that, while l. 31 is probably the last line, a considerable area some 27.5 cm. in height has been lost at the beginning, i.e. space for a maximum of 14 or 15 lines. Lines 25 to 31 are very much worn, the last line too damaged for me to restore a single letter with certainty. A crack runs across the face of the stone from the beginning of l. 22 to the middle of l. 28.

Height of letters 1.3 to 1.4 cm. The lettering well cut and regular; of a type characteristic of the middle of the 2nd. century.

[Βασιλεὺς Πτολεμαῖος]

[ἀφίησι τοὺς ὑπὸ τὴν βασιλείαν πάντας ἀγνοημάτων ἁμαρτη-

[μάτων ἐγκλημάτων καταγνωσμάτων αἰτιῶν πασῶν τῶν ἕως]

[(day) τοῦ Χοῖα]χ(?) τοῦ κς (ἔτους), καὶ προστέταχεν μὴ [μνησικακεῖν]

5 μηθένα ὑπὲρ τούτων μηδὲ διακοῦειν μη[θηνός ἐγκαλοῦντος.]

προστέταχεν δὲ καὶ τοὺς ἀνακεχωρηκό[τας ἐκ τῶν ἰδίων]

διὰ τὸ ἐνεσχηθῆναι αἰτίαις καταπορεύεσθ[αι καὶ ἐργάζεσθαι]

πρὸς αἷς καὶ πρότερον ἦσαν ἐργασίαις καὶ κομ[ίζεσθαι τὰ ἔτι]

ἄπρατα ἀπὸ τῶν ἰδίων αὐτῶν τῶν διὰ ταῦτα [δημευθέντων.]

10 τοὺς δὲ στρατευομένους διορθοῦσθ[αι προαιρεῖται.]

ἀφίησι δὲ καὶ τ[οὺς στρ]ατιώτας τοὺς τε πε[ρὶ] αὐτὸν ? καὶ]

τοὺς ἐκ τῶν [ὑπὸ τοῦ ἀδελφοῦ ?] διαδομένων ΟΚ

τὰ ὀφειλ[ήματα] Σ τὰς τιμὰς (vac. ?)

προστέτ[αχεν] δὲ μηθένα κακ[ο]στεχεῖν περὶ μηθενό[ς μήποτε,]

15 μηδὲ παρὰ [τὰ ἐν αὐτοῖς διηγορ]ευμένα πράσσειν κατ[ὰ] παρεύ-]

ρσιν, μηδὲ [τοὺς ἐπὶ πραγμάτ]ων τεταγμένους περὶ τ[ούτων]

εὐθύνειν μ[ηθένα ἐπὶ τῷ θανά]τῳ ζημιοῦσθαι. ἔξετέθ[η (date).]

ἐκ τῆς παρὰ τ[οῦ] βασιλέως π[ε]μφθείσης ἐπιστο[λῆς·]

Βασιλεὺς Π[το]λεμαῖος ταῖς ἐν] Κύπρῳ τεταγμέναις πεζ[ικαῖς]

20 καὶ ναυτικα[ῖς] δυνάμεσι χαίρ[ειν]· καὶ ὑμᾶς δ' οἴόμεθα δε[ῖ]ν [δια-]

λαβόντας [καθ' ὅσον ὑμεῖς] ἀρχηγοὶ γεγονάτε τοῦ καὶ ἐνθ[άδε]

ὡς ἤρμοξε[ν] ἐνεστηκότος, καὶ τῶν κατ' Αἴγυπτον πραγμάτ[ων]

καταστῆνα[ι] σωτήρας ?· τιμηθέντας δ' ἔσχετε καὶ τοὺς ἐ[σωθεν]

πάντας καὶ τοὺς προ[σκ]ληθέντας ἔξωθεν ὑφ' ἡμῶν, μν[ησθέντες]

25 καὶ τῆς γεγενημένης ἡμῖν μεθ' ὑμῶν συναναστροφ[ῆς]. ὅτι δὲ]

μᾶλλον ἐκκα[υθ]έντες καὶ μεριμνήσαντές τι ΑΝΥ

ΠΥΡΑΘΑΝΤΑ τὸν υἱὸν ? καὶ μέχρι τῆς ἐσχάτης ἀναπν[οῆς] δια-

σῶσαι, διὰ βίου τε τὰς σιταρχίας ἅπασιν ἐτάξαμε[ν, ὁ οὐδεὶς]

[τῶ]ν προγόνων μνημονεύεται πεποιηκῶς καὶ τ[οῖς] στρατευομέ-

30 [νοῖς ?] εἰς Πηλοῦσιον ἐποιήσαμεν π[ρ]όσθεν ?

P · TPANAYNTOI ONTO

Ls. 1-3 : the restoration is based on *P. Tebt.* 5, 1-4 and *ibid.* p. 31 (bottom), p. 32 (top). Cf. further *P. Tebt.* 124, 23-24 : ἐγκ[λημ]ά(των) | ἀγνωσιμά(των) ἀγνωσιμά(των) (*sic*) καταγνω(σμάτων) αἰτιῶν πασῶν ἕως τοῦ νγ L. With Prof. WILCKEN I now take the amnesty to apply to the whole of the Ptolemaic Empire.

L. 4 : While certain that the date of the amnesty was given at the beginning of this line, I felt equally certain that the date ended in II . The spacing does not permit II to be preceded by any letter but *iota*. The chronological objections to III however were such that I preferred to read (vac. ⁹) II . Prof. WILCKEN has now convinced me that KII is the correct reading, that the amnesty is in fact dated to the 26th year of Euergetes and that the interpretation of the whole document should turn on this as a fixed point. To the left of τοῦ my squeeze shows a short slanting stroke which is best taken as a fragment of *chi*; I therefore restore [Χοία]χ. The month Choiach of the 26th year of Euergetes gives the last days of 145 or the first of 144; and this, as I shall show below, fits well with the little that is known of the circumstances of Euergetes' accession.

[μνησικακῆν] : a suggestion of Prof. WILCKEN. This ordinance is wanting in *P. Tebt.* 5, a clause concerning those guilty of φόνοι and ἑροσυλίζι being found (line 5) in its place. Cf. WILCKEN, *U.P.Z.* I, p. 498 f. and in particular p. 500 (where WILCKEN actually comments on the absence in *P. Tebt.* 5 of the idea here given).

Ls. 6 to 9 : cf. *P. Tebt.* 5, 6 to 9, where the same ordinance is expressed in very similar language.

Ls. 11 to 13 : I cannot see my way through this passage, although in certain respects it is reminiscent of the mutilated decree of *P. Tebt.* 5, 19 to 21. The last character but one in line 11 may equally well be a *tau*; of the last only the up-right is certain.

Ls. 14 to 17 : the same ordinance is found in P. Tebt. 699, 18 to 21, but in a fragmentary condition.

L. 17 : ἐξετέθη[ν] : the subject of this verb is the preceding amnesty, the date and perhaps the place of issue being lost. This interpretation also I owe to Prof. WILCKEN.

L. 22 : my squeezes show that ἡρμούζε[ν] and not ἡρμούζε[ν] is the correct reading.

L. 26 : at the end of this line is a slanting stroke which can only belong to *upsilon* or *chi* : from its angle the former is slightly the more likely.

L. 27 : the first letter is quite conjectural : the second is probably *upsilon* or *chi*, but may well be neither. The reading οἴον is difficult.

L. 28 : [ὁ οὐδέτις] of Prof. WILCKEN is clearly correct.

L. 31 : I here make no attempt to reproduce the markings on the stone exactly, but content myself with giving the letters which they suggest.

Philometor died in North Syria in the late summer of 145, probably in August. It is known that this news had not reached the Fayum by the 22nd of that month¹. Euergetes was then in Cyrene. To reconstruct with any certainty the events which brought him to the throne of Egypt will doubtless ever remain an impossible task, but so much is known or may legitimately be inferred : In July-August of 145² and very shortly before his death, Philometor had elevated his son Neos Philopator to joint kingship with himself; and thus Egypt, despite the fatal victory of the Oenoparas, had a king, supported moreover by the widowed queen Kleopatra II and a faction in which Jews probably predominated³. To this last fact may be ascribed the

¹ OTTO, *Zur Geschichte der Zeit des 6. Ptolemaers*, p. 128, note 4.

² OTTO, *o. c.*, p. 128.

³ BEVAN, *Ptolemaic Egypt*, p. 306.

existence of a rival faction in favour of the Brother. This won the upper hand, not without suspicion of Roman intrigue¹. Euergetes was sent for, and if we can believe Justin, made himself master of Alexandria without a struggle, though there ensued indeed bitter reprisal against the Jews and the intelligentsia. It was intended doubtless that he should take Kleopatra II to wife and acknowledge her son's position. The young king however was soon done away with². Neos Philopator's reign was brief, but the events which must have preceded his death, together with certain evidence³ from Cyprus suggest that it was by no means negligible in duration. Indeed if [Χοίρα]χ is a correct restoration in the present inscription, it is best explained by supposing that Euergetes dated his amnesty from the time when by eliminating Philometor's son, he became sole ruler. There is reason to think that Euergetes later placed his accession in his 25th year⁴. It has therefore been suggested⁵ that Neos Philopator was never recognised in Alexandria. It is surely easier to suppose that Euergetes at a later date deliberately ignored the reign of the nephew he had murdered.

From the use of the singular *προστέταχεν* it is clear that at the end of 145 Euergetes was still unmarried. The birth of Memphites in the latter half of 144⁶ shows that the marriage cannot be later than the early months of that year.

That an amnesty was issued in the 26th year of Euer-

¹ OTTO, *o. c.*, p. 131; BEVAN, *o. c.*, p. 307.

² JUSTIN, XXXVIII, 8, 3; but when he speaks of Neos Philopator being murdered in his mother's arms during her wedding feast, Justin is merely indulging his taste for melodrama.

³ The inscription S.E.G., VI, 809 is considered by Prof. OTTO (*o. c.*, p. 130) to have been set up in Cyprus during the reign of Neos Philopator.

⁴ Eg. WILCKEN, *U.P.Z.* II, p. 60, note to l. 57.

⁵ OTTO, *o. c.*, p. 131.

⁶ OTTO, *o. c.*, p. 13.

getes has long been known¹. Prof. WILCKEN has recently² argued that in *P. Tebt.* III, I, 699, we have certain of its ordinances, transcribed at a later date. The striking similarity of phrase with the present document would seem to prove this contention. Here, we are concerned with such extracts from this series of decrees as were applicable to Cyprus, together with the royal letter which covered their despatch to the island. The text of this letter and its interpretation offer too many difficulties for me to attempt any discussion of them here. I restrict myself to a comment on the phrase [ταῖς ἐν] Κύπρῳ πεταγμέναις πρεσβ[υταῖς] | καὶ ναυτικαῖς δυνάμεσι]. In Cyprus after the reign of Philadelphus nothing is heard, at least epigraphically, of the Ptolemaic fleet, until at the outset of Euergetes' reign, on the loss of the Egyptian possessions in the Aegean, the title of *ναύαρχος* was added to those which the governor of Cyprus already enjoyed³. This mention therefore of *ναυτικαὶ δυνάμεις* suggests definitely that the inscription is later than the reign of Philometor.

I am fully aware that my conjectural reading of *υἱόν* in l. 27 is damaging to the case I have made above for the end of the year 145. Whether *υἱόν* can or cannot be accepted, will depend on the restoration and interpretation of this and the preceding line.

T. B. MITFORD.

¹ *U.P.Z.* II, 161, 58; 162, IX, 21.

² *Archiv für Papyrusforschung*, XI, p. 147.

³ Cf. LESQUIER, *Institutions militaires de l'Égypte*, p. 74.

Contributi per una storia sociale ed economica della famiglia nell'Egitto greco-romano¹

L'interesse e l'utilità di studi sistematici di sociologia sui documenti dell'Egitto greco-romano sono stati già rilevati da vari studiosi², e proprio due anni or sono al Congresso di Firenze il Bell proponeva l'organizzazione di ricerche di seminario le quali potessero fornire i primi dati per una storia sociale dell'Egitto greco-romano³.

Seguendo le direttive del mio Maestro il Prof. CALDERINI, avevo già iniziato una ricerca di questo genere sopra i testamenti, che continuai poi con un'altra sui contratti di matrimonio e di divorzio⁴.

Avendone ora avviata una terza sui contratti di compra-vendita, mi è parso utile raccogliere e coordinare i dati già da me ricavati, insieme con quelli dedotti dalle schede di censimento⁵ e dalle ἀπογραφαι di pro-

¹ Cette communication a paru dans *Aegyptus*, 17 (1937), pp. 338-348; elle est reproduite ici avec l'aimable assentiment de l'auteur et de M. A. CALDERINI.

² M. ROSTOVZEV, *Storia economica e sociale dell'Impero romano*, Firenze, 1933, p. 333; A. CALDERINI, *Il contributo della papirologia greco-romana agli studi di sociologia*, in *Münchener Beiträge*, XIX (1934), pp. 166-185.

³ H. I. BELL, *Proposals for a Social History of Graeco-Roman Egypt*, in *Atti del IV Congresso Internazionale di Papirologia*, pp. 39-44.

⁴ *Ricerche di sociologia nei documenti dell'Egitto greco-romano*. I. *I testamenti*, in *Aegyptus*, 15 (1935), pp. 67-121; II. *I contratti di matrimonio e gli atti di divorzio*, in *Aegyptus*, 16 (1936), pp. 1-83.

⁵ A. CALDERINI, *La composizione della famiglia secondo le schede di censimento dell'Egitto greco-romano*, Milano, 1923; *Le schede di censimento dell'Egitto romano secondo le scoperte più recenti*, Roma, 1932;

prietà¹, le quali sono già state esaminate con gli stessi scopi; non già tutti i dati possibili e ricavabili, il che sarebbe troppo lungo e mi porterebbe lontano dal tema propostomi, ma quelli che riguardano la famiglia nella sua costituzione e nel suo svolgimento, con particolare riguardo ai rapporti economici e patrimoniali fra i vari membri di essa.

I documenti di cui mi valgo sono in tutto circa un migliaio e sono certamente nel loro genere fra i più ricchi di dati, per quanto slegati, frammentari e talvolta unilaterali, sull'argomento.

Comincio col considerare la posizione e le relazioni reciproche fra i coniugi. Per ciò che riguarda l'età delle nozze è ormai acquisito che essa è piuttosto bassa soprattutto per la donna; non mancano esempi di spose di 12 o 13 anni² anche senza tener conto dei casi eccezionali e quasi incredibili di spose decenni³, i quali probabilmente sono dovuti o a sviste del redattore del documento, o alla tendenza ad arrotondare l'età secondo i multipli di 5⁴.

L'età dell'uomo è pure piuttosto bassa, ma solo eccezionalmente scende al disotto dei 20 anni⁵.

La differenza d'età fra i coniugi è talvolta notevole, raggiungendo non di rado e anche superando i 15 anni;

Nuove schede di censimento dell'Egitto romano, in *Aegyptus*, 12 (1932), pp. 346-354; Nuovi documenti per lo studio del censimento romano d'Egitto, in *Scritti in onore di B. Nogara*, Roma, 1937, pp. 45-59.

¹ S. AVOGADRO, *Le ἀπογγραφαὶ di proprietà nell'Egitto greco-romano*, in *Aegyptus*, 15 (1935), pp. 131-206.

² Cfr. *La composizione della famiglia*, p. 48; *I contratti di matrimonio*, p. 35.

³ *La composizione della famiglia*, p. 24, a cui si aggiunge l'esempio ricavato dalla compra-vendita *P. Lips.*, 2.

⁴ Cfr. A. CALDERINI, *L'indicazione dell'età individuale nei documenti dell'Egitto greco-romano*, in *Rassegna italiana di lingue e letter. class.*, 2 (1920), pp. 317-325.

⁵ *La composizione della famiglia*, p. 48; *I contratti di matrimonio*, p. 35.

rarissimi sono i casi in cui i coniugi sono coetanei, o quelli in cui l'età della moglie è superiore a quella del marito ¹.

La maternità e la paternità nel loro limite più basso d'età seguono l'andamento dell'età delle nozze: troviamo esempi, per quanto rari, di maternità a 13 o 14 anni ², oltre a un esempio che ci lascia incerti di una maternità a 10 anni (Compra-vendita *P. Lips.*, 2); la paternità prima dei 20 anni è del tutto eccezionale ³.

Le nozze fra consanguinei raggiungono una percentuale molto alta nelle schede di censimento, danno solo 2 casi nelle ἀπογραφαι di proprietà, sono scarsamente rappresentate nei testamenti, e, posso ora aggiungere, hanno un solo esempio sicuro, per quanto non chiarissimo, nei contratti di compra-vendita (*P. Tebt.*, II, 379 del 128^v).

A ben riflettere, la differenza non è tanto straordinaria come può sembrare a prima vista: basti pensare che la scheda di censimento, fra i documenti considerati, è il solo in cui il redattore sia obbligato a esporre con chiarezza e completezza la situazione familiare, e proprio sulla base della convivenza, la quale è uno degli elementi che maggiormente entrano in gioco nel dare origine e nel mantenere le relazioni coniugali.

Nelle ἀπογραφαι di proprietà e nei contratti di compra-vendita non solo manca questo carattere, ma i contraenti o i dichiaranti hanno tutte le possibilità di evitare di manifestare la situazione familiare ⁴.

¹ *La composizione della famiglia*, p. 48; *I contratti di matrimonio*, p. 36. Nei contratti di compra-vendita ho riscontrato un solo caso in cui la donna ha 3 anni più dell'uomo (*P. Grenf.*, II, 23 a) e due soli casi in cui i coniugi sono coetanei.

² *I contratti di matrimonio*, pp. 36-37; in cui si aggiunge la compra-vendita *Stud. Pal.*, XX, 71.

³ *La composizione della famiglia*, p. 48.

⁴ Lo dimostra il caso di *P. Lond.*, III, 1298, p. 152, compra-vendita, e *P. Lond.*, III, 945, p. 120, ἀπογραφή di proprietà, documenti che si riferiscono alla stessa famiglia, nella quale sappiamo esistere un caso di

Tali ragioni però non sussistono per i testamenti. Ho cercato di spiegarne il motivo supponendo una minor frequenza delle nozze tra consanguinei nell'ambiente che conservava maggiormente carattere greco, o comunque nelle classi sociali ellenizzate, dato che la maggior parte dei testamenti del periodo greco-romano deriva dalla διαθήκη greca, la quale fu certo poco usata dagli indigeni¹; un'ipotesi che esprimo con molta cautela e con grandi riserve, contando di riesaminarla quando avrò compiuto lo spoglio di altri documenti, e particolarmente delle dichiarazioni di nascita, di morte, e di ἐπίκρισις.

Forse non sarà inutile allora tener conto anche del fattore locale, il quale può riserbare a volte delle sorprese: è possibile pensare che sia del tutto casuale il fatto che dei 27 esempî di nozze tra fratelli rivelati dai documenti finora presi in esame ben 14 vengono da Arsinoe, e uno solo da Ossirinco, che pure è largamente rappresentata sia nelle schede di censimento, sia in ogni genere di documenti²?

Sarà forse meno agevole fare osservazioni di carattere cronologico: non è strano che quasi tutti gli esempî finora osservati risalgano al II secolo d. C. dal momento che la maggioranza delle schede di censimento si riferisce a tale periodo. Si può inoltre constatare come non di rado s'accompagnino, nei documenti esaminati, queste tre caratteristiche: famiglie di tipo patriarcale in cui convivono fratelli con moglie e figli; proprietà familiare sotto il regime della comunione dei beni, e spesso *pro indiviso*; nozze tra fratelli, talvolta in due generazioni successive della stessa famiglia. Per convincersi di ciò basta esaminare gli alberi genealogici

nozze tra fratelli, il quale però è rivelato solo dalla κατ' οἰκίαν ἀπογραφὴ P. Lond., III, 936, p. 30.

¹ I testamenti, p. 118.

² A proposito di Arsinoe, cfr. quanto dice il WILCKEN, *Arsinoitische Steuerprofessionen*, in *Sitzungsber. Akad. Berlin*, 1883, p. 903.

pubblicati dal Prof. CALDERINI e anche da me, come illustrazione ai documenti esaminati di volta in volta ¹.

Altra particolarità che pare confermata è la presenza relativamente frequente, nelle unioni tra consanguinei, talora di differenze notevolissime di età fra i coniugi, e talora di una maggior età da parte della donna ².

E giacchè ho accennato alla distribuzione della proprietà esporrò alcune osservazioni fatte sui documenti che ho esaminato e in particolare sulle compra-vendite, che in questo campo offrono un materiale copioso. Già dalle schede di censimento era apparso chiaramente in atto il frazionamento della proprietà, nel caso specifico rappresentata dalle case, quel tipo di frazionamento caratteristico dell'Egitto greco-romano, per cui ogni individuo possiede spesso più frazioni di edifici diversi, e quasi mai uno per intero; era apparso inoltre frequente il caso in cui famiglie anche di umili condizioni vivono in una casa che è, almeno in parte, di loro proprietà ³.

Le ἀπογραφαὶ di proprietà hanno confermato questi dati estendendoli anche ai terreni e in certa misura perfino ai beni mobili ⁴.

Anche i contratti di matrimonio hanno portato altri contributi dello stesso genere, se pure in minor misura ⁵. I testamenti invece ci hanno presentato la proprietà sotto una forma alquanto diversa: sempre frazionata, nel senso che si tratta il più delle volte di piccole proprietà, ma con una

¹ Vedi p. es. *La composizione della famiglia*, pp. 43-44; *Le schede di censimento dell'Egitto romano secondo le scoperte più recenti*, pp. 20-21; *Nuove schede di censimento*, pp. 350-351; *I contratti di matrimonio*, pp. 62, 64.

² *La composizione della famiglia*, pp. 49-50; *I matrimoni*, p. 36.

³ *La composizione della famiglia*, p. 36.

⁴ S. AVOGADRO, *Le ἀπογραφαὶ di proprietà nell'Egitto greco-romano*, p. 200.

⁵ *I contratti di matrimonio*, pp. 49 e segg.

minor parte del condominio, e particolarmente del condominio *pro indiviso* ¹.

Se si ammette che i testamenti vengano da un ambiente sociale un poco più elevato, o comunque più ricco di quello rappresentato dalle schede di censimento e, in parte, dalle *ἀπογραφαί* di proprietà (e questo d'altra parte è provato in molti casi dalla dichiarata condizione sociale o dal mestiere dell'autore del documento), ne risulterà che quel caratteristico frazionamento della proprietà in piccole quote nell'Egitto greco-romano è fenomeno più accentuato nelle classi più umili e vorrei dire più egiziane della popolazione, e il genere di proprietà su cui maggiormente si esercita è l'immobile-casa.

A questo punto vengono opportuni i dati che ho raccolto dalle compra-vendite. Innanzi tutto il numero veramente grande delle compra-vendite in cui l'oggetto è un edificio o parte di esso (circa 130), rispetto a quelle in cui l'oggetto è un terreno (un centinaio), e più ancora rispetto alle altre compra-vendite di ogni genere (schiavi, una quarantina, asini 45, cammelli 22 ecc.) dimostra come fosse abbastanza comune nell'Egitto greco-romano il posseder case, o, per meglio dire, il possedere una propria casa d'abitazione, almeno in parte ².

Se poi ci si addentra in un esame più particolare di questi documenti, subito colpiscono alcuni fatti: raramente il venditore è un individuo solo, più raramente ancora lo si può definire un « proprietario di case »; in secondo luogo non si accenna mai al fatto che la casa venduta sia affittata, infine, nei documenti del periodo tolemaico, e in quelli del

¹ *I testamenti*, p. 93.

² Il fenomeno diviene più naturale e più comprensibile, se si pensa che soprattutto nei villaggi, le case egiziane dovevano essere, salvo rare eccezioni, di non grande altezza, di materiale scadente, e quindi di non molto valore. Cfr. LUCKHARD, *Das Privathaus im ptolemäischen und römischen Aegypten*, Giessen, 1914.

periodo romano sino al III^p, è del tutto eccezionale la menzione di un edificio posseduto per intero da un individuo; forse 2 o 3 esempî sicuri in tutto. Verso la fine del III^p invece si fanno relativamente frequenti i casi in cui l'edificio è venduto per intero, e anche da un solo individuo : conseguenze forse della ben nota crisi del III secolo che si fa sentire anche fra le classi agiate se non fra le più ricche? Ritorna un certo frazionamento della proprietà, sebbene più moderato, nel VI secolo e ritornano anche i casi di condominio.

Ma soprattutto è notevole in questi contratti del periodo che va fino al III^p la concezione della casa come proprietà della famiglia, non dell'individuo, e ciò spiega anche come, estendendosi e ramificandosi la famiglia in generazioni successive, questa concezione possa dar luogo a quelle per noi strane complicazioni create dal frazionamento in quote molto spesso minime. Alcuni nuclei di documenti sono ricchissimi di esempî in materia : specialmente il gruppo proveniente dall'Alto Egitto, dell II^a ex.-I^a in ¹; il gruppo di Tebtunis del I^p ². Sono numerosi gli esempî di varî fratelli che vendono insieme parti di casa, non mancano gli esempî di padri e madri che vendono insieme coi figli, di fratelli comproprietarî insieme coi figli di altri fratelli defunti, o con cognati. I documenti di Tebtunis poi ci mostrano a volte famiglie intiere, o meglio comunità famigliari, discendenti da un'unica origine e costituite da varî fratelli sposati che agiscono insieme coll'approvazione esplicita delle rispettive mogli, nei riguardi della parte di casa di cui sono comproprietari *pro indiviso* ³ : qualcosa di simile alle situazioni rivelate da molte schede di censimento.

¹ In questo gruppo i più notevoli sono i papiri che si riferiscono alla famiglia di Πτεροσεμίδης Πανορχόνοιος, per i quali cfr. *P. Strassb.*, 81-90; *P. Lond.*, III, p. 6; *P. Lips.*, I, p. 25.

² Codesto gruppo è rappresentato soprattutto dai documenti pubblicati nei *P. Mich.*, II e nei *P.S.I.*, VIII.

³ Cfr. p. es. *P.S.I.*, VIII, 907 e 909.

Accanto a questi esempi abbastanza numerosi di intere famiglie che dispongono di loro immobili, rappresentate dal padre o dal più anziano dei fratelli, troviamo alcuni casi, non molto frequenti però, in cui il passaggio di proprietà per compra-vendita si effettua tra i membri di una stessa famiglia: esempi simili, spiegabili quando si tratti di compra-vendita tra fratelli o tra parenti più lontani¹, sono meno facilmente comprensibili, quando si tratti di un padre o di una madre che vendono al figlio o alla figlia²: il primo caso potrebbe essere la manifestazione di un fenomeno di accentramento della proprietà, per cui uno dei fratelli tende a riunire in propria mano la proprietà paterna o materna divisa fra i figli, quando non intervengano altre cause di natura economica che a noi sfuggono, per cui il contratto di compra-vendita nasconde negozi giuridici di altra natura, p. es., fiduciari, come è nel caso della *ὡνή ἐν πίστει*, di cui abbiamo vari esempi. Quando poi il passaggio di proprietà per compra-vendita avviene tra genitori e figli, il che sembra meno naturale, possiamo ugualmente pensare che la compra-vendita sia simulata e nasconda negozi di diversa natura; anzi in un caso il documento stesso, per quanto lacunoso, ci aiuta a formulare un'ipotesi: in *P. Amh.*, II, 95, da Ermopoli, del 109^p, vediamo un padre che vende alla figlia quindicenne un appezzamento di terreno, e pare che il prezzo di esso sia rappresentato, tutto o in parte, dalla dote che il padre deve alla figlia stessa, la quale ha come *κύριος* il proprio marito: in sostanza il padre ha investito in terreni la somma da lui destinata come dote alla figlia. *S.B.*, 5117, da Sok-

¹ Esempi: 104^p, *P. Lips.*, 1 (Pathyris); 42^p, *S.B.*, 5169 = *P. Ryl.*, II, 160 (Soknopaiu Nesos); 143^p, *S.B.*, 629 (Soknopaiu Nesos); 226^p, *Chr. W.*, 256 (Ermopoli).

² Esempi: 38/9^p, *P.S.I.*, VIII, 918 (Tebtunis); 55^p, *S.B.*, 5117 (Soknopaiu Nesos); I^p, *P.S.I.*, VIII, 912 (Tebtunis); 109^p, *P. Amh.*, II, 95 (Ermopoli).

nopaiu Nesos, del 55^p, potrebbe essere un esempio analogo, per quanto non vi si parli di dote.

Anche l'immobile terreno è largamente rappresentato come oggetto nei documenti di compra-vendita, e con caratteri analoghi a quelli degli immobili case, per quanto meno spiccati. Non si arriva nei terreni al frazionamento in quote minime degli edifici, benchè anche qui sia frequentissimo il condominio, e siano comuni i casi in cui i compratori o i venditori sono parecchi membri della stessa famiglia. Ma è naturale, a ben riflettere, che la casa segua maggiormente le vicende della famiglia e che tutti i membri di essa abbiano sull'abitazione una quota di proprietà, mentre il terreno più facilmente viene a finire nelle mani di chi è più capace di farlo produrre. Comunque anche in questo campo la proprietà appare molto frazionata, o per lo meno non accentrata in grandi possessi.

Particolare importanza per la comprensione esatta dell'organismo familiare egiziano ha la condizione della donna, di cui è nota la singolarità e quella posizione di relativa autonomia che essa sembra avere nella famiglia. Nei contratti di matrimonio si danno alcuni casi in cui la donna, entrando nella famiglia del marito, acquista la facoltà di amministrare con lui i beni famigliari, mentre a sua volta il marito rimane spesso vincolato nel libero uso di una parte o di tutte le sue sostanze, così da non poterle alienare nè ipotecare senza il consenso della moglie ¹.

Quanto ai testamenti, essi avevano già dimostrato come fosse relativamente frequente il caso in cui una donna proprietaria di immobili, sia pure di modesto valore, ne disponeva liberamente in favore di famigliari e di estranei ².

Donne proprietarie di casa o comunque di beni tassabili

¹ *I contratti di matrimonio*, pp. 52, 69.

² *I testamenti*, p. 80.

si incontrano non di rado anche nelle schede di censimento e nelle ἀπογραφαι di proprietà ¹.

I contratti di compra-vendita sono ricchi di materiale in proposito: la donna vi appare come contraente, venditrice o compratrice, in un numero rilevante di casi: nelle compra-vendite di edifici le donne costituiscono circa il 40 % dei contraenti, in quelli di terreni la percentuale scende a circa il 30 %; raggiunge circa il 33 % in quelle di schiavi, mentre si mantiene assai più bassa e a volte minima nei contratti in cui l'oggetto è costituito da animali, piante, prodotti agricoli ecc. Questo potrebbe forse significare che l'attività della donna, pur considerevole, si svolgeva soprattutto nel campo più strettamente familiare, e in relazione con quei beni che con la famiglia hanno più diretti rapporti, come è in un primo luogo la casa d'abitazione e poi il terreno da cui la famiglia trae i mezzi di vita, e quella proprietà *sui generis* che sono gli schiavi, in Egitto, a quanto finora risulta, molto legati alla famiglia, e solo raramente impiegati a scopo industriale.

A proposito degli schiavi non sarà inutile riassumere quanto finora si è potuto raccogliere, e cioè: le proporzioni limitate della schiavitù nell'Egitto greco-romano, il suo carattere familiare, la frequenza degli schiavi οἰκογενεῖς, la superiorità numerica delle schiave sugli schiavi; tutti dati confermati dalle compra-vendite, le quali inoltre aggiungono ancora qualche particolare. Troviamo in esse 26 schiave di fronte a 16 schiavi, e a sei di cui non si può stabilire il sesso; di più possiamo osservare che gli schiavi oggetto di compra-vendita sono sempre giovanissimi (troviamo solo due donne di 35 anni, del resto l'età delle schiave va dagli 8 ai 25, più un caso dubbio di una schiava di 4 anni; l'età degli schiavi solo in un caso raggiunge i 25, negli altri non supera i 17, e una volta scende fino a 3 anni).

¹ S. AVOGADRO, *Le ἀπογραφαι*, p. 162.

Non mancano i casi in cui la schiava è venduta con uno o più figli ¹, e abbiamo pure un esempio di due schiavi fratelli venduti insieme ². Del resto generalmente si tratta di un individuo solo e la stessa giovane età fa pensare che l'intenzione del compratore fosse di allevarli e addestrarli per usi domestici, ipotesi tanto più verosimile quando si tratta di una donna che compra una giovane schiava. Fanno eccezione alcuni contratti i quali, pur essendo stati trovati in Egitto risultano scritti in altre località del mondo romano, e precisamente 166^p P. MEYER, *Jur. Pap.*, 38 scritto a Seleucia Pieria e 395^p B.G.U., I, 316 (= *Chr. M.*, 271) scritto ad Ascalona, nei quali i compratori sono soldati e gli schiavi comprati sono due ragazzi rispettivamente di 7 di 14 anni.

Lo stato frammentario dei dati che ci sono pervenuti sulla famiglia dell'Egitto greco-romano non ci permette di affrontare per intero, almeno finora, un altro problema che sarebbe assai interessante poter studiare; e cioè quali relazioni intercorrano tra la condizione economica e sociale da un lato e la composizione della famiglia, e direi quasi il suo modo di vita, dall'altro.

Qualche cosa s'intravede in alcuni gruppi di documenti . così nel gruppo di Tebtunis del P riusciamo a coordinare i seguenti dati : famiglie di piccoli proprietari (terreni, case), convivenza di tipo quasi patriarcale, con famiglie piuttosto numerose, proprietà secondo il regime della comunione dei beni, *pro-indiviso*, le donne della famiglia intervengono nella amministrazione dei beni, se non direttamente, almeno dando la loro approvazione a tutti i negozi

¹ 37/8^p, *P. Gen.*, 22 (Ermopoli); 79^p, *P. Oxy.*, 375 descr. (Ossirinco); 251/53^p, *P. Oxy.*, IX, 1209 (Ossirinco); VI^p, *P. Cairo Masp.*, I, 67120 (Afroditopoli).

² 337/50^p, *Chr. M.*, 720; cfr. anche S.B., 6291, che potrebbe essere un caso analogo.

che hanno per oggetto tali beni; schiavitù pochissimo diffusa (nessuna compra-vendita di schiavi ci è pervenuta da Tebtunis; i registri del *γραφεῖον P. Mich.*, II, 121 verso, 123, 124, 126, 128 danno una percentuale minima di compra-vendite di schiavi; 2 in tutto nel primo, e 2 nel secondo registro). Di più in questo gruppo notiamo la persistenza di forme di vita e di istituti giuridici egiziani (uso del demotico¹, uso della *συγγραφή προφίτις* quale contratto di matrimonio)², una onomastica quasi completamente egiziana, un uso molto limitato del doppio nome. Raramente usati vi sono certi istituti giuridici di natura greca come la *διαθήκη*³.

Di nozze tra consanguinei in questo gruppo non abbiamo esempi, giacchè i due soli casi finora esaminati provenienti da Tebtunis sono del II^o. Esempi di comunità famigliari con caratteri simili a quelli indicati sopra troviamo ancora in alcuni documenti di Soknopaiu Nesos, particolarmente nel gruppo che riguarda i sacerdoti⁴.

Identificare coi propri caratteri altri gruppi che abbiano qualità spiccate non è possibile allo stato attuale delle ricerche, e mi riservo di farlo in altra occasione quando avrò a mia disposizione un maggior numero di documenti; mi limiterò per ora a osservare come anche qui sia utile tener conto della località: l'ambiente, poniamo, di Ossirinco può presentare caratteristiche proprie che vanno dalla scelta dei nomi, al sistema di proprietà, alla preferenza per certe forme di vita nel campo giuridico e in quello del costume; nel caso

¹ Parecchi documenti di questo gruppo e in particolare quelli che si trovano in *P.S.I.*, VIII, sono sottoscrizioni greche di contratti demotici.

² Cfr. le *συγγραφαὶ προφίτιδες* di cui abbiamo gli estratti in *P. Mich.*, II, 121 *recto*.

³ Cfr. *I testamenti*, pp. 88-89.

⁴ Cfr. i documenti di compra-vendita da Soknopaiu Nesos pubblicati in *P. Ryl.*, II; le schede di censimento abbastanza numerose che si riferiscono a *ἱερεῖς* (*La composizione della famiglia*, p. 28) e le *συγγραφοὶ διαθήκας*. 81^o, *B.G.U.*, I, 251; 85^o, *Chr. M.*, 313.

specifico di Ossirinco potrei notare come in confronto con Tebtunis e Soknopaiu Nesos i suoi documenti mostrino un grado di ellenizzazione più avanzato : onomastica in molta parte greca, uso frequente di certi istituti giuridici come la *διαθήκη* nella forma greca (e infatti la località che ha dato più *διαθήκαι* è proprio Ossirinco), maggior diffusione della schiavitù¹. Ciò non è strano dal momento che si tratta della metropoli di un nomo nei confronti con due villaggi, ma è bene tenerlo presente per non giudicare alla stessa stregua tutti i documenti da qualsiasi luogo provengano.

Ricorderò da ultimo che fu osservato nei primi studi sulla composizione della famiglia come nell'Egitto greco-romano il nucleo familiare si presenti in generale con caratteri di compattezza e di solidità singolari². Tale osservazione era stata fatta soprattutto con riguardo al genere di convivenza, ma è possibile ora confermarla sulla base della distribuzione della proprietà. Il fatto che si trovino varî fratelli di diversa madre o di diverso padre comproprietari *pro-indiviso* di una frazione di immobili, o anche varie persone, che s'intuisce debbano essere parenti dall'onomastica e da altri dati, le quali dispongono insieme di immobili che essi dichiarano ereditati dai loro padri e madri, a anche il constatare come spesso tra i confinanti di immobili venduti vi siano persone indicate come *ὁ δεῖνα καὶ οἱ ἀδελφοί, ὁ δεῖνα καὶ οἱ υἱοί, οἱ υἱοὶ τοῦ δεῖνος*, significa che il condominio è una delle manifestazioni caratteristiche e nello stesso tempo un elemento non trascurabile di coesione nella famiglia.

Non credo opportuno aggiungere altre osservazioni, e del resto quelle che ho fatto finora sono ben lungi dall'aver un carattere definitivo, ma costituiscono un tentativo di

¹ Su 34 compra-vendite di schiavi scritte in Egitto, 8 vengono da Ossirinco, 1 da Soknopaiu Nesos (effettuata tra cittadini romani), nessuna da Tebtunis.

² A. CALDERINI, *La composizione della famiglia*, p. 45.

coordinare e riassumere i dati particolari e frammentari finora raccolti, e di fissare alcuni tratti caratteristici, pur riservandomi di confermarli in seguito allo spoglio di nuovi documenti.

Orsolina MONTEVECCHI.

Die zukünftige Gestaltung der nichtliterarischen Papyrus- und Ostrakapublikationen

Vor zwei Jahren habe ich in meiner Besprechung des 8. Bandes der *B.G.U.* in der *Hist. Zeitschr.* (CLII, S. 539 ff.) die sicherlich vielen von Ihnen sehr revolutionär erscheinende Forderung erhoben, die bisher befolgte Gestalt der nichtliterarischen Papyruspublikationen aufzugeben und neue Wege einzuschlagen. Ich bin der Leitung dieses Kongresses zu ganz besonderem Dank verpflichtet für die freundliche Aufforderung, diese von mir aufgeworfene, meinen Gefühl nach einschneidend wichtige Frage zur Erörterung bringen zu können vor Ihnen als dem Forum, das vor allem für ihre Beantwortung zuständig ist. Zunächst erscheint es mir freilich nötig, ehe ich meine Vorschläge für die neueinzuschlagenden Wege mache, die allgemeine wissenschaftliche Lage der Papyrologie zu umreißen, aus der heraus mein Vorschlag auf eine Aenderung der bisherigen Veröffentlichungsmethode entstanden ist. Ich bin mir natürlich bewusst, dass ich gerade Ihnen über die eine Seite der Lage, über das Gewaltige, was bereits erreicht ist, zumal nach dem ausgezeichneten Ueberblick über die Entwicklung der Papyrologie durch unseren sehr verehrten Herrn Präsidenten, Sir Frederic KENYON, nichts grundsätzlich Neues zu sagen vermag, aber ich kann, um Ihnen nicht nur als der *advocatus diaboli* zu erscheinen, die Kennzeichnung des Erreichten und seiner Bedeutung für die Altertumswissenschaft doch nicht ganz unterlassen.

Noch vor etwa 100 Jahren hat der Berliner W. Adolf

SCHMIDT seine Schrift über die griechischen Papyrusurkunden mit der nur zu berechtigten Klage einleiten können, weder Philologie noch historische Altertumskunde hätten die Erträge der Papyri „in sich aufgenommen“, und sogar noch für die Zeit vor etwa 50 Jahren darf man von der Papyrologie als einem selbständigen grossen Zweige der Altertumswissenschaft, der sich in seiner Bedeutung auch nur irgendwie der Epigraphik hätte vergleichen können, kaum sprechen. Dem gegenüber scheint mir der wohlgelungene Versuch des Münchener Papyrologenkongresses im J. 1933 in Einzelvorträgen einen Ueberblick über die Zusammenhänge der einzelnen Zweige der Altertumswissenschaft mit der Papyrusforschung und ihrer Befruchtung durch diese zu geben, eindringlicher als alles andere den seitdem eingetretenen grundlegenden Wandel zu erweisen; jedenfalls hat dieser Versuch die Unentbehrlichkeit unserer Hilfswissenschaft für all jene Disziplinen ganz eindeutig aufgezeigt. Schon um dessentwillen darf denn auch die Papyruskunde niemals zu einer Spezialwissenschaft einiger weniger, etwa gar zu einer *arcana disciplina* werden. Wir Papyrologen dürfen denn wohl auch mit Stolz behaupten, dass wir alle uns bisher der Hilfsdienstpflicht, die wir der gesamten Altertumskunde zu leisten haben, bei all unseren Arbeiten bewusst gewesen sind, und ich weiss, wir werden uns von diesem Grundsatz stets leiten lassen. Gerade deshalb darf man aber m.E. auch die Auffassung vertreten, dass die Frage nach der Gestaltung der Papyrus- wie der Ostrakapublikationen nicht allein von der Papyrologie aus, sondern *zugleich auch im Hinblick auf die Altertumswissenschaft* beantwortet werden muss.

Wenn ich hier zu Ihnen von der zukünftigen Gestaltung dieser Editionen spreche, so gehe ich natürlich nicht ein auf die Editionsmethoden, wie sie sich mit all ihren Einzelheiten in der Papyrologie im Laufe der Zeit herausgebildet haben. Die Veröffentlichungstechnik hat hier allmählich

eine solche Vollkommenheit erreicht, dass es vermessen wäre, wenn ich als Nichteditor in diesem Kreise irgendwelche Vorschläge hierzu machen würde. Man hat sich zudem erfreulicherweise in allem Wesentlichen, und zwar nicht nur hinsichtlich der äusseren Darbietung der Texte, sondern auch über die Form der Kommentierung, die Frage der Uebersetzungen und die Anlage der Indizes, um nur einiges hervorzuheben, so stark geeinigt, dass die Papyruspublikationen der verschiedensten Stellen, mag auch natürlich die Vereinheitlichung in manchem noch weiter gefördert werden können, sich immer mehr angeglichen haben. Diese Standardisierung der Ausgaben, wenn es gestattet ist, diesen Ausdruck zu gebrauchen, ist sicherlich eine grosse Erleichterung für die Benutzer, vor allem für die vielen, die sich mit den Papyri und Ostraka nur mehr gelegentlich beschäftigen. Und ich darf wohl den Leitsatz aufstellen, wir alle müssen alles daran setzen, um die Benutzung des reichhaltigsten dokumentarischen Materials, über das die Altertumswissenschaft verfügt, für alle mit der Papyrologie nicht näher verbundenen Gelehrten wenn irgend möglich noch mehr zu erleichtern.

Ich weiss selbstverständlich, wie viel schon nach dieser Richtung geschehen ist und dauernd weiter geschieht. Ich weiss, wie viele grundlegende Hilfswerke der Altertumsforscher, überhaupt jeder Benutzer der Papyri — diese und nicht den speziellen Papyrologen habe ich bei meinen Ausführungen stets vor allem im Auge, — zu Rate ziehen kann. Wer würde nicht dankbar anerkennen die vortrefflichen Bibliographien zur Papyruskunde, die uns als Zettelmaterial die Fondation Egyptologique Reine Elisabeth zugänglich macht oder die wir in Zeitschriften wie im *Aegyptus* und *Journal of Egyptian Archaeology* finden, in dem letzteren sogar eine *bibliographie raisonnée* grossen Stils, wer holt sich nicht immer wieder reichste Belehrung in Ulrich WILCKENS glänzenden Urkundenreferaten, sowie in den

anderen grossen Referaten und Uebersichten des *Archiv für Papyrusforschung* und wer zieht nicht dauernd zu Rat all die von PREISIGKE in Angriff genommenen wichtigen Sammelwerke, das Wörterbuch, das Namens- und das Sammelbuch, sowie die Berichtigungslisten der Papyri? Jeder Altertumsforscher weiss, was es bedeutet, dass die Papyrologie über ein in sie einführendes Werk von so monumentaler Bedeutung wie WILCKENS und MITTEIS' *Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde* verfügt, wir alle freuen uns, dass Aristide CALDERINI die Riesenaufgabe auf sich genommen hat, ein Lexikon der geographischen und topographischen Bezeichnungen Aegyptens und der angrenzenden Gebiete für die griechisch-römische Zeit unter Vorlegung alles irgendwie erreichbaren Materials zu schaffen und wünschen diesem grundlegenden Werke den schnellsten Fortgang, und ein Buch wie Allan CHESTER JOHNSONS, *Roman Egypt in the Reign of Diocletian* gewährt den Wirtschaftshistorikern einen Einblick in das Wesen und die Eigenart einer antiken Landschaft, wie wir sie in gleicher Brauchbarkeit für kein anderes Gebiet des alten Mittelmeerkreises besitzen. Ich habe hier willkürlich nur einige wenige von den vielen Hilfsmitteln, die die Papyruskunde geschaffen hat, herausgegriffen, aber es kam mir hier im Rahmen der Schilderung der allgemeinen Lage nur auf die Feststellung der Tatsache an, dass in aufopferungsvoller Tätigkeit schon ausserordentlich viel zur Erleichterung der Verwertung der Papyrusschätze geleistet worden ist¹.

Freilich, und ich gehe damit über zu der Schilderung der anderen Seite in der wissenschaftlichen Lage der Papyrologie, wir alle wissen auch, dass manches Wichtige, was geplant war, bisher nicht hat ausgeführt werden können. Ich erinnere nur an den grosszügigen Plan Ulrich WILCKENS,

¹ Auf einige der hier und im folgenden angeschnittenen Fragen hat schon Calderini hingewiesen, *Aegyptus* IV, S. 190 ff. und *Atti del IV Congresso internazionale di Papirologia* S. 351 ff.

mit dem er s.Z. das *Archiv für Papyrusforschung* eröffnet hat, an die Schaffung eines sachlich wie zeitlich geordneten Verzeichnisses der Papyrusurkunden. Besässen wir neben dem freilich erst in den Anfängen begriffenen *Dizionario CALDERINIS* einen derartigen Wegweiser durch das Material anstatt einzelner Ansätze zu einem solchen, wie viel leichter würde sich für Fernerstehende die Verwertung der Texte gestalten! Ich hoffe allerdings, dass WILCKENS Plan eines Generalregisters nur hinausgeschoben ist und dass dieses freilich sehr schwierige Werk dereinst von einem sehr guten, auch gerade juristisch durchgebildeten Kenner des Materials der Papyruswissenschaft geschenkt werden wird¹.

Es wäre dann natürlich auch sehr erfreulich gewesen, wenn die schon vor 14 Jahren auf dem internationalen Historikerkongress in Brüssel von Aristide CALDERINI vorgebrachte Anregung, ein internationales Zentralinstitut für die Pflege der Papyrusstudien „comme l'indicateur général et le guide du travail papyrologique mondial“ zu schaffen², wenn diese Anregung in ihrem vollen Umfang hätte ausgeführt werden können. Wir alle empfinden es schliesslich sehr schmerzlich, dass auch die besten Hilfswerke infolge des ungewöhnlich schnellen Anwachsens des Materials in kurzer Zeit der Gefahr des Veraltens ausgesetzt sind: der Ueberfülle des ständig neu zuströmenden Materials beginnen eben auch die besten Sammelwerke nicht mehr ganz Herr zu werden. Wir müssen uns zudem bewusst sein, dass je mehr die Forschung fortschreitet, die gewisse Beschränkung auf die

¹ Ich glaube nicht, dass eine Arbeitsgemeinschaft ein solches Register schaffen könnte; natürlich kann der Einzelne, der an dieses Werk herangeht, sich bei der Zurüstung des Materials von anderen unterstützen lassen, aber um der geschlossenen Einheitlichkeit des Registers willen ist dessen letzte Formung durch einen Einzelnen unbedingt nötig. Ein erster grösserer Ansatz zu dem fehlenden Generalregister wird uns hoffentlich in Bälde durch den in Oxford von C. BRADFORD WELLES angekündigten Plan der Schaffung einer „classified hand-list of papyri“ der Ptolemäerzeit geschenkt werden.

² Siehe *Aegyptus*, IV, S. 193.

Dokumente in den klassischen Sprachen, bezw. deren Bevorzugung, die zunächst möglich war, bald nicht mehr zugänglich sein wird, dass in gleicher Weise wie jene auch die demotischen, koptischen, ja auch die arabischen werden herangezogen werden müssen und dass wir die Verpflichtung haben, neben den literarischen Zeugnissen auch das reichhaltige archäologische Material in Zukunft noch ganz anders für die Erforschung der Zustände des griechisch-römischen Aegyptens auszunützen, als dies bisher trotz mancher schöner Ansätze gerade bezüglich der Terrakotten geschehen ist. Ich darf in diesem Zusammenhang wohl daran erinnern, dass auf dem Papyrologenkongress zu Florenz ein Kenner wie Harold IDRIS BELL aus Anlass seiner grundsätzlichen Ausführungen über die Schaffung einer Sozialgeschichte des griechisch-römischen Aegyptens auf die von dem einzelnen kaum noch zu meisternde Ueberfülle des Materials, das der Papyrologe heranziehen muss, hingewiesen hat und dass er deshalb sogar eine wohlorganisierte Arbeitsteilung zur Bewältigung jener grossen Aufgabe vorgeschlagen hat¹. Sollte es uns dann alle nicht recht nachdenklich stimmen, dass Ulrich WILCKEN, der als einer der Begründer der neuen Periode der Papyruskunde schon insofern wie wenige andere in den Papyri zu Haus ist, auf dem Kongress in Florenz zu Beginn seines Vortrages über den Nutzen der lateinischen Papyri erklärt hat, trotz dankenswerter Vorarbeiten sei für ihn das Zusammensuchen des Materials recht mühselig gewesen und er könne sehr wohl den einen oder anderen Text übersehen haben; er sähe dem von BILABEL verheissenen *Corpus papyrorum latinorum* mit Sehnsucht entgegen². Also auch er, einer unserer ἀρχηγότατοι, muss bei seiner Sammelarbeit das Gefühl gehabt haben, dass trotz aller vortrefflichen Hilfswerke das Zurechtfinden in dem Material keine

¹ Siehe *Atti del IV Congresso internazionale di Papirologia*, S. 39 ff.

² Siehe ebenda, S. 101 ff.

ganz leichte Sache sei. Und als akademischer Lehrer höre ich von Jüngeren, die ich auf Papyruskunde als Arbeitsgebiet hinzuweisen versuche, des öfteren starke Klagen über die Schwierigkeit des Zurechtfindens im Material, aber auch führende Gelehrte der Altertumswissenschaft haben sich schon zu mir geäußert, dass je grösser die Fortschritte der Papyrologie würden, diese ihnen, soweit es sich um nicht-literarische Texte handele, ferner zu rücken beginne, weil das Mitkommen doch oft recht schwierig sei. Man hört dann in unseren Kreisen gelegentlich die Klage, dass Nachbarwissenschaften oder Wissenschaften, die sich mit einzelnen Zweigen der Papyrologie überschneiden, die Papyri u. drgl. mitunter nicht in dem Masse heranzögen, wie es deren Wichtigkeit entspräche. Ich glaube aber behaupten zu dürfen, es handelt sich hier nicht irgendwie um ein Nichtwollen, sondern um das Gefühl, der Schwierigkeiten, die bei der Benutzung entständen, nicht so recht Herr werden zu können, also um ein ähnliches Gefühl wie jenes, das gar manche bei der Verwertung der Münzen überkommt.

Wir müssen uns somit jedenfalls die Frage vorlegen: wie sind diese Tatsachen zu erklären, und was können wir unsererseits tun, um gewisse Schwierigkeiten, die vorhanden sind, zu beseitigen und so Beschwerden, die wohl jeder von uns schon gehört hat, abzustellen? Ich möchte im voraus bitten, die nachfolgenden Ausführungen nicht irgendwie als nörgelnde Kritik aufzufassen, sondern als die einfache Feststellung von Tatsachen. Haben sich doch die Schwierigkeiten ganz zwangsläufig ergeben, weil ja unsere Papyrussammlungen nur z.T. aus den Funden eigener Ausgrabungen bestehen und in gar manchen Fällen sogar ganz aus Ankäufen verschiedener Herkunft, sodass ein ausserordentlich mannigfaltiges Material in ihnen vereint ist. Nun haben die Publikationen, was ganz selbstverständlich war, an die einzelnen Sammlungen angeknüpft. Und hieraus ergibt sich die Hauptbeschwerde, die abgesehen von dem

Bedauern über das noch nicht gelöste Problem des Generalregisters von nichtpapyrologischer Seite mir gegenüber immer wieder geäussert worden ist : es gäbe zwar wunderschöne Siglen für die Papyrus- und Ostrakaausgaben, man würde die grosse Zahl dieser Siglen, wenn sie auch schon recht schwer zu überblicken wäre, sogar in Kauf nehmen, aber in den meisten Fällen wüsste ja selbst der Kenner, geschweige denn ein Fernstehender etwas Genaueres über den Inhalt des Papyrus- oder Ostrakabandes, der durch die Sigle bezeichnet würde. Man erführe durch die Sigle zumeist nur, dass die Papyri in einem Museum oder in einer Bibliothek, sei es in Bremen oder London oder sonst irgendwo lägen, oder es würde durch sie angezeigt, dass ein Mäzen die Mittel für ihren Ankauf gegeben habe oder dass sie einer Gesellschaft gehörten oder dergl. mehr. Sehr viel seltener könne man dagegen den Siglen eine Andeutung über den Inhalt entnehmen, d. h. eine sachliche Vorstellung mit ihnen verbinden. Wie viel leichter sei dem gegenüber die Erkenntnis der Siglen der grossen Inschriftensammlungen, abgesehen von einigen durch besondere Umstände bedingten Ausnahmen, wo verschiedenartiges Material mit einander vereint sei. Wer nicht ganz unerfahren sei, wüsste sofort, welche Gruppen von Inschriften zu finden seien unter Siglen wie *I.G. I* oder *C.I.L. VI* oder *Tituli Asiae minoris* u. dergl. Infolge der Anlage der Inschriftenpublikationen könne man aus ihnen ohne allzu grosse Mühe feststellen, welche inschriftlichen Zeugnisse für die verschiedenen Oertlichkeiten vorhanden seien, welchen Zeiten sie angehörten, welche Materien sie behandelten. Wie anders läge es dagegen bei der Mehrzahl der Papyrus- oder Ostrakapublikationen! Hier fänden sich sehr oft in ein und demselben Bande die mannigfaltigsten Materialien mit einander verbunden, sodass der Ueberblick über das Veröffentlichte ausserordentlich erschwert sei. So könne man in einer Publikation — es sei mir gestattet, ein Beispiel für viele, die möglich wären, zu wählen

— mit einander vereint finden eine Reihe literarischer Papyri, darunter auch astrologische und magische Texte, mit den mannigfachsten Urkunden vom Ausgang des 2. Jahrhunderts v. Chr. bis zum 4. Jahrhundert n. Chr. Diese enthielten neben Stücken, die mit der ägyptischen Centralverwaltung zusammenhingen, auch solche, die sich auf die verschiedensten Gegenden Aegyptens bezögen, auf das Delta, das Faijûm, Mittel- und Oberägypten; das Faijûm allein sei durch 9 seiner Ortschaften vertreten. So bestehe auf der einen Seite infolge des Anschlusses an die Veröffentlichung des Materials an die zufälligen Aufbewahrungsstätten eine Vereinigung von *disiecta membra* in ein und demselben Bande, und dem stehe gegenüber die Zerstreung besonders eng zusammengehörender Dokumente auf die verschiedensten Publikationen. Und wir alle werden wohl zugeben, dass, wenn die bisherige Veröffentlichungsform ganz unverändert beibehalten wird, die Gefahr besteht, dass die Aufsplitterung des Materials im Laufe der Zeit noch sehr, sehr viel grösser werden wird.

So möchte ich hier daran erinnern, dass z.B., obwohl wir die von GRENFELL-HUNT inaugurierten, in ihrer Anlage durch den Herkunftsort bestimmten grossen Ausgaben der Papyrus Oxyrhynchos und Tebtynis haben, schon jetzt Papyri aus diesen beiden Ortschaften in verschiedene Sammelbände zerstreut sind. Und wenn die berühmten Papyri aus Aphroditò im 10. oberägyptischen Gau aus der spätbyzantinischen und arabischen Zeit — diese Papyri schon wegen ihrer Vielsprachigkeit schwer verwertbar —, wenn sie dereinst alle nach ihren Aufbewahrungsstätten veröffentlicht sein werden, so dürfte man etwa in 10 oder noch mehr verschiedenen Publikationen¹, die in ihrem Titel keinen

¹ Mir sind folgende Aufbewahrungsstätten bekannt: Alexandrien, Asiût, Florenz, Genf, Giessen, Heidelberg, Kairo, London, Russland, Strassburg. PREISENDÄNZ, *Papyrusfunde und Papyrusforschung*, S. 343, bringt auch Münchener Papyri mit den berühmten Aphroditopapyri in

Hinweis auf sie bieten, nach diesen wichtigen Dokumenten zu suchen haben. Welche Mühe macht es ferner schon heute dem Nichtpapyrologen — in Zukunft kann dies auch vielleicht für den Papyruskundigen der Fall sein — sich einen Ueberblick über all die Stücke zu verschaffen, die zu einem der in Aegypten gefundenen grossen Archive einzelner Persönlichkeiten gehören. Welcher Fernerstehende ahnt, wenn er von *P. Giss. I*, *P. Fior. III*, *P. Bremen* hört, dass er hier die Hauptmasse der bisher veröffentlichten Texte aus dem Archiv des Gaustrategen Apollonios des Apollonopolites Heptakomias findet? Er muss aber bei der Aufteilung dieser Texte an viele Sammlungen damit rechnen, dass er vielleicht bald noch eine ganze Reihe anderer Museumspublikationen wird heranziehen müssen. Wer bedauert nicht die Aufspaltung des wichtigsten aller ägyptischen Archive, des Zenonarchivs, an Aufbewahrungsstätten, die sich über drei Erdteile verteilen und von denen mir 19 bekannt sind¹. Schliessen nun diese 19 bisher bekannten Aufbewahrungsstellen von Zenonpapyri — vielleicht treten im Laufe der Zeit noch mehr hinzu — wirklich unbedingt die Notwendigkeit in sich, dass wir trotz der monumentalen Arbeitsleistung Campbell Cowen Edgars auf diesem Gebiete dereinst 19 oder noch mehr verschieden benannte Publikationen einsehen müssen, um uns über dieses wichtige Material zu unterrichten? Ich wenigstens möchte hier bezüglich des einen oder der zwei Zenonpapyri unter den Papyri der Universität München erklären, dass, soweit ich etwas zu

Verbindung, aber diese sind ebenso wie etwa *B.G.U.* IV 1216 nicht dem 10., sondern dem 22. oberägyptischen Gau, dessen Hauptstadt auch ein Aphroditopolis war, zuzuteilen; siehe etwa Spiegelberg, *Arch. f. Papyrusforsch.*, VII, S. 182 f.

¹ Zenonpapyri befinden sich m.W. in: Ann Arbor, Athen, Berlin, Cambridge, Florenz, Freiburg, Giessen, Hamburg, Heidelberg, Ithaka, Kairo, Lille, London, Madison, Manchester, München, New York (Columbia und New York University) und im persönlichen Besitz von Professor Carl Schmidt.

sagen haben werde, diese nicht in einem besonderen Sammelbande unter andere Papyri verborgen werden sollen.

Mit dieser Erklärung möchte ich überleiten zu der Prüfung der Möglichkeiten, welche bestehen, um die Nachteile der bisherigen Veröffentlichungsmethode in Zukunft sowohl bei Papyrus- wie bei Ostrakapublikationen wenigstens einigermaßen zu beheben. Vorausschicken möchte ich : ich bin mir sehr wohl bewusst, das die Inangriffnahme eines einheitlichen Corpus der Papyri bezw. der Ostraka als Gegenstück zu den Inschriftencorpora wohl noch für lange Zeit ausgeschlossen ist. Dabei scheint mir hierfür die Rücksicht auf Neuentdeckungen ebenso wenig wie s.Z. bei den Inschriftencorpora der entscheidende Grund zu sein; dies würde natürlich um so weniger der Fall sein, wenn Evaristo Breccia mit seiner während des Kongresses in Florenz geäußerten Annahme wirklich Recht haben sollte, dass die Zeit der grossen Papyrusfunde bald vorüber sein dürfte¹. Entscheidend spricht vielmehr gegen die Inangriffnahme, dass es bei der leider nicht grossen Zahl der Papyruseditoren wohl noch sehr lange dauern wird, bis auch nur ein ungefährer Ueberblick über die bisher geborgenen Papyruschätze möglich sein wird. Das grosse Blickziel der Papyrologie muss jedoch natürlich die Schaffung eines nach einheitlichen Gesichtspunkten angelegten Corpus sein und bleiben.

Ferner möchte ich noch eins sofort besonders nachdrücklich betonen : ich denke nicht daran, dass die vorhandenen Papyrussammlungen irgendwie aufgelöst bezw. wenigstens z.T. in Zentralinstituten vereinigt werden könnten, um den Bearbeitern den Ueberblick zu erleichtern. Ganz abgesehen davon, dass ein solches Verfahren zu grossen rechtlichen Schwierigkeiten führen würde, würden dadurch wichtige lokale Keimzellen für ein vertieftes Studium des

¹ Siehe *Aegyptus*, XVI, S. 296 ff.

Altertams zerstört werden. Allerdings halte ich es für möglich und für sehr erwünscht, dass gelegentlich, und zwar häufiger als bisher der *Austausch einzelner Stücke* erfolgt, nicht nur von Bruchstücken derselben Urkunden, sondern auch dann, wenn an bestimmten Stellen schon grosse Mengen von Urkunden eines bestimmten Herkunfts-ortes vorhanden sind, während sich an der Austauschstelle nur ganz vereinzelt Stücke, dieser Gattung befinden; so könnte der Zersplitterung und der Gefahr des Verborgens in Sammelbänden wenigstens etwas abgeholfen werden.

Des weiteren sollten die Hüter der Papyrusschätze sich zu *gemeinsamer Publikationsarbeit* vereinen, sobald sich kleinere oder grössere Dokumentengruppen ihrer Sammlungen als *sachlich* zu einander gehörig erweisen. Bevor ich jedoch nähere Vorschläge über die Gestaltung einer solchen gemeinsamen Publikationsarbeit mache, erscheint es mir nötig auseinanderzusetzen, was ich unter sachlich zusammengehörenden Gruppen, die möglichst vereint herauszugeben wären, verstehe. Bei ihnen denke ich in 1. Linie durchaus nicht an die verschiedenen Urkundengruppen amtlichen oder privaten Charakters, sondern zunächst an die durch ihren *Herkunftsort* mit einander verbundenen Texte. Denn ebenso wie bei den Inschriften erscheint mir für die zusammenfassende Herausgabe der Papyri und Ostraka die Zugrundelegung des Herkunftsortes das am leichtesten durchzuführende Gliederungsprinzip zu sein. Ich bin mir bei meinem Vorschlag natürlich bewusst, dass der Herkunftsort nicht immer der Ausstellungsort der Urkunden ist, obwohl sich beide doch wohl in der Mehrzahl der Fälle mit einander decken werden, sondern recht oft nur der Bestimmungsort, an den die Urkunde gelangt ist; aber auch in diesem Falle besteht eine enge sachliche Verbindung der Urkunde mit ihrem Herkunftsorte, sodass sich ihre Einreihung unter den Urkunden desselben auch innerlich recht-

fertigt. An und für sich könnten solche Dokumente selbstverständlich auch bei den Urkunden ihres Ausstellungsortes eingeordnet werden, falls sich, was freilich oft seine Schwierigkeit haben wird, ein solcher mit Sicherheit feststellen lässt. Wie wertvoll es ist, alle einem Ursprungsort angehörenden Urkunden in einer Publikation vereint zu besitzen, dafür sei hier als ein besonders eindringliches Beispiel der vor einiger Zeit erschienene Band der *Inscriptiones Creticae* von Guarducci angeführt. Bei allen Papyri ausserägyptischen Ursprungs erscheint mir bei ihrer besonderen Eigenart ihre Zusammenfassung nach ihren Ausstellungsorten sogar erforderlich. Und natürlich dürfen all jene Urkunden, die nur ganz zufällig an einen Ort gelangt, in ihn sozusagen verschleppt sind — ich erinnere an die alexandrinischen Dokumente in den im Herakleopolites gefundenen Mumienkartonagen —, all diese Urkunden dürfen nicht unter ihrem Fundort veröffentlicht werden. Wenn ich trotz solcher Ausnahmen dem Herkunftsort vor dem Ausstellungsort als Gliederungsprinzip den Vorzug gebe, so tue ich es deshalb, weil bei meinem Vorschlag in der Mehrzahl der Fälle keine zu schwierigen Untersuchungen durchzuführen sind, sodass die einschlägigen Feststellungen keine zu starke Verzögerung der Herausgabe mit sich bringen dürften. Bewusst bin ich mir, dass bei der Publikation der Urkunden nach den Herkunftsorten natürlich eine nicht ganz kleine Rubrik *Incerta* zurückbleiben wird, aber eine solche wird man stets in Kauf nehmen müssen, ob man das hier vorgeschlagene Gliederungssystem oder ein anderes annimmt. So auch, wenn man etwa die Gliederung des Materials nach dem Sachcharakter der Urkunden, wie sie dem leider nicht weitergeführten Generalregister Wilckens zu Grunde gelegt war, vornehmen würde. Eine solche Gliederung würde m.E. jedoch sehr, sehr viel schwieriger durchzuführen sein. Ganz abgesehen davon, dass man sich im Falle des Fehlens eindeutiger antiker *termini technici* über die Schlagworte, die zur Be-

zeichnung mancher besonderer Untergruppen zu verwenden sind, international doch noch nicht genügend geeinigt hat — kein Wunder in Anbetracht der sprachlichen Verschiedenheit der Herausgeber —, so würden sich, glaube ich, bei diesem Gliederungsprinzip sehr viel mehr *Incerta* als bei der geographischen Einteilung ergeben; es würden auch die Urteile, ob die Eingliederung zu Recht erfolgt sei, sicherlich — man denke nur an die stark fragmentarischen Texte — sehr viel stärker differieren, die Herausgabe würde sich jedenfalls viel schwieriger gestalten und sich dadurch verzögern. Ich gebe natürlich zu, dass es z.B. für die Juristen sehr erwünscht wäre, etwa alle Texte, die das Recht an Grundstücken oder das Kaufrecht betreffen, zusammen vorgelegt zu erhalten, um leichter feststellen zu können, ob lokale Verschiedenheiten vorhanden waren oder ob das nicht der Fall war. Dass bei der von mir befürworteten *geographischen Gliederung* die bewährten *sachlichen Untergruppen*, die Zusammenfassung inhaltlich gleichartiger Stücke beizubehalten und wenn möglich in den verschiedenen Publikationen noch stärker als bisher einander anzugleichen wären, erscheint mir selbstverständlich.

Nun zu meinen *Vorschlägen für die Gestaltung der Zusammenarbeit*. Einmal erscheint er mir sehr wohl möglich, dass die Hüter der Papyrus- und Ostrakaschätze vor allem kleinere Dokumentengruppen und gelegentlich auch sogar grössere, die sie als sachlich zugehörig zu grösseren des gleichen Charakters an einer anderen Aufbewahrungsstätte feststellen, dieser *zur Publikation* in einer gemeinsamen Veröffentlichung zusammen mit den ihr selbst gehörenden *überlassen*, und zwar vor allem dann, wenn für solche Gruppen schon eine nach sachlichen Gesichtspunkten ausgerichtete Ausgabe durch jene andere Stelle begonnen worden ist. Sollte für die Publikation anders als bei Handschriften, wo ja die Photographie die Benutzung der Ori-

ginale schon weitgehend zu ersetzen beginnt, die Uebersendung von Photographien der betreffenden Stücke nicht ausreichen, dann könnten sehr wohl trotz aller Schwierigkeiten, die dem Leihverkehr entgegenstehn, auch eine grössere Anzahl von Originalen dem Bearbeiter an seinem Wohnsitz zugänglich gemacht werden; was bei den Handschriften möglich ist, sollte bei den Papyri ebenso gut durchzuführen sein¹ Und warum sollten nicht die Herausgeber von Papyri und Ostraka sehr viel häufiger, als dies bisher geschieht, die verschiedenen Aufbewahrungsstätten der von ihnen zu edierenden Dokumentengruppe zur Einsichtnahme in die Originale persönlich aufsuchen, ebenso wie etwa Archäologen und Numismatiker in den verschiedensten Museen an Ort und Stelle arbeiten und die Epigraphiker bestimmte ihnen zur Bearbeitung überwiesene Gegenden auf die in diesen vorhandenen Inschriften absuchen? Bei den Dokumenten, die die Verwalter der Sammlungen anderen zur Herausgabe überlassen würden, müsste natürlich die Mitarbeit, die sie geleistet haben, sei es durch Bestimmung der Herkunft, sei es gar durch eine erste volle Abschrift, in allen Fällen deutlich angemerkt werden.

Ausserdem scheint mir, namentlich wenn grössere Partien aus den ursprünglichen Funden in verschiedene Sammlungen gekommen sind, ohne weiteres die Möglichkeit zu bestehen, dass die *Zusammenarbeit bei der Herausgabe* sich nicht auf die Ueberlassung der Dokumente zur Publikation durch andere beschränkt, sondern zu einer *echten Gemeinschaftsarbeit* wird. Denn ein nach einem sachlichen Gesichtspunkt ausgerichteter und natürlich auch sachlich betitelter Dokumentenband, der Stücke aus verschiedenen Sammlungen enthält, braucht durchaus *nicht von einem Einzelnen*, sondern kann sehr wohl *von verschiedenen Ge-*

¹ Der Leihverkehr dürfte bei Ostraka, falls eine grössere Anzahl in Frage kommt, freilich wegen der Besonderheit des Materials schwieriger durchzuführen sein, aber unmöglich ist auch er nicht.

lehrten, die sogar weithin zerstreut über die Welt wohnen können, bearbeitet werden; die schon hervorgehobene starke Angleichung der Methode bei der Herausgabe der Papyri und Ostraka würde die grundsätzliche Einheitlichkeit bei solchen Sammelbänden verbürgen¹. Wir besitzen ja auch schon einige Bände, die an Einheitlichkeit nichts zu wünschen übrig lassen, obwohl deren Texte von verschiedenen Mitarbeitern herrühren.

Ich weiss natürlich, jede Zusammenarbeit, jede Freigabe von Material und sogar von Abschriften desselben setzt bei dem Ueberlasser den Verzicht auf ein ganz selbstständiges Handeln bei Publikationen, man darf sagen eine grosse Selbstlosigkeit voraus, aber in vielen Fällen würde diese Selbstlosigkeit durch Uebergabe anderen Materials, das die eigenen Schätze ergänzt, belohnt werden, und jeder würde das Bewusstsein haben, der wissenschaftlichen Gemeinschaft der Altertumskunde und nicht nur etwa der Papyrologie einen grossen Dienst geleistet zu haben. Ich bin mir dann auch der besonderen Schwierigkeiten bewusst, die bei Verwirklichung meiner Vorschläge Gesellschaften zu überwinden haben würden, die über Papyri verfügen und ihren Mitgliedern gleichsam als gewisses Entgelt die Publikationen ihrer Papyri zustellen. Da aber derartige Publikationen sowieso nicht ganz regelmässig erscheinen — ich erlaube mir hier als Beispiel die Egypt Exploration Society zu erwähnen —, so glaube ich, dass wenn erst einmal das gemeinsame Arbeiten bezw. der gegenseitige Austausch

¹ Die Frage, in welcher Sprache solche Sammelbände abgefasst werden sollen, wenn Verfasser verschiedener Nationalität an ihnen beteiligt sind, erscheint mir auch verhältnissmässig leicht lösbar zu sein, da doch nur die auch für die internationalen Papyrologenkongresse als Vortragssprachen anerkannten Sprachen: Deutsch, English, Französisch und Italienisch in betracht kommen würden und diese Sprachen schon von der Angehörigen der kleineren Nationen bei ihren Papyrus- und Ostrakaveröffentlichungen angewandt werden. Mehrsprachige Bände wären natürlich, wenn irgend möglich, nicht erwünscht. Nötigenfalls stände natürlich auch das Latein als Ausgleichsprache zur Verfügung.

auch nur einigermaßen in Gang gekommen sind, die berechtigten Interessen der Gesellschaftsmitglieder sehr wohl gewahrt werden könnten.

Und eines erscheint mir bei dem allen ganz selbstverständlich: Die *zeitungsmäßig*, Einzelgänger oder kleinere Gruppen, sollen und können natürlich von denen, die sie entdecken, nicht anders als etwa ausgewählte Inschriften, für sich in Sonderabhandlungen herausgegeben werden, um sie beschleunigt der Forschung und so der allgemeinen Mitarbeit zugänglich zu machen — freilich dann auch völlig für sich und nicht etwa mit verschiedenen anderen in irgend einer Mischpublikation vereint¹. Das weniger Wichtige, Urkunden 3. oder 4., ja selbst solche 2. Ranges können dagegen m.E. sehr wohl warten, bis sachlich in sich geschlossene Ausgaben von ihnen, sei es als Publikation einer Stelle oder als Gemeinschaftsarbeit, möglich sind; in einer Zeit, wo nicht mehr ein Mangel, sondern bereits eine gewisse Ueberfülle an nicht für jedermann gut greifbaren Material sich hindernd geltend zu machen beginnt, eine Ueberfülle, die Fernerstehende schon bedenklich stimmt, erscheint mir hierin keine Beeinträchtigung der wissenschaftlichen Bedürfnisse zu liegen.

Ich habe bisher die Möglichkeiten einer stärkeren Zusammenarbeit zu umreißen versucht, die mir in Zukunft so sehr erwünscht, ja notwendig zu sein scheint; man wird freilich von mir mit Recht erwarten, noch einen Weg zu zeigen, auf dem sich diese Zusammenarbeit verwirklichen lässt. Ich knüpfe hierbei an an Vorschläge, die Aristide

¹ Für solche vereinzelte, für sich publizierte Stücke sollte man nicht erst versuchen besondere Siglen zu prägen; voll befriedigende kurze Lösungen sind oft nur sehr schwer zu finden, und es entstehen zudem durch solche Prägungen nur unnötig viele Siglen. Warum sollen nicht vereinzelte Papyri und Ostraka ebenso wie die ausserhalb der Corpora veröffentlichten Inschriften einfach unter Angabe ihrer Publikationsstelle, eventuell noch unter Hinzufügung ihres Herkunftsortes, citiert werden!

CALDERINI schon vor langen Jahren gemacht hat ¹. Um den von mir vor allem in Aussicht genommenen nicht materiellen, sondern sozusagen ideellen Austausch der Papyrus- und Ostrakaschätze in grösserem Masstabe durchführen zu können, erscheint es mir erforderlich, eine *Vermittlungsstelle* zu begründen, der die Bearbeiter der Papyri und Ostraka mitteilen, woran sie gerade arbeiten, welche Herkunfts- oder welche sonstigen wichtigen Feststellungen sie dabei gemacht haben. Diese Stelle müsste auf Grund dieser Angaben die Verbindung zwischen den Arbeitern an denselben oder an ähnlichen Dokumentengruppen herstellen und wenn irgend möglich die Zusammenarbeit bzw. die Ueberlassung des Materials von der einen an die andere Stelle vermitteln ². Auf dem Kongress von Florenz hat Herr Kollege BELL die Einsetzung eines internationalen Ausschusses für die Zurüstung des Materials für die ägyptische Sozialgeschichte mit vollem Recht als wünschenswert und für möglich erklärt ³. Ich glaube, auch das von mir hier vorgeschlagene internationale Vermittlungsinstitut liesse sich mit den einfachsten Mitteln ohne grosse Schwierigkeit aufbauen ⁴. Würde das von mir in Vorschlag gebrachte Verfahren in Angriff genommen, so würde sicherlich die Aufsplitterung nächstverwandten Materials in eine grosse Anzahl von Publikationen oder gar von Sammelbänden, durch die, wie ich gezeigt zu haben glaube, dieses Material auseinandergerissen und dadurch unübersichtlich vorgelegt wird, wenigstens einigermaßen behoben werden.

¹ Siehe *Aegyptus*, IV, S. 190 ff.

² Diese Stelle könnte übrigens auch die Verbindung unter den Papyrologen zum *Austausch ihrer grösseren Arbeitspläne* — seien sie sammelnden oder darstellenden Charakters — herstellen; es könnte dadurch manche unnötige Doppelarbeit in Zukunft erspart werden.

³ Siehe *Atti del IV Congr. intern. di Papirologia*, S. 43 f.

⁴ Einen bestimmten Vorschlag über diese Vermittlungsstelle behalte ich mir für später vor, falls mein Vorschlag grundsätzlich angenommen werden sollte.

Wir sollten uns alsdann auch nicht scheuen, wenn nötig, weniger umfangreiche Bände herauszugeben, um einen mehr einheitlichen Charakter der Publikationen zu ermöglichen. Wie gerade die neuesten Bände der *B.G.U.* gegenüber den zuerst erschienenen zeigen, ist das μέγξ βιβλίον, das zu viele Materien zusammenfasst, nicht immer nötig. Ich gebe natürlich zu, dass ein solches aus bestimmten *lokalen* Gründen auch in Zukunft wird nicht ganz vermieden werden können; ein starres Schema für zukünftige Publikationen aufzustellen, ist zudem überhaupt nicht meine Absicht, sondern ich will hier nur allgemeine Richtlinien für sie bieten. Inwieweit man, wenn sich alles gut eingespield hat, später auch einmal dazu übergeht, in demselben Bande nicht zu verschiedenartige Urkundengruppen zu veröffentlichen, um auch auf diese Weise den Ueberblick zu erleichtern, inwieweit man dann auch davon Abstand nimmt, zeitlich zu verschiedenartige Dokumente in ein und demselben Bande zusammenzufassen, das muss man der Zukunft überlassen; ich hoffe allerdings, im Laufe der Zeit wird sich auch diese starke Erleichterung der Benutzung der Papyrusausgaben gleichsam von selbst einstellen. Grundsätzlich sollte übrigens *sofort mit dem Brauch literarische und nicht literarische Papyri und Ostraka in demselben Bande herauszugeben, gebrochen werden*; das würde sehr vielen die Anschaffung der sie besonders interessierenden Publikationen stark erleichtern und deren Absatz erhöhen.

Die Gefahr, dass durch meine Vorschläge eine zu starke Spezialisierung unter den Papyrus- und Ostrakaeditoren grossgezogen würde, dass der eine sich etwa auf frühptolemäische, der andere auf byzantinische Texte, wieder andere auf bestimmte Urkundengruppen spezialisieren würden, diese Gefahr, die ich nicht ganz leugnen will, soll man, glaube ich, nicht überschätzen. Denn über so grosse Papyrusmassen, die jederzeit zur Edition bereit sind, dürf-

ten die einzelnen Papyrushüter kaum jemals verfügen, dass sie infolge dieser Ueberfülle sich bei ihren Editionsarbeiten mehr oder weniger auf bestimmte Urkundentypen oder gar auf solche einer bestimmten Zeit beschränken könnten.

Endlich gestatte ich mir, falls die hier vorgeschlagenen Massnahmen Beifall finden sollten, noch eine Forderung für die zukünftige Gestaltung der Papyrus- und Ostrakapublikationen aufzustellen, die auf den ersten Blick manchen rein äusserlich erscheinen könnte, deren Erfüllung ich aber aus Gründen des besseren Ueberblicks über das Veröffentlichte für besonders erwünscht halte. Wir sollten damit brechen, wenn es auch eine alte liebe Gepflogenheit ist, als *Haupttitel der Ausgaben*, wie es zumeist geschieht, die Bezeichnung der Aufbewahrungsstätte oder ähnliche den Inhalt nicht anzeigende Namen zu wählen, sondern wir sollten uns die sachliche Bezeichnung der Standardausgaben der beiden Oxforder Dioskuren, GRENFELL und HUNT, die *P. Oxy.*, *P. Tebt.*, *P. Hibeh.*, *P. Fayum* auch hinsichtlich der Betitelung zum Muster nehmen. Und ich darf wohl hier auch auf Ulrich WILCKENS grosses Werk der Urkunden der Ptolemäerzeit verweisen, das die Zitierung der in ihm enthaltenen Dokumente als *P. Lond.*, *P. Par.*, *P. Leid.*, *P. Tor.* oder *P. Berl.* völlig zum Verschwinden bringen wird. Jeder Fernerstehende würde, glaube ich, es sehr dankbar empfinden, wenn in Zukunft so gut wie ausschliesslich *Sachtitel für die Papyrus- und Ostrakapublikationen* gewählt würden. Die Zusammenfassung einheitlicher Gruppen erhält für Fernerstehende doch erst durch eine sie kennzeichnende sachliche Benennung ihren vollen Wert. Was bisher zumeist als Haupttitel diente, sollte zum Nebentitel werden. Zur Verdeutlichung dieser Forderung wähle ich einige Beispiele aus schon herausgegebenen Werken, ohne jedoch für diese für die Zukunft eine Umgestaltung der bisher gewohnten Zitate ohne weiteres zu verlangen. Jedenfalls könnte man z.B. die Bezeichnung *B.G.U. VII* durch *P. u. Ostr. Phila-*

delphica, Berlin, *B.G.U.* VIII, durch *P. Herakleopolites*, Berlin, *B.G.U.* IX durch *P. Theadelphica*, Berlin ersetzen. Die hier gewählten Beispiele zeigen übrigens, dass der Hüter der Berliner Schätze, Wilhelm SCHUBART, hocheufreulicherweise die Herausgabe der ihm unterstellten Papyrussammlung bereits auf die Grundsätze, die ich gern verallgemeinert haben möchte, eingestellt hat, indem er jeden der zuletzt erschienenen Bände der *B.G.U.* auf eine durch ihren Herkunftsort bestimmte Dokumentengruppe beschränkt hat; nach demselben Prinzip werden, wie ich erfahre, auch die in Vorbereitung befindlichen Bände der *B.G.U.* angelegt sein. Man soll gegen die hier vorgeschlagene neue Benennung nicht einwenden, dass den Aussenseitern auch die zur Kennzeichnung verwandten ägyptischen Orts- und Gaunamen vielfach zunächst fremd sein werden und dass der Fernerstehende sich auch mit diesen erst vertraut machen müsste¹. Es erscheint mir aber unbestreitbar, dass das Vertrautwerden mit ihnen, da bei ihnen ein Sachbegriff zu Grunde liegt, sehr viel einfacher ist als das mit den bisher meist üblichen Titeln, die über die Sache nichts aussagen. Deren Zurücktreten wird sich übrigens schon ganz von selbst ergeben, falls mein Vorschlag auf Zusammenarbeit verschiedener Sammlungen an gemeinsamen, sachlich ausgerichteten Ausgaben sich verwirklichen lassen sollte. Veränderungen in einer Benennungsmethode, die sich eingebürgert hat, mögen, das gebe ich zu, zunächst unbequem erscheinen, aber ich erinnere an die durch Ulrich v. WILAMOWITZ-MÖLLENDORF herbeigeführte neue Benennung der *Corpora* griechischer Inschriften; auch sie hat sich sehr schnell durchzusetzen verstanden. Ungerecht wäre es schliesslich wenn ich, nach-

¹ Es sollte auch endlich eine *Karte* Aegyptens geschaffen werden, in der die Gaugrenzen für die ptolemäisch-römisch-byzantinische Zeit neben den für die Papyrologie wichtigsten Ortschaften — die Namen sowohl in ihrer alten wie auch, wenn nötig, in ihrer modernen Form — eingetragen sind.

dem ich WILCKENS *U.P.Z.* genannt habe, deren baldige Vollendung wir unserem Altmeister wünschen, nicht auch erwähnte, dass auch von anderer Seite nach sachlichen Gesichtspunkten ausgerichtete Publikationen, die verschiedenes Museumsmaterial zusammenfassen, kleine Papyruskorpora, vorbereitet werden, oder dass wenigstens an sie gedacht wird¹.

Ich bin am Schluss meiner vielen Vorschläge, die Ihnen hoffentlich nicht zu umstürzlerisch erscheinen mögen. Sie gipfeln jedenfalls in dem Aufruf zu *stärkerer Gemeinschaftsarbeit* bei den Publikationen, um auch hierdurch der gesamten Altertumswissenschaft, sowie der weiteren Forschung, soweit sie Papyri und Ostraka als Quelle benutzen will, den Ueberblick über das riesige Material zu erleichtern. Der grossen Schwierigkeiten, die jede Aenderung alter Gepflogenheiten mit sich bringt, bin ich mir bewusst, aber Schwierigkeiten sind dazu da, um überwunden zu werden. Wir sollen nicht nur an unsere grosse Vergangenheit, an die gute alte Tradition denken, sondern auch an die Gestaltung der Zukunft. Und ich glaube behaupten zu können, es dürften sich wenige Wissenschaftsgebiete finden, wo wie in der Papyrologie jeder Mitarbeitende von einem so starken Gemeinschaftsgeist beseelt ist, dass man zuversichtlich hoffen kann, in gemeinsamer Hingabe an das grosse Ganze auch das Schwierigste zu bewältigen. Wir dürfen zudem auch hierbei auf die *amicitia papyrologorum* vertrauen, auf diese vorbildliche amicitia, die als unverlierbares Gut in dieser Welt der Gegensätze immerdar erhalten bleiben möchte!

Zusatz. Nach dem Vortrage war eine Aussprache über das von mir angeschnittene Problem der zukünftigen Pu-

¹ Für diese Sammelarbeiten sollten alle Sammlungen, soweit sie irgendwie einschlägige noch unveröffentlichte Stücke besitzen, diese den Sammlern zur Verfügung stellen.

blikationsmethoden aus Mangel an Zeit leider nicht möglich. Ich würde es daher sehr begrüßen, wenn diese Aussprache *schriftlich* nachgeholt werden würde und bitte um briefliche Aeusserungen über die verschiedenen von mir gemachten Vorschläge an meine Anschrift : München 22, Widenmayerstrasse 48. Um die auf diese Weise begonnene Aussprache weiterzuführen, habe ich die Absicht zu den mir übermittelten Auffassungen und eventuellen Gegenvorschlägen in einem neuen Aufsatz in der *Chronique d'Egypte* Stellung zu nehmen, und zwar wenn irgend möglich unter Anführung wörtlicher Citate aus den an mich gelangten Briefen; ich bitte deshalb, bei der Abfassung der Aeusserungen freundlicherweise eine Form zu wählen, die ihre wörtliche Verwendung durch mich möglichst erleichtert. Ich hoffe, dass die von mir angeregte Gemeinschaftsarbeit schon bei diesem Briefwechsel in Erscheinung tritt und dass wir auf diesem Wege schon vor dem nächsten Papyrologenkongress zur Aufstellung von Richtlinien über die zukünftige Gestaltung der nichtliterarischen Papyrus- und Ostrakapublikationen gelangen, die zum mindesten die Billigung einer grossen Mehrzahl der Fachgenossen finden.

München

Walter Otto.

Greek Papyri in the Library of the Archaeological Society at Athens ¹

The papyri in possession of the Greek Archaeological Society in Athens, were partly bought by the late Professor PAPPOULIAS during his sojourn in Egypt in the year 1921, partly presented through him to the Society by the seller, a Greek resident in Alexandria. 65 are well preserved; there are others which are fragments not worth publishing. They mostly belong to the Roman period and all but one, which is a fragment of a magical papyrus, are miscellaneous documents and private letters.

I

Of the Ptolemaic group four belong to the Zenon Archives. The most interesting of these is a letter addressed to Zenon by Ἀμόντας, asking him to forgive a man whose profession is κοιλουργός for not performing the work he ought, and to let him work in Memphis as he desires. The word κοιλουργός occurs for the first time, and in spite of difficulties of interpretation, I think it must mean a "potter". Viewing the document in whole, I think that it offers additional proof of BERNEKER's thesis, that Zeno exercised jurisdiction (*Sondergerichtsbarkeit*) in many cases, especially those concerning the personnel working on Apollonios' δωρεά. Another papyrus belonging to the same archi-

¹ En l'absence de l'auteur, la présente communication a été lue par le professeur de Zulueta.

ves shows the great interest Zenon and Apollonios took in dogs, while one of the two remaining is an *ὑπόμνημα* or memorandum of an *ὄνομοιός*, addressed to a certain Βίων a *προεστεικώς* as I think, urging him to see that the vineyard he is cultivating may be hedged, unless he wants to see the crop devoured by the dogs and pigs of the neighbouring village.

A very interesting document relates to asylum and the protection on which persons taking refuge at altars had the right to claim. A person named Ἡράκλειτος orders another named Δωρίων to produce a third named Πᾶσις, as well as Ἀντίπατρος, Ὀνωφρις and their men against whom the first had brought a charge of having violently removed him from the altar at which he had apparently taken refuge. The affair as exposed is rather obscure and I am not very clear in regard to the procedure followed. But since Δωρίων is ordered to produce the persons against whom charge had been brought, who must then be sent to Φίλων described as ἀρχιφυλακίτης for the purpose of being brought into court, I think that, in spite of our deficient knowledge of proceedings in the matter of violation of asylum, the document shows that offenders against asylum had to stay in detention until their trial. Consequently Ἡράκλειτος must have been the ἐπιστάτης τῆς κώμης and Δωρίων the village scribe, ordered to act by the hypomnematographos. As to the other two persons, Ἀντίπατρος and Νικήρατος, they seem to have been also mixed up in the affair and were perhaps already under Philon's custody. But there had been nothing yet officially reported about them, and this was Φίλων ordered to do on producing them to the strategos.

It is of course a misfortune that an ἐντευξις addressed to the *γραμματισταί* and belonging to the first century B.C. is fragmentary, for it is the fourth such ἐντευξις addressed to that court existing.

II

More abundant are documents of the Roman period.

There are several leases of land in form of hypomnema; and a long contract of lease of clerouchic land, drawn up before the *γραφεῖον* of Philadelphieia, for the first time indicates the existance of a *μέτρον ἐμπόρων* for the measurement of cereals. Accumulated penal clauses, scarcely to be found in other leases, are stipulated against the lessee in case of his failure to fulfil any clause of the contract. Unfortunately a *συγχώρησις*-document of the year 82 or 96 a.D. is only a fragment, and I am not quite sure if it is a lease of land.

A well preserved papyrus, written in a neat and clear hand, is an hypomnema for lease of ousiac land. It belongs to the year 154 a.D. and is, as far as I know, the fifth existing document of the sort. The land once belonged to one *Λούριος*, *Λόριος* or *Λόλιος* of whom we know nothing. The previous farmer had escaped the burden of obligatory cultivation by means of *ἀναχώρησις*, a mode of escaping that has been so well described in recent times by an eminent scholar, as Victor MARTIN, which left to the administrative officials the burden of seeing to its future cultivation.

Contracts of loan are represented by four documents. For a loan of one hundred drachmas in silver, real property, the fifth part of a house and yard is mortgaged in form of hypallagma. The contract is drawn up in the *γραφεῖον* of Karanis the year 132 a.D. Another contract drawn as a purchase of six *κεράμια ἀρσινόεικα* of wine from future crops, at a price paid in advance, the amount of which is not mentioned, is of course a masked contract of loan, rightly characterized by ARANGIO-RUIZ in his well known book as usurious. It belongs to the year 82 a.D. and is indeed drawn up before a notary. Another loan belongs to the late Roman period (283 a.D.). It is drawn up in form of purchase of a

quantity of barley with anticipated payment of price in full. The prices warn us that we are in the epoch of devaluation of money and fluctuation of prices, which resulted in the acts of usury so well described by Angelo SEGRÈ.

Another document I have already published in the 13th volume of the *Aegyptus*. I do not intend to go over it again, but will merely remind that its chief interest lies in the fact that it was drawn up in Τήνις, whereas other nursing contracts come from Alexandria and are συγχώρησις-documents.

Three other papyri are contracts of sale. One, dated April 21st 61 a.D., is a sale of a hand-mill. I do not know another sale of such an object. Another, very fragmentary, is a contract of sale of real property.

An oath dated March 31st a.D. is a highly interesting document. It is sworn by Σεναμοῦνις, Πεπεσοῦχος and Σαραπίων fishermen and νομεῖς of the ὄρυμός Θεαδελφείας. Σεναμοῦνις and Πεπεσοῦχος, each separately, undertake liability to work in the drymos and to produce for the same purpose e.g. fishing and selling (ἄλιεύειν καὶ πωλεῖν), the first his children, the second the other fishermen. SEIDL has pointed out that oaths by which liability for production (παραστήσειν) is assumed occur whenever the work is a liturgy. I therefore on the one hand think that the document supports the theory that fishing was a liturgy in roman Egypt, and on the other hand that both fishing and fish-selling were a state-monopoly.

A donkey-drivers association occurs for the first time in a papyrus belonging to the first century a.D. Members of the association are recorded as contributing for wine, perhaps to be consumed at common meals. The entries are in drachmas or in both drachmas and obols, the sum of which sometimes make up more than a drachma. A notable fact indeed.

Accusations are represented in the collection by two documents. In one, belonging perhaps to the year 39 a.D.,

the authority to which it is submitted is a freedman, *Πρόβος Τυράννου*. The fact occurs, as far as I can tell, in no other document of the sort and therefore modifies our knowledge relating to libelli-procedure (*βιβλίδια*).

The collection contains a fragmentary marriage-contract, a contract of deposit, a report of a public physician, a discharge of debt, private accounts.

More numerous are administrative documents.

In a papyrus belonging to the year 170-171 a.D. a woman, whose name is lost, has recourse to the strategus or, perhaps, to the *οὐσιακὸς ἐπίτροπος*. She states that a piece of land, once belonging to another person from whom it was seized for failure to fulfil his duties towards the state, was bought by her according to the law in public auction and that she had paid a sum of money in advance. She now asks for definite assignation, declaring herself ready to pay off the remainder to the public bank as soon as this was done. Another document is a *λόγος κανόνος σίτου*.

To the land-survey attention is drawn by a fragmentary document of the year 131-132 a.D. Both lands and houses are registered therein. Names of buyer and seller are given as well as the price, after which a small sum of money follows, for which the abbreviation *τελ* is given. To me it seems that this represents the transfer-tax, i.e. the *τέλ(ος) ἐγκύκλιον*. Sometimes after *τελ* comes another abbreviation *βιβλ*, which might of course stand for *Βιβλ(ιστήκη)*. But the most puzzling abbreviation is *ἐπισκο* coming always last, combined with the names of persons in the dative case and qualified sometimes as *νομογράφοι*. How should the abbreviation *ἐπισκο* be expanded? Aware of the difficulties of arriving at the exact and true solution of abbreviations occurring for the first time, I nevertheless guess that it stands for *ἐπισκο(πεία)* and has the same meaning as *ἐπίσκεψις*. But what is then *νομογράφος* doing here? If my suggestion relating to the solution of the ab-

breviation *ἐπισκο(πεία)* is right, in spite of the syntactical anomaly, I further suggest that the *νομογράφος* is interfering in the operations of the land survey. And if this is true, we learn it for the first time. Consequently I venture to suggest, that the document is perhaps an *ὑπόμνημα ἐγκυκλίου*, which from the Michigan Papyri edited by Boak we learn to have existed, and shows the close connection and cooperation in which *κωμογραμματεῖς* and *βιβλιοφύλακες* stood in order to facilitate the task of the tax-collectors. The *ἐπίσκεψις* is recorded as being carried out or about to be carried out by the persons whose names and qualities are given, in order that the official or collector for whose bureau or use the register was compiled may know about it.

Two other registers are of the well known kinds.

Severely damaged but not less interesting is another papyrus of the 2nd century a.D. It is a catalogue compiled on the basis of *κατ' οἰκίαν ἀπογραφαί* and has reference to slaves and freedmen dwelling in the houses included in the census. Under each entry there is an abbreviation *παῖρα* — if with Professor ZUCKER I have read correctly — inserted, whose meaning is obscure; after it the word *κόλλημα* is given also in abbreviation, followed by a sum of drachmas which is, in the well preserved cases, the multiple of the number four. I therefore think that its connection with poll-tax is manifest. The document is from the Faijûm and I confess I have not been able to find a parallel.

Of course the documents, the contents of which I tried to give an idea, are not all those comprehended in the collection which is now in the press. There are others also, the details of which will, I hope, attract attention.

But I cannot terminate without mentioning a letter of the 2nd century a.D. in which *ἐλεφαντουργοί* (Ivory-workers) are mentioned in connection with salaries paid to and through them. And as there exists no doubt about the reading of the word, it proves, against the arguments of

REIL, and in correlation with *P. Cairo Cat.* 67006, verso 70, that ivory was worked in Egypt also, and was not the object of intermediate trade only.

George A. PETROPOULOS.

The Papyri and the Text of Thucydides

(Summary)

The archetype of the Mss. *ABEFM* and *CG* was minuscule. The archetype of this minuscule archetype itself and the sources of contamination traceable in *FGM* and in *B* (after 6,92) was uncial, but is never found to agree in error with any of our thirty papyri, except at 8,10,1, where the agreement is coincidental. The uncial archetype was therefore posterior to the age of the papyri.

Besides removing archetypal corruptions, the papyri perform three services : they illuminate the history of the text; they distinguish, where present, the true reading from variants; and they show up sources of contamination in the later Mss. by indicating true readings in them which are absent from the archetype.

J. ENOCH POWELL.

La signification de l'époque d'Evergète II

Au long règne de Ptolémée Philadelphe, s'oppose, quelque cent ans plus tard, le long règne d'Evergète II, sous lequel s'ébranle le fragile équilibre de forces établi par Philadelphe. Au cours du II^e siècle avant notre ère, la structure sociale de l'Égypte subit, en effet, des changements qui rappellent ceux qui se produisent en ce pays chaque fois qu'y faiblit le pouvoir royal, c'est-à-dire, pour nous borner à l'Antiquité, à la fin de l'Ancien Empire, à la fin du Nouvel Empire, dès la XIX^e dynastie, et à partir du III^e siècle après J.-C. Quelles sont les lignes de glissement et quelles forces, sous Philométr et Evergète II, impriment à ces glissements leur direction?

Tout d'abord, nous voyons se modifier les rapports du droit privé et du droit public.

Il est des époques où presque toutes les relations juridiques relèvent du droit public. Le sol n'est pas l'objet d'une appropriation privée ou, du moins, la propriété privée se dégage mal des droits éminents de la communauté. Celle-ci, par exemple, prend à la vente des immeubles une part prépondérante. Le droit de famille, le mariage, le statut des individus, le régime du travail sont imprégnés aussi de droit public.

Au contraire, il est des époques où la contrainte de la communauté se résorbe : c'est du droit privé, alors, que relèvent la plupart des relations sociales : dans les ventes d'immeubles, dans les mariages, dans les successions, les traces d'intervention de la communauté sont ténues; il arrive

qu'elles n'affectent plus que la forme de ces actes ou bien elles ne font plus que justifier une exigence fiscale.

Une fois atteint le summum de l'individualisme juridique, ce sont les notions du droit privé qui s'introduisent, à leur tour, dans le droit public. Et notamment la notion de propriété privée modèle la notion d'autorité. Le droit de l'Etat ou du souverain sur le patrimoine public s'énonce en termes de droit privé; le principe de l'inaliénabilité des biens de l'Etat se résorbe. Les responsabilités du pouvoir se conçoivent d'après le modèle des responsabilités contractuelles.

Un pas de plus et les charges publiques elles-mêmes, dans la main de ceux qui les détiennent, se traitent comme propriétés privées. On s'achemine ainsi vers la féodalité, lorsque les relations de droit public ne sont plus que le corollaire de liens personnels.

Or, au n^e siècle avant J.-C., le droit privé est parvenu à un degré d'individualisme qui est un peu plus poussé encore dans le mode égyptien que dans le mode grec. Ainsi, la publicité des ventes d'immeubles est si ténue qu'on la distingue à peine — et c'est ce qui rend si épineux le problème de la *καταγραφή*. La publicité des mariages semble ne pas exister. La femme mariée égyptienne se trouve, dans l'ordre juridique, plus indépendante de l'homme qu'elle ne l'a peut-être jamais été en aucun autre temps. Dans le droit des obligations, il n'y a plus trace de solidarité familiale ou corporative. Le roi a toutes les peines de retenir à la tâche les artisans de ses revenus. L'homme n'est lié à rien. Le sujet de droit par excellence est l'individu.

Dans ces conditions, les modèles du droit privé s'imposent au droit public. C'est ainsi que le droit du roi sur l'Égypte se définit comme droit de propriétaire privé. Ce n'est peut-être pas là, quoi qu'on en dise, une définition traditionnelle et immuable. Car, pour que le territoire se conçoive comme patrimoine du roi, ne faut-il pas que la notion

de propriété privée absolue soit bien dégagée dans le droit privé, ce qui n'est pas le cas à tous les moments de l'histoire de l'Égypte?

Cette assimilation du royaume à un patrimoine privé implique, pour le roi, des droits de disposition. Après les dotations de princesses, par quoi sont réalisées, dans des formes empruntées au droit privé, des cessions de territoire à l'ennemi vainqueur, le testament de Cyrène, qui calque les clauses d'un testament privé¹, est la conséquence la plus grave de la confusion qui s'établit entre les notions du droit privé et celles du droit public.

Si nous recherchons pareilles conséquences dans le champ de la politique intérieure, nous en découvrons qui hâtent les processus variés d'aliénation de la terre royale — nous songeons à l'évolution de la tenure clérouchique et à la reconstitution des domaines des temples.

Dans l'enchaînement de faits qui, progressivement, confèrent à la tenure clérouchique les qualités de la propriété privée absolue, le règne d'Évergète II voit s'accomplir une étape décisive : la possession héréditaire est reconnue à ceux qui, à quelque titre que ce soit, assument la charge de cultiver le cléros et de payer les taxes dont il est grevé². De la part du roi, ces mesures, d'ailleurs exceptionnelles, n'ont qu'une portée fiscale. Mais elles conviennent aux clérouques qui en sollicitent l'extension, tant la propriété privée absolue s'impose à leur esprit et répond à leurs désirs.

D'un autre côté, à la fin du II^e siècle, à la faveur des guerres civiles, le clergé arrache au roi l'administration de

¹ G. OLIVERIO, *La stele di Tolomeo Neoteris Re di Cirene (Documenti antichi dell' Africa Italiana, vol. I, Cirenaica, fasc. 1, Bergamo 1932)*. Cf., pour la comparaison avec les testaments privés, L. WENGER, *Zum Testamente des Ptolemaios Neoteris von Kyrene (Studi Riccobono, I, 1932, pp. 529-548)*.

² *P. Tebt.* 124, ll. 25 sqq. et *P. Tebt.* 5, ll. 44-48.

vastes domaines offerts aux dieux auxquels sont conférées l'immunité et l'atélie¹. Cette politique aboutit, comme l'évolution de la tenure clérouchique, à l'aliénation de la terre royale. De part et d'autre, il s'agit, pour le roi, de payer un service, de récompenser une fidélité. De part et d'autre, pour des individus, clérouques et dieux, il s'agit d'obtenir, sur la terre, un mode de possession absolu, d'où soit exclu le souverain.

Dans un pays très peuplé, lorsque l'éclosion de la propriété privée est due à un accroissement du pouvoir économique de l'individu, à un développement intense des échanges, on voit le terroir se diviser à l'extrême, en petites propriétés. Au contraire, si l'épanouissement de l'individualisme juridique ne porte ses fruits qu'au moment où la vie économique se rétrécit, la terre, libérée de la main du roi, va nécessairement passer aux seuls individus qui possèdent quelque puissance économique. Sous la VIII^e et la XIX^e dynastie, comme sous Evergète II, ce sont les dieux, au IV^e siècle de notre ère, ce sont les « patrons », riches « possesseurs ». Les décrets d'immunité de la VIII^e² et de la XIX^e dynastie³, ceux du II^e et du I^{er} siècle avant Jésus-Christ et l'autopragie accordée aux grands domaines laïcs du V^e siècle⁴, sont des actes déterminés par des concours de circons-

¹ Cf. la liste de dons de terre offerte aux dieux, dressée par ORTO, *Priester und Tempel*, pp. 262-279, où l'on trouvera énumérés notamment les dons de Philométor et d'Evergète II. Sur l'atélie et l'immunité, cf. *P. Tebt.* 6; *P. Tebt.* 5, ll. 57-61; *B.G.U.* 1216; *S.B.* 7259, 6152-6156 (décrets d'asylie et d'immunité), 3926 (atélie et asylie), 620, 1161, 5219, 5827 (asylie).

² Cf. H. SORTAS, *La Préservation de la propriété funéraire dans l'ancienne Egypte*, Paris, Bibliothèque de l'École des Hautes Etudes, 1913, p. 86; A. MORET, *Les chartes d'immunité dans l'ancien Empire égyptien* (*Journal asiatique*, 1912, 1916, 1917); J. PIRENNE, *Histoire des Institutions et du droit privé de l'ancienne Egypte*, II, annexes du chapitre XXX.

³ Cf. GRIFFITH, *The Abydos Decree of Seti I at Nauri*, *Journ. of Egyptian Archaeology*, XIII, 1927, pp. 193-206, ll. 29 sqq.

⁴ *Cod. Theod.*, XI, 24, 6. Cf. GELZER, *Studien zur Byzantinischen Ver-*

tances analogues dans l'ordre économique comme dans l'ordre juridique. Chacun de ces moments est caractérisé par l'appauvrissement du roi et par un rétrécissement de la vie économique. A la fin de l'Ancien Empire, il semble que ce soient les charges mêmes du culte qui aient épuisé le roi ¹. A la XIX^e dynastie, au II^e siècle avant J.-C. et au début de l'âge byzantin, une politique extérieure ou trop ambitieuse ou désastreuse a ruiné tout à la fois le souverain et ses sujets. Les réformes d'Horemheb ², les pétitions des Egyptiens du Bas-Empire romain ³, peignent une misère toute pareille à celle qui ronge l'Égypte au II^e siècle, et qu'évoquent si puissamment la circulaire U.P.Z. 110 et les archives du Sarapeum. Chaque fois, l'invasion, au sud ou au nord, aggrave les malheurs du peuple. Et, au IV^e siècle de notre ère, comme sous Evergète II, la dévaluation de la monnaie ⁴ révèle le rétrécissement de la vie économique.

Tandis qu'à des titres divers, toujours inspirés du droit privé, il aliène ainsi la terre royale — illusoire remède à l'appauvrissement du trésor, ou vaine pâture offerte aux forces qui sapent et épuisent le pouvoir souverain — il semble qu'Evergète II, comme les empereurs du Bas-Empire, cherche à ranimer une notion d'essence publique : la prééminence des intérêts de l'Etat. En 164, un diocète ordonne la prise à ferme obligatoire de terre royale ⁵. Les ordonnances de l'an 118 prohibant la con-

waltung Aegyptens (Leipziger historische Abhandlungen, XIII, Leipzig, 1909, pp. 73-80).

¹ Cf. J. PIRENNE, *Histoire des institutions*, III, pp. 3-17.

² Cf. J. BREASTED, *Ancient Records*, III, §§ 45-67.

³ Cf., par exemple, le dossier des *Papyrus de Théadelphie*, publié par P. JOUGUET, Paris, 1911.

⁴ A propos de la dévaluation de la monnaie au II^e siècle avant J.-C., cf. F. HEICHELHEIM, *Wirtschaftliche Schwankungen der Zeit von Alexander bis Augustus*, Iena, 1930. Sur les crises monétaires du IV^e siècle, cf. G. MICKWITZ, *Geld und Wirtschaft im römischen Reich des vierten Jahrhunderts n. Chr.*, Helsingfors, 1932.

⁵ U.P.Z. 110, ll. 91-94.

trainte par corps pour dette privée sur la personne de tous ceux qui contribuent aux revenus royaux¹, relèvent, elles aussi, d'une politique qui, en suscitant une notion de l'intérêt d'Etat, tend à enrayer, à retarder tout au moins, les conséquences extrêmes de l'individualisme juridique. Mais cette politique échoue.

La situation des fonctionnaires révèle une conjoncture analogue : contamination de la notion de pouvoir par des concepts tirés du droit privé et exaspération, dans la législation royale, de la notion d'autorité.

Les fonctionnaires assument la responsabilité des déficits de leur gestion². C'est la ressource dernière de l'économie royale. Cette responsabilité fait d'eux les débiteurs éventuels du roi à qui ils fournissent d'ailleurs cautions et engagement écrit³; mais elle en fait aussi les créanciers éventuels des contribuables. L'autorité est bientôt assimilée aux droits d'un créancier. L'effet psychologique de pareille assimilation est grave. Ne nous contentons pas d'évoquer la brutalité des razzias et des extorsions⁴ entreprises, en guise d'exécution, contre les contribuables débiteurs. Le fonctionnaire qui achète sa charge⁵ et la gère à ses risques, se prend à la considérer comme une affaire privée. Nous lisons, dans le rapport d'un enquêteur royal, que certains tendent à la

¹ *P. Tebt.* 5, ll. 221-230 et 231-247.

² La responsabilité des fonctionnaires dans l'Égypte ptolémaïque est attestée par plusieurs textes : *Revenue Laws*, col. 41, ll. 3-13, col. 43, ll. 3-10; col. 44 et 45, ll. 13-20; *U.P.Z.* 110, l. 130; *P. Tebt.* 703, ll. 128-134; *P. Tebt.* 704 et 27.

³ Cf. *P. Gradenwitz* 4; *P. Tebt.* 27, etc.

⁴ Exemples : *P. Tebt.* 756, 768, 786, 787, 788. Cf. aussi l'exposé des motifs justifiant la plupart des décrets d'immunité cités plus haut. Ces textes ont été fort bien mis en œuvre par V. MARTIN, *Les papyrus et l'histoire administrative de l'Égypte gréco-romaine* (*Münchener Beiträge*, 19, 1934, pp. 137-141). Pour les abus commis sous Philadelphie, cf. W. PEREMANS, *Ptolémée Philadelphie et les indigènes égyptiens* (*Rev. belge de phil. et d'hist.*, 1933, pp. 1005-1022).

⁵ *P. Tebt.* 10.

rendre héréditaire¹; il en est qui la grèvent d'une fondation pieuse, en imposant à leurs successeurs l'obligation de servir une rente à telle chapelle². Enfin, il est courant qu'ils perçoivent et gardent pour eux des impôts illicites³. Simple malhonnêteté? Si l'on juge du point de vue moral, oui. Mais ce qui était encore immoral à la fin du II^e siècle aurait bien pu devenir licite à la fin du premier, si les Romains n'avaient restauré la force du pouvoir central. Dans ces abus qu'Évergète II condamne désespérément, on saisit les fondements d'un ordre nouveau : la décentralisation du pouvoir.

En Égypte, où le roi arrive à concentrer dans ses mains tant de richesse et de pouvoir, il suffit que se rétracte l'économie et que fléchisse l'autorité souveraine, pour qu'aussitôt, tandis que les temples attirent à eux la richesse, les fonctionnaires deviennent des potentats. Le phénomène se produit, et évolue jusqu'à ses dernières conséquences, à la fin de l'Ancien Empire⁴, dès la fin de la XVIII^e dynastie — que l'on songe aux édits d'Horemheb⁵ — et aux derniers siècles de la domination byzantine⁶. Chaque fois, pour remédier à pareille situation, le souverain donne aux fonctionnaires supérieurs des pouvoirs plus étendus. En leur conférant le cumul de charges militaires, judiciaires et fiscales, il ne fait qu'augmenter les dangers de décentralisation : les gouverneurs de nomes deviennent princes à la fin de l'Ancien Empire⁷; les stratèges de la fin du II^e siècle, qui exer-

¹ *P. Tebt.* 24, II, 60-69.

² *O.G.I.S.* 179 = WILCKEN, *Chrestomathie*, n^o 168.

³ Cf. *P. Tebt.* 5, II, 25-27, 248-251, 252-254.

⁴ Cf. J. PIRENNE, *op. cit.*, III, pp. 66-73 et 117-168.

⁵ Cf. BREASTED, *Ancient Records*, III, §§ 45-67. Le rapprochement avec *P. Tebt.* 5 est frappant.

⁶ Cf. les agissements du pagarque Ménas relatés dans la pétition *P. Cairo-Byzant.* 67002.

⁷ Cf. J. PIRENNE, *op. cit.*, III, pp. 117-168.

cent une importante juridiction spéciale ¹, ne perçoivent-ils pas les impôts à leur propre profit ², ne requièrent-ils pas pour leur service le travail des sujets du roi ³, ne retiennent-ils pas prisonniers leurs ennemis personnels ⁴? L'ensemble de ces actes d'autorité, qui est caractérisé comme anarchie, puisqu'il est prohibé par Evergète II, ne préfigure-t-il pas un pouvoir féodal?

Contre ces deux puissances, celle des temples et celle des fonctionnaires, qui se font donner ou s'arrogent souveraineté et richesse, deux forces réagissent : le peuple et le roi. Sans poursuivre les mêmes buts, ils ont les mêmes ennemis. Le roi réagit par la législation, le peuple par la révolte.

La morale envahit la législation, dans la mesure même où le désordre se répand dans l'Etat. Quand le législateur a besoin de se justifier, c'est que sa volonté heurte le cours des choses. Les débats sur la loi, les définitions de la justice trahissent toujours le trouble d'une société où l'ordre des valeurs est neuf ou incertain. La législation de Philométor et d'Evergète II est à cet égard d'un puissant intérêt : les amnisties ⁵, les décrets d'immunité de ce dernier roi révèlent les points où il cède à la poussée des forces de désagrégation; les dissertations sur le devoir qu'un dicécète de Philométor adresse à un subordonné sottement zélé ⁶ et les protestations d'équité et de bonté qui sont prêtées à ce roi, dans un autre document ⁷, rappellent singulièrement le climat moral des édits d'Horemheb comme celui des édits de Justinien, qui clame ses bonnes intentions et exige que les

¹ Cf. E. BERNEKER, *Die Sondergerichtsbarkeit im griechischen Recht Aegyptens* (Münchener Beiträge, 22, 1935, pp. 69-74).

² P. Tebt. 5, II. 25-27.

³ P. Tebt. 5, II. 248-251 et 252-254.

⁴ P. Tebt. 5, I. 255-264.

⁵ P. Tebt. 5, II. 1-25, 36-49, 62-72.

⁶ U.P.Z. 110.

⁷ U.P.Z. 113.

administrateurs aient les « mains pures »¹. Ptolémée Philadelphé² ne se justifie pas; il n'enseigne pas non plus la morale à ses fonctionnaires.

Le peuple, lui, s'oppose à tout ce qui rend sa vie trop misérable. Il s'en prend aux fonctionnaires³, il envahit les temples⁴ où il sait que s'accumule la richesse qui lui échappe toujours. S'il refuse son travail au roi⁵, c'est par haine, non du souverain, mais de ceux qui le gouvernent et l'oppriment au nom du roi. Il sent que, contre eux, il a certains intérêts communs avec le roi, et il le dit⁶. Mais il n'y a pas d'alliance possible entre le peuple et le roi, à cause du fisc.

En Egypte, la révolte paysanne est fréquente. Elle a toujours cette forme de désertion en masse, de refus, qui est si grave à l'époque d'Evergète II et que la langue officielle du temps nomme ἀμείξια'. Comme toutes les jacqueries, elle est vaine. Du roi, le peuple obtient qu'il adresse aux fonctionnaires quelques leçons de morale. De ceux-ci, il n'obtient absolument rien. La révolte paysanne ne suscite jamais d'institutions nouvelles; elle n'est que le témoin d'un désespoir, elle ne saurait être le ferment d'un ordre nouveau. Mais qui profite de cette mobilisation d'une force aveugle et tenace? En d'autres pays, ce seraient la bourgeoisie commerçante, ou les artisans, ou l'armée. Dans l'Egypte antique, c'est toujours le clergé. De même que les révoltes coptes, qui sont menées sous le signe du dogme monophysite, ont pour effet de renforcer le pouvoir politique des patriarches et d'accroître leur indépendance⁷, de

¹ Cf. *Edit III*.

² Cf. par exemple l'ordonnance interdisant aux avocats de plaider contre le fisc, *P. Amherst 3*.

³ Cf., par exemple, *B.G.U. 1762* (du premier siècle avant J.-C.).

⁴ Cf. *P. Tebt. 781*.

⁵ Cf. *B.G.U. 1762*.

⁶ Cf., par exemple, la fin des pétitions *P. Tebt. 756, 768, 786-788*.

⁷ Cf. *P. Tebt. I*, index.

⁸ Cf. Jean MASPERO, *Histoire des patriarches d'Alexandrie*.

même, les révoltes paysannes qui éclatent sous Philométor et sous Evergète II, stimulées par la haine de race, ne profitent qu'à ceux qui représentent le plus puissamment la « race » égyptienne dans l'ordre économique et dans l'ordre intellectuel : les prêtres ¹.

Ici encore, l'époque d'Evergète II voit donc se produire des conjonctures bien égyptiennes.

Ces phénomènes de décentralisation, cet appauvrissement, cette misère, ces révoltes, tout ce complexe de décadence ne coïncide d'ailleurs pas avec une diminution du rayonnement culturel de l'Égypte à l'étranger. Bien au contraire. Isis conquiert le monde au moment où l'Égypte est réduite à la place la plus humble parmi les puissances méditerranéennes ². Les produits de l'industrie alexandrine sont toujours en faveur à l'étranger. Et les navigateurs partis des côtes égyptiennes s'aventurent jusqu'aux Indes où l'ignorance des moussons les avait empêchés d'aborder auparavant. Ainsi, c'est au moment où décline la puissance des rois du Nouvel-Empire que l'art égyptien envahit le monde égéen. Ce pays où le peuple est si misérable, où le roi se dépouille de richesses et de droits au profit des dieux et des prêtres, où se prépare dans le trouble un nouvel État théocratique, les Romains le savent encore riche; ils le voient briller d'un éclat fastueux. Ainsi l'Égypte décadente a toujours eu assez de prestige pour attirer les conquérants.

Comme le feront plus tard les Arabes, les Romains interrompent un processus traditionnel de décentralisation déjà bien avancé à la fin du règne d'Evergète II.

Claire PRÉAUX.

¹ Cf. P. Tebt. 5, II. 57-61.

² Cf. T. BRADY, *The Reception of the Egyptian Cults by the Greeks (330-30 B.C.)* (*The Univ. of Missouri Studies*, X, 1935).

Zum ptolemäischen Kaufrecht¹

Zum ptolemäischen Kaufrecht zu sprechen veranlassen mich einige neuere Abhandlungen, die das von Josef PARTSCH gezeichnete Bild des griechischen und ptolemäischen Kaufes zu verwischen drohen. Von HOETINK und CORNIL sind solche Angriffe ausgegangen²; auch SCHÖNBAUER und A. SEGRÉ wollen manches anders sehen³. Mit ihren einzelnen Argumenten befasse ich mich hier nicht. Meine Aufgabe wird es vielmehr sein, eine farbige Schilderung des ptolemäischen Kaufrechtes zu geben. Von selbst werden dann vor der Fülle der Erscheinungen die Zweifel verblassen. Wenn meine Schilderung zutrifft, wird jedenfalls niemand mehr sagen können, es sei unglaublich, dass ein hoch entwickeltes Handelsvolk wie die Griechen den Kauf, den wichtigsten Vertrag, unklagbar gelassen hätten.

Nur in grossen Linien kann ausgemalt werden, welche Behelfe das ptolemäische Kaufrecht kannte, um allen Bedürfnissen des Verkehrs gerecht zu werden.

Das ptolemäische Kaufrecht stelle ich als ein griechi-

¹ Der Vortrag gibt, wie es seiner Form entspricht, grundsätzlich keine Beweise und Belege. Sie werden auch hier nicht hinzugefügt, sondern einer späteren, umfangreichen Veröffentlichung vorbehalten.

² HOETINK, *Quelques remarques sur la vente dans le droit grec* (*Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*, 9, 1929, 253 ff.). CORNIL, *Die Arrha im justinianischen Recht* (*Sav. Z.*, 48, 1928, 51 ff.; insbesondere 69 ff.).

³ SCHÖNBAUER, *Liegenschaftsrecht*, 19, 48, 55, 60 ff.; *Sav. Z.*, 52 (1932), 203, 206, 249 ff.; Angelo SEGRÉ, *Nota sulla compravendita in diritto greco e romano* (*Aegyptus*, 10, 1929, 207 ff.) (und dazu RABEL, *Sav. Z.*, 54, 1934, 191, n. 1).

sches dar, das es in allem Wesentlichen auch gewesen und bis in die römische Zeit hinein geblieben ist. Es wird also erlaubt sein, Papyri der römischen Epoche einzubeziehen, wenn sie nichts als eine Fortsetzung des ptolemäischen Rechtes zeigen. Die Kraft des griechischen Gedankens wird sich dadurch sogar besonders deutlich zeigen.

Die Grundlage muss das griechische Recht geben. Seine Struktur wird besonders klar, wenn man sie der des römischen gegenüberstellt. Für beide Kaufauffassungen kann auf das Verständnis auch der Nicht-Juristen gerechnet werden, weil die römische zugleich die der heutigen kontinentalen Jurisprudenz ist, die griechische aber der Volks-Vorstellung aller Zeiten entspricht.

Das hat seine guten Gründe. Das römische Recht hat infolge der Sonderbegabung der Römer rasch eine Höhe erreicht, die von allen anderen Rechten nur mühsam und langsam, und nirgends ganz, erstiegen wurde. Im gleichförmigen Meer aller anderen Ordnungen erhebt sich das römische Recht wie eine Insel. Auch das griechische Recht gehört — trotz mancher Besonderheit — zu dieser Masse der nicht-römischen Rechte. Sie alle entstammen einem gemeinsamen Mutterboden¹; auch das römische ist auf ihm gewachsen, aber es hat so früh seinen eigenen Wuchs bekommen, dass es mühseliger (und meist nur durch den Seitenblick auf die anderen Rechte erhellter) Forschungen bedarf, um diesen alten, gemeinsamen Nährboden noch zu erkennen.

Schon in republikanischer Zeit, vermutlich bereits im zweiten vorchristlichen Jahrhundert, kennt das römische Recht den Konsensual-Kauf. Der, wie immer, offenbar gewordene Konsens, erzeugt auf jeder Seite eine in Zukunft

¹ Hierbei wird nicht an Völkerverwandtschaft gedacht, sondern an gewisse Grundvorstellungen, die allen Völkern gemeinsam zu sein scheinen.

zu erfüllende Pflicht, die Obligation. Ein formlos geschlossener Vertrag, der zunächst keinerlei sichtbare Wirkungen hat, wird bereits rechtlich geordnet, wird als bindend angesehen. Die verkaufte Sache braucht zur Zeit des Konsenses weder in der Hand des Verkäufers noch überhaupt vorhanden zu sein. Der Käufer hat vielleicht noch garnicht das Geld, mit dem er bezahlen will. Gedanklich wie wirtschaftlich ist damit eine hohe Stufe erreicht. Der irgendwie ausgedrückte Gedanke hat schon rechtliche Folgen. Wirtschaftlich ist sofortiger Austausch nicht mehr erforderlich. Es kann nunmehr ein Käufer sich eine Ware verschaffen, die er noch nicht bezahlen will oder kann : Kreditkauf. Es kann ein Verkäufer, der noch nicht liefern will oder kann, schon den Preis sich zahlen lassen : Lieferungskauf. Jeder der beiden Erfüllungsakte kann ohne Gefahr aufgeschoben werden.

Der griechische Kauf dagegen ist — wie der jedes nicht-römischen Rechtes — Barkauf. Der Kauf ist, das soll dies Wort besagen, die kaufweise Uebereignung gegen bar. Das Kaufgeschäft besteht in dem Austausch von Ware gegen Geld. Ein formloser Vertrag, der Verpflichtungen erzeugt, ist nicht zu erkennen; er ist nicht aus dem Gesamtgeschäft abgelöst; das Kaufgeschäft ist ein untrennbares Ganzes.

Von dieser volkstümlichen Anschauung aus gibt es weder einen „ Kaufvertrag “ im römischen Sinne, noch eine aus ihm herauswachsende Obligation des Käufers zur Preiszahlung oder des Verkäufers zur Warenlieferung. Ohne weiteres ergeben sich daraus die Sätze : kein Eigentumserwerb ohne Preiszahlung; keine Klage des Käufers auf Uebereignung; keine Klage des Verkäufers auf den Kaufpreis.

Ein unvollkommenes, ein zurückgebliebenes Kaufrecht, werden sie sagen. Es gibt keinen Kreditkauf und keinen Lieferungskauf wie im römischen Recht. Das ist richtig. Keine Bindung aus dem blossen Konsens : das ist allerdings so — und der Weg, der beschritten wurde, um

einigermaßen einer solchen Bindung nahe zu kommen, führt doch nicht ganz zum Ziele. Man kann vor der kaufweisen Uebereignung durch Geben und Nehmen einer Arra eine unvollkommene Bindung erreichen. Eine solche Arra besteht in einem Angelde, einer Summe Geldes, die eine Vorauszahlung eines Teiles des Kaufpreises bedeutet, oder in einem Ringe (als Zeichen der Persönlichkeit). Entschliesst sich der scheinbar Kaufwillige dann doch nicht zum Kauf, so verfällt die Arra : sie verbleibt dem Verkaufswilligen. Ist der Empfänger der Arra später nicht zum Vollzuge des Kaufes bereit, so hat er die doppelte Arra (zuweilen auch den Preis) an den Kaufwilligen zu leisten. Ein mittelbarer Zwang also. Aber nach wie vor gibt es keine Erfüllungsklage des Verkäufers (auf den Preis) oder des Käufers (auf die Ware); und bis in die byzantinische Zeit hinein ist von dieser Seite her keine Entwicklung zum Konsensualkauf, zum Erfüllungszwang hin, zu sehen ¹.

Nichts geändert wird an dem bisherigen Bilde, wenn wir hinzufügen, dass nach griechischer Auffassung einige Sachen, und zwar insbesondere Grundstücke und Sklaven, nur veräußert werden können, wenn gewisse formale Vorschriften über Registrierung und Publizität gewahrt werden.

Vergleicht man das griechische Kaufrecht, wie es von THEOPHRAST geschildert wird, mit dem alexandrinischen, wie es der *P. Hal.* I überliefert, nimmt man für das griechische Recht die Berichte von PLATO und ARISTOTELES, für das ptolemäische den von *B.G.U.* 1213 (noch nicht in allen seinen Teilen genügend gewürdigt) hinzu, so ergibt sich eine starke Uebereinstimmung. Insbesondere wird überall betont, dass der Verkäufer nach Lieferung der Ware keine Klage gegen den Verkäufer (auf den Preis) hat.

¹ Hier weiche ich von PARTSCH (*Festschrift für Lenel*, 1921, 140 ff.: etwas anders früher Schriften 269 ff.) ab.

1. KREDITKAUF-ERSATZ

Aber der Papyrus von Halle fügt hinzu, dass der Verkäufer sich die Klage auf den Kaufpreis verschaffen könne : durch das (noch immer dunkle) Mittel der Hypographe (die ich beseitlasse) oder durch eine Syngraphe, die er sich vom Käufer ausstellen lässt. Diese Syngraphe ist offenbar eine Urkunde, die eine Forderung auf den Preis begründet. Denn einen Anspruch auf ihn hat der Verkäufer ohne sie nicht. Im Allgemeinen genügt es ihm, dass er, da der Preis nicht bezahlt ist, die Sache kraft seines Eigentumsrechtes vom Käufer zurückholen kann. Nur wenn ihm am Kaufpreise viel mehr gelegen ist, als an der Sache, verlangt er vom Käufer die Ausstellung einer Syngraphe.

Etwa 20 Urkunden sind überliefert, in denen eine Syngraphe begegnet; sie reichen von 273 vor bis 544 nach Christus. Die älteste ist der Papyrus *P.S.I. 321*, jetzt vollständiger publiziert als *P. Cairo-Zenon 59001*, vom Jahre 273. Urkundenform ist die des Darlehns; stets und überall bietet sich als Grundlage für die Pflicht zu einer Geldzahlung das Darlehn an. Es wird also statt des erstrebten, aber nicht zu verwirklichenden ein anderer Schuldgrund angegeben. Die Darlehnsform beweist, dass aus Kauf keine Pflicht zur Preiszahlung folgt. Die — bereits gelieferte — Ware wird der Menge nach nicht beziffert. Wichtig ist nur der — noch nicht gezahlte — Preis. Aber man verheimlicht nicht, dass dahinter ein Kauf steht : „ dies ist der Kaufpreis “. Das geht so fort bis etwa zum Jahre 100 p.C. Besonders hübsch ist *B.G.U. 189 (7 p.C.)*, ein Darlehn ohne irgendwelchen Hinweis enthaltend; aber auf der Rückseite steht : „ Silberdarlehn von X Drachmen und Verkauf eines Esels “. Wie oft mögen Darlehnsurkunden, die uns nicht wie diese durch ihren kleinen Esel ihre Herkunft verraten, aus Kreditgeschäften stammen!

Vom Jahre 100 ab ist vom „ Daneion “ nicht mehr

ausdrücklich die Rede. Die Urkunden zeigen die Form einer Empfangsbestätigung (*ὁμολογῶ ἔχειν παρὰ σοῦ*), die dann in byzantinischer Zeit in die deutlich abstrakte Schuldbe- gründung (*ὁμολογῶ ὀφείλειν σοὶ καὶ χρεωστεῖν*) übergeht.

Überall findet sich ein Hinweis auf den Kaufpreis: *ἀπὸ τιμῆς, ὡς εἰς τιμὴν, ἀπὸ λόγου τιμῆς*, und zuletzt *ὑπὲρ τιμῆς*. Gegenstand der Kreditgeschäfte sind Getreide, Wein, Papyrus, Wolle, Farben, ein Esel, Hausrat, ein Haus, also sowohl Einzelsachen wie Gattungssachen. Die Lieferung der Ware ist gegen Ausstellung der Syngraphe erfolgt. Von einem schriftlich abgeschlossenen besonderen Kaufvertrage leben oder vor der Syngraphe haben wir kein Beispiel.

2. ERSATZ FÜR DEN LIEFERUNGSKAUF

So steht es mit dem Kreditkauf. Wie aber, wenn der Verkäufer den Preis schon vor der Lieferung zu erhalten wünschte, insbesondere Weizen vor der Ernte, Wein vor der Lese, Gemüse vor der Reife zu Geld zu machen strebte? Wie konnte sich der Käufer sichern, dass er für seinen bar gezahlten Preis später die Ware bekam? Auch hier half das Formular des Darlehns. Der hierzu geschaffene Geschäftstypus des Lieferungsgeschäftes ist mit voller Absichtlichkeit und grosser Genauigkeit dem des Darlehnsvertrages nachgebildet oder gradezu als Darlehnsvertrag gefasst. Durch Preiszahlung konnte hier nicht Eigentum erworben werden, weil die Sache noch nicht abgetrennt oder genügend bestimmt war. Ein eigentlicher Kauf wurde vermutlich überhaupt nicht durchgeführt. Deshalb schweigt der vom Kauf handelnde *Pap. Hal.* 1 (der doch den Kreditkauf erwähnt) vom Lieferungsgeschäft. Dessen Formular enthält zwar auch die Preisquittung, vor allem aber die Lieferungs- pflicht. So ist es kein Wunder, wenn oft (in 15 von 30 Fällen aus dem 3. vorchristlichen bis zum 6. nachchristlichen Jahr- hundert) der Kaufpreis nicht beziffert ist. Diese Erschein-

ung gab eine Zeit lang Anlass zu der Annahme, alle diese Geschäfte mit unbeziffertem Kaufpreis seien *datationes in solutum*. Aber die Weglassung der Preisziffer passt grade besonders gut in dieses Formular. GRENFELL und HUNT haben das¹ vollkommen richtig ausgedrückt: „The omission of the price is to be explained by the circumstance, that the amount of it was not an essential element in the contract, which is mainly concerned with the delivery of the produce bought.“ Das entspricht genau dem Zurücktreten der Ware im Kreditgeschäft.

Das ptolemäische Formular beginnt noch kaufähnlich und geht erst in seinem zweiten Teile in Darlehn über. Die älteste Urkunde, *P. Hibeh 84a*, um 280 a.C.², sieht zuerst ganz wie ein Kauf aus; erst im zweiten Satze geht sie in die Darlehnsform über. Auch *P. Rein. 10* (111 a.), gehört in diese Reihe, wenn die Urkunde am Anfang richtig ergänzt wird. Nur ähnelt das Formular stärker dem des Darlehns. Noch in ptolemäischer Zeit tritt das Kauf-Element zurück. Die Formel lautet nunmehr: ὁμολογῶ ἔχειν παρά σου τιμὴν πυροῦ ἀρτάθων ..ἂς ἀποδώσω—. Das bleibt im wesentlichen so bis in die byzantinische Epoche. Aber es gibt ein paar Sonder-Erscheinungen, die auf das nicht ganz passende Darlehnsformular zurückgehen. So wird in drei Fällen (die über die ganze Zeit sich erstrecken) ausdrücklich gesagt, dass die τιμή zinslos empfangen sei: offenbar, um das verzinsliche Darlehn fernzuhalten. So wird bei einer Milchlieferung (*B.G.U. 1055*), weil hier nicht in einem Zuge, sondern fortlaufend zu liefern ist, das Kaufformular ganz gemieden, vielmehr statt dessen von δάνειον sprechen. So heisst es einmal (*B.G.U. 1015*), zwischen Lieferungsgeschäft und reinem Darlehn schwankend: ὁμολογῶ ἐσχηκέναι παρά σου χρῆσιν ἔντοκον ἐκ πλήρους τὴν πρὸς ἀλλήλους συμπεφωνημένην

¹ Zu *P. Oxy. 1639*.

² 285/4 oder 280/79 a.

τιμῆν. Gradenvitz¹ fand die Urkunde damals „in den Kunstausdrücken etwas verwirrt“. Uns ist grade diese Verwirrung ein Zeichen für die Mischung. Denn natürlich müsste es entweder *χρησῆσιν ἔντοκον ἀργυρίου* oder *τὴν τιμὴν* heissen.

Das Geschäft ist das Gegenstück zum Kreditkauf-Ersatz, aber dem Darlehn nicht ganz so ähnlich wie dieser, weil hier nicht Geld, sondern Ware geschuldet wird. Deshalb heisst unser Geschäft fast nie *δάνειον*. Immerhin führt die Parallele zum Kreditkauf in einem Geschäft aus dem 4. Jahrhundert (*P. Lond.* V, 1656) zu einer seltsamen Gestaltung: wie es beim späten Kreditkauf *ὁμολογῶ ὀφείλειν σοι καὶ χρεωστῆν* heisst, so hier: *ὁμολογεῖ ἔχειν παρ' αὐτοῦ καὶ χρεωστῆν* während er doch empfangen hat (*ἔχειν*) Geld und schuldet (*χρεωστῆν*) Ware.

Das Geschäft ist dem Darlehn ferner als der Kreditkauf; um ebensoviel ist es dem Kauf näher. Schon indem hier über den Preis quittiert wird, während es beim Kreditkauf keine Quittung über die Ware gibt. *P. Teb.* II, 379 (128 p.) zeigt besonders deutlich diese Annäherung an den Kauf: „wir haben dir das auf unseren 5 Aruren bei Theognis wachsende Heu zum Schnitt und zur Trocknung verkauft, für das wir auch den Preis empfangen haben (der nicht beziffert ist)“. Die Formel erinnert in ihrer Aehnlichkeit mit dem Kauf an die frühen ptolemäischen Lieferungs-geschäfte. Aber der Verkäufer soll nicht das Heu *ἀποιδόνα* sondern der „Käufer“ darf es selbst schneiden und trocken- und offenbar wegbringen. Es wird ihm also ein selbständiges Recht zur Ernte und Aneignung gewährt. Auf solche Art wird der Käufer, der den Preis vorausbezahlt hat, gesichert. Sein eigenes Besitzergreifungsrecht nähert das Geschäft der Pacht, bei der jedoch dem Pächter nicht nur

¹ *Berliner Philolog. Wochenschr.*, 26 (1906), 1350.

ein Aneignungsrecht, sondern ausserdem der Besitz des Grundstückes zusteht.

3. KARPONEIA

Damit sind wir bei einem Geschäftstypus, der nach dem Sprachgebrauch einiger Urkunden „karponeia“ genannt werden kann. Eine Mittelform davon gibt *P. Oxy.* 4, 728 (142 p.). „Ἐκαρπώνησαν A und B dem C von den durch sie selbst da und dort gepachteten Aruren 3 γόρτου ἀρούρας mit der Abmachung, dass der καρπωνημένος ἐαυτῷ κόψαι καὶ μετενέγκαι ὅπου ἐὰν αἰρήσῃται darf.“ Die Summe ist an den Eigentümer zu zahlen (der dann später auf demselben Blatt quittiert). Die Zahlung steht unter Vertragsstrafe und praxis-Klausel. Von „Kauf“ ist nicht die Rede, so wenig wie von „Pacht“. Die Summe wird weder τιμή noch εἶδος genannt. Es ist kein Lieferungsgeschäft, da der Preis nicht vorausbezahlt ist; kein Kauf, da das Grundstück, nicht die Frucht Gegenstand ist; keine Pacht, da der „Karponemenos“ zunächst keinen Besitz am Grundstück erhält. Der Fruchtzieher bekommt ein eigenes Recht zu Schnitt und Wegschaffung, also ein Aneignungsrecht. Auf der anderen Seite verzichtet der Eigentümer auf sein Eigentum an den Früchten.

Wirtschaftlich haben wir einen neuen Typus vor uns. Die Enge des griechischen Barkaufs verlangt ein Formular, bei dem der „Käufer“ nicht auf den guten Willen des „Verkäufers“ angewiesen ist, sondern sich selbst die Ware verschaffen kann. Es ist jedoch ebenso wirtschaftlich verständlich wie im Wesen des griechischen Kaufes begründet, dass dieses Aneignungsrecht von der Preiszahlung abhängig ist. So finden sich denn karponeia-Urkunden, in denen der Preis beim Abschluss noch garnicht, andere, in denen zuerst eine Arra gezahlt wird, neben der Fülle der anderen, in denen der Preis voll vorausbezahlt wird. Aber immer und überall hängt das Aneignungsrecht von der Zahlung des

Preises ab. Spätestens zugleich mit der Wegschaffung der Ware muss der Preis bezahlt werden.

Gegenstand der karponeia kann Getreide und Heu (dies besonders oft), andere Feldfrucht (Flachs und arakos), Frucht von Bäumen (Datteln, Oliven), Wolle vom Schaf und Wein aus den Keller sein. Kennzeichnend ist überall das Wegschaffungsrecht (μεταφέρειν, ἐκφέρειν, ἀποφέρειν, παραφέρειν, βαστάζειν, αἶρω, ἄρσις, εἰς κοπήν καὶ ξηρασίαν).

Im Uebrigen gibt es mannigfache Abwandlungen je nach dem wirtschaftlichen Bedürfnis und der ökonomischen Lage der Parteien. Zuweilen übernimmt der „karpones“ einen Teil oder die ganze Landarbeit. Verschieden ist die Steuerpflicht. Manchmal ist der „Preis“ nicht beziffert.

Juristisch schillert das Geschäft öfter. So gibt es zugleich mit dem Wegschaffungsrecht des „karponemenos“ eine „apodosis“-Pflicht des „karpones“; die Summe wird einmal als Pachtzins (ἐκφόριον), dann wieder als Preis (τιμή) bezeichnet; bebaiosis (wie regelmässig nur beim Kauf) findet statt. In manchen Fällen werden als Gegenstand statt des Landes (Pacht-ähnlich) die Früchte (Kauf-ähnlich) genannt, wie ja im griechischen Sinne Pacht und Kauf leicht in einander fliessen und auch bei echten Pachtverträgen nicht selten die Früchte „verpachtet“ werden. Zuweilen geht die „karponeia“, auch wenn der Fruchtzieher die ganze Arbeits- und Steuerlast auf den „karpones“ abwälzt, unmerklich in Pacht über. Solche Verträge sind Nachbarn reiner Pachtverträge.

In mannigfachen Abwandlungen tritt diese karponeia neben Kreditkauf- und Lieferungskauf-Ersatz.

4. SCHLUSS

Worauf es ankommt: trotz der Bewahrung des griechischen Kaufgedankens finden sich in den Papyri alle Arten von Geschäften. Nur dass sie nicht als Kauf geordnet wer-

den, sondern seitwärts ausbrechen müssen, da ihnen der grade Weg versperrt ist. Blicken wir zurück: das Wesen des griechischen Kaufes ist in den Papyri der Ptolemäerzeit deutlich erkennbar. Er ist und bleibt eine Einheit von Hingabe der Sache gegen Preiszahlung, zu der unter Umständen Formalien treten. Für alle Notwendigkeiten des Verkehrs ist trotzdem vorgesorgt. Vor dem Kauf steht das Arra-Geschäft, neben ihm die Darlehns-Syngraphe aus dem Kreditkauf, das Lieferungsgeschäft und die Karponeia für künftige Lieferung. Besser als das griechische Recht erlaubt uns die Fülle des Papyrusmaterials, die Auswege und Umwege zu erkennen, die das Festhalten am Barkauf erzwang.

Nirgends sind ausser der Gewährleistung des Verkäufers Obligationen der Parteien sichtbar. Alles, was man dafür vorbrachte, erweist sich als brüchig.

Ergänzen wir unser Bild noch durch ein paar Striche. A.B. SCHWARZ hatte schon gesehen, dass man sich zum Beweise des Eigentums auf den Kaufvertrag und auf die Preiszahlung beruft¹; denn die Sache ist anstatt des Geldes, das Eigentum durch Zahlung erworben. Wird mit fremdem Geld gekauft, so erwirbt der, von dem das Geld stammt, ein Recht an der Sache. Derselbe Surrogationsgedanke erklärt das Lösungsrecht²: der Preis, der zum Erwerb gezahlt wurde, ist die Lösungssumme. Im Formular der Kaufverträge zeigen die Bezeichnung als „Perser-Epigone“ und das Signalement, dass den Käufer keine Haftung trifft. Aus demselben Grunde enthalten die Kaufpreisquittungen niemals eine *ἐπελεύσασθαι*-Klausel. Einen Anspruch auf den Preis hat es überhaupt nicht gegeben.

Eine Stütze findet diese Auffassung schliesslich durch die Rechtsvergleichung. Im germanischen und im babylonischen Recht zeigen sich ganz ähnliche Erscheinungen. In

¹ Urkunde 254.

² FEIGENBAEGER, *Lösungsrecht* (1933).

letzterem insbesondere mit seiner immer steigenden Zahl von Urkunden haben die Forschungen von KOSCHAKER und SAN NICOLO alles wiedergefunden : Barkauf, Kredit- und Lieferungsgeschäfte, sogar den Surrogationsgedanken. Wenn trotzdem uns Sprachkundigen im vorderasiatischen Recht des Kaufes die Vielfalt der Erscheinungen und der Uebergänge zu fehlen scheint, der wir im griechischen Aegypten begegneten, so liegt das kaum an unserem ungeschulten Auge.

Bunter und mannigfaltiger, elastischer und gestaltreicher ist trotz aller Aehnlichkeit das ptolemäische Kaufrecht. Von seinem griechischen Ursprung an bis zu seiner Fortsetzung in die römische Zeit hinein betrachtet, zwischen Darlehn- und Pacht-ähnliche Geschäfte gebettet, bewältigt es mit grossem Reichtum der Mittel alle Aufgaben, die das Leben stellt.

Fritz PRINGSHEIM.

A Fragment of the Acta Pauli in the Michigan Collection

(Summary)

P. Mich. 1317, is a somewhat damaged fragment covering about one half of a leaf of a papyrus codex, which once had some 37 lines to a page. A portion of the top of the other half of this leaf is *P. Berlin* 13893, which was identified by SCHMIDT as from the *Acta Pauli*. The Michigan fragment carries the number $\pi\varsigma = 86$ on the verso, which makes it possible to calculate the size of the whole work. This agrees closely with the number of stichoi, 3560, given by the Codex Claromontanus and with the 67 broad pages shown by SCHMIDT and SCHUBART. About three quarters of the Michigan-Berlin *Acta Pauli* is found in *P. Hamb.* and the whole of *P. Oxy.* 1602, is found in both. This makes it possible to compare the quality of the text transmission in the three fragments. Considering all variants, whether fully preserved, partly preserved, or restored on the basis of space available in lacunae, there are 19 agreements between *P. Mich.* and *P. Oxy.* against *P. Hamb.* and only three between *P. Oxy.* and *P. Hamb.* against *P. Mich.* In addition it may be noted that *P. Mich.* and *P. Hamb.* agree against *P. Oxy.* only seven times.

On this showing *P. Mich.* takes first rank with *P. Oxy.* only slightly inferior, while *P. Hamb.* shows more signs of revision or error. There should not, however, be too much weight attached to the agreement of *P. Mich.* and *P. Oxy.*

since they seem descended from the same ancestor not many copyings removed.

P. Hamb. is from an independent line of transmission, which on present evidence seems somewhat inferior.

H. A. SANDERS.

**Zur Nachbürgschaft in den Keilschrifturkunden
und in den gräko-ägyptischen Papyri**

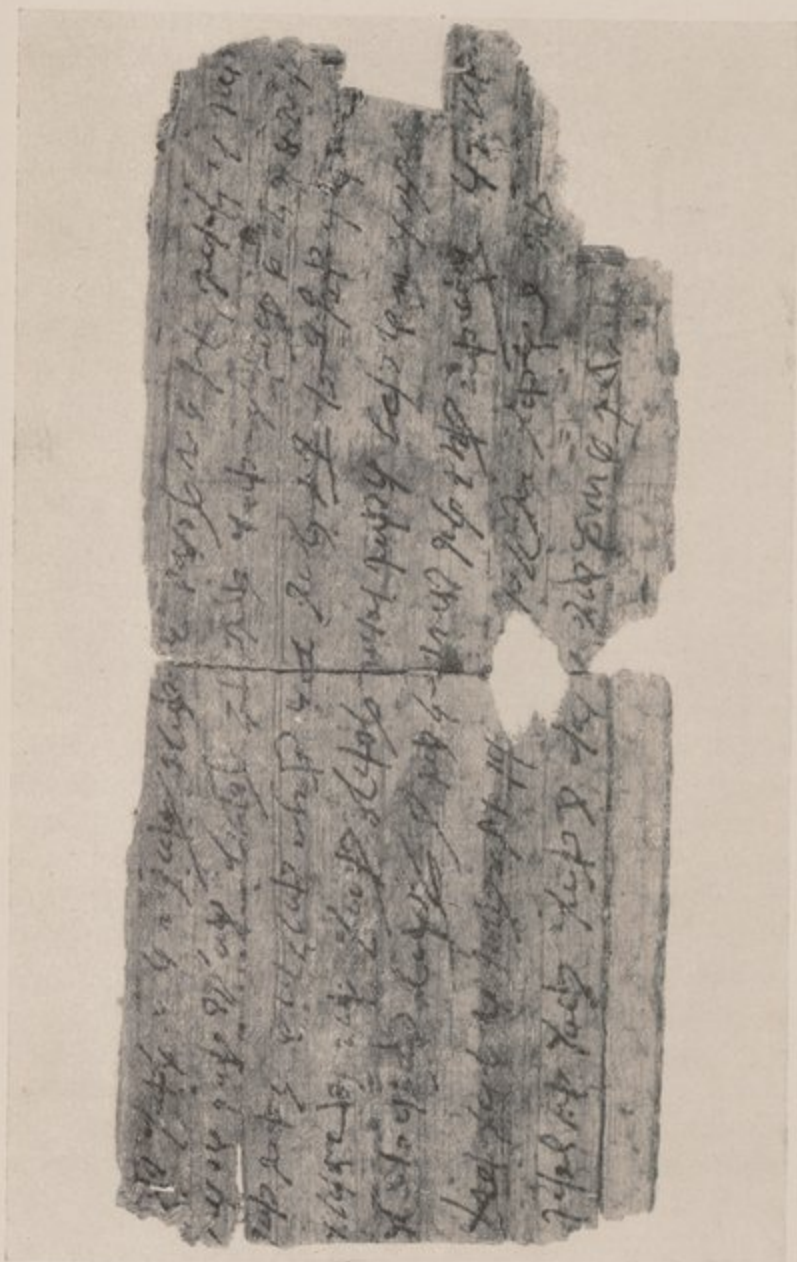
A paru dans : *Sitzungsberichte der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, Philos.-Hist. Abt.*, 1937, Heft 6 (München, 1937), 50 S.

Marian SAN NICOLO.

Über moderne Papyrusfälschungen

Im Jahre 1930 hat Geheimrat BORCHARDT, der frühere Direktor des deutschen Instituts für ägyptische Altertumskunde in Cairo, die Museumsdirektoren durch seine Broschüre *Aegyptische Altertümer, die ich für neuzeitlich halte* aus ihrer Ruhe aufgeschreckt. Er suchte an Hand von zahlreichen Photos den Nachweis zu führen, dass in verschiedenen Museen und Privatsammlungen in Deutschland, sowohl wie im Auslande eine Reihe von raffinierten Fälschungen ägyptischer Altertümer, sei es in Form von Reliefs, sei es in Form von Köpfen, ausgestellt wären, die aus der Werkstatt von oberägyptischen Steinmetzen, besonders von Spezialisten in Gurnah, einem Dorfe auf dem westlichen Theben, stammten. Aber auch in Cairo konnte BORCHARDT „Schulen“ von europäischen Künstlern aufspüren, die sich diesem edlen Handwerke widmeten und im Wettstreit mit den einheimischen Kollegen die härtesten Steinarten, wie einst die alten Künstler, handwerksmässig nach den Vorlagen so vortrefflich meisterten, dass selbst die besten Kenner ägyptischer Altertümer getäuscht werden konnten. Der Absatz ihrer Fälschungen wurde dadurch besonders erleichtert, dass jede Sammlung Stücke von Tell el Amarna besitzen wollte. Wenn nun auch bei der Feststellung der gefälschten Stücke Fehlurteile nicht vermieden sind, so hat doch BORCHARDTS Mahnruf seine volle Berechtigung gehabt und sind manche Prachtstücke aus den Ausstellungen entfernt worden.

Heute möchte ich die Aufmerksamkeit der Papyrologen



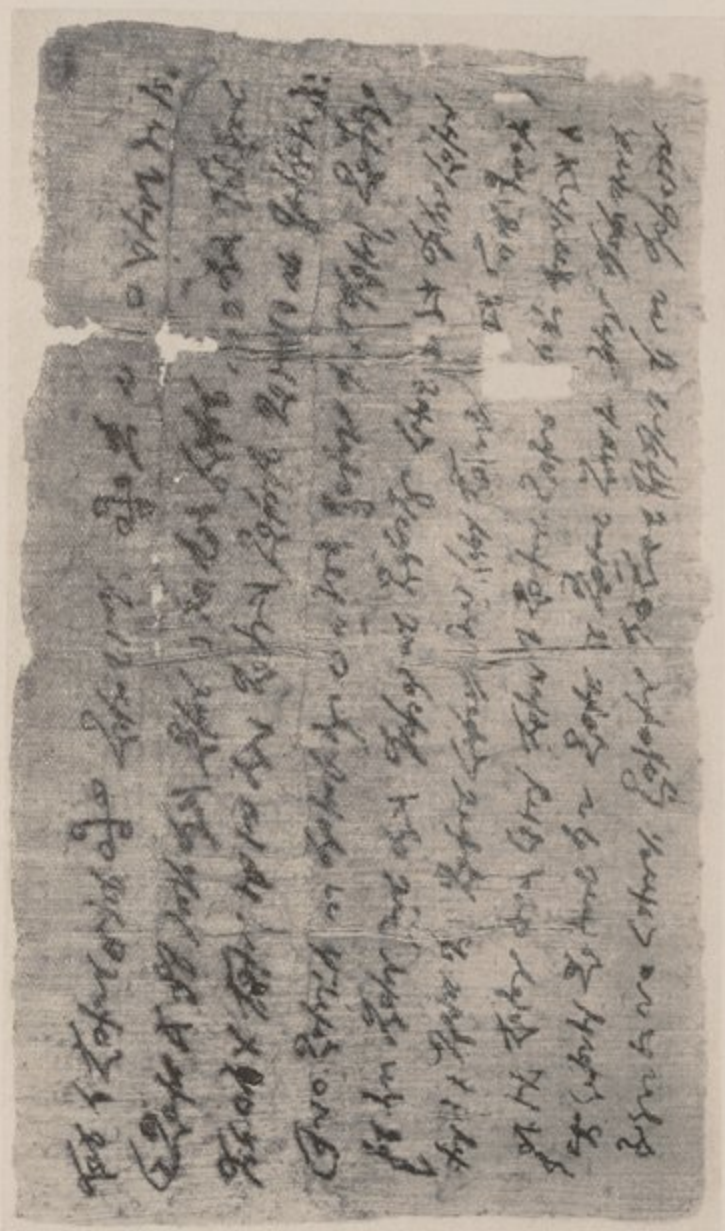


auf moderne Fälschungen von Papyri lenken. Von vornherein will ich bemerken, dass diese Fälschungen nicht so grossen Schaden angerichtet haben wie die der Antikenfälscher, aber immerhin sind auf diesem Gebiete Fälle aus früherer wie aus neuerer Zeit bekannt, dass selbst Gelehrte auf diesen Schwindel hereingefallen sind und teures Lehrgeld haben bezahlen müssen.

Der Sitz der Papyrusfälscher ist fast ausschliesslich das Fayûm. Dies hat seine natürliche Ursache in dem für die Fälschung benutzten Material. Denn die Fälscher waren bemüht, in erster Linie echte Papyrusstücke zu benutzen, um den Absatz ihrer Ware nicht von vornherein zu gefährden. Derartiges echtes Material fand man in besonderer Häufigkeit im Fajûm, dessen griechische Niederlassungen bekanntlich fast unerschöpfliche Fundstätten von Papyri bildeten. Hier konnte man genügend Abfallstücke, die noch nicht beschrieben waren, erhalten, oder man konnte von beschrifteten Papyri unbeschriebene Stücke abschneiden. So ist ganz naturgemäss das Fajûm, nicht Oberägypten, wo Papyrusdokumente eine Ausnahme bilden, die Zentralstelle der Papyrusfälschung geworden. Dieses Geschäft blühte in den letzten Dezenmien des vorigen Jahrhunderts bis zum Ausbruch des Weltkrieges. Der Papyrusmarkt war mit derartigen Fabrikaten überschwemmt. Fast alle Lots waren mit Falsifikaten durchsetzt und mussten diese nolens volens in den Kauf genommen werden. Ich erinnere mich noch eines besonderen Falles, als ich zur Begutachtung einer Papyrussammlung eines schwedischen Gelehrten, freilich eines Nichtpapyrologen, von einer Leipziger Buchhandlung aufgefordert wurde. Es war nicht ein einziges Stück in den zwei Blechkisten echt. Der Besitzer war über mein Gutachten natürlich nicht erbaut. Aber auch nach Deutschland waren derartige Erzeugnisse gelangt und hatten die Aufmerksamkeit eines Strassburger Orientalisten erregt. Er glaubte hinter den eigentümlichen Schriftzeichen eine bis-

her unbekannte Sprache und zwar die libysche entdeckt zu haben. Er hatte sogar eine Abhandlung darüber einer Gelehrten Gesellschaft zum Druck vorgelegt, als noch zur rechten Zeit von anderer Seite die Fälschung aufgedeckt und das bereits Gedruckte eingestampft wurde. Ich selbst konnte bei meinem ersten Besuch Aegyptens im Jahre 1895 im Museum zu Alexandrien eine derartige Fajûmer Fälschung feststellen. In einer grossen Vitrine paradierten als Geschenk eines Paschas eine Reihe Texte, die als hochwichtige Dokumente einer bis dahin unbekannten Sprache bezeichnet waren. Diesmal handelte es sich nicht um Papyri, sondern um sogenannte Pergamente. Nur mit grosser Mühe konnte ich BOTTI, den damaligen Direktor des Museums, von der Unechtheit überzeugen. Die Schweinshaut war nämlich nicht sachgemäss behandelt, vielmehr konnte man bei näherer Besichtigung noch an verschiedenen Stellen die Borstenhaare konstatieren. Dieser Hinweis war endlich durchschlagend. So verschwanden denn diese kostbaren Dokumente ohne Sang und Klang aus der Vitrine und machten echten Stücken Platz. Ich könnte diese Beispiele fortsetzen, sie fehlen auch aus jüngster Zeit nicht. *Nomina sunt odiosa!* Ich will daher nur die Tatsache derartiger kostspieliger Erwerbungen von Fälschungen konstatieren.

Wenn man es wohl begreifen kann, dass ahnungslose Touristen, die Andenken aus alter Zeit mit nach Hause bringen wollen, auf Falsifikate hereinfliegen, so muss man sich umsomehr wundern, dass Gelehrte sich über den wahren Charakter der Schriftstücke haben täuschen lassen. Denn wie man aus den vorgelegten Photos ersehen kann, handelt es sich bei diesen Papyri um beliebig hingeschmierete Kritzeleien, die stets in Gruppen wiederkehren. Sie sind von absolut schriftunkundigen Einheimischen geschrieben und spotten jeder Entzifferung. Ich will verschiedene Typen vorlegen, so weit ich sie bei meinen Nachforschungen aufreiben konnte. Der am häufigsten vorkommende Typ ist



der auf dickem Papyrus gekritzelt. Diese Papyrussorte diente einst als Makulatur und stammt aus den Beständen der antiken Althändler. Sehr interessant ist ein zweiter Typ, bei dem ein gutes echtes Papyrusstück benutzt ist. Der Fälscher hat sich offensichtlich bemüht, den Duktus einer echten griechischen Urkunde nachzuahmen. Ebenfalls auf einem echten Papyrus, der aller Wahrscheinlichkeit nach von einer Urkunde abgeschnitten ist, liegt ein dritter Typus vor.

Die Fälschungen früherer Zeit entstammen in der Mehrzahl der Werkstatt eines Einheimischen im Fajûm. Dieser ist inzwischen verstorben; er hat aber einen Nachfolger gefunden, der aus dem berüchtigten Gurnah nach dem Fajûm übergesiedelt ist. Er hat den Duktus seines Meisters in der Hauptsache nachgeahmt. Freilich scheint das Geschäft nicht besonders lohnend gewesen zu sein, denn er ist nach dreijähriger Tätigkeit wieder in sein Heimatdorf zurückgekehrt und versorgt scheinbar jetzt den Antikenmarkt in Louxor. Denn in den letzten Jahren sind dort Fälschungen auf Palmbast und Pergament aufgetaucht und haben leider Abnehmer zu hohen Preisen gefunden. Das Fajûm ist ja heute nicht mehr wie in früheren Zeiten die Zentrale des Papyrusmarktes, denn die meisten Koms sind durch die Grabungen der Europäer und Amerikaner und durch die Sebachin ausgeschöpft und liefern nur spärliche Ausbeute. Darunter leidet natürlich auch der Fälscher, da es ihm an genügendem Material mangelt. So hat man sich in jüngster Zeit nach Ersatz umgesehen. Ein Fälscher ist auf die Idee gekommen, aus Bananenblättern künstlichen Papyrus herzustellen. Ich hatte Gelegenheit, in der amerikanischen Universität zu Cairo derartige Stücke zu sehen, die in Assiut von Einheimischen angeboten waren und von grossem Geschick des Fälschers Zeugnis ablegten. Die Amerikaner waren geneigt, diese Stücke zu kaufen, nahmen aber infolge meiner und anderer Expertisen von der Er-

werbung Abstand. Ich selbst kann nur ein schlecht geratenes Exemplar vorlegen, dessen plumpe Fälschung selbst ein Laie erkennen wird. Grossen Umfang scheint diese Fabrikation bis jetzt nicht angenommen zu haben, aber es ist grosse Vorsicht am Platze. Die Händler selbst sind über diese Fälschungen im allgemeinen gut orientiert. Sobald man in den Lots Falsifikate entdeckt, stimmen sie ohne weiteres zu und stellen das betreffende Stück meistens unentgeltlich zur Verfügung. Das schliesst nicht aus, dass auch sie bei ihren Erwerbungen hineingelegt werden. So erlebte ich es, dass einer der kundigsten Händler mir eine grosse Lederrolle mit den gewöhnlichen Kritzeleien vorlegte und um mein Urteil ersuchte. Die Fälschung lag offensichtlich zu Tage; der Fälscher hatte nämlich eine lederne Thorarolle, die im Handel nicht selten vorkommt, abgewaschen und seine Schriftkringel daraufgesetzt, aber die Rasur war nicht sorgfältig durchgeführt, da noch Reste der hebräischen Buchstaben sichtbar geblieben waren.

Ich komme nun zum Schluss zur Beantwortung der Frage, wie es kommt, dass derartige plumpe Fälschungen gelegentlich von Gelehrten für echt gehalten werden. Der Grund liegt darin, dass sie hinter den eigentümlichen Buchstaben teils tachygraphische Texte vermuteten oder was noch häufiger der Fall, sie glaubten unbekannte Sprachen wie z.B. die lybische resp. meroitische vor sich zu haben.

Das aber umgekehrt absolut echte Papyri als Fälschungen erklärt werden, möchte manchen als Fabel erscheinen, und doch ist dies der Fall. Ich erinnere mich, dass auf dem letzten Orientalisten-Kongress in Rom ein jüdischer Gelehrter italienischer Nationalität, der freilich keinen geistig normalen Eindruck machte, in seinem Vortrag den Nachweis führen wollte, dass die berühmten aramäischen Papyri von Elephantine moderne Fälschungen wären. Seine Ausführungen in der alttestamentlichen Sektion wurden

natürlich mit Protest zurückgewiesen, so dass er die Rednerbühne verlassen musste.

Jüngst haben blutige Laien, die von der Papyrologie nicht die leiseste Ahnung haben, in der Zeitschrift *Am heiligen Quell deutscher Kraft* die These verfochten, dass die von den englischen Papyrologen wie KENYON, BELL und ROBERTS veröffentlichten Papyri des Alten und Neuen Testaments ohne Ausnahme spätere Fälschungen wären. Vor allem hat man den Hauptangriff gegen das von ROBERTS publizierte Fragment des Johannes-Evangeliums, das aus der Sammlung der Rylands-Bibliothek in Manchester stammt, gerichtet. Man hat die spätere Herkunft damit beweisen wollen, dass der Papyrus eine Kapitel- und Verseinteilung zeige, die erst durch den bekannten Humanisten STEPHANUS 1551 eingeführt ist. Und als zweites Indizium wird angeführt, dass der Papyrus die Kodexform darbiete, die ebenfalls späteren Datums. Dass der Herausgeber ROBERTS erst die Kapitel- und Verseinteilung für den Benutzer der Publikation verwendet hat, daran haben die Herren nicht gedacht. Dagegen brauchte ihnen noch nicht bekannt zu sein, dass nach den jüngsten Publikationen der sogenannten Chester Beatty Papyri die Kodexform bereits im zweiten Jahrhundert n. Chr. von Christen eingeführt ist, die anstatt der teuren Papyrusrollen recto und verso beschrifteten. Diese geradezu unglaublichen Behauptungen jener Herren *Am heiligen Quell* sind darin begründet, dass das Fragment des Johannes-Evangeliums ihnen höchst unbequem ist, weil es ein dokumentares Zeugnis dafür ablegt, dass bereits in der ersten Hälfte des zweiten Jahrhunderts das Johannes-Evangelium in der uns heute vorliegenden Form von einer Gemeinde Mittelägyptens gelesen worden ist. Diese Tatsache muss aber mit allen Mitteln abgeleugnet werden, da sonst das ganze Gebäude ihrer luftigen Hypothese von der Entstehung des Christentums zusammenbrechen würde. So haben sie sich in Konsequenz ihrer

Haltung nicht gescheut, auch die gesamten Chester Beatty Papyri für spätere Fälschungen zu erklären. Wir Papyrologen können mit einem gewissen Gefühl des Mitleids über derartige Auswüchse der Unwissenheit hinwegsehen, aber wir sollen die Gefahr nicht unterschätzen, dass in einer in Deutschland weit verbreiteten Zeitschrift Nummer für Nummer gegen die in Aegypten gefundenen biblischen Papyri Sturm gelaufen wird. Das gebildete Publikum folgt leider blindlings dieser Hetzpropaganda, deren WELLEN bis jetzt noch nicht über die Grenzen Deutschlands gedrungen sind, sollten nicht bereits die Auslandsdeutschen davon betroffen sein. Jedenfalls haben die deutschen Papyrologen die dringende Aufgabe, das gebildete Publikum in jeder Weise aufzuklären und die Phantastereien dem verdienten Gelächter preiszugeben. Ich selbst bin bereits in einem Artikel der Deutschen Allgemeinen Zeitung und in zwei Aufsätzen in der Zeitschrift *Junge Kirche* den Herren *Am heiligen Quell* mit aller Entschiedenheit entgegengetreten. Ob mit Erfolg ist eine andere Frage. Mein letzter Aufsatz in der *Jungen Kirche* vom 7.8.37 scheint doch nicht ohne Eindruck auf den Leiter der Ludendorff'schen Zeitschrift geblieben zu sein. Denn Herr LÖHDE tritt dort in der Folge 11 vom 5. September 1937 unter allerlei Winkelzügen den Rückzug an und sucht seine Leser durch billige Witzeleien über seine wohlverdiente Niederlage hinwegzutäuschen, wenn er z.B. mir „weiteren Erfolg beim Aufstöbern der Manuskripte des ersten Verfassers der Bibel, d.h. Jahweh's“ wünscht und sich über die Werbung für das „Gotteswort“ durch Papyri lustig macht oder seinen Spott über die professionale Polemik und Papyrigläubige ausschüttet. Dass er aber durch seine Artikel über „gefälschte biblische Papyri“ die Köpfe des deutschen Lesepublikums in die folgenschwerste Verwirrung gebracht hat, bereitet diesem verantwortungslosen Journalisten keine weiteren Kopfschmerzen. Dies war ja eben der Zweck der Uebung!

Carl SCHMIDT.

Zum gegenwärtigen Stand der Katagraphe-Lehre

Inhaltsübersicht

Einleitung.

- I. *Der status controversiae.* — 1. Bedeutung und Schwierigkeit des Problems (S. 383). 2. Ueberblick der Entwicklung der Lehre (S. 384). 3. Ergebnis (S. 387).
- II. *Entwicklung von Registrierung zu Beurkundung.* — 4. Amtsakt oder Parteiakt (S. 388). Die altalexandrinische Katagraphe (S. 389). 6. Die agoranomische Katagraphe in der Chora (S. 393). 7. Katagraphe und Urkundenvollendung in der früheren Kaiserzeit (S. 395). 8. Katagraphe und Anagraphe (S. 399). 9. Registrierung und Beurkundung nach der Registrierungstheorie (S. 402).
- III. *„Oeffentliche Uebereignungsurkunde“ und „Amtsprotokoll“.* — 10. „Beurkundungstheorie“ und „Protokollstheorie“ (S. 406). 11. Agoranomische Urkunden: a) Kauf- und Abstandsurkunden aus Gebelèn (S. 411); b) Spätptolemäische Katoekenveräußerungen aus dem Herakleopolites (S. 418); c) Kaiserzeitliche Homologien (S. 419). 12. Synchoresisurkunden (S. 421). 13. Diagraphai (S. 425). 14. Die Katagraphe als Rechtsvollendung und die Frage der Doppelbeurkundung (S. 427). 15. Katagraphe und δημόσιος γρηματισμός (S. 430).
- IV. *Wesen und Bedeutung der Katagraphe.* — 16. Urkundenerrichtung und Uebereignung (S. 436). 17. Die Frage der Wesentlichkeit der Katagraphe (S. 440). 18. Katagraphe und Eigentumsübertragung (S. 445). 19. Eigenartigkeit des Liegenschaftsrechts (S. 447).
- V. 20. *Die byzantinische Katagraphe* (S. 448).

Schlusswort (S. 449).

Eine neuerliche Erörterung des Katagraphe-Problems mag manchem lästig erscheinen, insbesondere wenn sie durch jemanden erfolgt, der dasselbe schon vor Jahren mit allem Detail behandelt hat¹. Inzwischen ist die Frage mehr-

¹ Die öffentliche und private Urkunde im römischen Aegypten (Abh.

fach eingehend erörtert worden, in Darlegungen, die einander scharf widersprechen, vor allem von ERNST SCHÖNBAUER, der eine neue Lehre entwickelte ¹ und von ERNST RABEL, der seine alte Ansicht eindringlich begründet und kritisch verteidigt hat ². Daneben liegen die mit diesen Ansichten mehr oder weniger sich berührenden Ausführungen von KUNKEL, STEINACKER, ARANGIO-RUIZ, Angelo SEGRÉ, WESTERMANN und zahlreiche kürzere Aeusserungen anderer ³. Der augenblickliche Stand der Lehre muss im objektiven Betrachter einen mehr denn je zerfahrenen und schwankenden Eindruck erregen. An dem nicht allzu reichen Quellenmaterial wird herumgezerrt, in einer an das Bild mancher romanistischer Kontroverse erinnernden Weise, bei welcher jede Theorie dieselbe Stelle zu ihren Gunsten glaubt ausnützen zu können. Wenn ich bei dieser Sachlage aufs Neue der Frage mich zuwende, so geschieht es hauptsächlich, weil ich glaube, dass die gegenseitig so scharf sich bekämpfenden Theorien, zum Teil wenigstens, einander im Wesen weit näher stehen, als die Verschiedenheit der Formulierung und der Ton der

der phil.-hist. Kl. der Sächsischen Akademie der Wissenschaften 31. III.) (1920) S. 227 ff.; im folg. zitiert: *Oeff. Urk.*

¹ *Beiträge zur Geschichte des Liegenschaftsrechts im Allertum* (1924) 1 ff., im folg. zitiert: *LiegR.*; vgl. schon vorher *Sav.-Z.* 39, 237¹; seither: *Sav.-Z.* 50, 692 ff.; *Arch. f. Pap.-F.* 10, 178 ff.; *Atti del IV congresso internazionale di papirologia*, Firenze 1935, p. 435 f., im folg. zitiert: *Atti.*

² *Sav.-Z.* 54, 189 ff.; vorher *Sav.-Z.* 28, 360/1; *Verfügungsbeschränkungen des Verpfänders* 106 f., 73; *Basler Papyri, Abh. d. Göttinger Ges. d. Wiss., Phil.-hist. Kl. N.F. XVI. 3.* S. 38; *Sav.-Z.* 32, 426; 45, 534 f.

³ KUNKEL, *Gnomon* 3, 154; *Sav.-Z.* 48, 302 f.; 51, 237 f.; STEINACKER, *Die antiken Grundlagen der frühmittelalterlichen Privaturkunde* 131 f.; ARANGIO-RUIZ, *Lineamenti del sistema contrattuale nel diritto dei papiri* 26 f.; Angelo SEGRÉ, *Rendiconti R. Accad. dei Lincei, Ser. VI., vol. IV,* p. 149 f., 156 f.; *Aegyptus*, 10, 213 f.; WESTERMANN, *Slavery in Ptolemaic Egypt* 11 f.; vgl. auch WEISS, *Griechisches Privatrecht*, I, 267 f. und *passim*; v. WOESS, *Urkundenwesen* 60 f.; KOSCHAKER, *Neue keilschriftliche Rechtsurkunden aus der El-Amarna Zeit (Abh. Sächs. Akad., 39, 5)* 81; PRINGSHEIM, *Sav.-Z.* 50, 388; 53, 517 f.; EHRHARDT, *Justa causa traditionis* 161 f.; *Sav.-Z.* 51, 130 f., 144 f.; WIEACKER, *Lex commissoria* 94 f.

Polemik es erkennen lässt. Dies vermag freilich ohne neuerliche Polemik meinerseits nicht dargetan zu werden, worin aber — wie ich hoffe und herzlich wünsche — niemand einen Mangel an wissenschaftlicher und persönlicher Achtung gegenüber den Gelehrten erblicken wird, gegen deren Ansichten die folgenden Ausführungen sich vorwiegend richten.

I. DER STATUS CONTROVERSIAE

1. Zunächst für den nicht unmittelbaren Fachmann ein Wort darüber, warum wir Juristen über das Wesen der Katagraphe seit langen Jahren so heftig streiten und worin die Schwierigkeit der Verständigung liegt. Bei allem Zweifel steht fest, dass als Katagraphe ein Tatbestand bezeichnet erscheint, mit dem der Eigentumserwerb an Grundstücken und Sklaven verknüpft ist, der in den Papyri ein ganzes Jahrtausend hindurch — vom III. vorchristlichen Jahrhundert bis in das VII. nachchristliche Jahrhundert hinein — immerzu auftritt und ausserhalb Aegyptens in weiten Gebieten des Hellenismus, in zerstreuten griechischen Inschriften¹, in Urkunden aus Dura², im Chariton-Roman³ und im syrisch-römischen Rechtsbuch begegnet. Nun ist nicht nur die Frage des Eigentumserwerbs schon an sich eine der wichtigsten einer jeden Rechtsordnung, sondern das Katagraphe-Problem hängt mit der Frage der juristischen Natur der Kauf- und Uebereignungsurkunden, wie auch mit zentralen papyrologischen Problemen des Notariats-, Archiv- und Bibliothekswesens aufs engste zusammen. Die beson-

¹ Dazu RABEL, *Verfügungsbeschränkungen* 107; *Sav.-Z.* 54, 205 f.; PARTSCH, *Gött. gel. Anz.*, 1911, S. 752; WEISS, *Griechisches Privatrecht*, I, 267⁸¹, 305; vgl. auch SCHÖNBAUER, *LiegR.* 114.

² *Dura-Pergament* 23, lin. 21 (180 n. Chr.), publ. von WELLES, *Papyri und Altertumswissenschaft* (1934), S. 382 f.

³ Vgl. PRINGSHEIM, *Kauf mit fremdem Gelde* 39 f.; PARTSCH, *Heidelb. Sitz. Ber.*, 1916, 10. S. 15; RABEL, *Sav.-Z.* 54, 208; SCHÖNBAUER, *Atti* 453 f.

dere Schwierigkeit lässt sich aber — so sehr auch der Vergleich im übrigen hinkt — in gewissem Sinn der der Litis-kontestationslehre der klassischen römischen Prozessgeschichte an die Seite stellen: immerzu wird auf die Kata-graphe Bezug genommen, wir hören dass sie erfolgt sei oder erfolgen soll, aber vor der byzantinischen Epoche vermögen wir sie in Aegypten bisher niemals unmittelbar zu fassen, nirgends bezeichnet ein Akt sich direkt als die Kata-graphe. Daher das Rätselraten um die Frage, was sie war.

2. In den Anfängen bezog man sie allseits, auf die Urkunde über den Kauf, den Kaufbrief, die schriftliche Kaufurkunde¹. Demgegenüber wurde *καταγράφειν* zum erstenmal als Registrierung aufgefasst von GRENFELL und HUNT. Die beiden Gelehrten, deren Gedächtnis bei dieser Zusammenkunft gehuldigt wird und an denen die Vertreter der juristischen Papyrusforschung stets bewunderten, wie sehr sie als Nichtjuristen auch die juristischen Probleme beherrschten und welches Verständnis sie als Engländer auch der Problematik kontinentaler Rechtshistoriker entgegenbrachten, haben in den ersten Oxyrhynchos-Bänden — 1898-1903 — *καταγράφειν* stets mit „to register“ übersetzt (*Oxy.*, I, 170; II, 327, 328; in III, 472 dreimal), inmitten der weiteren Entwicklung der Lehre jedoch an dieser Deutung nicht festgehalten². Ihnen folgten 1905 in den Flinders Petrie Papyri auch MAHAFFY und SMYLY³. Im Jahre 1907 hat RABEL, unter hauptsächlicher Bezugnahme auf dieselben Urkunden, — zunächst nur ganz kurz und nebenbei die Frage streifend — von Juristen zum erstenmal gleich-

¹ Vgl. die Angaben *Oeff. Urk.* 233².

² Schon 1900 wurden in *Fay.* 100, lin. 14, die *καταγραφαι* auf „legal contracts“ bezogen; aus späterer Zeit vgl.: *Oxy.*, XII, 1562; XIV, 1636, lin. 42 f. und Anm. dazu; 1703, 1704, wo die K. der damaligen Lehre gemäss als „conveyance“ aufgefasst wird.

³ *P. Petr.*, III, p. 148.

falls die Ansicht vertreten, dass „καταγράφειν“ wörtlich und seiner Hauptbedeutung nach registrieren heisst¹. Beurkundung oder Registrierung wurde daraufhin der wesentliche Streitpunkt. Die Ansicht der Registrierung fand überwiegend Ablehnung², die der Beurkundung hat sich gefestigt. PARTSCH in seinen ersten Stellungnahmen zur Frage, die dann in späteren weitblickenden Ausführungen mancherlei Wandlung erfuhren³ und vor allem MITTEIS in seinen *Grundzügen*, S. 176 f., haben die Katagraphie als Auflassung, bezw. Auflassungsurkunde aufgefasst. Bei aller sonstigen Verschiedenheit ihrer Auffassungen wurde dabei das καταγράφειν auf die beurkundete privatrechtliche Verfügung (Auflassung, Anerkennung) des Veräußerers bezogen, wobei auf die Art der Urkunde und ihrer Errichtung kein weiteres Gewicht gelegt wurde. In diesem Entwicklungsstadium der Lehre hat der Verfasser das Problem in seiner 1920 erschienenen Arbeit behandelt, die die privatrechtliche Bedeutung der öffentlichen Beurkundung — im Gegensatz zur privaten — für verschiedene Arten von Rechtsgeschäften untersuchte und in diesem Zusammenhang vor allem darauf Gewicht legte, dass für die Katagraphie in den ersten Jahrhunderten der Kaiserzeit die öffentliche Beurkundung wesentlich gewesen ist (daselbst S. 148 f., 236 f., 262 f.). Für diese Epoche ist die Katagraphie als die öffentliche (von einer öffentlichen Urkundsperson errichtete) Uebereignungsurkunde gedeutet worden (*a.a.O.*, S. 233 f.). Dabei kam es mir des Näheren darauf an, das Verhältnis der Katagraphie zu allen anderen die Uebereignung betreffenden, materiell wie formell verschiedenartigen Urkunden — zum Kauf, zur παραχώρησις und ähnlichen Erklärungen einerseits, zu den

¹ Sav.-Z., 28, 360/1.

² Lit.-Angaben *Oeff. Urk.*, 229¹.

³ Vgl. *Gött. gel. Anz.*, 1910, S. 751 f.; *Heidelb. Sitz. Ber.*, *a.a.O.*, S. 8. f.; der Registrierungslehre entgegenkommender *Lenel-Festschrift*, S. 145 f.

Privaturkunden andererseits — genauer zu bestimmen¹. Jene Untersuchung hatte sich beim damaligen Quellenstand noch ganz auf die frühere Kaiserzeit zu beschränken (vgl. unten II, 5). Erst das 1922 in *B.G.U.*, VI, veröffentlichte Gesetzesfragment in Nr. 1213 aus dem III. Jahrh. v. Chr. brachte auch für die ältere Ptolemäerzeit eine festere Grundlage und es war SCHÖNBAUER's grosses Verdienst, daraufhin in seinem gedankenreichen Buche „*Beiträge zur Geschichte des Liegenschaftsrechts im Altertum*“ (1924), in dessen Mittelpunkt zwar das Katagraphe-Problem steht, dessen Bedeutung sich aber keineswegs darin erschöpft, die Bestimmungen des *P. Hal.*, 1, lin. 242 f. zum erstenmal bestimmt auf die Katagraphe bezogen² und als Ausgangspunkt der ägyptischen Katagraphe-Geschichte behandelt zu haben. Nach der von ihm entwickelten Lehre sei nun die Katagraphe eine amtliche Niederschrift oder Amtsschrift, nach seiner neuesten Formulierung ein „amtliches Protokoll“ gewesen (vgl. unten III, 10). SCHÖNBAUER's Lehre hat vielfache Zustimmung und Gefolgschaft gefunden³. Be-

¹ Meine Ausführungen, die erst 1920 erscheinen konnten (s. Vorwort), deckten sich in wesentlichen Punkten mit der zeitlich mit ihr sich kreuzenden Abhandlung von PARTSCH, *Heidelb. Sitz.-Ber.*, a.a.O. Auf diese Arbeit des genialen Forschers konnte ich nur in einem kurzen Nachtrag (S. 291 f.) eingehen und darin zu einigen Ergebnissen derselben Stellung nehmen. Während aber PARTSCH das *καταγράφειν* hauptsächlich auf die privatrechtliche Verfügung selbst und die diesbezüglichen Klauseln bezog (dieselbst S. 10 f.), bezog ich sie auf die Urkunde und deren Errichtung (vgl. unten IV, 16), wobei Ausgangspunkt und Schwerpunkt meiner Darlegung auf dem Moment der öffentlichen Beurkundung lag (so schon in der ungarischen Festgabe für Prof. B. v. GROSCHMID, *Eigentumsübertragung und Kausalgeschäft im Recht der griechischen Papyri*, Budapest 1912). Gegenüber mehrfacher irriger Darlegung des literarischen Sachverhaltes vgl. SCHÖNBAUER, *Atti*, 440 f.

² Zustimmend WILCKEN, *U.P.Z.*, I, S. 615. Erwogen wurde eine solche Beziehung auch schon von den Herausgebern (betreffs lin. 246), *Dikaiomata*, S. 146; dagegen PARTSCH, *Heidelb. Sitz.-Ber.*, S. 10, Anm. 2 a.E.; *Lenel-Festschrift*, 121 f.

³ Dazu SCHÖNBAUER, *Arch. f. Pap.-F.*, 10, 181 f., Anm. 9 und die Angaben bei RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 190².

kämpft wurde sie hauptsächlich 1934 von RABEL, *Sav. Z.*, 54, 189 f., der ihr gegenüber seine alte Ansicht, Katagraphie sei Registrierung, verteidigt und eingehend entwickelt hat.

Daraufhin hat SCHÖNBAUER in seinem am IV. internationalen Papyrologenkongress 1935 gehaltenen Vortrag zu Pisa (*Atti*, S. 435 f.) die heutigen Hauptlehren mit dankenswerter Klarheit einander gegenübergestellt und dabei drei Haupttheorien unterschieden: die seinige, die er jetzt als Protokollstheorie bezeichnet; die Registertheorie RABEL's; und die Urkundstheorie, die er in derjenigen Gestalt erörtert und kritisiert, die sie in meiner Schrift gefunden hat¹. So sei es nun auch mir gestattet, meine Ansicht mit den beiden anderen Lehren zu konfrontieren.

3. Um das Ergebnis vorwegzunehmen: die neuen Quellen haben es m.E. überaus wahrscheinlich gemacht, dass das älteste Katagraphiein, wie es uns für Alexandrien überliefert ist, ein Registrierungs-, ein Eintragungsakt gewesen ist (s. unter II. 5.). Nachdem es aber in die Kompetenz der öffentlichen Notare überging, ist diese Bedeutung des Katagraphiein verblasst und damit nunmehr die Urkunderrichtung bezeichnet worden. Es lässt sich nicht erkennen, ob und inwieweit dies schon vor der „Blütezeit der Bibliotheken“ der Fall gewesen ist. Für diese Zeit, auf welcher der Schwerpunkt auch der folgenden Ausführungen liegt, halte ich jedenfalls an der Ansicht fest: Katagraphiein ist zwar nicht die Uebereignung, aber die *Errichtung* der öffentlichen Uebereignungsurkunde, *καταγραφή* diese Urkunde selbst. Was die besondere „amtliche Niederschrift“ oder „Amtsschrift“ anlangt, ist m.E. nicht ersichtlich, worin sie von der öffentlichen Uebereignungsurkunde sich unterschie-

¹ Zwecks Vermeidung des allzu langen „öffentliche Urkundstheorie“, was das Wesen meiner Ansicht deutlicher zum Ausdruck bringen würde, will auch ich, mit diesem Vorbehalt, mich der von SCHÖNBAUER eingeführten Terminologie bedienen.

den hat. Für die Existenz eines von dieser sich unterscheidenden „amtlichen Protokolls“, das für die Uebereignung von Grundstücken und Sklaven erforderlich gewesen sein soll, fehlt m.E. der Beweis (unter III.-IV.). Auch daran halte ich fest, dass ein besonderer Akt, der *καταγραφή* genannt wurde, in der Kaiserzeit eine formale Voraussetzung des Eigentumserwerbs nicht gewesen sein kann (dazu s. mit über das früher darüber Gesagte hinausgehenden Argumenten unter IV, 17.-18.).

II. ENTWICKLUNG VON REGISTRIERUNG ZU BEURKUNDUNG

4. Wie mir scheint, liegt der wesentlichste Gegensatz nicht nur in den Meinungen, sondern auch in der Entwicklung der Katagraphe darin, ob dieselbe einen Amtsakt oder einen Parteiakt darstellt. In den im übrigen voneinander wesentlich verschiedenen Lehren von MITTEIS und PARTSCH lag der Ton zunächst durchaus auf dem Parteiakt¹. Nach der Lehre sowohl von RABEL wie von SCHÖNBAUER liegt er hingegen auf dem von den beiden verschieden gedachten Amtsakt, wobei aber keine der beiden Lehren diesen Gesichtspunkt rein durchzuführen vermag: denn RABEL muss das *καταγράφειν* zugleich auf den Parteiakt beziehen, der den von ihm vorausgesetzten Amtsakt der Registrierung herbeiführen soll², bei SCHÖNBAUER hingegen wird „die Tätigkeit des Beamten nur als Mitwirken aufgefasst, der eigentlich Handelnde ist der Verkäufer, der das Rechtsgeschäft vornimmt“³. Auch in meiner Anschauung verbinden sich für die von mir behandelte Zeit die beiden Elemente: in der öffentlichen Urkundenerrichtung liegt ein Amtsakt, dessen Inhalt der beurkundete Parteiakt ist. Auch in anderen

¹ Später fand bei PARTSCH, *Lenel-Festschrift*, 147, auch das Publizitätsmoment entsprechende Betonung.

² Vgl. *Sav.-Z.*, 28, 361 Anm.; 54, 219, 227.

³ *LiegR.* 28.

neueren Stellungnahmen kombinieren sich die beiden Elemente.

Völlig klar liegt die Frage nur für die byzantinische Zeit, in welcher vom IV. Jahrhundert ab regelmässig der Kaufvertrag, in welchem der Verkäufer πεπραχέναι καὶ καταγεγραφεῖν erklärt, sich selbst als die καταγραφή bezeichnet (vgl. unter IV, 16.). Da erscheint die καταγραφή als reiner Parteiakt, als der Akt der Uebereignung, den der Veräusserer mittelst chirographischer Urkunde dem Erwerber gegenüber vornimmt. Demgegenüber sagen die Gesetze vom Anfang der gräko-ägyptischen Entwicklung aus dem III. vorchristlichen Jahrhundert: οἱ ταμίαι καταγράφοντων (P. Hal., 1, lin. 245 f.; B.G.U., VI, 1213, lin. 9). Da ist das καταγράφειν Amtsakt, der durch die Tamiai vollzogen wird (dazu weiter unter 5.). Von diesem Amtsakt der frühptolemäischen Zeit zum reinen Parteiakt der byzantinischen Epoche führt eine 5-600 Jahre währende Entwicklung der Katagraphe im ptolemäisch-römischen Aegypten, innerhalb welcher das καταγράφειν bald vom Beamten, bald von der Partei vorgenommen erscheint. Inmitten all der tiefgreifenden Wandlungen, die Beurkundungs-, Notariats- und Archivwesen während dieses Zeitraumes durchgemacht haben, muss da zweifellos auch hinsichtlich der Katagraphe mit allerlei Uebergängen gerechnet werden¹, die sich allmählich und möglicherweise nicht überall gleichzeitig vollzogen haben.

5. Was die Katagraphe der Ptolemäerzeit gewesen sei, musste ich seiner Zeit ausdrücklich als eine „offene Frage“ bezeichnen, die sich bei der Dürftigkeit der Quellen damals

¹ Von „sehr dunklen Uebergängen“ spricht auch RABEL, Sav.-Z., 54, 191, ohne jedoch diesem Gesichtspunkt im einzelnen seiner historisch aufgebauten Darstellung m.E. genügend Raum zu gewähren (vgl. a.a.O., 229 f.). Umso stärker kommt das Moment der Wandlung bei STEINACKER, a.a.O., 139 f. zur Geltung; vgl. auch v. WOESS, Urkundenwesen, 60 f.

nicht austragen liess¹. Doch war schon zu erkennen, dass die damals vorhandenen wenigen Belege, zum Teil wenigstens, im Sinn der für die spätere Zeit entwickelten Ergebnisse sich nicht deuten liessen². Namentlich *P. Petr.*, II, 23 (4) mahnte zur Vorsicht. Inzwischen hat das Material sich vermehrt³ und insbesondere die Interpretation von *P. Hal.*, 1, lin. 242 f., hat eine lebhaftere Diskussion hervorgerufen, in welcher die Meinungen sehr auseinandergehen⁴. SCHÖNBAUER, der das Verständnis des Textes auf alle Fälle sehr gefördert hat, entwickelte daraus seine Lehre der Amts-

¹ *Oeff. Urk.*, 261⁴, 293, vgl. auch 275.

² Somit wird meiner These zu Unrecht entgegengehalten, dass sie für das III. vorchr. Jahrh. nicht stimme (A. SEGRÉ, *Aegyptus*, 10, 213). Dass ich dieselbe auf diese frühe Zeit nicht beziehen wollte, wurde mit aller Klarheit gesagt (vgl. vorangehende Anm.). Allem Anschein nach ist das Katagraphein älter als die öffentliche Urkunde (SEGRÉ, *a.a.O.*, 217). An eine ptolemäische Katagraphe im Sinne einer Kyrieia-Urkunde (vgl. SCHÖNBAUER, *Atti*, 458) konnte ich umso weniger denken, als ich stets betonte, dass Kyrieia-Klauseln in Kauf-, wie auch Hypothekenurkunden erst viel später, spätestens zu Beginn der Kaiserzeit hochkommen (*Homologie und Protokoll* 48; *Oeff. Urk.* 167, 168 f., 275).

³ Derzeitige ptolemäische Belege für Katagraphe: *P. Hal.*, 1, lin. 245 f. (Mitte III. Jahrh. v. Chr.); *B.G.U.*, VI, 1213, lin. 9 f. (III. Jahrh. v. Chr.); *P.S.I.*, V, 488, lin. 4 (a° 258-7 v. Chr.); *P. Cairo Zenon.*, II, 59140, lin. 18-9 (a° 256 v. Chr.); IV, 59593, lin. 3; *Petr.*, II, 18 (2a), lin. 6 (a° 246 v. Chr.); II, 23 (4), lin. 1; *P. Par.*, 62 = *U.P.Z.*, I, 112, col. VI, lin. 12 (a° 203-2 v. Chr.); *P. Col.*, Inv. Nr. 480, lin. 4-5 (a° 198-197 v. Chr.); *Inscr. Bull. Soc. Roy. d'Arch. d'Alexandrie*, 24 (1929), p. 66 f. = *S.B.*, IV, 7457, lin. 9 (5.-7. Ptolemäer); *P. gr. Wiss. Ges. Strassb.*, Inv. Nr. 277, lin. 68 f. (a° 134 v. Chr.); *P. Lond.*, II, 220, p. 5, lin. 11 f., 15² (a° 133 v. Chr.).

⁴ Literatur: *Dikaiomata*, S. 140 f.; MITTEIS, *Sav.-Z.*, 34, 463 f.; PARTSCH, *Heidelb. Sitz.-Ber.*, 1916, Abh. 10, S. 15, 18 f. Anm.; *Lenel-Festschrift* 108 f., 121 f.; FEIST-PARTSCH-PRINGSHEIM-SCHWARTZ, *Arch. f. Pap.-F.*, 6, 349 f.; WEISS, *Griech. Privatrecht*, I, 264 f.; v. WOESS, *Urkundenwesen*, 18 f., 26; SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 1 f.; *Sav.-Z.*, 50, 692 f.; *Atti*, 452 f.; P. M. MEYER, *Sav.-Z.*, 46, 334 f.; RABEL, *Sav.-Z.*, 45, 520; 54, 209 f.; KUNKEL, *Gnomon*, 3, 154 f.; STEINACKER, *Die antiken Grundlagen der frühmittelalterlichen Privaturkunde*, 134 f., 161; ARANGIO-RUIZ, *Lineamenti del sistema contrattuale nel diritto dei papiri*, 26 f.; A. SEGRÉ, *Aegyptus*, 10, 214 f.; SCHWABH, *Arch. f. Pap.-F.*, 11, 57 f.; SCHUBART, *ibid.*, 12, 32 f.

schrift, an welcher er für die folgenden Jahrhunderte festhielt. Demgegenüber haben STEINACKER, in Ausführungen, die zur Klärung des historischen Verlaufs beitrugen, wie auch Angelo SEGRÉ, P. M. MEYER und dann vor allem RABEL das *καταγραφόντων* auf Registrierung der Käufe bezogen.

Es wäre freilich eine Stärkung der „Urkundentheorie“, wenn sich schon dieses älteste Zeugnis auf eine wie immer geartete Urkundenerrichtung beziehen liesse. Doch sprechen da m.E. zwei Erwägungen entschieden gegen eine derartige Deutung und für die Registrierungslehre:

a) In dem *[οἱ δὲ ταμίαι καταγραφόντων τὰς ὠνάς κατὰ δήμους καὶ κατα[...]* lässt sich das „κατὰ δήμους“ schwer mit der Vorstellung „eines amtlichen Aufnehmens der Käufe“ in einem Schriftstück oder einer sonstigen Beurkundung vereinen. Denn „nach Demen“ werden nicht „Amtsschriften errichtet“, „Protokolle aufgenommen“ u.dgl., hingegen werden allerdings „nach Demen“ Register geführt¹.

b) Wenn es weiterhin heisst, die Schatzmeister sollen die Käufe katagraphieren „*ἐγγράφοντες πρῶτον μ[ὲν τοῦ ἀποδομέ]νου τὸ ὄνομα πατριαστί καὶ δήμου, ἔπειτα [δὲ τὸ τοῦ πριαμένου] κατὰ ταῦτά καὶ τὸ μ[ὴ]να καὶ τὴν ἡμέραν --- καὶ ὅτι ἂν ἀγ[ορ]άσῃ κτλ.*“, so wäre es m.E. eine unwahrscheinliche gesetzgeberische Banalität besonders anzuordnen, dass die Schatzmeister in ein amtliches Protokoll über den Kauf o. dgl. die Namen des Verkäufers und Käufers und das Objekt hineinschreiben sollen. Hingegen wird diese Anordnung völlig einleuchtend und namentlich das *πρῶτον* ebenso verständlich wie wichtig,

¹ Vgl. STEINACKER, 136; RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 210. Dieser Gedankengang war auch der Grund, weswegen Herausgeber und Spätere — gemäss der herrschenden Lehre der Katagraphie — der Ergänzung *ἀναγραφόντων* den Vorzug geben: vgl. PARTSCH, *Lenel-Festschrift*, S. 121 f. Zweifel auch noch bei KUNKEL, *Gnomon*, 3, 160. Andererseits sei daran erinnert, dass MITTEIS, *Sav.-Z.*, 34, 464 — seiner Anschauung über Anagraphie entsprechend — immerhin auch die Möglichkeit erwog, „*[ἀναγραφόντων]*“ auf „Protokollierung“ zu beziehen.

sobald man die Vorschrift auf die Führung irgendwelcher Register bezieht, die offenbar Publizitätsregister gewesen und nach Personen geführt worden sind ¹.

SCHÖNBAUER selbst wollte in seinem Buch von 1924 die Stelle dahin verstehen, dass die amtlichen Schriftstücke, auf deren Errichtung er das *καταγραφόντων* bezog, in denen „die Käufe amtlich aufgenommen“ wurden und die er sich als „zusammenhängende Schriftsätze“ dachte, „nach Demen geordnet“, d.h. „amtlich gesammelt und aufbewahrt“ wurden ². Das wird aber in der Vorschrift nicht gesagt ³. So hat sich denn auch SCHÖNBAUER 1930 in seiner Besprechung des STEINACKER'schen Buches, dessen Anschauung genähert. Da meint auch er, das alexandrinische Katagraphieren sei nicht auf eine „Einzelurkunde“ zu beziehen (*Sav.-Z.*, 50, 692), dazu sei es erst später geworden (*ibid.*, 695); vielmehr spricht er gleichfalls von „Buchung“, „Verbuchung“ der Erklärungen des Verkäufers (*Sav.-Z.*, 50, 693), von „amtlicher Kaufsbuchung“ (*Arch. Pap.-F.*, 10, 179), indem er meint, dass in Alexandrien „die öffentlichen Organe die *ὄνη* buchen“, und dass „eigene Amtsbücher für die *ὄνη*“ und zwar nach Demen und Phratrien geordnet“ bestanden haben mögen (*Sav.-Z.*, 50, 696). Das käme aber dann m.E. keineswegs auf blosse Niederschrift, vielmehr gleichfalls auf *Eintragung* des Parteigeschäfts in derartige Amtsbücher oder Protokollbücher hinaus ⁴.

¹ STEINACKER, 136², erwägt ein System von Personalfolien, ebenso A. SEGRÉ, *a.a.O.*, 214; ablehnend RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 211; vgl. auch SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 73-4.

² *LiegR.*, 23, 74, vgl. auch *Atti*, 447.

³ Vgl. STEINACKER, 136; KUNKEL, *a.a.O.*, 160.

⁴ Unsicher bleibt, worauf bei einer derartigen Deutung des ältesten *καταγράφειν* im Sinne von Eintragung das durch die frühesten ptolemäischen Quellen nicht belegte Substantivum *καταγραφή* zu beziehen sei. War es das Register (dazu zweifelnd SCHÖNBAUER, *Atti*, 451), oder nur der Eintragungsakt, daneben etwa auch der einzelne Eintrag im Register oder der Registerauszug (so zu *P. gr. Wiss. Ges. Strassb. Inv.*, Nr. 277, RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 220, vgl. STEINACKER, 141¹; SCHÖNBAUER, *Atti*, 454, 456) ?

Ganz gewiss darf man sich diese alexandrinischen Register, wie immer sie auch gewesen sein mögen, nicht nach Art der kurzen Eintragungen vorstellen, wie sie uns aus späterer Zeit in den ἀναγραφῶν-Listen aus Tebtynis in den *P. Mich.* II. vorliegen¹. Andererseits gestatten die genauen Vorschriften des *P. Hal.* auch nicht, das Katagraphlein auf Eintragungen im Wege voller Niederschrift (oder Abschrift) des Geschäfts zu beziehen², etwa nach Art der modernen französischen Publizitätsinstitution der „transcription“, die „la copie d'un acte sur des registres spéciaux tenus dans chaque arrondissement“ ist³. Vielmehr haben PARTSCH und RABEL die alexandrinischen Vorschriften m.E. zu Recht mit dem Immobilienregister von Tenos (*Recueil des inscr. jur. grecques*, I, p. 63 f.) verglichen⁴. Doch müssen und dürfen alle näheren Fragen betreffs der formalen und materiellrechtlichen Natur dieser alexandrinischen Register und vollends die textkritisch wie juristisch so sehr umstrittenen weiteren Bestimmungen des *P. Hal.* für dieses Mal ganz ausser Betracht bleiben.

6. Denn das Katagraphlein ist spätestens zu Anfang des II. vorchristlichen Jahrhunderts sicher in Bezug auf Sklaven (*P. Col. Inv.*, Nr. 480, a° 198-197 v. Chr.), aber wahr-

¹ Dies zu SCHÖNBAUER, *Atti*, 452.

² Ob wir neben der Katagraphierung der ὠνσί in dieser frühesten Zeit in Alexandrien noch mit besonderen Kauf- oder sonstigen Geschäftsurkunden rechnen dürfen, ist eine durchaus offene Frage, so m.E. zutreffend STEINACKER, 136.

³ PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, I, Nr. 2600. Für manche Vorstellungsweise dürfte auch der Vergleich mit der formalen Umgestaltung der Transcription durch das Gesetz vom 24. Juli 1921 förderlich sein. Danach wurden die „véritables registres“ ersetzt „par un recueil factice formé par le conservateur des hypothèques à l'aide de feuilles volantes fournies par les parties elles-mêmes“, PLANIOL, *a.a.O.*, I, Nr. 2600, Note 1; s. auch COLIN-CAPTANT, *Cours élémentaire de droit civil français* (4. Aufl.), I, p. 95 f.

⁴ PARTSCH, *Lengé-Festschrift*, 107 f., 109; vor allem RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 210 f.; anders SCHÖNBAUER, *Atti*, 453.

scheinlich auch schon in bezug auf Grundstücke in die Kompetenz der Agoranomen übergegangen¹. Wie es dazu kam, darüber hat SCHÖNBAUER einleuchtende Vermutungen geäußert². Die Agoranomen üben aber zu gleicher Zeit und wahrscheinlich schon früher notarielle Funktionen in bezug auf die Beurkundung verschiedenartiger Rechtsgeschäfte, auch solcher über Sklaven und Liegenschaften aus³. Da nun die Käufe und sonstigen Uebertragungsgeschäfte⁴ durch die Agoranomen sowohl beurkundet wie katagraphiert werden⁵, überträgt sich der Sinn des alten griechischen Katagraphein, das von jeher einen schriftlichen Akt im Rahmen der Uebereignung betraf, früher oder später auf die Errichtung der diesbezüglichen notariellen Urkunde. Katagraphe bezeichnet daraufhin nur noch den betreffenden Beurkundungsakt, wie auch die Urkunde selbst.

¹ Ob in *Petr.*, II, 23 (4), das Haus durch einen Beamten und welchen katagraphiert werden soll, ist nicht zu ersehen (vgl. *Dikaiomata*, S. 146; PARTSCH, *Lenel-Festschrift*, 150; SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 27; das Gegenargument von STEINACKER, 141¹, aus dem κλωζ οὖν ποιήσεις trifft aber nicht zu, wie z.B. *P. Mich. Inv.* Nr. 695 = *S.B.*, V, 7568, lin. 1-2 oder *B.G.U.*, VIII, 1827, lin. 14 zeigt). In *Lond.*, II, 220, p. 5, lin. 11-12, heisst es nach WILCKEN'S Vorschlag: τ[ὴν] καταγραφ[εὶν] ποιήσασθαι ἐπ' ἀγορανόμου (vgl. SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 27; WESTERMANN, *Slavery*, 10).

² SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 30 f.; *Atti*, 465.

³ Mit notariellen Funktionen der Agoranomen rechnete ich *Oeff. Urk.*, 33¹, unter Zustimmung von STEINACKER, 151, und wohl auch von PARTSCH, *Lenel-Festschrift*, 153¹, schon für das III. Jahrh. v. Chr.; anders noch SCHÖNBAUER, *Sav.-Z.*, 39, 237. Es wird auch bestätigt durch die Funktion des Agoranomen bei der Ananeosis von Hypotheken, die SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 91 f. aus dem fragmentierten *P. Magd.*, 31, a^o 218 v. Chr., in einer Weise erschlossen hat, die durch *Ent.* 15 glänzende Bestätigung fand. Auch der älteste Hypothekenvertrag *P. Teb.*, III, 817, aus etwas jüngerer Zeit (a^o 182 v. Chr.) ist gemäss der Feststellung WILCKEN'S, *Arch.* 11, 152, eine agoranomische Urkunde; vgl. zur Frage WILCKEN, *P. Freib.*, III (*Abh. Heidelb. Akad.*, 7.), p. 47 f.

⁴ Der früheste sichere Fall einer nicht kaufweisen Katagraphe liegt — soweit ich sehe — in der Schenkung (δωρεζ) der ptolemäischen Inschrift *Bull. Soc. Roy. d'Arch. d'Alex.*, 24, p. 66 f. = *S.B.*, IV, 7457, lin. 9 vor; durch welches Amt die Katagraphe daselbst erfolgte, ist freilich nicht zu ersehen.

⁵ Vgl. STEINACKER, 143-4.

Wann und in welchen Uebergängen dies erfolgt ist, ob die Agoranomen in der Chora überhaupt Publizitätsregister nach Art der alexandrinischen führten, ob und inwieweit die Eintragung auch in diese letzteren als *καταγράφειν* bezeichnet wurde, inwieweit schliesslich die spärlichen einzelnen ptolemäischen Belege für *καταγράφειν* und *καταγραφή*, noch im älteren oder schon in diesem jüngeren Sinn des Wortes zu verstehen seien¹, sind durchwegs überaus zweifelhafte Fragen, die hier nicht näher verfolgt werden können.

7. Für die spätere Zeit, spätestens für die Epoche, die RABEL in diesem Zusammenhang treffend die „Blütezeit der Bibliotheken“ nennt, lässt sich die Registrierungslehre keinesfalls aufrechterhalten. In dieser Hinsicht durfte ich mich der Zustimmung von v. WOESS² erfreuen und auch STEINACKER'S Ausführungen lassen sich nur in solchem Sinn

¹ *P. Petr.*, II, 23 (4), lin. 1 ist sicher auf Registrierung zu beziehen (so schon MAHAFFY-SMYLY, *P. Petr.*, III, p. 148; *Dikaiomata*, S. 146). So auch EDGAR betreffs *P. Cairo-Zen.*, IV, 59593, lin. 3, in der Note. Betreffs *P. Col.*, Inv. Nr. 480, lin. 4-5, gehen die Ansichten von WESTERMANN, p. 11 f., SCHÖNBAUER, *Arch.* 10, 178 f., *Atti*, 453 und von RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 219 auseinander, vgl. auch A. SEGRÉ, *Aegyptus*, 10, 215: gegenüber der Vorschrift in *P. Hal.* 1 ist jedenfalls zu beachten, dass hier auch der Preis katagraphiert wird. Zu *P. Par.*, 62, VI, lin. 12, vgl. SCHÖNBAUER, *LiegR.* 28 und ihm zustimmend WILCKEN, *U.P.Z.*, I, p. 518, anders RABEL, *a.a.O.*, 219. Am ehesten rechne ich bereits mit der jüngeren Bedeutung in der Inschrift *S.B.*, IV, 7457, lin. 9 (dazu unter II. S. c. und IV. 16.) und *P. gr. Wiss. Ges. Strassb. Inv.* Nr. 277 (hierzu SCHÖNBAUER, *LiegR.* 27; STEINACKER, *a.a.O.*, 141¹; RABEL, *a.a.O.*, 220).

² Da die Registrierungslehre, *Sav.-Z.*, 54, 191, gerade für die römische Katagraphe die Zustimmung von v. Woess für sich in Anspruch nimmt, sei gestattet diesen wörtlich zu zitieren: „Während man für die Ptolemäerzeit noch zweifeln kann, ob *καταγραφή* einen Registrierungs Vorgang oder eine Parteienerklärung bedeutet“ (in dieser Hinsicht stimme ich jetzt RABEL zu, s. oben unter 3. und 5.), „so sind für die römische Zeit die Zweifel durch die übereinstimmenden Untersuchungen von SCHWARZ und PARTSCH heute gelöst“ (*Urkundenwesen*, 61). Das Darauffolgende deckt freilich meine Meinung keineswegs genau, vgl. oben S. 386 Anm. 1 und unten IV, 16. Die Bemerkungen von v. Woess, *a.a.O.*, 16¹ und 232 berühren demgegenüber nicht das Wesen seiner angeführten Meinung.

verstehen ¹. So bin ich denn für diese Zeit in der Ablehnung der Registrierungslehre auch mit SCHÖNBAUER durchaus einig. RABEL fühlt ja selbst deutlich die Schwierigkeit, wenn er (*Sav.-Z.*, 54, 220) meint, „noch einmal ² begegne der reine Registervorgang in der Augusteischen Zeit in Alexandria“ ³, hingegen spreche „gerade das reiche Urkundenwesen der Kaiserzeit noch immer nicht eindeutig“ (*ibid.*, S. 191) und „die so hell erleuchtete Epoche, in der das römische Besitzarchiv blüht, verberge doch den Rest des Geheimnisses“ (*ibid.*, S. 222). Mir erscheint die Frage gerade für diese Epoche am wenigsten rätselvoll.

Nichtsdestoweniger hält RABEL auch für diese Zeit an der Registrierungslehre fest und fasst sein Ergebnis (*ibid.*, S. 226) dahin zusammen: „Katagraphierung ist also ein Sondername für die Eintragung der betroffenen Rechtsgeschäfte in die Anagraphe-Akten, mit oder ohne Sonderbehandlung.“

Diese Ansicht scheidet aber m.E. an einem entscheidenden Argument. Das *καταγράφειν* soll die „Vollendung“, das *τελειούν* der betreffenden Urkunden mittelst Eintragung in die Anagraphe-Register sein. Nun tragen unsere römischen Kauf- und Uebereignungsurkunden wie auch alle anderen Arten von Geschäftsurkunden häufig die Vollendungsvermerke des Notariats, namentlich auch das „*ἀναγέγραπται διὰ γραφείου*“ oder ähnlich ⁴, aber niemals ist bisher ein ähnlicher *καταγέγραπται*-Vermerk begegnet. Wäre das denkbar, wenn wirklich das *καταγράφειν*, auf das man ju-

¹ Wenigstens vermag ich die Ausführungen STEINACKER's 144-5 über die Wandlung des Begriffs in der Römerzeit nur so verstehen.

² Von mir kursiv gedruckt.

³ Dazu s. sachlich unter III, 12, a.E.

⁴ Vgl. dazu SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 86; v. WOESS, *Urkundenwesen*, 44 f. An Uebereignungsurkunden mit dem *ἀναγέγραπται*-Vermerk vgl. z.B. *C.P.R.*, I, lin. 38, 4, lin. 38; *P. Hamb.*, 62, lin. 20; *B.G.U.*, VII, 1643, lin. 24; mit *ἐντίταται*-Vermerk z.B. *P. Ryl.*, II, 155, 161, 162; zum *κατεχώρισα*-Vermerk vgl. unter III, 15.

ristisch doch so deutliches Gewicht legt, das für derartige Urkunden entscheidende Perfektionsmoment gewesen sein, wenn wirklich der Name der Katagraphe noch immer — wie RABEL, *a.a.O.*, S. 225 meint — „an der Eintragung in die diesbezüglichen Register der jüngeren Ordnung gehaftet“ haben sollte?

Freilich wird in einer Reihe von oxyrhynchitischen Urkunden aus dem ausgehenden I. Jahrhundert n. Chr., die zu voller Beruhigung zu erklären m.E. bisher keinem glückte, der Agoranom zum *καταγράφειν* von Käufen über Grundstücke und Sklaven (*Oxy.*, I, 170; II, 242, 327-328; III, 581), dagegen betreffs anderer Geschäfte, zu denen auch Hypothezierungen gehören, zum *ἀναγράφειν* angewiesen¹. MITTEIS meinte, dass auch das *ἀναγράφειν*, ebenso wie das *καταγράφειν* bei Kaufurkunden, hier auf die Errichtung selbst, auf die Beurkundung zu beziehen sei. Mag dies auch in Fällen, wo eine Urkunde noch nicht vorlag², zutreffen, so braucht andererseits der Sinn der beiden Anweisungsarten keineswegs der gleiche zu sein³, wie inzwischen auch SCHÖNBAUER ausführte. Denn diese Anweisungen zum *καταγράφειν* finden auch ihre Parallelen in den Aufträgen „ὄς ἐλευθέρωσιν“ bei Freilassungen (*Oxy.*, I, 48, 49; II, 349), was natürlich ganz sicher nicht auf Registrierung, sondern nur auf Ausstellung des Freiheitsbriefes bezogen werden kann⁴.

Wenn man von diesen wie gesagt noch nicht endgültig aufgeklärten, aber für unsere Frage auch nichts Bestimmtes besagenden Urkunden absieht, fehlt m.E. jedes Anzeichen

¹ Vgl. MITTEIS, *Grundz.*, 82²; *Chrest.*, p. 194 f.; Jörs, *Sav.-Z.*, 34, 124 f.; SCHWARZ, *Oeff. Urk.*, 150 f., 248 f.; v. WOESS, *Urkundenwesen*, 139 f.; SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 41 f.; RABEL, *Sav.-Z.*, 28, 360³; 45, 525; 54, 223 f.; A. SEGRÉ, *Aegyptus*, 10, 217 f.

² Vgl. *Oeff. Urk.*, 248 f.

³ Vgl. auch MITTEIS, *Gdz.*, 177³; meine *Oeff. Urk.*, 230.

⁴ Vgl. MITTEIS, *Grundz.*, 271 f.; PARTSCH, *Heidelb. Sitz.-Ber.*, 1916, 10, S. 39 f.; SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 45-46, 68, 126; RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 224.

dafür, dass das *καταγράφειν* in der früheren Kaiserzeit die Eintragung der Grundstücks- und Sklavenkaufverträge in die beim Notariat geführten Listen betreffe. Dass in dieser Hinsicht in *Wess. Spec.* 8, 11 = *MITTEIS, Chrest.* 68 (14 n. Chr.), wo lin. 9 der Käufer vom Verkäufer in bezug auf Grundstücke sagt „[ὅς κ]αὶ κατέγ[ρ]αψέν μοι αὐτούς“ „ein seltenes Zeugnis“ dafür gegeben sein soll, „dass die Herbeiführung der Anagraphierung *καταγράφειν* genannt wurde“¹, ist m.E. eine unhaltbare Vermutung. Sie scheidet sowohl am „μοι“, denn es wird niemals „dem Erwerber“ (oder sonstigen Destinatär) anagraphiert, wie am „αὐτούς“, weil die verkauften Grundstücke allerdings katagraphiert, aber niemals anagraphiert werden, und schliesslich auch, weil es nicht der Verkäufer ist, der zu anagraphieren pflegt (vgl. weiter unter 8.). Das *κατέγραψεν* bedeutet hier, wie wohl auch schon in der viel älteren Parallelstelle einer 1929 von E. BRECCIA publizierten und allseits übersehenen Inschrift aus Kôm Tukala aus der Zeit des 5.-7. Ptolemäers, *S.B.*, IV, 7457, die einen Ehrenbeschluss für einen Schenker von Bauplätzen enthält, der *ἐχαρίσατο καὶ κατέγραψεν τῆι συνόδωι δωρεάν*, dass Verkäufer, bezw. Schenker die zur Bewirkung der Uebereignung erforderliche Urkunde errichtet haben² (vgl. unten IV, 16).

Es fehlt aber auch jedes Anzeichen dafür, dass die Eintragung des Grundstückskaufs in die notariellen Listen von irgendwelcher besonderen, von der aller übrigen Geschäfte verschiedenen juristischen Bedeutung gewesen sein soll³, die eine Verknüpfung mit dem materiellrechtlich so

¹ RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 204. Zur Urkunde SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 46 f., mit Lit.-Ang., vgl. auch *Oeff. Urk.*, 254¹.

² RABEL selbst fragt ja *a.a.O.* zugleich, „sollte darunter hier einmal wirklich die Abstandsschrift gemeint sein?“

³ Welche Rolle in der Kaiserzeit die notarielle Registrierung der Geschäftsurkunden in bezug auf deren Perfektion und Wirksamkeit überhaupt hatte, bedarf auf Grund der für die Ptolemäerzeit grundlegenden neuen Forschung WILCKENS (*U.P.Z.*, I, S. 596 f.) einer eingehenden Detailuntersuchung, die ich mir vorbehalten möchte.

betonten *καταγραφή*-Begriff irgendwie plausibel machen könnte. Wenn die von A.E.R. BOAK publizierten prächtigen *ἀναγραφή*-Listen aus Tebtynis in den Michigan-Papyri, die noch der vollen juristischen Ausbeutung harren, für unsere Frage etwas ergaben, so ist dies m.E. nicht — was nie bezweifelt wurde — „dass auch die Grundstückskäufe¹ in die Anagrapheregister aufgenommen“, d.h. anagraphiert wurden, sondern dass die Grundstückskäufe in dieser Hinsicht in garnichts anders behandelt wurden, als alle anderen vor dem Notariat errichteten Urkunden². Wenn in älterer Zeit, wie auf Grund von *B.G.U.*, VI, 1213 und *P. Hal.*, 1, angenommen werden darf, Schatzmeister und vielleicht auch Agoranomen mit eigener *probatio causae*³ besondere Register über Grundstücks- und Sklavenkäufe führten und der Eintragung in dieselben irgendwelche materielle Bedeutung zugekommen sein mag, so ist alldies in der Zeit der Bibliotheken durch letztere völlig verdrängt worden. Die notarielle Grundstücks- und Sklavenveräußerung hatte nun die Ermächtigung der Bibliotheke zur Voraussetzung, doch hat sich dabei die Erscheinung der Katagraphe als solche auf keine Weise mit der Bibliotheke verknüpft. Diese hat mit ihr direkt nichts zu schaffen⁴. Das Katagraphein gehört ganz in den Funktionenkreis des öffentlichen Notariats und betrifft den Vorgang der zur Uebereignung gehörigen Urkunderrichtung, ohne sich *auf besondere Weise* mit dem Anagraphieren oder mit irgendwelcher sonstiger notarieller Registrierung zu verknüpfen.

8. Die Anagraphe und sonstigen Registrierungsverfahren bedürfen zwar, nach WILCKENS Darstellung der ptole-

¹ Ebenso aber auch die Sklavenkäufe: *Mich.*, II, 121 Verso VI, 18; 123 Recto VII, 48; VIII, 18; XIII, 24.

² Auch von RABEL, *a.a.O.*, 227 mit Vorbehalten zugegeben.

³ SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 66; STEINACKER, *a.a.O.*, 160 f.

⁴ Vgl. *Oeff. Urk.*, 231 f.

mäischen Vorgänge auch für die Kaiserzeit einer neuen Untersuchung¹. Immerhin darf hinsichtlich ihrer Verschiedenartigkeit gegenüber der Katagraphe für diese Epoche folgendes hervorgehoben werden :

a) Mit der Vorstellung des Katagraphein verbindet sich von altersher der rechtliche Erfolg des Eigentumsübergangs, während das Anagraphein als ein rein urkundstechnischer Vorgang erscheint. Auf die Katagraphe beruft man sich immer nur mit Hinblick auf den Eigentumserwerb, während dem *ἀναγράφειν* eine spezifisch materiellrechtliche Wirkung nicht beigelegt wird².

b) Objekt des notariellen *ἀναγράφειν* ist immer nur die Urkunde, bezw. das Geschäft³, das des *καταγράφειν* neben der *ὄνή*, der *δωρεά* usw. schon in früher ptolemäischer Zeit (*P. Petr.*, II, 23 [4]) und dann immer mehr auch die Sache, die übereignet wird⁴.

c) Aktives Subjekt des *ἀναγράφειν* ist immer der Beamte, es ist immer reiner Amtsakt. Dagegen tritt das *καταγράφειν* schon in ptolemäischer Zeit neben dem Amtsakt immer mehr auch als Parteiakt des Veräußerers in Erscheinung (vgl. dazu unter IV, 16). Dass der Veräußerer kata-

¹ Vgl. zuletzt v. Woess, *Urkundenwesen*, 31 f. Die folgenden Bemerkungen haben nur die römische Epoche im Auge.

² Auch das ptolemäische Rechtsprinzip des *μη ἀναγεγραμμένα αἰγύπτια συναλλάγματα ἄκυρα εἶναι* im Hermiasprozess betrifft nicht eine spezifische privatrechtliche Wirkung, sondern, soweit überhaupt, allenfalls nur die Wirksamkeit oder Brauchbarkeit ägyptischer Verträge *im allgemeinen*, dazu jetzt WILCKEN, *U.P.Z.*, I, p. 600 f.; II, p. 78; vgl. auch SCHÖNBAUER, *Sav.-Z.*, 50, 694 f. und da Angeführte.

³ Mit dem obigen ist, wie bereits gesagt, nur an das notarielle *ἀναγράφειν* gedacht. Das so vielfach belegbare *ἀναγράφεισθα* von Ländereien und Personen im Kataster bleibt hier natürlich ganz ausser Betracht (Belege bei PREISIGKE, *Wörterbuch*, I, Sp. 83-84; vgl. dazu LEWALD, *Grundbuchrecht*, 74 f.). Die Eintragung im *διάστροφον* der *βιβλ. ἐγκτ.* wird hingegen nie mit *ἀναγράφειν* und ebensowenig mit *καταγράφειν* bezeichnet.

⁴ Ein Beleg, in welchem ausdrücklich die Urkunde, die *συγγραφή*, die *ὁμολογία* oder dgl. Gegenstand der *καταγραφή* wäre, fehlt m.W. bisher.

graphiert, ist nicht erst für das Jahr 14 n. Chr., sondern in der oben II. 7. erwähnten Steintele aus Kôm Tukala, S.B., IV, 7457, jedenfalls schon für das II. vorchristliche Jahrhundert mit Sicherheit belegbar¹. Von der Partei hingegen wird nicht gesagt, sie anagraphiere, indem sie die *ἀναγραφὴ* herbeiführt.

d) Das Katagraphein wird vorgenommen zugunsten des Erwerbers, der demgemäss als Passivsubjekt des *καταγράφειν* in Erscheinung tritt (*καταγράφεται, κατεγράφη*)². Für einen ähnlichen Sprachgebrauch betr. *ἀναγράφειν* fehlt m.W. jede Spur³.

e) Mit dem Gesagten stimmt überein, dass der Veräusserer so oft dem Erwerber das *καταγράφειν* zusagt, sich ihm gegenüber zum Katagraphieren verpflichtet, während ähnliches in bezug auf das Anagraphieren niemals begegnet. Dagegen pflegt ganz so wie das Katagraphieren auch die Errichtung anderer das Rechtsgeschäft betreffender Urkunden von der verfügenden Partei dem anderen Teil zugesagt zu werden, z.B. die *λύσις* oder *περίλυσις* der Schuldurkunde⁴, die Ausstellung einer *ἐξαμάττωρος ἀπογῆ*⁵, die Errichtung einer *συνοικισίου συγγραφῆ διὰ τῶν ἱεροδουτῶν*⁶ u. dgl. Das beruht aber darauf, dass schliesslich

¹ P. Lond., II, p. 5 (a° 133 v. Chr.), wie auch B.G.U., III, 1001, lin. 4 sind in dieser Hinsicht unsicher (RABEL, Sav.-Z., 54, 210). Hingegen ist es auch schon in B.G.U., IV, 1128, lin. 12 (a° 14 v. Chr.); 1131, lin. 14 (a° 13 v. Chr.); 1114, lin. 11 (a° 7-8 v. Chr.), stets der Veräusserer, der katagraphiert. Ob dies etwa auch schon in P. Cairo-Zen. IV, 59593 der Fall ist, lässt sich nicht entscheiden.

² Dazu Oeff. Urk., 232² und SCHÖNBAUER, LiegR. 37 f., 49, 62; Atti, 458. Vgl. als analogen Sprachgebrauch auch B.G.U. VI, 1260 Verso: γῆς ἄρου(ραν) α ἧς πέπρα(τα) der Käufer.

³ Etwas ganz anderes ist es natürlich, wenn der im Kataster (z.B. B.G.U., I, 5, Col. II, lin. 8) oder sonstigen Listen Anagraphierte als *ἀναγεγραμμένος* bezeichnet wird.

⁴ B.G.U., IV, 1115, lin. 46; 1126, lin. 25 f.; 1149, lin. 22; 1171, lin. 29; vgl. Oeff. Urk., 108, 111, 142.

⁵ Vgl. Oeff. Urk., 78 f.

⁶ B.G.U., IV, 1050, lin. 24 f.; 1098, lin. 41 f.; 1101, lin. 19 f. Vgl. P. Par., 13, lin. 9 f.; Teb., III, 815, Fr. 4 Recto, Col. I, lin. 5 f.

f) die Katagraphe hauptsächlich und vor allem die öffentliche *Urkunde* ist, die behufs Uebereignung von Grundstücken und Sklaven errichtet wird: nur so ist es verständlich, dass die *καταγραφή* verlesen, empfangen, übergeben wird, dass man sich auf sie in betreff der Grenzangaben, des Kaufpreises, der Gewährschaftspflicht usf. beruft. Mit dem Wort *ἀναγραφή* hingegen — was besonders zu betonen als Banalität anmuten muss, was aber in diesem Zusammenhang doch der Konstatierung bedarf — wird niemals die Geschäftsurkunde generell oder in irgendwelcher speziellen Beziehung bezeichnet¹.

9. Dass nun *καταγραφή* neben dem Akt des Katagraphierens (vgl. dazu unten IV, 16)² vor allem die Urkunde selbst bezeichnet, ist eine Tatsache, die natürlich auch RABEL niemals entgangen ist. Indem er sie aber mit seiner Grundansicht, wonach das *καταγράψαι* nach wie vor Registrierung sei, in Einklang zu bringen suchte, musste seine Lehre entweder zu Konstruktionen greifen, die mit dem Quellenbefund m.E. nicht vereinbar sind, oder aber die Grundansicht ungewollt preisgeben³. Um das Verhältnis der „Registertheorie“ zur „Urkundstheorie“ in dieser Hinsicht völlig klar zu machen, müssen die verschiedenen Versuche, diese Schwierigkeit zu überwinden, überblickt werden.

In der ersten Aeusserung zur Frage (*Sav.-Z.*, 28, 361, Anm.) hiess es, dass „soweit die *καταγραφή* vom Verkäufer herrührt und daher den Kauf vollzieht, sie deshalb so heisst, weil sie entweder die Eintragungsbewilligung enthält oder

¹ Als Urkunde ist *ἀναγραφή* das Verzeichnis, die Liste u.dgl., aber nicht eine das Rechtsgeschäft irgendwie betreffende Einzelurkunde. Ob das Wort *καταγραφή* dort, wo *καταγράψαι* noch Eintragen, Registrieren war (oben II. 5.), auch das Register selbst bezeichnet hat, ist m.E. zurzeit nicht zu ersehen; betreffs solcher spätbyzantinischer Belege MITTEIS, *Grundzüge*, 177²; RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 232.

² Das Substantivum *καταγραφή* kann neben der Urkunde, auch den Akt des Katagraphierens bezeichnen, so z.B. in *B.G.U.*, IV, 1131, lin. 11.

³ Vgl. dazu die Polemik von SCHÖNBAUER, *Atti*, 438 f.

die Eintragung beim Archiv beantragt“¹. Dem muss aber entgegengehalten werden, dass es einerseits Bewilligungen zu Eintragungen in die Notariatsregister überhaupt nicht gibt, solche zur Eintragung in die Bibliothek hingegen, womit die Katagraphe aber sicher gänzlich zu tun hat, gerade in Kaufverträgen normalerweise nicht begegnen² und dass andererseits der Veräußerer zwar katagraphiert, aber nicht er es ist, der die Eintragung zu beantragen pflegt.

Auf die darauf folgende nächste Erklärung (*Verfügungsbeschränkungen des Verpfänders* 107), wonach „καταγραφή bald die Registrierung bezw. das Registrierte selber ist, bald die Urkunde auf Grund deren die Eintragung erfolgt“, bemerkte ich (*Oeff. Urk.* 229, Anm. 1), dass damit „ein Zugeständnis gemacht sei, das in der Mehrzahl der Fälle von der grundsätzlichen Anschauung in sehr evidenten Weise abführen muss“, worin ich nun SCHÖNBAUER'S

¹ Dabei war offenbar noch an Eintragungen bei der Bibliothek Enkeseon gedacht, anders jetzt, wenn auch nur in zögernder Formulierung, *Sav.-Z.*, 54, 225 f., vgl. auch daselbst S. 232.

² Vgl. *Oeff. Urk.*, 252¹; *Sav.-Z.*, 41, 276; *Aegyptus*, 17, 254 f. Zur Frage, auf die ich anderwärts zurückzukommen gedenke, sei hier einstweilen bemerkt: a) eine Zusage, dass der Erwerber, sofern der Veräußerer Schwierigkeiten machen sollte, die *Katagraphe* selbst soll herbeiführen können, findet sich nur in *B.G.U.*, IV, 1131 (vgl. unten III, 12); b) ähnliche Abmachungen, die ohne von *Katagraphe* zu reden, von einer Mitwirkung des Verfügenden dispensieren (vgl. *Hypothek und Hypallagma* 124 f.), betreffen teils Beurkundungen (so m.E. auch *B.G.U.*, IV, 1127), teils Eintragungen bei der Bibliothek oder der Katoekenbehörde, die beide mit *καταγράψω* nichts zu tun haben; c) doch sind derartige Abmachungen in bezug auf die Bibliothek gerade in Kaufverträgen ganz anormale Erscheinungen, weit mehr in Schenkungen u.dgl., wie auch in Sicherungsübereignungen und Hypotheken gebräuchlich; d) verbreiteter sind derartige Kautzusagen in betreff der *μετεπιγραφή*; e) in bezug auf *ἀναγραφή* kommen Abmachungen dieser Art überhaupt nicht vor; f) ähnliche Zustimmungen in betreff der *δημοσίσιον* von Privaturkunden begegnen erst im III. Jahrh. n. Chr., vorwiegend in Kaufurkunden in Oxyrhynchos (dazu Jörs, *Sav.-Z.*, 34, 112 f.; meine *Oeff. Urk.*, 1 f.; RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 231 f.), diese hat aber mit der *καταγραφή* unbestrittener Weise gar nichts zu tun. Vgl. zu Eintragungsbewilligungen LEWALD, *Grundbuchrecht*, 61; MITTEIS, *Chrest.*, p. 221, 290; v. WOESS, *Urkundenwesen*, 218 f.; RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 222, 232.

Zustimmung fand (*Atti*, 437). Nachdem RABEL, *Sav.-Z.*, 32, 426, die Auflassungslehre von PARTSCH und MITTEIS mit Vorbehalt zwar, aber immerhin als „bestechend“ bezeichnete, glaubte ich (*Oeff. Urk.*, 291) seine nächste Äußerung (*Basler Papyri*, S. 38) wonach „heute sicher sei, dass die *καταγραφή* die *Urkunde* ist, an die sich der *Eigentumserwerb knüpft*“, im Sinne erfreulicher Uebereinstimmung als Preisgabe seiner früheren Ansicht auffassen zu dürfen, wogegen sich aber RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 222, Anm. 4 verwahrte. Wenn er jedoch daselbst (S. 225) „gleich der herrschenden Meinung damit rechnet, dass der Name der *Katagraphie* öffentlichen *Urkunden* zugehört, die den gewöhnlichen Gang der notariellen Errichtung nehmen“, so bezeichnet das SCHÖNBAUER (*Atti*, 439) als „schwer verständlich, weil ja darin die Lehre von SCHWARZ wiedergegeben wäre, die RABEL am Anfange der Abhandlung kräftig ablehnt“.

Noch weiter geht aber daselbst RABEL's letzte Behauptung: „die Wendung, dass der Veräußerer das *Katagraphieren* verspricht, bedeutet nichts anderes, als dass er eine regelrecht durch alle Erfordernisse und Stadien der *notariellen Errichtung gehende Urkunde* zu geben hat... Auf der *ὁμολογία* oder *συγχώρησις τελειωθεῖσα* liegt der volle Nachdruck und ebendasselbe ist die *Katagraphie-Urkunde*“ (*Sav.-Z.*, 54, 227). Das stimmt in der Tat restlos mit meinen eigenen Darlegungen über das Wesen der *Katagraphie* in der früheren Kaiserzeit überein. Da geht die „*Registertheorie*“ völlig in die „*Urkundstheorie*“ über. Wenn freilich hinzugefügt wird, dass der Veräußerer damit „wörtlich bloss verspricht, dass er die *Vollendung* besorgen werde“, so ist das an sich nur eine Erklärung, die am juristischen Wesen nichts ändert, die aber m.E. sich nicht halten lässt. Was der Erwerber in Fällen, wo der Veräußerer ihm — wie in Arrhalurkunden, *Ryl.*, II, 164, *B.G.U.*, I, 50 u. dgl. — das *καταγράψαι* zu versprechen pflegt, benötigt, ist nicht die „*Vollendung*“ einer öffentlichen Kaufurkunde, die ja noch

garnicht da ist, sondern die Errichtung einer solchen¹. Aber davon ganz abgesehen, der neueste Erklärungsversuch, wonach überhaupt „die Kaufurkunde erst Katagraphé heisst, wenn sie vollendet ist“ (*Sav.-Z.*, 54, 223), scheidert an der oben unter II. 7. bereits entwickelten Erwägung, wonach diese Vollendung niemals mit *καταγράφειν*, sondern anders bezeichnet wird. Die „Vollendung“ war freilich für die Wirksamkeit der Kaufurkunde um nichts weniger, aber auch um nichts mehr wichtig, als für die jeder anderen öffentlichen Geschäftsurkunde. Wenn aber die Kaufurkunde erst durch die „Vollendung“, durch die „Registrierung“ zur Katagraphé geworden sein sollte, dann wäre schwer zu verstehen, dass wir im reichen Material der Kaiserzeit bisher niemals von einer *πράσις καταγραφείσα*, von einer *δολογία* oder *συγχώρησις καταγραφείσα* hören². In anderen Fällen, wo die Registrierung von Bedeutung ist, pflegt darauf Bezug genommen zu werden: so wird in der Ptolemäerzeit eine *συγγραφή αἴγυπτία* mehrfach als *ἀναγραφείσα* und in der Kaiserzeit das publizierte Cheirographon regelmässig als *δεδημοσιωμένον* bezeichnet³. Niemals aber bezeichnen Eigentümer, die sich auf ihre Erwerbssurkunde berufen⁴ diese als „katagraphiert“.

¹ Anders mag es freilich in *B.G.U.*, IV, 1131 sein, dazu vgl. unter III, 12, a.E.

² Sollte freilich eine derartige Wendung in Hinkunft begegnen, was durchaus möglich ist, so könnte sie m.E. ohne Schwierigkeit auch im Sinne des öffentlich beurkundeten Kaufs verstanden werden, ähnlich *P. Freib.*, 8, lin. 27 f, wozu vgl. RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 229-30.

³ WILCKEN, *U.P.Z.*, I, S. 601 unter Hinweis auf *Tor.* 13, lin. 9; *Ryl.*, II, 65, lin. 4, woraus er auf irgendwelche rechtliche Vorteile jener *ἀναγραφή* schliesst.

⁴ Vgl. *Oeff. Urk.*, 16.

⁵ Beispiele *Oeff. Urk.*, 254 f. und weiter unter IV, 17. Das Gesagte gilt freilich nach dem bisherigen Quellenstand auch für die Ptolemäerzeit, für die wir das *καταγράφειν* wenigstens zumteil als Registrierung ansehen.

III. „ OEFFENTLICHE UEBEREIGNUNGSRURKUNDE “ UND „ AMTSPROTOKOLL “

10. Meine eigene Ansicht, nach welcher die Katagrapha der früheren Kaiserzeit ¹ eine öffentliche Uebereignungs-urkunde gewesen sei, will besagen: mit diesem Wort wurde die vor einer öffentlichen Urkundsperson errichtete Urkunde, der *δημόσιος γραμματισμός* bezeichnet, worin der Eigentumsverschaffungsakt, im rechtsgeschäftlichen Verkehr also das Uebereignungsgeschäft, welches der Veräußerer dem Erwerber gegenüber vornimmt, verbrieft worden ist ². Dabei wurden frühestens agoranomische Urkunden, erst später Synchronreiseis, und zu allerletzt auch selbständige Diagraphai als Katagraphai angesehen. Bei alledem ist — je nachdem, ob Kauf, Schenkung oder anderes vorlag — an eine alle üblichen, durch die Eigenart der zugrundeliegenden Kausa geforderten Klauseln enthaltende öffentliche Urkunde zu denken; nach den Notariatsgebräuchen, wie sie spätestens zu Beginn der Kaiserzeit ausgereift erscheinen ³, lag dabei der inhaltliche Schwerpunkt der Uebereignungs-erklärung in der üblichen Zusicherung der vollen Herrschaft über die Sache, des *κρατεῖν καὶ κυριεύειν* (Kyrieia-Klausel und demgemäss Kyrieia-Urkunde), ohne dass ich dabei dieser Klausel irgendwelche formale Bedeutung hätte beilegen wollen ⁴.

¹ Vermutlich auch schon der späteren Ptolemäerzeit, worüber aber Sicheres nicht zu ermitteln ist, s. oben II, 6.a.E.

² Die Formulierung des Textes will der Möglichkeit Raum lassen, dass die *καταγραφή* im Exekutionsverfahren einen behördlichen Zuschlags-oder Zuspruchsakt verbrieft (vgl. dazu unten IV, 17. i.).

³ In Unterägypten früher als in Oberägypten, vgl. *Oeff. Urk.*, 168 f.; STEINACKER, 144². Manche der Katoekenland-Transaktionen aus dem Herakleopolites in *B.G.U.*, VIII, 1731 ff. zeigen bereits für die Anfänge des I. Jahrh. v. Chr. den jüngeren Typus der Uebereignungs-urkunde (vgl. unten III. 11. b.).

⁴ Dass es sich dabei nur um eine weit verbreitete, aber keineswegs ausnahmslose Formulierungsweise handelt, der keinerlei formale Be-

Diese Anschauung ist von SCHÖNBAUER in seinem Buch von 1924 abgelehnt¹, neuerdings in seinem Pisaer Vortrag etwas milder als „nicht wahrscheinlich“ (*Atti*, 459) bezeichnet worden. Ihr stellt er seine eigene „Amtsschrifts-“ oder „Protokollstheorie“ gegenüber, für die er freilich, wie für die übrigen auch, nur den Wert einer Hypothese in Anspruch nehmen will².

Was die Katagraphie nach dieser Lehre sei, darüber finden wir verschiedene, nicht völlig gleichlautende Formulierungen. Sie ist ein schriftlicher Akt des Beamten, ein „amtliches Schreiben“, „amtliches Aufnehmen der Käufe“ (*LiegR.*, 15), „amtliches Niederschreiben in einem zusammenhängenden Schriftsatz“ (S. 16), eine „amtliche Aktion und zwar die Aufnahme des Geschäfts in einem amtlichen Schriftsatze“ (S. 23). Neuerdings wird der auch schon früher mitverwendeten Bezeichnung, „amtliches Protokoll“, „Amtsprotokoll“, und zwar im Sinne eines „amtlichen Einzelprotokolls“³ der Vorzug gegeben, wofür die „beste deutsche Uebersetzung « amtliche Fertigung » oder « Stätigung » wäre“ (*Atti*, 441; vgl. *LiegR.*, 87). Dabei „ist der Schreibende eine Amtsperson, der Vertreter einer Behörde; was er niederschreibt und damit rechtlich zur Vollendung bringt, ist der Liegenschaftskauf“; damit „vollendet er das Parteiengeschäft“ (*LiegR.*, S. 26). Es handelt sich um einen „öffentlichen Akt“ oder „Amtsakt“, der das „Rechtsgeschäft vollendet“ (*Atti*, 446, 464), um einen „rechtsvollendenden Formalakt“. Doch

deutung zukam, wurde *Oeff. Urk.*, 198², mit aller Klarheit betont, s. auch SCHÖNBAUER, *Atti*, 447.

¹ Vgl. *LiegR.* insbes. S. 14. Dagegen glaube ich für die römische Epoche in den Ausführungen STEINACKER's, *a.a.O.*, S. 145 im wesentlichen eine Uebereinstimmung konstatieren zu können.

² Vgl. *Atti*, 451, 460.

³ Das kann wohl nur für die Entwicklungsphase gemeint sein, „seitdem die Katagraphie als Einzelurkunde erscheint“, vgl. *Sav.-Z.*, 50, 695, und dazu oben unter II. 5.

ist dabei „ die Partei als die Hauptperson betrachtet worden, nicht der Beamte “ (*LiegR.*, 27); „ die Tätigkeit des Beamten wird nur als Mitwirken aufgefasst, der eigentlich Handelnde ist der Verkäufer, der das Rechtsgeschäft vornimmt “, er „ gibt vor dem Publizitätsbeamten die formelle Verkaufserklärung ab, so dass dieser sie amtlich niederschreibe “ (*ibid.*, 28).

Geschieht nun — und deswegen meinte ich eingangs, ob nicht auch „ Protokollstheorie “ und „ Urkundstheorie “ einander weit näher stünden, als es den Anschein hat und zugegeben wird — bei der Errichtung einer öffentlichen Uebereignungsurkunde nicht das Gleiche? Wird nicht bei jeder öffentlichen Beurkundung eines Uebereignungs-, wie auch jedes anderen Rechtsgeschäfts die Erklärung, die die Partei abgibt, vom Urkundsbeamten oder dessen Vertreter in ein amtliches Schriftstück aufgenommen ¹? Wird nicht mit „ Amtsschrift “, „ amtlichem Protokoll “ über das Parteigeschäft dasselbe gemeint, was ich als „ öffentliche Uebereignungsurkunde “ bezeichnet habe ²? Liegt nicht ein Streit um Worte vor ³? Ein solcher wäre freilich von sehr

¹ Zur Frage, ob und inwieweit es dabei auf das „ amtliche Niederschreiben “ in dem Sinn, dass die Amtsperson zu schreiben hatte, ankam, vgl. unten III. 15. Schlussanmerkung b.

² Freilich gelangt in den Wendungen „ Amtsschrift “, „ Amtsprotokoll “ nur die formale Seite der Erscheinung zum Ausdruck: die Publizität; so wird denn diese Bezeichnung auch für andere δημόσια γρηματ: τμολ verwendet (s. unten III, 15). Ueber die inhaltliche Seite der Katagraphe, die ich als Uebereignungsurkunde bezeichne, ist damit noch nichts ausgesagt. Doch zeigt die Ausführung SCHÖNBAUER'S, *LiegR.*, 56 f., zu *P. Freib.* 8, dass seine Vorstellung vom Inhalt solcher Amtsschriften für die Kaiserzeit von der meinigen sich nicht unterscheidet (vgl. dazu weiter unten III, 12).

³ SCHÖNBAUER konzipierte freilich seine Lehre, wie seine Bemerkung *Sav.-Z.*, 39 (1918), 237¹ zeigt, in Widerspruch gegen die Darlegung von PARTSCH, *Heidelb. Sitz.-Ber.*, Jahrg. 1916, Abh. 10 (1916), S. 8 f. Da war der Gegensatz in der Tat ein fundamentaler. Denn PARTSCH bezog das καταγράφειν damals nur auf die Erklärungen des Veräußerers und die diesbezüglichen Urkundenklauseln. Erst in der *Lenel-Festschrift*, 147, hat auch PARTSCH unter dem Einfluss neuer Literatur und Quellen das

untergeordneter Bedeutung, wenn es sich dabei nur darum handelte, ob man die Katagraphie „ Amtsschrift “, „ Amtsprotokoll “ oder „ öffentliche Uebereignungsurkunde “ nennen soll. Das wäre ein Streit um die heutige Konstruktion oder Definition des historischen Tatbestandes. In Wirklichkeit aber handelt es sich um eine ganz andere grundlegend wichtige Frage, nämlich um die : wie sind die zahlreichen uns auf Papyrus überlieferten öffentlichen Urkunden aus der früheren Kaiserzeit, die eine Grundstücks- oder Sklavenübereignung verbriefen, also die zahllosen agoranomischen Urkunden, Synchoreseis und selbständigen Diagraphai, in welchen ein Veräußerer auf Grund eines Kaufes oder einer sonstigen Uebereignungskausa dem Erwerber das volle Herrschaftsrecht zusichert, juristisch zu bewerten : sind sie Katagraphai oder nicht? Meine Antwort lautet : in der überwiegenden Mehrzahl der aus der früheren Kaiserzeit überlieferten Fälle sind sie es; in vereinzelten Urkunden, wo es nicht der Fall sein dürfte, liegen besondere Umstände vor.

Nun lehrt freilich die Protokollstheorie, dass die Katagraphie überhaupt nicht unter dem Gesichtspunkt „ der Verbriefung individualistischer Willenserklärungen “, (*Sav.-Z.*, 50, 693), d. h. privatrechtlicher Urkunden verstanden werden könne. Es handle sich um eine von der durch bloss privaten Uebereignungswillen sich vollziehenden Eigentumsübertragung des römischen Rechts grundsätzlich verschiedene Erscheinung (*Sav.-Z.*, a. a. O.). Die Katagraphie beruhe auf einem „ Handeln in der Gemeinschaft “, auf

amtliche Moment, die Mitwirkung des Agoranomen betont (dazu vgl. SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 81 f.). Mit meiner 1920 publizierten These hingegen, wonach die Katagraphie wesentlich öffentliche Urkunde sei, hat SCHÖNBAUER die seinige nicht genauer auseinandergesetzt, denn die mehrfach betonte Unterscheidung zwischen „ öffentlicher Privaturkunde “ und „ Amtsschrift “ (*LiegR.*, 75 f.; *Sav.-Z.*, 50, 696; *Arch. f. Pap. F.*, 10, 193; *Atti*, 445 f., 450) ist nicht näher belegt worden, vgl. dazu die weiteren Ausführungen des Textes, insbesondere III, 15.

einer Mitwirkung von Gemeinschaftsorganen bei einem Rechtsgeschäft, „ das nur in der Gemeinschaft, vor dem Demosion vollendet werden kann “ (*Arch. f. Pap.-F.*, 10, 179). Dadurch sei „ der Liegenschaftserwerb aus dem Kreise der Privatrechtsgeschäfte herausgehoben “ (*Atti*, 446). Das sind zweifellos *a priori* sehr ansprechende und weittragende Gedanken¹. Aber wenn man damit zusammenhält, welche Urkunden im einzelnen als *καταγραφική*-Urkunden angesehen werden und was darüber im einzelnen dargelegt wird, so reduziert sich dieses „ Handeln in der Gemeinschaft “ und die Mitwirkung ihrer Organe, soweit ich zu sehen vermag, doch nur darauf, dass der Veräußerer seine Erklärung vor öffentlichen Urkundspersonen abgibt und sie von diesen, nicht anders als es auch bei anderen Rechtsgeschäften geschieht, beurkundet wird. Dass dabei die Urkundsperson in älterer Zeit eine eigene *probatio causae* auszuüben hatte², in späterer nur auf Grund einer Ermächtigung der Bibliothek mitwirken durfte, macht die *καταγραφική* als solche keineswegs zu einer von anderen öffentlichen Urkunden, von vielerlei anderen *δημόσιοι γραμματισμοί*: verschiedenen „ Amtsschrift “.

Die Protokollstheorie hat es freilich unterlassen sich grundsätzlich darüber auszusprechen, welche der uns erhaltenen Urkunden sie als *Katagraphai* ansieht und welche nicht. Dadurch ist das Verhältnis der Lehre zum Quellenmaterial im einzelnen nicht ganz durchsichtig. Aber schon eine allgemeine Erwägung gibt zu denken. *Katagraphai* sollen nach der Protokollstheorie in älterer Zeit vorwiegend in Homologieform (vgl. dazu sogleich unter 11.), später

¹ Vgl. bes. STEINACKER, 168, durch den die oben im Text zitierten Formulierungen beeinflusst erscheinen.

² Dazu SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 24, 66. Dabei ist auch an die mannigfaltigen Kontrollfunktionen des Notars zu erinnern, die für alle öffentlichen Beurkundungen v. WOESS, *Urkundenwesen*, 297 ff., so sorgfältig nachgewiesen hat.

auch in Synchoresisform (vgl. unter 12.) errichtet worden sein¹. Das waren aber allgemeine Urkundsformen für die verschiedenartigsten Rechtsgeschäfte. Gibt es nun in der uns erhaltenen Masse von Homologien und Synchoresisurkunden solche, die sich als „Amtsschriften“ oder „Amtsprotokolle“ von allen übrigen irgendwie absondern? In der bisherigen papyrologischen Urkundenlehre sind derartige Unterschiede nicht bemerkt worden und auch die Protokollstheorie hat dafür m.W. keine Kriterien festgestellt. M.E. sind alle notariellen Homologien und alle Synchoresisurkunden unter sich urkundentechnisch und urkundenrechtlich gleichartige Erscheinungen. Eine genauere Betrachtung der einzelnen Urkunden, in welchen die Protokollstheorie Katagraphai erblicken will, vermag diese Erwägung nur zu bestätigen. Daraufhin sollen die verschiedenen Arten öffentlicher Urkunden im folgenden überblickt werden.

11. *Agoranomische Urkunden*². — a) Diese wurden am frühesten als Katagraphai angesehen (vgl. dazu oben unter II. 6.)³. Dabei legt die „Protokollstheorie“ auf die Homologieform ganz besonderes Gewicht. Das *ὁμολογεῖν* des Veräusserers vor dem Gemeinschaftsorgan sei ursprünglich das Entscheidende gewesen⁴, nach der etwas schwächeren Formulierung, *Atti*, 465, „ist in der ptolemäischen Zeit anscheinend die Homologie-Form bevorzugt worden; in ihr erklärte der Verfügende, vor der Obrigkeit verkauft zu

¹ Zuletzt SCHÖNBAUER, *Atti*, 460, 464 f.

² Diese Bezeichnung wird für die Kaiserzeit in ihrem weiteren, auch die *γραφεῖον*-Urkunden umfassenden Sinn verwendet, wie bei MITTEIS, *Grundz.*, 58 f.

³ Ausdrückliche Beziehung auf den Agoranomen: in der Ptolemäerzeit *P. Col. Inv.*, Nr. 480; *Lond.*, II, p. 5 (?); in Alexandrien in augusteischer Zeit *B.G.U.*, IV, 1114, 1128; in der Chora in der Kaiserzeit *Oxy.*, I, 170; II, 242, 327, 328.

⁴ Vgl. bes. SCHÖNBAUER, *Arch. f. Pap.-F.*, 10, 179 f., 189.

haben“¹. So wird namentlich in dem berühmten Papyrus der Gebelên-Urkundengruppe *B.G.U.*, III, 998 = MITTEIS, *Chrest.*, 252 (a° 101/0 v. Chr.), wo in unmittelbarem Anschluss an eine *ὄνη* der Verkäufer des Grundstücks *ὁμολογεῖ ἀρίστασθαι ἀπὸ τῆς πεπραμένης οἰκίας*, diese Abstandshomologie als die Katagraphe angesprochen². Die in dieser Urkunde vorliegende Spaltung des Uebereignungsvorgangs mit dem Gegensatz von *ὄνη* und *καταγραφή* in Zusammenhang zu bringen, hat von jeher nahe gelegen. An derartiges hatte schon PREISIGKE gedacht³ und vor allem hat MITTEIS mit der inzwischen völlig überwundenen Unterscheidung des obligatorischen und dinglichen Geschäfts die zweite Urkunde als die *καταγραφή* angesehen⁴. Auf Grund ganz anderer Erwägungen und in anderem Sinn ist letzteres auch von mir erwogen worden, doch zögerte ich und zögere auch heute, diese Möglichkeit zu bejahen⁵, weil allen Anzeichen gemäss

¹ Die rechtsgeschäftlichen Homologien habe ich schon in der *Zitelmann-Festschrift* (1913), *Homologie und Protokoll*, 17 f., zum *ὁμολογεῖν* des Beklagten im Prozess in Beziehung gesetzt (so auch SCHÖNBAUER, *Arch. f. Pap.-F.*, 10, 179 f.). Von den damals gewonnenen Ergebnissen (kritisch dazu PARTSCH, *Demotische Urkunden zum ägyptischen Bürgerschaftsrechte* 525 f.)² scheint mir nach wie vor festzustehen, dass in der ptolemäischen Notariatspraxis, im Gegensatz zur späteren, gewissen Geschäften das *ὁμολογεῖν*, die Homologie-Form charakteristisch ist, während es bei anderen vermieden wird. Das *ὁμολογεῖν* bringt dabei das Gestehen, das Anerkennen zum Ausdruck (*a.a.O.* S. 19; vgl. seither auch RABEL, *Sav.-Z.* 45, 527). Welche juristische Bedeutung dies hatte, bedarf aber noch der Aufklärung. Warum erscheinen namentlich die Quittungen regelmässig in Gestalt der Homologie (des „Geständnisses“, Empfangsbekanntnisses), die meist exekutivischen Darlehensschuldscheine der Ptolemäerzeit hingegen nicht? (nur ausnahmsweise, so neuestens P. Adler *Gr.*, 19).

² *LiegR.*, 29 f.; in der Hauptsache zustimmend KUNDEL, *Gnomon*, 3, 154 f.; dagegen mit Argumenten, welchen ich teilweise zustimme, A. SEGRÉ, *Rend. Accad. Lincei*, VI, 4 (1928), S. 156 f. und RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 192 f.

³ *Girowesen*, 440 f., mit freilich längst überholten weiteren Hypothesen, dazu PARTSCH, *Gött. gel. Anz.*, 1911, S. 751-752; *Lenel-Festschrift*, 147.

⁴ MITTEIS, *Grundz.*, 176, 178, 178²; *Chrest.*, p. 287.

⁵ *Oeff. Urk.*, 261 f., 275.

die ἀπίστως ἐπι-*Homologien* etwas durchaus Sekundäres waren, vermutlich keineswegs in allen Fällen errichtet wurden und der Schwerpunkt der Transaktion durchaus auf der vorausgehenden ὄνῃ lag¹, ohne dass ich aber deswegen mit Bestimmtheit diese (in ihrer mit versiegelter Innenschrift perfizierten Gestalt) als die καταγράφῃ ansehen möchte². Dass das Gewicht jedenfalls auf der ὄνῃ lag, dafür kann neben anderen in dieser Hinsicht schon früher angeführten Argumenten (s. vorletzte Anm.) nun auf den in *U.P.Z.*, II, 197 neu herausgegebenen *P. Tor.* 12 (a° 118 v. Chr.) hingewiesen werden, wo gemäss WILCKEN's Darlegung *die Agora-*

¹ *Homologie und Protokoll* (Zitelmann-Festschrift) 47 f.; *Oeff. Urk.*, 155 f., 261, 278. Für die „selbständigen“ Abtretungshomologien (*Hom. u. Prot.*, 32 f.) gilt das oben im Text Gesagte natürlich nicht. — Zu Unrecht behauptet RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 201, dass „seit SCHWARZ ein ständiger Gebrauch griechischer Abstandsurkunden angenommen wird“. Vielmehr habe ich, unter Angabe des Standes der Literatur (*Hom. u. Prot.*, 23²), weit verbreiteten derartigen Anschauungen gegenüber die Möglichkeit gerade des Gegenteils betont (*Hom. u. Prot.*, 54 f., *Oeff. Urk.*, 169). Dass PARTSCH, *Heidelb. Sitz.-Ber.* 1916, 10, S. 21, Note; *Lenel-Festschrift.*, 166¹, oder sonst in diesem Punkt „gegen mich“ „vor der Heranziehung andersartiger Urkunden gewarnt“ haben soll (RABEL, *a.a.O.*, 202), vermag ich nicht zu erkennen; dies konnte wohl schon darum nicht der Fall sein, da meine Arbeit (*Zitelmann-Festschrift*, S. 22 f.) gerade darauf ausging, die vielfach vermengten verschiedenen Funktionen und Terminologien der Abstandshomologien, namentlich die im Anschluss an einen Kauf errichteten von den „selbständigen“ zu sondern (anders noch RABEL, *Sav.-Z.*, 27, 322 f.), wobei auch die Verschiedenheit der demotischen und griechischen Erscheinungen Betonung fand (S. 24 f.).

² Mit dem „ἀπίδοτο-ἐπίδοτο“-Geschäft wird das καταγράφειν verknüpft von Angelo SEGRÉ, *Aegyptus*, 10, 215 f., 217; vgl. auch STEINACKER, *a.a.O.*, 142. Da wir aber gar nicht wissen, ob überhaupt und welche Rolle in der ptolemäischen Agoranomenpraxis der Chora die alten Katagraphe-Register noch spielten (gegen eine solche Annahme namentlich STEINACKER, 142³), bleibt es m.E. zurzeit besser dahingestellt, was in der Praxis von Gebelèn zu jener Zeit unter Katagraphe verstanden wurde. Zu beachten ist freilich auch, dass die ὄνῃ-Protokolle, und zwar mit Innenschrift, bisweilen schon vor der ἐγκύβλιον-Quittung errichtet wurden, so z.B. in *P. Strassb.*, II, 84; *Adler Gr.*, 3, 9. Die oft berührte Frage des Verhältnisses der Katagraphe zur Verkehrssteuer-Zahlung ist einer besonderen Untersuchung noch sehr bedürftig.

nomen auf Anfrage die Auskunft erteilen: οὐ γέγονεν ἐφ' ἡμῶν ὠνή: κατὰ τῆς σῆς οἰκίας ἢ καὶ ψιλοῦ τόπου: nur auf die ὠνή, nicht auf eine ἀφίστασθαι--Homologie oder Katagraphe scheint es anzukommen¹ (vgl. auch unter IV, 17).

Alldies betrifft jedoch die juristischen Wirkungen der in Frage stehenden Urkunden. In diesem Zusammenhang ist aber zur Ansicht Stellung zu nehmen, wonach die Homologie im Gegensatz zur vorangehenden ὠνή eine „Amtschrift“, ein „Amtsprotokoll“ darstellen soll, wonach in der ersten Urkunde „das private Veräußerungsgeschäft“, „die Beurkundung des Barkaufsgeschäftes“, in der zweiten hingegen „die amtliche Aufnahme des Geschäftes“ vorliege (*LiegR.*, 29), mittelst welcher „der Agoranom oder sein Vertreter als Publizitätsbeamter die Katagraphe vornimmt“ (*ibid.*, 30).

Ist wirklich dies der Unterschied? Zweifellos ist der Unterschied der beiden Urkunden ein sehr beträchtlicher: sowohl in der Form², wie vor allem im Inhalt³. Jedoch ist das ἀπέδοτο-ἐπρίατο Geschäft ebenso ἐφ' Ἐρμίου τοῦ παρὰ

¹ Nach WILCKENS Meinung, *U.P.Z.*, II, S. 212, kann der in Frage stehende Besitz auch im Pathyrites gelegen haben; damit wäre die Bedeutung der Urkunde für die Bewertung der dortigen Urkunden noch erhöht.

² Dieser formale Unterschied wurde von jeher allseits dahin formuliert, dass die ὠνή als Protokoll, richtiger „einfaches Protokoll“ (vgl. MITTEIS, *Grundzüge*, 74), die Abstandserklärung als Homologie redigiert sei. Dieser modernen Terminologie bedient sich bisweilen auch SCHÖNBAUER, wenn er z.B. *Arch. f. Pap.-F.*, 10, 180 sagt, „das private Veräußerungsgeschäft sei meist in Form eines Protokolls“ errichtet. Damit werden in SCHÖNBAUER's Terminologie das gleichfalls agoranomische „Kaufprotokoll“ und das darauffolgende angebliche „Amtsprotokoll“ in Gegensatz zueinander gestellt (dazu oben im sogleich folgenden Text), was hier nur zwecks Verhütung von Missverständnissen konstatiert wird.

³ Dabei enthält in *B.G.U.*, III, 998 weder die erste, noch auch die zweite Urkunde etwas über den Erwerbstitel des Veräußerers, worauf SCHÖNBAUER auf Grund der Bestimmungen von *P. Hal.* und *B.G.U.*, VI, 1213 so grosses Gewicht legt. Ebenso enthält von den von SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 32, in dieser Hinsicht angeführten weiteren Urkunden *Grenf. I* (nicht II), 27 (dazu *Hom. u. Prot.*, 34 f.) nichts über den Vormann.

Πανίσκου ἀγορανόμου errichtet ¹, von derselben Hand geschrieben („niedergeschrieben“), mit demselben κεχρη(μάτικα)-Vermerk des Notars versehen wie die darauffolgende Homologie, es ist im Gegensatz zu letzterem immer mit einem feierlichen Datum und in den meisten Fällen mit einer versiegelten Innenschrift versehen. Kann man da wirklich sagen, dass das zweite Geschäft in anderem oder höherem Sinn amtlich sei, in stärkerem Mass eine „Amtsschrift“, eine „amtliche Niederschrift“, ein „Amtsprotokoll“ darstelle, dass es in anderem Sinn vom Agoranomen „als Publizitätsbeamten“ errichtet sei als das agoranomische Kaufprotokoll? Ich möchte das bestreiten ².

Aber weiterhin ist die ἀφίστασθαι-Homologie, wie sie in B.G.U., III, 998, II, vorliegt, ein, aber auch nur ein Repräsentant eines ganz bestimmten Urkundentypus, der seiner Form nach Homologie, seinem wesentlichen Inhalte nach in allen Fällen Verzicht auf jegliche weitere Ansprüche ist, jedoch sehr verschiedenartige juristische Funktionen zu erfüllen vermag. Sein gemeinsames juristisches Wesen liegt in jener Verzichtsklausel des μὴ ἐπελεύσεσθαι ³, deren Bedeutung in grundlegender Weise und grosser rechtshistorischer Perspektive zum erstenmal von RABEL erkannt und beleuchtet worden ist ⁴. In solchem Sinn steht der Verkäufer von

¹ Das von SCHÖNBAUER betonte ἐπί begegnet in allen ptolemäischen Notariatsurkunden, auch sofern über solche nur berichtet wird, vgl. z.B. das Material *Oeff. Urk.*, 61-62. In bezug auf καταγράφεισθαι finden wir das ἐπί in *P. Col. Inv.*, Nr. 480; *P. Lond.*, II, p. 5; in den alexandrinischen Urkunden B.G.U., IV, 1114 und 1128 ist von καταγράφεισθαι διὰ τῶν ἀγορανόμων die Rede.

² Dass etwa dem Agoranomen bei der Errichtung der Homologie eine besondere Prüfungspflicht obgelegen habe (vgl. SCHÖNBAUER. *Arch. f. Pap.-F.*, 10, 189), dafür fehlt m.E. jegliches Indiz; so enthalten beispielsweise die Kaufprotokolle ungleich sorgfältigere Personalbeschreibungen als die Homologien.

³ Das gelangt schön zum Ausdruck in der Abstandshomologie *P. Adler Gr.* 14 (a° 100 v. Chr.), die mit dem Kaufprotokoll *Adler Gr.* 12 (a° 101 v. Chr.) zusammengehört und so angeht: ὁμολογῶ ἀφ[ί]σ[θαι] καὶ μὴ ἐπελεύσεσθαι ἀπὸ τῆς ὑπαρχόμενης αὐτῷ γῆς κτλ.

⁴ RABEL, *Haftung des Verkäufers*, 36 ff.

der verkauften Sache ab¹, ebenso der fiduziarisch gesicherte Gläubiger nach Erfüllung der Schuld (*Grenf.*, II, 28; *B.G.U.*, VI, 1260), möglicherweise auch der fiduziarische Verpfänder nach dem Verfall der Sache², auf solche Weise werden Schenkungen und elterliche Teilungen vollzogen³, ebenso aber verzichtet auf solche Weise auch der Beschenkte auf die Sache offenbar im Fall eines Widerrufs der Schenkung (*Strassb.*, II, 83)⁴. Die im Erscheinen begriffene Kollektion der Adler-Papyri bringt hierfür einige neue Beispiele⁵. In die gleiche Gruppe gehören aber auch Homologien über Prozessvergleiche, in welchen Streitende *ὁμολογοῦσι διαλελύσθαι* (oder *συνλελύσθαι*) *πάντα τὰ ἐγκλήματα καὶ μὴ ἐπελεύσεσθαι* κτλ. oder ähnlich (*Hib.* 96; *Tor.* 4 = *U.P.Z.*, II, 171; *B.G.U.*, VI, 1249)⁶, und ebenso auch zahlreiche Quittungshomologien, in welchen der Gläubiger dem Schuldner *ὁμολογεῖ ἀπέχειν καὶ μὴ ἐπελεύσεσθαι*. Alle diese man-

¹ Dazu PARTSCH, *Dem. Pap. Hauswaldt*, S. 14* f. = *Nachgelassene und kleinere verstreute Schriften*, 292 f.; meine *Oeff. Urk.*, 155 f. Aehnliche Anschauungen in bezug auf verwandte Erscheinungen im altorientalischen Quellenkreis bei SAN NICOLÒ, *Schlussklauseln der altbabylonischen Kauf- und Tauschverträge*, 119 f. Ablehnend hingegen RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 195.

² Vgl. zur Frage *Aegyptus*, 17, 252 f. mit Lit.-Ang.

³ *Material Hom. u. Prot.*, 33 f.; vgl. KRELLER, *Erbrechtliche Untersuchungen*, 208 f., 239 f. Eine besondere Urkunde über das Kausalgeschäft ist in diesen Fällen der *παράλογιστος* o. dgl. Homologie m.E. nicht vorausgegangen.

Die Schenkung war in *P. Strassb.* II, 83 (a° 114 v. Chr.) nicht durch eine Homologie gemäss *Grenf.* I, 27, sondern durch eine „*ὡνὴ δόσεως*“ vollzogen (dazu WILCKEN, *Archiv f. Pap.-F.*, 7, 88), wobei man an ein Kaufprotokoll gemäss *P. Par.*, 5 = *U.P.Z.*, II, 180 denken möchte, vgl. WILCKEN, *U.P.Z.*, II, p. 147.

⁵ Herrn Dr. HEICHELHEIM in Cambridge, der die griechischen Adler-Papyri ediert, bin ich für den freundlichst gestatteten Einblick in dieselben sehr zu Dank verpflichtet.

⁶ Dahin gehört auch die prozessuale *συγγραφή ἀποστασίως* in *P. Grenf.*, I, 11 = MITTEIS, *Chrest.*, 32, II, lin. 19 (a° 157 v. Chr.), und wohl auch in *P.S.I.*, VI, 551, lin. 8-9 (a° 272-1 v. Chr. ?), vgl. A. SEGRÉ, *Rend. Accad. Lincei*, VI, 4 (1928), p. 151 f.

⁷ Aus der Gebelên-Gruppe vgl. *P. Grenf.*, I, 31 (a° 104 v. Chr.), dazu mit weiteren Belegen *Hom. u. Prot.*, 12 f.

nigfaltigen Urkunden sind hinsichtlich ihrer inhaltlichen Struktur und ihrer Redaktionstechnik völlig gleichartig. Dabei ist freilich der älteste Repräsentant, die Prozessvergleichshomologie *Hib.*, 96 (a° 259-8 v. Chr.) gar nicht agoranomisch, sondern eine private Zeugenurkunde mit Syngraphophylax¹. Soweit aber diese ptolemäischen Homologien — wie es bei den meisten der Fall ist — ἐπὶ ἀγορανόμου errichtet sind, zeigen die Abstandsschrift in *B.G.U.*, III, 998 II, wie auch alle übrigen mit Grundstücksübereignung irgendwie zusammenhängenden Homologien dieser Gruppe gar keine urkundenrechtliche Besonderheit. Der κερχηματίσις-Vermerk des Agoranomen, welcher dessen „Amtieren“ zum Ausdruck bringt² ist vollends den so zahlreichen agoranomischen Urkunden der Gebelên-Gruppe (Kaufprotokollen, Darlehen, Testamenten, allerlei Homologien usf.) ausnahmslos eigentümlich. Für eine besondere liegenschaftsrechtliche „Amtsschrift“ fehlt im Rahmen des reichen ptolemäischen Urkundenmaterials aus Oberägypten jegliche Spur^{3 4}.

¹ Ebenso *P. Teb.*, III, 815, Fr. 1, lin. 36 f.; Fr. 2, Recto, II, lin. 9 f., 24 f.; Fr. III, Verso, lin. 12 f.; Fr. 10, I, lin. 2 f. (a° 228-221 v. Chr.), 820 (a° 201); *Wüzb.* 6 (a° 102 v. Chr.) All das zeigt, dass die Erklärung vor einer Amtsperson (dazu SCHÖNBAUER, *Arch. f. Pap.-F.*, 10, 179 f.) für das ursprüngliche Wesen der ὁμολογία nicht entscheidend war, wiewohl die späteren Homologien überwiegend öffentliche Urkunden sind. Entscheidend war vielmehr, wie ich nach wie vor glaube, die inhaltliche Natur des Geschäfts. Das „ὁμολογῶ“ in erster Person ist zu allen Zeiten ebenso chirographischen Erklärungen wie notariellen Homologien eigentümlich, hat also mit Erklärungen vor Amtspersonen überhaupt nichts zu tun.

² Vgl. WILCKEN, *U.P.Z.*, I, p. 613.

³ Soweit man überhaupt von „Amtsschrift“ sprechen will, würde ich angesichts aller für die ὀνή wahrgenommenen stärkeren Solennitäten und ihrer versiegelten Innenschrift eher noch sie in solchem Sinn ansprechen. Dazu kommt im *P. Adler Gr.*, 5 (a° 108 v. Chr.) der erstmalige überraschende Vermerk über Niederlegung der Abschrift der ὀνή in der βιβλίωσίχη.

⁴ Nach SCHÖNBAUER'S Lehre wäre eine Mitwirkung des Gemeinschaftsorgans in Gestalt einer Amtsschrift, so wie er sich die Katagraphe denkt, auch bei der Hypothekenbestellung unumgänglich gewesen (vgl. bes.

b) Eine andere Gruppe von Fällen aus der späteren Ptolemäerzeit, wo über eine Grundstücksübereignung mehrere Urkunden errichtet wurden, liegt in den von KUNKEL, *Sav.-Z.*, 48, 285 ff. so vortrefflich behandelten Katoekenland-Transaktionen aus dem Herakleopolites in *B.G.U.*, VIII, 1731 ff. vor. Da wird denn auch von KUNKEL unter Bezugnahme auf SCHÖNBAUER's Lehre angenommen, dass die agoranomischen Homologien, in welchen der Veräusserer seine *εὐδόκησις* zur *διὰ τοῦ ἱππικῶν λογιστηρίου* erfolgten *μετεπιγραφῆ* erklärt, die *καταγραφῆ* oder doch eine Parallelbildung dazu darstellen (*B.G.U.*, VIII, 1731-1734)¹. Nun liegen hier durch die Eigenart der Katoekenlandes bedingte besondere Verhältnisse vor, auf die hier nicht näher eingegangen werden kann. Im Mittelpunkt der Veräusserung

Arch. f. Pap.-F., 10, 188 f.). Nun erfolgt die Hypothekenbestellung i.d.R. im Rahmen der Darlehensverträge, die in der Ptolemäerzeit regelmässig (*Hom. u. Prot.*, 9 f.) und auch später oft protokollarisch (*ἐδάνεισεν ὁ δέων*) errichtet sind. Diese Gestalt zeigt auch der derzeit älteste Hypothekenvertrag *P. Teb.*, III, 817 (a° 182 v. Chr.), der nach WILCKEN's Meinung *Arch.* 11, 152, ein agoranomisches Protokoll darstellt (zur Urkunde vgl. noch SCHÖNBAUER, *Arch.* 12, 207; SCHWARZ, *Aegyptus*, 17, 265 f.). Dass auf dieses agoranomische Protokoll nun noch eine Homologie hätte folgen müssen, wäre m.E. eine durch nichts gestützte Hypothese. Ebenso heisst es in der Aufhebung einer *ὠνή ἐν πίστει* *P. Heidelb. Inv.*, Nr. 1278 = MITTEIS, *Chrest.* 233 (a° 112-1 v. Chr.): *ἐπελύσατο ὠνήν ψιλῶ τόπου ἢν ὑπέθετο κατὰ συγγραφὴν ὠνή: ἐν πίστει*. Die Sicherungsübereignung erfolgte also durch blosses *ὠνή*, offenbar in Gestalt des üblichen agoranomischen Kauf-Protokolls ohne Spur einer weiteren Homologie, wie es auch in *P. Lips.* 1, der mit *Grenf.* II, 28 zusammenhängt, der Fall ist (dazu des Näheren *Hom. u. Prot.*, 40 f.); ob dies freilich als *καταγραφῆ κατὰ πίστιν* angesehen wurde, wie in *P. Oxy.*, III, 472, lin. 23 f.; 486, lin. 26; *P. Marmarica*, VI, lin. 23, muss durchaus dahingestellt bleiben, vgl. *Aegyptus*, 17, 251 f. Auch die kaiserzeitlichen Hypotheken- und ähnlichen Verträge sind vielfach *ἐδάνεισεν*-Protokolle (z.B. *Flor.*, I, 1; 81; *Strassb.*, 52: auf Grund des *ἐπίσταλμα* der *βιβλιοθήκη* mit *κεχρημάτισται*-Vermerk des Agoranomen; *Oxy.*, III, 506).

¹ KUNKEL, *Gnomon*, 3, 155 f.; *Sav.-Z.*, 48, 303 f.; 51, 237 f.; dazu SCHÖNBAUER, *Arch. f. Pap.-F.*, 10, 179; vgl. auch KOSCHAKER, *Neue Keilschriftliche Urkunden aus der El-Amarna Zeit* (*Abh. Sächs. Akad.*, 39 5), S. 81^a.

steht da der Amtsakt der μεταπιγραφή¹. In der Homologie, in welcher daraufhin der Veräusserer seine εὐδόκησις erklärt², sichert er im weiteren dem Erwerber das volle Herrschaftsrecht unter Verzicht auf alle eigenen Ansprüche und unter Zusage der βεβαιοσις zu. Die Urkunde entspricht dabei, so eigenartig sie als εὐδόκησις auch sein mag, schon ganz dem Typus der kaiserzeitlichen „Uebereignungsurkunden“. Von dieser Betrachtungsweise aus hätte an sich auch ich kein Bedenken sie als die καταγραφή anzusehen³. Nur das kann ich nicht gelten lassen, dass sie in höherem Mass eine „Amtsschrift“, ein „Amtsprotokoll“, einen Amtsakt darstelle, dass sie in anderem Sinn „vor dem Agoranomen als Gemeinschaftsorgan abgegeben sei“, als alle anderen notariellen Homologien. Bemerkt sei jedenfalls, dass die im Anschluss an sie abgegebene eidliche Erklärung (χειρογραφία) des Veräusserers (B.G.U., VIII, 1735-1740) auf diese Homologie als die τοῦ ὁμολογίου συγγραφή ἢν τεθειμεθα διὰ τοῦ αὐτοῦ ἀγορανομίου, aber nicht als καταγραφή Bezug nimmt⁴.

c) In der Kaiserzeit hat sich die Homologie-Form ver-

¹ Vgl. KUNKEL, *Sav.-Z.*, 48, 297. Meine Formulierung *Oeff. Urk.*, 215¹ war, zumindest für diese frühe Zeit, wohl noch zu schwach.

² Damit ist zusammenzuhalten der von A.E.R. BOAK, *Journ. of Egyptian Arch.*, 19 (1933), S. 138 f. edierte *P. Mich., Inv.* Nr. 695 (a° 36 n. Chr.) = *S.B.*, V, 7568, wo es — so problematisch vieles dabei auch ist — auf Grund einer μεσιτις an Katoekengrundstücken (vgl. *Hypoth. u. Hypall.*, 143 f.) seitens der Gläubiger zur μεταπιγραφῆ διὰ τῶν καταλογισμῶν kam (vgl. *P. Strassb.*, 52, lin. 7; *Brem.*, 68, lin. 8) und wo nun die Mutter der minderjährigen Schuldner als ἐπίτροπος derselben den Exegeten um Anweisung des Grapheion-Vorstehers zum συγγραφεύειν auch betreffs der εὐδοκήσεως ὁμολογία hinsichtlich der μεταπιγραφῆ bittet (vgl. dazu *Teb.*, II, 397; *P.S.I.*, X, 1104). Zum ἐπίσταλμα des Exegeten vgl. v. WOESS, *Urkundenwesen*, 132 f.

³ Immerhin erscheint mir die von RABEL, *Sav.-Z.* 54, 205, geäußerte Vorsicht gerechtfertigt. Auch möchte ich es dahingestellt sein lassen, ob man in dieser Zeit in bezug auf Katoekenland von Katagraphé überhaupt schon gesprochen hat. Dass es der Angleichung an Privatland entsprechend später dazu kam, zeigt z.B. *P. Ryl.*, II, 163 (a° 139); 164 (a° 171).

⁴ Das erklärt sich aber auch dadurch, dass — wie unter IV. 17. näher darzulegen ist — man der Bezeichnung καταγραφῆ niemals und in keiner Hinsicht entscheidendes Gewicht beilegt. *P. Oxy.*, I, 100, lin. 11

breitet. Sie wurde nunmehr für alle Arten von Rechtsgeschäften die weitaus am meisten verwendete Form notarieller Beurkundung. Seit dem diesbezüglichen Nachweis von ERMAN und KOSCHAKER steht fest, dass die mit *ὁμολογεί* eingeleiteten objektiven Urkunden sämtlich öffentliche Urkunden waren¹. Merkwürdigerweise wird aber der Umstand, dass die homologierende Partei ihre Erklärung vor einem Beamten abgibt, in den meisten Fällen im Text der Urkunde direkt gar nicht erkennbar gemacht und lässt sich nur aus Indizien erschliessen². Bei Grundstücksgeschäften ist dies nicht anders als bei allen sonstigen. Soweit Unterschiede in dieser Hinsicht sich feststellen lassen, sind sie mehr lokaler als sachlicher Natur. So ist es auch in dem bekannten *C.P.R.* I = MITTEIS, *Chrest.*, 220 (a° 83/4 n. Chr.), der nur in lin. 38 den *ἀνογέγραπται*-Vermerk des *γραφείου* trägt³ und von SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 84 — auch meiner Ansicht gemäss durchaus zutreffenderweise — als die *καταγραφή* beurteilt wird⁴. Nur darin vermag ich ihm wieder nicht zu folgen,

nimmt andererseits auf die *καταγραφή* Bezug; dabei möchte ich jedoch diese eidliche Erklärung, wie auch *Oxy.*, II, 263 und *P. Col.*, Inv.-Nr. 551, Verso Col. I (*Aegyptus*, XIII, p. 229 f.), von *B.G.U.*, VIII, 1735-1740 mehr auseinanderhalten, als KUNKEL, *Sav.-Z.*, 48, 304 es tut (vgl. *Oeff. Urk.*, 244²; v. WOESS, *Urkundenwesen*, 328 ff.; SEIDL, *Eid*, I, 90 f.).

¹ ERMAN, *Arch. f. Pap.-F.*, 2, 455 f.; KOSCHAKER, *Sav.-Z.*, 28, 284 f.; MITTEIS, *Grundz.*, 61 f.; zu vereinzelten Ausnahmen vgl. *Oeff. Urk.*, 5²; s. auch v. WOESS, *Urkundenwesen* 38.

² In der ptolemäischen Zeit wird in der grossen Masse der Gebelén-Urkunden im Präskript stets hervorgehoben, dass sie ἐπ' ἀγορανόμῳ errichtet seien. Im Faijûm war es auch damals nicht der Fall: vgl. z.B. *P. Teb.*, III, 817 (a° 182), dazu Wilcken, *Arch.*, 11, 152 und *Abh. Heidelb. Akad.*, 7 (1927), S. 47 f. Auch die in *B.G.U.*, 1731-1734 vorliegenden Homologien (dazu vorhin unter II, 11. b.), lassen in ihrem Kontext die agoranomische Errichtung nicht erkennen; dennoch ergibt sich diese aus dem Hinweis der darauf folgenden Eide zu vollster Evidenz.

³ Auch ist nach allen Parallelen nicht anzunehmen, dass in der lückenhaften lin. 1 auf die Errichtung vor dem Notar irgendwie Bezug genommen war.

⁴ Auch hier vorausgesetzt, dass in bezug auf Katoekenland der Begriff der Katagraphe damals schon Anwendung fand. Die Frage, ob dieser *παράχωρησις*-Homologie eine frühere Vertrags-Urkunde vorausging, auf Grund welcher die *μετεπιγραφή* bereits erfolgt war, wie SCHÖNBAUER,

dass in seinen Ausführungen gerade diese *eine* Urkunde aus der Menge zahlreicher anderer Homologien herausgehoben wird, in welchen gleichfalls auf Grund eines Kaufs oder einer sonstigen Kausa die volle rechtliche Herrschaft mit allen üblichen Klauseln dem Erwerber zugesichert wird. Wo liegt das ausschlaggebende Kriterium für eine solche Unterscheidung und welche dieser Homologien waren Katagraphai und welche nicht? Meines Erachtens waren sie es alle. Wenn SCHÖNBAUER in der Freilassungshomologie *P. Freib.*, 10 (a° 195/6) gleichfalls eine besondere „amtliche Niederschrift“ erblicken will, „die ganz den Bau der Katagrapha zeigt“ (*LiegR.*, 45), so vermag ich auch da *in dieser Hinsicht* nichts Besonderes zu erkennen. Wie sich diese Urkunde in den Verlauf der Freilassungsprozedur einfügt, ist eine Frage für sich: als Urkunde ist sie um nichts mehr „amtliche Niederschrift“ der einseitigen Erklärung der Partei als alle anderen gleichzeitigen Homologien^{1 2}.

12. *Synchoresisurkunden*. Für diese gilt gleichfalls was soeben betreffs der Homologien ausgeführt wurde. *Eine*

Lieg R., 84 mit PREISIGKE, *Girowesen*, 501 f. annimmt (so wohl auch KUNKEL, *Sav.-Z.*, 48, 302 und vor allem mit eingehenden Erwägungen v. WOESS, *Urkundenwesen*, 157 f.; anders noch MITTEIS, *Chrest.*, p. 292), ist für die zur Erörterung stehende Frage nicht wesentlich. Denn eine Uebereignungs-(Kyrieia-)Urkunde war jene frühere Urkunde ganz sicher nicht und auch SCHÖNBAUER sagt *LiegR.* 84 nur, dass die „Parteivereinbarung vor der Katagrapha besonders beurkundet werden konnte“, was also keineswegs notwendig war. Ganz sicher war es das *nicht*. Zu dieser Frage ausführlich *Oeff. Urk.*, 184 ff.

¹ So interessant die von WILCKEN, *Heidelb. Abh.* 7 (1927), S. 107 zur Unterschrift des Notars gewonnene neue Lesung $\delta\eta\mu\sigma\iota\omega(\zeta)\ \kappa\alpha\lambda\eta\tau\eta\text{-}(\mu\acute{\alpha}\tau\iota\zeta\alpha)$ auch ist (dazu SCHÖNBAUER, *Arch.* 10, 193; *Atti*, 461¹), wage ich nicht daran besondere Folgerungen zu knüpfen, solange derartige in keinem anderen Fall begegnet, namentlich in keiner Urkunde über Immobilierübergang, so auch in *C.P.R.*, 1 nicht, den ja auch SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 84 als die Katagrapha ansieht. Vgl. allenfalls den zweifelhaften Vermerk unter MITTEIS, *Chrest.*, 289 (*C.P.R.*, 27), lin. 32. vom gleichen Ort aus gleicher Zeit, mit der Einleitung dazu.

² Auch das Perfektum (vgl. SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 45; *Atti* 465) ist allgemeiner Stil der Homologien überhaupt ($\pi\alpha\pi\rho\alpha\lambda\acute{\epsilon}\nu\alpha\iota$, $\mu\epsilon\mu\iota\sigma\theta\acute{\omega}\sigma\theta\acute{\alpha}\iota$, $\sigma\upsilon\upsilon\epsilon\sigma\tau\alpha\lambda\acute{\epsilon}\nu\alpha\iota$ usf.).

der uns in Synchoresisform erhaltenen Uebereignungsurkunden wird von SCHÖNBAUER ausdrücklich als Katagraphe angesprochen : das schöne *ἀντιγραφόν* *P. Freib.*, 8 (a° 143 n. Chr.), bei deren Herausgabe PARTSCH seine Katagraphe-Lehre entwickelt hat, „ sei selbst die Abschrift einer Katagraphe “ (*LiegR.*, 55). Dem stimme ich vorbehaltlos zu. Aber in welcher wesentlichen Hinsicht unterscheidet sich diese Urkunde von den anderen Synchoresisurkunden, die dem Erwerber das *κρατεῖν καὶ κυριεύειν* oder Gleichwertiges zusichern? Wenn gerade auf Grund dieser Urkunde in Sperrdruck hervorgehoben wird, dass für die Katagraphe vor allem auch „ die Beschreibung der Liegenschaft oder des Sklaven, die Klauseln über das Verfügungsrecht des Käufers, das Versprechen der Gewährleistung und vor allem die Strafklauseln mit der Fiskalmult “ kennzeichnend gewesen seien (*a.a.O.*, 56-7), so sind das doch nur die einem jeden Kenner der Papyri so durchaus geläufigen Elemente aller kaiserzeitlichen Urkunden über Grundstücks- und Sklavenveräußerungen, die ich „ Kaufverträge mit Uebereignungserklärung “ nannte und deren im einzelnen verschieden gearteten Formulare für die einzelnen ägyptischen Gaue zu ermitteln versuchte¹.

Aber weiter : ist etwa *P. Freib.*, 8 in höherem Mass „ Amtsschrift “, „ Amtsprotokoll “, „ amtliche Niederschrift “, als die Synchoresisurkunden ohne Rücksicht auf die Art des Geschäfts es überhaupt sind²? In dieser Hinsicht glaubt die Protokollstheorie einen Unterschied darin zu erkennen, dass es sich um eine „ *συγχώρησις τελειωθεῖσα* “

¹ *Oeff. Urk.*, 170 ff. Ausserdem hält die Protokollstheorie den Nachweis des Vorerwerbs für wesentlich. Eine solche Bezugnahme findet sich aber auch in den von ihr als *καταγραφή* angesprochenen Urkunden keineswegs immer und auch sonst begegnet oder fehlt dieselbe im Gesamtmaterial der Veräußerungs-, wie auch der Verpfändungsurkunden ohne jedes klar erkennbare Prinzip (vgl. unten IV, 17, c, Anm.).

² Inwieweit Synchoresisurkunden überhaupt „ amtliche Niederschriften “ sind, bedarf einer besonderen Untersuchung, vgl. unten III, 15, letzte Anm. b.

handle (*LiegR.*, 55). Danach wäre es „bei allen anderen Rechtsgeschäften (Darlehen, Depositum, Miete) nur auf den Parteienakt angekommen; ein amtliches Mithandeln war nicht nötig. Die Synchoreisis war also hier bloss öffentliche Beurkundung eines rein privaten Rechtsgeschäftes. Anders lag hingegen der Fall, wenn es sich um Eigentumserwerb an Liegenschaften und Sklaven handelte. Da genügte das Parteihandeln nicht, es musste ein amtliches Handeln hinzutreten. Der Vergleich musste dadurch *genehmigt* werden. Deswegen heisse die Synchoreisis eine τελειωθεῖσα“ (*LiegR.*, 51-2). Nun hören wir aber von einer συγχώρησις τελειωθεῖσα in bezug auf alle Arten von Rechtsgeschäften: bald wird eine Synchoreisisurkunde bloss als solche διὰ τοῦ καταλογείου (κριτηρίου), bald als durch diese Aemter τελειωθεῖσα bezeichnet, ohne dass dabei auf die Art des Geschäfts irgendwas ankäme. In *B.G.U.*, IV, 1165, lin. 9 f. oder *Oxy.*, II, 271, lin. 11 f. wird eine Darlehns-synchoreisis, in *B.G.U.*, IV, 1057, lin. 23/4 eine solche mit Bürgschaft, in *B.G.U.*, IV, 1105, lin. 8 oder *Oxy.*, II, 268, lin. 10 ein Ehevertrag, in *B.G.U.*, IV, 1112, lin. 8 ein Ammenvertrag, in *Oxy.*, II, 271, lin. 7/8 ein Zessionsvertrag, in *B.G.U.*, IV, 1129, lin. 5 ein vor der Katagraphe errichteter Grundstückskauf usf. usf. als συγχώρησις τελειωθεῖσα bezeichnet. Im *P. Eitrem*, Nr. 5, lin. 23, aber hören wir von einem Sklaven, der katagraphiert worden war κατὰ συγχώρησιν διὰ τοῦ καταλογείου, in *P. Harr.*, 75, wird eine Katagraphe bei der Bibliothek angemeldet κατὰ συγχώρησιν γεγενημένην διὰ τοῦ καταλογείου, in *P. Berl. Leihg.*, 10, lin. 17/8 wird das ἐμβαθεῖα-Verfahren (im Gegensatz zu *P. Flor.*, I, 56, lin. 11, wo dem Wort τελειωθεῖσα Bedeutung beigemessen wird¹), eingeleitet auf Grund einer καταγραφῆ κατὰ συγχώρησιν διὰ τοῦ καταλογείου, ohne dass die συγχώρησις dabei als τελειωθεῖσα bezeichnet wäre. Die τελειώσις war

¹ Vgl. *LiegR.*, 51 f.

natürlich, wie bei jeder öffentlichen Beurkundung, ein Amtsakt, aber sie war bei jeder Synchoreisis ohne Unterschied des Rechtsgeschäfts die gleiche¹.

In einem Fall allerdings liegt eine Synchoreisis mit Uebereignungserklärung vor, gemäss welcher die καταγραφή jedoch erst in Hinkunft διὰ τοῦ πολιτικῶν ἀρχῆου erfolgen soll: *B.G.U.*, IV, 1131 (a° 13 v. Chr.)². Dieser Papyrus wird als Argument gegen die Urkundstheorie angeführt³. Die Schwierigkeiten, die er bietet, sind s. Zt. von mir erwogen worden⁴. Es handelt sich offenbar um alexandrinische städtische Grundstücke. Da könnte es sehr wohl sein, — wie RABEL meint⁵ — dass der „reine Registervorgang“ des *P. Hal* (vgl. oben II, 5) für das Stadrecht in alter oder verwandelter Gestalt sich erhalten hat. Ich versuchte Argumente dafür beizubringen, dass das πολιτικὸν ἀρχεῖον eine Beurkundungsbehörde war⁶ und in der Tat wurde es von PARTSCH unter Zustimmung von STEINACKER und Angelo SEGRÉ auf die Agoranomen bezogen⁷. Wie dem auch sei, die Schwierigkeiten erscheinen mir nach der Protokollstheorie nicht geringer. Denn nach dieser sei ja zum Katagraphieren „in der Kaiserzeit — vor allem in Alexandrien — die Synchoreisis-Form sogar bevorzugt gewesen“ (*Atti*, 465). Warum hat sie also im vorliegenden Fall nicht ausgereicht?

¹ Klärend dazu der von P. JOUGUET herausgegebene *P. Mil. R. Univ.*, I, S. 37 f. (a° 127-8 n. Chr.) lin. 20 f., wozu vgl. WILCKEN, *Arch.*, 12, 82.

² Der Tatbestand wurde seiner Zeit gleichzeitig übereinstimmend gedeutet von BERGER, *Strafklauseln*, 187 f. und SCHWARZ, *Hypothek u. Hypallagma*, 126 f. Anm., seither *Oeff. Urk.*, 250 f., 274 f. und dort Angef.; PARTSCH, *Lenel-Festschr.*, 139, 145; SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 40; RABEL, *Basler Pap.*, 39; *Sav.-Z.*, 54, 220 f.

³ SCHÖNBAUER, *Atti*, 458.

⁴ *Oeff. Urk.*, 250 f.

⁵ RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 220 f.

⁶ *Oeff. Urk.*, 250 a.E.f.

⁷ PARTSCH, *Lenel-Festschr.*, 145; STEINACKER, 140; A. SEGRÉ, *Aegyptus*, 10, 215². Dagegen RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 221², der wohl in Erinnerung an die alten Tamiai an ein Departement des „städtischen Finanzbüros“ denkt.

Soweit ich sehe, lässt sich im reichen Material der alexandrinischen Papyri aus Abusir el mäläq aus der Zeit des Augustus überhaupt kein direkter Nachweis einer Katagraphe mittelst Synchoreasis erbringen. Vielmehr soll dieselbe in unserem Fall durch das *πολιτικόν ἀρχαῖον*, in *B.G.U.*, IV, 1128, lin. 12/3, in bezug auf Sklaven durch die Agoranomen erfolgen, wie es auch in *B.G.U.*, IV, 1114, lin. 11 f. geschah und auch in allen übrigen Synchoreasisurkunden der Gruppe, die Grundstücksveräußerungen betreffen, werden noch irgendwelche weitere Akte in Aussicht genommen¹. Auch in der Sicherungsübereignung *B.G.U.*, IV, 1158 = MITTEIS, *Chrest.*, 234 soll die *ἀντιπαραχώρησις* des Grundstückes ausdrücklich *διὰ δημοσίου ἀρχῆου*², in *B.G.U.*, IV, 1127 die *παραχώρησις* durch das *τῆς στοᾶς λογιστήριον* erfolgen³. All das stützt m.E. die Ansicht von Angelo SEGRÉ, dass in dieser Zeit eine Synchoreasisurkunde, auch wenn sie alle Klauseln des Uebereignungsaktes enthielt, noch nicht als Katagraphe angesehen wurde⁴. Dass es im II. Jahrhundert der Fall war, unterliegt freilich keinem Zweifel⁵.

13. *Diagraphai*. Hier scheint nun ein wesentlicher Unterschied unsere Theorien zu trennen. Denn nach SCHÖNBAUER'S Pisaer Vortrag war als Katagraphe, „eine Bankdiagraphie völlig ausgeschlossen, da es sich ja immer um ein Amts-Protokoll drehte, das vor einem behördlichen Organe aufgenommen wurde“ (*Atti*, 460). Nun hat er aber —

¹ Vgl. *B.G.U.*, IV, 1129, lin. 24 f.; 1130, lin. 21 f. (dazu v. WOESS, *Urkundenwesen*, 367 f.).

² Vgl. *Oeff. Urk.*, 251¹.

³ Dazu MITTEIS, *Chrest.*, p. 290; PARTSCH, *Lenel-Festschrift*, 142 f.; meine *Oeff. Urk.*, 194 f. und dort noch Angef.; WIEACKER, *Lex commissoria*, 99 f.

⁴ A. SEGRÉ, *Aegyptus*, 10, 217, 221. Zum Verhältnis von Synchoreasisurkunden und Urkunden des Gaunotariats vgl. v. WOESS, *Urkundenwesen*, 181 f., 367 f. und RABEL, *Sav.-Z.*, 45, 533 f.

⁵ *P. Freib.*, 8, lin. 25, 27 (a^o 143 n. Chr.); *P. Eitrem*, 5, lin. 23 f. (a^o 154); *P. Oxy.*, X, 1268, lin. 4 f. (III. Jahrh.); *P. Harr.*, 75, lin. 9 f. (III. Jahrh.). Vgl. *Oxy.*, I, 73, lin. 30 f. (a^o 94).

höchst wahrscheinlich richtigerweise¹ — von jeher behauptet, dass „die Katagraphe allein (natürlich abgesehen vom Erbgang) die Grundlage für eine Apographe bei dem Grundbesitzante bilden kann“ (*LiegR.*, 84, auch 67) und auch im Pisaer Vortrag wiederholt, dass „der Apographe eine Katagraphe vorausgehen musste“ (*Atti*, 466). „Nirgends aber wird“ — so heisst es daselbst — „eine Diagraphe für die Apographe als genügend erklärt“ (*Atti*, 459). Nun liegt im *P. Lips.* 3 = MITTEIS, *Chrest.*, 172 (a° 256 n. Chr.) eine selbständige Diagraphe über einen Hauskauf aus Hermupolis vor, auf Grund welcher unter Beilegung einer Abschrift sogleich die Apographe an die Bibliophylakes von Hermupolis erfolgt (Col. II, lin. 8 f. : ἦν [ῥιγόρασσα] κ[α]τὰ [ὁ]καγγρα(φῆν)διὰ τῆς ἐν Ἐρμουπόλει πό[λ]ε[ι]ς τῶν (πιεζήσων)). Vier weitere Apographai aus bereits früherer Zeit auf Grund von Diagraphai liegen vor in *P. Strassb.*, I, 34 (a° 180-192 n. Chr.) aus Antinoupolis und in *P. Lond.*, III, 941, p. 118 f. (a° 227 n. Chr.), 924, p. 119 f. (a° 227)² und 945, p. 120 f. (a° 231) aus Hermupolis. In allen diesen Fällen waren offenbar Bank-Diagraphai die Katagraphai und es ist mir nicht zweifelhaft, dass die selbständigen Diagraphai über kaufweise Uebereignung in *Mél. Nic.*, p. 193 f. = S.B., I, 4298 (a° 204 n. Chr.) und *P. Lond.*, III, 1158, p. 151 f. = MITTEIS, *Chrest.*, 256 (a° 226-227)³ aus Hermupolis, wie auch die Diagraphai in der Vertragsrolle der Bank des Anubion aus Antinoupolis, *P. Lond.*, III, 1164, p. 154 f. (a° 212), die Uebereignungen sei es auf Grund von Kauf [(c) p. 157 f.

¹ Schwierigkeiten bereitet noch immer *P. Giss.* 8 = MITTEIS, *Chrest.*, 206 (a° 119 n. Chr.), dazu *Oeff. Urk.*, 264 f., andererseits SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 67 f.; vgl. auch RABEL, *Sav.-Z.*, 45, 536.

² Vgl. zu diesen Urkunden LEWALD, *Grundbuchrecht*, 41 f.; EGER, *Grundbuchwesen*, 120 f., 146 f.

³ Als Katagraphe wird diese Diagraphe auch von MITTEIS, *Grundz.*, S. 183 angesehen, woselbst auch die Art ihrer Errichtung im Verhältnis zur Verkehrssteuerregelung geklärt erscheint.

(e) p. 159 f.¹, (f.) p. 160 f.], sei es auf Grund von Leistung an Erfüllungsstatt [(k) p. 166 f.] betreffen, als Katagraphai angesehen werden dürfen². Natürlich konnte derartige überhaupt erst in Frage kommen, nachdem sich die Urkundenart der sog. „selbständigen Diagraphé“ entwickelt hat und nachdem die Banken zu öffentlichen oder doch mit solchen gleichrangigen Urkundspersonen geworden sind³. Da dürften auch die von ihnen in Diagraphé-Form beurkundeten Uebereignungserklärungen als den übrigen Katagraphai gleichwertig anerkannt worden sein. Dies lässt sich bisher nicht vor dem Ende des II. Jahrh. n. Chr. konstatieren⁴, aber doch in einer Zeit, in welcher alle Erscheinungen des öffentlichen Urkundenwesens in Aegypten — Notariate, Bibliotheke, Demosiosis — noch in vollster Blüte stehen.

14. Dass in der grossen Menge jener kaiserzeitlichen Homologien, auch zumindest der späteren Synchoresisurkunden und der selbständigen Diagraphai, in welchen der Veräusserer *πεπραχέναι* (unter gewissen, *Oeff. Urk.*, 209 ff., 294, näher dargelegten Umständen: *παρακεχωρηθέναι* oder Aehnliches) erklärt und im Anschluss daran eine Ueber-

¹ In beiden Urkunden wird als Erwerbstitel des Veräusserers gleichfalls eine Diagraphé angegeben.

² Ob das Gleiche auch in betreff der daselbst in der Urkunde (h) p. 163 f. vorliegenden *μισθοπραξία* behauptet werden darf, möchte ich mit Hinblick auf die Eigenart des Rechtsgeschäfts dahingestellt sein lassen, angesichts der Gleichartigkeit des Grundstücks- und Schiffseigentums aber doch für wahrscheinlich halten.

³ Zu dieser Frage vgl. MITTEIS, *Grundzüge*, S. 71; P. M. MEYER, *Jur. Pap.*, S. 93 f., 96; STEINACKER, 130. Meine Voraussetzung „öffentlicher Beurkundung“ berührt sich also auch da mit derjenigen SCHÖNBAUER's, wonach eine Amtsperson handeln müsse.

⁴ Dass Diagraphai sogar schon etwas früher den öffentlichen Urkunden gleichbehandelt wurden, ergibt sich daraus, dass auf Grund derselben ein Exekutionsverfahren eingeleitet werden konnte, wofür auch SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 78, einen *δημόσιος χρηματισμός* für nötig hält, so z.B. in *B.G.U.*, IV, 1038 = MITTEIS, *Chrest.*, 240 (Zt. des Antonin). Näheres *Oeff. Urk.*, 34.

eignungserklärung mit allen üblichen Klauseln abgibt, in der Tat bereits die Katagraphai vorliegen, dürfte sich aber auch daraus ergeben, dass in ihnen auf eine weitere *καταγραφή* niemals Bezug genommen, eine solche nicht weiter in Aussicht gestellt wird. Dies müsste geschehen — so wie es in Arrhalurkunden, in manchen Cheirographa¹ und in *B.G.U.*, IV, 1131 (dazu vorhin unter 12.) geschieht — wenn nicht diese Urkunden selbst die Katagraphen wären. Sofern eine Katagraphierung noch zu erfolgen gehabt hätte, hätte doch eine diesbezügliche Verpflichtung des Veräußerers ausgesprochen werden müssen. Von selbst konnte sich dies doch nicht verstehen, da ja die Katagraphen auch nach der Protokolltheorie auf einem Zusammenwirken von Amtsperson und Partei beruhte, wobei diese die Hauptrolle spielte². Mit der Errichtung einer öffentlichen Uebereignungsurkunde und der Erledigung all dessen, was zur Errichtung, zum *τελειῶν* einer solchen gehörte, war eben katagraphiert³. Auf sie hatte nichts weiter zu folgen⁴. Sache des Erwerbers war es daraufhin zu apographieren.

Insoferne sehe ich auch von meinem Standpunkt aus die Katagraphen als einen Akt der Rechtsvollendung an, der die Veräußerung zum Abschluss bringt, dem Erwerber die stärkste Rechtsstellung gibt. Im Abschneiden aller Ansprüche des Veräußerers erblickte ich ihre entscheidende juris-

¹ Belege: *Oeff. Urk.*, 148 f.

² Dies zu SCHÖNBAUER, *Atti*, 460.

³ Mit dem Gesagten will ich keineswegs das unter II, 7-9., Dargelegte irgendwie abschwächen, als ob ich das *καταγράψαι* besonders auf die Vollendung beziehen wollte. Die Wirksamkeit einer öffentlichen Schuldurkunde oder Quittung hatte ebenso deren *τελειώσις* zu Voraussetzung.

⁴ Freilich folgt in *B.G.U.*, VIII, 1735-1740 auf die *ὁμολογία* (vgl. oben III, 11, b.) noch die *χειρογράψαι* der Veräußerers. Aber nichtsdestoweniger wird die *ὁμολογία* auch von den Vertretern der Gegenansicht als der Akt der Rechtsvollendung angesehen. In bezug auf die *Notwendigkeit* solcher Eide, namentlich auch bei der Veräußerung von Privatland, bin ich weit skeptischer als KUNKEL, *Sav.-Z.*, 48, 304 f.

tische Funktion inter partes, in der Unwirksamkeit einer weiteren Veräußerung an Dritte ihre Wirkung nach außen¹. Nur darf andererseits mit der Vorstellung „Rechtsvollendung“ die Meinung nicht verknüpft werden, als ob der Katagraphe-Urkunde irgendwelche frühere Beurkundungen hätten vorangehen *müssen*, wozu die Lehre der Protokollstheorie, wonach „der zivile Eigentumserwerb erst durch das Kausalgeschäft *und* das Amtsprotokoll zusammen vollendet wäre“ (*Atti*, 448), verleiten könnte. In der Kaiserzeit ist man meist — sofern freilich das *ἐπίσταλμα* der Bibliothek vorlag — sogleich zur Errichtung der öffentlichen Uebereignungsurkunde geschritten. Dass dem, was SCHÖNBAUER „Amtsprotokoll“, „Amtsschrift“ nennt, in der Kaiserzeit eine Beurkundung des „privaten Parteigeschäfts“, dass namentlich der Homologie ein Protokoll, wie es für die Ptolemäerzeit in *B.G.U.*, III, 998 vorliegt, notwendigerweise hätte vorangehen *müssen*, ist m.E., wie bei früherem Anlass näher dargelegt, eine nicht begründete Annahme². Ebenso liegt gar kein Anzeichen dafür vor, dass z.B. dem *P. Freib.*, 8, in dem SCHÖNBAUER wie ich die Katagraphe erblicken, irgend eine Beurkundung des Kaufs vorgegangen wäre. Doch glaube ich diesbezüglich, vor allem auch betreffs der Frage, unter welchen Umständen und in welchen Formen es in der früheren Kaiserzeit doch zu mehrfachen Beurkundungen im Laufe der Uebereignung kommen konnte und auch gekommen ist, auf frühere eingehende Darlegungen (*Oeff. Urk.*, 184 ff.), gegen die bisher ein Widerspruch m.W. nicht laut geworden ist, verweisen zu dürfen³.

¹ Vgl. *Oeff. Urk.*, 253 ff., 262 ff.

² Dazu *Oeff. Urk.*, 203 ff., damit in bezug auf *B.G.U.*, I, 193 = MITTEIS, *Chrest.*, 268 und *B.G.U.*, I, 177 = MITTEIS, *Chrest.*, 253, die die Hauptstütze der Gegenmeinung bilden, in der Hauptsache übereinstimmend RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 202.

³ Die Arrhalurkunden scheiden dabei aus, diese sind nicht nur keine

15. Nach alledem lässt sich für ein von der öffentlichen Urkunde der Uebereignung sich irgendwie abhebendes Amtsprotokoll m.E. keine positive Spur entdecken. Hierin fühle ich mich nun wieder mit RABEL gegen SCHÖNBAUER einig. Ich meine, „Amtsschrift“ oder „Amtsprotokoll“ könne allenfalls nur ein anderes Wort für die Urkunde sein, die ich „öffentliche Uebereignungsurkunde“ nannte. Am allerwenigsten ergibt sich die Notwendigkeit einer von der öffentlichen Uebereignungsurkunde urkundenrechtlich irgendwie verschiedenen, besonderen liegenschaftsrechtlichen Amtsschrift „in Form eines amtlichen Einzelprotokolls, wobei Handlungen und Erklärungen vor Gemeinschaftsorganen aufgenommen wurden“ (*Atti*, 447), aus jenen Urkunden, die (wie *B.G.U.*, III, 998, II; VIII, 1731 f.; *C.P.R.*, 1; *P. Freib.*, 8) von der Protokolltheorie selbst als *Katagraphai* angesprochen werden.

Wenn SCHÖNBAUER auf Grund von *P. Oxy.*, III, 486 = MITTEIS, *Chrest.*, 59 (a° 131) die *καταγραφή* auch als „ὁ τῆς ὄνῃς δημόσιος χρηματισμός“ umschreibt (*LiegR.*, 55, 67; *Atti*, 460), so ist das eine Behauptung, der ich vorbehaltlos zuzustimmen vermag¹. Es ist ja meine eigene These. Dass ein

Uebereignungs-, sondern nach allgemeiner griechischer Anschauung, an der die ägyptische Notariatspraxis streng festhält, auch niemals Kaufurkunden (vgl. *Oeff. Urk.*, 188 f.; zuletzt WIEACKER, *Lex commissoria*, 89 f.). Am klarsten liegt die Spaltung, wo zunächst nur private Uebereignungsurkunden (also nicht *Katagraphai*) errichtet wurden, auf die eine öffentliche Urkunde (*Katagraphie*) folgen soll (*Oeff. Urk.*, 148 f., 262 f.). Weit weniger klar ist die Rolle jener nunmehr in der Regel mit „ἐπίτατο“ beginnenden Kaufprotokolle, die bis in das III. nachchr. Jahrh. hinein in gewissen Gebieten begegnen (vgl. dazu *Oeff. Urk.*, 168 f., 294). Wenn auch für die Ptolemäerzeit m.E. mit der Möglichkeit zu rechnen ist, dass die agoranomischen ἀπέδοτο-Protokolle in ihrer perfizierten Gestalt als *Katagraphai* gegolten haben, möchte ich Gleiches für die Kaiserzeit nicht annehmen und glaube, dass auf sie eine „Uebereignungsurkunde“ zu folgen hatte. Nur dass der letzteren derartige Protokolle regelmässig voranzugehen hatten, möchte ich bestreiten.

¹ Vgl. *Oeff. Urk.*, 243. Vgl. auch *P. Flor.*, I, 97, lin. 21-2. (δημόσιος χρηματισμός πράσεως), 24.

solcher „δημόσιος τῆς ὄνῆς χρηματισμός“ nichts anderes war als die übliche öffentliche Kaufurkunde mit Uebereignungserklärung, lässt sich — sofern es überhaupt bezweifelt werden könnte — an Hand von *P. Hamb.*, 15/16 (a° 209 n. Chr.) auch direkt ersehen. In *Hamb.* 16 wird ein Grundstückskauf „κατὰ δημόσιον χρηματισμόν τελωθέντα διὰ ἀρχείου“ den βιβλιοφύλακες zur παράθεσις angemeldet; dieser χρηματισμός ist uns aber in *Hamb.* 15 auch selbst erhalten: es ist der übliche Typus der faijûmer Kaufhomologien mit κυρεία-Klausel, am Ende mit dem κατεχώρισα-Vermerk, dem wir gerade in derselben Kanzlei Praxis von Ptolemais Euergetis bei verschiedenartigen Rechtsgeschäften mehrfach begegnen¹. Auch nach SCHÖNBAUER'S Ansicht hätten wir wohl da, ebenso wie nach der meinigen, die καταγραφή vor uns².

Nun glaubt jedoch SCHÖNBAUER unter δημόσιος τῆς ὄνῆς χρηματισμός anderes zu verstehen als darunter allgemein verstanden wird. Denn seiner Ansicht nach³ werde der δημόσιος χρηματισμός seitens der herrschenden Lehre zu Unrecht von jeher im Sinne „öffentlicher Urkunde“ aufgefasst (so statt aller MITTEIS, *Grundzüge*, 50 f., 58 f.; v. WOESS, *Urkundenwesen*, 31 f., 36 f.). Nach SCHÖNBAUER'S Meinung

¹ Zu Unrecht wird dieser Vermerk vom Herausgeber P. M. MEYER in der Note zu lin. 22 auf den Bibliotheksbeamten bezogen, vgl. PARTSCH, *Heidelb. Sitz.-Ber.*, 1916, 10, S. 38; v. WOESS, *Urkundenwesen*, 46³. An ähnlichen κατεχώρισα-Vermerken aus derselben Stadt vgl. z.B. den Kaufvertrag *P. Thead.*, 2 (a° 305) an der Spitze, die Exekutionskatagraphe *P. Lond.*, Inv. Nr. 1897 (*Arch. f. Pap.-F.*, 6, 106 f.), lin. 1 (a° 177), die Freilassungsurkunde *P. Freib.*, 10, lin. 14 (dazu WILCKEN, *P. Freib.*, III, p. 107) (a° 195-6), aber auch — womit die Möglichkeit schwindet darin eine Besonderheit gerade der καταγραφή oder ähnlicher „Amtsschriften“ zu erblicken — den Ehevertrag MITTEIS, *Chrest.*, 289 (*C.P.R.*, 27) lin. 32 (a° 190) und die Schuldaufhebungsurkunde *P. Teb.*, II, 397, lin. 1 (a° 198). An anderen Besonderheiten der Urkunden aus Ptolemais Euergetis vgl. *Oeff. Urk.*, 91, Anm.

² Freilich ist es eine seit langem strittige Frage, ob *P. Hamb.* 15 auf Grund eines Epistalma der Bibliothek errichtet worden war, vgl. *Sav.-Z.*, 41, 275; v. WOESS, *Urkundenwesen*, 189¹.

³ *LiegR.*, 77; *Sav.-Z.*, 50, 696; *Arch. f. Pap.-F.*, 10, 193.

sei „ der δημόσιος χρηματισμός ein amtlich behandeltes Stück, das in einem öffentlichen Archive eingereiht wurde. Das Rechtsgeschäft musste zunächst in einer Amtsschrift festgelegt und diese eingereiht werden “ (*LiegR.*, 77); „ der Agoranom beurkundet hier nicht etwa nur ein Parteiengeschäft, sondern wirkt als Gemeinschaftsorgan mit “ (*Arch. f. Pap.-F.*, 10, 193). Mag sein, aber damit wird die „ Amtsschrift“, die „ amtliche Prüfung“, die „ Mitwirkung des Beamten als Gemeinschaftsorgan“ zu einer Eigentümlichkeit nicht nur der Liegenschaftsveräußerung, nicht nur der καταγραφή, sondern des δημόσιος χρηματισμός überhaupt.

Denn mögen wir auch diesem Terminus meist in bezug auf Grundstückveräußerungen begegnen, so lässt er sich nichtsdestoweniger in bezug auf die verschiedenartigsten Rechtsgeschäfte nachweisen. So erfolgte gemäss *P. Lond.*, III, 1164 (i), p. 165 = MEYER, *Jur. Pap.*, 31 auch der Verkauf der Siegespensionen eines Faustkämpfers mittelst eines τῆς πράξεως διὰ τοῦ ἀρχείου γεγόμενος δημόσιος χρηματισμός (lin. 17/8). Nach der Vorschrift des Gnomon des Idios Logos waren Testamente nur gültig, wenn sie κατὰ δημοσίους χρηματισμούς errichtet wurden (§ 7). Nach dem Edikt des Mettius Rufus, MITTEIS, *Chrest.*, 192, lin. 35 f. werden die Verfangenschaftsrechte der Kinder durch die Eltern διὰ δημοσίων χρηματισμῶν begründet¹. Der δημόσιος χρηματισμός lässt sich ferner belegen für Schenkungen (*P. Reinach*, 49, lin. 14 f.)², für hypothekarische Schuldverträge (*Oxy.*, III, 485,

¹ Die Anmeldung eines derartigen Rechts zur παράθεσις seitens der Kinder liegt vor, in Uebereinstimmung mit dem Edikt des Mettius Rufus, in *P. Oxy.*, IV, 713 = MITTEIS, *Chrest.*, 314 (a° 97 n. Chr.). Dabei berufen sich die Deklaranten in lin. 12-3 auf die γάμου συγγραφή διὰ τοῦ ἀγορανομίου, nicht ausdrücklich auf einen δημόσιος χρηματισμός. Daraus gewinne ich, wie auch sonst, den Eindruck, dass zwischen agoranomischen Urkunden und δημοσίοι χρηματισμοί nicht besonders unterschieden wurde.

² Dazu *Oeff. Urk.*, 224². Vgl. auch *P. Grenf.*, II, 71 = MITTEIS, *Chrest.*, 190 und *Grenf.*, II, 70 = MITTEIS, *Chrest.* 191 und dazu Jöns, *Sav.-Z.*, 34, 125 f.

lin. 12 f.; *Lond.*, II, 348, p. 215, lin. 10 f.), für solche ἐπ' ἐνοικήσει (*B.G.U.*, I, 260, lin. 3) oder mit sonstiger Antichrese (*P. Grenf.*, II, 69, lin. 20)¹, aber ebenso auch für Schuldscheine ohne jede erkennbare pfandrechtliche Sicherung (*Teb.*, II, 396, lin. 8; *Lond.*, II, 341, p. 213 lin. 5 f.), für Dotalverträge sowohl über Grundstücke (*Teb.*, II, 335, lin. 4) wie auch über Geld (*Lond.*, p. 207, lin. 8), für Vollmachten (*Oxy.*, III, 509, lin. 2/3), für Indemnitätserklärungen (*P. Hamb.*, 70, lin. 29 f.), für den Revers des fiduziarischen Gläubigers an den Fiduzianten in *P. Flor.*, I, 86, lin. 10 usf. SCHÖNBAUER selbst hat eine ganze Reihe von Rechtsgeschäften aufgezählt, für deren Gültigkeit er einen δημόσιος χρηματισμός für erforderlich hält². Wenn wir da — was ich keineswegs bestreiten will — überall mit amtlicher Behandlung und Prüfung zu rechnen haben, dann verblasst jene angebliche Katagraphe-Amtsschrift, in der sich gerade die Besonderheit des Liegenschaftsrechts offenbaren soll (vgl. *Atti*, 447, 451), zu einer allgemeinen urkundenrechtlichen Erscheinung. Die Katagraphe geht dann auch nach der Protokollstheorie auf in der allgemeinen Erscheinung des δημόσιος χρηματισμός, das καταγράφειν in dem Verfahren, mittelst dessen in Aegypten die verschiedenartigsten Rechtsgeschäfte öffentlich beurkundet und behandelt worden sind. Das materiell-liegenschaftsrechtliche Problem geht über in das formal-urkundenrechtliche, was δημόσιοι χρηματισμοί überhaupt waren und wie sie zustande kamen. Nach der bisherigen Erfahrung werden aber die δημόσιοι χρηματισμοί stets nur zu den Cheirographa (und anderen Privaturkunden) in Gegensatz gestellt³, und es liegen m.W. bisher keinerlei Nachweise dafür

¹ Dazu MANIGK, *Gläubigerbefriedigung durch Nutzung*, 35; PARTSCH, *Arch. f. Pap.-F.*, 5, 510; JÖRS, *Sav.-Z.*, 34, 126.

² *LiegR.*, 77 f., im Anschluss an JÖRS, *Sav.-Z.*, 34, 141 f.; meine abweichende Ansicht, *Oeff. Urk.*, 295 f. möchte ich, zum Teil wenigstens, auch heute nicht aufgeben.

³ Die vorliegende Arbeit hoffe ich durch eine Spezialuntersuchung

vor, dass innerhalb der Homologien, Synchoresisurkunden und späteren Diagraphai danach unterschieden worden wäre, ob sie *δημόσιοι χρηματισμοί* waren oder nicht¹. Viel-

über den Begriff des *δημόσιος χρηματισμός* ergänzen zu können. Sie kann nur im Zusammenhang mit dem ganzen Registrierungswesen behandelt werden, wofür WILCKEN's Darstellung in *U.P.Z.*, I, S. 596 f. eine neue Grundlage schuf. WILCKEN versteht da S. 613 f. unter *χρηματισμός* in einzelnen Urkunden, so auch in MITTEIS, *Chrest.*, 183 und 184, das Vertragsregister; auch RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 225-6 bezieht *δημόσιοι χρηματισμοί* auf die „dreiteiligen Anagraphe-Akten“. Nichtsdestoweniger kann aber *χρηματισμός* auch die einzelne Geschäftsurkunde bezeichnen, so z.B. WILCKEN, *U.P.Z.*, II, S. 87 zu *P. Tor.*, I, IX, lin. 5. Demgemäss ist unter *δημόσιος χρηματισμός* die einzelne öffentliche Geschäftsurkunde zu verstehen, wenn z.B. die Erwerbberin in *P. Oxy.*, III, 486 = MITTEIS, *Chrest.*, 59, lin. 7, sagt, sie hätte gekauft *λαβοῦσα τὸν κατήκοντα τῆς ὄντης δημοσίου χρηματισμόν* oder wenn, wie so oft, von einem *δημόσιος χρηματισμός* *τελειώσεις διὰ γραφείου* (oder ähnlich) die Rede ist (vgl. z.B. *P. Hamb.*, 16, lin. 6 f.; *Lond.*, II, 341, p. 213, lin. 5 f.; p. 215, lin. 10 f.; *Thead.*, I, lin. 5). Die vielfach begegnende Wendung, wonach ein Rechtsgeschäft *κατὰ δημοσίον χρηματισμόν* (in der Einzahl oder Mehrzahl) zustande kam, bezeichnete, was immer auch *χρηματισμός* hierbei wörtlich bedeute, jedenfalls den Gegensatz zur rein privaten Beurkundung (vgl. z.B. *P. Hamb.*, 70, lin. 29 f.). Ebenso bringt die Klausel der *δημοσίωσις*-Eingaben „*πρὸς τὸ μένειν τὰ ἀπὸ τῆς ἀσφαλείας δίκαια ὡς ἀπὸ δημοσίου χρηματισμοῦ*“, die nicht nur in bezug auf Liegenschaftsgeschäfte begegnet (z.B. *Oxy.*, XII, 1473, lin. 42), den gleichen Gegensatz zum Ausdruck.

¹ SCHÖNBAUER spricht, *Sav.-Z.*, 50, 696 im Gegensatz zur herrschenden Lehre von „agoranomischen Urkunden, die keinen *δημόσιος χρηματισμός* vorstellen“. Es war mir leider nicht möglich die Frage genauer zu untersuchen, inwieweit von solchen gesprochen werden kann. Ich möchte sie einstweilen offen lassen und hier nur auf einige Beobachtungen hinweisen. *Δημόσιος χρηματισμός* ist vorwiegend jedenfalls eine Erscheinung nur der früheren Kaiserzeit, I-IV. Jahrh. vgl. P. M. MEYER, *Jur. Pap.*, p. 88. Es fällt auf, dass der *δημόσιος χρηματισμός* meist als (*τελειώσεις*) *διὰ τοῦ ἀρχείου* bezeichnet wird, doch hören wir auch von solchen *διὰ ἀγορανομείου* (z.B. *Flor.*, I, 86, lin. 10-11), *διὰ γραφείου* (*Flor.*, I, 97, lin. 24; *Lond.*, II, p. 213, lin. 6-7, p. 215, lin. 11), *διὰ μητρονείου* (*P. Oxy.*, III, 485, lin. 13; *P. Thead.*, I, lin. 5), *διὰ τοῦ καταλογείου*, also Synchoresis (*B.G.U.*, VII, 1875, lin. 4-5 mit der Anm. der Herausgeber). Man gewinnt im allgemeinen nicht den Eindruck, dass der *δημόσιος χρηματισμός* eine Urkundenqualität sei, die besonders hervorgehoben zu werden pflegt. So mussten z.B. nach der Gnomon-Vorschrift, § 7, Testamente *κατὰ δημ. χρημ.* errichtet werden, doch ist mir keine Stelle bekannt, in der dies in bezug auf ein Testament besonders betont wäre. Desgl. hatte die Apographe an die Bibliothek nach SCHÖNBAUER eine Katagraphe, also einen *δημόσιος χρηματισμός* zur Voraussetzung: in den Apographai wird aber in der Regel nicht her-

mehr gewinnt man gerade auf dem Gebiet des Liegenschaftsrechts, wie auch sonst den Eindruck, dass ohne feste Unterscheidung bald von *ὁμολογίαι, συγγραφαί* usf., bald allgemein von *δημόσιοι χρηματισμοί* gesprochen wird.

Wie nun *δημόσιοι χρηματισμοί* und damit auch *καταγραφαί* zustande kamen, ist eine wichtige urkundenrechtliche Frage für sich¹. Sie tritt aber an juristischer Bedeutung sehr er-

vorgehoben, dass es sich um einem solchen handelt, z.B. *Haw.* 166, 238; *Ryl.*, II, 107; *Teb.*, II, 323, 472; *Stud. Pal.*, 22, 175, anders *P.S.I.*, III, 189 (Gleiches gilt für die *καταγραφή* vgl. unten IV. 17. e.). Demgegenüber ist freilich merkwürdig, dass in den *παράξεις*-Eingaben regelmässig ausdrücklich auf einen „*δημόσιος χρηματισμός διὰ ἀρχαίου*“ Bezug genommen wird (*Gen.* 44; *Hamb.* 16; *P.S.I.*, X, 1126, 1127; Hinweis auf *χρηματισμός* auch in *B.G.U.*, I, 243; *Chic.*, 2, in *Class. Phil.*, I, p. 168; *Teb.*, II, 318 = *MITTEIS, Chrest.*, 218: *κατὰ δημοσίας* (diese besondere Bezeichnung ist ungewohnt) *ὁμ[ολογ]εῖας γεγωναίας διὰ γραφείου*). Ebenso war zum Mahn- und Vollstreckungsverfahren ein *δημόσιος χρηματισμός* erforderlich (*Oeff. Urk.*, 30 f.; *SCHÖNBAUER, LiegR.*, 78). Nun findet dies in den betreffenden Eingaben bisweilen Hervorhebung (z.B. *Oxy.*, III, 485; IV, 712), während in anderen Fällen, und zwar auch im Falle hypothekarischer Schulden, nur auf die *ὁμολογία, συγγραφή, διαγραφή* usf. Bezug genommen wird, z.B. *Flor.*, I, 86 (mit Hinblick auf den in lin. 11 erwähnten *δημ. χρημ.* besonders beachtenswert); *B.G.U.*, III, 888; IV, 1038; *P. MEYER, Jur. Pap.*, Nr. 48. Weiterhin fällt auf, dass in dem *Oeff. Urk.* 63 f. zusammengestellten Material in der öffentlichen Quittung die aufgehobene Schuldurkunde fast immer nur als *ὁμολογία* oder *συγγραφή διὰ τοῦ γραφείου* o.ä., aber nicht als *δημόσιος χρηματισμός* bezeichnet erscheint, was aber angesichts von Fällen wie *B.G.U.*, I, 260; *P. Lond.*, II, 341, p. 213 und *Teb.*, II, 396 (*Oeff. Urk.*, 78 f.) nicht von Belang sein dürfte. Jedenfalls begegnet die Vorstellung des *δημόσιος χρηματισμός* in bezug auf alle Rechtsgeschäftsarten, bezüglich welcher die *δημοσίωσις* nachweisbar ist (*Oeff. Urk.*, 8 f., 295). Ich lasse aber dahingestellt, ob und inwieweit es auch betrifft solcher Geschäfte der Fall ist, betrifft welcher Homologien usf. zwar gleichfalls vorkommen, in Cheirographa jedoch die *δημοσίωσις* nicht in Aussicht genommen zu werden pflegte (dazu vgl. *Oeff. Urk.*, 10). Falls das Wort sich in solcher Hinsicht nicht belegen lässt, so beweist das an sich noch nichts. Galten z.B. die kaiserzeitl. Abkömmlinge der alten agoranomischen „*ἀπέδοτο-ἐπίρατο*“-Kaufprotokolle, die weder *SCHÖNBAUER* noch ich als *Katagraphai* ansehen, wie z.B. *Oxy.*, I, 99 mit dem Vermerk in lin. 11 „*διὰ ἀγορανόμων κεχρημάτισται*“ (vgl. *WILCKEN, U.P.Z.*, II, p. 613) nicht als *δημόσιοι χρηματισμοί*?

¹ Sie betrifft aber weit mehr die notariats- und archivtechnische als die juristisch wesentliche Seite, namentlich seitdem die Notare eine eigene *probatio causae* hinsichtlich der Legitimation des Veräußerers

heblich hinter der anderen zurück, ob zur Liegenschafts- und Sklavenveräußerung neben der Homologie, Synchoresis oder Diagraphie, in welcher der Verkäufer sein πεπραγμένον erklärt und die volle rechtliche Herrschaft (κυρτεία) mit allen üblichen Klauseln dem Erwerber zusichert und die meist πράσις oder ὄνη genannt wird, noch ein weiteres „Amtsprotokoll“, „Amtsschrift“ oder dgl. erforderlich war und auf diese Frage glaube ich nach allem verneinend antworten zu müssen.

IV. WESEN UND BEDEUTUNG DER KATAGRAPHE

16. Nach diesen zur Klärung der Kontroverse unumgänglichen kritischen Ausführungen dürfen wir uns nun

nicht mehr ausüben. Der juristisch wesentlichste Punkt der Protokolltheorie liegt in der Lehre, wonach die Katagraphie ein Amtsprotokoll, eine Amtsschrift sein soll, welche sich vom Parteigeschäft abhebt: hierauf bezogen sich unsere Ausführungen vor allem. Davon sind folgende weitere urkundstechnische Punkte auseinanderzuhalten, die sämtlich noch genauerer Detailuntersuchung bedürftig sind, aber sämtlich keine Besonderheit der καταγραφὴ darstellen dürften: a) Die „Einreihung in ein öffentliches Archiv“, „die Aufnahme in die öffentliche Urkundensammlung“ (LiegR. 77) ist nach SCHÖNBAUER's eigener Darstellung (LiegR. 77) allen δημόσιοι χρηματισμοί wesentlich, was sicherlich zutrifft (vgl. WILCKEN, U.P.Z., I, S. 612 f.). Sofern darin ein für die καταγραφὴ wesentliches amtliches Moment zu erblicken wäre, würde die Lehre sich eng mit derjenigen RABEL's von der Vollendung der Urkunde (dazu oben II, 7, 9) berühren (dazu besonders Atti, 456). b) Wenn von „Amtsschrift“ vielfach im Sinne „amtlicher Niederschrift“ gesprochen wird, so ist es gleichfalls eine noch allgemein zu prüfende Frage, inwieweit und was der Beamte oder sein Vertreter selbst niederschreiben hatte. Inwieweit war es wesentlich, dass eine Amtsperson schreibe? Woess, *Urkundenwesen*, S. 38, hat auf Fälle hingewiesen, wo bei öffentlicher Beurkundung die Partei die Urkunde schrieb. Wie war es insbesondere bei Synchoresisurkunden? Jedenfalls vermag ich auch von diesem Gesichtspunkt aus keine Besonderheit der als Katagraphie angesprochenen Urkunden zu erkennen. c) Das Gleiche möchte ich auch betreffs der These annehmen, dass „das Original der καταγραφὴ im Amte bleibt“ (Atti, 447); vgl. zu dieser Frage WILCKEN, U.P.Z., I, S. 612 a.E.; *Heidelb. Akad.-Abh.*, 7, S. 52; MITTELS, *Grundzüge*, 62 f.

¹ Oder sein παρακχωρηθέναι oder dgl., dazu *Oeff. Urk.* 209 f., 241.

auch der positiven Seite unseres Problems zuwenden. So sehr ich auch die Lehre, wonach die Katagraphe eine von den vielfach belegten öffentlichen Uebereignungsurkunden irgendwie verschiedene Amtsschrift gewesen sei, für unrichtig halte, das eine haben auf Grund der neuen ptolemäischen Spuren vor allem SCHÖNBAUER'S Darlegungen sicher evident gemacht, dass die Katagraphe ihrem Ausgangspunkt nach ein Amtsakt, das Katagraphein eine amtliche Tätigkeit gewesen ist¹ Demgemäss muss auch die spätere Entwicklung von diesem Gesichtspunkt aus bewertet werden. Freilich wird das *καταγράφειν* daneben, wie unter II. 8. c. dargelegt, sicher schon im II. Jahrhundert v. Chr. und dann immer mehr auch auf die Parteitätigkeit des Veräusserers bezogen. Dadurch hat das Wort von seiner Schärfe viel verloren. Aber nichtsdestoweniger haftete ihm sein Ursprung auch weiter an und es war sicher unrichtig dieses *καταγράφειν* der Partei als „auflassen“, „anerkennen“ oder ähnlich aufzufassen, d.h. auf die materiellrechtliche Verfügung des Veräusserers zu beziehen². Katagraphein war vor allem Amtsakt, welcher — nachdem das ursprüngliche Registrieren in die Beurkundung übergegangen war (oben II. 6.-7.) — die gesamte amtliche Tätigkeit des Urkundsamtes bei der Urkundenerrichtung umfasst³; als Parteiakt betraf es gleichfalls die

¹ Diese wird freilich von der Protokollstheorie anders gedacht als von der Registrierungslehre, der wir für die älteste Zeit zustimmen (oben II, 5).

² So namentlich und am stärksten PARTSCH, *Gött. gel. Anz.*, 1910, Nr. 11, S. 753; *Heidelb. Sitz.-Ber.*, 1916, 10, S. 10 f., schon weit weniger *Lenel-Festschrift*, 147. In dem zur Erörterung stehenden Punkt sah MITTEIS, *Grundzüge* 177 viel richtiger. Ich selbst sprach *Hypothek und Hypall.*, 109, gleichfalls von „Auflassung“, jedoch *Oeff. Urk.*, 237, 241 und *passim* stets nur von „Urkunde“ und „Beurkundungsakt“, ohne aber deren Verhältnis zur materiellen Erklärung mit der gebührenden Schärfe zu betonen. Immerhin war meine Ansicht bei v. WOESS, *Urkundenwesen*, 61, nicht zutreffend wiedergegeben.

³ Inwieweit aber dafür wirklich das „Niederschreiben“ wesentlich war, woran schon MITTEIS, *Grundz.*, 177-8 dachte (dagegen PARTSCH, *Heidelb. Sitz.-Ber.*, 1916, 10, S. 11) und woran vor allem SCHÖNBAUER

zur Urkundenerrichtung nötige Parteitätigkeit. Das ändert gar nichts am Wesen der Ansicht, wonach *καταγραφή* die öffentliche Uebereignungsurkunde ist, nur stellt es die katagraphierende Tätigkeit sowohl des Beamten wie der Partei in bezug auf diese Urkunde in schärferes Licht: dieselbe betrifft die Errichtung der Urkunde, nicht die in ihr verbrieftete Erklärung. Dadurch wird auch klar, dass es in den vorbyzantinischen Uebereignungsurkunden nicht heisst und auch *nicht heissen kann*: *ὁμολογεῖ καταγεγραφεῖναι*, sondern nur *πεπραχέναι* oder *παρακεχωρηθέναι*, denn das sind die Worte für die materielle Verfügung¹.

Dies erklärt nun auch — und das ist ein wichtiges Moment — weswegen diese öffentlichen Uebereignungsurkunden in vorbyzantinischer Zeit niemals sich selbst als *καταγραφή* bezeichnen, was immer als ein Hauptargument gegen die Anschauung empfunden wurde, welche im *καταγράφειν* eine Beurkundung hat erblicken wollen². Sie tun es nicht, weil die Urkunden über Rechtsgeschäfte sich immer nach dem Parteiakt mit einem die Erklärung der Partei generell oder speziell kennzeichnenden Worte bezeichnen: sie nennen sich *ὁμολογία*, denn die Partei ist es, die *ὁμολογεῖ*; *συγχώρησις*, denn die Parteien sind es, die *συγχωροῦσι*³; *συγγραφή*, denn die Parteien sind es, die syngraphieren⁴; oder sie nennen sich

mit der „amtlichen Niederschrift“ denkt, bedarf — wie schon erwähnt — m.E. noch einer sehr eingehenden Detailuntersuchung in betreff aller *δημόσιοι χρηματισμοί*.

¹ Liegt in dem fragmentierten Cheirographon *Oxy.*, XIV, 1703, wo die Wendung *ὁμολογῶ καταγεγραφεῖναι* (N.B. ganz ungewohnter Weise ohne *πεπραχέναι*) gegen alle sonstige Erfahrung schon im III. Jahrhundert begegnet, wie die Herausgeber meinen und wofür lin. 6 spricht, eine Veräusserungsurkunde eines Agoranomen oder aber etwa eine Erklärung dieses Agoranomen darüber vor, dass er als solcher die *καταγραφή*-Urkunde für den Verkäufer errichtet habe? Vgl. zur Urkunde auch A. SEGRÉ, *Aegyptus*, 10, 219 Anm.

² Vgl. RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 223.

³ Oder in der Einzahl *συγχωρεῖ*, *συγχωρῶ*, vgl. MITTEIS, *Grundz.*, 66; P. M. MEYER, *Jur. Pap.*, S. 93.

⁴ Vgl. PREISIGKE, *Wörterbuch*, s.v. *συγγράφω*.

nach der speziellen Art des Rechtsgeschäfts *μισθωσις, σύστασις, ὑποθήκη, ὑπάλλαξις, διαθήκη* usf. usf., und sie nennen sich *ὄνη, πράσις, παραχώρησις*, aber nach allen bisherigen Erfahrungen nennen sie sich in vorbyzantinischer Zeit nicht: *καταγραφή*¹.

Diese Tatsache bietet aber m.E. ein besonders starkes Argument gegen die Protokolltheorie. Wäre diese richtig, so erschiene es völlig unerklärlich, wieso die Notare in Aegypten die für die Uebereignung von Grundstücken und Sklaven angeblich unentbehrlichen „Amtsschriften“ oder „Amtsprotokolle“, die für die Legitimation des Erwerbers so wesentlich gewesen sein sollen, vom „Parteigeschäft“ nicht auch äusserlich aufs deutlichste unterscheiden und erkennbar machen, indem sie dieselben als *die καταγραφή* bezeichnen. Wieso heisst es dann in *B.G.U.*, III, 998, II am Schluss „*ἡ δὲ ὁμολογία κυρία*“ und nicht *ἡ καταγραφή*, wenn sie dies wirklich gewesen sein sollte? Wieso bezeichnet sich *C.P.R.*, I, als *παραχώρησις*, *P. Freib.*, 8, Verso als *ἀντίγραφον ὄνης*² und nicht ausdrücklich als *καταγραφή*, wenn alles darauf ankam, dass die Urkunde dies sei? Wieso begegnet in den langen *ἀναγραφὴ*-Listen aus Tebtynis in den *P. Mich.*, in welchen alles vermerkt steht, was im Notariat geschrieben wurde, worunter sich auch zahlreiche Grundstückskäufe finden, nicht eine einzige *καταγραφή*³? All das wäre

¹ In Dura ist es, wie der Sklavenkauf in *Dura-Perg.* 23, lin. 21, aus dem Jahre 180 n. Chr. zeigt (*Papyri und Altertumswissenschaft*, p. 382 f.) anders, dazu WELLES daselbst p. 380 f., 385 f.; RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 208 f., und SCHÖNBAUER, *Atti*, 454 f., 461. Ich wage einstweilen keine Schlüsse daraus zu ziehen, dass die neuesten von WELLES, *Arch. d'hist. du Droit oriental*, I (1937), p. 261 ff. publizierte schöne Grundstückskaufurkunde *Dura Pap.* 101 (a° 227 n. Chr.) einen ähnlichen Hinweis auf *καταγραφή* nicht enthält.

² WILCKEN, *P. Freib.*, III, p. 104.

³ Dass es sich um die *ἀναγραφὴ*-Listen eines *γράφειον* handelt, ist dabei ganz ohne Belang. Auch *C.P.R.*, I, den SCHÖNBAUER als Katagraphe ansieht (vgl. oben III, 11. c.) ist durch das *γράφειον* anagraphiert und beispielsweise erfolgt auf Grund einer ganz gleichartigen Urkunde in *P. Hamb.*, 62 (a° 123 n. Chr.) die *ἀπογραφή* an die Bibliothek.

unerklärlich, wenn es sich dabei um eine vom Parteigeschäft abhebende besondere Amtsschrift mit eigener Rechtswirkung handeln sollte.

Nach der von mir vertretenen Ansicht ist dies weit eher verständlich. Denn worauf es ankam, was die Partei brauchte, war die öffentlich beurkundete Parteierklärung, die in einer öffentlichen Urkunde, einem δημόσιος χρηματισμός verbrieftε πράσις oder παραχώρησις, also die öffentliche Uebereignungsurkunde. Auf diese Urkunde wird das alte, wie ich nun gleichfalls glaube, auf den Eintragungsakt in die einstigen Liegenschaftsregister zurückgehende Wort „καταγραφή“ bezogen: aber sie selbst nennt sich nicht so.

17. Damit können wir aber nun zu einem weiteren, für die juristische Bewertung der Katagraphe vor allem bedeutsamen Moment, welches uns von der Protokolltheorie in einer wesentlichen Hinsicht trennt. Man beruft sich oft auf die καταγραφή, womit einer alten griechischen Rechtsanschauung gemäss der Uebergang des Eigentums an Grundstücken und Sklaven verknüpft ist. Aber in keiner Hinsicht erscheint die καταγραφή als das Ausschlaggebende, als die *condicio sine qua non* des vollen Erwerbs. Vielmehr begegnet das Wort überall abwechselnd mit den Begriffen, die das Parteigeschäft als solches betreffen, ja man beruft sich weit häufiger auf diese. Dies lässt sich betreffs aller Beziehungen, in welchen καταγραφή und καταγράφειν als Grundlage des Erwerbs überhaupt begegnen, wie mir scheint, zweifelsfrei nachweisen:

a) Man beruft sich gelegentlich auf die Katagraphe hinsichtlich der Lage der Grundstücke (*P. Oxy.*, I, 100, lin. 10/11), hinsichtlich der Preiszahlung (*P. Fay.*, 100)¹

¹ Zu *P. Fay.*, 100, vgl. *Oeff. Urk.*, 245², anders SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 53; doch der Einwendung, dass der Kaufpreis nicht nach vollzogener Katagraphe gezahlt werden könne, stehen *P. Eitrem*, 5 (*Oeff. Urk.*, 244 f.) und auch *P. Cairo Preis.*, 43 (*Oeff. Urk.*, 197, 257 f.) im Wege, vgl.

und der Gewährleistungspflicht (*P. Cairo Preis.*, 43, lin. 24; *P. Oxy.*, II, 268, lin. 21-22). Das sind typische Bestandteile der Kaufurkunden, bezüglich welcher vor allem diese Auskunft geben.

b) Man beruft sich im Prozess und vor allerlei Behörden gelegentlich auf die Katagraphe¹, aber weit häufiger wird als Erwerbstitel auf die *ὄνη* oder das sonstige Kausalgeschäft hingewiesen². Dass namentlich auch im Hermiasprozess von keiner der Parteien die Frage des Vorhandenseins oder Nichtvorhandenseins einer Katagraphe erörtert wird, hat den im übrigen so sehr förderlichen Ausführungen SCHÖNBAUER's gegenüber, der gerade diesen Punkt für wesentlich hielt³, schon KUNKEL zutreffend bemerkt⁴.

c) Ebenso wird in den Vertragsurkunden als Erwerbstitel des Veräußerers, sofern es überhaupt geschieht, in der Regel der Kauf, die *παράχωρησις* die *διαίρεσις*, die *προκήρυξις* usf., also die *Kausa*, aber nicht die *καταγραφή* genannt⁵.

SCHÖNBAUER selbst *a.a.O.*, 58. Das übrige ist zweifelhaft, ich glaube aber nicht, dass der Bankier (vgl. WILCKEN, *P. Brem.*, S. 108) hier in der von ihm auszustellenden Diagraphie über die Zahlung irgendwie die früheren Katagraphai nennen sollte.

¹ Z.B. *P. gr. Wiss. Ges. Strassb. Inv.*, Nr. 277 = *S.B.*, I, 4512, lin. 68 f.; *Wess. Spec.*, 8, 11 = MITTEIS, *Chrest.*, 68, lin. 9.

² Belege: *Oeff. Urk.*, 255 f., 243. In *Teb.*, II, 335 (Mitte III. Jahrh.) beruft sich die Petentin auf Mitgiftbestellung *κατά δημοσίους χρηματισμούς*, ähnlich wie die Käuferin in *P. Oxy.*, III, 486, lin. 7, 23. Vgl. auch *Oxy.*, I, 73, lin. 30 f.

³ *LiegR.*, 33 f., dazu WILCKEN, *U.P.Z.*, II, p. 65 f.

⁴ KUNKEL, *Gnomon*, 3, 159, dessen Einwendung durch das *Sav.-Z.*, 50, 694 Gesagte m.E. nicht entkräftet ist.

⁵ Ein festes Prinzip in bezug auf die Angabe des Erwerbstitels vermag ich nicht zu erkennen (zur Frage auch v. WOESS, *Urkundenwesen*, 304 f.). Ein wesentliches Merkmal der *καταγραφή*-Urkunde, wie SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 32, 56 auf Grund von *B.G.U.*, VI, 1213 will, ist es m.E. nicht gewesen; so finden wir es auch nicht in den von SCHÖNBAUER als *καταγραφή* angesprochenen *B.G.U.*, III, 998; GRENF., I, 27 (*LiegR.*, 32, wo offenbar versehentlich II, 27, steht), *B.G.U.*, VIII, 1731 f. Als Erwerbstitel findet sich ein Kauf genannt z.B. in *Lond.*, III, 1206, p. 16, lin. 18; *P. Adler Gr.*, 16, lin. 6; *Oxy.*, IX, 1209, lin. 10 f.; *P. Grenf.*, II, 71, lin 14

d) Demgemäss ist denn auch, sofern einer Uebergabe der Vorerwerbsurkunden anlässlich einer Veräusserung oder Verpfändung überhaupt Erwähnung geschieht, gelegentlich zwar auch von der Uebergabe der Katagraphe-Urkunde (so in *B.G.U.*, IV, 1128, lin. 14¹; *P. Freib.*, 8, lin. 24 f.), meist aber von jener der Kauf-, παραχώρησις-, διαίρεσις- usf. Urkunde oder allgemein der προκτητικὰ ἀσφάλεια die Rede².

e) Im Bibliotheksbetrieb tritt ein Hinweis auf die „Katagraphe“ sozusagen gar nicht in Erscheinung. In den προσαγγελία der Verfügenden und den daraufhin ergangenen ἐπιστάματα der Bibliotheksvorsteher, deren Zweck doch die Errichtung einer καταγραφὴ gewesen ist, begegnet dies Wort bisher niemals. Es ist immer nur vom τελειῶν des χρηματισμός, vom ἐπιτελεῖν oder συγχρηματίζειν des Notariatsamtes die Rede³.

Hierbei ist besonders zu beachten, dass auch in den ἀπογραφαί an die βιβλιοθήκη ἐγκτήσεων, die nach SCHÖNBAUER'S Lehre eine καταγραφὴ zur Voraussetzung hatten (vgl. oben III, 13.), der Erwerber sich in den meisten Fällen nur auf

(ἀπὸ δικαί[α]ς] ὄνησις); vgl. auch *P. Grenf.*, II, 25, lin. 9 f.; *Lips.*, 4-5, lin. 14 f.; eine παραχώρησις z.B. in *P. Mil. R. Univ.*, 1, lin. 8 f.; eine προκήρυξις in *C.P.R.*, 1, lin. 5; eine διαίρεσις in *P. Hamb.*, 62, lin. 4; *P. Par.*, 17, lin. 6 usf. Eine Angabe des Erwerbstitels findet sich z.B. nicht in *P. Hamb.*, 15; *C.P.R.*, 6; *Lips.* 3 und noch sehr oft.

¹ Die Stelle ist freilich strittig: vgl. PARTSCH, *Heidelb. Sitz-Ber.*, 1916, 10, S. 12, dagegen *Oeff. Urk.*, 291-2, unter Zustimmung von P. M. MEYER, *Ztschr. f. vergl. Rechtswiss.*, 40, 194 f. und ebenso auch SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 39 f.; anders RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 220.

² Vgl. dazu *Hypoth. u. Hypall.*, 13 f.; *Oeff. Urk.*, 285 f. Neuerdings bietet ein schönes Beispiel *P. Mil. R. Univ.*, 1, lin. 17 f.

³ Um die Anweisung zum τελειῶν τὸν χρηματισμόν wird gebeten in *P.E.R.*, *Inv.* Nr. 1436 = MITTEIS, *Chrest.*, 200, lin. 39 f., wie auch bei der Hypothezierung *Oxy.*, III, 483, lin. 20 (im Epistalma lin. 34 : ἐπιτελεῖτε); zum συγχρηματίζειν in *B.G.U.*, I, 184, lin. 28 f.; II, 379, lin. 19 (im ἐπίσταμα lin. 22 : τελεῖσθω); *Fay.*, 31, lin. 19 f.; *Lond.*, III, 903, p. 117, lin. 18; *Vars.*, 10, III, lin. 18; vgl. auch *Stud. Pal.*, XX, 50 = *Aegyptus*, 13, p. 325, lin. 24, 31. Beide Ausdrücke sind nicht nur dem Liegenschaftsrecht eigentümlich; so erteilt auch der Exeget dem Notariat die Anweisung zum συγχρηματίζειν bei Errichtung einer schuldauflhebenden Quittung, z.B. *P. Teb.*, II, 397, lin. 20, 26; *P.S.I.*, X, 1104, lin. 14.

den Kauf, nicht ausdrücklich auf eine *καταγραφή*, oder auch nur auf einen *δημόσιος χρηματισμός* beruft. Erst im III. Jahrh. n. Chr. wird in einigen *ἀπογραφαί* ausdrücklich gesagt, dass das Grundstück katagraphiert worden sei (*Oxy.*, X, 1268; ebenso im *ὑπόμνημα Harr.*, 75)¹.

Demgemäss findet sich auch in den bisher bekannten kümmerlichen Diastroma-Bruchstücken als Grundlage der Eintragung kein Hinweis auf eine Katagraphie².

f) Für die Arrhalurkunden schien — allerdings nur auf Grund weniger Belege — für den Fall der vollen Preiszahlung die Verpflichtung zur Errichtung einer „*καταγραφή*“, typisch zu sein. Nun begegnet aber in *P. Mich.*, 121, Recto, II, IX (a° 42 n. Chr.) der Auszug einer Arrhalurkunde, in welcher in gleicher Hinsicht der Veräusserer die *παραχώρησις* des Grundstücks zusagt³.

g) Ebenso wird in Verträgen, wo zwar ein Kauf bereits abgeschlossen, aber der Preis nur teilweise beglichen ist, für den Fall der Zahlung des Restes in *P. Ryl.*, II, 164 das *καταγράψειν*, in *B.G.U.*, IV, 1127, lin. 5 f. und 1129, lin. 7 f. hingegen die *παραχώρησις* zugesagt⁴.

h) Wo über die Veräusserung eine bloss private Urkunde vorliegt, wird auf die *καταγραφή* Gewicht gelegt (*B.G.U.*, I, 50 = *MITTEIS*, *Chrest.*, 205). Sofern aber die betreffenden Urkunden diesbezügliche Zusagen enthalten, wird meist nur

¹ In beiden Fällen handelt es sich um eine Synchoreisis. Im übrigen wird die in Abschrift beigelegte Urkunde nicht als *καταγραφή* bezeichnet, sondern z.B. in den oben III, 13. genannten Fällen als *διαγραφή* u. dgl. Auffallend ist, dass im Gegensatz zu den *Apographai*, in den sog. *παράθεσις*-Eingaben die zugrundeliegende Urkunde regelmässig als *δημόσιος χρηματισμός*, bezeichnet wird (vgl. oben III, 15, S. 435 Anm.).

² Vgl. *P. Flor.*, I, 97, lin. 21, 24 (*κατὰ δημόσιον χρηματισμόν*), zur Urkunde *EGER*, *Grundbuchwesen*, 162 f.; *P.S.I.*, V, 450, Verso I.

³ Es handelt sich dabei freilich um Katoekenland. — Arrhalverträge, die bekanntlich niemals als *ὄνη*, *πράσι*, oder *παραχώρησις* erscheinen, werden in den Listen der *P. Mich.*, II, als *ὁμολογία* (*ἀποχρήσις*) *ἀρραβῶνος* bezeichnet (121 Verso, II, lin. 13; 123 Recto, XVI, lin. 33).

⁴ Zu diesen Urkunden s. *Oeff. Urk.*, 190 f., 206 f.

die δημοσία πράσις, der δημόσιος χρηματισμός, des ἀναφέρειν διὰ δημοσίου, nicht ausdrücklich eine καταγραφή versprochen¹.

i) Am ehesten scheint die καταγραφή im Verfahren der allgemeinen Vermögensexekution, mit oder ohne Hypallagma, ein fester Vollstreckungsschritt gewesen zu sein². Es kann hier nicht neuerdings auf die Frage eingegangen werden, ob und inwieweit dabei an eine Urkunde über die rechtsgeschäftliche Uebereignung des Schuldners selbst (Zwangsauffassung) oder an eine Urkunde über den Zuschlag der Praktoren zu denken sei³. Mit unserem Kata-

¹ Hierzu *Oeff. Urk.*, 148 f., 262 f., 293. Seither ein besonders deutliches Beispiel *Oxy.*, XIV, 1697, lin. 31 f.

² Dafür liegen nunmehr folgende Belege vor: *P. Flor.*, I, 55, lin. 24 f. (a^o 88), nach Jörs, *Sav.-Z.*, 36, 308: καταγέγραμμαι διὰ τοῦ ἐν [Ἐρωτοῦ πόλις ἀγορανομίου oder ἐν [Ἀλεξανδρείᾳ καταλογεῖου κτλ.]; *Berl. Leihg.*, 10, lin. 17 (a^o 120); *B.G.U.*, VII, 1573 (a^o 141-2), wo am Ende lin. 29, gemäss S.B., III, 6951, lin. 51, wie von Herrn Dr. KORTENBEUTEL unter Zustimmung von Herrn Prof. SCHUBART freundlichst bestätigt wurde, τῶ ἐπιδικῆσέντι zu lesen ist; *P. Lond.*, *Inv.* Nr. 1897 (*Arch. f. Pap.-F.*, 6, p. 106 f.), lin. 7 (a^o 177); *P.S.I.*, IV, 282 (a^o 183); *P. Flor.*, I, 56, lin. 11 (a^o 234) und der leider so verstümmelte *P. Gent.*, 1 = S.B., III, 6951 (Zeit des Antoninus Pius). In dieser letzteren Urkunde hat es m.E. zu heissen in lin. 41-2: ἀντί]γραφον ὑπόκειται; lin. 44: τῆς ἐντεύξεως ἀντίγραφον; lin. 46: προστεταγμένα [κατὰ; lin. 51: μεταδέδωκα; lin. 49: ἐπιτελεσθῆναι. Der Umfang des Fehlenden kann auf Grund der Parallelen annähernd ermessen werden an lin. 44-45, wo es mit den üblichen Abkürzungen ungefähr zu heissen hat: συνακρείναμεν γραφῆναι καὶ πεμφθῆναι τῆς [ἐντεύξεως ἀντίγραφον τῶ ... στρατηγῶ ἰν' εἰν παρῶν ὑπακούῃ ὁ δεῖνα καὶ εὐδοκῆ τούτοις καὶ προῆται τὴν καθηκούσαν χειρογραφίαν περὶ τοῦ ἀληθῆ εἶναι τὰ διὰ τῆς ἐντεύξεως] διεδλωμένα καὶ μηδὲν κτλ. (vgl. *Flor.*, 56 = MITTEIS, *Chrest.*, 241, lin. 7-9; P. MEYER, *Jur. Pap.*, 48, lin. 13 f.; *Stud. Ital.*, XII, p. 106, lin. 17 f.).

³ Vgl. *Hypothek und Hypallagma*, 106 f.; *Oeff. Urk.*, 237 f. und dort Angeführte, vor allem Jörs, *Sav.-Z.*, 36, 303 f.; PARTSCH, *Heidelb. Sitzber.*, 1916, 10, S. 23 f.; SCHÖNBAUER, *LiegR.*, 49 f.; *Atti*, 450. Auf der Suche nach germanistischen Parallelen konnte ich mich s.Zt nur auf BÜCKLING, *Die Wechselwirkung gewererechtlicher und fronungsrechtlicher Elemente im Liegenschaftsrecht des deutschen Mittelalters* (Heidelb., 1911) 151 f. berufen. Seither ist der Gedanke der „Zwangsauffassung“ für das alte deutsche Vollstreckungsverfahren nachgewiesen worden von H. PLANITZ in einem Vortrage am Rechtshistorikertag in Jenä 1932, *Schuldbann und Liegenschaftsvollstreckung* (als Manuskript gedruckt) S. 12 f., vgl. PLANITZ, *Germanische Rechtsgeschichte*, S. 228.

graphie-Begriff, für den die öffentliche (amtliche) Beurkundung des Eigentumsverschaffungsaktes, nicht schlechtweg die rechtsgeschäftliche Verfügung des Veräußerers wesentlich erscheint (vgl. oben unter IV, 16.), ist sowohl das eine wie das andere vereinbar. Ob aber für den Eigentumserwerb des Gläubigers im Exekutionswege gerade die „καταγραφή“ wesentlich war, muss zumindest für die frühere Zeit mit Hinblick auf die *ὄνη* in *P. Teb.*, III, 814 (a° 239 und 227 v. Chr.)¹ und auf die *παρὰχώρησις* in *B.G.U.*, IV, 1132² für dieses Mal dahingestellt bleiben³.

18. Aus alledem dürfte zweierlei folgen :

a) Ein Uebereignungsakt, der sich etwa wie die römische *mancipatio* oder die deutsche Auffassung vom Kausalgeschäft scharf abhebt, und daneben für den Erwerb von Grundstücken und Sklaven unentbehrlich gewesen wäre, so wie die Protokollstheorie sie auffasst, kann die *καταγραφή* m.E. nicht gewesen sein. Sonst müsste ihre Rolle in all diesen eben aneinandergereihten Beziehungen ganz anders in Erscheinung treten⁴. Worauf man Gewicht legt, ist das öffentlich beurkundete, in einem *δημόσιος χρηματισμός* verbrieft Uebereignungsgeschäft, das man mit dem alten guten griechischen Terminus *καταγραφή* bezeichnet, ohne dass diese dabei als „Amtsschrift“ eine Besonderheit wäre.

b) Aber auch in dem Sinn, wie wir sie auffassen, als öffentliche Uebereignungsurkunde, als der *δημόσιος τῆς ὄνης χρηματισμός* kann die *καταγραφή* dem Erwerber nicht unentbehrlich gewesen sein. Dabei darf auf bereits bei früherem

¹ Dazu HUNT in der Ausgabe; RABEL, *Sav.-Z.*, 54, 228; SCHÖNBAUER, *Atti*, 455; *Arch. f. Pap.-F.*, 12, 208.

² Dazu *Hypoth. u. Hypall.*, 107 f.; JÖRS, *Sav.-Z.*, 36, 330 f. und dazu *Oeff. Urk.*, 213².

³ Für eine *καταγραφή* anlässlich des Verfalls einer *ὀπισθήκη*, die ich von jeher vermute, fehlt bisher ein direkter Beleg.

⁴ Vgl. auch STEINACKER, der *a.a.O.*, 142 gleichfalls der Meinung ist, SCHÖNBAUER „haftete zu stark an dem Wort Katagraphie“.

Anlass Gesagtes verwiesen werden¹. Es ist nicht gut vorstellbar, dass die so häufig errichteten Cheirographa über Grundstücks- und Sklavenkäufe, die der δημοσίωσις unterzogen werden konnten, ohne jede Erwerbswirkung gewesen sein sollen. In diesem Punkt ist, zumindest in der Negative, RABEL gleicher Ansicht wie ich².

Der These, wonach „erst durch das Kausalgeschäft und das Amtsprotokoll zusammen der zivile Eigentumserwerb vollendet gewesen wäre“ (*Atti*, 448), vermag ich nach alledem nicht zuzustimmen, weder in dem Sinn als ob zur Urkunde über das Kausalgeschäft noch ein Amtsprotokoll hätte hinzukommen, noch in dem, als ob die Erklärung des Veräußerers überhaupt unter allen Umständen in einem „Amtsprotokoll“ (einem δημοσίος χρηματισμός) hätte verbrieft werden müssen. Das romanistische Wort „zivil“ deutet allerdings an, dass auch SCHÖNBAUER für andere Urkunden immerhin mit einer schwächeren Erwerbswirkung rechnet, doch offenbar nur hinsichtlich publizierter Cheirographa³. Ich glaubte eine Wirkung inter partes nach der Preiszahlung auf Grund eines Cheirographon auch schon vor der δημοσίωσις annehmen zu sollen. Die Stellung eines derartigen chirographischen Erwerbers erschien mir dabei schwächer als die des römischen bonitarischen Eigentümers. Denn der publizianisch geschützte Traditionserwerber war nicht nur dem Veräußerer, sondern auch einem zweiten Mancipationserwerber gegenüber geschützt, während die Erwerbsstellung auf Grund eines Cheirographon einem späteren Erwerb auf Grund eines δημοσίος χρηματισμός offenbar hat weichen müssen⁴. Doch die verschiedenen Abstufungen der Rechtsstellungen, die

¹ *Oeff. Urk.*, 262 f.

² *Sav.-Z.*, 54, 230 f., des Näheren 45, 535 f.

³ Vgl. *LiegR.*, 78-9.

⁴ *Oeff. Urk.*, 265 f.

sich auf Grund eines unpublizierten Handscheins, auf Grund eines Handscheins mit nachfolgender δημοσίωσις, auf Grund eines δημοσίως γρηματισμός ohne oder mit bibliothekarischer Wahrung ergaben, lassen auf Grund des überlieferten Materials sich nicht einmal vermutungsweise genauer ermes- sen.

19. Mit alledem sind wir weit entfernt, ein besonderes griechisches oder gar gräko-ägyptisches Liegenschaftsrecht in Abrede stellen zu wollen. Ganz zu Unrecht wird aus der „Urkundstheorie“ die Folgerung gezogen, dass „wir damit kein selbständiges Liegenschaftsrecht vor uns hätten“ (*Atti*, 450). Wenn der hier aufs neue vertretenen Kata- graphe-Lehre unter anderem entgegengehalten wird, dass in den Anagraphe-Registern aus Tehtynis mehrfach auch Homologien über einen Eselskauf sich vermerkt finden, „in denen offenbar die κυρείξ-Klausel enthalten war“, „dass wir also nach der Urkundstheorie da gleichfalls eine Kata- graphe vor uns hätten“ (*Atti*, 459), so muss darauf dreier- lei erwidert werden: a) dass anagraphierte Homologien über Tierkäufe schon vor den neuen Anagraphe-Registern aus Michigan längst zahlreich bekannt waren¹, dass aber b) dieselben *niemals* eine κυρείξ-Klausel enthalten und dass sie c) auch nicht als Katagraphai angesehen wurden, weil diese Vorstellungen für andere Mobilien als Sklaven und Schiffe überhaupt nicht begegnen². Dieser Einwand der „Protokollstheorie“ gegenüber der „Urkundstheorie“ erscheint besonders unbegründet. Denn von jeher habe ich mit besonderem Nachdruck den juristischen Gegensatz von Grundstücken und Fahrnis für das gräko-ägyptische Rechts-

¹ Z.B. *Rylands*, II, 158 (a^o 138 ?); *P. Neutest.*, 13 (a^o 141); *MITTEIS, Chrest.*, 160, 259-263. Inwieweit solche Homologien auch als δημοσίως γρηματισμοί angesehen werden, möchte ich mit Hinblick auf SCHÖNBAUER'S Skepsis einstweilen offen lassen. Entsprechende Cheirographa enthalten jedenfalls einen Hinweis auf zukünftige δημοσίωσις nicht (*Oeff. Urk.*, 10).

² Vgl. *Oeff. Urk.*, 288 f.; anders *MITTEIS, Grundz.* 177.

gebiet betont, und auf den Prozess der Verliegenschaftung einzelner Arten von Mobilien hingewiesen¹. *Κυριεία*², *δεσποτεία* Uebereignungs-(*κυριεία*-) Urkunde, *καταγραφή*, *ὑποθήκη*, *ὑπάλλημα* — alldies, und sicher noch vielerlei anderes ist nur dem Recht der Grundstücke und der ihnen gleichbehandelten Fahrnisarten, Sklaven und Schiffen, eigentümlich. Vor allem aber galten ihnen die mannigfachen, so überaus fesselnden, mit germanischen Rechtsgebilden so verwandten Publizitätseinrichtungen der ganzen griechischen Rechtswelt, deren Gesamtbild PARTSCH in der letzten rechtshistorischen Arbeit seines Lebens so grosszügig und eindrucksvoll gezeichnet hat, in deren Reihe die ägyptische *βιβλιοθήκη ἐγκτήσεων* der römischen Kaiserzeit die grossartigste, zumindest die uns in all ihrer Feinheit am deutlichsten erkennbare Erscheinung ist. In dieser *βιβλιοθήκη ἐγκτήσεων* und den ihr möglicherweise zugrundeliegenden Publizitätsregistern der Ptolemäerzeit, und deren Zusammenhängen mit dem Urkundswesen offenbart sich die Eigenart des gräko-ägyptischen Liegenschaftsrechts, aber *nicht* in der urkundenrechtlichen Erscheinung eines besonders gearteten, von den öffentlichen Urkunden sich unterscheidenden liegenschaftsrechtlichen Amtsprotokolls, das die unentbehrliche Voraussetzung des Eigentumserwerbs im Liegenschaftsverkehr gewesen sein soll.

V. DIE BYZANTINISCHE KATAGRAPHE

20. Als dann in den Umwälzungen des IV. Jahrhunderts die ganze alte hellenistisch-volksrechtliche, von der kaiserlichen Verwaltung der ersten Jahrhunderte so schöpferisch fortgebildete Tradition des ägyptischen Beurkundungs-, Notariats- und Archivwesens verschüttet und umgewandelt

¹ So schon *Hypothek und Hypallagma* 139².

² Wohl wird in *P.S.I.*, X, 1119 (a^o 156 n. Chr.) ausnahmsweise erklärt „*πεπρακέναι κυριευτικῶς*“, aber ohne die übliche *κυριεία*-Klausel.

wird, da gelangt das alte *καταγράφειν* zu neuer und erhöhter Bedeutung. Jetzt wird es, was sich ja freilich schon längst vorbereitet hatte, zu einem Element der Parteierklärung selbst, indem der Verkäufer nunmehr stets *πεπρακέναι καὶ καταγεγραφήκεναι* erklärt. Nun bezeichnen diese Urkunden, die ja schon immer *καταγραφαί* genannt werden, auch *sich selbst* als die *καταγραφή*. Jetzt wird unter der Parteihandlung des *καταγράφειν* nicht mehr die Errichtung, bezw. Mitwirkung bei der Errichtung des Uebereignungsurkunde, sondern die *Uebereignung* selbst verstanden, die in der *scriptura* erklärt wird. Das beruhte auf römisch-rechtlichem Einfluss¹. Denn die Notare und Urkundsschreiber erkannten, dass im Gegensatz zur volksrechtlichen Anschauung nach römischem Recht das bloss obligatorisch wirkende *πεπρακέναι* und die dieses verbriefende *πράσις*- oder *ὄνη*-Urkunde nicht ausreichen konnte, um die Uebertragung des Eigentums zu bewirken, um den Erwerber als Eigentümer zu legitimieren. Man wollte und musste daneben den dinglichen Uebertragungsakt markieren. Da ist es eine merkwürdige Synthese reichsrechtlicher und volksrechtlicher Entwicklungsmotive, dass das römischrechtliche Erfordernis der vom Kauf sich abhebenden Uebereignung mit der alten hellenistischen Vorstellung des *καταγράφειν* befriedigt wird, das die Glossare nun mit *mancipare* übersetzen und das daraufhin in der byzantinischen Kautelarpraxis durch Jahrhunderte, auch noch über Justinian hinaus lebendig bleibt.

*
**

Ich hoffe nicht gegen die von Leopold WENGER gepriesene *amicitia papyrologorum*, in deren Zeichen diese internationalen Zusammenkünfte stehen, verstossen zu haben, wenn ich bei diesem Anlass mit einer notgedrungen vorwiegend polemischen Erörterung hervortrat. Nicht nur

¹ Vgl. dazu PARTSCH, *Gött. gel. Anz.*, 1910, S. 753.

die Bücher, auch die Probleme *habent sua fata*. Es war das Schicksal des Katagraphe-Problems, in ganz besonderem Mass zu einem Gegenstand polemischer Erörterung zu werden. Mag das Unerfreuliche daran niemand stärker empfinden als gerade der Polemisierende selbst, so darf man als Ergebnis solch allseitiger polemischer Diskussion zuletzt vielleicht eine besonders geklärte Erkenntnis erhoffen. Denn durch jede sachliche Kritik wird auch der Gegner gefördert. Das möchte ich meinerseits den beiden Gelehrten gegenüber, denen die Wissenschaft, einem jeden auf seine Weise, auf weiten Strecken so vieles verdankt, deren Ansichten aber in einer Spezialfrage hier zu bekämpfen ich mich genötigt fühlte, zum Schluss noch dankbar bekennen. In dem Streit, der in dieser Frage zwischen RABEL, SCHÖNBAUER und mir entbrannte, hält freilich jeder von uns zäh an seiner vorlängst gefassten Vorstellung fest. Aber es sei nochmals betont, dass wenn ich nun RABEL betreffs der ältesten Katagraphe zustimme und auch SCHÖNBAUER diese als Kaufbuchung in eigene Protokollbücher auffasst, wenn andererseits SCHÖNBAUER mit mir darin einig ist, dass Urkunden wie *C.P.R.*, 1 und *Freib.*, 8 die *καταγραφή* sind und wenn RABEL für die Kaiserzeit gleichfalls die *ὁμολογία* und die *συγχώρησις τελειωθεῖσα* als die Katagraphe ansieht, damit im Wesen ohne Zweifel eine weitgehende Annäherung erzielt ist. Möchten weitere Quellen recht bald nicht nur ergeben, wer von uns das Richtige sah, sondern auch zur Klärung vieler noch sehr dunkler Punkte beitragen. Bis dahin bleibt es eines jeden Pflicht und Recht, den eigenen Standpunkt immer neu zu überprüfen und die Punkte aufzudecken, die ihm im Gedankengang des Gegners angreifbar erscheinen. *Hanc veniam petimusque damusque vicissim.*

Andreas B. SCHWARZ.

**Demotische Urkundenlehre
nach den frühptolemäischen Texten**

A paru dans : *Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte*, 27. Heft (München, 1937), 28 S.

Erwin SEIDL.

Neues aus den Pindar-Papyri

(Résumé)

1. Von dem Recto des Florentiner Paian-Papyrus (*P.S.I.* 147) lassen sich noch zwei Bruchstücke (Fr. XI und XII) in den Text von pae. 6, 131 ff. einfügen; dadurch gewinnen wir auf dem Verso etwas mehr Text für pae. 6, 175 ff.

2. In dem Londoner Paian-Papyrus (*P. Oxy.* 841) lässt sich der Zusammenhang von Fr. 16, 17, 19, 20 und 21 noch genauer bestimmen.

3. *P. Oxy.* 1792, Fr. 16, gehört zu pae. 6, 134-136; dadurch wird auch das grosse Stück dieses Papyrus (pae. 12) als pindarisch erwiesen.

4. *P. Oxy.* 1792, Fr. 6, fällt zusammen mit *P. Berol.* 13, 411 (veröffentlicht von G. ZUNTZ, *Aegyptus*, 15, 1935, 282 ff.) Fr. a 8-10; also gehört auch dieser Papyrus zu den Pindar-Paeanen.

5. Von dem *P. Oxy.* 1791 (pae. 11) fallen die folgenden Stücke mit Fragmenten des grossen Londoner Papyrus zusammen :

v. 4-8 = *P. Oxy.* 841, Fr. 90;

v. 10-13 = *P. Oxy.* 841, Fr. 87.

Danach lässt sich zeigen, dass auch *P. Oxy.* 841, Fr. 107, 82-84 und 96 zu dem gleichen Paian gehören.

Diese Identifikationen von Pindar-Bruchstücken werden ausführlicher behandelt werden im nächsten Jahrgang des *Hermes* (Band 73, 1938).

Bruno SNELL.

The Lexicon of Patristic Greek

When I was honoured by an invitation to take part in this Congress, it was suggested that I should read a short paper on the origin and purpose and progress of the *Lexicon of Patristic Greek*. So I must say a word or two first about the origin.

I

The proposal for the *Lexicon* was made by Henry Barclay SWETE, the Regius Professor of Divinity at Cambridge from 1890 to 1915. Among the many tasks undertaken by Dr. SWETE, he was warden of the Central Society of Sacred Study, and through his influence members of that Society did a great work in the reading of texts and the preparation of material. The first editor selected to take charge of the *Lexicon* was Dr. H. A. REDPATH, of Queen's College, Oxford, the editor of the well known *Concordance to the Septuagint*. Dr. REDPATH's death in 1908 before he had done more than some preliminary work brought matters to a standstill for a moment. In 1909, however, the Rev. Herbert MOORE, of Keble College, then Vicar of Acton in Cheshire, now an Honorary Canon of Chester Cathedral, undertook to keep the work going until final arrangements could be made. In performing this task, he organized the collection of material with such industry and ability and success that, when I was appointed editor in the year 1915, he handed over to me an immense mass of slips representing the work of a large body of contributors, and covering with

relative completeness, though of course only in an inchoate and preliminary form, nearly the whole of the ground which had been mapped out for exploration. It is not too much to say that but for Mr. MOORE's indefatigable aid the project of the *Lexicon* would probably have been abandoned. Since then Mr. MOORE has continued to help me in the work for the *Lexicon* with energy and perseverance which it would be hard to exaggerate. Among my other helpers I would specially mention Dr. PRESTIGE, formerly Fellow of New College, now Rector of Upper Heyford in Oxfordshire; the Rev. E. C. E. OWEN, also formerly Fellow of New College; and Mr. J. T. A. HAINES, formerly Fellow of University College, Oxford. The work done by the compilers of slips naturally has been of very different quality and completeness; a word of special commendation is due to the notes on St. Chrysostom contributed by the Rev. C. R. BINGHAM, and those on Clement of Alexandria and on Synesius contributed by Mr. Herbert W. GREENE, sometime Fellow of Magdalen College, Oxford. In addition to contributors who have systematically read treatises specially for the *Lexicon*, I have to thank correspondents abroad and in England who have sent me useful communications. Before I pass away from personal acknowledgements, I must pay a tribute to the constant help which I received from the advice and encouragement of Cuthbert Hamilton TURNER, Fellow of Magdalen College and Ireland Professor of Exegesis, and lament the loss sustained by his death in 1932, and say a word of thanks to Mr. P. V. M. BENECKE, Fellow of Magdalen College, who, in addition to other help, has acted as Honorary Treasurer to the funds of the *Lexicon*.

The idea of the *Lexicon*, as has been said, came from Cambridge. But the centre of the work was soon transferred to Oxford. It was by an Oxford Committee, consisting of Dr. STRONG, then Dean of Christ Church, now Bishop of Oxford, Dr. SANDAY then Margaret Professor of Divinity and

Canon of Christ Church, and Mr. Cuthbert TURNER, whom I have already mentioned, that I was appointed editor; and it is by the Oxford University Press that the *Lexicon* is to be published. On the Committee as now enlarged there are representatives of Cambridge and other Universities as well as of Oxford.

II

It is more difficult to describe the purpose of the *Lexicon* than to tell its history. A primary aim was to supply readers of the Greek Fathers with the meanings of words not included in the great classical *Lexicon* of LIDDELL and SCOTT. At an early stage it was thought that no word contained in LIDDELL and SCOTT would be inserted. But the disadvantages of this plan were soon seen. In many cases a classical word has a different meaning in patristic Greek; in many cases classical meanings drop out; in many cases additional meanings are added to them. Therefore, as at present planned, the *Lexicon* will contain all the words in LIDDELL and SCOTT which are used by any of the Fathers, and further will give those words and usages of words occurring in the Fathers which are rightly not contained in the classical *Lexicon*. On the linguistic side then, it may be regarded as supplementing LIDDELL and SCOTT in this particular way. But the linguistic side is only a small part of our aim. It is intended severely to limit any statements of grammar and etymology such as are found fully in LIDDELL and SCOTT and to find room for a treatment of theological and ecclesiastical words which in some cases will be lengthy. For instance, the article on ἄγγελος occupies six columns of the size and print of the new LIDDELL and SCOTT; that on ἀβούλητος occupies half a column; long articles have been written on such words as αἰών, αἰώνιος, οὐσία, πρόσωπον, τριάς, χειροθεσία, χειροτονία, and ὑπόστασις. In this connection

I may be allowed to refer to Dr. PRESTIGE's valuable book *God in Patristic Thought*, in which he has used materials collected for the *Lexicon*, and Mr. OWEN's no less valuable articles on *αἰών* and *αἰώνιος* in the *Journal of Theological Studies* for 1936. On the other hand, there are many words to which it is intended to allot not more than two or three lines. In most cases the determining factor will be the theological and ecclesiastical importance or the reverse. If I may make a comparison with existing works, the *Lexicon* is to be more complete in its vocabulary and far more extensive in its treatment than the *Lexicon* of E. A. SOPHOCLES; more theological and ecclesiastical than the treatment of patristic words in the last edition of the *Thesaurus* of STEPHANUS; more akin to the *Thesaurus* of SUICER than to either of these, though we shall aim at a completeness both in what is included and in the treatment of it which is not found in SUICER.

It was not easy to decide what the chronological limits should be. Obviously, it was most important that particular attention should be concentrated on the crucial and creative period between the Apostles and the middle of the fifth century and great pains have been taken to show the earliest use of words in Christian writings; but, as obviously, later literature had to be taken into account, and the year 800 was fixed as the limit, it being understood that very occasional instances of words occurring only later than this year might be admitted for special reasons.

More than three hundred authors have been read, and I do not think that there are many gaps; but I shall be grateful if any of my hearers — or of those to whom they may speak — will send to me instances of rare words or of unusual meanings, and I shall specially welcome notes on Greek Christian inscriptions, the information about which already collected is less than I could wish.

III

The long delay since the project of the *Lexicon* was first thought of has not been altogether useless. During this period much has been published which has been of great service. The new edition of the *Lexicon* of LIDDELL and SCOTT edited by Sir Henry Stuart JONES, now approaching completion, has supplied help far greater than might have been guessed from a consideration of the different grounds covered by the two works. New editions of Greek Fathers, notably the series entitled *Die griechischen christlichen Schriftsteller der ersten drei Jahrhunderte*, which we know in England as the "Berlin Fathers", have supplied invaluable critically revised texts. The careful indexes in these editions have enabled us to make additions to our lists of words. Though it may seem invidious to mention any when there are so many that are good, I cannot refrain from paying respectful tribute to the magnificent index which Dr. Otto STÄHLIN has compiled as the concluding volume of his edition of Clement of Alexandria. The parts already published in Germany of editions of St. Gregory of Nyssa by MESSRS. JAEGER and PASQUALI, and of St. Athanasius by Lic. H. G. OPITZ make me long for the completion of these. And I must not omit to mention the series of *Oxyrhynchus* and other *Papyri* issued by the Egypt Exploration Fund under the capable editorship of Dr. GRENFELL and Dr. HUNT.

The progress made in the production of the *Lexicon* has necessarily been slow. Now that most of the materials have been collected, the required work can be done only by scholars who have access to patristic libraries of some completeness. But progress is being made. The articles on many of the most-important words have been written : a first draft has been made of all words as far as π : about a

third of α has been made ready for the press. It is too soon to say when publication is likely to begin; but advance is being steadily made towards that beginning.

Darwell STONE.

The Origin of Cornelius Gallus¹

C. Cornelius Gallus requires brief introduction or none at all. A poet in his own right, the friend of Virgil and of Pollio, Gallus is enshrined for ever in literature — and in literary legend, for the inept fictions of Servius and his tribe will survive the most damaging of revelations, remembered even when refuted². Not only that — Gallus is a conspicuous figure in the social and political history of the revolutionary age.

The first appearance of Gallus puts him at once in select and lettered company. Pollio describes him as a friend³. Gallus cut a dash in high society — the freed-woman Volumnia, commonly known as Cytheris, the most accomplished courtesan of the day, accorded for a time

¹ This paper has already appeared in the *Classical Quarterly*, Vol. XXXII (1938), pp. 39-44, and is here reproduced by kind permission of the editors.

² W. B. ANDERSON and E. NORDEN may fairly be held to have demolished at last Servius' allegation that the second half of the *Fourth Georgic* was originally devoted to the laudation of Gallus (*Gallus and the Fourth Georgic*, *Class. Quart.*, XXVII (1933), 36 ff.; *Orpheus u. Eurydice*, *Berl. S.B.*, 1934, 627 ff.); and the present writer cannot dissemble his conviction that the stories about Pollio's son Saloninus and Pollio's capture of the town of Salonae are merely 'gelehrte Namenfabelei' — and not so 'gelehrt' at that (*Pollio, Saloninus and Salonae*, *Class. Quart.*, XXXI, 1937, 39 ff.). NORDEN's observations about the value of the scholia on the Latin poets are timely and trenchant: they will support scepticism about Virgil's estate and Gallus' rôle in its recovery.

³ *Ad. fam.*, 10, 32, 5, *etiam praetextam, si voles legere, Gallum Cornelium, familiarem meum, poscito*. Gallus is probably referred to in the earlier letter as well (31, 6).

her favours and inspiration to the poet. But Gallus was not only a poet and a lover. His earliest adventures in war and politics from 43 B.C. to the War of Actium have left no mark in authentic historical record¹. Pollio was a friend and adherent of Antonius; when Gallus turns up again, it is as one of the most prominent members of the faction of Octavianus. Active in the conquest of Egypt, he remained in the land as its first viceroy. His rule in Egypt, signalized by military exploits and the erection of magniloquent inscriptions², was the cause — or at least the pretext — of his ruin. Threatened with prosecution or actually condemned, Gallus took his own life (27 or 26 B.C.).

All this is part and parcel of common knowledge. *Gallus et Hesperis et Gallus notus Eois*³. There is one fact, however, that does not seem to have received the attention that it deserves — the place of his birth. According to the Chronicle of ST. JEROME (under the year 27 B.C.), the poet was born at Forum Iulii — *Cornelius Gallus Foroiuliensis poeta, a quo primum Aegyptum rectam supra diximus, XLIII aetatis suae anno propria se manu interficit*⁴. The notice, in so far as concerns Gallus' origin, is unimpeachable. JEROME derived most of his facts from SUETONIUS. His dates for the birth and death of literary figures, however, are sometimes his own.

Now comes a small difficulty. There were two places called Forum Iulii. When the name *Foroiuliensis* is

¹ He may well have served on Pollio's staff in Gallia Cisalpina in 42-40 B.C. : but the details of his activity as a land-commissioner or the like, and his service in saving the farm of Virgil, explicitly but not always consistently related by the scholiasts and ancient lives of Virgil (DIEHL, *Die Vitae Vergilianae*, 51 ff.; *P.I.R.*, II², s.v. C. Cornelius Gallus), may not safely be invoked. For this reason I cannot follow the learned and elegant reconstruction of J. BAYET, *Virgile et les "triumviri agris dividendis"*, *Rev. ét. lat.*, VI (1928), 270 ff.

² Dio 53, 23, 5 ff.; *I.L.S.*, 8995 (Philae).

³ OVID, *Am.* I, 15, 29.

⁴ *Chron.*, 188 ol., p. 164 H.

employed without qualification, which is meant, the naval harbour and colony of Roman veterans in Gallia Narbonensis (the modern Fréjus) or the *municipium* (Cividale di Friuli) in Italy beyond the Po³. The first choice should be for the former, without question or comment¹. Yet some, in scruple praiseworthy but excessive, are unable to make up their minds²; and Camille JULLIAN, the historian of Gaul, in all the eight volumes of his massive work makes no mention of Gallus at all and by implication at least denies him a place among the Narbonensians illustrious in politics and in literature. Of the poets he writes "en dehors de Varron, la Gaule n'a donné aucun grand nom à la poésie durant les trois premiers siècles de l'Empire"³.

Exclusion is brutal, doubt a supererogation. Had it not given a name to a region of Italy (Friuli), who today would know of that obscure settlement of the *Foroiulienses cognomine Transpadani*, whom the statistical Pliny the Elder mentions only because he must, and damns in the same breath, *quos scrupulosius dicere non attineat*⁴? On the other hand, the famous Narbonensian colony, *vetus et illustris Foroiuliensium colonia*, as Tacitus appropriately designates the home of his father-in-law⁵, neither receives nor requires any regional qualification. There could be no confusion.

JEROME, dating Gallus' death to 27 B.C., says that he was then forty-three years old. That is to say, he was born in 70 B.C., coeval with Virgil. The date should not be

¹ E.g. SCHANZ-HOSIUS, *R. Literaturgesch.*, II⁴ (1935), 170; P.I.R., II², s.v. Cornelius Gallus; F. PLESSIS, *La Poésie latine*, 290; WIGHT DUFF, *A Literary History of Rome*² (1927), 550.

² C. PASCAL, *De Cornelii Galli vita*, *Riv. di fil.* XVI (1887), 399; A. STEIN, P-W, s.v. C. Cornelius Gallus, 1343 and *Der r. Ritterstand* (1927), 384.

³ *Histoire de la Gaule*, VI, 147.

⁴ *N.H.*, 3, 130.

⁵ *Agr.*, 4.

pressed too closely; and quiet scepticism in the face of precise chronology in matters that were never easy to ascertain, never widely made public — or of any real importance — will do nobody any harm. Thus there were even differences of opinion among ancient scholars about the year of birth of the Emperor Tiberius¹. As for Gallus, the synchronism with Virgil may well excite suspicion; 70 B.C. was indeed an epochal year for students of Roman literary history². It will further be recalled how the chronology of Lucretius was established with reference to the life of Virgil. But this is irrelevant. Gallus was born about 70 B.C., that is near enough. At that time the Roman colony of Forum Iulii had not yet come into existence. What is one to make of that?

The history of the site and its neighbourhood will provide an explanation. The date of the foundation of the veteran colony is not quite certain. Some, such as C. JULIAN³, would take it back to the Dictatorship of Caesar, to 46 or 45 B.C. This is perhaps too early. The year 36 B.C. after the termination of the war against Sex. Pompeius, should not be at once excluded. However that may be, Kromayer argues (and most scholars since have followed

¹ Suetonius, *Tib.*, 5.

² Jerome dates the death of Gallus to 27 B.C., Dio, however (53, 23, 5 ff.) to 26 B.C. It is sometimes assumed that Dio must be right here (R. HELM, *Hieronymus' Zusätze in Eusebius' Chronik und ihr Wert für die Literaturgeschichte, Philologus, Supp. XXI*, II (1929), 60). But given Dio's methods of composition, that is by no means certain. It is therefore unjustifiable to accept Jerome for the age of Gallus but not for the date of his death and so put his birth in 69 or 68 (as SCHANZ-HOSIUS, *R. Literaturgesch.*, II⁴ (1935), 170). That surely misses the point of the alleged synchronism with Virgil. (I would assume that Jerome's original datum, whether right or wrong, was the year 27 B.C. Hence, given the synchronism with Virgil, the age of Gallus could be calculated.) Note also that one, but strangely only one, of the Virgilian scholiasts (PROBUS, *Ecl. praef.*) makes Virgil a *condiscipulus* of Gallus — possibly true but not authentic.

³ *Histoire de la Gaule*, IV, 31.

him), that the colony was established soon after the Battle of Actium¹. But this was not the beginning of Forum Iulii: the place owed its name and organization to Julius Caesar. It was one of those *fora*, or market places, without full municipal rights, which were so frequently established at suitable points along the great roads. Forum Iulii lacked a good natural harbour, it is true; but the site was of great strategic importance, on the main route from Italy to Spain, the environment fertile and attractive. It would be tempting to assume that there was some kind of settlement here or nearby before Caesar's foundation, perhaps before the Roman conquest. So at least JULLIAN plausibly conjectures². It is to be regretted that the neighbourhood can show as yet none of that archaeological evidence which makes the town of Glanum (Saint-Remy de Provence) so unequivocal a document of the early Hellenization and early Romanization of Gallia Narbonensis³.

At once the question arises, was Cornelius Gallus of native or of Italian extraction? The Romans founded a colony with full citizen rights at Narbo in 118 B.C.; and the province was invaded by Roman traders, business men and bankers⁴. At the same time, the Roman citizenship spread among the natives, through patronage and gift of proconsuls, at a quite early date. The agency of C. Valerius Flaccus (82-80 B.C.) and of Cn. Pompeius Magnus is splendidly attested. Flaccus gave the franchise to Caburus, the

¹ J. KROMAYER, *Die Militärkolonien Octavians und Caesars in Gallia Narbonensis*. *Hermes*, XXXI (1896), 1 ff.; E. KORNEMANN, P.-W., s.v. Colonia, 529; E. MEYER, *Caesars Monarchie und das Principat des Pompejus*² (1922), 488; A. DONNADIEU, *La Pompéi de la Provence: Fréjus* (1927), 12 ff.

² *Histoire de la Gaule*, II, 459, "je crois Fréjus une station commerciale antérieure à la conquête".

³ P. JACOBSTHAL and E. NEUFFER, *Gallia Graeca, Préhistoire II* (1933), 1 ff.; P. DE BRUN, *Assoc. Guillaume Budé, Congrès de Nîmes* (1932), 136 ff.; H. ROLLAND, *Saint-Remy de Provence* (Bergerac, 1934).

⁴ *Pro Fonteio*, 11, 13, 15, etc.

chieftain of the Helvii : his son, C. Valerius Procillus (or Troucillus), a cultivated and admirable young man, was a friend of Julius Caesar¹. A dynast of the Vocontii fought for Pompeius in the Sertorian War and was suitably rewarded; his son, Pompeius Trogus, was the private secretary of Caesar; his grandson took to writing history².

When the Romans established a provincial colony, they often associated in the foundation certain of the better sort of the natives, with grant of the citizenship³. In some places there were already Roman citizens to be found, antedating the colony. Thus at Arelate the ancestors of Pompeius Paullinus probably go back before the Caesarian colony⁴; likewise, at Forum Iulii itself, the family of Cn. Iulius Agricola presumably possessed the franchise before 30 B.C., having received it from Caesar. It may be conjectured that the great-grandfather was a local dynast, Celtic or rather perhaps Celto-Ligurian, wealthy, civilized and respected, resident in the neighbourhood of Forum Iulii. Is the origin of Cornelius Gallus to be discovered in this class?

Nomenclature often helps. Gallus was the son of a Roman citizen, his full name being C. Cornelius Cn. f. Gallus⁵. His *cognomen* may suggest, but cannot alone prove, native extraction. What of the gentile name 'Cornelius'? It seems too common to be of any use. Sulla the Dictator

¹ CAESAR, *B.G.*, 1, 19, and 53; 7, 65. On the name, Procillus or Troucillus, cf. Rice HOLMES' discussion, *Caesar's Conquest of Gaul*², 652.

² JUSTIN, 43, 5, 11 f. Caesar's secretary is perhaps, but not necessarily, the interpreter Cn. Pompeius (*B.G.*, 5, 36).

³ TACITUS, *Ann.*, 11, 24, *cum specie deductarum per orbem terrarum legionum additis provincialium validissimis jesso imperio subventum est.*

⁴ PLINY (*N.H.*, 33, 143) describes him as *paterna gente pellitus*. If correct, and Pliny should have known, for he had served under Paulinus in Germania Superior (he uses the word *scimus* when describing the legate's silver plate), this means that Pompeius Paullinus of Arelate was of native extraction: an ancestor will have got the franchise from Pompeius.

⁵ *I.L.S.*, 8995.

liberated ten thousand slaves; and Cornelii were so frequent at Rome, says Cicero, that they could form a guild of their own¹. Like the "common soldiers" whom Sulla put into the Senate, the serried ranks of his freedmen exercise a baneful and perverse influence upon history; and the proportion of knights and senators of servile extraction in the first century of the Principate has been grossly exaggerated by prejudice or ignorance². Hence it has sometimes been stated as a fact that Cornelius Gallus was the son of a freedman³.

Gallus had been raised by the favour of Augustus from low estate, *ex infima fortuna*, as Suetonius says⁴. This looks bad. The statement has been accepted and enhanced by modern scholars⁵. What does it really amount to? Gallus is already in high society (Pollio and Cytheris) before he makes his way as a partisan of Octavianus. The term *ex infima fortuna* is relative — it must be interpreted in its own context, with reference to the station of viceroy of Egypt, without precedent or parallel. But that is not all. If the social terminology of Roman literature is coolly examined, it is seen that allegations of humble and obscure origin, common enough even when there is no patent hostility or prejudice, are attached by convention to *novi homines* in virtue of their lack of previous distinction in public

¹ ASCONIUS, in *Cornelianam*, 67 (Clark, p. 75).

² Not to be believed is the speaker in TACITUS (*Ann.*, 13, 27), *et plurimis equitum, plerisque senatoribus non aliunde originem trahi*.

³ F. PLESSIS, *La Poésie latine*, 290, "c'est sans doute comme fils d'affranchi qu'il portait le nom de la gens Cornelia".

⁴ Suetonius, *Divus Aug.*, 66, *Salvidienum Rufum quem ad consulatum usque, et Cornelium Gallum, quem ad praefecturam Aegypti, ex infima utrumque fortuna, provexerat*.

⁵ F. PLESSIS, *o. c.*, 290, "d'une très humble origine"; P-W, s. v. C. Cornelius Gallus, 1343, "aus ganz ärmlichen Verhältnissen", cf. E. BICKEL, *Gesch. der r. Lit.* (1937), 533. SKUTSCH, who nowhere mentions Gallus' Narbonensian origin, actually bases an argument upon his "niedrige Herkunft" (*Gallus u. Vergil* (1906), 126).

life¹. Thus the first Pompeius to become consul at Rome is described as *humili atque obscuro loco natus*². Such disgusting upstarts of lowly or unknown antecedents usually turn out to be highly respectable Roman knights and municipal aristocrats of ancient standing and wealth — *domi nobiles*.

Cn. Cornelius the father of the poet need not be regarded as a freedman or a man of lowly station in society. But the question still remains : if native and not a Roman by birth, where did he get the name "Cornelius"? When a foreigner acquired the franchise, he had to assume, officially at least, a *praenomen* and *nomen*. If he did not Latinize or translate his own family name, he might adopt the name of the proconsul or magistrate empowered by law (or usurping the right) to grant the citizenship. Hence the names of C. Valerius Caburus and (Cn.?) Pompeius Trogus. But not always : a Roman friend, patron or benefactor might provide the gentile name of the new citizen. Thus the Sicilian P. Cornelius Megas, who received the franchise from Caesar, was so named to do honour to P. Cornelius Dolabella, as is expressly recorded³. Again, certain Roman gentile names were favoured for historical, sentimental or social reasons. Sicilians were in the habit of usurping a famous name *quorum civis Romanus nemo erat, sed Graeci sacrilegi iam pridem improbi, repente Corneliū*⁴.

The name "Cornelius" seems quite hopeless as a clue. Light comes from an obscure and kindred problem. L. Cornelius Balbus, the Gaditane magnate, certainly owed the citizenship to Pompeius⁵. Why then did he not take the name of Pompeius, as did so many others? It is an old

¹ Cf. above all M. GELZER, *Die Nobilität der r. Republik*, 11 ff.

² CICERO, *In Verrem*, II, 5, 181.

³ CICERO, *Ad Jan.*, 13, 36.

⁴ CICERO, *In Verrem*, II, 3, 69.

⁵ CICERO, *Pro Balbo*, *passim*.

problem. Some have invoked the *Lex Gellia Cornelia* of 72 B.C., which ratified Pompeius' *acta* in Gaul and Spain. That is not very likely. There is more to be said for the view propounded by Manutius centuries ago. Balbus, as later emerges, was bound by especial ties of friendship and gratitude to L. Cornelius Lentulus Crus¹. The origin of the relationship is unknown — but Lentulus may well have been with Pompeius in Spain at the time of the Sertorian War.

On this principle and parallel, it remains to look around for a patron or friend for the poet's father, called Cn. Cornelius. Not in vain. One has the choice of Cn. Cornelius Lentulus Clodianus the Pompeian consul of 72 B.C. or Cn. Cornelius Lentulus Marcellinus (*cos.* 56). Both were legates of Pompeius in the war against the pirates, and both may also have served earlier under Pompeius, in Spain and Gaul. The one at least, Marcellinus, was probably Pompeius' quaestor *c.* 74, to judge by coins².

At the beginning of his special command in the West Pompeius seems to have held authority over Gaul. Not only did he fight wars and make dispositions on his way to Spain³: he wintered in Narbonensis in 77/6 — and even again in 74/3. It might therefore be conjectured that the parent of the poet Gallus was a Narbonensian personage of some importance who rendered service to Rome and her representatives, and who, befriended by a Cn. Cornelius Lentulus, took the name of his patron when he received the reward of the Roman citizenship.

¹ CICERO, *Ad Atticum*, 8, 15a, 2; 9, 7b, 2; VELLEIUS, 2, 51, 2.

² H. A. GRUEBER, *B.M.C., R. Rep.*, II, 491 f. For Pompeius' legates in the Pirate War, *cf.* APPIAN, *Mithr.*, 95. The history of his relations with the Cornelii Lentuli deserves investigation (*cf.* above for L. Cornelius Lentulus Crus).

³ *Cf. esp. Pro Fonteio*, 14, *ex Cn. Pompei decreto*. Similarly, C. Valerius Flaccus was active in both regions and triumphed *ex Celtiberia et Gallia* (Granius Licinianus 39, Bonn).

To resume : if the foregoing argument is correct, Gallus was not of colonial Roman or of freedman stock, but, like Caesar's friends Trogus and Procillus, the son of a local dynast of Gallia Narbonensis. These men came of a class that was eminently presentable and highly civilized, Greek before they were Roman; they are the precursors of the famous Narbonensian senators of the first century of the Empire. Caesar the Dictator admitted to the Roman Senate several members of this class, distinguished men and comparable to the Cornelii Balbi from Spain¹. Their names have not been recorded. Nor are the Narbonensian senators known under Augustus. Cornelius Gallus, the Prefect of Egypt, helps to bridge the gap. A knight of such exalted rank is the social equal of senators, politically a greater power than most consuls in the revived and fraudulent Republic of Augustus. Gallus is a phenomenon but not a portent; he is remarkable but not unique.

Gallus and the other Narbonensians cast a vivid and convincing light upon a process otherwise forbidding because it is in the main impersonal, the Romanization of the provinces of the West, and help to fill out a thin and neglected chapter in the social and political history of provinces and Empire. No less conspicuous, no less solid, is the gain for the study of Latin literature. Of the two great Narbonensian poets, the one, Gallus, was native in origin, not colonial Roman. Perhaps also the other. P. Terentius Varro, the poet of the *Argonautica*, is given by some authors the cognomen *Atacinus*²; and Jerome states that he was

¹ TACITUS, *Ann.*, 11, 24, *num paenitet Balbos ex Hispania nec minus insignis viros e Gallia Narbonensi transivisse*. On the social status and origin of Caesar's provincial senators, cf. R. SYME, *Who was Decidius Saxa?* J.R.S., XXVII (1937), 127 ff. Saxa was probably of colonial Roman stock : not so the younger Balbus, the only other provincial recorded by name.

² E.g., HORACE, *Sat.*, 1, 10, 46; QUINTILIAN, 10, 1, 87.

born at the village of Atax in Narbonensis¹. Now the Atax (Aude) is the river that runs by the colony of Narbo; the geographer Mela describes Narbo itself as *Atacinarum Decimanorumque colonia*². What is the explanation? We observe that Varro is nowhere called a citizen of the colony of Narbo. It is quite possible that he was, that *Atacinus* is merely an unofficial, perhaps in origin familiar, depreciatory or poetical epithet applied to Varro to avoid confusion with the learned antiquary from the Sabine country, Varro Reatinus. If Jerome is right, however, and there really was a village called Atax, it may have been a native settlement in, or adjacent to, the territory of the colony of Narbo, into which it was subsequently incorporated with equal rights and full Roman citizenship³. Certainty cannot be obtained here. Whatever be thought of *Atax* and the adjective *Atacinus*, Varro himself may not have been a Roman citizen by birth. One would like to know how and from whom he acquired the name of P. Terentius Varro. Gallus' poems were highly Hellenistic; but Varro, if Jerome be believed, did not learn Greek until the thirty-fifth year of his life.

Narbonensis can show two great poets, Varro and Gallus; and it will be recalled that the historian Cornelius Tacitus, who married the daughter of a senator from Forum Iulii, may himself be a Narbonensian — for certain indications point to that province or to provincial Italy, the land

¹ JEROME, *Chron.*, under 82 B.C. (p. 151 H.) *vico Atace in provincia Narbonensi*.

² MELA, 2, 75.

³ As Mela's description of Narbo suggests — *Atacinarum Decimanorumque colonia*. JULLIAN'S view that Atax was a town-ward of Narbo (*Histoire de la Gaule*, VI, 145) is not very helpful. For doubts about the existence of a place called Atax, see F. LENZ, P-W, s.v. P. Terentius Varro, 692; on the same *Atacinus*, O. HEY, *Archiv für lat. Lexicographie* XIV (1906), 269, and J. WACKERNAGEL, *ib.*, 10 'abweichend *Atacinus*: *Atax* als Ethnikon des bekannten Dichters; ich kann es nicht erklären'.

beyond the Po.¹ Once again the name "Cornelius" — and no suspicion of freedman origin.

In the first century of the Roman Empire, Gallia Narbonensis stood in high repute — "agrorum cultu, virorum morumque dignatione, amplitudine opum nulli provinciarum postferenda breviterque Italia verius quam provincia"². The convergent testimony of archaeology, history and literature will demonstrate how deep lie the roots of this splendid efflorescence of Graeco-Latin civilization.

Ronald SYME.

¹ Cf. M. L. GORDON, *The Patria of Tacitus*, *J.R.S.*, XXVI (1936), 145 ff.

² PLINY, *N.H.*, 3, 31.

The ancient-Greek-city laws in Ptolemaic Egypt

Owing to the personal principle¹, which was predominant in the times of antiquity there prevailed in Egypt a unified Greek law² for all the people coming from the Greek world³. Let us consider now, on what models it is built. This is the question, which we propose to examine in the present paper⁴.

I. From the sources of slavery in Egypt are known the illegal enslavement, the so called ἀνδραποδισμός⁵ in Athens⁶ and Corinthus⁷, the picking up from the dust bins⁸ in

¹ See the literature in my article, *Atti del IV Congr. intern. di Papirologia*, 1935, 260²; see however Schönbauer, *Sav. Z.*, 57, 315 ff.

² See *Atti*, 260¹.

³ About the composition of the Greek population see the literature by CALDERINI, *Münch. Beitr. zur Papyrusforschung*, XIX (1934), 170 ff.; in addition see A.Ch. JOHNSON, *Roman Egypt to the Reign of Diocletian*, II (1936), 723 ff.; F. HEICHELHEIM, *Arch. f. Pap. Forsch.*, XII (1936), 54 ff.

⁴ The question has not yet been treated in a synthese way; single references are to be found in the literature assembled by me, *Atti*, 260¹.

⁵ About the ἀνδραποδισμός in Egypt, see my article, *Sav. Z.*, 50, 144 ff.

⁶ See TARLHEIM, *Lehrb. d. griech. Rechtsall.*, 46², 47²; R.E.I., 2134; BEAUCHEZ, *Hist. d. droit privé ath.*, II, 412 ff.; LIPSIVS, *Att. Recht u. Rechtsverf.*, 78, 320; PARTSCH, *Aus nachg. Schriften*, 156; About the Attic law against the slave-hunters and the capital punishment for them see WESTERMANN, *Sklaverei* (off. print from R.E.), 903.

⁷ LYSIAS, XIII, 67 (ed. Thalheim): ὁ δὲ ἕτερος εἰς Κόρινθον μὲν ἐνταυθεντὶ ἀνδραποδὸν ἐξήγαγεν ἐκείθεν δὲ παιδίσκην αὐθις ἀλίσκεται καὶ ἐν τῷ δεσμωτηρίῳ δεδεμένος ἀπέθανε and WESTERMANN, *l. c.*, 903.

⁸ See for Egypt now PETROPULOS, *Aegyptus*, XIII, 564 ff. (v. 13): [ἐν]εχειρίσταν ἀπὸ κοπρίας [σῶμα δο]υλικὸν ἄρρενον; but also the papyri cited by WESTERMANN, *l. c.*, 903; about the treating of the exposed children generally see the literature by me, *Sav. Z.*, 46, 71; to be added E. MAROT,

Athens ¹, the insolvency of the debtor ² in extra-Attic states not affected by the reforms of Solon ³. The rule according to which a child born from a relationship between a free man and a slave-girl ⁴ becomes a slave, prevails in Athens ⁵. On the contrary the children born from a relationship between a free woman and a slave are free ⁶ under the Gortynian law ⁷, however under a modification apparently also not unknown to the Egyptian law ⁸ stating that the woman, who went to a slave and cohabited with him, bears unfree children. The regulations about the legal position of the slave in the personal law ⁹ especially on the relationship

Raccolta Lumbroso, 377 ff.; further CARCOPINO, *Mem. d. l. Soc. nat. d. Antiq. d. France*, LXXVII (1928), 3 ff.; WESTERMANN, *l. c.*, 902-903; 931.

¹ See WESTERMANN, *l. c.*, 903; to the exposure of children at Thebes, AELIAN, *Var. hist.*, II, 7 (ed. Hercher): Νόμος οὗτος Θηβαϊκός ὀρθῶς ἄμα καὶ φύλανθρώπως κείμενος, ἐν τοῖς μάλιστα ὅτι οὐκ ἔστιν ἀνδρὶ Θηβαίῳ ἐκθεῖναι παιδίον and my art., *Sav. Z.*, 46, 72².

² About the enslavement for insolvency in Egypt: *P. Hal.*, I, 219; *Col. Inv.*, n° 480 (198-197 B.C.) and WESTERMANN, *Upon Slavery in Ptol. Egypt*, 48 ff.; 51 ff.; OERTEL, *Gnomon*, VIII, 654 ff.; following him, ROSTOWZEW-WELLES, *Yale Classical Studies*, II, 67²³; a differing explanation by KOSCHAKER, *Ueber einige griech. Rechtsurk a.d. östl. Randgeb. d. Hell.* (*Abh. phil. hist. kl. Sächs. Akad. d. Wiss.*, XL, II, 1, 59 ff.); moreover WESTERMANN, *l. c.*, 931, decisively now: H. LIEBESNY, *Aegyptus*, XVII, 275 ff.; 287 ff.

³ About the slavery for debt in Greece: H. THALHEIM, *Rechtsalt.*, 20, 135; MITTEIS, *Reichsrecht*, 445 ff.; SWOBODA, *Sav. Z.*, 26, 205 ff.; PARTSCH, *Griech. Bürgerschaftsrecht*, 13²; about its abolition by Solon at Athens, KOHLER, *Stadtrecht von Gortyn*, 133 ff.; about its surviving in the extra-Attic states, WEISS, *Griech. Privatrecht*, I, 507-8; about the inscription of Halicarnas, *Recueil*, I, p. 4 (v. 37, V. cent. B.C.): ἦν δὲ μὴ ἦι αὐτοῖσι ἄξια δέκα (στα)τήρων αὐτῶν (π)επρῆσσαι ἐπ' (εἰς)γωγῆι, KOHLER, *l. c.*, 133.

⁴ See for the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 144 ff.

⁵ PLATO, *Leges*, XI, 10 D., p. 930 (ed. Herman): ἐνὰ δὲ τις ἐλευθέρῳ δούλῳ συγγίγνηται τοῦ δεσπότου ἔστω τὸ γινόμενον τοῦ δούλου. See also ERDMAN, *Die Ehe im alten Griechenland*, 195; differently although doubting. BEAUCHET, *l. c.*, II, 407 ff.; contrary HITZIG, *Sav. Z.*, 18, 167; for the law of Gortyn see KOHLER, *l. c.*, 52 ff.

⁶ For the Gr. Eg. law, my art. *Sav. Z.*, 50, 144 ff.

⁷ *Recueil*, I, 374 (col. VII): [Αὶ γὰρ ὁ δούλος ἐπὶ ἐλευθέρῳ ἐλθὼν ὀπίηι, ἐλευθέρ' ἦμεν τὰ τέκνα· αἱ δὲ καὶ ἐλευθέρῳ ἐπὶ τὸν δούλον, δούλ' ἦμεν τὰ τέκνα.

⁸ See my art., *Sav. Z.*, 50, 144².

⁹ See for the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 148 ff.

between him and his master, whose piece of property the slave is and whom the master may chastise as well as dispose as he likes by law transactions with his physical and psychical abilities are common to all Greeks¹. The prohibition contained in a city court-order from the III cent. B.C.², that the home-born slaves are not allowed to be sold abroad finds its analogy not only in the Hellenistic but also in the Babylonian and Jewish law³. The right of asylum granted to the slaves⁴ in order to protect them against injuries is known in Gortyn⁵ as well as in Athens⁶, and in Chios⁷, Ephesus⁸ and Andania⁹. In Athens¹⁰ and in Ios¹¹ the master has the right to pursue an escaping slave and in Athens¹² and Andania¹³ the right to summon the concealer

¹ See WESTERMANN, *l. c.*, 909 ff., 917 ff. 937 ff.

² P. Lill, I, 29, I, 13-16 = P. MEYER, *Jur. Pap.*, n° 71 (III. cent. B.C.) and my art., *Sav. Z.*, 50, 151.

³ See my art., *Sav. Z.*, 50, 151.

⁴ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 154^f; v. VOESS, *Asylwesen*, 6 ff; for the Greek law, see now E. SCHLESINGER, *Die griechische Asylie*, 1933 (comp. *Journal of Hell. Stud.*, LV, 1935, 508).

⁵ *Recueil*, I, 356 (v. 38): Αἱ δὲ καὶ ναυῶνι ὁ δῶλος, ὡ καὶ ναυαῶνι καλῶν ἀντί ματιύρων θυῶν ὀρομῶν, ἐλευθέρων ἀποδεικνύτω ἐπὶ τῶι ναῶι [ἦ] ὅπῃ καὶ ναυῶνι ἢ αὐτῶς ἢ ἄλλος πρὸς τούτω.

⁶ Cf. THALHEIM, *l. c.*, 30^f; BEAUCHET, *l. c.*, II, 438; VOESS, *l. c.*, 57; WESTERMANN, *l. c.*, 921.

⁷ NYMPHODORUS with ATHENAEUS, VI, 265c and VOESS, *l. c.*, 57.

⁸ Cic., *Verr.*, I, 33, 35: *Nuper M. Aurelio Scauro postulante, quod is Ephesi se quaestionem vi prohibitum esse dicebat, quod minus a Jano Dianae servum suum, qui in illud asylum confugisset abduceret, Pericles Ephesius homo nobilissimus, Romam evocatus, quod auctor illius iniuriae fuisse arguebatur.*

⁹ DITTENBERGER, *Syll.*³, 736, 80 ff. (92-91 B.C.) and THALHEIM, *l. c.*, 30^f; WESTERMANN, *l. c.*, 442.

¹⁰ Comp. BEAUCHET, *l. c.*, II, 440-441.

¹¹ Comp. *Bull. Corr. hell.*, XXVII (1903), 395 ff. an inscription from the IV cent. B.C. in honour of Zenon (v. 2): ἐπειδὴ Ζήνων — [π]ροαγενομένου [ν] π[ρ]ὸς αὐτὸν τῶν προσβεβυτῶν ὡς ἀπέσταλ[ε]ν ὁ θε[μ]ος [ὁ] π[ρ]ὸς τῶν ἀνδρα[π]οδ[ί]των τῶν ἀποδο[ρ]ῶν ἐ[ξ] Ἰου ἐπὶ τῶν πλο[ῶ]ν τῶν ἀφράκτων, [ἀ]νακαλεσάμενος [τὸν] τρητάρχου καὶ ἐξέτασαι ἀνε[σ]τασε τ[ὸ] ἀνδραπόδ[ι]τ.

¹² See WESTERMANN, *l. c.*, 904; differently somehow in the law of Gortyn, where a similar action is not attested but where a punishment meets one, who acquires a fugitive slave within a year. See KOHLER, *l. c.*, 55.

¹³ DITTENBERGER, *Syll.*³, 736, 82: καὶ μηδεὶς ὑποδείξῃ τοὺς δραπέτας —

of the same ¹ Vindication e libertate in servitute attested to the III. cent. B.C. ² is formed on the Attic ³ and Gortynian model ⁴. Rules on the capacity of slave to possess property ⁵ are to be found in Attica, Gortyn ⁶, Delphi ⁷ and in the hellenistic Pergamon ⁸; on his matrimonial capacity ⁹ with free persons in Gortyn ¹⁰, on his capacity to open a lawsuit and give evidence ¹¹ with small deviations in Athens ¹². There are known in Egypt two laws on the criminal responsibility of a slave: *Lill*, I, 29 and *Pav. Hal*. In the first is given the possibility of summoning the slave himself ¹³ as if he were free, in the second there is nothing of

ὁ δὲ ποιῶν παρὰ τὰ γεγραμμένα ὑπόδικος ἔστω τοῦ κυρίου τῆς τοῦ σώματος ἀξίας διπλασίας, and MITTEIS, *Reichsrecht*, 397; BEAUCHET, *l. c.*, II, 441⁴.

¹ See for the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 155; earlier still my *Privatrecht zur Zeit Diokletians*, 226.

² For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 455⁵.

³ LYSIAS, XXIII, 12 (ed. Thalheim): ὅστις γὰρ ἐβουλήθη βία ἀφαιρῆσαι ἐνόχους καταστῆσαι τοὺς ἑαυτοῦ ἐπιτηδείους τοῖς βιαιοῖς μᾶλλον ἢ κατὰ τοὺς νόμους, εἰς τὴν ἐλευθερίαν ἀφαιρῆσαι δίχην λαβεῖν παρὰ τῶν ἀγόντων αὐτόν, οὐδενὶ χαλεπὸν γινώσκει ὅτι οὐ εἰδὼς ἑαυτὸν ὄντα δοῦλον εἶδισεν ἐγγυητὰς καταστήσας περὶ σώματος ἀγωνίσασθαι and PARTSCH, *Gr. Bürgschaftsrecht*, 296³.

⁴ *Recueil*, I, 356: ὅς κ' ἐλευθέρῳ ἢ δούλῳ μέλλῃ ἀντιμωλεῖν, πρὸ δίκαι μὴ ἄγν.

⁵ See for the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 157⁵.

⁶ See WESTERMANN, *l. c.*, 919.

⁷ *Bull. Corr. hell.*, L (1926), p. 4 (IV. cent. B.C.) (v. 6): 'Από δὲ τὸ [Θεοξέ]νιο μηνός, μὴ τοκίζ[ειν] πλέονος ἢ τριῶν [ἀδικῶν] τῶν μὲν τὸ μηνός — (v. 11) μήτε γυναῖκα — μηδὲ δούλον μηδὲ δούλαν — Αἱ δὲ [κά τις χ]ρήη· παρ' τὰ γεγραμμένα — τοῦ [τ]ε χρέος στ[α]ρέστω.

⁸ DITTENBERGER, *Or. gr.*, II, n^o 483, 179: ἐάν δὲ ἄνευ τοῦ κυρίου γνώμης, ὦν μὲν ἄν ἔχη, στερέσθω and HRTZIG, *Sav. Z.*, 26, 446.

⁹ For the Gr. Eg. law, see my art., *Sav. Z.*, 50, 161.

¹⁰ See KOHLER, *l. c.*, 52, 96; differently in Attic law, ERDMAN, *l. c.*, 195.

¹¹ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 163; for capacity to give evidence, especially HELLEBRAND, *Prozesszeugnis im R. d. P.*, 98.

¹² See PARTSCH, *Gr. Bürgschaftsrecht*, 136; my art., *Sav. Z.*, 46, 80³; esp. for the capacity to give evidence, KOHLER, *l. c.*, 95; WESTERMANN, *l. c.*, 919-920.

¹³ See PARTSCH, *Arch. d. Pap.*, VI, 71 ff.; BERNEKER, *Etudes d. pap.*, II, 62 ff. To the action admitted in this papyrus also against the possessor of the slave, who could be summoned either as proprietor or as instigator and a complice comp. WESTERMANN, *l. c.*, 939; in addition see

this kind, the action can be brought only against the master¹. The first is admitted by some for the Attic², the second for the Gortynian law³.

On the voluntary methods of manumission the manumission by consecrating to God-head⁴ is known to all tribes with the exception of Athens⁵, the manumission under the protection of the elements of sky, earth and sun⁶ in Thermos⁷ and Pontos⁸ the proclaiming of the manumission by the herold⁹ in Athens, Delos, Thera, Mantinea, Calymna, Thespi¹⁰ and Samos¹¹. The manumission by the law as the reward for informers¹² is known in Athens¹³ and in law of Ilion¹⁴. In¹⁵ Athens¹⁶, Delphi¹⁷, Tessalia¹⁸, Ca-

the Astynomi-regulation of Pergamon, DITTENBERGER, *Or. gr.*, II, n° 487, 167 ff. and WESTERMANN, *l. c.*, 939.

¹ Comp. my *Strafrecht*, 77.

² Comp. THALHEIM, *l. c.*, 22^o; KOHLER, *l. c.*, 97; PARTSCH, *Gr. Bürgerschaftsrecht*, I, 135, n° 10; differently, BEAUCHET, II, 454; comp. however HITZIG, *Sav. Z.*, 18, 169.

³ Comp. THALHEIM, *l. c.*, 23^o.

⁴ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 165.

⁵ Comp. THALHEIM, *l. c.*, 264; BEAUCHET, *l. c.*, II, 476 ff.; CALDERINI, *Manomissione*, 96-97; WEISS, *Griech. Privatrecht*, I, 297 ff.; ARANGIO-RUIZ, *Studi et doc.*, II (1936), 84 ff.; comp. the oldest inscription of this kind from Thasos (IV. cent. B.C.) in *Bull. Corr. hell.*, XLV (1921), 150 ff.

⁶ Comp. my art., *Sav. Z.*, 50, 165.

⁷ DITTENBERGER, *Syll.*³, 1212 (II. cent. B.C.): Πολύφρων Λόκου Α[ίνη]-σαν τήν ιδίαν ἔρεπ[τήν ἀπηλ]ευσ[ί]ωσεν ὑπὸ Δία Γῆν Ἥλιον μηδε[νί μη]δὲν προσήκουσαν κατὰ τοὺς Αἰτωλῶ[ν] νόμους ἰσοτελεῖ καὶ ἔνταυρον.

⁸ *Recueil*, II, 298 (n° 33), however from the III. cent. A.D.

⁹ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 165^a.

¹⁰ See CALDERINI, *l. c.*, 129.

¹¹ *Vita Aesopi*, 25: Καὶ κῆρυξ ἐβόα· Ξάνθος ὁ φιλόσοφος ἐλευθεροῦ Σαμίους τὸν Αἰσωπὸν.

¹² See for the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 165^b.

¹³ See BEAUCHET, *l. c.*, II, 468.

¹⁴ *Recueil*, II, 24 (III. cent. B.C.), (v. 31): ἐν δὲ δοῦλος ἦι [ὁ ἀ]ποκτ[είνοντας ἐπί]τιμος [ἔ]στω καὶ πολιτε[ίας μ]ε[τε]χίτω κατὰ τὸ μ[ν]όμον, comp. CALDERINI, *l. c.*, 331.

¹⁵ For the Gr. Eg. law, see my art., *Sav. Z.*, 50, 167.

¹⁶ Comp. THALHEIM, *l. c.*, 29^o.

¹⁷ Comp. PARTSCH, *Gr. Bürgerschaftsrecht*, 351^o.

¹⁸ Comp. CALDERINI, *l. c.*, 272.

lymna¹, the master becomes the patron of the manumissioned slave, in² Delphi³ and in the Arcadian Orchomenos⁴ the manumissioned person has the duty to pay alimonies to this patron, in⁵ Athens⁶, Delphi⁷, Naupaktos⁸ and Stratus⁹, if manumissioned person neglected his duties accepted at the manumission, the master had the right to revoke the manumission. We can find¹⁰ also in Delphi¹¹ enactments according to which the manumissioned *inter vivos*, who have paid their ransom are discharged from *παραμονή*¹².

II. *Patria potestas*¹³, which ends in Athen¹⁴ with the

¹ Comp. CALDERINI, *l. c.*, 272.

² For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50 167.

³ BECHTEL-COLLITZ, *Griech. Dialektinschriften*, n° 1723: ὡστε παραμείναι Φανιάν καὶ Ἀπολλόδορον ἕως καὶ ζῆ Ἀπολλόδορος καὶ γηροτροφῆσαι Φανιάν Ἀπολλόδορον τὸν Σωπάρου; see also KOSCHAKER, *Ueber einige gr. Rechtsurk. a. d. östl. Randg. d. Hell.*, 34².

⁴ *Bull. Corr. hell.*, XXVIII (1904), 1 ff.; (164-163 B.C.): ἀρήτη: ἐλεύθερον Σωσικλῆ τὸν ἴδιον σύντροφον παραλαβὼν παρ' αὐτοῦ τὰ τροφεῖα ἀργυρίου μνάς τρεῖς καὶ ζωὸς διέθετο [ἀπο]θναίσκων Δαμόξενος Ἀγία Ὀρχομένιος and PARTSCH, *Gr. Bürgerschaftsrecht*, 351⁵.

⁵ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 167.

⁶ See LIPSIVS, *l. c.*, 621.

⁷ See PARTSCH, *Sav. Z.*, 28, 431².

⁸ *I.G.*, IX, 379 : εἰ δὲ μὴ παραμείναισιν, ἄ τε ὠνά ἀτελής ἔστω ; comp. IX, 381 and KOSCHAKER, *l. c.*, 30².

⁹ *I.G.*, IX, 447, 448 : εἰ δὲ μὴ παραμῆναι ἀτελής ἂ ὠνά ἔστω and KOSCHAKER, *l. c.*, 30².

¹⁰ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 50, 167.

¹¹ See *Recueil*, II, 276; cf. COLIN, *Bull. Corr. hell.*, XXII (1898), p. 72. n° 70 : Εἰ δὲ τί ἑῖλοι τῶν προγεγραμμένων σωμάτων τάχιον [ἀπο]λεῖσθαι τὰς παραμονὰς δότω τὰς ἀπολύσεις ὃ καὶ διαπίσει παραχρήμα καὶ τὰς παραμονὰς ἀπολελυμένον ἔστα.

¹² See about "Paramone", KOSCHAKER, *l. c.*, 24 ff.

¹³ For the Gr. Eg. law, see my art., *Sav. Z.*, 37, 178 and now *Brem* 37, where the majority of a man is based on his entering in the duty of paying the polltax i.e. on his fourteenth year and for the girls on their wedding; comp. (v. 7): [ἔπει δὲ νῦν ἀμφοτέρω] [τ]έλειοι ἐγένοντο ὃ μὲν Λύκος... [π]ροσέδηκώς τῆι λαογρα[φίαι] ἢ δὲ Τερπύς] γαμηθεῖσα ἀνδρὶ κτλ. In spite of my former point of view, *l. c.*, 213¹, I supposed the fourteenth year as the age of majority in *Aegyptus*, XII, 141 ff. what seems to have escaped the attention of WILCKEN, *l. c.*, 91².

¹⁴ See LIPSIVS, *l. c.*, 282, 504 ff.

18th year of life and in the extra Egyptian hellenistic world with the 20th year of life¹, is conceived in entire Greek law as temporarily limited guardianship. The pledging of children by their father² is still exercised in Athen in the IVth century³. Likewise the children have duty of maintaining⁴ their parents in Athens⁵; there are even to be found in Argolis⁶ traces of an action tending to it. Further the child has the capacity to possess property⁷ in the Attic⁸ as well as in the Gortynian law⁹. — The father has here and there the right to administrate his child's property¹⁰, it was even endeavoured to find in Attic sources an action similar to the Egyptian one, against the man who tried to make a contract with a son under age in spite¹¹ of his fathers

¹ See MITTEIS, *Grundz.*, 251⁴, referring to HERACL., Περὶ πολιτικῶν, 40 : ἐπισκόπου (in Jassos) δὲ καὶ τοὺς ὄρφανούς ὅπως παιδεύονται καὶ τὰς οὐσίας αὐτοῖς ἀπιδίδωσαν εἴκοσι ἐτῶν γενομένοι; and PHILOSTR. *Vita Apoll.* 1 c 13 : Καὶ τῶ μὲν (sc. τῶ ἀδελφῶ) τρίτον δὲ καὶ εἰκοστὸν ἦν ἔτος καὶ ἡλικία οἱ μὴ ἐπιτροπεύεσθαι ὁ δ' αὖ εἴκοσι γέγονει καὶ οἱ νόμοι αὐτὸν ὑπέειπον τοῖς ἐπιτρόποις. See also *Reichsrecht*, 107¹; for Sparta see *Annuario di scuol. arch. d. Atene*, II, 257, with reference to the glossator of Erodot. : ἐφηβείαι ὁ παῖς ἀπὸ ἐτῶν δεκατεσσάρων μέχρι καὶ εἴκοσι; in an inscription of Arcadian Tegea (see l. c.) J. G. V, 2 (1913), n° 159 we read : Ξουσίαι τοῖ Φίλαρχίῳ διακίτιαι μναῖ, αἱ κ' αὐτὸς εἰ ἴτο ἀνελέσθω αἱ δὲ κ' ἀποθάνει τὸν τέκνον ἔμειν, ἐπίαικα πέντε Γέτεια ἡ βόντι and THALHEIM, l. c., 13⁴.

² See for the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 37, 217; ARANGIO-RUIZ; *Persona e famiglia n. d. d. p.*, 5³; WESTERMANN, l. c., 931.

³ See MENANDER, "Ἡρώς (ed. Körte) (v. 1-4) : "Ἄρρον τέ Σῆλυ δ' ἄμα τεκοῦσα παρθένης ἔδωκεν ἐπιτρόπῳ τρέφειν; εἰδ' ὕστερον ἔγγημε τὸν φθείραντα. Ταῦτα δ' ὑπέθετο ὁ τρέφων πρὸς αὐτὸν ἀγνοῶν and PARTSCH, *Bürgschaftsrecht*, 41.

⁴ For the Gr. Eg. law, my art., *Studi Riccobono*, I, 509 ff.; BERNEKER, *Krit. Vjschr.*, XXVI (1933), 393.

⁵ See BEAUCHET, l. c., 363 ff.

⁶ I.G., IV, 493 : Αἱ μὴ δαμουργία εἶη, τοὺς ἱερομνάμονας τ[οὺς ἐν Περ]σῆ το[ῖ]σι γονεῦσι κριτήρας ἡμειν κατ(τ)ὰ Περσημέναν and THALHEIM, l. c., 17⁵.

⁷ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 37, 189.

⁸ See BEAUCHET, l. c., II, 98-99.

⁹ See KOHLER, l. c., 58.

¹⁰ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 37, 199.

¹¹ PLUTARCH, *Pericles* 36 (ed. Lindshof-Ziegler) : Ξάνθιππος ... πέμψας οὖν πρὸς τινα τῶν φίλων ἔλαβεν ἀργύριον ὡς τοῦ Περικλέους κειλεύσαντος. Ἐκείνου δ' ὕστερον ἀπαυτουόντος, ὁ μὲν Περικλῆς καὶ δίκην αὐτῷ προσέλαχε and MEIER-

will. For the rest ¹ the Attic law considers children under age as deprived of processual capacity and orders the representation by their *κύριος* ².

III. Traces of the *materna potestas* ³ are to be found in all the Greek countries. In Gortyn ⁴ there exists a right to expose the child under certain conditions, in Plato's laws the right to give the daughter away in marriage ⁵, in Erythrai on Euboea the right of guardianship over the child ⁶.

IV. Three kinds of the Egyptian guardianship ⁷ in regard to age, legal, by judicial authority and by will are formed on the style of common Greek law ⁸. The rights and duties of the guardian in relation to the person and the pro-

SCHÖMAN, *Der att. Prozess*, 434-435; on the contrary LIPSIIUS, *l. c.*, 502¹²; BEAUCHET, *l. c.*, II, 101 ff.

¹ For the Gr. Eg. law. WENGER, *Stellvertretung*, 146 ff.

² AESCHINES, *ca. Timarch* (ed. Blass), § 16: "Ἄν τις Ἀθηναίων ἐλευθέρον παῖδα ὑδρίσῃ, γραφέστω ὁ κύριος τοῦ παιδὸς πρὸς τοὺς δεσμοδέτας τμήμα ἐπιγραψάμενος and BEAUCHET, II, 215.

³ For the Gr. Eg. law, my art., *Sav. Z.*, 49, 115 ff.; however ARANGIO-RUIZ, *Pers. e fam.*, 46 ff.

⁴ See KOHLER, *l. c.*, 61.

⁵ *Leges*, 774c: ἐὰν δὲ μηδὲ εἷς ἢ τούτων τὴν πρὸς μητρός μετὰ τοῦτο εἶναι κυρίαν ὡσαύτως and BISINGER, *Der Agrarstaat in Platon's Gesetzen*, 95¹, (*Klio*, Beiheft XVII).

⁶ DITTENBERGER, *Syll*³, 1014¹⁵⁰ (ca. 250 B.C.): Ἀρισταγόρη Διονυσιοδώρου με[τὰ τοῦ] παιδὸς Διονυσιοδώρου τοῦ Ἀριστο[μέν]ου κληρονόμος οὖσα and PARTSCH, *Gr. Bürgschaftsrecht*, 324-325.

⁷ For the Gr. Eg. law, comp. MITTEIS, *Grundz.*, 253 ff. In regard to the legal guardianship see: *Oxy.* 487 (156 A.D.): ἐπι[δ]ωκε με εἰς ἐπιτροπὴν ἀφελία[ω]ν υ[ί]ων — καὶ μετέ[ν]α πρὸς γένους ἐκ πατρός[ε]ς ἢ μητρός αὐτῶν ἄλλοτε διοικῆσαι; in regard to guardianship by will: *Ent.*, 22 (218 B.C.) if the ἐπίτροπος mentioned there is not to be considered executor on the will or κύριος; *S.B.*, 4638¹² (the epoch of Philometor) οὕτε κατὰ διαθήκην ἀπολειψόμενοι and my *Vorm. Stud.*, 73; on the contrary KRELLER, *Erbr. Unt.*, 101-102; NABER, *Mnemosyne*, 57, 80; in regard to the guardianship by legal authority see *B.C.U.*, 1266 (202-203 B.C.) where the difference of the nationality between him and the pupil seems to exclude an affinity and nothing is pointing to an appointment by the will. Not clear is also, in what way both guardians have obtained the guardianship upon Philippe in *Ent.*, 32 (218 B.C.).

⁸ See THALHEIM, *l. c.*, 13 ff.

perty of the ward resembles the Attic ones¹. On the contrary the common Greek law² served the Egyptian legal guardianship over the women as model; there are also called to it the same persons: over the married woman the husband, over the widow the son, the father, the grandfather and the brother³.

V. The form of contracting marriage by concluding the *ἐγγύησις* by the father is known in the Ionic sphere of culture⁴, while the self-delivery of a girl⁵ in marriage is known only in Lydia⁶. Psefisma in *Fay*, 22 repeats Attic rules relating to the dissolution of marriage on the part of the wife⁷.

VI. The Alexandrian enactments taken from a law of Thesmophylakes⁸ and relating to the methods of acquiring ownership on immovables are a combination of rules known to us from Thurii⁹ relating to the delivery of the boundary

¹ See WEISS, *Arch. f. Pap.*, IV, 75 ff.

² See MITTEIS, *Grundz.*, 253 ff.; in regard to the legal guardianship of the widow see *Tebt.*, 397 (198 A.D.): μη περιεῖναι μοι πατέρα μηδὲ τοῦ πατρὸς πατέρα μηδ' ἔχειν με ἀδελφὸν ἢ υἱὸν and my *Vorm. Stud.*, 74.

³ Comp. generally, MITTEIS, *Reichsrecht*, 66 ff.; ERDMAN, *Die Ehe im alten Griechenland*, 40 ff. From the later material see *The Law of Cadys* (*Bull. Corr. hell.*, L, 1926, p. 121). Col. III, 5: Γυναικία μὲν γυναικίαι δὲ μὴ χρῆσαι [αἶ κα] μὴ ἐπικινύ[σ]τη: [ἐκατέρωι ὁ] ἀνὴρ· αἱ δὲ χήρα εἰ[τ] γυν[α]ίτις, υἱὸν [β]ε βαιῶσαι ἢ δέ[ξ]οντος ἢ [σ]: ἐπ' ἐ[γγυα]τῶ ἐνὸς ἀνδρ[ός] ἐξ ἀγγίστων] χρησάτ[ω].

⁴ See WEISS, *Griech. Privatrecht*, 222 ff.; ERDMAN, *l. c.*, 225 ff.

⁵ See for the Gr. Eg. law, *Giss*, 2^a (173 B.C.) and MITTEIS, *Grundz.*, 216 ff.; my art., *Sav. Z.*, 37, 187.

⁶ ERDODOT., I, 93 (ed. Dietsch-Kallenberg): τοῦ γὰρ δὴ Λυδῶν δήμου αἱ θυγατέρες πορνεύονται πάσαι, συλλέγουσαι σφίσι φερνάς· ἐς ὃ ἂν συνακίησσι τοῦτο ποίεουσαι; ἐκλιδοῦσι δὲ αὐταὶ ἑαυτάς.

⁷ See BOZZA, *Aegyptus*, XIV, 243.

⁸ *Hal.*, I, Col. XI, v. 253 (see SCHÖNBAUER, *Beitr. z. Gesch. d. Liegenenschaftsr.*, 39): [Ἐπι]δὴν δὲ δῶι τὸ ἀμφοῦριον ὁ πωλῶν καὶ ἀπογράφεται τὴν ὄνην]; in regard to ἀμφοῦριον, see ARANGIO-RUIZ, *Stud. et doc.*, II, 91.

⁹ STOB., *Floril*, XLIV, 22 (Meineke, 20 Hense), § 2: Οἱ δὲ Θουριακοὶ τὰ μὲν τοιαῦτα πίντα ἀραιροῦσιν, οὐδ' ἐν ἀγορᾷ προστάττουσιν, ὥσπερ τἄλλα διδόναι δὲ κελεύουσι κοινῇ τῶν γειτόνων τοῖς ἐγγυάτιω τρισὶ νόμισμά τι βραχὺ μνήμησ ἕνεκα καὶ μαρτυρίας.

money to the neighbour with the rules known to us from the inscription in Mylasa (Caria)¹ and the Chariton-novel² relating to *καταγράφειν* and do not represent common but particular Greek law³. The action which protects ownership of immovables⁴ is regulated after the Diadikasia-system known in Athens⁵, as well as in Arcadia⁶, and in the city of Zeleia (Asia Minor)⁷. The responsibility of eviction used at it⁸ corresponds to the Attic models⁹. Actions against the *invasor praedii rustici* on account of crops and against the *invasor praedii urbani* on account of the compensation of the revenue (*δίκη καρποῦ*, *δίκη ἐνοικίου*)¹⁰ trace back to the

¹ *Recueil*, I, 244 (v. 13): [ἐφ' ᾧ καταγράφει τούτων τὴν ὄνην βε]βαιωτῆς διδοῦς. Important is an inscription also from Caria however of the roman period, in *Ann. d. sc. arch. di Atene*, IV-V, p. 469 (cf. *Bull. Corr. hell.*, XV, 1891, p. 548): Μάρ(χος) Λυρ(ήλιος) Θρεπτός Μηνοδότου τοῦ Μηνοφίλου ἐπρίκτο καὶ κατεγράψατο παρὰ Μαρτίλλου Σελλιανοῦ ὑπόστην τὴν ὑπὸ τὴν κλειμακα κατὰ ὡς καὶ ἡ δὲ <ᾰ>των ἀρχαίων ἔχ(ει) ἐκχώρησις καὶ καταγραφή.

² I, 3 (ed. Hercher, *Erotici, Scriptores graeci*, 1859): ἦκε δὲ εἰς ἄστυ καὶ λάμβανε τὰς καταγραφὰς καὶ τότε μοι τὴν τιμὴν, ἣν Ζέλεις, ἀποδώσεισιν and FREUNDT, *Wertpapiere*, I, 44 ff.

³ See SCHÖNBAUER, *l. c.*, 25.

⁴ See my art., *Sav. Z.*, 55, 279^a.

⁵ See LIPSIVS, *l. c.*, 675 (IV. cent. B.C.); see now the inscription in *Hesperia*, IV, 1 (1935), p. 15 (between 410 and 404 B.C.) (v. 6): ἐάν [δὲ] μὲ ἀπο[γ]ράψαι διαδικασίαν πρὸς ἑτερόν τινα ὡς ἔχοντα τὰ σκεύη, ἀποδοῦντο τῷ ἀδικομένῳ.

⁶ *I.G.V.*, 2, 343 (IV. cent. B.C.) (v. 6): εἰ τε [τι] χωρίον ἀμφίλλ[ο]γον ἢ τῆ τομ[δ]ε, τὸς Ἡραίας δια[δ]ικάσται; *Bull. Corr. hell.*, XXXVIII (1914), 147 ff.; the law of Tegea (324 B.C.) (v. 25): ὅσοι δ' ἂν ἰν ταῖς ἐξήκοντα ἡμέραις μὴ διαδικάσωνται. Cf. also *l. c.*, 147^a and cited there: DITTENBERGER, *Syll.*³, 685²⁷ (*Magnetum inter Itanios et Hierapytnios arbitrium*), 139 B.C. (v. 27): παρόντων τῶν τε διαδικαζομένων ἀφ' ἑκατέρων πόλειω; DITTENBERGER, *Or. gr. Ins. Sel.*, II, 437 (*Pactum inter Ephesos et Sardianos*) (I. cent. B.C.) (v. 78): παραγεμειόσωσαν οἱ παρ' ἑκατέρων [τ]ῶν πό[λε]ων εἰς τὴν διαδικασίαν.

⁷ DITTENBERGER, *Syll.*³, 279 (ca. 334-333 B.C.) (v. 19): ἦν δὲ τῆ ἀμφισβαστῆ φάς πρίσσαι ἢ λαβ[ε]ῖν κυρίως παρὰ τῆς πόλει(ω)ς διαδικασίην αὐτῶ εἶναι and MITTEIS, *Reichsrecht*, 502.

⁸ See my art., *Sav. Z.*, 55, 279^a.

⁹ See RABEL, *Haftung d. Verk.*, 14^a; PALYSCH, *Gr. Bürgschaftsrecht*, 348¹⁰.

¹⁰ See my art., *Sav. Z.*, 55, 283^a.

Attic law¹. Alexandrian enactments concerning the distance of plantations, buildings and diggings from the neighbour-ground are² based upon the law of Solon³. Rules of procedure at *operis novi nuntiatio* especially in the case of damage⁴ are probably common Greek law⁵. Juridical measures in the case of violation of the boundary-line⁶ are to be found in Chios and Mylasa⁷ and *δικη βλάβης* in case of changing the conditions in the flowing⁸ off in Attica⁹.

The Egyptian forfeit mortgage¹⁰ has its analogies in Attic sources¹¹, in Gortyn¹², Delphi¹³, Amorgos¹⁴, and Ephesus¹⁵. The transition of it into a saleable pledge could have happened as well under the Egyptian as¹⁶ under the particular Greek influence, as for example following the law of Samos¹⁷. The form of mortgage in *Hib.*, 29 is the same as

¹ See LIPSIUS, *l. c.*, 757.

² *Pap. Hal.*, II, v. 80 ff.

³ D. 10, 1, 13 and PARTSCH, *Arch. f. Pap.*, VI, 46 ff.

⁴ See my art., *Sav. Z.*, 55, 285 ff.

⁵ See PARTSCH, *l. c.*, 50.

⁶ See my art., *Sav. Z.*, 55, 287 ff.

⁷ See THALHEIM, *l. c.*, 59²; BEAUCHET, *l. c.*, III, 75².

⁸ See my art., *Sav. Z.*, 55, 287 ff.

⁹ See PARTSCH, *Arch.*, VI, 50 ff.

¹⁰ See my art. in *Atti*, 271-273.

¹¹ See MANIGK, *Der Verfall des griech. Pfandes*, 3 ff.

¹² *Recueil*, I, 384, Col. X, 26: "Ἀντρω[π]ον μὴ ὀνήσῃ[τ] κατακείμενον πρὶν κ' ἀ(λ)υ(σ)ήσῃ: ὁ κατακείμενος, μὴδ' ἀμπίρωλον μὴδὲ δεκτίσαι μὴδ' ἐπισπενάσαι μὴδὲ κατὰσείσαι; see PAPPULIAS, *Ἡ εμπράγματος ἀσφάλεια*, 143 and MITTEIS, 30, 445; further: *Ann. Sc. It. At.*, III (1916-1920), pp. 194-195, a decree relating to the mortgaging of land in Gortyn; we read there (v. 5) τὸν ἐνεκωράκσαντα (v. 7) ἐτι στέρεσῃ[τ].

¹³ DITTENBERGER, *Sylloge*², I, n^o 306 (159-138 B.C.) (v. 68): ἐνέχρωα ἀπτόων τᾶς πόλιος ἔστω. See MANIGK, *l. c.*, 3 ff.

¹⁴ *Syll.*², 1200 and the literature cited there.

¹⁵ *Recueil*, I, 22 ff.; however PARTSCH, *Gr. Bürgerschaftsrecht*, 261 ff.

¹⁶ See my art., *Atti*, 271.

¹⁷ *Hermes*, 39, 610 (II. cent. B.C.) (v. 64 ff): ἐάν δέ τις τῶν δανεισμένων μὴ ἀποδοῖαι τὸ ἀργύριον ἢ πᾶν ἢ μέρος τι τὸ ὑπόθεμα ἀποδόσῃ ἢ γλιπαστός καὶ ἐάν τις ὑπεροχὴ γένηται[τ] ἀποδόστω τῷ τὸ ὑπόθεμα δόντι; ἐάν δέ τι ἐνλίπη, τὴν πρᾶξιν ποιησάσῃ ἐκ τοῦ ἐγγύου.

the one referred to by Theophrastus from Kynikos¹. The Greco-Egyptian *antichresis*² is known in Athens, Olymos and Mylasa³.

To the Egyptian superficies applies the rule: *superficies solo cedit*⁴, which is not to be found elsewhere in the Greek and Hellenistic area. Consequently we have to deal here with a particular Egyptian form.

VII. In the law of obligations, the contract of sale is defined⁵ as a real contract in Tenos⁶, Amorgos⁷ and Delphi⁸. The right of withdrawal from it in a limited time is referred to by Theophrastus, but without further indications on the range of its validity⁹. The contract of lease contains constituent parts of a various origin. The clause for example on the duty of the subtenant to pay to the lessor so much only as the latter paying to the owner¹⁰ is to be found in the contract of hereditary tenure¹¹ in Mylasa¹², the return ἄρξεν ὁ σπόρος τῆς μισθώσεως¹³ in Attica¹⁴ and

¹ See SCHÖNBAUER, *l. c.*, 127.

² See my art., *Atti*, 277.

³ See BEAUCHET, *l. c.*, III, 214 ff.

⁴ See my art., *Sav. Z.*, 55, 281 ff.; *Atti*, 270.

⁵ For the Gr. Eg. law, see Zen., I, 59, 003 (259 B.C.) (v. 3) ἀπέδοτο; *P. Lond.*, III, 1204 = *M. Chr.*, 152 (113 B.C.): ἀπέδοτο — ἐπρίατο.

⁶ *Syll.*³, 1201 (267-234 B.C.) (v. 4): ἐπρίατο κτλ.

⁷ *Syll.*³, 1200 (IV-III. cent. B.C.): ἀπέδοτο.

⁸ *Bull. Corr. hell.*, LVIII (1934) (175-174 B.C.) (v. 10): ἐπρίατο cf. *G.D.I.*, 2116; in regard the form: ἀπέδοτο — ὁ ἐπρίατο παρὰ in *G.D.I.*, 1791 and 2265 see *Bull.*, *l. c.*, 158².

⁹ See my art., *Atti*, 276⁹.

¹⁰ See my art., *Sav. Z.*, 53, 247.

¹¹ See *Recueil*, I, 244 (v. 16): ἔξει αὐτὰ εἰς πατρικά; cf. *Bull. Corr. hell.*, LVIII (1934) (III. cent. B.C.), p. 372 C (v. 19): Ἀρισταίου Ἀρτέμωνος ἐμισθώσατο [εἰς] πατρικά; *Annal of the British School of Athens*, XXII (1918-1919), p. 205 (v. 11): [τοῦ μεμισθωμένου] εἰς πατρικά τῆς Μωσσέων συγγε[νεῖαι]; the same phrase occurs in the Egyptian papyri: *Tebt.*, I, 5, 12: μεμισθωμένοι εἰς τὸ πατρικόν.

¹² *Recueil*, I, 248 (v. 19): ἐάν δὲ βούληται παραχωρεῖν, παραχωρεῖτω τὰ τρογεγραμμένα κατὰ τὰ αὐτὰ, ἄλλως δὲ μὴ ἐξέστω παραχωρεῖν see my art., *Sav. Z.*, 53, 247.

¹³ For the Gr. Eg. law. see *Frankf.*, 1¹⁰ (214-213 B. C.); *Lill*, II, 3, 3.

¹⁴ *Recueil*, I, 238 (v. 18): χρόνος ἄρχει τῆς μισθώσεως.

Mylasa¹ the enactments of the κινδύνος² in Attica³ and Heracleia⁴ of the compensation⁵ in Mylasa⁶. The regulation contained in the Egyptian contract⁷ of *locatio-conductio operis*, that the contractor in certain cases of non-fulfillment of the contract is responsible for the damage resulting at the breach of the contract and the conclusion of a new one with another contractor for a higher price finds its analogy in the statute of Lebadea⁸. The construction of the contract of loan⁹ is identical with its construction in Orchomenos¹⁰; the executive clause contained in

¹ *The Annal of the British School of Athens*, XXII, 203 (v. 8): [ἄρξει: δὲ αὐτῶι τῆς μι]σθώσεως μὴν Ἀρτεμισίος ὁ ἐπὶ στηφανοφόρου.

² For the Gr. Eg. law, B.G.U., 1266 (203-202 B.C.): ἀκίνδονον καὶ ἀνυπόλογον πάσης ψφορᾶς πλὴν πολέμιων and LEWALD, *P. Frankf.*, 12¹.

³ C.I.A. 600 (300-299 B.C.) (v. 14): τοῦ ἐνιαυτοῦ ἐκάστου ἀτελεῖς καὶ ἀνεπιτίμητον [τῶν] τς ἐ[... ὅ]ντων καὶ πολέμιων and WASZYNSKI, *Bodenpacht*, 135 ff.; *Recueil*, p. 238 (v. 12): εἰάν δὲ πολέμιοι ἐξείργωσι ἢ διαρθεύωσιν τι, εἶναι Αἰζωνεῦσιν τῶν γενομένων ἐν τῷ χωρίῳ τὰ ἡμίσεια.

⁴ ARANGIO-RUIZ-OLIVIERI, *Inscr. Gr. Sic.*, n° 1 (v. 152): αἱ δὲ γ' ὑπὸ πολέμῳ ἐγγλησῶντι ὥστε μὴ ἐξῆμεν τῶς μεμισθωμένῳς καρπεύεσθαι ἀν ἐώσθαι τὰν μίσθωσιν καθὰ κα τοι Ἡρακλείοι διαγρῶντι καὶ μὴ ἡμεν ὑπολόγῳς μήτε αὐτῶς μήτε τῶς προγγρῶς τῶν ἐν τᾷ σύνδεσμῳ γεγραμμένων.

⁵ For the Gr. Eg. law., P. MEYER, *Jur. Pap.*, 92.

⁶ B.C.H., XII (1888), p. 31, n. 10 = *Ath.*, XIV, 1889, p. 371 fr. B. (v. 10): τὸν ἀφελόμενον φόρον τ[ελέσους] (v. 11) [ἄνεικον ἀνυπόλογον].

⁷ *Petr.*, III, 42 F c (v. 11): [εἰάν δὲ μὴ ἐργάσῃται ἢ μὴ ποιῇ κατὰ τὰ γε]γραμμένα ἐξέστω τῶι ἐπὶ τοῦ[τῳ] τεταγμένῳ ἐπανα[πωλεῖν] τὰ ἔργα καὶ κα[θ'] ἡμέραν ἐπιμισθῶσθαι καὶ ὅσῳ ἂν πλείον ἐ[ῦρη] ἀναπολούμενον ἢ ἐπιμισθῶμένον τι κα[θ'] ἡμέραν ἀνηλώθην ἀποσ[εῖσαι] ὁ ἐργολάβος, τό τε ἀργύριον δ' ἂν προειληφῶς ἢ παρ[α]χρημα ἡμιόλιον τὸ βλάβος and PARTSCH, *l. c.*, 334.

⁸ DITTENBERGER, *Syll.*³, 972 (175-172 B. C.) (v. 32 ff.): καὶ εἰάν τινα ὑγιῇ λίσον διαρθεύῃ κατὰ τὴν ἐργασίαν ὁ τῆς θέσεως ἐργῶνης ἕτερον ἀποκαταστήσει δόκιμον τοῖς ἰδίοις ἀνηλώμασιν ... εἰάν δὲ μὴ ἀποκατιστῇ ἢ ἀκῆται τὸ καταβλαφθέν, καὶ τοῦτο ἐπεγδῶσουσιν οἱ ναποισί· ὁ, τι δ' ἂν εῦρη, τοῦτο αὐτὸ καὶ ἡμιόλιον ἀποτεῖσει ὁ ἐργῶνης καὶ οἱ ἔγγροι and PARTSCH, *l. c.*, 334.

⁹ For the Gr. Eg. law, see *Hib.* 88 (263-262 B.C.): ἐδάνεισεν — ἀποδότω — εἰάν δὲ μὴ ἀποδῶι

¹⁰ *Recueil*, I, 280-282 (v. 79): ἐδάνεισεν — ἀποδότῳσαν — εἰάν δὲ μὴ ἀποδῶσι κτλ.

it¹ is known in Attica² and Arkesine³, the clause παντι τῶι ἐπιφέροντι⁴ in Orchomenos⁵ and again in Arkesine⁶, the clause⁷ ἀκίνδυνον παντός κινδύνου in Arkesine⁸. Enactments on the see-loan contract resemble⁹ the enactments in the Pseudo-Demosthenes speech against Lakritos¹⁰. The literal contract¹¹ in the form of a fictitious loan is known in Athens¹² and in Orchomenos¹³. The conception of refusal of returning the depositum from the ἀποστρεφῆν-point of view¹⁴ is to be found in Attica¹⁵, Gortyn¹⁶ and Knidos¹⁷. Declarations of consent to the contract in the form of

¹ For the Gr. Eg. law, see my art. *Atti*, 274-273.

² DEM., *ca. Lakritos*, 35, 12: ἔστω ἡ πράξις τοῖς θαναίσεισι καὶ ἐκ τῶν τούτων ἰπάντων καὶ ἐγγείων καὶ ναυτικῶν, πανταχοῦ ὅπου ἂν ᾧσι, καὶ ἄπειρ δίκην ὠφληκῶτων and MITTEIS, *Reichsrecht*, 404, WILCKEN, *Aeg. Ztschr.*, 60, 98 ff.

³ *Recueil*, 313 (v. 11): ἐὰν δὲ μὴ ἀποδώσιμ, πρακτὸ ἐστωμ. Πράξιμασι οἱ μὴ ἀποδόντες — πράξις πάσι καὶ ἄπειρ ἐγ δίκης.

⁴ For the Gr. Eg. law, see now ARANGIO-RUIZ, *Atti*, 251 ff.; in regard to its importance, see esp. KOSCHAKER, *Neue Keilschr. Rechtsurk. a.d. El-Amarna Zeit*, 42³ (*Abh. phil. hist. kl. sächs. Ak. d. Wiss.*, XXXIX).

⁵ *Recueil*, I, 282 (v. 35): Ἡ δὲ συγγραφή κυρία ἔστω κἄν ἄλλος ἐπιφέρει ὑπὲρ Νικαρέτας.

⁶ *Recueil*, I, 316 (v. 45): τὴν συγγραφὴν κυρίαν [ὄ]ν ἐπιφέρ(η) ὁ θαναίσεας ἢ οἱ προ[ά]σοντ[ε]ς ὑπὲρ αὐτοῦ.

⁷ For the Gr. Eg. law, see P. MEYER, *Jur. Pap.*, 149 (v. 31).

⁸ *Recueil*, I, 313 (v. 4).

⁹ For the Gr. Eg. law, S.B., 7169 (II cent. B.C.).

¹⁰ WILCKEN, *Aeg. Ztschr.*, 60, 89.

¹¹ For the Gr. Eg. law, MITTEIS, *Grundz.*, 117 ff.; BRANDILEONE, *Rend. Acc. d. Sc. Bol.*, ser. II, vol. IV (1919-1920), 57 ff.

¹² DEM. *ca. Timoth.*, 49, 12 and RABEL, *Sav. Z.*, 28, 320; see also PLATO, *Leges*, XII, p. 953 and MITTEIS, *Reichsrecht*, 472 fr.

¹³ *Recueil*, I, 280 (v. 79); see above p. 13¹⁰ and MITTEIS, *Reichsrecht*, 472 ff.

¹⁴ For the Gr. Eg. law, *Ent.*, 29 (218 B.C.); LILL, 7 (III cent. B.C.) and PARTSCH, *Gr. Bürgschaftsrecht*, 84.

¹⁵ See THALHEIM, *l. c.*, 118⁴; LIPSIVS, *l. c.*, 738²²⁰.

¹⁶ *Recueil*, I, 394, Col. III (v. 7): Αἱ κα τετράπος (ἢ) ὄν[ι]ῃα παρακατα-(S)[ε]μένω: ἢ κρησάμενος ἢ [ἄ]λαι δεκσάμ[ε]νος; μὴ νουατὸς εἶη αὐτ[ὸ]ν ἀποδόμην, τὸ ἀ[π]λόον καταστασεῖ· αἱ δ[ε] κ' ἐ[π]ι τῆ δίκαι [μω](λ)ίωιν ἐκσανήσεται, δι [πλ]ῆ καταστασ[α]ι κ[α]ὶ Σέμημ πόλι.

¹⁷ DITTENBERGER, *Syll.*³, 1199³: τοὺς λαθόντας παρὰ Διοκλήους παρασῆσαν καὶ μὴ ἀποδιδόντας ἀλλ[λ] ἀποστεροῦντας. See also the inscription by BECHTEL-COLLITZ, *Dialektinschr.*, n^o 3359 "ad eandem rem spectans": οὐκ ἀποδιδόντι ἀλλ' ἀπο[στερ]οῦντι.

εὐδοκίαις occur in all the Greek law¹. Direct representation² is not unknown to the law of Delos³. The *datio in solutum*⁴ is already constructed in the register of Tenos as a contract of sale⁵. The form of security⁶ is very much like the common Greek-law⁷. Clauses guaranteeing the contract⁸ by virtue of ἡμιόλιον⁹ and ἐπιτίμιον¹⁰ are also common Greek-law¹¹.

VIII. The legal order of succession of the Egyptian Greeks¹² with their system of parentage is to be found in the Gortynian and Attic¹³ law and there also in the first class inherit after the parents their children, who have already in the time of their parents the right of expecting, of agreement and consent¹⁴. The satisfaction of the legal rights of succession of the daughter by dowry¹⁵ is known to the Attic¹⁶ and to the Locrian law¹⁷, in Myconos¹⁸, Ephesus¹⁹

¹ See WIEACKER, *Sav. Z.*, 51, 408; PARTSCH, *Gr. Bürgerschaftsrecht*, I, 141; 350²; WEISS, *Gr. Privatrecht*, 329, 351³⁴⁵.

² For the Gr. Eg. law, my art., *Atti*, 276⁶.

³ See PARTSCH, *Gr. Bürgerschaftsrecht*, 141².

⁴ For the Gr. Eg. law, my art., *Atti*, 276⁸.

⁵ *Recueil*, I, 64 ff. and RABEL, *Sav. Z.*, 28, 312.

⁶ For the Gr. Eg. law, my art., *Atti*, 276.

⁷ See PARTSCH, *Bürgerschaftsrecht*, 160 ff.; especially about the ἔγγυος εἰς ἔκτισιν see f.i. *Rec.*, I, 280, v. 84 (the loan of Nicareta); COLUZZ-BECHTEL, *Griech. Dialektinschr.*, I, n^o 1222 (v. 36-37): ἔστω δὲ καὶ πρὸς τῷ ἐπιζαμίῳ ὁ ἀπὸς ἔγγυος ὄπισθ' καὶ τῷ ἔργῳ ἧς ἐκτίστω; *Le Bas-Waddington, Voyage Inscr.*, III, 2, p. 419, n^o 404.

⁸ For the Gr. Eg. law, my art., *Atti*, 274¹.

⁹ See BEAUCHET, *l. c.*, IV, 433.

¹⁰ For the Gr. Eg. law, BÜRGER, *Strafklauseln*, 10 ff.

¹¹ See PARTSCH, *Arch. f. Pap.*, V, 477-478.

¹² See my art., *Atti*, 275⁵.

¹³ See KRELLER, *Erbr. Unt.*, 139 ff.; see also KOSCHAKER, *Sav. Z.*, 46, 297 ff.; *Ueber einige gr. Rechtsurk. a. d. öst. Randg. d. Hell.*, 1 ff. referring to the law of Dura.

¹⁴ See PARTSCH, *Bürgerschaftsrecht*, 141¹; KRELLER, *l. c.*, 188².

¹⁵ See my art., *Atti*, 278.

¹⁶ See LIPSIVS, *l. c.*, 542¹².

¹⁷ See *Recueil*, I, 182 (v. 16-19) and BEAUCHET, *l. c.*, III, 461².

¹⁸ See *Recueil*, I, 50 (v. 23-26) and BEAUCHET, *l. c.*, III, 460².

¹⁹ See *Recueil*, I, 36 (v. 55-59) and BEAUCHET, *l. c.*, III, 460².

and probably in Tegea¹. The custom to give to the eldest son some benefits in the testament², the so called *προσθεία* is Attic³. The right of representation of the grand-children with the effect of the *successio in stirpes*⁴ is also Attic⁵. The duty of the equalization between the heirs of the profits fallen to them⁶ before the inheriting of the estate is known to the Attic and Gortynian law⁷. In Egypt if the deceased had no descendants the father was called to inherit before other classes⁸; this right of the ascendants is however disputed for the ancient Greek and especially for the Attic law⁹. The same is true in relation to the succession of the surviving husband¹⁰, which is also often contested in the Attic law¹¹. On the other hand the probably legal duty to maintain the widow¹² has its origin in the Attic law¹³. Like in Egypt¹⁴ in the entire Greek law the possibility of disinheritance of the children is excluded¹⁵. The testamentary formularies used by the Ptolomeian settlers is to be found with all Greek tribes¹⁶. Enactments on the testamen-

¹ Bull. Corr. hell., XXXVIII (1914), p. 124 (v. 4): Τὸς φυγάδας τὸς κατενθόντας τὰ πατρῶια κομίζεσθαι, ἐν τοῖς ἔφευγον, καὶ τὰ ματρῶια, ὅσαι ἀνέσθοτοι τὰ πάντα κατῆχόν καὶ οὐκ ἐτόνχανον ἀδελφεὸς παπαμέναι; εἰ δὲ τινι ἐσοθῆναι συνέπεισε τὸν ἀδελφεὸν καὶ αὐτὸν καὶ τὸν γενεὴν ἀπολέεσθαι καὶ τανὶ ματρῶια ἦναι, ἀνότερον δὲ μηκέτι ἦναι and the remarks of the editor, l. c., p. 130.

² For the Gr. Eg. law, see my art., *Atti* 278^a.

³ BRUCK, *Schenkung*, 101 ff.

⁴ For the Gr. Eg. law, see KRELLER, l. c., 164.

⁵ See KRELLER, l. c., 157⁷⁶.

⁶ See my art., *Atti*, 278.

⁷ See KRELLER, l. c., 165⁹⁴.

⁸ See my art., *Atti*, 279¹.

⁹ See KRELLER, l. c., 167.

¹⁰ See my art., in *Atti*, 279^a.

¹¹ See KRELLER, l. c., 174.

¹² See KRELLER, l. c., 178.

¹³ See KRELLER, l. c., 174^a.

¹⁴ See KRELLER, l. c., 197-198.

¹⁵ See MITTEIS, *Reichsrecht*, 68 ff., 154, 336 ff.

¹⁶ See KRELLER, l. c., 305.

tary capacity of a woman¹ as a person subject to guardianship resemble the law of the Isle of Thera². Enactments on the hereditary capacity of the *postumi*³ are of Attic origin⁴. Some of the measures in testaments for example the appointment of the executor of the last will⁵ are to be found in the wills of the Greek philosophers⁶, in Calauria (Argolis)⁷.

The satisfaction during the life-time of the father⁸ is known in Attica, Gortyna and with the hypomnematics Locrians⁹.

The heirs have the right to reject the bequest¹⁰ in Attica¹¹ and with the exception of the own son, in Gortyn¹². As to the responsibility for debts there are two rules in Egypt; one of unlimited responsibility and the other of responsibility limited to the bequest¹³, the first is to be found in Gortyn¹⁴, the second is accepted in Attica in relation at least to the descendants¹⁵. We find heirs-communities between several heirs¹⁶ in Attica¹⁷, Gortyn¹⁸ and The-

¹ See for the Gr. Eg. law, KRELLER, *l. c.*, 307.

² *I.G.*, XII, 3, n° 330 (210-195 B.C.): τὰδε διέθετο νοοῦσα καὶ προνοῦσα Ἐπίκτητα Γρίνου μετὰ κυρίου Ὑπερίδου τοῦ Θρακυλέοντος καὶ τῆς θυγατρὸς [Ἐ]πιταλείας τῆς Φοίνικος; see about the date of this testament *Bull. Corr. hell.*, 18, 161.

³ See KRELLER, *l. c.*, 311.

⁴ See KRELLER, *l. c.*, 310¹; 311.

⁵ See for the Gr. Eg. law, KRELLER, *l. c.*, 375 ff.

⁶ See BRUCK, *Schenkung*, 146.

⁷ *Rec.*, II, 102 (v. 10): τοὺς δὲ ἐπιμελητὰς τ[οῦ]ς αἰρεθέντας τὰ τε λοιπὰ ἐπιμελεῖσθαι.

⁸ For the Gr. Eg. law, see KRELLER, *l. c.*, 206, 208, 239.

⁹ See RABEL, *Ell. Teilung*, 528 ff.

¹⁰ For the Gr. Eg. law, see my art., *Atti*, 280².

¹¹ See KRELLER, *l. c.*, 41³.

¹² *Recueil*, I, 388, v. 31 ff. and KRELLER, *l. c.*

¹³ See KRELLER, *l. c.*, 32, 41 ff.

¹⁴ See PARTSCH, *Gr. Bürgerschaftsrecht*, I, 232 ff.; MITTEIS, *Grundz.*, 234 ff.

¹⁵ See MITTEIS, *Grundz.*, 235 ff.; otherwise, PARTSCH, *l. c.*, 232 ff.

¹⁶ See for the Gr. Eg. law, *Atti*, 280².

¹⁷ See LIPSIVS, *l. c.*, 575¹⁰¹.

¹⁸ See KOHLER, *l. c.*, 65 ff.

ra¹. According² to the Attic law the heir may dispose at leisure of the part of the bequest falling to him³.

IX. The civil law procedure shows a far-reaching resemblance to the Attic procedure. Especially as for the summons before the decemviral court of the *γῶρα* and of Alexandria, which were done purely privately by the plaintiff after the Attic model *πρόσκλησις*, the defendant being only summoned to be present at the *δίαιτην γράφειν* i.e. at the act of formal summons before the court⁴. The same is true in relation to the characteristic trait of the civil procedure before the Alexandrian courts with their principal division into the procedure *in iure* and *in iudicio*, to the examination of documents in the preliminary inquiry, to the calling of witnesses in the presence of two *κλητόρες* and to the written fixation of *μαρτυρία*, further to the divisions of actions after their material contents as *δίαιται* and to the distinction between *τιμηταί* and *ἀτιμηταί*⁵.

X. Also in the sphere of the criminal law are far-reaching resemblances with the Attic law. They extend on the distinction between intentional and unintentional homicide⁶, on the treatment of homicide by poisoning as of a special kind of murder⁷ on the supposition at the *ὑβρις* necessary: *ἂν τις τύπτῃ τινα ἄρχων χειρῶν ἀδίκων* which is to be

¹ See F. HILLER, 'Εφημ. ἐπιγρ. (1914), 131-133 (comp. BATES, *Amer. Journ. of Archeol.*, XIX, 1915, p. 471), containing the will of Dorocleidas of Thera (ca. 170 B.C.) and a law of the Association of Relatives. (Comp. I, v. 10 [τοῦ κοινοῦ] τῶν συγγενῶν; II v. 17 ff. διδόντ[ω] ἕκαστος αὐτῶν τὴν συμβολάν] ἄνπερ κατάσ[ση] ὁ νόμος κτλ. to which he belonged and which was founded by the heirs of Epicteta, see p. 17².

² For the Gr. Eg. law, see my art., *Atti*, 279⁶.

³ See PARTSCH, *Gr. Bürgerschaftsr.*, 159¹; KRELLER, *l. c.*, 131⁴.

⁴ See BERNEKER, *Prozesseinleitung*, 95-96; 98; also STEINWENTER, *Sav. Z.*, 46, 379 ff.

⁵ See *Dikaiomata*, 175 ff.; for the *μαρτυρία* espec. HELLEBRAND, *Das Prozesszeugnis im Recht d. gr. äg. Pap.*, 66 ff., 88 ff.

⁶ See my *Strafrecht im Rechte der Papyri*, 8⁵.

⁷ See my *Strafrecht*, 9.

found already in the Dracontic homicide law¹ and can be traced back to Rhadamanthys. The double fine for μεθύοντας ἀδικία goes back to one extra-Attic source i.e. to the law of Pittakos of Mytilene². The reward for information³ is known to nearly all the Greek states⁴.

As results from this survey, the Greek law of Egypt is composed of various elements. We find there in rules gathered from the Ionic (Attica, Erythrea, Chios, Ios, Amorgos, Syros, Tenos, Delos, Ephesos, Zeleia, Samos, Kysikos), the Doric (Korinth, Kalauria, Halikarnas, Gortyn, Andania), Aeolic (Orchemenos, Tespi, Lebadea, Ilion) and from other spheres of law : from Phokis (Delphi), Aetolia (Termon), Lokri (Naupaktos), Acarnania (Stratos), Arcadia (Orchomenos, Mantinea, Tegea), Caria (Mylasa), Misia (Pergamon), Lydia, Macedonia, from Great Greece (Thurii, Heraclea). It corresponds to the ethnic composition of Greek immigration⁵.

Rafael TAUBENSCHLAG.

¹ See *op. cit.*, 11.

² See my *op. cit.*, 15.

³ See *op. cit.*, 72; from the further material see f.i. for Egypte : LIEBESNY, *Aeg.*, XVI, 258 (the decree of the king. Ptolomaïos II Philadelphos), the right col. (v. 6): Τῶν δὲ μνηστάντι δοσήσονται [εἰ] τοῦ σώματος ἐ[χ]ασ(δραχμαί) [·]; (v. 24/5) Τοῖς δὲ προ[σ]αγγεῖλαισι δοσήσεται ἐκ τῶν πραγμάτων ἐκάστου σ[ώμ]ατος (δραχμαί) τ.

⁴ See ZIEBARTH, *Hermes*, XXX, 604 ff.; from the further material see f.i. *Bull. Corr. hell.*, LVII (1933), p. 407 (inscription from Thasos), (III cent. B.C.). (v. 8-10). [Καὶ ἐὰν ὁ ἰδιώτης νικήσῃ μνηστής γινόμενος] μετεῖναι αὐτῶν τὸ τρίτ[ον] τῆς καταδίκης]; *Journ. of Hell. Stud.*, LIV (1934), p. 143 (an unpublished Decree of Delian Association) (about 140 B.C.) (v. 86): Ἔστω τῶν προσαγγεῖλαντι κομισαμένων τοῦ [αὐ]τοῦ τὸ τρίτον μέρος τοῦ εἰσπραχθέντος.

⁵ See CALDERINI, *Stud. sc. pap.*, III, 22 ff.

In memoria di Girolamo Vitelli

SIGNORE E SIGNORI,

In questo momento non c'è nessuno fra noi che non ricordi (e molti lo ricordano certo con commozione), come due anni or sono il Congresso Internazionale di Papirologia si riunisse a Firenze, più che per altre ragioni, soprattutto per rendere omaggio a Girolamo VITELLI. La scienza che noi — e dicendo « noi » non intendo affatto metter me stesso alla pari con gli insigni cultori di papirologia qui convenuti; ma, ad ogni modo, la scienza, che noi coltiviamo, riconosceva, riconosce e per lungo tempo ancora riconoscerà in Girolamo VITELLI uno dei suoi più insigni corifei; noi Italiani veneriamo nella sua memoria l'uomo, che in breve tempo, senza larghezza di mezzi, senza una precedente preparazione, seppe dare al nostro Paese uno dei posti più cospicui nello studio e nell'interpretazione dei papiri. Poichè la papirologia italiana aveva in lui il solo e vero maestro, e tutti coloro, che in essa hanno segnato dei progressi, debbono riconoscersi discepoli di lui, che anche in ormai tarda vecchiezza sapeva dare l'esempio del lavoro assiduo, diligente, scrupoloso.

Il VITELLI cominciò ad occuparsi di papiri quando non era più giovane; sì, era nel fiore più maturo di quel suo ingegno fervido, limpido, elegante, di quella prontezza e lucidità di intuizione, che conservò fino agli ultimi giorni di sua vita. A Firenze non esisteva, negli anni intorno al 1900, un fondo di papiri; egli, insieme con Domenico Comparetti, che parecchi anni prima aveva avuto occasione di

studiare quelli Ercolanesi, si fece iniziatore di una società, il cui scopo era di inviare una missione in Egitto per raccogliere quello che ancora poteva essere raccolto, là dove altri avevano mietuto precedentemente. Si iniziò così, semplicemente, modestamente, il lavoro preparatorio per la pubblicazione di quei volumi di *Papiri fiorentini*, i quali, subito al loro apparire, furono salutati e considerati come uno dei più ricchi e notevoli contributi a quella scienza, verso cui si indirizzava ormai il fervore di studiosi di tutti i paesi. Intanto il VITELLI fu colpito da uno dei più grandi dolori della sua vita : in Germania, a Göttingen, dove si era recato a compiere un corso di perfezionamento, gli moriva il figliuolo Camillo, giovanissimo e già assai più che una bella speranza della filologia classica. Fu pel suo cuore di padre un duro colpo; e chi, come me, lo ricorda in quei giorni e rivede col pensiero lui, il maestro amato, lacrimante e pur sempre composto in nobile fierezza, non può non dirsi che anche allora egli dava a tutti un esempio di nobiltà d'animo, come ne aveva sempre dati nella scuola e fuori di essa.

Allora il VITELLI si recò in Egitto. Quando ne tornò, rasserenato se non rassegnato del tutto, recava con sè una ricca messe di papiri; e quello che prima era stato per lui una specie di elegante e geniale passatempo scientifico, una forma di viva *curiositas* adatta ad uno, per cui il greco si può dire non avesse segreti, divenne invece una fervorosa passione di studio. Pareva quasi che egli fosse consapevole della necessità, che, come pochi conoscevano al pari di lui la letteratura e la lingua greca, così altrettanto pochi riuscissero a primeggiare in questa nuova scienza, la quale ora, ed anche per merito suo, andava vigorosamente affermandosi. E fu papirologo, ed in breve volger di tempo fu uno dei più insigni papirologi, uno a cui tutti, anche coloro che in questa nuova disciplina erano già avanzati e scaltriti, non si peritavano di chieder consiglio. A chi ripensi come ciò sia potuto avvenire, la cosa sembra quasi un miracolo : certo è,

che avvenne, e che, subito dopo la pubblicazione dei primi volumi dei *Papiri della Società Italiana*, il VITELLI apparve a tutti, e fu, un maestro. Ma nè egli avrebbe potuto riuscire a tanto, nè per merito suo la papirologia italiana avrebbe potuto conquistare un così alto posto, senza la sua tenacia nel lavoro, senza la sua dottrina e, specialmente, senza il suo ingegno : qualità, queste, dinnanzi alle quali noi suoi scolari ci sentivamo sempre umilmente piccini, non ostante l'affabilità con cui ci trattava, la bontà con cui esaminava i problemi che gli presentavamo e rispondeva alle domande che gli facevamo, l'amorevolezza con cui scioglieva i nostri dubbi e ci incoraggiava nei nostri lavori.

Voi non pensate certo che io parli ora, in questa adunanza di insigni studiosi, del VITELLI filologo e del VITELLI papirologo, e che io dica di ciò, che pubblicò, e dei contributi, che arrecò alla nuova scienza, anche per merito suo costituita in breve numero di decenni su basi salde e robuste, sì da potere star degnamente a fronte delle altre discipline sorelle riguardanti lo studio dell'antichità classica. Ciò che io potrei dirvi, sarebbe forse meno di quanto voi tutti sapete, di quanto hanno già scritto altri scolari e colleghi — e ricordo, per tutti, il FESTA, la NORSÀ, il PASQUALI; ed al mio cuore di antico scolaro darebbe magra soddisfazione lo enumerare la lunga serie di lavori, che recano il nome del VITELLI, spesso, anzi, negli ultimi anni, prevalentemente, unito con quello di colei che gli fu scolara ed interprete intelligente e fedele, Medea NORSÀ.

Ma una cosa sola vorrei ricordare, una cosa che serve a mettere in chiara luce almeno una parte dell'animo del VITELLI : ogni volta, che gli si presentò l'occasione (ed accadde spesso, soprattutto negli ultimi tempi) di aver tra le mani un nuovo papiro letterario, non volle permettere che il mondo degli studiosi ne attendesse a lungo la pubblicazione. Egli e la NORSÀ ne procedevano alla lettura — e tutti noi sappiamo, come questa fosse accurata e precisa,

tanto da non lasciar quasi più nulla da fare agli altri —, stendevano un breve commento di carattere tecnico ed ermeneutico, corredato di quelle annotazioni, che solo la lunga esperienza e la perfetta conoscenza della lingua e dello stile potevano suggerire, e poi lo davano in luce, non dimenticando mai di dare il giusto e meritato rilievo a quei contributi che scolari, colleghi, studiosi di ogni luogo potevano avere arrecato, nel tempo intercorso fra la scoperta e la pubblicazione, nella corrispondenza, che attiva ed abbondante si svolgeva tra Firenze e tutti i centri dove esistessero studiosi capaci di dare un suggerimento, di tentare una nuova e più verisimile lezione, di fare avanzare in qualsiasi modo l'intelligenza di un testo.

Dicevo che questo fatto serve ad illuminare un aspetto dell'animo del VITELLI. Chè in fatti egli, pure essendo perfettamente e sempre conscio del suo grande valore, non si illuse mai che altri non potesse sapere o vedere più di lui; non ritenne mai di poter giungere alla perfezione assoluta nè di dire una parola, che tutti, lui compreso, avessero a considerare come definitiva. Ricordo, a questo proposito, come una volta, discorrendo con lui di un libro, il cui autore aveva nella prefazione dichiarato che sarebbe stato contento se solo la decima parte delle sue pagine potessero venir considerate tali da fare ammettere la verità della sua tesi, mi dicesse con la sua tranquillità solita, non scettica ma consapevole: « quando noi filologi saremo sicuri che il dieci per cento dei nostri studi contiene la verità, la nostra scienza potrà vantarsi di aver fatto un gran passo avanti ». Queste parole contenevano, ed io ne ero certo nel momento in cui le udivo, il risultato della esperienza personale di più che sessant'anni di lavoro e di studio; di una esperienza a cui non mancava nè la fede nè la speranza nei risultati finali, ma che sapeva misurarle alla stregua delle nostre attuali ed umane possibilità. Forse, o, piuttosto, probabilmente, in quella frase c'era anche una grande dose di modestia.

Perchè la sua dottrina larghissima, la sua genialità, che gli permetteva anche, nei momenti di particolare serenità e libertà di spirito, di scrivere versi latini e greci, che si possono dichiarare gioielli veri di ispirazione e di stile, la consapevolezza austera di quanto egli era veramente capace di fare, erano tutte qualità rivestite di una grande, delicata, signorile modestia. Era quella stessa modestia, per la quale non volle prender parte attiva ai lavori del nostro congresso di Firenze, quando temeva che esso, appunto perchè avveniva nella sua città di adozione, si mutasse in un troppo aperto atto d'omaggio verso di lui; quella stessa modestia, per la quale non volle mai che amici e scolari gli tributassero qualsiasi forma di onoranze; per la quale tutti, anche i giovanetti che intraprendevano lo studio del greco sotto la sua guida, dopo aver superato la prima impressione del rispetto che incutevano la sua persona e la sua parola lenta e precisa, si sentivano presto a loro agio nella sua conversazione assolutamente priva di impazienze; per la quale, morendo, egli volle che l'annuncio della sua morte fosse dato a funerali avvenuti, forse temendo per l'ultima volta quei pubblici e vistosi onori, dai quali era sempre rifuggito.

Modestia, dunque, sincera e vera, radicata nel profondo dell'animo, divenuta come una seconda natura, dalla quale egli attingeva quella franca, sicura, talvolta un po' sdegnosa, ma affabilmente sdegnosa, serenità, che lo rendeva caro a noi tutti e ce lo faceva considerare come un modello, a cui ispirare la nostra vita e le nostre azioni. Questa serenità egli non la perse mai, nemmeno nei suoi ultimi momenti. Non desiderava di morire, e pur sapeva come la sua fine fosse ormai prossima: poco prima di spengersi, sulla terrazza dell'albergo del piccolo paese ligure, in cui chiuse la sua vita mortale, si rivolse a chi lo assisteva pronunziando un verso di ARISTOFANE: *κυλίνδεν' εἰσω τόνδε τὸν δυσδαίμονα*, e forse il suo spirito sempre vigile ed arguto vedeva il contrasto tra la nobile fine della propria esistenza e la ridicola

caduta del Paflagone, ma si rassegnava tranquillamente ad adattare a se stesso una frase che, in analoghe condizioni esterne, può valere per tutti gli uomini.

Del resto, a causa di quella medesima serenità, allo stesso modo con cui rileva i nostri errori e ci guidava a comprendere esattamente il mondo ellenico, fu sempre pronto a riconoscere quando avesse sbagliato, senza credere per ciò menomata la sua autorità nè diminuita quella stima senza limiti, che tutti avevamo per lui.

Questo era frutto anche di un'altra virtù, che il VITELLI possedeva in sommo grado: l'assoluta, incrollabile lealtà, il senso profondo della dignità nella scienza e nella vita, per cui non permetteva a nessuno di vestirsi, se mi si concede una frase triviale ma espressiva, delle penne del pavone, e cominciava egli stesso col dare, nello studio e nel pensiero, il migliore esempio della equità e della comprensione. Comprensione, nello stesso tempo, scientifica ed umana: sapeva che gli uomini sono soggetti ad errare e pretendeva che riconoscessero i loro errori, quando li avevano commessi, ma era il primo a correggersi quando gli avveniva di avere formulato un giudizio non corrispondente alla realtà. E se qualche volta perdeva un po' della sua calma costante, ciò accadeva solo quando si accorgeva che qualcuno voleva far credere ciò che non era, voleva avere ragione anche quando manifestamente aveva torto.

Perciò noi, che avemmo l'onore e la fortuna di essere suoi scolari; noi che lo ritenemmo come un padre del nostro spirito, come una guida della nostra vita; noi che ne veneriamo la memoria e sentiamo davvero irreparabile la sua scomparsa; noi possiamo, noi dobbiamo affermare e ricordare, che il VITELLI ci insegnò, sì, e molto il greco, ci fece penetrare nei segreti e nell'arte della filologia classica, ci apprese il metodo e la disciplina del lavoro scientifico, ma soprattutto ci mostrò come si deve vivere senza patteggiare con la nostra coscienza, senza inchinarci davanti al torto,

senza umiliarci davanti alla falsità. Questa è l'eredità che noi abbiamo avuto da lui e che ci è sacra; questo è il dono più grande che egli ci abbia fatto, e che tutti noi, lo so per certo, alla notizia della sua scomparsa, abbiamo giurato a noi stessi di mantenere intatto e di trasmettere come una fiaccola di vita ai nostri figli ed ai nostri scolari.

SIGNORE E SIGNORI,

Se vi avessi parlato del VITELLI studioso e delle sue opere avrei ripetuto cose che voi tutti sapete, e mi sarebbe parso di meritarmi il rimprovero di avere offeso quella ritenuta modestia, quella sobria contegnosità, che gli erano proprie. Ho preferito dir poche cose come le sentivo e le sento nell'animo, per ricordare con voi il VITELLI uomo, il VITELLI maestro, il VITELLI guida di quanti ebbero l'avventurata sorte di vivere, poco o molto, in comunione spirituale con lui. Mi è parso questo il miglior tributo, che si potesse rendere alla sua memoria senza offenderla, un tributo fatto di quell'amore e di quel rispetto che trascendono il tempo e si trasmettono di generazione in generazione. Poichè Girolamo VITELLI sarà, e non potrà non essere, ricordato per lunghi anni ancora, ed alla sua opera di studioso attingeranno i più giovani per nutrirsi d'una linfa vitale, non destinata ad essiccarsi presto. Ma i suoi scolari hanno il dovere di affermare, che, se egli fu grande come professore di greco, fu ancor più grande e più indimenticabile come uomo e come maestro di vita.

N. TERZAGHI.

Self-Dedications

There is in the British Museum a group of Demotic Papyri acquired by purchase a few years ago, which internal evidence proves to have come from a single source viz. the temple of Sobek at Tebtynis in the Fayum; and I publish this account of them by the kind permission of the Museum authorities.

There are thirty-seven documents in all, containing about fifty separate dedications; but few are complete. As however the texts are all based on a single pattern, it is possible to restore with some confidence the missing parts of the fragmentary ones.

About fifteen are dated, and the dates range from the 10th year of Epiphanes (195 B.C.) to the 33rd of Euergetes II (137 B.C.); the rest are undated, but on palaeographical grounds may be assumed to fall within those limits or nearly so — later Ptolemaic in any case.

These documents are in the nature of contracts made by an individual, male or female, with the god; but they are always unilateral; the god is not a party; it is always the "petitioner" who speaks. Still, they amount to a contract and the fullest forms have a royal protocol and are drawn up by a scribe, occasionally with witnesses, four or six in number: The petitioner binds himself to do certain things provided the god does his part. Here I may quote a statement of Dr. Gardiner: he is speaking of the relationship of Pharaoh who brings offerings to a god, and says: "Egyptian ritual proceeded upon the basis of strict reciprocity.

The Pharaoh gave to the god in order that the latter might confer his blessing on his royal son." So also here the petitioner states that he is, or is willing to be the *bk* i.e. servant or slave of the god. The word may mean either, as it has a wide connotation and I choose "servant" as being non-committal. Further he undertakes to pay the god a monthly sum, and in return he desires the divine protection from various supernatural powers that are, or may be, dangerous to him. For this he pays a *škr*, a word usually meaning rent of land or houses, here a service-tribute in return for the benefits obtained; and the servant undertakes to become so, not only for himself, but for his children and his children's children. No man ever includes his wife nor any woman her husband; only the children are included in the benefits. In one instance however a husband and wife appear to dedicate themselves jointly, but unfortunately the document is somewhat damaged and it is not certain.

The term of the contract is usually stated to be "for ever"; but in half a dozen instances it is said to be for ninety nine years, that is, an ideal lifetime. The term occurs elsewhere in connexion with leases.

This is followed by a list of varying length of the evils from which the applicant prays protection. And then the contract is wound up by a definite statement that the petitioner will no longer be a free man within the precincts of the temple.

It is time to give a couple of examples of the original documents.

B.M. Eg. 10622. Year 33 of Euergetes II.

"Year 33, Mechir 27 of the Kings Ptolemy and Cleopatra, the gods Euergetai, the children of Ptolemy and Cleopatra, the gods Epiphaneis, and Queen Cleopatra his wife the goddess Euergetis, the priest of Alexander, the gods Soteris, the gods Adelphoi, the gods Euergetai, the gods

Philopatores, the gods Epiphaneis, the god Eupator, the god Philometor and the gods Euergetai, being he who is in Rakoti (and) the Athlophoros before Berenice the goddess Euergetis, she who is in Rakoti, and the Canephoros before Arsinoe Philadelphos she who is in Rakoti, and the priestess of Arsinoe Philopator she who is in Rakoti.

Hath said the female servant Tanebtynis the daughter of Sokmenis, her mother being Esoeris, before my lord Soknebtynis the great god; I am thy servant together with my children and my children's children; I shall not be able to be free in thy temple for ever and ever. Thou shalt protect me, thou shalt keep me safe, thou shalt guard me, thou shalt keep me sound, thou shalt protect me from every male spirit, every female spirit, sleeping man, epileptic (?), every drowned man, every... every incubus (?), every dead man, every man of the river, every raging man (?), every demon, every red thing, every monster, every... whatsoever. I will give thee $1\frac{1}{4}$ kite, its half $\frac{5}{6}$, making $1\frac{1}{4}$ kite again for my rent of service in each month from year 33, Mechir till the completion of 99 years = $1204\frac{1}{2}$ months = 99 years again; and I will pay it to thy priests monthly, I not altering the silver of one month to its fellow. Thou and thy bailiffs are those who shall be entrusted with everything and who speak... in respect of everything aforesaid, which I will do at thy bidding, compulsorily, without delay.

Wrote it Pa... son of Marres. "

It will be observed that the document contains the date and a full list of priesthoods, that the petitioner is a woman described as a (female) servant *bk.t* and that the names of both her father and mother are given. It contains an unusually long list of evils. It is drawn up by a scribe and there are no witnesses.

The next has several points of difference, not without importance.

B.M. Eg. 10624. Year 10 of Epiphanes.

" Year 10, Mechir of King Ptolemy son of Ptolemy and Arsinoe the gods Philopatores, the priest of Alexander and the gods Philadelphoi, the gods Euergetai, etc. [Here follow the other royal names and those of the priestesses.] Hatii said the temple-born youth 'y-m-hotep (*Imuthes*) the son of " I know not his name ", his mother being Senamun, before Soknebtynis : I am (thy servant) together with my children and my children's children, and all the property and chattels (belonging to me) and those which I shall acquire from today onwards; and I will pay these (*x kite* for rent) of service before Soknebtynis in every month, I not being able to alter... (?) them as my debt (?) from one month to the next. If any one make alteration, I will pay it [as 1 1/2 to 1 (?)] in the month following the month named, besides the rent aforesaid without delay. Not shall be able (any) demon, monster, ..., sleeping man, man of Amente to dominate me (and my children and) my children's children except thee (?). I shall not be able (to be free) with my children and my children's children in thy (precincts).

Wrote Pete-thoout (and 5 others). "

This document is distinguished by a date and a list of priests and priestesses giving their personal names; but the petitioner is described as " the youth born in the temple-precincts ", *Imuthes* son of " I know not his name " by a named mother. First as regards the title " youth born in the temple-precincts ". The word rendered by " temple-precincts " is not *h.t* " temple ", but *pr* which, when applied to a god includes the temple and its precincts and sometimes its landed property. The word for youth is *hl-hwt*, literally, male youth, which can be used of a mere boy upwards; but is usually equivalent to $\nu\alpha\upsilon\upsilon\sigma\tau\omicron\varsigma$ rather than $\pi\alpha\tilde{\iota}\varsigma$. It is hardly likely that a child would be capable of making these contracts; they would be made for them by a parent, as in the case of the well-known later Coptic

child-dedications. The great majority of these self-dedications are made by such "youths". There are a few made by corresponding girls, styled *hl-shm.t* lit. "female youths". Those who are not qualified as born in the precincts are said to be *ms nmh* "free-born". The latter also begin "I am thy servant" etc. and end with "I shall not be able to be free in thy precincts for ever". Where the distinction comes in between the "temple-born" and the "free-born" is not clear, as, though presumably the latter were born outside the temple-precincts, yet they are all the sons of unknown fathers.

Next we may remark in our second example the anonymous paternity of "Imuthes", son of "I know not his name". This is no exceptional circumstance; for out of the nearly 50 self-dedications included in this group of papyri, only *seven* give the name of the father and mother. All the rest follow the formula "son of I know not his name", or "son of his name is not known". In no single instance is the father's name merely omitted, and in every instance the mother's name is given.

From these premises it seems impossible to avoid drawing the conclusion that we have here a regular system of temple prostitution.

As a possible alternative, it may be suggested that the temple was used as a foundling hospital; but this is unlikely, because, as far as we know, there was no exposure of newborn infants in Egypt, and further in most such instances (supposing it were so) the mother would be anonymous as well as the father.

We have reason to believe that temple-prostitution was already in existence in Egypt. There is a fair amount of indirect evidence for it in Egypt from at any rate the 18th dynasty onwards. It is noteworthy that the practice is found, not where it might be expected, in the temple of a foreign goddess, an Astarte or Ishtar introduced from Asia

or Babylonia, under the Persian hegemony, but in the temple of an ancient cult and a chthonic deity — if one may apply the term to a water-haunting god — viz. that of Sobek the crocodile god.

It may be supposed that the offspring of temple prostitutes would belong *ipso facto* to the temple; the male children becoming part of the large body of tillers of the temple lands, herdsmen etc. attached to the temple : and the female children as singers and subordinate attendants of the priests and priestesses, and finally as prostitutes themselves.

But clearly, besides these, the god took in a certain number of individuals of both sexes whose paternity was known, and these also became the "servants" of the god and equally bind their children and grandchildren, and undertake not to quit the temple precincts without leave. For instance in *B.M. 10618a* we see a woman Tanebtynis, surnamed Sarapias, whose father is Sosipolis, and her mother Teuxon (?), apparently both Greeks, who dedicates herself as "servant for ever". "No other god, spirit male or female, man asleep, man of Amenti, man possessed by a god or goddess, fiend, monster, death-rattle (?), dead man shall have power over me from this day onwards; and I will give..." (the rest is lost).

Or again, in *B.M. 10618b* after a full date and protocol, the dedication is made by a Greek born in Egypt (name lost), who is called Petesuchos, the son of Nicanor, his mother being Artemidora, and he dedicates himself in almost similar terms.

The larger portion however of these dedications is on a much shorter pattern — merely a statement of service for the petitioner and his children, a promise to pay a service-rent, followed by a short list of evils and the final statement "I shall not be able to be free in thy temple-precincts for ever".

There are also half a dozen fragments of what appear

to be temple registers containing brief entries, one following another on the same sheet, all of a like pattern with the last named. These amount to about 20 cases, which, so far as can be seen, subject to the broken condition of the texts, are all of anonymous paternity.

The list of evils is a feature found in earlier times. There is one such in the *Pap. Ebers*, and several in the Magical Papyri of the New Kingdom. I have no time to deal with them here in detail. The meaning of most of them can be regarded as certain; but for a few I have failed so far to find a meaning. They are mostly forms of dead persons whose spirits haunt the living and are malevolent, or the spirits of those who are asleep and who leave the sleeper's body, or those who are subject to epilepsy; but there are also non-human monsters and evil spirits and even "other gods".

Finally, I may add that there are two published examples of somewhat similar demotic documents, both edited by REVILLOUT in his *Mélanges* in 1895 and presumably in the Louvre, as he does not mention where they are. In the first — late Ptolemaic — a man with a named father and apparently a farmer working for the temple, devotes himself and family and property to the god, in this instance Sarapis; but there is no petition for protection from evils, nor any statement as to his being free or otherwise in the temple. So its resemblance to our documents is slight. The second specimen (a Roman one) is much more like ours. The man with a named father devotes himself and children to Isis and her associated gods, and promises to pay a monthly tribute and the goddess is to protect him from a series of evils. Possibly the document is incomplete, but in Revillout's copy there is no mention of any restriction on the petitioner's liberty.

I know also of a fragmentary one among some unpublished papyri belonging to the late Prof. GRIFFITH. It is

a self-dedication by a woman, of a known father and mother to the god Soknopaïos and his associate Isis Nepherses, of herself and her children for ever with promise of a monthly payment (and there it breaks off). She is said to be born in the precincts. These examples show that the practice was not confined to the temple of Soknebtynis.

I hope to be able to make a complete publication of the texts before long.

Herbert THOMPSON.

Pap. Oxy. 1416 and the History of the Gymnasiarchy

The history of the Gymnasiarchy in Graeco-Roman Egypt has been the same as that of all similar offices and may be summarized as follows ¹. Originally it was a post of honour, reserved for the principal citizens and combining personal services with financial obligations. Later on — from the III^d cent. A.D. onward — it becomes more and more a liturgy, a burden weighing heavily on the fortune of the nominee. For the III^d and IVth centuries details are rather scarce, but there are three features of the decay which stand out with sufficient clearness : 1. the liabilities are distributed among an increasing number of individuals; 2. the contributions to the general budget of the city gradually take precedence over those incumbent on the separate magistracy; 3. when the charges of gymnasiarch, cosmetes, exegetes etc. begin to disappear, the general dignity of archont still survives ².

In the three decades extending from about 245 to 275 A.D. there are several texts which prove that the duties incumbent on the gymnasiarchy have been divided among various persons and that the active service lasts but a very short period ³. They also give evidence of the negligent

¹ See in general F. OERTEL, *Die Liturgie*, p. 316 ff. P. JOUGUET, *La Vie municipale*, p. 292 ff. and B.A. VAN GRONINGEN, *Le Gymnasiarque*, *passim*.

² This is proved by the fact that the title of ἄρχων is still used when γυμνασιαρχίας etc. are no more to be found.

³ *Le Gymnasiarque*, p. 86 ff.

way in which duties were performed : at times the prytanis must take the place of a careless gymnasiarch ¹, at other times there is a total vacancy ². We remind especially of the well-known statements of the distributor of oil in the gymnasium of Hermopolis Magna ³, covering several months of the year 266-267 : in one single month (Thoth)⁴ there have been nine days in which the gymnasiarchs on duty failed to provide the required quantity of oil, one of their oldest duties. Besides, it is not at all impossible that these texts give us a still too favorable impression, for all of them are to be considered in strict connexion with the visit of the imperial procurator Aurelius Plutio, who had been charged to bring order out of the chaos of the Hermopolitan administration ⁵.

The gymnasiarchy and the similar offices lasted but a few decades in the IVth century and they seem to have perished by mere exhaustion ⁶. The apparent conclusion is that from about 275 to, say 340 the decline must have proceeded. This process would be clearer to us, if a larger number of texts dating from this period mentioned the facts. But is it not a symptom of decay that the papyri are silent? Be this as it may, there is one text which bears testimony to this last period. It is Pap. Oxy. 1416, the date of which has been fixed by its editors on various grounds at about 299 A.D. It contains a fragmentary list of subjects discussed by the senate of Oxyrhynchus, it was, as GRENFELL and HUNT write, "clearly drawn up by or for a prytanis, and that it refers to the *acta*, not the *agenda*, of the senate

¹ E. g. *Oxy.*, 1413, 20.

² E. g. *C. P. Herm.*, 59, I, 15 f.

³ *C. P. Herm.*, 57-65.

⁴ *C. P. Herm.*, 57.

⁵ *C. P. Herm.*, 53.

⁶ There is still, to my knowledge, no person styled gymnasiarch or ex-gymnasiarch in a text later than 350 A.D.

is indicated by the use of past tenses throughout". The gymnasiarchy is mentioned in ll. 6-9.

The interpretation of a text to which no parallel one exists, often starts a difficult problem: the question whether it is a normal case or an extraordinary one. Most often we feel inclined to consider the case as normal and to draw conclusions of general bearing. This has, hitherto, been done with our text¹: we have made use of it to prove that even in 299 gymnasiarchs officiated only a few days a year, and that the 365 days of the complete year were distributed over a certain number of individual officials. This theory, exact as it is for an earlier period, the period of the Hermopolitan texts e.g., has to be abandoned here.

Let us examine to that end the contents of our fragment. It consists, as far as we can distinguish them now, of the following entries:

- 1) The appointment of some one to invite the epistrategus to the festival;
- 2) The making of an advance from the senatorial funds for a purpose lost in a lacuna;
- 3) The urging of some one to the office of steward of the games;
- 4) The entry concerning the gymnasiarchy;
- 5) The postponement of a petition of the priests until the next meeting;
- 6) The discussion of a petition of some officials to designate colleagues in view of the festival;
- 7) The election of a substitute cosmetes for a certain number of days;
- 8) Some other affairs, which can no more be determined.

We notice in the first place that a public festival is mentioned more than once; it is undoubtedly the case in the

¹ So did I, see *Le Gymnasiarque*, p. 97.

first entry ¹ and in the sixth ². The designation of an agonothetes in the third one, points almost certainly in the same direction. *B.G.U.* 1074 (= *S.B.* 5225) a papyrus from Oxyrhynchus written in 275 A.D., shows sufficiently the close relation which existed between this official and a public festival, since it reminds (l. 9) "the agonothetae of each panegyris that they have to obey the decrees ordained by former emperors" ³. Now, can we assume that a prytanis, acting as chairman of the senate, brings on the carpet a proposition concerning a festival, then passes to a different subject, returns to the festival, but abandons this matter once more just in order to take it up again? This is not a very reasonable way to preside at a meeting. No, it is much more probable that he has worked off the agenda in a more regulated fashion.

If this is true, we must assume that not only the entries in which the panegyris is explicitly mentioned, but also the other ones are to be put in close relation to it. It is, without a doubt, a very important festival: the city cannot invite an epistrategus unless the occasion is worth while. So it will require a good deal of preparation: one meeting of the senate will hardly be sufficient. If we remember that a festival in antiquity is always, essentially or formally, a religious one, the mentioning of priests in the fifth entry becomes quite natural. Moreover, in the last group of entries, although the context is obscure, we read (l. 27) some interesting words: διὰ τὸ δημοτελεῖ εἶναι πρ[and then a lacuna. Δημοτελής "paid by the municipality" is used e.g. in *O.G.I.*, 56, 35 and 41 for a public feast. Why not restore the same combination of words here and read διὰ τὸ δημοτελεῖ

¹ τὸ καλέσαι τὸν ἐπιστράτηγον εἰς τὴν πανήγυριν.

² l. 16: ἀποδοῦς τὴν πανήγυριν καὶ ἡρῆσθ(αι) [— — —].

³ "Ὅσα δεῖν Ἀντωνείνω — — — ἐκρίθη — — — οἱ καὶ εἰς ἐλάστην πανήγυριν ἀγωνοῦσεται πειθαρχήσουσιν.

είναι πα[νήγυρον, so that even at the very end of our fragment the same general subject is still being discussed?

All these considerations lead to the conclusion that the entry concerning the gymnasiarchy must needs be put in connexion with the same occasion, in other words that this is, as far as this office is considered, not a normal case, but an exceptional one. This papyrus does not allow us to draw any general conclusion as to the distribution of the gymnasiarchal duties over a whole year, but merely during a very special part of it. The passage runs as follows: "Concerning the urging of different persons¹ to be gymnasiarchs, each of them in a fraction of a period running from Pharmouthi 29th to Pachon 12th." This is exactly a fortnight, and not too long for a high festival in a metropolis, since in the village of Tebtynis a band of flute-players is engaged for a feast which lasted six days (S.B. 6946 from 219 or 223 A.D.). I did not succeed as yet in determining the festival itself²; the question is an interesting one, but without real importance here. At all events it will be necessary to fill up the gaps in another way than it has been done hitherto. The general opinion has been that the senate had to make provisions for merely a few days during a certain fortnight, because for some reason or other no gymnasiarch had been appointed for them³. But the conclusion is not that all the days must have been mentioned. An exact restoration is of course impossible, as the length of the lost part of the lines is uncertain; besides, for our present purpose it is not indispensable⁴.

¹ Their names are partly preserved, partly lost in the lacunae.

² It might be the festival in honour of Jupiter Capitolinus, on which see now *P. Oslo*, III, 85 and the note on p. 77.

³ See GRENFELL and HUNT's Note on 1.6 and *Le Gymn.*, p. 97.

⁴ We can read e.g.:

6. π(ερί) τοῦ προτραπήναι γυμνασιαρχήσαι Φαρμούσι καὶ [λ τὸν δεῖνα τοῦ δεῖνος,
Παχών α β γ τοὺς κληρονόμους τοῦ δεῖνος τοῦ

We notice that the rotation of the gymnasiarchal service had not yet been settled before this meeting of the senate. To this fact I see but one fully reasonable explanation; and it throws an unexpected light on the history of the gymnasiarchy in the last decades of its existence. There was in fact still a body of archontes distinct from the senate, although its members may have been senators at the same time¹. But the gymnasiarchy — to restrict ourselves to this charge — was no longer a post occupied every day; there was no longer a nominee caring regularly e.g. for the heating of the public baths or providing oil to the daily visitors of the palaestra. At least not in ordinary circumstances. But in the extraordinary fortnight, in which the high festival was held, things became different. Games were organized by the municipality and a steward was appointed to conduct them. In the baths and the gymnasia a crowd was expected, ready to make merry as in the good old times. And so it was necessary that the city or rather citizens designated for those services should bear the expenses. The end of the panegyris meant at the same time the end of the special office² and I am not far from thinking that it meant practically the closing of the palaestra too³. Such was, in my opinion, the situation in the last years of the IIIrd century. The pap. Oxy. 1416 is important exactly

7. καὶ Ἡρακλείδου α< ἡμέρ(αν) καὶ τοὺς κληρονόμ[ους] τοῦ δεῖνος α<, δ ε τὸν δεῖνα τοῦ δεῖνος, ζ τὸν δεῖνα

8. οὖν Διονυσίου, ἡ Ἰέρακα Ἑρμίου, Σ Η[— — — τοῦ δεῖνος, ι τὸν δεῖνα τὸν καὶ Ἡλιό —

9. δωρον, ια ιβ Δωρίωνα τὸν καὶ Πλούτα[ρχον].

¹ See Miss E.P. WEGENER's forthcoming dissertation on the Municipal Senates.

² The archontes who have officiated, style themselves henceforward *γυμνασιάρχης*σας.

³ During the reign of Gallienus there has been, at least in Hermopolis, but probably elsewhere also, "une folie des constructions", as G. MEAUTIS has called it (*Hermoupolis-la-Grande*, p. 159). This seems to prove that the gymnasia etc. had been sorely neglected before his reign.

because it shows us, so to say, the last act in the tragedy of Graeco-Roman gymnasiarchy.

There is still one observation to be made. Details are very often significant of the whole. So our papyrus tells us one thing more, and an important thing too. There had been a time when the gymnasium had been, even in villages, the token of real hellenic culture, the centre of true hellenic life, and its president, the gymnasiarch, perhaps the most prominent among his fellow-citizens. It appears that, at the end of the IIIrd century, in a metropolis of the size of Oxyrhynchus, this symbol of real hellenic culture had lost all importance in daily life and that the public buildings of the city were haunted just during a few exceptional days in the year, by nothing more than a pale phantom of Hellenic life.

B. A. VAN GRONINGEN.

Notes on the φυλαί of the metropoleis¹

One of the most important periods in the administrative history of Roman Egypt, is the transition from the second to the third century. In the first place there are the βουλαί granted to Alexandria and the metropoleis about 200 A.D.² by the Emperor Septimius Severus, when he visited Egypt. Another new institution we meet with for the first time in the papyri of the early third century, is the administrative division of the metropoleis into φυλαί. It is in connection with these φυλαί that I will try to elucidate, in the twenty minutes at my disposal, three hitherto questionable points which are :

- 1° The date on which the φυλαί were organized;
- 2° The number of the φυλαί, which includes the much disputed question, if the terms φυλή, tribe, and ἀμφοδον, district, are synonymous;
- 3° The meaning of the term "the members of the... tribe".

1° As a probable date, on which the tribes might have been organized, Prof. WILCKEN suggested to us, in his *Grundzüge*, p. 42, the year 202³, which was at that time the accepted date for the grant of a senate to Alexandria

¹ For correcting my English I have to thank Mr. C. H. ROBERTS.

² MILNE, *J.E.A.*, 1917, p. 180; HASEBROEK, *Unters. zur Gesch. des Kaisers Sept. Sev.*, p. 118 ff.

³ Cf. *P. Osl.*, III, p. 139.

and the metropoleis, because it appeared that tribes of a metropolis only occurred in the papyri from the third century on. Although there may be indeed a certain connection between the institution of the senates and the administrative division of the metropoleis into tribes, recently published papyri prove that both these innovations were not introduced at the same time. My starting-point for this thesis has been *P. Oxy.*, 2131, of the year 207 A.D. This document is the attestation of a copy of a petition sent by a certain Totoës of the city of Oxyrhynchos to Subatianus Aquila, praefect of Egypt, with reply, of which the lines of interest for our question run : ll. 10-16¹ " I have been wrongly designated by Heraclammon, the present district-scribe of the first tribe, for the post of public donkey-driver in the said-city, a most onerous service, under another name, Sbichis son of Harmiuis and Taseus, and have had booked to me by him property to the value of 1200 drachmae which I do not possess; wherefore, my lord, as I have been compelled to take up this post of donkey-driver although I am entirely without means and am not at all subject to the present district-scribe, our quarter on the contrary having presently to serve in accordance with the lot drawn for the districts by his excellency the epistrategus Geminus Modestus, and have been lawlessly and recklessly designated by Heraclammon, I beg you, if it seems good to your most benign fortune, to hear me against him ". We learn that at Oxyrhynchos in the year 206-207, for the document is dated in the month of Phamenoth, the first tribe had to designate the liturgists for its turn in the year 207-208; and that this was exactly its turn in the first περίοδος — a περίοδος is, as you know, the cycle in which the different tribes became responsible for filling the liturgical posts² — we

¹ The translation is drawn from the edition.

² *P. Lond.*, 2565, l. 73, note (*J.E.A.*, XXI, 1935, pp. 224 ff.).

may conclude from *P. Oxy.*, 1030 = *Chrest.*, I, 36, a notification of death addressed to Serenus, the district-scribe of the first tribe in the second cycle, of the year 212. So it is obvious that the first cycle lasted from 207-212, or in other words that in the year 206 A.D. the metropoleis have been organized into tribes, and as we know from *P. Oxy.*, 2131, ll. 14-15, just quoted, this was done by lot cast through the epistrategus. It is, however, not certain owing to the constant confusion of the terms tribe and district in the papyri, whether the lot was drawn for the districts, as is written in the document, to compose the tribes, or for the tribes after organization to give them their number, in accordance with which they have in each cycle to fill the liturgical posts.

2° I say confusion of the terms tribe and district and thus come to the second question, the number of the tribes and especially whether the terms tribe and district are synonymous or not. This last question has been answered affirmatively by Prof. WILCKEN, who has stated in his introduction to *Chrest.*, I, 403¹ that l. 20 of this document, *P. Oxy.*, 1116 (A.D. 363), "of the said tribe" referring to l. 5 "delegate of appointments of the quarter of the Gymnasium Square and other quarters" proves that tribe and district coincide, i.e. that a tribe includes the inhabitants of a district. Prof. OERTEL² and Prof. MÉAUTIS³, however, have used the same *P. Oxy.*, 1116, to prove the contrary; according to them "of the said tribe" does not only refer to "quarter of the Gymnasium Square" but also to "of other quarters" by which it is obvious that one tribe contains several districts. But although they could quote in confirmation of their opinion such clear evidence

¹ Cf. *Grundz.*, I, p. 349.

² *Die Liturgie*, pp. 173-174.

³ *Hermoupolis-la-Grande*, pp. 87-90.

as *P. Oxy.*, 1119 (A.D. 253¹) = *Chrest.*, I, 397, l. 13 where a phylarch of the quarters about to serve is mentioned, and *P. Oxy.*, 1187 (A.D. 254) a proclamation of the strategus addressed to "the inhabitants of the quarters about to serve in the coming year" for a meeting to nominate a phylarch, the editors of *P. Oxy.*, 2131, did not accept it, for in their note on l. 11 they still write "ἀμφοδογραμματεὺς πρώτης φυλῆς" well illustrates the coincidence of ἀμφοδον and φυλή". After having outlined thus the present state of the problem I may add my own opinion beginning with the number of the tribes. As you will remember, I have said in treating the first question that the first cycle, and consequently every cycle after it, lasted five years, from 207 till 212, which is corroborated by *P. Oxy.*, 1267, compared with *P. Oxy.*, 1552, respectively a registration of a child in the year 209 addressed to Syrion, the district-scribe of the third tribe, and a similar document of the year 214-215, addressed to Bitharion alias Demetrianus, district scribe of the third tribe in the second cycle. In this term of five years each tribe is responsible during one year only² for filling the liturgical posts, so there were but five tribes at Oxyrhynchos. This conclusion favours the opinion of Prof. OERTEL and Prof. MÉAUTIS that tribe and district were not synonymous, for in the beginning of the third century there were already about 24 districts³ at Oxyrhynchos. The number five of the tribes at Oxyrhynchos is, however, not so irrefutable as would appear from the evidence of the recently published documents, for the previously published *P. Oxy.*, 1119, suggested another number to Prof. MÉAUTIS⁴. In the year 244 two Antinoites, Theon and Arsinoos, living at

¹ For the date cf. *P. Oxy.*, XII, p. 230; *Archiv.*, VII, 42, 4.

² Cf. *Chrest.*, I, 276 (*Oxy.* A.D., 236-237), 12 τὸν τοῦ ἀμφοδου αὐτῶν ἐνιχώσιον χρόνον.

³ Cf. Rink. *Strassen- und Viertelnamen*, pp. 25-44.

⁴ *Op. cit.*, pp. 89-90.

Oxyrhynchos, had been wrongly designated by Aurelius Sarapion, district-scribe of Oxyrhynchos, for the function of *πράκτορες ἀργυρικῶν*, but they had been released from it by the intermediary of the senate of Antinoopolis. In the month of Mesore of the year 253 they send in advance a petition to the strategus of the Oxyrhynchite nome to inform Aurelius Heras, phylarch of the coming fourth year, of their privilege. In this petition they refer to their nomination in the year 244 as having taken place in the preceding cycle, which implies that in the interval of ten years, between 244-245 and 254-255 their tribe did not have to fill liturgical posts or in other words that a cycle lasted ten years and that there were ten tribes at Oxyrhynchos. It is not possible to make any objection against this reasoning of Prof. MÉAURIS in itself, but, when we have to make a choice between the number five and ten, we must not forget that the papyri I have used are simple Oxyrhynchite documents, whereas the petitioners of *P. Oxy.*, 1119, are Antinoites, whose native city, Antinoopolis, was organized into ten tribes¹. Therefore the most probable solution will be, that in *P. Oxy.*, 1119, in consequence of the administrative organization of Antinoopolis "preceding cycle" is improperly used; in reality the turn of their Oxyrhynchite tribe in the "preceding cycle" was in the year 249-250, but accustomed to the organization of their native city it seems that they had even omitted to send a petition in advance in the year 248. But strictly speaking I have thus far only proved that at Oxyrhynchos the number of the tribes was five; and although we may safely accept that this important administrative change was made simultaneously and with the same organization in all the metropoleis, it remains yet to test it by the very few data of some of the other metropoleis. In *P. Lond.*, 2565, of Arsinoe (A.D. 250) the word *περίοδος*

¹ Cf. KÜHN, *Antinoopolis*, p. 124.

is used in connection with the function of decaprotos (l. 73) the duration of this function was probably five years¹, consequently it is fairly certain that also at Arsinoe there were five tribes. Of Hermoupolis we know only the fifth tribe², which neither corroborates nor contradicts my thesis. Less easily to reconcile, however, are two documents of unknown origin. The first is *P.S.I.*, 86, dated between 367-375. The document is a surety that a certain Aurelius Sneus will fill during one year a public liturgy ὑπερ τῆς παρούσης ἐς" φυλῆς (l. 12). A sixteenth φυλή is mentioned here, it is true, but I hardly understand what the meaning can be of a παρούσα φυλή; therefore I can't help thinking that φυλή is a mistake either of the scribe or of the reader and propose to read ὑπερ τῆς παρούσης ἐς" ἑνδὲκ(αίονος). The second document is *S.B.*, 7375, of the reign of Alexander Severus³. It is a declaration of four phylarchs that they have received one thousand silver drachmae as salary for the substitute-πρόκτωρ from Ischyriion, who being illiterate could not fill himself the function. Unfortunately the name of the city is lost in l. 8, only an hitherto unknown epithet of a city ἀρχαίας καὶ σεμνο[τάτης is preserved. By this the editors think that it is Oxyrhynchos, but neither the epithet suits this city⁴, nor the function of phylarch which at Oxyrhynchos is not found before 253⁵. Neither can Prof. SCHUBART's⁶ suggestion of Hermoupolis be accepted, since its epithet in the early third century always is ἡ μεγάλη ἀρχαία καὶ λαμπρὰ and after 230 added to it καὶ σεμνοτάτη⁷. A satisfactory solution is not yet possible, but as long as the origin of the document is unknown, which can only be a metropolis or a Greek city,

¹ Cf. *P. Oxy.*, 1410, Introd., TURNER, *J.E.A.*, XXII, 1936, p. 9.

² *P. Lips.*, 65 (A.D. 390) = *Chrest.*, I, 404, 7-8 γνωστὴς ἐ" φυλῆς.

³ Published by EYREEM and HOLST, *Klio*, 22, p. 225.

⁴ Cf. HORNICKEL, *Ehren- und Rangs Prädikate*.

⁵ Cf. *P. Oxy.*, 1119, ll. 2 and 6; OERTEL, *op. cit.*, p. 175.

⁶ Cf. the note of the editors on ll. 7-8.

⁷ MÉAUTIS, *op. cit.*, pp. 31-32.

and as long as the acting together of four phylarchs, either of four tribes or of one tribe about to serve, is unique, this document cannot be taken as evidence that the tribes of some of the metropoleis were otherwise organized than at Oxyrhynchos. Therefore we may assume that all the metropoleis in Egypt were administratively divided into five tribes just as perhaps Alexandria ¹, with which city they had also shared the grant of a senate.

3° Since the tribes were not introduced into the metropoleis at the same time as the senate, but perhaps as a consequence of it, a last question we have to examine is whether the institution of the tribes had any influence upon the composition of the senate; this is the purpose of the third point I wish to treat here, the meaning of the term "οἱ ἀπὸ τῆς ... φυλῆς, the members of the ... tribe".

Among the speakers in the meeting of the senate of Oxyrhynchos we find twice mentioned in the minutes "the members of the ... tribe", the first time in *P. Oxy.*, 1413 (270-275), during the designation of exegetae the prytanis said "Let the holders of the other offices also nominate, and nominate senators also", then "the members of the third tribe" — apparently the tribe about to serve — propose a candidate; the second time in *P. Oxy.*, 1415 (IIIrd cent. A.D.) to propose a public banker. Prof. JOUGUET in his notes on *P. Oxy.*, 1413 ², thinks that either they are, at least in part "the holders of the other offices" interpellated by the prytanis, admitting that one would expect in that case "the magistrates of the third tribe"; or that they are not the magistrates interpellated by the prytanis, but began to speak instead of them; then they can be either the

¹ Cf. SCHUBART, *Archiv*, V, 85; *Grundz.*, I, 16; CALDERINI, *Diz. Geogr.*, I, p. 199, states wrongly that at Alexandria the φυλαὶ were numerous, although he accepts that *P. Hib.*, 28, is an Alexandrian document.

² *Rev. Eg., Nouv. Série*, I, 1919, pp. 71-72.

senators of the third tribe, or the citizens of that tribe attending the meeting. The French scholar concludes, however, with the words: *Le rôle et la qualité de ceux que notre texte appelle οἱ ἀπὸ τῆς ... φύλῆς restent obscurs*. It is indeed not easy to solve the problem, but I hope that I will be able to prove to you that by a close study of the mutilated ll. 12-17 of *P. Oxy.*, 1413, it is possible to identify "the members of the third tribe". The *τάγματα* of the exegetae is to be supplied; the propositions made by the exegetae have been discussed and the name of a minor has been accepted, but the discussion about an overseer to him is postponed until the next meeting¹. Then the prytanis says "Let the holders of the other offices also nominate". In answer to this "the members of the third tribe" propose apparently a minor, for the prytanis designates the senator Neilos to be overseer. On this point there is no discussion and "the members of the third tribe" propose a second candidate. The syndic Septimius Diogenes alias Agathodaemon answers that he has impounded the property apparently of this candidate. In the lacuna at the beginning of l. 15 one would expect the expression of assent of the senators. Yet the *τάγματα* of the exegetae is supplied and it remains only to determine who were the nominators of the two candidates proposed by the third tribe. This is discussed in ll. 15-17 and it is by these lines that "the members of the third tribe" may be identified. The words of the syndic² "those who were just now nominated were nominated by Phileas and Heraclidion" proves that Phileas and Heraclidion were members of the third tribe. The senators, however, do not assent to this and call "from the whole tribe..." followed after a lacuna by the acclamations "upright, faithful Horion, landowner at Nemesis; upright,

¹ Cf JOUGUET, *op. cit.*, pp. 67-68.

² The word *σύνδικος* is not in the papyrus but see § 9 of my forthcoming thesis.

faithful Leonides, landowner at Dositheon; upright, faithful Besarion, landowner at... ". The only possible reason to acclaim Horion, Leonides and Besarion is that they are members of the third tribe and by that as well as Phileas and Heraclidion responsible for the nominations. Therefore we may restore at the beginning of l. 16 the acclamations " upright, faithful Phileas, landowner at...; upright, faithful Heraclidion, landowner at... ", which just fills the lacuna. By this it is obvious that those designated as " the members of the third tribe " are neither the magistrates of the third tribe, for they are acclaimed as land-owners, nor all the citizens of that tribe, for only five are called by name and form together " the whole tribe "; that does not mean that the third tribe at Oxyrhynchos had only five members, but that the third tribe, and likewise the other tribes, was represented in the senate by five members, who were of course senators.

E.P. WEGENER.

The « Immunitas » of the Roman Legionaries in Egypt

(Summary)

P. Yale Inv., 1528, records an embassy of Roman legionaries, presumably *stationarii* in the *chora*, to the prefect C. Caecina Tuscus about A.D. 63. They met him first in the street outside the camp at Nicopolis, and complained that they were being oppressed, presumably by the tax or liturgical administrations. He promised to write to the *strategoï* in their behalf, asking them to submit individual applications in writing. After two more audiences, the second of which was seemingly connected with ceremonies celebrating the anniversary of the Battle of Actium (Sept. 2nd), the legionaries received their final charge and dismissal from the prefect seated upon the *tribunal* in the Atrium. He reminded them that the *disciplina* of the legionaries was different from that of the *cohortales* and of the fleet, and ordered them to go back to their stations. Their breach of discipline may have consisted in the violence of their behavior or language, or in their combining together to form a common front in presenting their demands. The two phenomena evidenced by the papyrus, corruption in the civil administration and unrest among the soldiers, fit well in the picture we have of Egypt in the last years of Nero, and provide an explanation for Tuscus' fall from office soon after. As a man of humble origin, the son of Nero's nurse, he had probably encountered unpopularity and found it difficult to maintain order. C. B. WELLES.

¹ The full paper will appear in the *Journal of Roman Studies*, 1938.

Rechtstheoretische Fragen in der Juristischen Papyrusforschung

Amico Walter OTTO Sexagenario Sacrum

Als vor bald 50 Jahren Ludwig MITTEIS die Juristen an die Papyrusforschung heranzuführen¹, war es wie des Meisters so der Schüler erste helle Freude in das Leben der *Praxis* Blicke tun zu können, die lebendige Anwendung längst aus Gesetzen und Rechtsbüchern bekannter Rechtsnormen in bald unzählbaren Rechtsurkunden verschiedenster Art und verschiedensten Inhaltes zu beobachten, aber dabei auch den Reiz manches Neuen zu genießen, wo sich Lücken der bisherigen theoretischen Erkenntnis durch praktische Erfahrung schlossen, wo neues Licht bisher kaum geahnten *Volksrechts* einströmte. War es schon eine Freude, wenn die Praxis der Urkunden das als lebendig angewandtes Recht bestätigte, was wir aus den mehr oder weniger doch abstrakten Formulierungen der theoretisch-dogmatischen, zumeist lateinischen Quellen schon wussten oder doch zu wissen vermeinten, und was so durch Jahrhunderte als richtig von einer Juristengeneration der anderen weitergegeben war, sahen wir, dass das nicht etwa bloss Buchstabe des Gesetzes

¹ Die ersten neu aufscheinenden Gedankengänge dieser Art habe ich in meinem Nekrologe, *Ludwig Mitteis und sein Werk* (1923) nachzuweisen versucht (S. 26 und Anm. 31). Sie gehen in einen Zeitschriftenaufsatz des Jahres 1890 zurück: *Grünhuts Ztschr.*, 17, 40²⁶. Die klassische Ausgestaltung fand das Problem in dem noch heute wie im Erscheinungsjahre 1891 grundlegenden Buche von Ludwig MITTEIS, *Reichsrecht und Volksrecht in den östlichen Provinzen des römischen Kaiserreichs* (Neudruck 1935).

geblieben war, sondern geltendes Recht, so freuten wir uns doch in ganz anderem Masse, wenn sich Enden in unserer bisherigen Erkenntnis zusammenfügen liessen, die wir in der bildlichen Sprache der Edition unserer Urkunden durch eckige Klammern zu kennzeichnen pflegen und die wir nun auszufüllen vermochten. Aber am merkwürdigsten und überraschendsten waren wohl, wie gesagt, jene Fälle, in denen wir auf unerwartete Nova stiessen, auf in der Praxis angewendete Rechtssätze, wie solche die Urkunden aufwiesen, die nicht mit dem übereinstimmten, was wir bisher als im Römerreich wenigstens für Römer als selbstverständlich geltendes Recht ansahen und anzusehen berechtigt waren. Gewiss, wir konnten zunächst, ohne prinzipiellen Schwierigkeiten unserer romanistischen Quellenlehre und Rechtstheorie zu begegnen, mit Interesse griechische, hellenistische und- dafern die sprachlichen Kenntnisse der Juristen hiefür ausreichten-nationalägyptische Rechtsdenkmäler entziffern, die der *vorrömischen* Zeit entstammten. Wir konnten diese Rechtsdenkmäler als Erkenntnisquellen andersnationaler Rechtsentwicklungen an sich studieren und mit dem römischen Rechte als von einander politisch unabhängige Grössen vergleichen, wir konnten sie auch vergleichend bewerten und nach möglichen gegenseitigen Einflüssen ausspähen. Wir konnten so schon in der Richtung der Forschung arbeiten, die wir heute als die *Antike Rechtsgeschichte* bezeichnen. Das römische Recht war aus seiner stolzen Isoliertheit herausgetreten, von seinem Throne, den ihm Roms Juristen und so viele Juristengenerationen in Mittelalter und Neuzeit errichtet hatten, herabgestiegen, aber auch, wie wir jetzt vielleicht mit mehr Recht als früher sagen dürfen, ein *primus inter pares* geblieben. Aber nicht nur solange neben Rom wenigstens formell juristisch unabhängige hellenische und hellenistische Gemeinwesen¹ da

¹ Nur mit ein paar Hinweisen vom hellenistischen, in der Haupt-

waren, gab es in diesen selbständige Ordnungen öffentlichen und privaten Rechtes. Auch nachdem Rom die politische Selbständigkeit der anderen Staaten ausgeübt hatte, auch nachdem diese Staaten Bestandteile des Imperium Romanum geworden waren, gab es noch mehr oder weniger weite Gebiete national selbständiger Rechtsanwendung und auch neuer Rechtsbildung. Am stärksten zeigt sich das auf dem Gebiete des Privatrechtes, weniger wohl im Prozessrechte, im städtischen und gemeindlichen Zusammenleben und gar im Strafrechte. Die früher selbständigen Staaten waren zwar in zunächst verschiedener allmählich immer grösserer Abhängigkeit von Rom Teile des Staates der Römer geworden, der Peregrine lebte aber immerhin noch nach seinen nationalen, freilich eben von Rom in seinem Geltungsbereiche nach römischer Wohlmeinung abgegrenzten Rechte: nichtrömisches Recht gilt, soweit Rom es erlaubt. Geschäfte des *ius civile Romanum* kann der Peregrine gar nicht vornehmen. Er macht z.B. sein Testament nach seinem peregrinen Recht. All dies ändert sich erst, wenn er Römer wird. Und all das musste sich grundsätzlich und in weitestem Ausmasse ändern, als die *Constitutio Antoniniana* das römische Bürgerrecht allen Untertanen gewährte. Und doch bestand neben dem Römerrecht, dem Reichsrecht, noch anderes Recht im Römerreiche fort! Wie lässt sich dies erklären? Ist alles fremde Recht nach Caracallas Konstitution unerlaubte Rechtsanwendung, ja neue apokryphe Rechtsbildung? Das hiermit gegebene Problem lässt nur eine Lösung zu: sie ist gegeben mit der m.E. richtigen Erkenntnis und der richtigen Interpretation des kaiserlichen Gesetzes selbst. Und diese hat erst der P. Giss. 40 vermittelt. Nicht als Rechtsurkunde im engsten Sinn des Wortes,

sache aber nur vom nachmals römisch gewordenen Aegypten kann ich sprechen. Gewiss wird manches sich verallgemeinern lassen. Anderes, wie gleich *Giss.* 40, gehört freilich zur allgemeinen, römischen Rechtsgeschichte.

als konstitutive oder deklaratorische Urkunde über ein Rechtsgeschäft, sondern als Ueberlieferungsträger eines Gesetzestextes erscheint hier der Papyrus. Aber der Papyrusforschung gehört er auch so recht eigen an.

Ich brauche, nachdem das mit der genannten Konstitution gegebene Problem erst in neuester Zeit wieder so oft und eingehend behandelt worden ist¹, hier nur mit ein paar Worten dasselbe zu streifen. Zwei Möglichkeiten boten sich dem staatsrechtlichen Denken. Hielt man an der alten Denkform, der der exklusiven Stadtstaatsidee fest, so war, nachdem alle römischen Untertanen auch römische Bürger geworden waren, für kein anderes Gemeinwesen auf dem orbis Romanus mehr Raum. Aber Roms Juristen haben sich schon lange vor Caracallas Gesetz der juristischen Denkform des möglichen *Doppelbürgertums*² zugewandt, deren klassische Formlierung, knapp und präzise, wie es Art der römischen Jurisprudenz eben ist, in der *constitutio Antoniniana* gegeben war. Es ist bezeichnend, dass, seit P. M. MEYERS Erstausgabe vor 25 Jahren, Historiker, Philologen und Juristen sich auf keine Ergänzung der ominösen Lücke einigen konnten und dass selbst der Sinn umstritten blieb³! Wir giengen in der sachlichen Deutung von

¹ Vgl. zuletzt die Abhandlung von ERNST SCHÖNBAUER, *Reichsrecht, Volksrecht und Provinzialrecht. Studien über die Bedeutung der Constitutio Antoniniana für die römische Rechtsentwicklung* in *Z. Sav. S., Rom. Abt.*, 1937, 309-328; und früher 51 (1931) 277 ff.; 52 (1932) 251 f.; 54 (1934) 337 f. Vgl. WENGER, *Nationales, griechisches und römisches Recht in Aegypten (Atti del IV Congresso Internazionale di Papirologia 1935, 1936, 176 ff.)*. Die Sammlung ist kurz im Folgenden als *Atti* zitiert.

² Vgl. STROUX-WENGER, *Die Augustusinschrift auf dem Marktplatz von Kyrene. Abh. Bay. Akad. d. Wiss.*, 34,2 (1928), 44 ff., 57 f.

³ Zu anderen Deutungen als der auch oben vertretenen Auffassung WILHELMS (s. nächste Anm.) und SCHÖNBAUERS, s. die Replik dieses Gelehrten in der Anm. I genannten Abhandlung. Die Begründung der von KÜBLER, in *Pauly-Wissowas Realencyclopädie*, Art. *Peregrinus*, 642 f., ausgesprochenen Ablehnung von WILHELMS Ergänzung ist allerdings noch abzuwarten. Ein bedeutendes Bedenken wurde mir von ROBERTS und ROSTOVITZEFF mitgeteilt, wonach der Raum der Lücke nicht für die

WILHELMS¹ und SCHÖNBAUERS² Rekonstruktionsversuch aus: Δίδωμι τοῖ[ν]υν ἅπα[σιν τοῖς κατοικοῦσιν τῆ]ν οἰκουμένην π[ολιτ]-εῖαν Ῥωμαίων [μ]ένοντος [οὐδενός ἐκτός τῶν πολιτευμ]άτων χωρ[ίς] τῶν [δε]δειτικίων. Alle Angehörigen irgend eines gemeindlichen Verbandes blieben demnach trotz der Zugehörigkeit zur *civitas Romana* in ihrem angestammten Verbandsverbande; nur die Deditizier, die auch bisher keinem von Rom anerkannten πολιτευμα angehörten, haben auch in Zukunft natürlich kein solches, sondern sind unmittelbare *cives Romani*. Mit dieser Einbeziehung auch der Deditizier wäre auch Ulpian's ganz allgemein gehaltene Formulierung einwands- und interpolationsfrei gerechtfertigt: *Dig.*, 1, 5, 17: *In orbe Romano qui sunt ex constitutione imperatoris Antonini cives Romani effecti sunt*. Wieviel juristische theoretisch-dogmatische Denkarbeit mochte solchen *Uebergang von stadtstaatlichem zu universalstaatlichem Denken*, zu solch vorbildlicher Verbindung von Einheitsstaatsidee und Föderativstaatserhaltung vorangegangen sein! Was liegt übrigens schon für ein Denkprozess der Ersetzung von πόλις durch πολιτευμα zugrunde, wenn, wie wir annehmen, πολιτευμ]άτων richtig ergänzt ist.

Trifft diese neue Deutung der Konstitution Caracallas das Richtige, so war nicht nur für Rechtsanwendung, sondern auch für *Rechtsbildung*, nicht nur für Praxis, sondern auch für die der Rechtsbildung vorangehende *theoretische Ueberlegung* in den vielen πολιτεύματα reichlich Gelegenheit. Man wird diesen juristischen Denkprozessen nachforschend um so näher kommen, je mehr man in die soziale Gestaltung dieser Verbände Einblick zu gewinnen bestrebt ist. Und so

angenommene Ergänzung [οὐδενός ἐκτός τῶν πολιτευμ]άτων ausreiche. Wäre sprachlich Weglassung von τῶν möglich? Gewiss ist ferner πολιτευμ]άτων hypothetisch, aber sachlich doch m.E. der beste der bisherigen insgesamt hypothetischen Ergänzungsversuche.

¹ *Amer. Journ. of Archaeol.*, 38 (1934), 178-180.

² *A.a.O.*

berührt sich darin unser Aufgabenkomplex auch mit dem Thema, das uns BELL in Florenz unter dem Titel *Proposals for a Social History of Graeco-Roman Egypt*¹ so lebhaft als Aufgabe vorgetragen hat, und an dem CALDERINI und seine Papyrologenschule schon lange erfolgreich arbeiten.

Nicht immer und überall wird man den Kreis auch derjenigen antiken Juristen zu weit ziehen dürfen, welche über das Recht oder doch über einzelne Rechtssätze theoretisiereten und etwa gar mit neuen Rechtsgedanken eine positive Rechtsordnung zu bereichern und neuen Erfordernissen der Zeit anzupassen vermochten. Aber wir werden doch immerhin, wenn wir über die Rechtsentwicklung in historisch erfassbarer Zeit festere Ansätze zu gewinnen trachten, am ehesten Quellen zu erschliessen versuchen, die uns *Juristen* — das Wort freilich auch im weitesten Sinne verstanden — am Werke zeigen. Sie sind es, die nicht nur das Verdienst für sich beanspruchen dürfen, das geltende Recht jeweils in Gesetzen — ich nehme auch dieses Wort im weitesten Sinne — formuliert niederzulegen und so verschwommene Rechtsunsicherheit zu bannen. Sie sind es auch, um in der römischen Terminologie zu sprechen, die in der *Kautelarjurisprudenz* die Kunst sicherer rechtsgeschäftlicher Formulierung üben, und die die Kunst juristischer *Vertretung vor Gericht* dem Laien zur Verfügung stellen. Es ist das *cavere*, das *respondere*, das *agere* der römischen Juristen. Es ist ohne weiteres klar, dass, wo das objektive Recht nicht in einem festen, wenn möglich sogar kasuistisch bis in Einzelheiten ausgearbeiteten Systeme vorliegt, die juristische Kunst viel mehr Spielraum haben muss. Und es ist auch einleuchtend, dass dort, wo nicht bloss eine Rechtsordnung besteht, sondern deren mehrere auf demselben Terrain da sind, die Rechtsbildung und die Rechtsanwendung sich besonders interessant gestalten müssen. Oefter als sonst wohl

¹ *Atti*, 40-44.

mag hier die Praxis sich auf theoretische Erwägungen stützen, um sich zu behaupten. So schon bei der Frage, welches von den verschiedenen vorhandenen Rechten überhaupt im konkreten Falle Anwendung finden konnte und sollte: national-einheimisches Recht, griechisch-hellenistisches, römisches Recht? Wie weit etwa noch z.B. persische oder jüdische Rechtssätze reichten¹? Ist das, was wir² *Personalitätsprinzip*³ nennen, ein so durchgreifendes „Prinzip“? Namentlich SCHÖNBAUERS in den Anmerkungen genannte Studien haben da neuerdings meines Erachtens sehr klärend gewirkt. Das kaiserliche Amtsrecht gilt für alle von ihm betroffenen Untertanen und wirkt so im Sinne eines *Territorialitätsprinzips*, aber auch abgesehen davon lassen sich Wirkungen dieses anderen „Prinzips“ feststellen⁴. Staatsrechtliche Erwägungen verschiedenster Art bestimmen, wie

¹ Zutreffend über die Stellung der Juden SCHÖNBAUER, *Zeit. Sav. St., Rom. Abt.*, 57 (1937), 342-344. Es ist die Zeit nach der Zerstörung Jerusalems, als die Juden *peregrini dediticii* wurden; die *constitutio Antoniniana* verlieh ihnen das römische Bürgerrecht, aber ein *πολιτευμα* hatten sie nach wie vor nicht mehr.

² SCHÖNBAUER, *a.a.O.*, 316³.

³ Vgl. die grundsätzlichen und eingehenden Ausführungen von SCHÖNBAUER, *Studien zum Personalitätsprinzip im antiken Rechte* (*Z. Sav. St.*, 49, 1929, 345-403 und jetzt namentlich in Bd. 57, S. 307 ff.).

⁴ Es ist ein Verdienst von E. BICKERMANN, *Arch. Pap.* 8 (1927), 225 ff. gegenüber dem Personalitätsprinzip auf Wirkungen des Territorialitätsprinzips die Aufmerksamkeit gelenkt zu haben. Vgl. auch schon WENGER, *Krit. Vierteljahrsschr. f. Gesetzgeb. u. Rechtswiss.*, 15 (51) (1913), 344; *Ueber Papyri und Gesetzesrecht* (*Sitz. Ber. Bay. Akad. Wiss.*, 1914, 5, S. 10 ff. Anm. 1), zitiert bei BICKERMANN, 225³. Zu und gegen Bickermanns Verallgemeinerung aber korrekte Grenzziehungen bei SCHÖNBAUER, *Sav. Z.*, 49 (1929), 345 ff. Rechtsvergleichend interessante Parallelen zum *principe de domicile* im Alten Testament gibt neuestens Elemer BALOGH, *Le rôle du droit comparé dans le droit international privé* (*Académie de Droit international*, Paris, 1937, 140 f.). In den römischen Quellen begegnet z.B. das Territorialitätsprinzip *Dig.*, 21, 2, 6: *Si fundus venierit ex consuetudine eius regionis in qua negotium gestum est pro evictione caveri oportet*, eine Stelle die bezeichnenderweise aus dem Kommentar des Gaius zum *edictum provinciale* stammt. Eine prinzipielle Untersuchung der Frage in altbekannten und neuen Quellen würde sich wohl lohnen.

wir jetzt zu erkennen vermögen, die Geltung all der auch in Aegypten in Erscheinung tretenden Rechtsarten, des Reichsrechts, des Volksrechts, des Provinzialrechts, des *ius gentium*, der verschiedenen Sonderrechte¹. Es ist auch im absoluten Römerreich noch alles eher als Rechtseinheit, es ist kluge Gestattung bunter Vielheit. Gegenseitige Einwirkung ist da nur natürlich, der Boden ist wie geschaffen für *Rezeption* an sich *fremder Rechte*. Die ganze Rezeptionsgeschichte des griechischen Privatrechts in Aegypten², dann des römischen Privatrechts³, wie sie uns nach mühevollster Einzelarbeit in grossen Gesamtbildern R. TAUBENSCHLAG vor Augen gestellt hat, zeigt uns das Auf- und Abwogen gegenseitiger Rechtseinflüsse, das Vordringen in fremdes Gebiet, die Behauptung alten angestammten Besitzstandes. Sollten Erwägungen, wie wir sie heute rückschauend zu diesem grossen rechtsgeschichtlichen Prozesse anstellen, etwa den Juristen jener Zeit fremd geblieben sein, für welche die Ergebnisse solcher Erwägungen nicht rechtshistorisch interessante Forschungsergebnisse, sondern lebendig wirkende Gegenwart waren? Veranlasst nicht theoretische Erwägung über die Geltung des *ἐγχώριος νόμος* den Beamten, sich unbekanntes nationales Recht vorlesen zu lassen⁴?

Die Frage, welche von zwei verschiedenen, miteinander möglicherweise in Konflikt geratenden Rechtsordnungen den Sieg davonzutragen bestimmt ist, braucht nicht bloss dann gestellt zu sein, wenn wir den Gegensatz verschiedener Rechte beobachten, die Frage ist natürlich auch dort offen, wo in *derselben Rechtsordnung* ein *neuer Gedanke* sich Bahn bricht oder ein altehrwürdige Rechtssatz um seinen Bestand kämpft.

¹ SCHÖNBAUER, *Z. Sav. St.*, 57 (1937), 314.

² TAUBENSCHLAG, *Atti*, 259-281. Jetzt ferner der Oxforder Vortrag dieses Gelehrten: *Ancient Greek Law in Ptolemaic Egypt*.

³ TAUBENSCHLAG, *Studi in onore di Bonfante*, I (1929), 367-440.

⁴ Vgl. Egon WEISS, *Z. Sav. St.*, 33 (1913), 212 ff.

Solche Aenderung geltenden Rechtes geht aber kaum je unbewusst vor sich. Freilich vollzieht sich der *Rechtswandlungsprozess* nicht immer in so hellem geschichtlichen Lichte, wie etwa in den Novellen Justinians, wo Praefation und Epilog das ältere zum Verschwinden verurteilte und das neue gebührend gepriesene kaiserliche Recht in oft geradezu grellen Gegensatz zu stellen sich bemühen. Nicht immer trägt das neue Recht auch den Grund der Aenderung des bisherigen Rechtszustandes auf der Stirne. Und doch ist es vielleicht die wissenschaftlichste Seite der rechtsgeschichtlichen Forschung, die ideellen, religiösen und ethischen Gründe einerseits und andererseits die materiellen, wirtschaftsgeschichtlichen Faktoren des Wandels eines positiven Rechts zu erkennen.

Indess auch, wo es sich nicht um solch sichtbaren Wandel handelt, auch wo wir eine anscheinend von je oder doch von Alters her festgefügte Rechtsordnung oder irgend einen noch so feststehenden Teil einer solchen vor uns sehen, erhebt sich die geschichtliche Beobachtung und Beschreibung dieser Ordnung erst zu wissenschaftlicher Höhe, wenn wir den tieferen Sinn dieser Ordnung zu ergründen versuchen, wenn wir uns fragen, welche *Ideen* etwa diese Ordnung tragen, welche Weltanschauung, wie wir heute wieder sagen dürfen, hinter ihr steht. Sind es lediglich materielle, sind es ideelle Strömungen, die da im Rechte in Erscheinung treten?

War es, um zuerst an einem Spezialproblem des antiken hohen Staatsrechts das generelle Problem zu illustrieren, lediglich die Furcht, die den Untertanen zum Herrscher scheu aufblicken liess, oder auch Liebe und Verehrung? Ist die uns bekannte *Monarchie* des alten Aegyptens und der hellenistischen Zeit der Ptolemäer, ist die sie ablösende römische Kaiserzeit im Bewusstsein der Untertanen nur von der Vorstellung der Unüberwindbarkeit und der furchtbaren Unentrinnbarkeit der Macht des Königs und Kaisers ge-

tragen, oder auch von der Ueberzeugung, dass es gut sei, ein so wohlthätiges, ja überirdisches Wesen wie einen König über sich zu wissen? Oder wie berührten oder wie kreuzten sich nicht nur in der höfischen Theorie sondern auch im Denken des einfachen Mannes solche Vorstellungen?

Aber bieten zu solchen Problemen unsere Urkunden denn irgend welchen Beitrag? Wir können zur Bejahung der Frage gerade für die hellenistisch-römische monarchische Idee auf vortreffliche Arbeiten aus neuerer und neuester Zeit verweisen, die paradigmatisch genannt zu werden verdienen. Haben schon schöne Untersuchungen über den βασιλεὺς εὐεργέτης von der theoretischen Vorstellung in der griechischen Staatsphilosophie ein klares Bild entworfen¹, so zeigen uns die Papyri in unzähligen Beispielen die Vorstellung des kleinen Mannes, der seine Eingabe in der sicheren Erwartung macht, der εὐεργεσία teilhaftig zu werden². In seiner kürzlich erschienenen Abhandlung über *Das hellenistische Königsideal nach Inschriften und Papyri*³, hat Wilhelm SCHUBART an Hand einer gewaltigen Sammlung von Belegen gezeigt, was wir aus diesen Quellen schon

¹ Vgl. schon von ARNIM, *Ein altgriechisches Königsideal* (Frankfurter Universitätsreden, IV, 1916). Vgl. das Folgende und die Literatur in Anm. 3 (unten).

² Die εὐεργεσία ist nicht bloss königliches, sondern auch Attribut des königlichen Beamten. So wird damit z.B. der Statthalter B.G.U., III, 970 (MITTEIS, *Chrest.*, 242) angeredet (177 n. C.): Τῆς εἰς ἅπαντας εὐεργεσίας, ἡγεμόν μέγιστε, καὶ αὐτὴ γυνὴ ἀδοθήτορος καὶ μηδεμίαν βοή[θει]α[ν] ἔγουςσαι μὴ ὑπὸ σοῦ τοῦ κυρίου τὴν ἐπὶ σὲ καταφυγὴν ἐποιήσάμην. Dieser Notschrei entstammt gewiss wirklicher Not und der Psyche des Volks, mag auch ein „Schreiber“ bei der Formulierung geholfen haben (Z. 7-9).

³ *Arch. Pap.*, 12, 1-26. SCHUBART führt da von nächsten Vorarbeiten zum Thema an: H.B. STIER, *Νόμος Βασιλέως* Diss. Berlin, 1927; EHRENBERG, *Der griechische und der hellenistische Staat*, 1932; Paola ZANGAN, *Il Monarcato Ellenistico*, Padova, 1934; E.B. GOODENOUGH, *The Political Philosophy of Hellenistic Kingship* (*Yale Class. Stud.*, I, 1928, 52 ff); E. SKARD, *Zwei religiös-politische Begriffe Euergetes-Concordia*, Oslo, 1932. Vgl. für die römische Kaiserzeit auch Leo BERLINGER, *Beiträge zur inoffiziellen Titulatur der römischen Kaiser. Eine Untersuchung ihres ideengeschichtlichen Gehaltes und ihrer Entwicklung*. Dissertation Breslau, 1935. Dazu H. VOLKMAN, *Gnomon*, 13 (1937), 310-314, 312¹.

für die geschichtliche Wirklichkeit dieser Vorstellung erschliessen können. SCHUBART hat dabei bewusst nicht auf die auch dem hellenistischen König beigelegte Göttlichkeit abgestellt, er fasst nicht den „Gott-König“ ins Auge, sondern den „König-Mensch“ auch tritt die orientalische Komponente mehr in den Hintergrund¹. Gewiss soll aber neben der weitverbreiteten weltlichen Vorstellung vom guten, wohltätigen und gerechten königlichen Manne die religiös bestimmte Vorstellung nicht übersehen werden. Hierzu steuert ein ganz grosses Material der urkundlich überlieferte *Königsseid* bei. Auch zu der aus diesen Quellen ersichtlichen geistigen Einstellung liegen uns schöne Bearbeitungen aus jüngster Zeit vor. Erwin SEIDL konnte da sowohl griechische als auch ägyptisch-nationale Wurzeln blosslegen². Die Frage nach dem Anteil des Orients und Griechenlands an der religiösen und rechtlichen hellenistischen Königsvorstellung wird nicht stets eindeutig beantwortet werden, sondern bei allem Streben nach objektiver Würdigung leicht wenigstens einigermaßen noch immer von dem Ausgangspunkt der Studien des Bearbeiters beeinflusst sein³.

¹ Vgl. SCHUBART, *a.a.O.*, 4. Die Quellenäusserungen die uns solche gedankliche Einstellungen erkennen lassen, verteilen sich auf verschiedene hellenistische Reiche und auf verschiedene Jahrhunderte gleichmässig. Mit Recht darf Schubart daraus schliessen „dass die griechischen und griechisch gebildeten Untertanen überall die gleichen Anschauungen vertraten“ (S. 3). Wie allgemein verständlich und weitverbreitet die Vorstellung vom weltlichen Herrscher als dem Euergetes war, dafür möchte ich nur aus dem Neuen Testamente, *Luk.*, 22, 25, zitieren wo das Wort des Heilands überliefert ist: οἱ βασιλεῖς τῶν ἔθνων κυριεύουσι αὐτῶν, καὶ οἱ ἐξουσιάζοντες αὐτῶν εὐεργέται καλοῦνται.

² *Der Eid im ptolemäischen Recht*, 1929; *Der Eid im römisch ägyptischen Provinzialrecht I. Die Zeit von der Eroberung Aegyptens bis zum Beginn der Regierung Diokletians*, 1933; *II. Die Zeit vom Beginn der Regierung Diokletians bis zur Eroberung Aegyptens durch die Araber. Mit einem Anhang: Der Eid im koptischen Recht und in den griechischen Urkunden der Araberzeit*, 1935.

³ SCHUBART, *a.a.O.*, 2, neigt stark dazu, den Griechen den Primat

SCHUBART hat seiner eben besprochenen ersten Abhandlung bald eine zweite folgen lassen, die er mit dem Titel *Das Gesetz und der Kaiser* überschreibt¹, und die Erscheinungen in Urkunden des 2.-6. Jahrhunderts n. C. betrifft, worin sich „die Neigung zeigt, den Gegenstand durch eine *allgemeine Wendung* einzuführen“², aus der wiederum gewisse allgemeine staatsrechtliche oder gar staatsphilosophische Anschauungen wenigstens ab und zu erschlossen werden können. Da lugt also auch gelegentlich eine Theorie hinter der Alltagspraxis hervor. SCHUBART ist bei dieser Abhandlung von einem meines Wissens zu wenig beachteten Exkurse in der schönen Publikation einiger Berliner griechischer Urkunden durch Hjalmar FRISK³ ausgegangen. Der *Papyrus Inv. Nr. 8999* (Nr. 3 der Ausgabe) enthält die Eingabe eines Bauern an den Präfekten Aurelius Baebius Iuncinus⁴ (wahrscheinlich 211/ n. C.), deren allein erhaltene Einleitung für uns mehr wert ist, als es vermutlich der ganze Inhalt der Beschwerde wäre. Der γεωργός τῆς Ἀρσινουσιῶν πόλεως schreibt da⁵ : „Du, der du alles für das gemeine Wohl vollbringst, mächtiger Statthalter, verleihst auch jedem das Seinige, sodass infolge deiner wundervollen Einsicht die ganze Provinz mit guten Gaben gefüllt ist,

auch hier gegenüber dem Orient zuzuerkennen. Andere werden anders denken.

¹ *Klio*, 30 (1937), 54-69.

² S. 54.

³ *Bankakten aus dem Faijûm nebst anderen Berliner Papyri* hgg. von Hjalmar FRISK (Göteborg 1931), Exkurs zu Nr. 3, S. 81-91.

⁴ Ueber diesen FRISK, S. 78.

⁵ Uebersetzung von FRISK, 79 f. Der griechische Text (mit den Verbesserungen), L. 2-9 : Πάντα διατελών, ἡγεμῶν δέσποτα, κοινῇ καὶ ἐκάστῳ τὰ ἴδια προταναύεις ὡς ἐκ τῆς Στρασιασιωτικῆς σου συνέσεως τὴν ὅλην ἐπαρχίαν πεπληρώσῃαι, μάλιστα συντηροῦντάς σου τοὺς γεωργοῦντας τὴν δημοσίαν γῆν τοῦ κυρίου ... καὶ πάσης κακείας ὑπὸ σου ἐκκοπίσης, καὶ γὰρ ἡ σὴ εὐμένεια προτρέπεται τοὺς ἀδικησέντας ἀρόθως σοι προσέναι, καὶ γὰρ οἱ πᾶν οἱ πεπονησότες ὑπὸ βίας τῶν τοις ἐμπροσθεν χρόνοις καὶ οἱ ἀπὸ τοῦ ... τῆς ἀπλάτου νομοθεσίας ἀγαθῆς ταύτης μεταληφότες οὐτε βιασθήσονται ὑπὸ τῶν νῦν ἀρχόντων οὐτε ἐκείνοις ἔσται ἡ γνώμη Στρασιτέρα.

indem du besonders diejenigen beschützezt, die das öffentliche Land unseres... (Kaisers) bebauen, und indem alle Bosheit von dir ausgerottet wird. Denn deine Milde ermahnt die Benachteiligten, dich furchtlos anzugehen. Denn diejenigen, die durch die Gewalt einiger Menschen in den früheren Zeiten alles (?) gelitten haben, und die, die... diese verehrungswürdige gute Gesetzgebung erfahren haben, werden weder von den gegenwärtigen Herrschern vergewaltigt werden, noch wird die Gesinnung derjenigen dreister sein...“ In seiner instruktiven Beispielsammlung von solchen Einleitungen, die FRISK anschliesst, wird der Jurist gewiss nicht lauter Wendungen finden, die eine speziell rechtsgeschichtliche Erörterung nahelegen und zur juristischen Denkgeschichte etwas beizusteuern vermögen. Vielfach sind es ja nur die landläufig ohne Beschränkung auf Zeit und Ort allgemein menschlichen Beteuerungen erlittenen Unrechts, mit denen der Petent in ausgeschmückter Rede sein Schicksal erzählend einführt. Aber der Jurist darf darum doch nicht achtlos an solchen oft so allgemein phrasenhaften Wendungen vorbeigehen. Manche Wendung gemahnt unmittelbar an juristische Sentenzen, so gleich im zitierten Texte das *καὶ ἐκάστῳ τὰ ἴδια προταναύεις* an das auch sonst in Rechtsurkunden begegnende *suum cuique tribuere* des Corpus Iuris (*Dig.*, 1, 1, 10 pr.; *Inst.*, 1, 1, pr.)¹. Und auch wo nicht eine so formelhafte Identifizierung mit einer juristischen Sentenz gar des klassischen römischen Rechts²

¹ Ich darf auf meinen Aufsatz *Suum cuique in antiken Urkunden in Geisteswelt des Mittelalters. Studien und Texte Martin Grabmann zur Vollendung des 60. Lebensjahres von Freunden und Schülern gewidmet*, 1935, S. 1415-1425, verweisen, wo ich den oben genannten Text leider auch übersehen habe. Zur Auswahl aus juristischer Literatur, die dort zitiert ist, möchte ich aus seither erschienenem Schrifttum ausdrücklich noch Fritz von Hippel, *Das Problem der rechtsgeschäftlichen Privatautonomie*, 1936, nennen, wo S. 75 ff. Anm. 1, ausgezeichnete Ausführungen zum Gerechtigkeitsbegriff und zu *Suum cuique* stehen, Vgl. ferner meine Ergänzungen zur vorgenannten Studie, *Atti*, 173¹.

² *Dig.*, 1, 1, 10 pr. geht auf Ulpian zurück.

feststellbar ist, ist das Vorkommen solcher allgemeiner, gewiss nicht im Garten eines einfachen Mannes, wie etwa unseres δημόσιος γεωργός Stotoetis, gewachsenen Wendungen ein besonders willkommener Beleg für eine in der neueren romanistischen Literatur von verschiedenen Seiten her in Angriff genommene Betrachtung, die den *Einfluss der griechischen Rhetorik* auf das römische Recht — und zwar schon seit *republikanischer Zeit* — aufzuweisen unternimmt¹. Wenn wir nun in Urkunden formelhafte Wendungen, die ihre Herkunft aus der Rhetorik nicht verleugnen, schon lange vor jener Zeit finden, die als Entstehungszeit des sogenannten byzantinischen Rechts, wenn nicht gar als Orientalisierung des römischen Rechts bezeichnet zu werden pflegt, lange schon bevor in den Rechtsschulen von Beryt und anderen Städten der supponierte östliche Einfluss auf des klassische Recht angesetzt wird, wenn sich solche Wendungen in kontinuierlicher Folgeentwicklung etwa schon vom 2. nachchristlichen Jahrhundert — also der Zeit der hochklassischen Jurisprudenz — bis in die Zeit Justinians und nach diesem Kaiser nachweisen lassen, so kann gewiss auch da der Geschichte der Urkunden für die Lehre von der geradlinigen Entwicklung des römischen Rechtes von der klassischen zur justinianischen Zeit eine unterstützende Bedeutung nicht abgesprochen werden. In der christ-

¹ Es sei hier vor allem auf die bekannte Studie von Johannes Stroux, *Summum ius summa iniuria* (1926) verwiesen, dann auf die schönen unter demselben Titel abgedruckten Vorträge von KÜBLER und von STRoux: *Griechische Einflüsse auf die Entwicklung der römischen Rechtswissenschaft gegen Ende der republikanischen Zeit*, sowie von F. SENN, *De l'influence grecque sur le droit romain de la fin de la république (Les principes de droit)*, alle drei Vorträge erschienen in den *Atti del Congresso Internazionale di Diritto Romano*, Roma, Vol. I (Pavia 1934), S. 79-98, 111-132, 99-110. Hervorhebung verdienen in diesem Zusammenhang ferner noch die an Stroux bewusst anknüpfenden drei Abhandlungen von Giorgio LA PIRA, *La genesi del sistema nella giurisprudenza romana in Collana di Studi „Pietro Rossi“*, Siena, 1934; *Bulletino dell'Istituto di Diritto Romano Vittorio Scialoja*, 1, 1934, 336-355, und *Studia et Documenta Historiae et Iuris*, 1935, 317-348.

lichen Zeit gewinnen die besprochenen Einleitungssätze bisweilen einen ausgesprochen *christlichen* Charakter, während sich daneben auch mit dem neuen Geist vereinbarliche und christlich deutbare Wendungen finden, die aber eher wohl noch auf vorchristliche Herkunft zu deuten sind¹. So wenn es, diesmal nicht in einer Einleitung sondern am Schlusse einer Eingabe aus 465 n. C.² heisst: *μισοῦσι γὰρ οἱ νόμοι τοὺς τὰ ἄδικα διαπραττομένους*. Indess ausdrücklich bezeugen andere Texte den christlichen Charakter. So ist es auch religionsgeschichtlich wertvoll zu sehen, wenn das Gericht Gottes als warnend über allem Menschengerecht stehend genannt ist. „Diejenigen aber, welche diese Frau mit ihren Kindern in die Sklaverei schleppen, werden sehen, was es heisst *ἀπαντῶντες τῷ φοβερωτάτῳ βήματι τοῦ Κραίττωνος*“, heisst es in einem Texte aus etwa dem ersten Drittel des 6. Jhd.³ Und in einem viel erörterten Apokeryxistexte⁴ aus dem Jahre 567 n. C. sagt der verstossende Vater: *παραφυλάττω τῷ θείῳ καὶ φορικῷ Θεοῦ βήματι τὴν ἐκδίκησιν*.

In seiner Studie über Gesetz und Kaiser hat SHUBART

¹ Die Geschichte des Eidesformulars bei SEIDL, *Der Eid*, II (1935) §§ 2 f. zeigt auch langsam allmähliche Entwicklung zum rein christlichen Eide. Vgl. auch SAN NICOLO, *Deut. Lit. Z.*, 1937, 1233.

² *P. Oxy.*, 902 = MITTEIS, *Chrest.*, 72, Z. 17 f. Vgl. FRISK, 89; SCHUBART, *Klio*, 30, 55 verweist auf das *ττ* *staatσσ* in *διαπραττομένους* als Beweis für Entlehnung aus der Literatur.

³ MASPERO, *Cair. Cat.*, I, 67089 und III, 67294 (Z. 13). Vgl. WENGER, *Ein christliches Freiheitszeugnis in den ägyptischen Papyri*, in *Beiträge zur Geschichte des christlichen Allertums und der byzantinischen Literatur* (Festgabe für Albert Ehrhard, 1922, S. 471-478).

⁴ MASPERO, *Cair. Cat.*, 67097. *Verso D*, 50 f. Vgl. auch WENGER, *a.a.O.*, 459¹; SEIDL, *Eid*, II, 9; SAN NICOLO, *Deut. Lit. Z.* 1937, 1235 f., der auch auf *ἐν τῇ φοβερᾷ κρίσει τοῦ Θεοῦ* in *Justinians Nov.* 8 am Ende verweist. Ausdrücklich sei auch auf die parallele Problemstellung für die Papyrusbriefe — noch Heidnisches, schon Christliches — verwiesen, wozu wir vor allem GHEDINIS Untersuchungen sovieles verdanken. Ich erinnere nur an seinen Florentiner Vortrag: *Paganesimo e cristianesimo nelle lettere papiracee greche dei primi secoli d. Chr.* in *Atti* 333-350 mit Literatur, S. 333 in den Anm. und sonst, und mit aufschlussreicher *Statistica cronologica*, 345-350.

auch eine früher höchstens gelegentlich beobachtete und nicht bloss für die Welt der Papyri, sondern auch für die Geschichte der römischen Kaiseridee noch meines Wissens gar nicht mit in Betracht gezogene Erscheinung hervorgehoben, nämlich dass „in den Augen des Volkes“ neben der „Macht, Güte, Gerechtigkeit“ des Kaisers auch noch die Idee von der „Kraft des Gesetzes“ steht und zwar auch noch zu Zeiten, wo der Wille des Monarchen schon ohne weiteres Gesetz ward¹. Wer die Hervorhebung ja Personifikation der νόμοι beobachtet, wird *a priori* mit SCHUBART in solcher Denkform griechische Provenienz vermuten², wobei freilich das Resultat der Quellensammlung auffallend ist, dass die Zeugnisse gegenüber den ptolemäischen Texten sich in der Kaiserzeit vermehrt zeigen.

Dass hier auch in römischer Zeit die Rhetorik solche Wendungen veranlasst hat, ist nach dem bisher Bemerkten ja sicher, aber es mag nicht uninteressant sein, einmal in einem Papyrusprozessprotokoll einen Rhetor ganz wie von ungefähr mit Rechtsphilosophie prunken zu hören und zu sehen, wie er rechtspolitische Erwägungen zur Debatte stellt und wie ein römischer Statthalter darauf eingeht: Rechtstheorie mitten in einem praktische Fragen betreffenden Prozesse. Ich meine den vor kurzem mit höchst verdienstlichem Kommentar von J.C. SKEAT und E.P. WEGENER herausgegebenen *P. Lond. Inv. 2565*³. Auch was von

¹ *Klio*, 30, 69.

² S. SCHUBART Ausführungen, a.a.O., 56 ff., besonders auch den Hinweis auf DEMOSTHENES, *In Aristog.*, I, 16: τοῦτό ἐστι νόμος, ὃ πάντας ἀνθρώπους προσήκει πείθεσθαι διὰ πολλά, καὶ μάλιστα ὅτι πᾶς ἐστι νόμος εἶρημα μὲν καὶ δῶρον θεοῦ, δόγμα δὲ ἀνθρώπων φρονίμων, ἐπανόρθωμα δὲ τῶν ἰκουσίων καὶ ἀκουσίων ἀμαρτημάτων, was PAPIANUS, *Dig.*, I, 1, 3, so überträgt: *lex est commune praeceptum, virorum prudentium consultum; delictorum quae sponte vel ignorantia contrahuntur coercitio* (S. 57).

³ *A trial before the prefect of Egypt Appius Sabinus, c. 250 A.D.* (*Journ. Eg. Arch.*, 21, 1935, 224-247). Vgl. zur Ausgabe CLAIRE PRÉAUX, *Chron. d'Égypte*, 12, 1937, 106-109; WILCKEN, *Arch. Pap.*, 12, 237 f. Einer eingehenden Diskussion der Probleme, die der Text fördert, durch die

diesem leider wieder nur teilweise und verstümmelt erhaltenen Papyrus vorliegt, ist von hohem geschichtlichen Wert für die Munizipalverwaltung Aegyptens nach der Reform des Septimius Severus vom Jahre 200 n. C. ¹. Ich möchte indess hier nur einige rechtstheoretische Beobachtungen festhalten, die der Text ergibt. Es handelt sich um eine verwaltungsrechtliche vor Aurelius Appius Sabinus, dem Präfekten von Aegypten, verhandelte Berufung von *χωμηταί*, die von der Bule von Arsinoe zu Liturgien bestimmt worden waren, was nach ihrer Meinung gegen das Gesetz verstieß. Kol. II, Z. 26, beginnt gleich mit der Bemerkung der einen, offenbar der dörflichen Seite, dass „ das Gesetz “ — gemeint ist wohl die Buleverfassung — selbst in solchem Falle die Berufungsmöglichkeit vorsehe : *οὐκ ἔστι τοῦτο γὰρ καὶ ἀπατεῖ τὴν ἑκκλησι[τ]ον ὁ νόμος*. Um diese bestrittene Möglichkeit oder doch um die formale Richtigkeit der erfolgten Appellation scheint es sich nämlich nach dem trümmerhaft erhaltenen Text von Kol. I zunächst gehandelt zu haben ².

Mitherausgeberin Miss WEGENER " in her forthcoming thesis on *The local Senates of Egypt after the reforms of Severus* „ (S. 224) darf mit Spannung entgegengesehen werden. Vgl. zur Appellation in einer Liturgieangelegenheit die eingehende und sehr wertvolle Abhandlung von A.-J. BOYÉ, *P. Oxy. XVII 2130. L'éditio opinionis et l'appel en matière de charges liturgiques*, *Studi in onore di Pietro Bonfante*, Milano, 1930. Vol. IV, 181-202. In dem mir erst während der Drucklegung durch die Güte des Verfassers bekannt gewordenen Aufsätze von H.F. JOŁOWICZ, *Case Law in Roman Egypt* (reprinted from *The Journal of the Society of Public Teachers of Law*, 1937) wird der Papyrus für die Bedeutung der Vorentscheidungen verwertet (S. 9 f.).

¹ Zum Datum, vgl. MILNE, *Journ. Eg. Arch.*, 4 (1917), 180; HASEBROECK, *Untersuchungen zur Geschichte des Kaisers Septimius Severus* (1921), 117 ff.; WILCKEN, *Z. Sav. St., Rom. Abt.*, 42 (1922), 138 f.²; *Arch. Pap.*, 7, 84; 8, 314.

² Vgl. besonders Z. 22, wo sich ein Rhetor der Dörfler anscheinend für die Berufungsmöglichkeit und mithin gegen deren Bezweiflung ausspricht, also die Kompetenz des Präfektengerichts als Berufungsinstanz im vorliegenden Falle und damit eine erste Prozessvoraussetzung als gegeben erklärt. So wenigstens möchte ich — nicht anders als hypothetisch — das Fragment deuten : *Σ]χοραπίων ῥ(ήτωρ) εἶπ(εν) · πρὸς τὸ μὴ ἔκκ[λεισθ]αι λέγω*. Sinn etwa : was aber den behaupteten Ausschluss

Es steht also wohl eine Rechtsfrage im Vordergrund der Erörterungen. Und schon begegnet auch der Hinweis auf den νόμος, die Bule, Verfassung des Septimius Severus, auf die sich die Dörfler stützen. Im weiteren Verlaufe (Z. 30 ff.) kommt es nun zwischen dem Präfekten und Ischyriion, einem der vier für die Bule auftretenden Rhetoren zu einer Wechselrede, die wie der Beginn einer rechtsphilosophischen Debatte anmutet. Sabinus, der sich mit seinem Konsilium beraten hat, stellt die Frage : τίς συνάγει τὴν βουλὴν ; worauf Ischyriion antwortet : συνάγει μὲν ὁ πρύτανις λόγῳ καὶ τῷ δοκεῖν, ὁ γὰρ συνάγων ὁ νόμος ἐστίν. Wieder wird also auf die kaiserliche Verfassungsurkunde der Bule verwiesen. Anders als dies wohl bei uns heute der Fall wäre, lässt sich der ersichtlich auch nicht rhetorisch unbewanderte, mit solchen Kenntnissen, wie sie der Rhetor durchleuchten lässt, auch kokettierende und wohl vielleicht den Anwalt damit ironisierende Präfekt auf die Feststellung ein, dass der νόμος der eigentliche Einberufer der Bule sei, spinnt aber, um zur Sache zu kommen, den Faden sophistisch weiter (Z. 31 f.) : ὁ νόμος διακόνῳ τινὶ χρώμενος πρύτανις [τις] ἦν ὁ συναγαγὼν τίς πρύτανις σ[υνη]γάγεν τὴν βουλὴν ;¹ „(Gewiss) das Gesetz, (aber) es bedient sich (doch) eines Organs; ein Prytane war (doch) der Einberufer; welcher Prytane hat (also) die Bule zusammenherufen?“ Jetzt antwortet ein Kollege Ischyriions, der Rhetor Philippos. Er kann der präzisen Fragestellung wohl nicht mehr ausweichen und nennt den Herapion als

einer Berufung betrifft, so führe ich aus. Leider ist von der Ausführung allzuwenig erhalten, als dass ich weiter auch nur eine hypothetische Rekonstruktion wagen möchte.

Die Herausgeber (zu Z. 22-26, S. 238 f.) denken daran, dass Sarpion seine Klienten gegen die Behauptung der Senatspartei in Schutz nahm, *that they had failed to appeal, or had failed to fulfil the legal forms in appealing, against their nomination.*

¹ Mir scheint diese von VAN GRONINGEN vorgeschlagene Interpungierung dem Sinne näher zu kommen, als eine Aneinandreihung von vier Fragen, die zu lin. 31 f. auf S. 241 als *equally possible* zur Diskussion gestellt ist.

Einberufer, fügt aber gleich bei, dass die so zusammenberufene Bule die Nomination wie üblich gemacht habe (Z. 33 : *συναχθε[ε]ισ[α δε]ή βουλή όνομασίαν πεποιήται κατά τό έξος*)¹. Damit ist als neuer rechtsbildender Faktor vorsorglich die Sitte eingeführt. Die Nomination der Bauern durch den Senat der Stadt stützt also jetzt der Rhetor nicht auf das Gesetz, *κατά τον νόμον*, sondern *κατά τό έξος*, offenbar weil er selbst das Gesetz nicht für seine Sache geeignet hält. Der Präfekt aber lässt sich auf eine έξος-Debatte im weiteren Verlaufe gar nicht ein : nur Vorentscheidungen von Vorgängern könnten noch eventuell in Betracht kommen, entscheidend ist und bleibt aber der νόμος. Hier ist es aber nicht mehr die Bule Verfassung, von der bisher die Rede war, sondern der νόμος in Form eines *Dekretes des Kaisers* in einem früheren Prozesse.

Damit wird der Papyrus auch für eine rein quellenrechtsgeschichtliche Frage² bedeutsam, die hier noch in ein beachtliches rechtspolitisches Licht gerückt erscheint. Das Dekret³ des Severus ist nämlich von grossen Wert für Bejahung

¹ Ueber die wiederum zweifelhafte Interpungierung dieser Zeilen vgl. S. 241. Die Einbeziehung des έξος bleibt übrigens von der verschiedenen Auffassung der Satztrennung unberührt.

² Die prozessgeschichtlichen Fragen für die der Papyrus ein wertvolles Zeugnis bringt, sollen an anderer Stelle Beachtung finden : so besonders die Z. 35 f. erwähnte Kontumazialfolge bei Ausbleiben nach dreimaliger Ladung : *έπί τοϋ έπιστρατήγου έγένον διαδικ[α]σια καταδικάσθησαν] τρίς κληθέντες κή μή [ύ]πακηχ[ού]τες*, wozu die Herausgeber bereits auf die Bedeutung dieses Textes für das Kontumazialverfahren eingehend verwiesen haben S. 241 f. Vgl. WENGER, *Inst. d. röm. Zivilprozessrechts* (1925), § 26, S. 271 und Anm. 38, sowie mit Hinweis auf unseren Papyrus, in der von Riccardo ORESTANO besorgten italienischen Neuauflage *Istituzioni di Procedura Civile Romana* (1938), § 26, n. 38, p. 280.

³ Die Z. 83 vom *σνήγορος* (vgl. SEIDL, Pauly-Wissowa, *Realencycl.*, s. v.). Seleukos der durch die Nomination unmittelbar betroffenen drei *κωμηταί* verlesene Entscheidung des Kaisers Severus gieng dahin *μή δεΐν από των κωμητ[ών] εις τάς μητροπολιτικός άγεσθαι λειτουργ[γ]ειας*. Ausdrücklich heisst es dann, dass der Kaiser in einem offenbar analogen Falle, wie dem unseres Prozesses zu Gunsten von *κωμηταί* persönlich entschieden hatte. Z. 83 f. *κληθέντων Ν. Ν. Σεουήρος επ(εν)· εδλογόν έστι θ άγιουσιν*. Also

der gesetzesgleichen Geltung¹ von kaiserlichen Dekreten mit deren Publikation. Es ist ja bekanntlich nicht unbestritten geblieben, dass kaiserliche Dekrete auch für andere Fälle als für den konkreten Prozessfall, für den sie ergangen waren, Geltung hatten, also allgemeine Gesetzeskraft besaßen². Wiederholt wird nun hier die kaiserliche Entschei-

sprach Severus ein Urteil, *sensentiam dixit*. Auch das *κριθέν* in Z. 98 lässt keine andere Deutung als auf ein Decretum zu, dessen *Propositio* der Kaiser wohl noch während seiner ägyptischen Reise angeordnet hatte.

Z. 100: *Σεουήρος πρός τήσιν νόμον ἐν Αἰγύπτῳ ἐπὶ τῶν πόλεων εὐπόρων οὐσῶν*. Die Ortsangabe bezieht der gegnerische Anwalt, der diese Mitteilung macht, allerdings sinngemäss auf das folgende — die Zeit des noch vorhandenen Wohlstandes der Städte. Das hindert aber nicht, aus der Angabe auch zu schliessen, dass der Kaiser noch während seiner Anwesenheit in Aegypten die Veröffentlichung verfügt hatte. Es wird eben bald nach Erlass der neuen Ratsordnung aus Anlass der Nomination eines Bauern die Frage akut geworden sein, ob von der drückenden neuen Last (vgl. WILCKEN, *Grundzüge* 41) auch die Bauern betroffen seien oder nicht, und der Kaiser wird für die Bauern entschieden haben.

¹ Terminologisch ist zu beachten dass *νόμος* ganz allgemein für eine kaiserliche Konstitution, sei es die allgemeine Bule-Ordnung, oder die gerichtliche Entscheidung im konkreten Fall mit allgemeiner fernerer Geltung, gebraucht wird. Eben wie dies GAL., 1, 5 (nächste Anm.) auch ausführt.

² SIBER, *Röm. Rechtsgesch.*, 50 f., schreibt zur Frage: „Für künftige Fälle werden kaiserliche Dekrete und Reskripte kaum mehr bedeutet haben als höchstrichterliche Vorentscheidungen im allgemeinen, denen sich der Unterrichter zumeist fügen wird und die so zur Quelle von Gewohnheitsrecht werden können. Die Ermächtigung neues Volksrecht zu schaffen haben die Kaiser in der Prinzipatszeit nicht erhalten; doch mögen seine Vorentscheidungen schliesslich als authentische, den künftigen Richter bindende Auslegungen in Zweifelsfragen gegolten haben.“ Anders freilich GAL., 1, 5: *Constitutio principis est, quod imperator decreto vel edicto vel epistula constituit. nec umquam dubitatum est, quin id legis vicem optineat, cum ipse imperator per legem imperium accipiat*. KRELLER, *Z. Sav. St.*, 41 (1921), 269 ff., hält den letzten Satz von *nec umquam* an freilich für nachgajanische Interpolation und auch SIBER setzt a.a.O. entsprechende Fragezeichen. Ueber die Literatur zur Frage überhaupt unterrichtet KRELLER, a.a.O., 262 ff. KÜBLER, *Gesch. d. röm. Rechts*, 252, hält Gaius für echt, so auch JÖRS-KUNKEL, *Röm. Privatr.*², 14⁴, wo weitere Literatur. ARANGIO-RUIZ, *Storia del Diritto Romano* (1937), 232 f., spricht sich für autorative Interpretation aus, wie schon KIPP, *Gesch. d. Quellen d. röm. Rechts*⁴, 70 fr. Vgl. auch P. KRÜGER, *Gesch. d. Quellen und Lit. d. röm. Rechts*², 103. BUCKLAND, *Text-Book of Roman Law* (1932), 18, spricht sich auch konservativ aus, eben-

dung kurzweg als νόμος bezeichnet (Z. 82 : Σεουήρου τοῦ αὐτοκράτορος νόμος, Z. 99, Z. 100); einmal als νομοθεσία, wo kein Zweifel, dass nicht allgemein die Ratsordnung des Kaisers, sondern der Spezialfall der Befreiung der Bauern gemeint ist (Z. 105 f. : ἀνεγνώσθη θεοῦ Σεουήρου νομοθεσία τοὺς γεωργούς ἐξαιρουμένη τῶνκατὰπόλιν λειτουργιῶν). Freilich ist unser Papyrus fast hundert Jahre jünger als die umstrittene Gaiusstelle und auch das Dekret, auf das hier Bezug genommen wird, stammt erst von Severus, aber die interessante forensische Debatte, die sich über die Fortgeltung eines Dekrets hier entspinnt, mutet wie ein aus dem Leben gegriffener Kommentar zur Frage der Lebensdauer eines kaiserlichen Erlasses, ja weiterhin einer Rechtsordnung überhaupt an. Hören wir die Anwälte der beiden Parteien, die Meinung des Konsiliums des Präfekten und schliesslich den Ausspruch des kaiserlichen Statthalters selbst.

Nachdem Seleukos die den Bauern günstige Entscheidung des Kaisers Severus¹ zitiert und vorgelesen hatte, wendet sich der Präfekt an den gegnerischen Anwalt Sere-nus mit der Aufforderung, es möge nun doch auch er zur Unterstützung seiner Ansicht einen νόμος vorbringen². Dies offensichtlich in einem wenn auch nicht ausdrücklich ausgesprochenem Gegensatz zur früher gefallenen Bemerkung des Rhetors Philippos, der Rat habe die Nomination κατὰ τὸ ἔθος gemacht. Dieser Aufforderung des Präfekten konnte nun, da eben keine solch gegenteilige kaiserliche Entscheidung vorlag, nicht nachgekommen werden und so musste denn auch der angesprochene Rhetor verstummen. Wohl aber

so JOLOWICZ, *Histor. Introduction to the Study of Roman Law* (1932), 374. Auch GIRARD-SENN, *Manuel élém. de Droit Romain* (1929), 64 ff., rüttelt nicht an Gaius Ausspruch, der für seine Zeit jedenfalls zutrefte. Zur im gleichen Sinn sprechenden Stelle ULPPIANS, *Dig.*, 1, 4, 1, 1, vgl. dieselbe Literatur und den *Index Interpolationum*. JOLOWICZ, a.a.O., 374² zitiert noch FRONTO, *Ad Marc. imp.* 1, 6 : *Tuis decretis, imperator, exempla publice valitura in perpetuum sanciantur.*

¹ Z. 83 f.

² Z. 85 : ἀνάγνωθι καὶ σύ μοι νόμον.

fällt — scheinbar ohne Aufforderung, das Wort neuerdings zu ergreifen — sofort wieder Seleukos ein und betont, dass auch seither alle Statthalter in diesem Sinne entschieden hätten (Z. 85 f. : καὶ μετὰ Σευῆρον πάντες οἱ ἡγούμενοι οὕτως ἀπεφάνησαν). Damit wird auch jedem Versuch, eine derogierende *consuetudo* gegen den νόμος des Severus etwa ins Feld zu führen von vornherein die Spitze abgebrochen, denn ein jenem νόμος entgegenstehendes und denselben aufhebendes ἔδος hätte ja, wenn überhaupt, so nur bei ununterbrochener Geltung von Bedeutung werden können. Jede neue Entscheidung der einander im Amte folgenden ἡγούμενοι im Sinne jenes Dekrets hätte aber ein etwa derogierendes ἔδος unterbrechen müssen. Immerhin mag bemerkt sein, dass der Rhetor der Bule es wagen durfte, auf ein jenes kaiserliche Dekret, jenen νόμος also, beiseite schiebendes ἔδος überhaupt zu verweisen¹, ohne sofort offiziell zurückgewiesen zu werden.

Bei dieser Lage der Dinge war nun die Position der Vertreter des Rates fatal genug, ja von vornherein verloren. Der „νόμος“ stand ihnen ja entgegen. Aber Philippos, der gewandtere Kollege des apostrophierten, aber verstummten Serenus gibt die Lage doch noch nicht verloren und versucht sogar noch einen Stoss gegen die Fortgeltung des νόμος also hier des kaiserlichen Dekretes. Gerade diesen Redeteil² vollständig zu besitzen wäre von besonderem juristischen Interesse. Leider ist da wieder ein starkes Stück arg zerstört. Immerhin kann aus den Anwaltsworten ersehen werden, dass Philippos die These vertrat, auch der νόμος des Kaisers, sein Dekret, finde seine Grenze an dem *wirtschaftlichen Bedürfnisse* der Stadt. Diplomatisch leitet Philippos seine Ausführung mit einer Verbeugung vor den kaiserlichen νόμοι ein, bewunderungswürdig seien sie und verehrungswürdig

¹ Z. 33.

² Z. 86-98.

(*Ἐκουμεστο*[ι μ]εν [οί] νόμοι καὶ προσκυνητοί), aber der Präfekt müsse bei seiner Entscheidung auf die Praxis ¹ von Vorgängern sehen ², die angeblich auf die Bedürfnisse der Städte (πρὸς τὰς τῶν πό[λεω]ν γρῆσας) Rücksicht genommen hätten. Denn die Geltungskraft des Gesetzes finde an dem wirtschaftlichen Bedarf der Stadt ihre Grenze (Z. 87 : γρῆσα δὲ πόλεως εἰς ἣν ὁ νόμο[ς] εἰσγύ[νη]ν ἔχει). Ja, noch schärfer formuliert, heisst es Z. 93 : αἱ γρῆσαι ἀπαιτῶσιν ἰδίαν δυνάμει[ς]. Soll das nicht heissen ³, dass die wirtschaftlichen Notwendigkeiten ihre eigene Gewaltanwendung erheischen? Was etwa einem „Not kennt kein Gebot“ recht nahe kommt. Der Präfekt richte sonst — das heisst, wenn er die Wirtschaftslage nicht berücksichtige — nach dem Wortlaut eines Gesetzes, so heisst es dann weiter, über Arsinoiten, die einst eine volkreiche Stadt waren, jetzt aber so herabgekommen seien, dass sie nicht mehr eine zweitägige Liturgie zu ertragen vermöchten, ohne wirtschaftlich ruiniert zu sein, und die lieber auf ihr Hab und Gut ganz zu verzichten genötigt seien, als diese Last zu tragen. Dafür könne mehr als ein Beispiel vorgebracht werden ⁴. Z. 98 folgt dann eine als

¹ So wohl dem Sinne nach richtig, wenngleich zweifelnd, auch die Ausgabe (S. 237): *but you in trying the case must follow (the decisions?) of Prefects who have had regard for the needs of the cities etc.*

² Freilich scheint es bei dieser nur ganz allgemeinen Behauptung von angeblich senatsfreundlichen Vorgängen in der Staathalterspraxis ohne Anführung konkreter Fälle geblieben zu sein, wie ja auch Sabinus, Z. 99f., nur *χρῆσις* im Sinne des kaiserlichen Dekrets in Erwägung zieht.

³ Die Herausgeber übersetzen... *demand private resources.*

⁴ Damit (Z. 95-97) ist auf die *ἔκστασις* hingewiesen, auf die *cessio bonorum* als verwaltungsrechtliche Dekadenzerscheinung, auf den Vermögensverzicht seitens eines zur Liturgie Nominierten zu Gunsten des Nominierenden, um nur der Liturgie zu entgehen. Auf dieses traurige Indiz wirtschaftlicher Zustände hat zuerst MITREIS zu C.P.R., 1, 20, S. 106 ff. (250 n. C.) hingewiesen, dann HERMES, 32, 651 f. zu B.G.U., II, 473 (200 n. C.). Vgl. WILCKEN, *Arch. Pap.*, 2, 184; JOUGUET, *Vie municipale*, 412 ff.; *Oxy.*, XII, 1405 (3. Jhd.); 1417 (frühes 4. Jhd.); *P.S.I.*, IV, 292 (3. Jhd. n. C.); *Oxy.*, XIV, 1642 (33 f.) (289 n. C.). Unser Papyrus reiht sich als weiterer Beleg dieses mehr als eigenartigen Verfahrens an. Der Text ist übrigens, wie die Herausgeber, S. 246, mit Recht konstatieren, nichts weniger als klar und bleibt es auch bei unserer

Kritik der Allgemeingeltung eines Dekrets beachtliche Schlusswendung, die auf die vielleicht doch allzu sichere Behauptung des Gaius, die gesetzsgleiche Geltung eines Dekrets sei nie bezweifelt worden¹, ein schiefes Licht wirft. Es heisst da im Protokolle: τὸ ἐφ' ἑνὸς κριθε[ν] ἐπὶ πάντων ἰσχυρὸν λαμβά[.]? Ich möchte das als rhetorische Frage fassen und λαμβά[ν]η ergänzen². Dazu passte auch die folgende kurze Bemerkung des Protokolls: ἐπὶ ἀπεικταίαν φωνήν ὁ πρύτανις ἔρχεται, wenn diese Schilderung von der kläglichen Stimme des Prytanen³ eben auf diese Wendung geht, die dann nicht mehr dem Philippos zuzuweisen wäre. Für uns ist es übrigens hier nicht von Bedeutung, ob man dem Rhetor oder dem Prytanen von Arsinoe die klagende Frage in den Mund legt: Soll denn wirklich die in einem Prozess ergangene Entscheidung Geltung für alle anderen Fälle auch haben? Aber mit solch weinerlicher Frage wäre wohl auch schon *de iure* die Position preisgegeben und nur mit einem *appeal ad misericordiam* (S. 246) geschlossen. Die Bedenken gegen die Fortgeltung des Dekrets werden nur noch in einem Rückzugsgefechte vom Rhetor Serenus wiederholt, an den sich der Statthalter nochmals wendet, zumal dieser früher jede

hier gegebenen Bezugnahme auf die ἔκτασις denn es scheint die *cessio bonorum* dem παρακλιχωρηκώς, auf den der Anwalt als Beispiel anspielt, nichts genützt zu haben und er trotzdem die Liturgie haben übernehmen müssen (?).

¹ GAI. 1, 5.

² Vielleicht wäre so eine einfachere Lösung möglich, ohne ἰνα μή zu ergänzen (S. 246¹). Der Sprecher sagt dubitativ mit tränenerstickter Stimme; „Soll denn wirklich jene Entscheidung des Severus allgemeine Geltung haben?“ WILHELM ergänzte λαμβά[ν]η, was die Herausgeber S. 247 wohl annehmen.

³ Dass den Passus nicht mehr der Rhetor Philippos spricht, scheint nach der Bemerkung über die brechende Stimme des Prytanen sicher zu sein, ob aber auch ein Teil der vorhergehenden Ausführungen diesem zuzuweisen ist, ist fraglich. Möglich wäre es, dass schon Z. 90 in der verlorenen Partie Rednerwechsel verzeichnet war. Jedenfalls aber gehört die ganze Ausführung von Z. 86-98 der Senatspartei zu. Der Prytane war wohl der Apollonides, den der Präfekt Z. 104 anredet. Zu diesem Apollonides vgl. Herausgeber S. 227.

Antwort schuldig geblieben (Z. 85). Jetzt fragt Sabinus in präziser Weise : τί λέγεις πρὸς τὸν Σεουήρου νόμον καὶ πρὸς τὰς κρίσεις (Z. 99 f.). „ Was sagst du also zum (zitierten) Gesetz des Severus (zum Dekret) und zu den (konform erflossenen) Entscheidungen? “ Und jetzt erwidert Serenus, der sich inzwischen ermannt hat : „ Ja, ich werde zum Gesetz des Severus Folgendes sagen : Severus hat das Gesetz aushängen (publizieren) lassen¹, als die Städte in Aegypten noch wohlhabend waren. “ Damit greift der Rhetor auf die eben früher vorgebrachte Verteidigung der Vertretung der Städter zurück, dass ein Gesetz billigerweise nicht mehr Anwendung finden könne, wenn die wirtschaftlichen Voraussetzungen, unter denen es erlassen worden ist, nicht mehr zuträfen. Es ist interessant, hier einem Einwand zu begegnen, auf den man in moderner Sprechweise das Wort vom „ Primat der Wirtschaft “ anwenden möchte. Die Wirtschaftslage ist nach Ansicht der Ratsvertreter massgebend für die Frage, ob ein Gesetz noch Anwendung finden kann oder nicht. In der Juristensprache würde man von der Einwendung einer *clausula rebus sic stantibus* sprechen, oder des auch von der Pandektendoktrin in dieser Allgemeinheit verworfenen Satzes : *cessante ratione legis cessat lex ipsa*². Es fällt wiederum auf, dass der Präfekt den Einwand des

¹ Erst mit der Publikation (προῤῥησιον) kann die allgemeine Gesetzesgeltung des Dekretes überhaupt in Frage kommen. Das Dekret wurde auf kaiserlichen Befehl also von amtswegen publiziert, um ihm eben hierdurch die allgemeine Gesetzesgeltung zu verschaffen.

² Vgl. etwa REGELSBERGER, *Pandekten*, 110 : „ Keineswegs tritt aber ein Rechtssatz um deswillen ausser Geltung, weil die Umstände sich geändert haben, welche seinerzeit die Bestimmung notwendig oder rätlich erscheinen liessen. Der vom Gesetzgeber beabsichtigte praktische Erfolg ist weder für das Giltigwerden noch für das Giltigbleiben des Gesetzes eine Voraussetzung. Darum falsch der Satz *cessante ratione legis cessat lex ipsa*. “ Andere Rechts- und Wirtschaftstheorien stehen allerdings nicht auf so konservativem Standpunkte. Für die antike Rhetorik verweist zur Beschränkung der Geltungsdauer von Rechtssätzen JOLOWICZ, *a.a.O.*, 10, n. 5. 6, auf Cic., *De Inv.*, 1, 33, 56; 38, 68 und ARIST., *Rhet.*, 1, 15, 11.

Severus nicht rundweg ablehnt, sondern auf ihn eingeht und ihn damit widerlegt, dass die Verschlechterung der Wirtschaftslage ja Stadt und Dorf gleich getroffen habe¹. Nochmals erwidert der Anwalt und weist auf das nach jenem Gesetze des Severus eingetretene üble wirtschaftliche Novum hin, dessen Beseitigung und damit den Wiederaufbau der früheren guten Wirtschaftslage man vom Kaiser Decius, wie er politisch klug hinzufügt, erwarten dürfe². Damit schliesst diese Verhandlung³, die sich im Wesentlichen, wie gesagt, um die Rechtsfrage der Geltung des in einem zurückliegenden Falle erflossenen kaiserlichen Dekrets, das durch Publikation Gesetz geworden war, trotz nicht bestittener Aenderung der Wirtschaftslage drehte.

Der Statthalter Aurelius Appius Sabinus zieht sich wieder zur Beratung μετὰ τῶν ἐν τῷ συμβουλείῳ zurück und verkündet, an den Prytanen Apollonides gewendet, mit Rücksicht auf das verlesene Dekret des Kaiser Severus über die Befreiung der Bauern von den Liturgien, dass dieses

¹ Z. 101 f.: ὁ τῆς εὐπορίας [λό]γος ἢ τῆ[ς] ἀπὸ τῆς εὐπορίας μεταβολῆς ἴσος ἔστιν καὶ ταῖς κώμας καὶ ταῖς πόλειςιν.

² Z. 102 f.: (Serenus) ἀπεκρ[ό]ν[ατο]· μετὰ Σεουήρον γέγονεν τὸ καινὸν τοῦτο ἀπότακτον, ὃ ἡ Σεία τόχῃ Δεκίου τοῦ Σεβαστοῦ ἐπανορθώσεται. Man könnte an die Einführung einer neuen Liturgie denken, um derentwillen der Streit ausbrach. Die Dörfler hätten sich dann auf das allgemein sprechende Dekret, das sie von städtischen Liturgien befreite, berufen, während die Bule jenes Befreiungsdekret nur auf die damals schon geltenden Liturgien bezogen wissen wollte, also zu dem καινὸν τοῦτο ἀπότακτον auch die Dörfler heranziehen wollte. Vgl. die Note der Herausgeber S. 246.

³ Oder genauer dieser für uns so interessant gewordene Teil der Verhandlung. Diese selbst findet nach dem Bericht der nur halb erhaltenen Kolumne V ihre Fortsetzung und endet mit einer Vertagung auf drei Tage. Z. 124 sagt der Präfekt als Verhandlungsleiter λέλυται, „die Verhandlung ist geschlossen“. Ueber den Inhalt dieses Schlussteils der Verhandlung Vermutungen zu äussern ist hier kein Anlass. Die Herausgeber nehmen vor τῶ[ν] ὑπαρχόντων in Z. 110 am Ende von Z. 109 „doubtless some part of ἐξίστασθαι“ an. Das trifft gewiss zu, auch der Schluss passt zu einer im Zuge befindlichen *cessio bonorum*. Vgl. oben zu ἐξιστασις.

Dekret auch im vorliegenden Fall Anwendung finde¹. Jetzt ist jede Beziehung auf die wirtschaftliche Seite ganz beiseite gelassen und die Entscheidung ist nur mehr rein juristisch motiviert. Die Entscheidung bringt nun in der Urteilsbegründung, die der Präfekt voranstellt, eine auf den ersten Blick verblüffende Sentenz (Z. 104 f.): ἡ τῶν νόμων ἐσχρῶς προσιόντος τοῦ χρόνου μᾶλλον αὐξῆται. Also es bleibt nicht nur das alte Recht unverändert in Geltung (κομηταὶς μένει τὰ ἐκ παλαιοῦ νενομοθετημένα) trotz der geänderten Wirtschaftslage, sondern „die Kraft der Gesetze wird durch Zeitablauf nur verstärkt“. Für diese hyperkonservative These, die in solcher Allgemeinheit wohl nicht nur bei radikalen Fortschrittlern und Freirechtlern auf Widerspruch stossen, sondern auch sonst wenig Zustimmung finden dürfte, kann eine Deutung vielleicht in der damit gegebenen historischen Erinnerung an das sich mit den Jahren verstärkende Ansehen des *edictum tralaticium* zu sehen sein², wenn wir nicht etwa nur eine brüske Antwort auf die Anzweiflung der Fortdauer der Geltung des Dekrets des Kaisers Severus annehmen wollen.

Damit möchte ich für diesmal von einem Papyrus Abschied nehmen, der wie nicht viele andere Anlass auch zu juristischen theoretisierenden Beobachtungen und Betrachtungen bietet. Dass ich diese den hochverdienten Bearbeitern selbst unterbreiten darf, und dass es ein Text aus

¹ Z. 104-108. Das ἀνεγνώσθη θεοῦ Σεουήρου νόμοθεσία τοῦς γεωργίας ἐξαιρουμένη τῶν κατὰ πόλιν λειτουργιῶν ist nicht protokollarische Mitteilung über eine neuerliche Verlesung des Gesetzes, sondern Teil des Statthalter-spruchs und zwar der Urteilentscheidungsgründe. Die den Dörflern von alters gewährte Befreiung bleibe; 107 mit Ergänzung WILHELMS (S. 247): ... Κομηταὶς μένει τὰ ἐκ παλαιοῦ νενομοθετημένα νόμοις ...

² Diese plausible Deutung verdanke ich einem nach dem Vortrage geführten freundlichen Gespräche mit meinem verehrten Kollegen SEYDERS. Trifft sie zu, so läge eine wertvolle späte Würdigung des längst kodifizierten Ediktrechtes vor. Ich hatte früher an mögliche Anknüpfung des Spruchs an griechische Rechts- oder Staatsphilosophie — freilich vergeblich — gedacht oder einfach an den Erfahrungssatz, dass Gesetze sich mit der Zeit bewähren können.

dem British Museum ist, den Mr. SKEAT und Mrs. WEGENER uns so rasch und schön vermittelt haben, ist mir an dieser Stelle auszusprechen eine besondere Freude.

Von unmittelbar gegenwärtiger Papyruspublikation lenkt sich in Oxford, wo die für die internationale Papyrologengemeinde unvergesslichen grossen Gelehrten GRENFELL und HUNT gewirkt haben, der Blick von selbst in dem von uns behandelten Zusammenhange zurück zu einem zu grössten Ansehen gekommenen anderen Papyrus, den in glücklicher Jugendzeit der Papyrologie und der beiden Editoren, diese aus den Schätzen von Oxyrhynchos herausgegeben haben, zur *Petition of Dionysia, Oxy.*, II, 237 (186 n. C.). Die Eingabe der Tochter des Chairemon an den Präfekten Pomponius Faustianus ist ja eine der auch über den Kreis der juristischen Papyrologen hinaus meist bekannte Papyrusurkunde. Ich brauche hier nur an die grosse Literatur zu erinnern, die namentlich seit den ersten ganz sensationell wirkenden Ausführungen von L. MITTEIS zur *βιβλιοθήκη ἐγκτήσεων* und namentlich zum Edikt des Präfekten M. Mettius Rufus, das uns *Oxy.*, II, 237, VIII, 31-36, überliefert, geschrieben worden ist¹. Nur mit einem Worte sei des grossen Denkprozesses Erwähnung getan, der der geradezu klassischen Formulierung des Mettius Rufus über das Eintragungs- und das daraus folgende Vertrauensprinzip vorangehen musste. Wie immer man rechtsdogmatisch die Sache ausdeuten will, den grossen Gedanken in dieser Form ausgesprochen zu haben, ist neue, ist formulierte Jurisprudenz, sei es des Mettius Rufus oder schon eines seiner Vorgänger, oder wie sonst so oft, wenn ein Magistrat spricht, von bescheiden im Hintergrunde bleibenden Juristen des Konsiliums. Da heisst es: *κελεύω... πάντας τοὺς κτήτορας ἐντὸς μηνῶν εἰς ἀπογράφασθαι τὴν ἰδίαν κτήσιν εἰς τὴν πῶν ἐγκτήσεων*

¹ Frühere Literaturangaben bei MITTEIS, *Grundzüge*, 90; neuere bei KRELLER, *Aegyptus*, 13 (1933), 261; GIRARD-SENN, *Textes* (1937), 177 s.

βιβλιοθήκην καὶ τοὺς δανειστὰς ἅς ἂν ἔγωσι ὑποθήκας καὶ τοὺς ἄλλους ὅσα ἂν ἔγωσι δίκαια, τὴν δὲ ἀπογραφὴν ποιεῖσθωσαν ἀηλοῦντες πόθην ἕκαστος τῶν ὑπαρχόντων καταβέβηκεν εἰς αὐτοὺς ἡ κτήσε|ις. παρατιθέτωσαν δὲ καὶ αἱ γυναῖκες ταῖς ὑποτάξεσι τῶν ἀνδρῶν ἂν κατὰ τινα ἐπιχώριον νόμον κρατεῖται τὰ ὑπάρχοντα, ὁμοίως δὲ καὶ τὰ τέκνα ταῖς τῶν γονέων οἷς ἡ μὲν χρῆσ|εις διὰ δημοσίων τετήρηται χρηματισμῶν, ἡ δὲ κτήσις μετὰ τὸν θάνατον τοῖς τέκνοις κεκράτηται, ἵνα οἱ συναλλάσσοντες μὴ κατ' ἄγχιον ἐνεδρεύονται (l. - ωνται).

Man muss dieses ganze Edikt im Zusammenhang auf sich wirken lassen, und man wird den Geist guter römischer Jurisprudenz verspüren. Hans KRELLER ist in der Aegyptus-Festgabe für Wilcken „Spuren römischer Jurisprudenz in Aegypten“¹ nachgegangen und hat da die im zweiten Teil des Edikts (παρατιθέτωσαν κτλ.) angeordneten Verfügungsbeschränkungen zu Gunsten der Kinder des κτήτωρ dogmengeschichtlich untersucht². Er kann dem Verfasser des Edikts das Lob aussprechen, das Edikt bringe mit den Mitteln der frühklassischen Theorie den Gedanken der Eintragung einer Verfügungsbeschränkung zutreffend zum Ausdruck³. Dieses Lob klingt um so heller, als der römische Jurist sich in fremdes, hellenistisches Rechtsdenken hineinversenken musste⁴. Auf die feinen rechtsdogmatischen und rechtshistorischen Ausführungen des Verfassers darf nur zustimmend eindringlich verwiesen sein. Sie sind ein trefflicher Beitrag zur Geschichte römischrechtlichen Denkens.

Das Gleiche gilt von KRELLERS Behandlung des Anspruchs des Präfekten Subatianus Aquila über die Verjährung unter Heranziehung kaiserlicher Reskripte in *P. Strassb.*, I, 22, 17-24 (207 n. C.), wo KRELLER in den Reskripten gar „typisch hochklassische Jurisprudenz“ feststellen kann⁵.

¹ *Aeg.*, 13, 260-274.

² *A.a.O.*, 262-267.

³ *A.a.O.*, 267.

⁴ *A.a.O.*, 262.

⁵ *A.a.O.*, 268-274.

Aber ich möchte hier aus der *Petition of Dionysia* nochmals den Versuch des Vaters Chairemon, die Ehe seiner Tochter zu trennen, nachdem er im güterrechtlichen Teile des Rechtsstreites den Kürzeren gezogen hatte, einer kurzen Würdigung unterziehen. Auch dieses familienrechtlich höchst bedeutsame Problem, das Recht des Vaters, die Ehe der Tochter durch Rückforderung derselben auch wider ihren und ihres Mannes willen zu lösen, ist an Hand dieses Papyrus wiederholt behandelt worden¹. Es ist hier nicht der Ort, auf den Umfang der Anwendbarkeit dieses väterlichen Rechtes einzugehen. Dass es bestand, ist trotz der erregten Gegenausführungen der Tochter gegen die Behauptung des Vaters, dass das ägyptische Recht ihm die Befugnis einräume, τὴν θυγατέρα ἀχ[ου]σαν ἀποσπᾶν (VII, 5)², wohl sicher, und ergibt sich, wenigstens für gewisse Eheverhältnisse auch aus des unrichtigen, weil gewiss zu viel behauptenden Erklärung der Dionysia (VII, 12 f.): οὐδεὶς γὰρ νόμος ἀκούσας γυναῖκας ἀπ' ἀνδρῶν ἀποσπᾶν ἐφείησιν, woran sie selbst anschliessen muss, εἰ δὲ καὶ ἔστιν τις, ἀλλ' οὐ πρὸς τὰς ἐξ ἐγγράφων γάμων γεγενημένας καὶ ἐγγράφως γεγαμημένας (Pap. γεγενημένας). Dass ein derartiges Recht etwas Unerhörtes sei, durfte jedenfalls einem Kenner des römischen Rechts der *patria potestas* gegenüber nicht behauptet werden. Aber der Grund, warum wir dieses Rechtsproblem hier streifen, ist nicht der seiner schon damaligen Kritik als eines unmenschlichen Gesetzes (τῆ τοῦ νόμου ἀπανθρώπια: VII, 34 f.) sondern der seiner schon damals erfolgreichen Kritik und des interessanten Parallelismus zur Entwicklung im römischen Reichsrecht. Hier in der Provinz bildet sich

¹ MOMMSEN, *Berliner Festgabe für Dernburg* (1900), 183 ff.; *Jurist. Schr.*, II, 144 ff., 148 f.; MITTELS, *Arch. Pap.*, 1 (1901), 343 ff., *Grundzüge*, 208; LEVY, *Der Hergang der römischen Ehescheidung* (1925), 108 f.; ARANGIO-RUIZ, *Personae e famiglia nel diritto dei papiri* (1930), 76 f., 81 f.

² Vgl. VI, 18: ἀπάγουσι αὐτὴν ἄκουσαν ἐκ τῆς τοῦ ἀνδρός οἰκίας: gemeint ist nicht bloss faktisches gewaltsames Wegholen der Frau, sondern Wegholen mit dem Zweck der Ehelösung. LEVY, a. a. O., 109.

vor unseren Augen ein neues, dem Bestand der Ehe gegen väterliche Einwirkungen günstiges Recht, das, noch nicht gesetzlich niedergelegt, doch schon in der Praxis der römischen Gerichte geübt wird, ein *derogierender usus forensis*. Drei Präjudizien ¹ vermag Dionysia für ihre Behauptung anzuführen *περὶ τοῦ τὰς ἤδη τελείας γυναῖκας γενομένης ἑαυτῶν εἶναι κυρίας, εἴτε βούλονται παρὰ τοῖς ἀνδράσιν μένειν εἴτε μή, καὶ ὑπόκεισθαι πατράσιν οὐ μόνον, ἀλλ' ὅτι κτλ.* (VII, 15 f.). Das erste Präjudiz (VII, 19-29) ist einer Verhandlung vor dem Präfekten Flavius Titianus im 12. Jahr des Kaisers Hadrian (128 n. C.) entnommen. Danach hatte der Schwiegervater des Petenten es unternommen *ἄκουσαν τὴν θυγατέρα ἀπεσπακέναι* jedoch *νοσησάσης* δε ἐκείνης ὑπολοίπης τὸν ἐπιστράτηγον Βάσσον μεταπαθῶς ἀναστραφ[έν]τα, also aus Mitgefühl, *aequitas*, nicht nach strengen Recht, *ἀποφαίνεται* (l. wohl *ἀποφαίνεσθαι* p. 170 n. 23), *ὅτι οὐ δεῖ αὐτὸν* (den Schwiegersohn) *κωλύεσθαι εἰ συνοικεῖν ἀλλήλοις θελοῖεν*. Auch im Folgenden, wo der Appellationsprozess vor dem Präfekten geschildert ist, wird wesentlich auf die *aequitas* hingewiesen, *αἰτεῖσθαι οὖν ἐὰν δοκῇ μὴ ἀποζευχθῆναι γυναικὸς οἰκείως πρὸς αὐτὸν ἐγούσης*. Und wenn auch im weiteren Verlaufe ein Redner zur juristischen Behauptung Anlass nimmt, *ἐὰν ἀπερίλυτος ἦν ὁ γάμος, τὸν πατέρα μήτε τῆς προικὸς μήτε τῆς παιδὸς τῆς ἐκδοδομένης ἐξουσίαν ἔχειν*, so begnügt sich Titianus doch mit dem salomonischen Sprache: *διαφέρει παρὰ τὴν βούληται εἶναι ἡ γεγαμημένη*. Das strenge Recht scheint offenbar auf Seiten des Vaters, nicht der Tochter gestanden zu haben, aber es war bereits ins Wanken geraten. Wir sehen, was ein neuernder Spruch für Bedeutung haben kann, wir sehen *werdendes richterliches Recht* ². Dabei mag allerdings die

¹ Besonders deutlich bei LEVY, 108 f. auseinandergesetzt.

² Nicht nur die oberen, sondern wohl auch untere Beamte waren nicht ohne, zuweilen aber mit guter Rechtskenntnis ausgestattet. Natürlich gab es unerquickliche Ausnahmen. Vgl. WENGER, *Prätor und Formel* (Sitz. Ber. Bayr. Akad., 1926, 3, S. 42). Ueber gelehrte Einzelrichter des *ordo iudiciorum*, vgl. COLLINET, *Le rôle des juges dans la formation du droit romain* (Extrait de la revue classique *Capitolium*, Istanbul,

Tatsache fördernd und die Gesetzesübertretung durch den Richter erleichternd mitgewirkt haben, dass es ägyptisches Recht war, welches Tatianus so — zögernd und durchaus „unjuristisch“ — ausser Kraft setzt. Es ist da beachtenswert, dass eine präjudiziell wirkende und wohl auch zu wirken bestimmte gerichtliche Entscheidung gewählt wird, um vorsichtig neues Recht zu schaffen. Denn schon das zweitangeführte Präjudiz bedient sich der Entscheidung des Tatianus. Es ist ein Prozess aus dem 18. Jahr des Hadrian, also 6 Jahre später (134 n. C.), der vor dem Epistrategen Paconius Felix spielt (VII, 29-38). Wieder heisst es im Plaidoyer des Rechtsanwaltes ¹ des Schwiegersohnes, vom Vater ἀποσπάσαι βουλόμενον τ[ῆ]ν θυγατέρα αὐτοῦ συνοικοῦσαν τῷ ἀντιδίκῳ. Wieder wird das ägyptische Gesetz verlesen, das dem Vater Recht gibt, aber wieder trägt das Ehepaar den Sieg gegen den Buchstaben des Gesetzes davon. Die Rhetoren können nun schon darauf verweisen, Τειτιανὸν τὸν ἡγεμονεύσαντα ὁμοίας ὑποθέσεως ἀκούσαντα [ἐξ] Αἰγυπτιακῶν προσώπων μὴ ἠκολούθησεν αὐτῷ τοῦ νόμου ἀπανθροπίᾳ ἀλλὰ τ[ῆ] ἐπινοίᾳ τῆς παιδός, εἰ βούλεται παρὰ τ[ῷ] ἀνδρὶ μένειν. Paconius lässt die Frau durch den Dolmetsch fragen, und da sie antwortet : παρὰ τῷ ἀνδρὶ μένειν, Paconius ἐκέλευσεν ὑπομνηματ[ι]στῆσαι. Das Präjudiz des Titianus hat sich bewährt. Entscheidend ist nicht mehr der Wille des Vaters, sondern der der Tochter. Aber die

1936) und dort die Liste, S. 8-10. Mit Grund stellt COLLINET die Entscheidung im Reskript des Septimius Severus (*Dig.*, I, 3, 38) in diesen Zusammenhang : *Nam imperator noster Severus rescripsit in ambiguitatibus quae ex legibus proficiscuntur consuetudinem aut rerum perpetuo similiter iudicatarum vim legis optinere debere.* Vgl. auch das zum *P. Lond. Inv.* 2565 oben Bemerkte, als die Ratsvertreter auf Nominationen κατὰ τὸ ἔθος verwiesen. Ein solches ἔθος wäre übrigens nur bei *ambiguitas legis* überhaupt in Frage gekommen, die im besprochenen Falle ja eben nicht vorlag.

¹ Wenn dieser Ἰσιδωρος ῥήτωρ (Z. 31) mit dem Ἰσιδωρος νεώτερος ῥήτωρ, der im vorhergehenden Fall den Schwiegersohn vertreten hat, identisch ist, so haben wir wohl einen Spezialisten für derartige Eheprozesse vor uns.

in der Unterentscheidung des Epistrategen Bassus zu Tage getretene *aequitas*, der dieser *misericordia ductus* nachgegeben hatte, und die vorsichtige Entscheidung des Tatianus ist jetzt schon in kräftigerer Weise ausgedrückt und mit entschieden ausgesprochener Kritik des unmenschlichen Gesetzes der Aegypter begründet. Der dritte Präzedenzfall (VII, 39-43) hatte sich gar schon unter Domitian (87 n. C.) zugetragen. Er scheint allerdings weniger klar und bedeutungsvoll. In einem Prozesse vor dem Juridicus Umbrius erklärt der Vater Sabinus: τούτω τῷ ἀνδρὶ οὐθὲν [προσ]ήχ[ει] συνίναί, aber der Juridicus erwidert: γειρόν ἐστὶ ἀνδρὸς ἀψαι[ρεῖσθαι], wonach also eine Trennung der Frau vom Manne das grössere Uebel wäre.

Diese Texte sind nicht nur an sich, sondern auch — wie schon erwähnt — von grossem rechtsvergleichendem Interesse. Denn die parallele Entwicklung in einer Stärkung der Ehe gegenüber dem älteren stärkeren Rechte der römischen *patria potestas* findet sich auch bei der Ehe ohne *manus*, bei der die Frau im bisherigen Gewaltverhältnis zu ihrem Vater verblieben ist¹. Nur wird hier die allmähliche Beiseiteschiebung und schliessliche Beseitigung des väterlichen Rechts der Lösung der Ehe der Tochter erst der Zeit des Antoninus Pius und Marc Aurel zugeschrieben². Ja noch ULPIAN spricht recht zögernd *Dig. 3, 30, 1, 5*: *Si quis filiam suam, quae*

¹ Vgl. GIRARD-SENN, *Manuel du droit romain* * (1929), 150, 177, 181 f.

² S. die Quellen *Paul. 5, 6, 15*; *2, 19, 2* und *Cod. Iust. 5, 17, 5* bei GIRARD-SENN, 177. Die Ansicht SOLAZZIS, *Bull. Istit. Diritto Romano*, 34 (1925), 1-28, dass dem Vater wohl nach den Reskripten seit Antoninus Pius das Recht entzogen worden sei, gegen den Willen der Tochter mit dem *interdictum de liberis ducendis* gegen den Ehemann vorzugehen und so die faktische Gemeinschaft aufzuheben, dass er aber nichtsdestoweniger in der ganzen klassischen Zeit rechtlich das Eheband zerschneiden, also die fortgesetzte Gemeinschaft in einen Konkubinat habe verwandeln können — diese Meinung hat keinen Beifall gefunden. Vgl. besonders LEVY, *a.a.O.*, 145 ff., der schon vorher (S. 17) darauf verwiesen hat, dass im technisch gebrauchten *abducere* eben die Auflösung gelegen war. Vgl. auch LEVY's Hinweis auf das sprachlich und sachlich gleichwertige ἀπάγω und ἀποστῆν in *Oxy. 237*. LEVY, 17, Anm. 6 und 7.

mihi nupta sit, velit abducere vel exhiberi sibi desideret, an adversus interdictum exceptio danda sit, si forte pater concordans matrimonium, forte et liberis subnixum, velit dissolvere? et certo iure utimur, ne bene concordantia matrimonia iure patriae potestatis turbentur, quod tamen sic erit adhibendum, ut patri persuadeatur, ne acerbe patriam potestatem exerceat. Die Stelle ist freilich mit starkem Interpolationenverdacht¹ belastet. Aber weist nicht gerade die zögernde Unsicherheit, die im Schlusssatz das *certo iure* wieder durch Empfehlung der Einleitung eines Güteverfahrens² abzuschwächen unternimmt, auf echte Vorgänge, wie sie uns die Papyri gezeigt haben?³ Dass endlich der Schutz gegen das väterliche Trennungsrecht nur dem *concordans matrimonium* zuteil wurde, zeigen römische Quellen und Papyri gleichermaßen.

Alles in allem können wie uns dem Eindruck nicht entziehen, als ob die römische Rechtsprechung über ein dem römischen Reichsrecht konformes Volksrecht und über die allmähliche Beseitigung dieses Volksrechtes ein Vorgang zur nachfolgenden analogen Entwicklung des Reichsrechtes selbst gewesen wäre. Was für dieses durch kaiserliche Reskripte und Jurisprudenz kaiserlicher Hofjuristen erreicht wurde, das wurde schon vorweg in der Praxis hoher und niederer Gerichte in einer Provinz erprobt. So scheint die Provinz als Versuchsboden³ für Rechtsreformen,

¹ S. den *Index Interpolationum*.

² BRASSLOFF, *Sozialpolitische Motive in der römischen Rechtsentwicklung* (1933) scheint allerdings auch gerade im Güteverfahren, auf das hier Bezug genommen ist, mit ein Indiz der Interpolation des Schlusses des Fragments zu sehen. Gegen Interpolation des Schlusssatzes vgl. schon die Echtheitsvermutung bei WENGER, *Hausgewalt und Staatsgewalt im röm. Altertum* in *Miscellanea Francesco Ehrle*, II (Roma, 1924), 35.

³ Der Gedanke, eine Provinz als Versuchsboden für eine Rechtsreform zu verwenden, wäre an sich gar nichts Absonderliches. In anderer Anwendung, zu ganz anderer Zeit und an ganz anderem Ort begegnet er etwa z.B. in der Rechtsgeschichte der alten österreichischen

die, wenn bewährt, reichsrechtlich übernommen, „rezipiert“ werden konnten. Und, um gleich noch eine Hypothese zu dem gleichfalls in der *Petition of Dionysia* (VIII, 7-18) zitierten Edikte des Präfekten Valerius Eudaimon (138 n. C.) in diesem Zusammenhange zu nennen, die Paul COLLINET auf unserem letzten Kongresse mit aller gebotenen Vorsicht vorgetragen und seither ¹ publiziert hat, auch die *exceptio non numeratae pecuniae* könnte auf provinziellem Boden erwachsen sein.

Ich habe bei den zwei englischer Ausgabe und Erläuterung verdankten Papyri länger verweilt, nicht nur um dem *Genius loci* meine Verehrung zu bezeugen, sondern auch weil diese Texte mir in hervorragendem Masse geeignet schienen, als paradigmatische Belege dafür zu dienen, was auch an rechtstheoretischer Erkenntnis aus einigen solcher scheinbar nur der Erkenntnis der antiken Rechtspraxis dienlichen Urkunden noch gewonnen werden könnte. Neben der schon vordem genannten Kautelarjurisprudenz scheinen mir da eben gerade die Prozesspapyri in besonderem Masse geeignet, Erscheinungen des Werdens neuen Rechts in der Kritik des alten Rechts zu belauschen und neue rechtspolitische Ideen aussprechen, begründen und wohl auch widerlegen zu sehen, wie dies in den beiden besprochenen Texten ja der Fall war. Bei Urteilen und anderen behördlichen Entscheidungen wird für die Frage nach rechtspolitischen Erwägungen des entscheidenden Beamten natürlich grosses Gewicht nicht so sehr auf den für Erkenntnis des positiven Rechts massgebenden Tenor der Entscheidung, als vielmehr auf die *Entscheidungsgründe* des Urteilers zu legen sein. Freilich wird sich da die Ausbeute nicht oft sehr ergiebig gestalten.

Monarchie, als die geplante Kodifikation des allgemeinen bürgerlichen Rechts zuerst im sogenannten Westgalizischen Gesetzbuche 1797 versucht wurde, Jahrzehnte vor dem noch heute geltenden Allgemeinen Bürgerlichen Gesetzbuche von 1811.

¹ *Atti*, 89 ss.

Denn die Praxis legt natürlich das Gewicht auf den Erfolg und hält diesen fest. Dennoch werden wir auch sonst wie in unseren beiden Texten den Gedankengängen der Beamten zu folgen und sie uns zu reproduzieren bemüht sein müssen, auch wenn sie nicht immer ausdrücklich ausgesprochen waren. Und es ist besonders bedauerlich, wenn durch die Tücke der urkundlichen Ueberlieferung¹ da einmal die griechische Uebersetzung einer lateinischen *Subscriptio* des Kaisers Antoninus Pius auf einen an ihn gerichteten *Libellus* gerade da lückenhaft wird, wo der Kaiser auf die Gründe eingeht, die ihn bewogen haben, die in einem früheren Fall ergangene *Subscriptio* mit der von ihr erledigten Eingabe einem späteren Petenten mitteilen zu lassen². Der erste der vom Kaiser angeführten Gründe mutet uns nämlich merkwürdig genug an, wenn er sagt (Z. 15): *κινήσεις οὐ μόνον τῷ τοῦ ἐπιδόντος ὀνόματι*, also scheint ein einbekannter erster Anlass, gerade dieses Reskript, das sich ein Valerius Zoilos erwirkt hatte anzufügen, der bekannte Name des Petenten gewesen zu sein. Ich vermag jetzt nicht gleich festzustellen, ob es sich da etwa um einen aus den Papyri bereits bekannten Fall handle, auch wäre das ja kaum von wesentlicher Bedeutung. Jedenfalls aber wird es sich um eine nicht unbekannte, vielleicht sozial höherstehende Persönlichkeit gehan-

¹ P. Harr., 67, II, 11 ff. (c. 150 n. C. ?) *The Rendel Harris Papyri*, ed. J. Enoch POWELL (Cambridge, 1936). Zum Papyrus WILCKEN, *Arch. Pap.*, 12, 235 und zur *subscriptio* WILCKEN, *Hermes*, 55 (1920), 6 ff.

² Die Lage ist kompliziert. Es handelt sich im Protokoll um einen Vormundschaftsprozess, anscheinend in einer Erbenhaftungsfrage, ohne dass ich wenigstens den Fall einigermaßen sicher rekonstruieren könnte. Aber für unsere Betrachtung ist das auch nicht von Belang; uns interessiert vielmehr, dass von einer Partei ein kaiserliches Reskript in einem anderen Falle beigebracht wurde, das Antoninus Pius an einen Ägypter Usenophis gerichtet hat. Darin sagt der Kaiser, er lasse eine frühere *ὑπογραφή*, die er auf ein *βιβλίδιον* des Valerius Zoilos erlassen habe, anfügen und gibt nun hier die Gründe an, die ihn zu diesem Befehl des *ὑποταγῆναι* veranlassen. Z. 11 ff.: *ὁμοίως ἐρχομένη Ῥωμαϊκῶν κατὰ τὸ δυνατόν· αὐτοκράτωρ Ἀντωνεῖνος Ὀβσεινόφει ... : ἀντίγραφον βιβλίδιου δοθέντος μοι ὑπὸ Ὀβαλερίου Ζωίλου ὁμοίως καὶ τῆς ὑπογραφῆς [μ]οῦ ὑποταγῆναι ἐκέλευσα, κινήσεις u. s. w. (wie oben).*

delt haben, auf deren wohl etwas nicht alltägliche Rechtsangelegenheit Bezug zu nehmen besonders verständlich war, wenn es sich bei Usenophis um einen ähnlichen Rechtsfall handelte. Immerhin bleibt die Angabe dieses Motivs im kaiserlichen Munde nach unseren Begriffen auffallend¹. Dann (Z. 15 ff.) heisst es in der leider nur zu Anfang noch gut erhaltenen kaiserlichen Antwort weiter: ἀλλὰ καὶ πρὸς αὐτὸ τὸ παράδειγμα, εἰ ἀδίκως οὕτως μέλλουσιν ἐνοικοῦντες κακοῦς μ...α[] οὔτινος δ...χρω[] [ἐ]ν² τοῖς πράγμασιν ἢ ἀ[φ]ορμῆν παρέχοντος, das Weitere ist sehr zerstört. POWELL³ bezieht dies wohl, wie ich meine, mit Recht auf missbräuchliche Verwendung von Reskriptspräjudizien, einen Missbrauch, dem der Kaiser im Falle Usenophis durch ausdrücklichen Hinweis auf den Fall Zoilos steuern wollte, der aber sich wiederholte, weshalb im Fall des P. 67 eine Partei oder vielmehr deren Anwalt die Verlesung der Uebersetzung des Reskripts Usenophis eben mit dem darin enthaltenen Reskript Zoilos veranlasste. Nun wüssten wir freilich gern Näheres darüber, wie denn solcher Missbrauch bewerkstelligt wurde, aber da lässt uns die Ueberlieferung eben im Stich. Immerhin zeigt

¹ Claire PRÉAUX bemerkt in ihrem Referat über den Papyrus (*Chron. d'Eg.*, 12, 1937, 272), dazu sogar verallgemeinernd, dass „*toute la faiblesse de la législation par rescrit est révélée dans cet exposé*“. Ein tieferer Grund der Schwierigkeit der Gesetzgebung durch Reskripte liegt eben in der Schwierigkeit der Publikation (eine Arbeit hierzu ist, wie ich weiss, in Vorbereitung). Und diese Schwierigkeit der Kundmachung neuen Rechts wirkt sich auch sonst aus. Freilich gibt es in der Antike und nicht bloss in dieser langvergangenen Zeit auch andere und noch wesentlichere Hemmungen, die der praktischen Durchsetzung einer Rechtsordnung Widerstand entgegensetzen können. Ich brauche nur an die grosszügigen Ausführungen der eben genannten Gelehrten über *Un problème de la politique des Lagides : la faiblesse des édits* (Atti, 183 ff.), zu erinnern, ein Problem das auch in den Rahmen einer vollständigen Erörterung unseres Themas einbezogen werden müsste, das aber gleich anderen Fragen hier eben nur gestreift werden konnte.

² Zu denken wohl an eine Form von ἔχρωμα.

³ Er übersetzt: *but also in view of the precedent, if persons are in this way to occupy premises unlawfully... and if this encouragement is given...*

das Fragment die Besorgnis des Kaisers Antoninus Pius um rechtmässige Verwertung präjudizieller ¹ Reskripte.

Nur noch auf ein wichtiges, ja entscheidendes Prozessproblem möchte ich hier, vorbehaltlich genauerer Ausführungen an anderer Stelle mit wenigen Worten hingewiesen haben, auf das Aufkommen und die Begründung der Vorstellung von der *Rechtskraft des Urteils*. Das Problem ist bekanntlich oft in der rechtshistorischen antiken, germanistischen, mittelalterlichen, moderndogmatischen und rechtsvergleichenden Literatur behandelt und auf seinen rechtsphilosophischen Gehalt hin untersucht worden. Für die Rechtswelt der Papyri hat schon vor Jahren der leider nicht zur Ausführung seiner Studien gekommene Gregor SEMEKA ² auf die Eigenart des ptolemäischen Prozessrechts hingewiesen, wo zwar einmal gefällte Urteile vollstreckt werden konnten, was natürlich als eine Folge der Rechtskraftsidee gedeutet werden muss, andererseits aber dem Fortprozessieren der Parteien, unbekümmert um Sentenzen, kein Hindernis formeller Natur entgegengestanden zu sein scheint. Die beiden jedes privatprozessuale Verfahren be-

¹ Zu *παρῆλαρα* in Z. 16 bringt POWELL weitere Parallelen aus *Oxy.*, 237, IV, 37; VIII 8; VI 29. Auch die Frage der Präjudizien bedürfte neuerlicher quellenkritischer Untersuchung, die mit dem Rechtskraftproblem nicht ausser Berührung bleiben könnte. Vgl. den gleich folgenden Text.

² *Ptolemäisches Prozessrecht* (1913) 4 f. Dort auch schon rechtsvergleichende Hinweise. Auf spätere rechtsvergleichende Literatur, auf dogmatische, historische und philosophische Fragen hier im Rahmen dieses Vortrages auch nur andeutend einzugehen ist nicht möglich. Der Kundige kennt die Weite des Themas. Ich nenne nur von neuemem Schrifttum etwa Gerhart HUSSERL, *Rechtskraft und Rechtsgeltung* (1925); R. NEUNER, *Die dogmatische Bedeutung der materialrechtlichen und der prozessualen Rechtskrafttheorie* (*Ztsch. f. Deut. Zivilproz.*, 54, 1929, 217 ff.). Fürs römische Recht einiges in meinen *Inst. d. röm. Zivilproz.*, § 19, III, 203 ff. und § 30, IV, 299 f.), sowie jetzt in der italien. Neuauflage S. 210 ff. u. 308 f. Vgl. STEINWENTER, *Die Streitbeendigung durch Urteil, Schiedspruch und Vergleich nach griechischem Rechte* (1925), eine vortreffliche Monographie mit Rechtsvergleichung; neuestens GERNET, *Sur la notion du jugement en droit grec* (*Archives d'Histoire du Droit Oriental*, 1, 1937, 111 ff.).

herrschenden einander entgegenstehenden Ideen, der privatrechtlichen Auffassung des Prozesses als einer reinen Parteienangelegenheit und der Zuweisung des Zivilprozess zum öffentlichen Recht, endlich der manigfachen Kompromissgebilde haben auch in den antiken Quellen ihre beachtlichen Spuren hinterlassen. Und auch in den Papyri lesen wir das τῶν νόμων κωλύόντων δις περὶ τοῦ αὐτοῦ κρίνεσθαι in der Klagschrift zweier δημόσιοι γεωργοί an den römischen Präfekten Turranius schon im letzten Jahrzehnt. v. C.¹ Das Beamtenrecht macht sich hier die alte volksrechtliche Regel *bis de eadem re ne sit actio* zueigen. Aber solcher Anlehnung hätte es gar nicht bedurft. Denn schon in einer viel älteren Quelle begegnet der rein publizistisch gehaltene Ausspruch eines Senatsbeschlusses von 150 v. C., Z. 63-67, dass ὅσα κεκριμένα ἐστὶν κατὰ νόμους οὓς Τίτος Κοίγκτιος ὑπάτος ἔδωκεν, ταῦτα καὶ ὡς κεκριμένα ἐστὶν οὕτω δῶκεϊ κύρια εἶναι δεῖν. τοῦτο τε μὴ εὐχερῆς εἶναι, ὅσα κατὰ τοὺς νόμους κεκριμένα ἐστὶν ἄκυρα ποιεῖν. Und in einem Dekret des Prokonsuls von Sardinien von 69 n. C. heisst es klipp und klar: *cum pro utilitate publica rebus iudicatis stare conveniat*².

Wer es einmal, wenn erst noch viele Vorarbeiten getan sein werden, wird unternehmen können, den grossen geistesgeschichtlichen Prozess des juristischen Denkens der Antike zu schildern, und dabei der grossen Vollenderin und alles juristische Denken der Kulturvölker in sich aufnehmenden und verarbeitenden römischen Jurisprudenz abschliessend zu gedenken und ihr die Palme zu reichen, der wird bei seiner Gesamtdarstellung einer *Universalgeschichte*³ des juris-

¹ Lond., II, S. 165, Z. 17 f. Vgl. PETERS, *Z. Sav. St.*, 32 (1912), 288¹. Zur Datierung vgl. KORTENBEUTEL, *Aegyptus*, 13, 248¹, wo aber unser Papyrus nicht zitiert ist.

² Zu Quellen und Literatur, WENGER, *Zivilpr.*, § 19, Anm. 31.

³ Wenn wir aus unserer Detailarbeit immer wieder zu universalen Problemen auch in der rechtsgeschichtlichen Papyrusforschung Ausblick halten, so können wir für jede universalgeschichtliche Betonung, die von anderer allgemeinhistorischer gelehrter Seite kommt, nicht dankbar

tischen Denkprozesses in der Antike der vielen Quellenzeugnisse nie vergessen, die das nationale, das hellenistische, das römische, das byzantinische Aegypten bietet. Der juristischen Papyrusforschung von heute obliegt es aber auch auf diesem Gebiete zu ihrem Teile die nötige Vorarbeit bereit zu stellen.

genug sein. So für den grosszügigen Leitartikel von Walter OTTO, *Zum Problem der Universalgeschichtsforschung in Deutsche Lit. Zeit.*, 1937, 1120-1133 und 1161-1174. Der Rechtshistoriker wird nie Josef KOHLERS vergessen, sowie von Universalrechtsgeschichte als Zukunftsideal die Rede ist. Ihr dient die Rechtsvergleichung, wie denn jede rechtsgeschichtliche Arbeit, will sie vollwertig sein hinwiederum sich rechtsvergleichend umsehen muss. Aus der fast unüberschbar grossen und weit verstreuten internationalen Literatur zum Thema Rechtsgeschichte und Rechtsvergleichung und den vielen seit der Antike begegnenden Lösungsversuchen der damit verbundenen Probleme, nenne ich hier, da ich in grösserem Zusammenhange alsbald mit Beachtung der vielen Erwägungen, die pro und contra sprechen, auf die Frage eingehen zu können hoffe, nur die neueste klare Uebersicht über den Stand der Frage von Ernst RABEL, zumal auch die Stelle, wo diese Studie steht — *25 Jahre Kaiser Wilhelm-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften*, Bd. III, 77 ff.: *Die Fachgebiete des Kaiser Wilhelm-Instituts für ausländisches und internationales Privatrecht* (gegründet 1926) 1900-1935 — wohl den meisten papyrologischen Fachkollegen weitab vom Wege liegt. Da stehen (besonders S. 79-82, 101-103 und sonst) Worte über Rechtsgeschichte, Rechtsvergleichung und Rechtsphilosophie, die wir auch für Forschungen buchen können, wie sie hier angeregt worden sind. Wenn freilich RABEL da (S. 81) von KOHLER's "gigantischem und unerfüllbarem Programm der Universalrechtsgeschichte" spricht, so ist es ja auch da so, wie einmal HILTY sagt, dass nur wenn wir nach Unerreichbaren streben uns Erreichbares zufällt. Voll erreichbar ist uns auf Erden ja kein Ideal! Wenn dann RABEL, S. 98, die sogenannte „Rechtstatsachenforschung“ als „neue und sehr notwendige Beschäftigung der Zivilistik“ hervorhebt und darunter die Prüfung versteht, „ob die im Gesetzbuch vorgesehenen Rechtseinrichtungen benützt werden oder abgestorben sind und welche ausserhalb der Gesetzes entstehen“, so sehen wir auch in dieser modernen Problemstellung dieselbe Aufgabe, der sich der Papyrologe etwa gegenüber sieht, wenn er das Verhältnis des in den Urkunden zutage tretenden Rechts zum Recht des *Corpus Iuris* prüft. — Ueber das wissenschaftliche Bedürfnis eines Vergleiches der Rechtsideen endlich bei WIGMORE, zuletzt *Tulane Law Review*, 6, 49 f.; vgl. auch RABEL, 96. Gerade hier bieten die verschiedenen Zeiten und Lagern angehörigen Papyri gewiss noch viel mehr Unausgeschöpftes als bisher aus diesen Quellen geschöpft worden ist. Denn die wissenschaftlichen Probleme sind in der Rechtsgeschichte und Jurisprudenz vielfach dieselben einst und jetzt. Es geht nur darum sie zu sehen.

Sie wird zunächst die im Wortlaut oder doch in der indirekten Rede des Berichtstatters erhaltenen Rechtsvorschriften, die „Gesetze“, νόμοι, wiederholter Betrachtung daraufhin unterziehen, nicht nur- was ja immer die feste Grundlage bieten muss-, welche positive Rechtsvorschrift da mitgeteilt wird, sondern mehr als bisher auch, welche Rechtsideen, Rechtsvorstellungen sich in diesen positiven Vorschriften widerspiegeln, ob diese Ideen ganz neue sind, die neue Tatsachen des kulturellen oder des wirtschaftlichen Lebens zu meistern und rechtlich zu erfassen streben, ob diese Ideen andere ältere zu fördern oder aber durch neue zu ersetzen bestimmt sind. So werden wir dankbarst jede immer mit Erfolg erneute Arbeit an den Dikaionomata¹, am Gnomon des Idios Logos², an der *Constitutio Antoniniana*, begrüßen, um nur ein paar Beispiele zu nennen. Dabei zeigen uns die Papyri wohl vielfach ägyptisches Sonderrecht, so die Texte der nationalen Epoche, aber schon die vom staatsrechtlichen Standpunkte aus besehen als Sonderrechtsercheinungen eines souveränen Staatswesens zu behandelnden Texte des Ptolemäerreichs können Schlüsse nicht nur auf gemeingriechische Herkunft zulassen, sondern auch unter Umständen als hellenistische Paradigmata des Rechts in anderen Diadochenreichen gedeutet werden, von wo uns keine so glücklichen Funde vorliegen. Kommen aber solche auf — *Dura Europos!* —, dann ist die Möglichkeit gegeben von der Rechtsvergleichung aus zu vorsichtigster Generalisierungsvermutung vorzuschreiten. In der römischen Zeit ist Aegypten ein Teil des Reiches geworden, freilich von Anfang an ein eigenartig abgeschlossener Teil mit stark gewahrtem Zusammenhang mit seiner Rechtsver-

¹ Ich denke zuletzt an W. SCHUBART, *Causa Halensis* (Arch. Pap. 12, 27 ff.).

² *B.G.U.*, V, 1 (1919), hgg. von SCHUBART, viel Literatur, zuletzt, V, 2, Kommentar von UKKUL-GYLLENBAND. Vgl. Claire PRÉAUX, *Chron. d'Ég.* 11 (1936), 188-195.

gangenheit. Aber die römische Jurisprudenz entfaltet auch da kraftvoll ihr Wesen. Nicht nur dass wir Zeugnisse klassischer Jurisprudenz — GAI., *P.S.I.*, 1182 — und kaiserlicher Gesetzgebung — *B.G.U.*, 611, *Gäss.* 40 — den Papyri verdanken, sondern auch in der für Aegypten allein bestimmten Provinzialediktgesetzgebung weht römisch juristisches Denken — das Edikt des Mettius Rufus war uns allen ein Beispiel. An ein Paar weiteren Beispielen ist hier der Versuch gemacht worden, zu zeigen, wie in der Praxis der Rechtsanwendung sich alte und neue Rechtsideen, für die Wirklichkeit des Alltagslebens oder auch nur für besondere Fälle dieses Alltagslebens bewähren. Aus dem Papyrus B Meg. 10591, den Sir Herbert THOMPSON im Bande *A Family Archive from Siut* (1934) veröffentlicht und kommentiert hat, konnte der Jurist E. SEIDL¹ neue wertvolle Ergebnisse für Gerichtsverfassung und Gerichtsverfahren, sowie auch fürs Privatrecht der ptolemäischen Epoche im Verein mit einem Demotiker gewinnen. In vorbildlicher Weise sind da nicht bloss die positivrechtlichen Ergebnisse registriert, sondern auch prinzipielle Fragen, wie die nach der Sondergerichtsbarkeit, nach Prozesseinleitung, Mündlichkeit und Schriftlichkeit des Verfahrens, Beweisaufnahme, Urteil und Vollstreckung nach ihrer prinzipiellen und theoretischen Seite hin beleuchtet. Eine gleiche Methode hat schon der so früh verstorbene SEMEKA verwendet und sie darf den Studien BERNEKERS zur Sondergerichtsbarkeit² nachgerühmt werden. Und ein anderes Beispiel: wieviel rechtspolitisches und rechtstheoretisches Denken muss doch vorangegangen sein, ehe eine Reihe von Strafprozessprotokollen oder auch vielleicht literarischer Verarbeitung solcher Protokolle zu-

¹ Erwin SEIDL und B.H. STRICKER in *Z. Sav. St.*, 57, 272-308. Vgl. das Résumé bei SEIDL, *Studia et Documenta*, 1937, 487 f.

² Erich BERNEKER, *Die Sondergerichtsbarkeit im griechischen Recht Aegyptens* (1935). Sehr gut betont die generellen Ergebnisse und Beobachtungen das Referat von Cl. PRÉAUX, *Chron. d'Eg.* 11 (1936), 181-188.

stande kam, wie sie *B.G.U.*, IV, 1024 bietet¹. Und so liessen sich noch Beispiele über Beispiele aus allen Rechtsgebieten häufen, die uns für die Geschichte des juristischen Denkens im Grossen und im Geringen Proben geben. Der grossen Erkenntnisquellen gibt es allerdings nicht so viele wie der kleinen. Aber vor mehr als einem Menschenalter hat Ulrich WILCKEN uns in den „Ostraka“ gezeigt, was freilich mühevoll ersetzende Kleinarbeit verbunden mit grosszügiger Kombinationsgabe aus kleinen und kleinsten Kritzeleien auf Tonscherben für wissenschaftliche Gesamterkenntnis gewinnen kann. Sein dem Werke vorangesetzter Leitspruch „*ἐκ μέρους γίγνωσκομεν*“ gilt auch für den Rechtshistoriker, und für diesen in ganz besonderem Masse, wenn er über der Fülle der Urkunden den Blick aufs Ganze nicht verlieren soll. Und so darf ich mit diesem Grusse an unseren leider nicht anwesenden Freund und Meister meine Anregungen schliessen.

Leopold WENGER.

¹ Versuch einer Auswertung in meinem Aufsatz *Strafprozesse vor dem römischen Statthalter in Aegypten* im *Gross' Archiv für Kriminalanthropologie*, 16 (1904), 303-323. Der die Protokolle sammelnde Papyruskodex gehört dem 4. Jahrh. n. C. an, auch die erzählten Fälle dürften derselben Zeit angehören (*a.a.O.*, 304²).

The Ptolemies and the Welfare of Their Subjects¹

In respect to the Ptolemaic dynasty and its three hundred years of rule over Egypt two quite divergent judgments are becoming discernible among the papyrologists and the historians who use the information which the papyri supply. One group of scholars, representing the dominant trend of today, maintains that the Egyptian natives were bitterly oppressed during this long period. They assert, correctly, that the Ptolemaic god-king was in theory absolute in his rule and that he had no other interest in the hard-working Egyptian people than to see that they filled the granaries and the banks of the royal *oikos*. The wealth produced by the ill-rewarded labors of the native population, according to this group, was employed solely in the interests of the rulers. The chief object of their ambition was to play an important role in Mediterranean politics. Some of the proponents of this view assert, as if in condemnation, that the Ptolemies as rulers made no provision for the education of the Egyptians; that no legislation was passed in the interests of public health which affected them; and that the oppressed Egyptians seldom even demanded redress against the injustices heaped upon them. Connected

¹ This paper was read before the Fifth International Congress in the absence of the writer by Mr. H. IDRIS BELL, to whom the author takes this opportunity of expressing his thanks. By permission of the editor of the *American Historical Review*, in which the article has appeared in its complete form, with footnote discussions and the necessary documentation, the text alone is reprinted here. For the entire article see the *Am. Hist. Rev.*, XLIII, 1938, pp. 270-287.

with this view is an explanation of the privileged position accorded to the Greeks and other aliens who streamed into the Arsinoite nome in the time of Philadelphus. They became the overseers of the work done by Egyptian manual labor. In the third century only aliens — Greeks for the most part — were enlisted in the land army, which supported the throne. This is all to be accepted. The "Hellenes" formed, it is true, a preferred class with definite advantages which enabled them to exploit the natives in the ultimate interest of the king-god.

A second and smaller group, starting with the same basic material and agreeing in most of the fundamentals, comes nevertheless to a different conclusion regarding the treatment of the Egyptians and the direction and results of Ptolemaic legislation as these may be estimated in terms of well-being of the indigenes. Its judgment is by no means a paean of praise, but it considers more strongly the economic and social factors fixed in the situation when Ptolemy I Soter took over the control of Egypt, first as satrap, later as king. It weighs more judicially the environmental factors concerned and the interplay of external and internal politics upon the social attitude of the state. Thus it arrives at a more balanced and more favorable judgment upon the legislation emanating from the bureaus of Ptolemy I and his successors and the ideas which inspired them as rulers.

The privileged position held by aliens, chiefly Greeks, in the army and the civil service of the early Ptolemies has been regarded as proof of Greek nationalistic sentiments held by the rulers themselves and adopted by their foreign soldiers and the agents of their civil authority. These "Hellenes" it is claimed, regarded themselves as conquerors ruling over a conquered people. The first serious break in this "nationalistic" theory was made by Elias BICKERMANN when he proved that the class privileges established by the Ptolemies were basically economic and determined by ser-

vices rendered to the state in definite callings, such as that of soldier, priest, royal peasant, or the like. Differences in privileged position based upon population classes did exist, but their explanation is not to be sought along the lines of race cleavage and racial hatreds.

We may take the petitions from Ghoran, published by GUÉRAUD, as fairly representative of the type of petty injustices and causes of complaint which would normally arise in any similar village of Egypt at that time. Even a cursory examination of these will show that the theory of national hatreds does not hold. "Hellenes", "Macedonians", and "Persians of the Succession" as often committed assault or robbery or inflicted other forms of injury upon persons of their own class or racial name as they did upon Egyptians. Egyptians by name did all of these things to other Egyptians as well as to men of Greek name. And men who bear Hellenic names frequently appear together with persons of Egyptian name on the same side, as plaintiffs or accused, in cases involving petty complaints. Furthermore it is a notable fact that attacks upon the shrines and temples of the native gods and their inhabitants customarily came from persons of Egyptian name or from Greco-Egyptian half-breeds. The explanation of these events by the theory of racial hatred, especially as evidences of anti-Hellenic feeling on the part of the native Egyptian population, does not meet the test of close scrutiny in the presence of the new information which has been granted us.

There is, as a matter of fact, some evidence which indicates that the dislike, of "strangers" in the villages along the Nile was directed more sharply against newcomers from other nomes of Egypt than against aliens from the outside world. Study of the Zenon papyri of the middle of the third century B.C. suggests as a substitute for the theory of a nationalistic and anti-alien basis for any hatred which existed against the upper classes the explanation of a

natural envy against a dominant class engendered in an underprivileged part of the population. Economic rewards and the social advantages which accompanied these were granted by the government according to the relative ability of its agents to serve the needs of the administration. In the third century B.C. immigrants of Greek training, usually from areas of dominant Hellenic culture, had the requisite training and aptitude, which was "modern" for that time, to meet the needs and purposes of the early Ptolemaic regime. They furnished the men best equipped with the technical knowledge or with the power of business organization which the kings had to have. For that reason they were preferred. They reacted toward the natives, whose work they guided, as any people of superior and expanding culture will always act toward a people whom they direct — with a conscious and obnoxious superiority.

The problem of whether the Ptolemaic legislation, as far as it is known to us, shows a real concern for the welfare of the indigenes is necessarily associated with that of the long series of disturbances and rebellions of the Egyptians which are symptomatic of the internal history of Egypt and recur from time to time, beginning shortly after the battle of Raphia in 217 B.C. and breaking out intermittently throughout the course of the second century B.C. Although we have very little information about them, the explanation generally given is that these struggles were nationalistic—Egyptian in their origin, that is, native revolts against a hated foreign oppressor. It is true that in the revolt of Dionysius-Petosarapis in 165 B.C. latent national longings of the Egyptians seem to have been awakened which had long lain dormant in the traditions of the priesthood of the old religion. Also in isolated prophecies of the Egyptian priests of the second century B.C. ancient Pharaonic hopes for the appearance of a messianic deliverer find a belated reappearance. But these have been explained

as academic revivals among the learned men of the temples rather than as the expression of an active feeling which emanated from and moved the masses of the native population.

The explanation of these revolts as an outcome of a "nationalistic" spirit, however that may be defined for the Egypt ruled by the Lagid dynasty, has had its influence in giving rise to the preconception that the royal decrees issued at that period and the actions of the higher Greek officials show little concern for the welfare of the Egyptian masses. This theory should, in my judgment, be set aside, and Ptolemaic legislation should be reconsidered without this prejudice arising from a doubtful hypothesis as to the causes of the internal disturbances. In the attempt to find other motivating tendencies behind the Ptolemaic decrees and method of rule the problem might best be stated in these terms: To what extent did the dynasty itself and its functionaries identify their own interests with the welfare of the total number of their Egyptian subjects? In view of the small amount of our available data, a comparative method should be followed in the attempt to ascertain the aims of the dynasty as expressed in the decrees and administrative enactments now before us. Comparative studies should bring into contrast Hellenistic legislation in other areas which were then under Greek domination. Especially, similar enactments and institutions in Egypt under the rule of Rome should be carefully investigated. Also, the "institutional" approach must be broadened so as to include all the means of expression by collective action which were available to the Egyptian natives. Especially, the revolts themselves should be approached with the possibility in mind that they too represent a method of reaction against the central government when misgovernment under bad rulers or bad advisers impelled the administration itself toward measures of oppressive exploitation.

Foremost among the old Egyptian institutions which limited the theoretical absolutism of the Ptolemies was the right conceded to the natives by the government of *anachoresis* (the "going up" to the temple) and *ekchoresis* (the "going out", presumably from the nome). The first is connected with right of asylum, which was bestowed by the Ptolemies so liberally, on the whole, upon the temples of the native gods. In the second and first centuries B. C. such grants of asylum were particularly frequent. Important in the consideration of the Ptolemaic ruling attitude is the nonnational, or perhaps supernational, character of this right. There is only one known restriction upon it which can possibly be explained as arising from racial or nationalistic conceptions or from differences in creed.

In the Ptolemaic period the "going up" (*anachoresis*) appears as a group protest against some threatened or actual injustice of administrative officials or private employers. The *ekchoresis* was a walkout of workers from their *idia*, their "own place", into another nome. This, too, is combined with refusal to work. For our purpose the important point is the vital change in the meaning of *anachoresis* which occurred in the first century of Roman rule. In its manifestations in Egypt of the Ptolemies it represents a concerted action of a unified local group. As far as the extant examples of its occurrence indicate the result attained, it was more often than not demonstrably successful in gaining its purpose. Under Rome it became an individualized effort to escape fiscal oppression. No matter how many persons fled from a village the act was an individual counsel of despair. Each man simply left his *idia* without hope or expectation of redress of his grievances and without apparent hope or desire of return. The tax deficiency which resulted from these disappearances was shifted to the shoulders of those more enduring villagers who remained.

Related to the *anachoresis* and *ekchoresis* is another

concession granted chiefly to the agricultural population of Egypt, the purpose of which was to restore to individual royal peasants or to others who were working for the government their freedom of movement and activity at periods crucial to their economic value to the state. This was a release from arrest and assurance of freedom from molestation for a given period, either thirty or sixty days. It was granted in the form of a letter of safe-conduct. From the instances thus far published it must be acknowledged that the purpose of the institution was purely economic and utilitarian, designed and carried out solely in the interest of the revenues of the state. Nevertheless this concession to practicability was as valid and as useful to the peasants and to the state as if it had been motivated solely by the loftiest humanitarianism. Certainly it is to be regarded as an expression of benevolent paternalism guided by common sense rather than as measure of oppressive absolutism.

In the literal sense of providing educational facilities of any sort for the lower class Egyptians, the statement that the Ptolemaic regime gave no heed to the education of the natives is true. The use of this observation, however, as a *criticism* of the regime does not seem to be warranted. For the same thing can be said with equal correctness of educational opportunity, in the sense of school training, in any Greek city-state of the time. Gymnasial training and other educational facilities, if provided by the state at all, were at best limited to an upper social stratum, privileged both economically and socially. Surprising information has appeared within recent years which shows the swift spread of the Greek gymnasia into the villages of Egypt in Ptolemaic times. The list of these village gymnasia has been collected and discussed by Friedrich ZUCKER. This new information compels us to alter our understanding of the opportunities available for the penetration of Greek higher training down-

ward into the lower strata of the Egyptian villagers and of the ways in which this came about. The influences which seeped down to the natives from the gymnasia, existing in their midst as living institutions, must have been constant and insidious. Again the problem is one of private institutions, encouraged by the government but not founded by it. With the information which we have at our command, the depth of the cultural penetration of the gymnasia and the extent to which they succeeded in establishing new habits of thought among the Egyptians would be difficult if not impossible to trace. One superficial indication of the results of the spread of the gymnasia into the life of the Nile valley as the Greek immigration penetrated into the villages is now before us. This lies in the building of public bathhouses and their use by the village populations. Some of these were constructed by the state, with lease of the management of them to private persons under state concession. Others were built and operated by private individuals with their own capital. The well-known and enterprising Carian Greek, Zenon, was not above entering into the bathhouse business, both as lessee of the state properties and as private investor of his own money.

A complete study of the general welfare legislation of the Ptolemies would necessarily include the collection and examination of all material indicative of the attempts of the Ptolemies to conserve the small supply of trees which the Nile valley had and to increase the number both of fruit-bearing trees and of possible producers of lumber. It should be extended to include the few suggestions of building restrictions which have come down to us, with the question constantly in mind, *cui bono*. In general it may be said that no building which, by position or use, fell within the general classification of edifices affecting the public welfare could be originally constructed, repaired, or torn down and re-

built without first obtaining the consent of the local authorities.

In the field of Ptolemaic law a process of syncretism began soon after the first Ptolemy took control of Egypt in 323 B.C. between the legal ideas of the Greek city-states, imported with the Macedonian conquest and the Greek immigration, and the looser and more paternalistic laws of Pharaonic Egypt. Where a compromise was effected between the two systems, it frequently left the more generous Egyptian attitude unimpaired. This process of give and take in legal adaptation between native ideas and those of the alien elements speaks strongly against the customary assumption of a widespread and bitter hatred between the two. For example, the Greek city-state law upon guardianship was adopted in Egypt at an early stage of the Greek occupation, and from the third and second centuries we have specific cases which show that Greeks were legally admitted to guardianship over Egyptian women and willingly accepted by the native women as guardians. The constant reference by the strategus of cases brought before him to settlement out of court by arbitration is a marked feature of the Ptolemaic procedure in the petitions which have come down to us. Before the arbitrating court a part of the Egyptian law might be applied in cases dealing with Greeks, or Egyptians might, and did, accept a decision on the basis of Greek law.

A decree of the middle of the third pre-Christian century found in the Rainer collection and recently published brings new evidence of the welfare attitude of the Ptolemaic rulers, however absolutistic they may have been in theory, however unaltruistic their motives. About the year 262 B.C. it had been officially discovered by the government that a group of its subjects existed in Syria-Phoenicia who, though regarded by the Ptolemaic state from the legal standpoint as free men, were owned and employed as slaves. The

terms of the sovereign decree required that all persons of this category in the Syrian-Phoenician province should be brought before the resident officials and registered. Although there is no direct statement to that effect, it is clearly implied that they were to be restored to freedom, for a later clause of the decree provides that after its passage no subject of this classification of "free persons of the lower classes" in Syria-Phoenicia, with whom the *prostagma* concerns itself, might be bought or sold as slaves. This is welfare legislation dealing with the lowest stratum of a provincial population. The motives behind the passage of the decree are not stated in the document as preserved. They may have been wholly economic and entirely lacking in altruism. The result nevertheless was assuredly wholesome. To a distinct class of the population which was illegally enslaved it restored whatever liberty of movement appertained to free men of that locality and whatever additional satisfactions of the spirit these humble men might derive from the fact of their freedom.

In a recent study of the ideal picture of the Hellenistic king, Wilhelm SCHUBART has brought together and analyzed the qualities and virtues idealistically expected in a monarch of the Hellenistic period, those demanded of his officials, and the reciprocal devotion which the monarch's virtues were thought to evoke in his subjects. The ruler was held responsible for good and just laws. He must be abhorrent of evil doing; be of good intention; ready to forgive and to show this by grants of amnesty; a well-doer; a source of help; savior to all men. One acute observation of Dr. SCHUBART brings a valuable contribution to the problem of the relations between the Ptolemies as rulers and their subjects, whether native Egyptians or what-not. This is that when any of them were attacked or otherwise suffered injustice they called aloud upon the reigning king. The appeal to the king's name was, of course, merely symbolic, in the

sense that the monarchs were not present and could not bear immediate aid. By shouting for help in the king's name the person involved, according to SCHUBART's explanation, had given immediate publicity to the affair, and those who might rally about were by virtue of the appeal to the crown obligated to help the victim in his distress. The Ptolemy who happened to be reigning, whether personally able or personally worthless, had become quite literally the Helper of his subjects (*ὁ βοηθός*). And one sentence of the Rosetta decree now seems to represent something more than mere idealistic wordage. It is the statement that King Ptolemy, the God Epiphanes, had given generously of his own means and remitted or lightened the taxes "in order that the commonalty and all the rest might thrive under his royal sway". The lower classes of Egypt here stand first. "All the rest" of the population follow.

The appeal for justice which regularly appears in the closing sentence of the Ptolemaic petitions for redress was a stock formula of the scribes who framed the documents. As such it has no value as proof of the exercise of the quality of justice on the part of the officials. In like manner the admonitions of the strategi to the officials who conduct these cases, to see that the plaintiff meets with just treatment, are stereotyped. Quite rarely a petitioner refers to some economic or physical handicap under which he labors as a reason requiring special consideration for his case. This is not a standardized formula. The expectation is evident that the decision will take this disability into account, as well as the legal aspects of the case.

Upon the official side, also, this humane and personal approach is attested. A nome governor may be seen meeting for amicable discussion with dissatisfied groups. Again, in the important and interesting instructions of a higher official to a subordinate, which quite recently appeared, we

find the following advice : " On your inspection trips try to cheer up the peasants by word of mouth and by investigation of their complaints against village scribes or co-marchs regarding agricultural matters, and, as far as possible, put an end to such things. " The attitude of the higher official toward the subjects whom he ruled is completely utilitarian and authoritarian. But the entire tone of the long document is free from hackneyed and stereotyped phrases and has a really human and personal touch.

There is a certain attractive honesty and directness in the motives expressed by the Ptolemaic bureaucrats for their actions. They do not refer to abstract justice or appeal to right for right's sake. They frankly advise their subordinates to act in a certain manner because it is advantageous to the state's interests, not, expressly, in the interests of the subjects. This idea was just as frankly and completely accepted by those who were ruled. Lesser bureaucrats, also, are admonished that efficiency and close adherence to instructions are advisable because such qualities will be personally advantageous to those who practise them. If the orders are obeyed, " there will be for you complete safety ", and " you will be deemed worthy of greater things ". The major problem of these documents is that of determining the degree of identification of the interests of the rulers and their functionaries with those of the governed.

With all its banausic emphasis upon profits, destined only for the treasury of the god-king, one has distinctly the impression that the Ptolemaic state in the first century B.C. had reached an equilibrium between the forces of a theoretical absolutism, a growing amount of private ownership of arable land, and popular institutions resistant to too grave oppression. In this gradual attainment of a balance between conflicting forces one feels that the Egyptian people, under a continuation of Ptolemaic rule, might have moved further along the way toward a fairly contented

national life. Intellectually it would probably have remained as undistinguished and have offered as little to the sum of human achievement as the Egyptian countryside, as differentiated from the cosmopolitan city of Alexandria, had previously contributed to Hellenistic culture. But certainly the Ptolemies did not do less than the Roman regime in respect of intellectual ferment engendered in Egypt, and the condition of the native population assuredly deteriorated under Rome.

Proof that the rule of the Ptolemaic dynasty rested upon the consent of its Egyptian subjects may be found in the following considerations : It endured for a century after the Macedonian kingdom had fallen a prey to Rome and equally long after Seleucid rule had lost all its vigor and its actual power had become a shadow. To the Egyptians, Cleopatra VII, the last of her line to rule over Egypt, was a native queen. In the literature of her day and later she was an Egyptian. Her last dramatic effort to build a great and substantial power by alliance with the Roman party of Marcus Antonius was necessarily made with a belief in the faithful adherence of the Egyptians to the cause of the Ptolemaic dynasty. Whatever weight historians may give to other causes in explaining the long duration of Ptolemaic rule, Cleopatra's lustful dream of power would have been entirely vain and foolish had she not been confident of the support of her Egyptian subjects. It was not they who failed her. Apparently the mass of the Egyptian population did not, at any time during the Ptolemaic regime, deeply desire to rid itself of the Ptolemaic dynasty.

A history of Hellenistic and Roman Egypt which is thrown in a flat projection, presenting the situation of the lower classes of the country in the two periods as an unchanging condition of rather hopeless misery, is inadequate to meet the test of the facts as we know them. In comparison with the Ptolemaic attitude of paternal concern and

the loose reins of their control, the rule of Rome, without desire or intent to be so, was tight and rigid. It left little place for any national expression or for that national pride which means so much to peoples. The governmental machinery remained much the same, but the hands which directed the machine and the spirit which infused it had changed.

The question of blame for this change does not arise, but it is incumbent upon the historian to trace the causes, if he can. The first of these I would venture to find at the time of the change of rule to the Roman imperial control and, primarily, in an early decision taken by Augustus Caesar. Under the Ptolemies, after the established requirement had been fulfilled of feeding the national capital, " Alexandria near Egypt ", the surplus of gain collected from the farms of Egypt had been sold in the markets of the Mediterranean. The surplus national wealth from this and other sources had gone into the treasury of a dynasty which soon identified itself with the Egyptian nation. It served the purposes and needs of a highly centralized rule, it is true, but these uses might well be regarded by the natives as national ones. When Augustus took control, their surplus of grain, over and above the needs of Egypt and Alexandria, was shipped to Rome to satisfy the food requirements of a new and voracious capital city, added to the old.

A new king-god, in the person of the Roman emperor, took the place of the Ptolemaic sovereign, but he was an absent ruler and a distant god. Seldom, under Roman control, did the god make " appearances ", *epiphaneiai*, in Egypt. The incident of the visit of Germanicus to Egypt in the winter of 18-19 A.D. is proof enough of the emotions which the presence of a mere cadet in the godly family of the Caesars might still evoke in that country. The land of Egypt which produced its wealth had formerly belonged, at least in theory, to a present god. When the country

passed to Rome, the old royal domain of the Ptolemies went over, even with the same classification, to the god who lived at Rome. A part of the remaining land passed in large holdings into the ownership of absentee landlords of the imperial family, of the senatorial aristocracy, and of the wealthy *equites* of Rome, presently to be absorbed into the holdings of the emperors. The absentee owner has seldom in history distinguished himself as a gracious or considerate landlord, be he man or god.

When this fundamental change occurred in the habitat of the god who owned and ruled, now remote when once he had been near, the spirit of resilience and resistance which lay in the traditional institutions of old Egypt must have been lost. Rome was distant and detached in its interest. So far as Egypt was concerned its hand was a grasping and a heavy one, deadening in its effects.

William Linn WESTERMANN.

Der hellenistische Mensch im Spiegel griechischer Papyrusbriefe

Die heute fast unübersehbare Fülle griechischer Briefe auf Papyrus hat man von jeher als wichtige Dokumente für die Erforschung der antiken insbesondere hellenistischen Kultur gewertet. Neben zahlreichen Einzelerkenntnissen, die man namentlich für die Erschliessung des antiken Rechtes und die Verwaltung des ptolemeischen und kaiserlichen Aegypten gewann, übte von jeher in erster Linie die Sprache dieser vielgestaltigen Schriftstücke einen eigenen Reiz auf die Forschung aus. Es kann auch kein Zweifel darüber bestehen, dass der Gewinn an neuen sprachlichen Erkenntnissen beträchtlich ist¹ und dass man, seitdem sich die Beurteilungsbasis für den Stil mehr und mehr festigt², den sprachlichen Ausdruck als Spiegel für das Bildungsniveau des betreffenden Verfassers zu werten lernt³. Besinnen wir uns jedoch auf das eigentliche Wesen des privaten, des rein persönlichen Briefes — und nur um solche kann es sich im

¹ Sehr lehrreich ist A.H. SALONIUS, *Zur Sprache der griechischen Papyrusbriefe. I. Die Quellen* (*Societas scient. Fennica. Comment human. Litt.*, II, 3, Helsingfors 1927).

² Eine treffliche Einführung in die Untersuchungen dieser Art gibt Wilhelm SCHUBART, *Bemerkungen zum Stile hellenistischer Königsbriefe* (*A.P.F.* 6, 1920, 324-347).

³ Walter DÖLLSTÄDT, ein Schüler Friedrich ZUCKERS, hat in einer ausgezeichneten Jenenser Dissertation glänzende Proben seines stilistischen Einfühlungsvermögens vorgetragen. Man sollte in diesem Sinne mehr interpretieren, vgl. seine Arbeit: *Griechische Papyrusbriefe in gebildeter Sprache aus den ersten vier Jahrhunderten nach Christus*. Diss., Jena 1934 (Robert Noske).

vorliegenden Fall handeln — der nie für einen dritten bestimmt war, so gewährt uns dieses und jenes Dokument einen selten ungetrübten Einblick in die *ψυχή* des Verfassers. Werden wir nicht geradezu aufgefordert die vom innersten Ich diktierten Aeusserungen des Psychischen besonders stark zu beachten, uns eine Vorstellung von der seelischen Haltung des betreffenden Individuums zu gestalten und seine charakterliche Formung zu begreifen? Dafür hatten schon die antiken Kritiker des Briefstils, die freilich den stilisierten Brief, immerhin den privaten, im Auge hatten, einen offenen Blick; ich erinnere an die Worte des Ps.-DEMETRIUS, der dies mit folgenden Worten¹ ausdrückt: *καὶ ἔστι μὲν καὶ ἐξ ἄλλου λόγου παντός ἰδεῖν τὸ ἦθος τοῦ γράφοντος, ἐξ οὐδενὸς δὲ οὕτως ὡς ἐπιστολῆς.*

Sehen wir von gelegentlichen Bemerkungen in Spezialausgaben griechischer Briefe, unter denen diejenige der christlichen von Giuseppe GHEDINI² einen beachtlichen Rang einnimmt, und dem populär gehaltenen, aber auch heute noch lesenswerten Aufsatz PREISIGKES³ über „Familienbriefe aus alter Zeit“ ab, so gebührt Adolf DEISSMANN das Verdienst, erstmalig auf diese Fragen *in extenso* hingewiesen zu haben⁴. Die gewaltigen Schwierigkeiten, die sich bei der Deutung aller, auch wie gearteten, privaten Mitteilungen einstellen, hat er in zahlreichen Fällen durch eine

¹ Vgl. Ps-DEMETRIUS, *De Eloc.* § 227, und die trefflichen Bemerkungen Ludwig RADERMACHERS in seiner Spezialausgabe zu den betreffenden Stellen, Leipzig 1901, bes. S. 109 zu p. 47, 27 seiner Ausgabe.

² *Lettere cristiane dai papiri greci del III e IV secolo*, Milano 1923. (Supplementi ad *Aegyptus*; Serie divulgazione; sezione greco-romana, n° 3. Pubblicazioni della Università Catt. S. Cuore, sez. filologica, vol. I). Ich benutze die Gelegenheit, auch an dieser Stelle Giuseppe GHEDINI für die liebenswürdige Zusendung seines Buches herzlichst zu danken.

³ Vgl. *Preussische Jahrbücher* 108, 1902, 88-111.

⁴ Ich zitiere sein *Licht vom Osten* nach der 4. völlig neubearbeiteten Auflage, Tübingen 1923. — Die herben Worte, die im Anschluss an des Verfassers uns nicht berührendes Paulus-Buch ein Kritiker allerdings zur ersten Auflage in den *G.G.A.* 173, 1911, 657 f. niedergeschrieben hat, wären besser unterblieben.

äusserst förderliche Approximation der Erklärung im Sinne der Boeckh'schen Hermeneutik¹ mit Glück bezwungen. Es ist gewiss kein Zufall, dass ausgesprochen von theologischer Seite den zur Debatte stehenden Dokumenten vertieftes Interesse entgegengebracht wurde: Der Wunsch, seiner Glaubenshaltung Ausdruck zu verleihen, gestaltet Briefe solchen Charakters an sich gefühlsbetonter. Um so höher ist es anzuschlagen, dass DEISSMANN auch profane Briefe in seinen Betrachtungsbereich einbezog: ihm ging es um den Hintergrund der ψυχῆ des hellenistischen Menschen schlechtweg.

Das angedeutete Thema auch nur annähernd zu erschöpfen ist selbstverständlich im Rahmen eines kurzen Vortrags unmöglich. So kann ich nur einige Linien aufzeigen und etliches herausgreifen, wovon ich Anregungen zu weiterer Vertiefung in das angestrebte Ziel erhoffe. Dabei beschränke ich mich grundsätzlich auf Briefe, die aus nicht-christlichen Kreisen herrühren: ich befasse mich mit ausgesprochenen Heiden und deren ψυχῆ. Ihr ἦθος braucht den Vergleich mit anderen nicht zu scheuen². In wieweit des Gorgias Urteil: οὐδεὶς ἕτερος ἑτέρῳ τὰντὸ ἐννοεῖ zutrifft, mag die Interpretation im einzelnen entscheiden. Dass die soziale

¹ Vgl. August BOECKH, *Encyklopädie und Methodologie der philologischen Wissenschaften*, Herausgeg. von Ernst BRATUSCHECK, Leipzig 1877, bes. S. 86 f. „Wenn also die fremde Individualität nie vollständig verstanden werden kann, so kann die Aufgabe der Hermeneutik nur durch unendliche Approximation d.h. durch allmähliche, Punkt für Punkt vorschreitende, aber nie vollendete Annäherung gelöst werden.“

² Das zeigt schon der bekannte Mnesiergos-Brief, einer der ältesten Stücke, eine Bleitafel aus dem vierten vorchristl. Jahrh. WITKOWSKI, in seiner Appendix S. 135 (*Epistulae privatae Graecae, quae in papyris aetatis Lagidarum servantur*. Ed. II, Lipsiae 1911), und DEISSMANN a.O. 119 f. (mit Reproduktion) geben die nötige Literatur. Die Schlichtheit des Verfassers erhellt aus seiner Bitte um eine möglichst einfache Decke; dass er ein grundverständige Gesinnung besass, zeigen die Worte: τυχὸν ἀποδώσω. Darauf, das „der Briefstil dem einfachen Manne nicht geläufig“ war, macht Wilhelm SCHUBART in seinem schönen Buch *Ein Jahrtausend am Nil, Briefe aus dem Altertum verdeutscht und erklärt*, 2. umgearb. Aufl., Berlin 1923, S. 44, aufmerksam.

Stellung des betreffenden Briefschreibers und die Art, wie er die Feder führt¹, keinesfalls das entscheidende Kriterium bilden, versteht sich bei einer um die Charakterologie bemühten Untersuchung von selbst. Das Echte gibt sich, wie es ist, nicht wie es gewünscht wird.

Meine kurzen Darlegungen gruppieren ich nach drei Gesichtspunkten: Zunächst berühre ich das Verhältnis vom Mann zur Frau, dann dasjenige vom Sohn zu Vater bez. Mutter und Geschwistern, um mit einem Wort über das Verhältnis zwischen nicht Verwandten zu schliessen.

GATTENLIEBE

Ich trage nur ein Beispiel vor, doch ein solches, das in seiner lauterer Herzlichkeit einzig dasteht: ich meine den Brief des Lohnarbeiters *Hilarion an seine Frau Alis* vom 17. Juni 1 v. Chr.² Das bis auf den Tag datierbare Stück, das in einer ausgesprochen unliterarischen Sprache abgefasst ist³, stellt seinem schlichten Verfasser ein beachtliches Zeugnis über seine Auffassung von dem Bunde zwischen Mann und Frau aus. Beide sind seit längerem getrennt, *er* arbeitet — im Gegensatz zu anderen Kameraden, die bereits sämtlich in ihren Heimatort zurückgekehrt sind — noch in Alexandria, *sie* befindet sich in Oxyrhynchos, wo sie ihrer Niederkunft entgegensieht. Vergeblich wartet sie auf eine Nachricht von ihm, vergeblich auch auf Geld, dessen sie im Hinblick auf das bevorstehende Ereignis be-

¹ Auch WITKOWSKI gruppiert in einem „*conspectus epistularum*“ die von ihm bearbeiteten Stücke in seinen Vorbemerkungen (vgl. S. XIII-XV) in solche von a) *homines eruditi*, b) *modice eruditi* und c) *non eruditi*.

² P.O. 744. Der Brief ist oft behandelt worden, ohne dass man seinen ethischen Gehalt und seine Komposition voll erkannt hätte, zuletzt von DEISSMANN S. 134 ff. Nr. 7 (mit Reproduktion).

³ Die Anrede der Gatten als Geschwister, auch wo das Verwandtschaftsverhältnis nicht besteht, entspricht ägyptischer Sitte; vgl. v. WILAMOWITZ, *Griech. Lesebuch* II, 226 zu 14, 24.

sonders dringend bedarf. Da lässt sie sich dem Mann durch eine Bekannte namens Aphrodisias in Erinnerung bringen : μή με ἐπιλάβῃς muss sie ihm ausrichten. Gewiss bildete diese zarte — für die gleich schlichte und schreibungewandte¹ Frau bezeichnende — Mahnung den Anlass zu der nunmehr erfolgten Antwort. Hilarion ersieht aus ihr zu seinem Entsetzen, zu welchen Vermutungen sein geliebtes Weib infolge seines unverzeihlichen Schweigens gekommen ist. So trifft ihn der Vorwurf. Doch rücksichtsvoll, wie er ist, beginnt er nun sein Schreiben nicht etwa mit Gegenvorwürfen, nein, er entzieht vielmehr der geängsteten Gattin allen Argwohn dadurch, dass er an die Spitze seiner kurzen, unbeholfenen Ausführungen den Gedanken stellt : es hat seine Richtigkeit, dass *ich* noch hier bin in Alexandria. Ohne dies im einzelnen zu begründen, folgt seine Gegenmahnung : μή ἀγωνᾶς, die das Ganze thematisch beherrscht; das Schreiben schliesst ja mit den Worten : ἐρωτῶ σε οὖν, ἵνα μὴ ἀγωνιάσῃς. Sein zweiter Gedanke gilt dem zu erwartenden Kind, dem sie alle Pflege angedeihen lassen möchte. Das Unterhaltsgeld soll ihr zugehen sobald er es von seinem Brotherren empfangen hat². Erst an dritter Stelle berührt er die ihm durch Aphro-

¹ Darüber vgl. man die betreffenden Bemerkungen bei LIETZMANN, *Griechische Papyri ausgewählt und erklärt*, Bonn 1910², S. 7, Nr. 5 (Kleine Texte, Nr. 14) und bes. WITKOWSKI, dessen solide Erklärungen fast ausschliesslich dem Sprachlichen gewidmet sind, S. 131 ff., Nr. 72.

² Die Bemerkung, dass Alis das Kindchen, falls es ein Mädchen sein sollte, aussetzen möge, ist für uns belanglos, so unsympathisch wir Modernen davon auch berührt werden. Hier hat — wie auch SCHUBART, S. 66 zu Nr. 46 richtig bemerkt, — die antike Anschauung zu entscheiden. So war es ein methodischer Fehler DEISSMANN'S, diese Briefstelle zur Grundlage eines Vergleichs mit Christi Anschauungen zu nehmen, ja er musste daraufhin an dem eigentlichen Gehalt des Schriftstückes vorbeisehen, was seine Schlussbetrachtung des Ganzen, die er mit folgenden Worten einleitet : „In jedem Falle also zeigt der Brief ein trübes Kulturbild aus dem Zeitalter der Geburt des grossen Kinderfreundes, eine Szene, die in ihrer nackten Widerlichkeit die Schicksale einer Proletarienfamilie widerspiegelt“ usw., deutlich vor Augen führt. Ein- von WILAMOWITZ, *G.G.A.* 166, 1904, 661, empfundener Widerspruch in der Gefühlswelt des Hilarion — er vergleicht den liebevollen Gruss

disias übermittelte Mahnung. Mit einem fast überlegen klingenden „Wie könnt ich Dein vergessen?“, das in seiner Sprache πῶς δύναμαι σε ἐπιλάθειν lautet, zerstreut er jeden Zweifel seiner Alis, um deren seelisches Gleichgewicht er betont besorgt ist.

Mag unserem schlichten Lohnarbeiter auch das fehlen, was wir Schulbildung nennen, an Bildung des Herzens gebricht es ihm wahrhaftig nicht, wie ebenso wenig seiner heiss geliebten Frau. So zeugt der Brief von einem schlichten Paar, dessen gegenseitige Hochschätzung alle Achtung verdient.

VERHÄLTNIS ZU ELTERN UND GESCHWISTERN

Ich bediene mich gewissermassen, als Folie für die hier zur Erörterung stehende Betrachtung, des Briefes¹ eines

an die eingangs erwähnte Ἀπολλωνίαν, in der er ein Töchterchen Hilarions erblickt, mit der Aeusserung, das jetzt eventuell ankommende Mädchen auszusetzen — entfällt, da die erwähnte kein Mädchen (auch W. SCHUBART übersetzt „dem Apollinaris“) vielmehr ein uns nicht näher bekannter Mann ist. Die hybride Form hat bei unserem Verfasser nichts auf sich; zudem ist die Stellung dieses Namens hinter der Herrin Berüs der v. Wilamowitz'schen Auffassung nicht günstig. Nicht befriedigend ist das schon oft erörterte πολλά πολλῶν (Z. 9) in dem Satze: ἐὰν πολλά πολλῶν τέκνης, ἐὰν ἦν ἄρσενον, ἄρεος, ἐὰν ἦν θήλεια ἔχθαλε geklärt. Mir scheint, man hat zu wenig die Stelle berücksichtigt, an der es steht. Die voraufgehende Bitte Hilarions, Alis möchte das Kindchen versorgen, und seine Zusicherung, dass sie baldmöglichst das ὄψώνιον erhalte, umgrenzen jene πολλά πολλῶν-Formel dahin, dass sie etwas ausdrücken muss, das im Zusammenhang mit der wirtschaftlich schwierigen Lage des Paares steht. Dann kommt aber nur eine Bedeutung in Frage, die etwa unserem „des Guten zuviel“ oder „mehr als erwünscht“, entspricht. Auch HARNACK, *Theol. Literaturzeitung*, 29, 1904, 457 erwägt „Mehrgelbheit“. Die von PFISTER, *B.Ph.W.* 33, 1913, 926 f. vorgetragenen Parallelen passen keinesfalls für die vulgäre Koine unseres Schreibers, der z.B. jegliche Verbindungspartikel, auch die gegensätzliche, unterdrückt und von eigentlichem Stil keine Ahnung hat. Dass Hilarion das Geheiss ἔχθαλε nur schweren Herzens erteilt hat, ist mir sicher.

¹ P.O., 119. Der Brief ist vielfach besprochen worden, zuletzt von DEISSMANN S. 168 ff. Nr. 19 (mit Reproduktion), wo 168, 1, weitere Literatur. Das in der Bodleiana befindliche Stück ist dort in geschmackvoller Form als Postkarte erhältlich.

unfertigen Jugendlichen, dessen Original in unserem Kongressort aufbewahrt wird. Der Reiz des Stückes, das in die Wende vom 2. zum 3. Jh. nach Chr. fällt, beruht weniger in dem Ton, in dem es der Verfasser wagt, seinem Vater schriftlich gegenüberzutreten, als in der köstlichen Unverfälschtheit, in der es auf uns gekommen ist, und in der Psychologie des gesamten Zusammenhanges.

Theon ist ein Ausbunt von Eigenwilligkeit, mit dem die Mutter nicht fertig wird, da ihm der Vater jeden Willen lässt; offenbar ist er das Nesthäkchen ¹ und wird deshalb so masslos verwöhnt. Da hat der Vater eine Geschäftsreise von Oxyrhynchos nach Alexandria zu unternehmen, kann aber natürlich nicht diesen Spross als Begleiter brauchen. Um sich nun mühelos des kleinen Theon — der Sohn heisst wie der Vater — zu entledigen, hat sich der Vater Theon — pädagogisch grundverkehrt — heimlich ² an einem 7. Januar entfernt und, um das Mass seines erzieherischen Ungeschickes vollzumachen, dem Bengel als Beruhigungspille etwas Süßes zukommen lassen ³. Da der Vater nach 6 Tagen

¹ Ich nehme mit DEISSMANN an, dass Archelaos sein Bruder ist. Dieser ist wohl älter und gesetzter; vgl. auch die nächste Anm.

² Dies lehren die Worte im Briefe Z. 12 f.: πεπλάνηκαν ἡμῶς (= ἡμᾶς) ἐκε[ῖ] τῆ ἡμέρᾳ ὅτι ἐπλευσε; (statt ὅτε ἐπλευσα). Da sich der Briefschreiber sonst stets im Singular bezeichnet, muss hier ἡμῶς auf einen wirklichen Plural, d.h. Theon und seinen Bruder gehen. Dieser, Archelaos, muss also Zeuge gewesen sein, als man sein Brüderchen gelegentlich einer Frage nach dem Vater, der bereits fort war, mit Ausflüchten zu beruhigen versuchte. Uebrigens halte ich ἐκεῖτῃ ἡμέρᾳ für ἐκεῖνῃ τῇ ἡμέρᾳ bei Klein-Theon für durchaus möglich; lebt er doch, wie von WILAMOWITZ so hübsch sagt „mit Sprache und Orthographie in blutigem Zwiste“, vgl. G.G.A. 160, 1898, 686.

³ Ich halte es für sicher, μεγάλᾳ in Z. 12 zum folgenden ἀράκια ziehen zu müssen, wie es z.B. PREISIGKE, *Preuss. Jbb.* 108, 1902, 110 und SCHUBART a.O. S. 95 (Nr. 68), in ihren Uebertragungen tun; anders DEISSMANN S. 170, 7 u. 8, wo durch einen unglücklichen Hinweis auf den verlorenen Sohn eine falsche Interpretation zustande kommt. δῶρα in Z. 11 ist prädikativ; auch ist es selbstverständlich, dass der Vater nur durch ein imponierendes Geschenk etwas zu erreichen glaubt, nicht durch die „Schötchen“ der kleinen Leute. Aber selbst seine stattlichen Leckerbissen haben nicht gezogen.

noch immer nicht zurück ist¹, schickt ihm der Lausbub, der inzwischen die Situation klar erfasst hat, ein Geschreibsel, das man geradezu einen Drohbrief nennen möchte, in dem er ihn vor die Alternative stellt: Entweder lässt Du mich schleunigst nachkommen oder ich mach meinem Leben ein Ende, vgl. Z. 1: ἄμ μὴ πέμψῃς, οὐ μὴ φάγω, οὐ μὴ πείνω. Mit einem „unwiderrufflich!“ ταῦτα, wie er prägnant im Sinne eines δεδόχθω ταῦτα schreibt, schliesst er. Recht klug ist dieser frühreife Schlingel: er versteht eine Bemerkung seiner verzweifelten Mutter gegenüber seinem vermutlichen Bruder Archelaos: ἀναστατοῖ με, ἄρρον αὐτόν d.h. „er bringt mich um, fort mit ihm“ im Brief an den Vater als schmackhaftes Lockmittel zu zitieren, um seinen Willen dennoch durchzusetzen. Hoffentlich ist es Vater Theon, der sich dies Schreiben als Kuriosum aufgehoben und mit nach Haus genommen hat², in der Folgezeit gelungen, dieses „Theonchen“, wie sich der hoffnungsvolle³ Spross als Θεωνῆς auf der Rückseite des Schreibens selbst bezeichnet, zu bändigen. Wenn nicht, nimmt ihn das rauhe Leben selbst in seine Schule, wie den Verfasser des Briefes, den wir jetzt betrachten werden.

*Antonis Longos*⁴, wie er sich mit seinem Kosenamen

¹ Dass der Vater den Sohn bis zur ersten Station mitgenommen habe, so SCHUBART a.O., vermag ich dem Schriftstück nicht zu entnehmen. Die Differenz der 6 Tage ergibt sich aus der im Brief angeführten und unter diesen gesetzten Datierung.

² So vermutet zweifellos richtig VON WILAMOWITZ a.O. Die Erwägung PREISIGKES a.O. 111, dass der Brief vielleicht nie abgeschickt worden ist, klingt mir recht unwahrscheinlich.

³ Warum Deissmann nach dem unverschämte ironischen Anfang: καλῶς ἐποίησας (statt ἐποίησας) einen Punkt setzt, sehe ich nicht ein; das Folgende erläutert ja das „schöne Handeln“.

⁴ Vgl. B.G.U. 846, oft ediert, zuletzt VON DEISSMANN, S. 153 ff., Nr. 14 (mit Reproduktion), wo 153,2 weitere Literatur. Dieses und alle weiteren in diesem Abschnitt behandelten Stücke entstammen dem 2. Jh. nach Chr. Durch DEISSMANN ist das schwierige Dokument sehr gefördert worden. An der recht vulgären Sprache (vgl. bes. LIETZMANN's Notizen, a.O., S. 5, Nr. 2; einiges bei HELBIG, *Auswahl aus griech. Papyri* [Sammlung Göschen], Berlin u. Leipzig 1912, S. 112 ff. zu Nr. XIV), ist noch

nennt, aus Karanis im Fajûm, war in seiner frühen Jugend ein ähnlicher Trotzkopf. Auch mit ihm wurde die Mutter nicht fertig. So verliess er kurzer Hand sein Elternhaus, um seinen eigenen Weg zu gehen. Aber sein Eigenwille zer-schellt an der harten Wirklichkeit. Durch sein lockeres Leben gerät er in Schulden, ja noch mehr, er kommt so herunter, dass er im Aeusseren einem Landstreicher gleicht. Vergessen hat er seine liebe Mutter Neilutis keineswegs, im Gegenteil, er hat sie in sein tägliches Gebet an Serapis eingeschlossen, zumal er mit ihrem Zorn rechnete. Das Edle war in ihm nicht erstorben! Doch der Mutter etwa in dieser Situation gegenüberzutreten, das hatte er nicht fertig gebracht. Das Schlimmste sollte sie besser nie erfahren. Da trifft er mit einem Bekannten zusammen¹ und hört von ihm dass ihn seine Mutter in der Metropole des Arsinoïtischen Gaus² gesucht habe und durch jenen Bekannten über sein erbärmliches Schicksal in allen Einzelheiten aufgeklärt worden sei. Nie hätte er es für möglich gehalten, dass seine Mutter, die er so oft schwer gekränkt, die ihn vielleicht aus dem Haus gewiesen hat, sich auf die Suche nach ihm machen könnte. Und dieses liebe Altchen musste es nun doch erfahren haben, wie weit es mit ihm durch sein gewissenloses Schuldenmachen gekommen sei. Das war zuviel! Er gibt sich einen Ruck, er greift zur Feder und wendet sich an die Helferin, die dem Menschen das Schicksal nur einmal schenkt : die Mutter. Aber wird sie ihn wieder in ihre Arme schliessen, nachdem sie alle Einzelheiten seines Lumpenlebens weiss?³ Er hofft es, er versucht durch ein hartes Selbstbekenntnis sie von der Umkehr zu überzeugen, die sich in ihm vollzogen hat, vgl. bes. Z. 10 ff. : $\pi\rho\rho\rho\rho[\lambda]\omega\sigma\alpha$

manches zu klären; zur schwankenden Namensform vgl. HELBIG a.O. 116 zu XIV, Verso.

¹ Postumos als Name ist recht wahrscheinlich, wenn auch nicht völlig gesichert.

² Also wohl in Arsinoë, wie schon früher vermutet.

μήτηρ, ὁ[ι] ἀλάγητι μοι λοιπόν¹. οἶδα τί [ποτ'] αἵμαυτῷ παρῆσχημαι. παιπαῖδ' ὀδύσθαι καθ' ὃν ὀτ² τρόπον. οἶδα ὅτι ἡμάρτιχα. Dann geiselt er die Taktlosigkeit des Bekannten³, dass er ihr die Einzelheiten seiner erbärmlichen Lage ἀκρίτως erzählt habe und versichert ihr, lieber sonst etwas werden⁴, als wissentlich jemandes Schuldner bleiben zu wollen, selbst wenn es sich nur um einen lumpigen Obelos handle. Wenn auch alles Weitere fast völlig zerstört ist, so dringt das zweifach erhaltene „ich flehe dich an“ ergreifend an unser Ohr. Im Glauben an die allvergebende Mutter hat er sich wiedergefunden.

Ein weiteres Beispiel ergreifender mütterlicher Verehrung liefert uns ein sog. Doppelbrief aus der Feder eines *Sempronios*⁵, dessen erster an seine Mutter Saturnila gerichtet ist, während sich der zweite an einen seiner Brüder, namens Maximos wendet, die sich beide in Philadelpheia befinden, wenn wir aus dem Fundort⁶ diesen Schluss ziehen dürfen, während sich unser Verfasser wohl in Alexandria⁷

¹ Entgegen den bisherigen Interpretationen ziehe ich λοιπόν zum Voraufgehenden „Versöhne Dich nunmehr mit mir!“.

² d. i. δεῖ wie WILCKEN ansprechend vorgeschlagen hat.

³ So mit Deissmann, der auf die Inkonzinnität der Partizipialkonstruktion 155,20 richtig hingewiesen hat; anders PREISIGKE 99, dessen Teilübertragung heute mehrfach überholt ist.

⁴ πηρό; nach SCHUBART bei DEISSMANN 155,23 möglich (gegenüber früherem παύρας) und recht ansprechend als „Krüppel“ von DEISSMANN übersetzt.

⁵ Vgl. BELL, *Some Private Letters of the Roman Period from the London Collection* (Rev. Egypt. 1, fasc. 3/4, 1919, Nr. 2, S. 5 ff.): Zuletzt ediert von DEISSMANN S. 159 ff., Nr. 15/16 (mit Reproduktion). Die beiden Briefe stehen auf einem Blatt, das hinter Zeile 16 zerrissen und in zwei Teilen in das Britische Museum gelangt war; erst Bell nahm die Zusammenfügung wieder vor. Das Lichtbild bei DEISSMANN (S. 159) zeigt durch die Zerreiſung, dass die Schlusszeile des ersten Briefes (= Z. 17) auf dem zweiten, abgerissenen Stück stand, also nicht von Zerschneiden zum Zwecke der Zuteilung an die beiden verschiedenen Empfänger gesprochen werden darf (so SCHUBART Nr. 75, S. 104).

⁶ Sie wurden im Zusammenhang mit der Zenon-Korrespondenz gefunden, vgl. DEISSMANN 160, Anm. zu 159, 1.

⁷ Dies eine recht ansprechende Vermutung BELLS. SCHUBART schliesst auf Kleinasien, wohl wegen des gleichnamigen Schwagers, der von dort

aufhält. Die — vermutlich verwitwete — Mutter Saturnila hat es in doppelter Weise daheim nicht leicht : Maximos, der zweitälteste Sohn, kümmert sich zu wenig um sie. Ausser einer Tochter Helene, die ebenfalls mit einem Sempronios — der zur Zeit in Kappadokien weilt, — verheiratet ist¹, sind noch zwei Söhne Saturnilos und Gemellos vorhanden, die der Mutter das Leben etwas schwer machen. Diese unerfreulichen häuslichen Verhältnisse müssen unserem Sempronios, dem ältesten in Alexandria weilenden Sohne, der seine Mutter auf Händen trägt, zu Ohren gekommen sein. So wendet er sich im ersten Brief an die geliebte Mutter. Er beklagt sich zwar darüber, dass seine zahlreichen Schreiben bislang unbeantwortet geblieben seien, und begründet diese seine Klage damit, dass erstens zahlreiche Leute den Strom abwärts führen² und er andererseits von Schwager Sempronios sogar aus Kappadokien einen Brief erhalten habe. Aber im Vordergrund seiner an die Mutter gerichteten Zeilen steht die Sorge, die er um sie direkt hat, vgl. Z. 8 f. : Ἐρωτηθεῖς (d. i. ἐρωτηθεῖσα) ἡ κυρία μου, ἀνόκως | μοι γράφειν περὶ τῆς σωτηρίας ὑμῶν ἵνα καὶ γὰρ ἀμεριμνότερα διάγω. τοῦτό μοι γὰρ εὐκτε(ι)όν ἐστιν διὰ παντός. Ein selten edles Zeugnis von Anhänglichkeit an eine Mutter! Und wohl das Vornehmste ist es, dass in den an sie gerichteten Zeilen nichts von dem steht, was ihn am meisten bewegt : das ungebührliche Verhalten des Saturnilos und Gemellos. Dies bringt er im zweiten an Bruder Maximos, den zweitältesten Sohn, gerichteten Schreiben unverblümt zum Ausdruck. Mit Entrüstung stellt er zunächst fest, dass man das Zudien-

an unseren Briefverfasser geschrieben hat. Die Worte Z. 7 f. *ποσούτων καταπλευσάντων* befürworten m. E. BELLS Hypothese. — Die Zeilenzahlen beider Briefe werden durchgehends angesetzt.

¹ Dies eine plausible Vermutung DEISSMANN'S, vgl. S. 160, 13, wo wahrscheinlich gemacht wird, dass Schwager Sempronios infolge geschäftlicher Verbindlichkeiten im Auslande Kappadokien (geschrieben übrigens als *Καπποδοκία*) weilt.

² Vgl. oben S. 10, Anm. 7.

stensein einer Mutter gegenüber als eine Bürde empfinde, vgl. Z. 20 : μετέλαβον ὅτι βαρέως δουλεύου|σετε τὴν κυρίαν ἡμῶν μητέραν¹. Und nun setzt er Bruder Maximos gehörig zurecht und erinnert ihn daran, dass er die Pflicht habe, den jüngeren Brüdern gegenüber Vaterstelle zu vertreten und sich gegebenenfalls durch handgreifliche Ohrfeigen die erforderliche Autorität verschaffen müsse, vgl. Z. 22 ff. : εἰ δὲ τεις τῶν ἀδελφῶν ἀντιλέγει αὐτῇ (d.i. der Mutter), σὺ ὀφείλεις αὐτοὺς κολαφίζε[ι]ν. ἤδη γὰρ πατήρ ὀφείλεις καλεῖσθαι. Und doch klingt neben der scharfen Zurechtweisung an den Bruder Maximos zugleich das brüderliche Verbundensein hindurch. Nichts liegt ihm ferner, als auch ihn zu kränken, vgl. Z. 26 f. : ἀλλὰ μὴ βαρέως ἔγε μου τὰ γράμματα νοθε|τουῦν[τ]ί σε. ὀφίλομεν γὰρ σέβασθε τὴν τεκοῦσαν ὡς | θε[όν] μάλιστα τοιαύτην οὔσαν ἀγαθὴν. ταῦτά σοι ἔγραψα, ἀδελφέ, ἐπειστάμενος τὴν γλυκασίαν τῶν | κυρίων γονέων. Aber diese Worte geschwisterlicher Versöhnung werden um ein Vielfältiges überstrahlt durch das Bekenntnis, dass Kinder verpflichtet sind, ihre Mutter, die ihnen das Leben gab, zu verehren *wie einen Gott*. Feinsinnig fügt Sempronios hinzu „besonders, wenn sie so gut ist!“ Er hat es im rauhen, der Heimat fernen, Leben erfahren, dass Eltern doch die besten Freunde, ja der köstlichste Besitz der lebenden Umwelt sind. Wir möchten diese Perle eines seelischen Bekenntnisses unter dem vielen Verlorenen nicht missen.

In eine Welt geschlossener Harmonie führen uns zwei Briefe eines *Apion*², der aus dem Arsinoïtischen Philadel-

¹ Form und Konstruktion sind, wie schon DEISSMANN S. 161, 18 bemerkt, vulgär, aber doch ist unser Schriftstück wesentlich ordentlicher konzipiert als die bisher behandelten.

² Vgl. B.G.U. 423. Der Brief ist oft behandelt worden, zuletzt von DEISSMANN 145 ff. Nr. 12 (mit Reproduktion), weitere Literatur ebd. 146, 1. Ein ausgezeichnetes Faksimile bei SCHUBART, *Papyri Graecae Berolinenses*, tab. 28. Einige wichtige sprachliche Hinweise bei LIETZMANN a.O. S. 4, Nr. 1, und HELBING, *Auswahl aus griechischen Papyri*, 102 ff., Nr. XII.

pheia stammt und zum römischen Flottendienst ¹ ausgehoben ist. Nach stürmischer Fahrt in Misenum glücklich angekommen erhält er aus der kaiserlichen Kasse drei Goldstücke als Viaticum. Stolz auf seine Uniform hat er sich malen lassen und dem Vater durch einen Euktemon sein Bildchen übermittelt ². In ausgezeichnetster Stimmung teilt er seine gewaltigen Eindrücke seinem Vater Epimachos unter herzlichen Grüßen an Verwandte und Bekannte mit, die Mutter ist offenbar verstorben. Uns interessiert besonders, mit welcher rührender Verehrung und Dankbarkeit er dem Vater begegnet, vgl. Z. 11 f. :

ἔρωτῶ σε οὔν, κύριέ μου πατήρ,
 γράψον μοι ἐπιστόλιον πρῶτον
 μὲν περὶ τῆς σωτηρίας σου, δεύ-
 τερον περὶ τῆς τῶν ἀδελφῶν μου,
 15 τρ[ί]τον, ἵνα σου πρυσκυνήσω τὴν
 χεῖραν ³, ὅτι με ἐπαίδευσας καλῶς
 καὶ ἐκ τούτου ἐλπίζω ταχὺ προκό-
 σαι ⁴ τῶν θε[ῶ]ν θελόντων.

Von Vaters und der Geschwister Wohlbefinden will er hören, um nicht zuletzt die lieben Schriftzüge zu küssen, die ihm symbolhaft des väterlichen Erziehers Bild vor Augen stellen, dem er es dankt, was er geworden ist und weiter noch zu werden sich verspricht. Mit berechtigtem Stolz kann sich Vater Epimachos eines solchen Sohnes rühmen.

Am Ende seines Schreibens hatte der Verfasser bereits mitgeteilt, dass er — auf Grund der sog. Latinität) ⁵ — den

¹ Dazu vgl. WILCKEN, *Chrestomathie* I², 565, Nr. 480.

² ἔπεψα hat hier im Gegensatz zu den zahlreichen Praesentien des Briefes den Wert einer vollen Vergangenheit, so auch SCHUBART, *Jahrtausend*, S. 97, Nr. 70, nicht richtig HELBIG S. 105 zu XIII, 21; anders unten S. 17, Anm. 3.

³ Zur Vulgärform χεῖραν vgl. LIETZMANN zu Z. 16.

⁴ D. h. προκόψαι.

⁵ Vgl. dazu die wichtigen Bemerkungen WILCKENS a.O.

römischen Namen *Antoni(o)s*¹ *Maximos* angenommen hatte. Unter diesem Namen besitzen wir aus etwas späterer Zeit von ihm einen Brief an seine Schwester Sabina², der uns die besonders herzlichen Familienbeziehungen verbunden mit einem ausgesprochenen Heimatgefühl nachempfinden lässt. Er hat inzwischen geheiratet. Auphidia, so heisst seine σύμβιος³, hat ihm drei Kinder geschenkt, einen Sohn, den er nach dem selbst angenommenen Namen *Maximos* genannt hat, und der offenbar der jüngste ist — er teilt dessen Geburtstag mit⁴ — und zwei Töchter namens *Elpis* und *Fortu[nata]*. Auch Schwester Sabina hat einen Sohn mit Namen *Maximos*, deren Namengleichheit Zeugnis ablegt von einem deutlichen Familiensinn. In welchem Grade der Bruder an der Schwester hängt, ersehen wir einmal aus der Bemerkung, dass er ihrer im Gebet gedenkt⁵, zum anderen aus der Freude, die er empfunden hat, als ihm sein Landsmann Antoninos Gutes von ihr berichten konnte, und nicht zuletzt aus der Versicherung, dass er keine Gelegenheit ungenutzt lasse, ihr zu schreiben⁶. Es verlangt ihn eben nach einem Brief von ihrer Hand. Aber sein Zartgefühl verbietet ihm, der Schwester gegenüber auch nur den leisesten Vorwurf zu äussern, dass sie etwa zu selten schreibe; die dringend-herzliche Bitte klingt immerhin heraus und dies um so mehr, als der heissgeliebte Vater offenbar nicht mehr unter

¹ In *B.G.U.* 423, 22 steht deutlich die Form Ἀντωνίος, die wir bereits oben antrafen, vgl. S. 8 f., Anm. 4; im vorliegenden Brief hingegen lautet der Name auf der Rückseite Ἀντ[ω]νίου.

² *B.G.U.* 632, zuletzt ediert von DEISSMANN, S. 150 ff. (mit Reproduktion); vgl. die weitere Literatur ebd. 150, 2.

³ Seit Aristot. substantiviert „Lebensgefährtin“; immerhin ist die Wahl des Ausdrucks bezeichnend.

⁴ Der 30. Epeip entspricht dem 23. Juli.

⁵ Vgl. *Z.* 5f. μὴν σου ποιούμενος | παρὰ τοῖς [ἐν]θάδε θεοῖς. Der Ansicht A. v. DOMASZEWSKIS, an Alexandria als Absendeort unseres Briefes zu denken, vgl. DEISSMANN 152, 2, will uns dieser Ausdruck nicht günstig scheinen.

⁶ Vgl. 11 ff.: καὶ γὰρ διὰ πᾶσαν ἀφορμὴν | ο[ὐ]χ (sic) ὀκνῶ σοι γράψαι περὶ | τ[ῆ]ς σωτηρίας μου καὶ τῶν | ἐμῶν.

den Lebenden weilt¹. Alles in allem gewinnen wir den Eindruck von einer Persönlichkeit von ausgeprägtem Verwandtschaftssinn, dessen ethische Haltung hohe Qualitäten verrät. Er ist ein Mensch von wirklicher Kultur.

Im folgenden sollen noch ein paar Beziehungen betrachtet werden, die keinerlei verwandtschaftliche Bande zur Voraussetzung haben.

VEREHRUNG DES LEHRERS

*Philosarapis*², Amtspriester von Antaiupolis³, drückt in einem kurzen aber nicht inhaltlosen Schreiben seine tiefe Verehrung gegenüber dem Gymnasiarchen und einstigen Gaustrategen Apion, der nicht mehr am gleichen Ort weilt, aus. Im Gegensatz zu den bisher betrachteten Stücken weist der vorliegende Brief, der in das 3. Jh. nach Chr. gehört, eine fein abgewogene Sprache und einen sorgfältigen Stil auf⁴. Und doch, trotz aller Konvention bei der geradezu „akademisch“ anmutenden Sphäre, sind die Gefühle echt, ja ist der Ton ergreifend. Apions vornehme Wesensart muss die jungen Leute für ihr ganzes Leben beeindruckt haben. Nur so ist es zu begreifen, dass unser Verfasser versichert, (vgl. Z. 6 f.): *πᾶσα γὰρ ἡ ἡλικία*⁵ *ἐν τοῖς στέροισι σε περιφέρει*, und dies mit der Begründung, vgl. Z. 7 ff: *μεμνημένη τῆς*

¹ Dies vermuteten schon Deissmann und Schubart.

² Vgl. P.O. 1664, ausgezeichnet erklärt von DÖLLSTÄDT, a.O., 12 ff.

³ Der Wechsel in der Rechtschreibung *Ἀντισπολείτου* (18) und *Ἀντισπολείως* (20) erklärt sich nach DÖLLSTÄDT'S einleuchtender Bemerkung auf S. 26 aus dem bereits aus anderen Gründen von den engl. Herausg. angesetzten Wechsel der Hand; zur Geographie vgl. ebd.

⁴ Vgl. das eingehende Gesamturteil DÖLLSTÄDT'S S. 26 f.

⁵ Zu *ἡλικία* „Jungmannschaft“, das wir im neuen Deutschland recht gut verstehen, vgl. die eingehenden Darlegungen bei DÖLLSTÄDT, S. 19, wo auch weitere Literatur. Dass der Brief auf die Tätigkeit des Gymnasiarchen Apion zielt, ist somit nicht zu bezweifeln, und wenn ich diesen Absatz mit „Verehrung des Lehrers“ überschreibe, so will ich damit die allgemein-pädagogische, nicht etwa schulische Seite gymnasiarchischer Betätigung andeuten.

ἀγαθῆς σου προαιρέσεως¹. Und aus dem gleichen erklärt es sich, dass Philosarapis alle etwaigen Wünsche, die sich für den allverehrten Gymnasiarchen an seinen Heimatsort knüpfen, bereitwilligst zu erfüllen in Aussicht stellt, ja die Erfüllung einer solchen Aufgabe als eine besondere Auszeichnung ansieht. So ist der Brief ein beredtes Zeugnis für die kultivierte Haltung der Beamtschaft des recht entlegenen Gaues überhaupt.

WAHRE FREUNDSCHAFT

Wenn das Schicksal einen Menschen durch den frühzeitigen Tod eines seiner Lieben beugt und es sich bei dem Verstorbenen gar um ein Kind handelt, das die Eltern hergeben müssen, verlangen die Betroffenen nicht nach wortreichem Trost; er vermag am wenigsten eine Antwort auf dieses ewige „Warum?“ zu erteilen. So stand es um das Ehepaar Philon und Taonnophris, denen das Schicksal ein Kind abgefordert hatte. Da trifft das Schreiben einer *Eirene*² ein, das — ebenfalls aus dem 2. Jh. nach Chr. stammend — nicht nur wegen seiner äusseren, von der sonst üblichen etwas abweichenden³, Form besonderes Interesse verdient. Wir kennen *Eirene* aus einem Geschäftsbrief an das gleiche Ehepaar⁴; auch dort geht im Präskript der Name der Frau demjenigen des Mannes voran, woraus man mit Recht zu schliessen hat, dass sich *die beiden Frauen* besonders nahe

¹ Zu προαιρέσις „Gesinnung“ vgl. DÖLLSTÄDT S. 20 f.

² Vgl. P.O. 115. Dieser sog. „Kondolenzbrief“, das bis jetzt einzige Stück seiner Art, ist oft behandelt worden, zuletzt von DEISSMANN S. 143 ff., Nr. 11 (mit Reproduktion), der das Ganze leider völlig verkannt hat. Zu der dort 143,2 angeführten Literatur vgl. noch v. WILAMOWITZ, G.G.A. 160, 1898, 683.

³ Darüber vgl. PREISIGKE a.O. 109 f. und WILCKEN, *Chrestomathie*, P, 564 zu Nr. 479. So heisst es am Beginn taktvoll εὐψυχέων statt χαίρων, ebenso am Schluss εὐ πράττετε statt ἔρρωσθε.

⁴ Vgl. P.O., 126; auch von v. WILAMOWITZ im *Griech. Lesebuch* erklärt, vgl. I, 399 und II, 263.

standen¹. Beide hat offenbar das gleiche Los betroffen: auch Eirene musste ihren Didymas² hergeben. Eben diese Schicksalgleichheit ermöglicht es unserer Verfasserin, sich ganz in die Lage der Trauernden zu versetzen. Dass ihre Seele angesichts der Trauerbotschaft im gleichem Rhythmus schwingt, zeigen die schlichten Worte Z. 3 ff. οὕτως ἐλυπήθην καὶ ἔκλαυσα³ ἐπὶ | τῶν εὐμοίρων⁴, ὡς ἐπὶ Διδυμάτος | ἔκλαυσα. Graeco-ägyptischem Brauche⁵ zufolge hat sie dann des weiteren samt ihrem ganzen Hause — die Namen werden einzeln

¹ PREISIGKE *a.O.* 109, zieht diesen Schluss allein aus unserem Brief. Dann ist es aber m. E. nicht nötig, anzunehmen, dass Eirene verwitwet war, da sonst der Mann den Brief geschrieben hätte, so PREISIGKE *a.O.* Dies könnte man eher aus dem Geschäftsbrief schliessen; aber *muss es so sein?*

² PREISIGKE *a.O.* 110 deutet diesen Namen auf den ihres Mannes.

³ Auf ἔκλαυσα (und ἐλυπήθην) als Praeteritum des Briefstils weist bereits DEISSMANN, 143,3 richtig hin; der Fall liegt also anders als der oben S. 13, Anm. 2 von uns berührte.

⁴ Dass man von einem Eigennamen Εὔμοιρος für den GRENPELL-HUNT und v. WILAMOWITZ, *Griech. Lesebuch*, II, 263, eingetreten waren, abzu- sehen hat, haben E.J. GOODSPEED (vgl. *Mélanges Nicole*, S. 180) und Ulrich WILCKEN (vgl. *A.P.F.* 4, 1906, 250) bereits mit Recht aus dem Artikel geschlossen, dessen nachträgliche Eintragung WILCKEN fein erklärt hat. Aber was bedeutet hier ἐπὶ τῶν εὐμοίρων? Trifft HELBIGS Uebersetzung: „ich... weinte über das Kind, dem ein glücklich Los geworden ist“ (vgl. neben S. 117 auch seine Erklärung S. 118) bez. die etwas bessere von DEISSMANN (*a.O.* 143) und SCHUBART (vgl. S. 78, Nr. 57) „über den Seeligen“ das Richtige, sodass man die verschiedene Konstruktion von ἐπὶ, das in unmittelbarer Nähe bald mit dem Dativ, bald mit dem Genetiv verbunden wird, als völlig gleichbedeutend mit dem Hinweis auf den schwindenden Dativ (so v. WILAMOWITZ, *Griech. Lesebuch* II, 263) hinnehmen dürfte? Fassen wir in ἐπὶ τῶν εὐμοίρων das Adjektiv als substantiviertes Neutrum, eine bes. beliebte Erscheinung, die ich für das spätere Griechisch nicht zu belegen brauche, und das zu ihm gehörige ἐπὶ im klassischen Sinne als kausal, das darauf folgende zweite ἐπὶ jedoch als für περί τινος stehend (darüber vgl. SCHMID, *Der Atticismus* IV, 453, Anm. 51, wo aus Philostratos: τὴν ἐφ' ἑμῶν... εὐχαριστησάν ᾗδετε und τὸν ἐφ' ἑαυτῶν ἔπαινον zitiert wird) auf, wobei wir nach dem von DEISSMANN 143, 4, gegebenen Hinweis εὐμοίρος entsprechend dem Brauch auf altchristlichen Inschriften euphemistisch verstehen, so ergibt sich die weit mehr befriedigende Uebersetzung: ich habe auf Grund der Trauerbotschaft ebenso geweint wie über meinen Didymas.

⁵ Dazu vgl. SCHUBART S. 79 zu Nr. 57.

aufgeführt — dem lieben Verblichenen alle nur denkbaren Ehren erwiesen. „ Und doch “ — so bemerkt sie gegen Ende ihrer Zeilen — „ steht der Mensch einem solchen Schicksalsschlag machtlos gegenüber “ (vgl. Z. 9 ff.)¹ „ ἀλλ' ὁμῶς οὐδέν | δύναται τις πρὸς τὰ τοιαῦτα “. Eirene hat es selbst durchgemacht, dass jenes „ solamen miseris socios habuisse malorum “ nur ein schwacher Trost ist und das Rätsel über Leben und Tod ewig ungelöst bleibt. Sie erhebt nicht den Anspruch, mit diesen Zeilen zu trösten. Jedes Zuviel an Worten liegt dem Adel ihrer Seele fern². Mit einem „ versucht Euch denn selbst zu trösten! “ 'παρηγορεῖτε οὖν ἑαυτοὺς' beendet die wahre Freundin des Trauerhauses ihr schlichtes Bekenntnis aufrichtiger Anteilnahme. Eine Frau, die dem Kinde das Leben schenkt, empfindet bei dessen Verlust weit anders als der Mann. Sie erlebt einen anderen Schmerz. Als Eirene die Todesnachricht vom Kinde der Taonnophris und des Philon ereilte, wurde ihr eigenster Kummer von neuem aufgerissen. Ich meine, wir spüren dies an diesen wenigen Zeilen, die es bei ihrer schlichten Grösse verdienen, für immer festgehalten zu werden³, eben weil sie der Feder einer Frau⁴, der einzigen Verfasserin, die ich in diesem Zusammenhang berührte, entstammen.

¹ Die Uebersetzung „ Aber freilich, nichts kann man gegen so etwas machen “ (DEISSMANN, HELBIG) wirkt recht trivial.

² Unbegreiflich die Ansicht DEISSMANN S. 144 „ und so sinnt sie über Sätze nach, die das Blatt füllen... “.

³ Hier einen *Musterrostbrief* der rhetorischen Schule zu zitieren, so DEISSMANN S. 144, ist, wie ein Blick auf jenes Schema lehrt, von A bis Z verfehlt. Man muss unwillkürlich an die bedauerliche Wirkung der Privatkorrespondenz von Ciceros Briefen *Ad Atticum* auf einen DRUMANN und MOMMSEN denken.

⁴ „ Bei DEISSMANN kommt freilich das weibliche Geschlecht sehr schlecht weg, vgl. S. 144 : „ Und dann, unlogisch und echt weiblich, zum Schluss die Bitte : Tröstet Ihr Euch gegenseitig! “ Ich meine, der verehrte Intrepret war selbst reichlich unlogisch, wenn er anschliessend fortfährt „ Wer könnte dieser hilflosen Frau, deren Mitgefühl gewiss echt gewesen ist, seine Sympathie versagen? “.

Mit dieser recht bescheidenen Auswahl will ich schließen. Ich bin mir durchaus bewusst, dass man manches Ähnliche vermisst und anderes völlig anders Geartete als ausser Acht gelassen bezeichnen kann. Aber wo ist die Grenze zu ziehen, wenn es darum geht, Charaktere herauszuheben? Die hier gegebenen Betrachtungen beruhen zweifellos auf Reliefs von Menschen, die so waren, wie sie sich in den Briefen gegeben haben. Von den literarischen Stücken¹ wird man dies in weit selteneren Fällen behaupten dürfen. Die Macht der Rhetorik knebelte das Echte, dass es zumeist der Nachwelt verloren ging. Wollten wir das lateinische Papyrusbriefgut in unsere Betrachtung mit einbeziehen, so wäre der köstliche Brief des Gefreiten Aurelius Archelaus an den Obersten Julius Domitius², der von einzigartiger Einsatzbereitschaft eines Freundes für den Freund Zeugnis ablegt, an erster Stelle zu nennen³. Ein Mensch spricht zu uns in einer Weise, wie sie die Umwelt nur selten zu hören bekommt⁴. Dieses Echte Unverfälschte, dessen eine kulturbiologische Betrachtungsweise, auf die wir heute mehr und mehr zukommen müssen⁵, so dringend bedarf, danken wir zu einem guten Teil der an die auf Aegyptens Boden gehobenen Schätze anknüpfenden Papyrologie.

Franz Zimmermann.

¹ Die Hercherschen *Epistolographi Graeci* singen davon ein trauriges Lied.

² P.O. 32, worüber man bei DEISSMANN 163 f., Nr. 17, Treffliches nachlesen kann.

³ Das Stück ist sprachlich hochinteressant.

⁴ Auf „die schöne und offene Menschlichkeit, die im römischen Heer des 2. Jh. auch im Verkehr eines Untergebenen mit einem Vorgesetzten möglich war“, weist schon DEISSMANN S. 166 hin.

⁵ Für das Teilgebiet der römischen Literatur stellt BICKELS *Lehrbuch*, Heidelberg 1937, geradezu eine Tat dar.

Bericht über eine Inschrift aus Hermopolis Magna
Fortsetzung zu S.B. 4206

I.J. 1896 wurde von P. JOUGUET eine seitdem viel zitierte griechische Inschrift aus Hermopolis Magna publiziert (*B.C.H.*, 20, 177 ff. = S.B. 4206; Abzeichnung bei MILNE, *Greek Inscriptions*, p. 26), die im westl. Teil der antiken Stadt, östl. des Seti-Tempels, vielleicht *in situ*, gefunden worden war. In derselben Gegend, nicht sehr weit von dieser Fundstelle, wurde von der Deutschen Hermopolis-Expedition im Februar 1932 eine offenbar verschleppte griechische Inschrift geborgen. Ich bin unsicher, ob das Fundgebiet der beiden Inschriften noch innerhalb des von der Hermopolis-Expedition festgestellten gewaltigen Temenos des Thothtempels liegt.

Als mir der Leiter der Expedition, mein Freund Günther ROEDER, eine Photographie der neugefundenen Inschrift schickte, sah ich sofort, dass sie in engster Beziehung zu der von JOUGUET gefundenen stehen müsse. Die Bearbeitung, die mir ROEDER übertrug, habe ich nunmehr beendet und sie liegt druckfertig vor¹. Ich berichte über den Nachweis der Zusammengehörigkeit und die hauptsächlichsten Ergebnisse der ausführlichen Behandlung der beiden Inschriften. Mit der von G. LEFEBVRE i.J. 1908 herausgegebenen ebenfalls aus Hermopolis stammenden Inschrift

¹ Nunmehr erschienen: *Doppelinschrift spätptolemäischer Zeit aus der Garnison von Hermopolis Magna*. (Abh. Preuss. Akad. d. Wiss. Jahrg. 1937. Phil.-hist. Kl. Nr. 6.) Berlin, 1938.

(*Bull. Soc. Arch. d'Alexandrie*, Nr. 10 = S.B. 599) haben sie nichts zu tun.

Sie stimmen unter einander in der äusseren Ausstattung überein : beide Kalksteinplatten, die oben durch einen einfach profilierten, mit rohen Akroterien versehenen Giebel abgeschlossen sind. Ein birnenförmiger Gegenstand in der Mitte jedes der beiden Giebelfelder, kann, wenn ein Symbol, für die Interpretation von Wichtigkeit werden, ist aber vorläufig nicht gedeutet.

Die Verschiedenheit der Masse, um dies von vornherein festzustellen, besagt nichts gegen die Zusammengehörigkeit : Stele Jouguet 0 m. 97, Stele Roeder 0 m. 84 breit; die Höhe der ersteren, jetzt 2 m. 43, kann nicht viel mehr betragen haben, da die Schriftfläche offenbar kurz unter der jetzigen horizontalen Bruchlinie endete, die der Stele R., jetzt 1 m. 64, mag etwa 2 m. 104 gewesen sein.

Uebereinstimmung ist ferner vorhanden in der Gesamtanordnung der Beschriftung : unterhalb der Giebelprofilierung nimmt die Weihung auf Stele J. mit 4 Zeilen, auf Stele R. mit 5 Zeilen, die ganze Breite der Schriftfläche ein; auf der ersteren ist freilich die rechte Hälfte und darüber infolge der Zerstörung der Oberfläche des Steins verschwunden, auch die linke Hälfte nur lückenhaft erhalten. Unterhalb der Weihung stehen auf jeder Stele 3 Kolumnen Namen, deren Anfänge auf Stele J. wieder infolge der Zerstörung der Oberfläche des Steins verloren sind. Was vom Wortlaut der Weihung auf Stele J. vorhanden ist, findet sich in dem fast vollständig erhaltenen Wortlaut der Stele R. wieder, und die Ergänzung der ersteren Weihung, deren Zeilenumfang durch die von JOUGUET ergänzte Königstitulatur gesichert ist, kann zu fast völliger Uebereinstimmung mit Stele R. geführt werden. Ausser einigen unerheblichen Differenzen ergeben sich zwei erheblichere, über die noch zu sprechen sein wird. Stele J., wo das genauere Datum verloren ist, wurde ὑπὲρ βασιλείως Πτολεμαίου καὶ βασιλίσσης

K[λεοπάτρας τῆς καὶ Τρυφαίνης θεῶν Φιλοπατό]ρων καὶ Φιλαδέλφων, also in den Jahren zwischen 80 und 69 v. Chr. errichtet, und am 16. Tybi des 3. Jahres desselben Herrscherpaares, also am 25. Januar 78 v. Chr. die Stele R.

Etwas unterhalb des jetzigen Anfangs der mittleren Namenkolumne auf Stele J. steht die Ziffer \bar{B} , und an der Spitze der mittleren und der 3. Namenkolumne auf Stele R. stehen die Ziffern \bar{E} und τ . An jede Ziffer ist ein Verzeichnis angeschlossen, das Namen und Rangbezeichnung des Befehlshabers und der Dienstgrade der durch die Ziffer bezeichneten militärischen Abteilung enthält, und zwar jedesmal in derselben Anzahl und in derselben Reihenfolge: ἡγεμῶν, οὐραγός, σημειοφόρος, 4 πεντηκόνταρχοι (mit einer unerheblichen Ausnahme bei den letzteren, über die wegen Unsicherheit der Lesung schwer zu urteilen ist). Ein solches Verzeichnis steht, mit lückenhafter Erhaltung der Namen, auch an der Spitze der 1. Kolumne der Stele R., wo die Ziffer $\bar{\Delta}$ nicht mehr vorhanden ist, während auf Stele J. mit den Anfängen der 1. und 3. Kolumne die Ziffern \bar{A} und $\bar{\Gamma}$ und die Verzeichnisse der Befehlshaber und Dienstgrade verschwunden sind. Die übrigen Teile aller 6 Kolumnen sind mit den Namen der Mannschaften ausgefüllt.

Die fast vollständig erhaltene Weihung der Stele R. besagt, dass die Dedikanten ξένοι Ἀπολλωνιάται sind, die zusammen mit συμπολιτευόμενοι κτίσται dem Apollon ein Heiligtum mit Umfassungsmauer und Zubehör errichtet haben; leider ist gerade die Epiklese des Gottes im Umfang von 4-5 Buchstaben völlig zerstört. Die Herkunftsangabe in der Weihung wird schlagend dadurch bestätigt, dass in der Inschrift Roeder von der Zahl der dem Namen nach feststellbaren Personen (der Söhne und der Väter) 12,08 % Apollon im Namen tragen, und die bereits durch Momente verschiedener Art bezeugte enge Zusammengehörigkeit der beiden Inschriften wird endgültig dadurch gesichert, dass

die Inschrift Jouguet 14,05 % Apollon-Namen aufweist, und auch sonst eine weitgehende Uebereinstimmung des Namenbestandes mit dem der Inschrift Roeder zeigt, insbesondere noch in einzelnen charakteristischen Namen: Ἀθῶτης, Ἀθῶκωσ(ος), Ἀγγίων, Γενναῖος, Bildungen der Wurzel z b d (geben), Μάλυχος, Μίλυχος, sämtlich semitisch, Λακίτας wahrscheinlich ebenfalls semitisch; ferner Ἀργαῖος, makedonisch, und, ganz singular, Ὠσθις.

Zur bequemen Kontrolle dieser Feststellungen und deswegen, weil die Interpretation des Namenbestandes Grundlage des Verständnisses der Doppelschrift ist, habe ich meiner Bearbeitung eine vollständige Namenkonkordanz angefügt, deren dritte Kolumne den Namenbestand einer später heranzuziehenden Inschrift enthält. Ich darf hier erwähnen, dass ich in einem zweiten und dritten Anhang Beiträge zur griechischen und aussergriechischen und insbesondere zur griechisch-semitischen Namenkunde gegeben habe.

Auch bei weit fortgeschrittener Namenmischung kann ethnische Zugehörigkeit erschlossen werden, wenn *charakteristische* Namen *derselben* ethnischen Gruppe in hinreichender, d.h. den jeweiligen Umständen entsprechend hinreichender Anzahl vorhanden sind; im Zusammenschluss mit solchen Namen gewinnen auch entwertete Namen derselben Gruppe, mindestens bis zu einem gewissen Grad, ihren ethnischen Wert zurück. Mehrere solcher geschlossener ethnischer Gruppen treten neben der weitaus überwiegenden Anzahl griechischer Namen in der Doppelschrift hervor, besonders die semitische Gruppe, die, wenn wir nur die sicher semitischen Namen in Anrechnung bringen, 6,68 % der Gesamtzahl der dem Namen nach feststellbaren Personen beträgt. Das legt zunächst die Möglichkeit nahe, dass diese Semiten den Kern der Dedikanten ausmachen, dass hinter Apollon ein semitischer Gott steht und jedenfalls ein Teil der Inhaber der Apollon-Namen in Wahr-

heit den semitischen Gott im Namen trägt. Ehe wir die Bestätigung bringen, machen wir die wichtige Feststellung, dass die gräko-ägyptische und ägyptische Bevölkerung eine durchaus untergeordnete Rolle spielt. Zwar sind 4,37 % gräko-ägyptische und 2,79 % ägyptische Namen vorhanden, aber Ἀμμώνιος, Σαραπίων, und mit Isis gebildete Namen sind schon vor dem 1. Jh. v. Chr. Allerweltsnamen, die überall in den hellenistischen Ländern vorkommen, und jedenfalls gegenüber der grossen Masse der griechischen und den verschiedenen Gruppen der sonstigen aussergriechischen Namen treten die einheimischen durchaus in den Hintergrund; eine für die Beurteilung der militärischen Truppe als solcher wichtige Tatsache.

Jene angekündigte Bestätigung wird durch *P. Giss. 99*, erbracht, ein Bruchstück einer aus dem 2./3. Jh. n. Chr. stammenden Niederschrift einer vielleicht viel früher gehaltenen Prozessrede. Darin wird eine Kultgemeinschaft angeklagt, die eine der Kultübung der eingeborenen Aegypter ganz entgegengesetzte Weise betätigt hat und noch betätigt und Hymnen γλώττη ξενικῇ singt, womit im hellenistisch-römischen Aegypten natürlich nicht Griechisch gemeint sein kann. Als Beweis will der Vertreter der Anklage die Abschriften zweier Stelen anführen, von denen nur noch die erste im Papyrus erhalten ist. Schon der Hg. P. M. MEYER hatte die nahe Beziehung zum Wortlaut der Weihung der Stele Jouguet erkannt; jetzt ergibt sich im Wesentlichen volle Uebereinstimmung mit der Weihung der Stele Roeder: auf dem Papyrus ist ἐν Ἐρμού πόλ(ει) und Ἀπολλωνι — ohne Epiklese — vollständig erhalten, und die Ergänzung des davorstehenden]αττι zu Ἀπολλωνι]αττι füllt genauestens den verfügbaren Raum. Ueber die Schwierigkeit, die durch die von der Datierung allein erhaltene Jahreszahl ̅̅̅, gegenüber ̅̅̅ auf Stele R., geschaffen wird, und über das Fehlen der Epiklese soll nachher gesprochen werden; andere Abweichungen sind unerheblich.

Die Ἀπολλωνιάται, der Kern der Dedikanten der Doppelinschrift, sind also Semiten, Apollon ist Gleichung eines semitischen Gottes und ein zahlenmässig nicht zu fassender Teil der Inhaber von Apollon-Namen trägt in Wahrheit diesen semitischen Gott im Namen. Ich kann hier nicht die Momente darlegen, die dafür sprechen würden, die Heimat der Dedikanten in dem zum Gebiet von Apameia in Syrien gehörenden Apollonia zu suchen. Wir werden durch entscheidendes Material nach einem andern Gebiet geführt.

Mit der in Memphis gefundenen Inschrift *idumäischer* Dedikanten aus dem 2. Jh. v. Chr. (S.B. 681), die ebenfalls eine besonders grosse Zahl von Apollon-Namen aufweist (bei der ausserordentlich ungleichmässigen Erhaltung der 4 Namenkolumnen möchte ich nicht die Prozentzahl — 14,41 — betonen), ist die Doppelinschrift in Hermopolis ausser durch die Uebereinstimmung in diesem Punkt und sonstige weitgehende Uebereinstimmungen im Namenbestand durch das Vorhandensein von Namen verknüpft, die von dem Namen des idumäischen Gottes Qôš gebildet sind, ferner dadurch, dass in dem Bruchstück der Weihung, das auf der Stele von Memphis oberhalb der Namenkolumnen erhalten ist, Apollon vor Zeus und mindestens noch einem andern Gott steht. Dazu kommt, dass das Ehrendekret der Idumäerkolonie von Memphis O.G. 737, ebenfalls a.d. 2. Jh. v. Chr., angibt, der Beschluss sei ἐν τῷ ἔθνει Ἀπολλωνιάται gefasst. Apollonkult der Idumäer ist ausserdem durch Jos. c. Ap., II, 112, für die civitas Dorensium bezeugt. P.M. MEYER hatte bereits bei der Herausgabe des *P. Giss.* 99, auf diese Zeugnisse für den Apollonkult der Idumäer hingewiesen, hatte es aber dann abgelehnt in den Dedikanten der im Papyrus angeführten Stele Semiten zu sehen. Welcher Gott sich unter Apollon verbirgt, ist nicht zu ermitteln, vielleicht ist es Qôš.

Nach all dem ist die Heimatstadt der Ἀπολλωνιάται im Idumäerland oder dessen Nachbargebieten zu suchen. Wenn

es sich nicht um ein uns unbekanntes Apollonia handelt, so hat Apollonia nördl. von Joppe den wahrscheinlichsten Anspruch. Denn nach der Zerstörung Jerusalems i. J. 586 waren die Edomiter in das entvölkerte Judaea eingedrungen, und könnten sich auch in der Gegend nördl. von Joppe niedergelassen haben; und wenn wir Idumäer von eben dort ums Jahr 80 als Söldner in Aegypten finden, so könnten sie oder ihre Väter ihre Heimat verlassen haben, als die makka-bäische Bewegung Judaea befreite und zur Eroberung Idumaeas fortschritt.

Ich möchte noch kurz auf die Schwierigkeiten eingehen, die ich bisher nur angedeutet habe. Stele R. ist auf den 16. Tybi des 3. Jahres = 25. Januar 78 v. Chr. datiert, die im Papyrus abgeschriebene Weihung fällt ins 2. Jahr. Da auf Stele J. die Datierung nicht erhalten ist, so könnte man vermuten, dass die Abschrift von dieser Stele genommen ist, und dies würde sich noch dadurch stützen lassen, dass die Epiklese des Apollon, die in der Abschrift auf dem Papyrus nicht steht, wahrscheinlich auch auf Stele J. nicht stand, da der dort für die Ergänzung der Z. 3 verfügbare Raum nur ausreicht, wenn man die Epiklese nicht einsetzt. Die geringste Zeitdifferenz zwischen der Errichtung der beiden Stelen wäre: 11.9.79 — 25.1.78, die grösste 12.9.80 — 25.1.78. Die Abteilungen 4-6 hätten dann ihre Stele einige Monate oder über ein Jahr später errichtet. Gewiss nicht unmöglich, aber merkwürdig.

Was die Epiklese betrifft, so kann sie semitisch oder griechisch gewesen sein; ich habe in meiner Bearbeitung die verschiedenartigen Möglichkeiten für beide Fälle in Erwägung gezogen. Man wundert sich, dass gerade im Papyrus die Epiklese nicht steht, die doch ein Beweismoment für die Anklage hätte abgeben können; aber vielleicht war sie eine griechische Epiklese ohne Aufschluss. Und überhaupt gibt die Weihung, auf deren Abschrift im Papyrus sofort die zweite Abschrift folgte, keine Beweise für die

Anlagepunkte her¹. Sie müssen also in der zweiten Abschrift enthalten gewesen sein, und diese muss demnach die Kultordnung, den *ἱερὸς νόμος*, ganz oder teilweise, o. dgl. wiedergegeben haben. So kommt man auf den Gedanken, ob der Ankläger vielleicht statt der zwei Stelen mit den Namenlisten, zwei andere Stelen meint, von denen jedenfalls eine mit der gleichen Weihung versehen war, wie die erhaltenen Inschriften, und jedenfalls eine den *ἱερὸς νόμος* o. dgl. enthielt. Darüber kann keine Zweifel sein, dass der Papyrus sich auf dieselbe Kultgemeinschaft bezieht, die uns in dem erhaltenen Stelen entgegentritt, auch wenn die Abschriften nicht von diesen genommen sind.

Von dem, was die Doppelinschrift für die Truppengliederung lehrt, darf ich Folgendes kurz andeuten: die idumäischen Söldner sind auf verschiedene Abteilungen der Garnison von Hermopolis verteilt, deren jede von einem *ἡγεμῶν* befehligt wird und offenbar als *ἡγεμονία* zu bezeichnen ist — eine Analogie zu den *Ἀχωρίται* in den Reinach-Papyri, die — ich wende mich gegen die Auffassung von Th. REINACH — in verschiedenen *ἡγεμονίαι* stehen. Die *ἡγεμόνες* und die ihnen unterstehenden Dienstgrade sowie ein Teil der Mannschaften haben sich dem Kultverein der Idumäer, die einen ihrer einheimischen Götter — dem Apollon geglichen — nach ihrer heimischen Weise verehren, angeschlossen, und sich als *συμπολιτευόμενοι κτίσται* an der Gründung des Heiligtums beteiligt. An erster Stelle hinter dem *ἡγεμῶν* erscheint jedesmal der *οὐραγός* — damit muss eine ständige Dienststellung, nicht eine zeitweise taktische Verwendung bezeichnet sein. Offenbar befehligt er innerhalb der *ἡγεμονία* eine *ἑ. πεντηχονταρχία*. Wegen der Wichtigkeit der schliessenden Abteilung steht er an Rang über den

¹ Dieser Satz und die folgenden Ausführungen jetzt überholt dank einer Ergänzung von WILCKEN, die ich a.O. 14 (m. Anm. 5) verwerten konnte.

4 andern πεντηκόνταρχοι und auch über dem σημειοφόρος. Demnach wäre die ἡγεμονία eine Abteilung von 250 Mann, die sich als die Hälfte von 500 gut in das Schema : 50, 100, 500, 1000 Mann einfügen würde — also etwa eine „Kompanie“. Sie entspräche zahlenmässig dem σύνταγμα der Taktiker mit $464 = 256$ so gut wie vollkommen, und ich nehme die Vermutung Lesquiers wieder auf, dass das σύνταγμα im Lagidenheer des 2. Jh.s die Bezeichnung ἡγεμονία erhielt.

Friedrich ZUCKER.

A Fourth-Century Latin Juristic Fragment
P. Ryl. III, 474

I must begin by expressing my gratitude to our colleague ROBERTS for his generosity in allowing me to anticipate his publication of these fragments. They will be included in the third volume of *The Rylands Papyri*, which he hopes to issue before the end of this year. Although he has imposed no restrictions, I am unwilling to profit by his kindness further than is needful for my purpose. I hope to stimulate the appetite of my audience without satisfying it. I may add that other fragments of equal importance to jurists will be found in the same volume.

No. 474 consists of two papyrus fragments of a codex written in Latin by a hand which ROBERTS and E.A. LOWE assign to the fourth century. Fr. *a* seems to be from the top of a folio, fr. *b* from the middle of another. Fr. *a* gives us two lines recto and three verso; fr. *b* eight lines recto and seven verso. No line of either fragment is complete.

The text of fr. *b* recto corresponds to the opening passage of ULPIAN's book 26 *Ad Edictum* — L. 1, 1 D. 12, 1 *De rebus creditis* (= LENEL, 755). From the first reading of the papyrus the identification was not so easy as it now appears; I ought therefore to mention that it is due to BUCKLAND. None of the other three pieces has as yet been identified with an extant text. It is thus possible that our codex contained a collection like the *Fragmenta Vaticana*. There is, however, nothing in the three unidentified passages which conflicts with the natural presumption that

they come from the same work, ULPIAN, *Ad Edictum*; they may well be from books 26 and 27. They raise interesting questions, but time obliges me to confine myself to the identified passage, which is as follows: (Ulpianus l. xxvi ad edictum: E re est, priusquam ad verborum interpretationem perveniamus, pauca de significatione ipsius tituli referre. 1 Quoniam igitur multa ad contractus varios pertinentia iura sub hoc titulo praetor inseruit, ideo rerum creditarum titulum praemisit: omnes enim contractus, quos alienam fidem secuti instituimus, complectitur: nam, ut libro primo quaestionum Celsus ait, credendi generalis appellatio est: ideo sub hoc titulo)

*Dig.**Pap.*

praetor et de commoda-
to et de pignore edi-
xit. nam cuicumque
rei adsentiamur a-
lienam fidem secu-
ti mox recepturi qui-
d. ex hoc contractu crede-
re dicimur.

pr(aetor) et [
to et de [
xit nam cu[
rei adsentia[
5 lienam fide[
ti mox re[.]ept[
a ex hoc (contra)ctu[
.]e dicimur [

(rei quoque verbum ut generale praetor elegit).

Line 4. Above *adsentiamur* is a sign referring to a left-marginal gloss, next to ll. 4-5: $\tau\omicron\nu\mu\epsilon\tau\alpha\tau\iota\theta\acute{\epsilon}\mu\epsilon\theta\iota\zeta$.

It will be seen that the fragment confirms a good part of the text of s. 1 of D. 12, 1, 1, word for word except for a variant at the beginning of line 7, to which I will return later. It does not cover the whole *Lex*, but the presumption is strong that our fourth-century codex, when complete, contained also the rest of the passage in its present Digest form. On the other hand, the *Index Interpolationum* shows that every word of the *Lex*, except the quotation

from Celsus and the short final sentence, has been suspected by at least one writer of authority and most words by more than one. The question raised is whether the alleged interpolations can still be maintained, as pre-Justinian, or must simply be abandoned. The present is not a suitable occasion for discussing this question in any detail. To do so would involve weighing the arguments advanced in favour of interpolation, whereas it is not certain that the eminent scholars who have advanced them will still maintain them; they may, as is their right, revise their conclusions in the light of the new evidence.

It may be worth to recall the effect on learned opinion of the only parallel papyrological discovery that I can think of. The publication in 1904 of the Strasbourg fragments of ULPIAN'S *Disputationes* led to a general revision of doctrine as to the interpolation of D. 15, 1, 32 pr. Lenel's judgment (*Sav. Z.*, 25, 1904, 369): "The honour of the disputed passage is vindicated", has been since that date, one may say, universally accepted. (EBRARD'S dissent, *Die Digestenfragmente ad formulam hypothecariam* etc., 1917, p. 40, n. 28, is presumably abandoned, since it is not recorded in the *Index Interpolationum*. Cf. BUCKLAND *Yale Law Journal*, 33, 1924, 354.) But the parallel is not complete, because the Strasbourg fragment also vindicated the honour of the critics, showing, with the help of a brilliant restitution by LENEL, that the *Digest* version was indeed interpolated, only not in the way previously suspected, but by omission. The present discovery allows of no such *locus poenitentiae*, unless one can be found in the variant of line 7, which I do not think it can.

Here I can only state the opinion summarily that the arguments in favour of interpolation in the present case were far from decisive, though some of them were persuasive enough in the previous state of the evidence. My contention is that our papyrus throws on them an increased

burden of proof which is altogether beyond their strength. I believe that this will be the general opinion, but in any case one thing must now be admitted, namely that the passage can no longer be impugned as being characteristically Byzantine. No doubt the fourth century can correctly be called Byzantine (*cf.* BALOGH, *Studi Albertoni*, II, 1935, 153-189), but when one is told that a juristic text breathes the Byzantine spirit, the reference is the characteristics of thought and language proper to Eastern jurisprudence from the sixth century onwards, to the sort of thing we find in the *scholia* of the *Basilica*. So far as D. 12, 1, 1 shows these characteristics, it must now be admitted that they appear much earlier than had been supposed, long before Justinian.

My reason for holding that the hypothesis of interpolation is now disproved is that to keep to it involves an almost impossible theory as to the history of the text of ULPIAN, *Ad Edictum*. It forces us to assume both that a recension of his text was executed before some undetermined date in the fourth century and that this recension was used by Justinian's compilers. Both hypotheses are gratuitous, but that they are necessary, if the interpolation is to be maintained, is shown by NIEDERMAYER's recent thesis (*Atti del Congresso Internazionale di Diritto Romano*, 1933, Roma I, 351-384) with regard to book 18 of the same work. I agree with him so far, that if certain interpolations of the Digest, exceeding the possibilities of miscopied gloss, are to be maintained in spite of the fact that they are found in the fourth-century *Collatio*, the only reasonable explanation is that they come from a post-classical recension made use of by both the author of the *Collatio* and Justinian's compilers. The same theory now becomes necessary for book 26 also, and it is against all probability.

Of course it is not impossible that there was a post-classical recension, though there is nothing to show it. But

there is the further difficulty of explaining how the compilers of the *Digest* came to use it. If we were dealing with some rare classical work, such as was only to be found in Tribonian's personal library, it might be that the compilers possessed only the recension and not the authentic text. But ULPIAN, *Ad Edictum*, must have been one of the most widely diffused of classical works, one of which every practitioner and professor who could afford it would have had his copy; the compilers must have had many at their disposal. To suppose that the hypothetical recension had by the time of Justinian become the *textus receptus* is impossible. Such a substitution could not have taken place by an accident of transmission; it could only have been imposed by authority. What authority? An Emperor could have made the change, but we should have been informed of that. Medieval Bologna could perhaps have done something of the sort, but there is no ground for attributing to any University in the third to sixth centuries an equal authority. I can suggest nothing further.

It follows that if the compilers used the hypothetical post-classical recension, they must have done so by their own choice, and not for lack of the authentic text. This again is conceivable, but entirely unsupported by evidence. On top of the hypothesis of a recension we have to pile that of its deliberate utilization by the compilers, and we have to admit an extraordinary coincidence, namely that the fortune of modern discovery has made precisely the same choice of text as the compilers. Surely the chances were greatly in favour of the unearthing of the authentic Ulpian. This is not the first time that an earlier or independent copy of a supposedly interpolated text has come to light which, instead of furnishing direct proof of the interpolation, as was to be expected, merely confirms the existing text. I must confess that my faith in modern critical methods is shaken by such discoveries.

But I may be fighting shadows, for, as I observed above, it may well be that learned opinion generally will now regard the hypothesis of the interpolation of D. 12, 1, 1 as no longer tenable. I await the judgment of the *orbis terrarum* with much interest, because, if it proves to be what I anticipate, it will have to be admitted that not only this passage, but a number of others, have been suspected on insufficient grounds.

In conclusion a word must be said about the variant in line 7, the initial *a* where the *Digest* leads us to expect *d*. It is specially noteworthy because it occurs in the most generally suspected phrase of the whole passage : thus Rondoni expunges *mox recepturi quid*, Bonfante corrects *quid* to *eandem rem*, while Albertario prefers *eandem* simply. I can think of no completion of the end of line 6 which will account satisfactorily for the initial *a* of line 7. Until one is suggested, it is to be assumed that this is simply a copyist's error for *d*, and therefore that the author of the gloss $\sigma\upsilon\gamma\mu\epsilon\tau\alpha\tau\iota\theta\acute{\epsilon}\mu\epsilon\theta\alpha$ on *adsentiamur* in line 4 had before him *mox recepturi quia*, although all that is certain is that he read something which he thought to require explanation. Now *quia*, besides destroying the syntax of the whole sentence, leaves *recepturi* without the expressed object for which it clamours. I submit that the gloss shows that its author took its understood object to be the *res cui adsentiamur*, but that it also shows that he felt the difficulty (fatal to BONFANTE'S and ALBERTARIO'S conjectures) that the *res cui adsentiamur* was *prima facie* the transaction or contract, and could not be the *res recipienda*. His solution, I conjecture, was to force *adsentiamur* to mean $\sigma\upsilon\gamma\mu\epsilon\tau\alpha\tau\iota\theta\acute{\epsilon}\mu\epsilon\theta\alpha$, a word which I can only interpret by something like "we concur in transferring". The scholiast ought, in my belief, to have restored *quid* by conjecture, but he is hardly to be blamed for failing to do so, considering the doubts which it has aroused in the minds of eminent modern scholars.

After the examples of *pignus* and *commodatum* the word *quid* is, to say the least, unexpected. But it is difficult to suggest a better if, as I suppose, ULPIAN wished to cover the whole field of *credere*.

F. DE ZULUETA.

La papyrologie et l'organisation judiciaire de l'Égypte sous le principat

Sous l'Empire romain ¹ les papyrus sont presque les

¹ L'Égypte des Lagides passe sous la domination de Rome avec la conquête d'Alexandrie par Auguste le 1^{er} août 30 avant J.-C. Cf. MACROBE, *Saturn.*, I, 12, 35 : *cum... Aegyptus hoc mense in potestatem populi Romani redacta sit*; rappr. C.I.L., VI, 701 et 702 : *Aegypto in potestatem populi Romani redacta*; *Mon. Anc. Lat.*, 5, 24 : *Aegyptum imperio populi Romani adjecti*; *Gr.*, 15, 1 : *Ἀἴγυπτον δήμου Ῥωμαίων ἡγεμονία προσέθηκα*; VELLEJUS, 2, 39, 2 : *Divus Augustus... facta Aegypto stipendiaria*; EUTROPE, 7, 7 : *Aegyptus per Octavianum Augustum imperio Romano adjecta est*; SÜETONE, *Aug.*, 18, 2 : *Aegyptum in provinciae formam redactam*; AMM. MARC., 22, 16, 24 : *provinciae nomen accepit ab Octaviano Augusto possessa*; v. U. WILCKEN, *Octavian after the Fall of Alexandria (Journal of Roman Studies, XXVII, 1937, pp. 138-144)*. Pour une vue générale sur l'Égypte ptolémaïque v. E. BEVAN, *A History of Egypt under the Ptolemaic Dynasty*, London, 1927 (C.R. par LARSEN, *Classical Philology, XXVII, pp. 314-315*) et *Histoire des Lagides, 383-30 avant J.-C.*, trad. E.J. LEVY et J. HERBERT, Paris, 1934; M. ROSTOVITZEFF, *Ptolemaic Egypt*, chap. IV de *The Cambridge Ancient History, VII*, Cambridge, 1928; P. JOUGUET, *L'Impérialisme macédonien et l'Hellénisation de l'Orient*, Paris, 1926, pp. 271-454 et *l'Égypte ptolémaïque : 323-30 avant J.-C.*, chap. IV et VII dans G. HANOTAUX, *Histoire de la Nation égyptienne*, III, Paris, 1933. Pour l'Égypte romaine v. E. STEIN, *Untersuchungen zur Geschichte und Verwaltung Aegyptens unter römischer Herrschaft*, Stuttgart, 1915, pp. 34-210; J. GRAFTON MILNE, *A History of Egypt under the Roman Rule*, Londres, 1924; W. SCHUBART, *Aegypten von Alexander dem Grossen bis auf Mohammed*, Berlin, 1922; H. IDRIS BELL, *Egypt under the Early Principate*, chap. X de *The Cambridge Ancient History, X The Augustan Empire*, Cambridge, 1934; V. CHAPOT, *L'Égypte romaine* dans G. HANOTAUX, *op. cit.*, III, Paris, 1933; P. JOUGUET, *L'Égypte ptolémaïque et romaine* dans *Précis de l'histoire de l'Égypte par divers historiens et archéologues*, I, Le Caire, 1932, pp. 408-437; R. JAX, *Aegypten in hellenistischer und römischer Zeit nach antiken Papyris*, Münster, 1932 (C.R. L. WENGER, *Arch. Papyr.*, XII, 1936, pp. 161-162); E. BRECCIA, *L'Egitto Romano* dans *Le Vie d'Italia e del Mundo*, III, 1935, pp. 1035-1063 et *Das römische Aegypten* trad. M. HOFMANN dans *Die Antike*, XIII, 1937, pp. 61-76.

seuls documents que nous possédons sur la justice en Egypte ¹, et qui nous fixent sur la pratique de la procédure et des procès ². Nous allons donc essayer de donner dans ce rapport un aperçu des résultats obtenus.

¹ En dehors des chrestomathies, les papyrus juridiques font rarement l'objet d'une publication isolée. C'est le cas de la *Dikaionata*, Ed. Graeca *Halensis* (Pap. Hal. 1), Berlin, 1913, c'est encore le cas des ΕΝΤΕΥΞΕΙΣ. *Requêtes et plaintes adressées au roi d'Égypte au III^e siècle avant J.-C.*, éd. par O. GUÉRAUD, Le Caire, 1931-1932. Mais voir sur les sources papyrologiques : P. COLLINET, *La papyrologie et l'histoire du droit dans Papyri und Allertumswissenschaft* (Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte, XIX), München, 1934, pp. 186-232; d'autres auteurs ont encore résumé les résultats considérables fournis par la papyrologie à l'histoire du droit; ainsi L. WENGER, *Die Rechtshistorische Papyrusforschung. Ergebnisse und Aufgaben* dans *Archiv für Kulturgeschichte*, XIX, 1, 1928, pp. 10-44; A. J. BOYÉ, *Le droit romain et les papyrus d'Égypte*, extr. de *l'Égypte contemporaine*, Le Caire, 1929, pp. 529-559; WENGER dans *Conferenze per il XIV Centenario delle Pandette*, Milano, 1931, pp. 215-233; M. HOMBERT, *La papyrologie grecque*, extr. de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, XXXI, 1926, pp. 167-189; V. ARANGIO-RUIZ, *Personae e famiglia nel diritto dei Papiri*, Milano, 1930 et *Lineamenti del sistema contrattuale dei Papiri*, Milano, 1927; R. TAUBENSCHLAG, *Das Strafrecht im Rechte der Papyri*, Leipzig-Berlin, 1916; L. KRELLER, *Spuren der römischen Jurisprudenz in der ägyptischen Praxis*, dans *Aegyptus*, XIII, 1933, pp. 260-274; G. LA PIRA, *Un caso di «vadimonium jurejurando» nel papiro Vaticano della Marmarica* (*Studi Albertoni*, I, Padoue, 1934, pp. 445-452). C'est L. MITREIS qui a fondé la science papyrologique en publiant son *Reichsrecht und Volksrecht in den östlichen Provinzen des römischen Kaiserreiches*, Leipzig, 1891 et son *Manuel de Papyrologie juridique : Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde*, 2, 1 : *Grundzüge*; 2, 2 : *Chrestomathie*, Leipzig 1912, doublée par l'excellent ouvrage de P. M. MEYER, *Juristische Papyri*, Berlin, 1920. Restent aussi utiles O. GRADENWITZ, *Einführung in die Papyruskunde*, I, Leipzig, 1900 et M. MODICA, *Introduzione allo studio della papyrologia giuridica*, Milano, 1914. Il faut mentionner encore : Fr. PREISIGKE, *Fachwörter des öffentlichen Verwaltungsdienstes Aegyptens in den griechischen Papyrusurkunden der ptolemäisch-römischen Zeit*, Göttingen, 1915 et *Wörterbuch der griechischen Papyrusurkunden* hrg. E. KIESSLING, Berlin, 1925-1931. La bibliographie des papyrus juridiques se trouve dans *Aegyptus* (CALDERINI); la *Revue des Etudes grecques* (S. de RICCI et P. COLLART); *Zeitschrift der vergleichenden Rechtswissenschaft*, XXXIX, 1921, XI, 1922, et *Zeitsch. d. Sav. St., Rom.-Abt.*, XLIII, 1923 suiv. (P. M. MEYER); *The Journal of Egyptian Archaeology*, VIII, 1922, suiv. (H. Idris BELL et F. de ZULUETA); *Arch. Papyr.*, 1, 1901, suiv. (U. WILCKEN); *Studia et Documenta Historiae et Juris* d'ALBERTARIO, I, 1935 suiv. (E. SEIDL); *Chronique d'Égypte*, I, 1925 suiv. (M. HOMBERT).

² V. Fr. ZUCKER, *Beiträge zur Kenntnis der Gerichtsorganisation im*

Il est probable qu'en Egypte, dans le domaine de la justice comme dans tant d'autres, Rome n'a pas beaucoup inventé. L'Empire a certainement continué, avec des modalités différentes, la politique de concentration¹ administrative, économique et judiciaire, qui a toujours été celle des pouvoirs forts dans la vallée du Nil, « politique qui ne convenait que trop bien à l'exploitation que les Romains organisaient de ce pays, pour l'enrichissement du maître, de leur aristocratie et pour le ravitaillement de la plèbe² ».

ptolemäischen und römischen Aegypten (*Philologus*, Suppl. Bd. XII, 1, Leipzig, 1911, pp. 11-122); Gr. S. MEKA, *Ptolemäisches Prozessrecht, Studien zur ptolemäischen Gerichtsverfassung und zum Gerichtsverfahren*, I, München, 1913, pp. 1-19; A. J. BOYÉ, *La denuntiatio introductiva d'instance sous le principal*, thèse de Bordeaux, 1922, pp. 23-120 et 320 ss.; E. BERNEKER, *Zur Geschichte der Prozesseinleitung im ptolemäischen Recht*, Diss. München, 1930, pp. 29-40, 78 ss. et *Die Sondergerichtsbarkeit im griechischen Recht Aegyptens* (*Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte*, XXII), München, 1935, pp. 3-4; W. HILDEBRAND, *Das Prozesszeugnis im Rechte der gräko-ägyptischen Papyri*, München, 1934; E. BERNEKER, *Zur Sondergerichtsbarkeit* (P. Cairo-Zenon 59466), dans *Aegyptus*, XIII, 1933, pp. 25-30.

¹ Cf. V. MARTIN, *Les papyrus et l'histoire administrative de l'Égypte gréco-romaine* (*Münchener Beiträge zur Papyrusforschung*, XIX), München, 1934, pp. 102-165, et surtout p. 116 et n. 31; U. WILCKEN, *Griechische Ostraka aus Aegypten und Nubien*, I et II, Leipzig, 1899; ROSTOVZEV, *The Social and Economic History of the Roman Empire*, Oxford, 1926, pp. 253-274, 334-335, aussi *Gesellschaft und Wirtschaft im Römischen Kaiserreich*, II, Leipzig, 1929, pp. 21 ss. et *Storia economica e sociale dell' Impero romano*, Firenze, 1933, pp. 333 ss.; voir aussi *Studien zur Geschichte des Römischen Kolonats*, I. Beiheft zum *Arch. Papyr.*, 1910, pp. 85 ss.; *Roman Exploitation of Egypt in the First Century A.D.*, dans *Journ. of Econom. and Business History*, I, 1929, pp. 337 ss.; U. WILCKEN, *Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde*, I, Leipzig, 1912, pp. 237 ss.; W. SCHUBART, *Einführung in die Papyruskunde*, Berlin, 1918, pp. 403 ss.; F. OERTEL, *Der Niedergang der hellenistischen Kultur in Aegypten* dans *Neue Jahrb. Kl. Alt.*, XLV, 1920, pp. 361 ss. et *Die Liturgie : Studien zur ptolemäischen und kaiserlichen Verwaltung Aegyptens*, Leipzig, 1917, pp. 62 ss.; M. SCHNEBEL, *Die Landwirtschaft im hellenistischen Aegypten* (*Münchener Beiträge zur Papyrusforschung*, VII), München, 1925, pp. 2 ss., et les ouvrages indiqués par V. MARTIN, *op. cit.*, p. 110, n. 10. Ajoutez Claire PRÉAUX, *Réflexions sur les droits supérieurs de l'Etat dans l'Égypte Lagide* (*Chronique d'Égypte*, X, 1935, n° 19, pp. 109-119).

² L'exploitation pratiquée sous le signe de l'absolutisme, tel est le

C'est à cette politique de concentration que se rattache d'abord l'introduction, en Egypte, de la procédure dite extraordinaire¹, procédure du dernier état du droit ro-

tableau que présente l'administration de l'Egypte gréco-romaine d'un bout à l'autre de son histoire. Voir déjà Th. MOMMSEN, *Römische Geschichte*, V. *Die Provinzen von Caesar bis Diocletian*⁸, Berlin, 1910, pp. 559-560. Cf. ROSTOVITZEFF, *Kolonat*, pp. 2, 205; WILCKEN, *Grundz.*, p. 4; JOUGUET dans *L'histoire de la Nation égyptienne* de HANOTAUX, III, p. 76 et *Précis de l'histoire de l'Egypte*, I, 1932, pp. 255 ss., 347; V. CHAPOT, *Le Monde romain*, Paris, 1927, pp. 320 ss.; V. MARTIN, *op. cit.*, pp. 117-125; P. JOUGUET, *L'Histoire politique et la papyrologie (Münchener Beiträge zur Papyrusforschung*, XIX), München, 1934, p. 96, n. 117, attire, à ce sujet, l'attention sur les *ὄσια* du I^{er} et du II^e siècle, qui finissent presque toutes, depuis Claude et surtout depuis Vespasien, par être absorbées dans le domaine impérial (γῆ ὀσιακή). Bientôt ce *patri-monium* sera administré par un procureur spécial ἑπίτροπος τῶν ὀσιακῶν, V. P. *Berliner Leihgabe* 4 et le commentaire de TURE KALÉN, *Berliner Leihgabe griechischer Papyri* hrg. vom griechischen Seminar der Universität Uppsala, I (*Uppsala Universitets Arsskrift*, 1932, *Filosofi, Sprakvetenskap och Historiska Vetenskaper* 1), Uppsala, 1932, pp. 67 ss. ainsi que le P. *Bouriant* 42 (commentaire de P. COLLART, *Les papyrus Bouriant*, Paris, 1926, et WILCKEN, *Papyrus-Urkunden* dans *Arch. Papyr.*, VIII, 1927, p. 307). Pour l'histoire des *ὄσια* romaines v. ROSTOVITZEFF, *Soc. and Econ. Hist.*, p. 572, n. 43; *Gesellsch. u. Wirtsch. im röm. Kaiserr.*, pp. 27-28, 292-293, 377; *Kolonat*, pp. 120 ss.; WILCKEN, *Grundz.*, pp. 154, 158, 163, 298, 300 et *Ostraka*, I, p. 392; P. M. MEYER sur P. *Hamb.*, I, 3 (*Griechische Papyrusurkunden der Hamburger Stadtbibliothek*, I, 1, Leipzig, 1911, pp. 10 ss.); PREISIGKE, *Griewesen im griechischen Aegypten*, Strassburg, 1910, pp. 81, 121 ss.; V. MARTIN, *op. cit.*, p. 115.

¹ Par opposition au système procédural de droit commun, l'*Ordo judiciorum privatorum*, l'antique règle qui réservait au magistrat la connaissance intégrale du procès, se présente, à Rome, comme une exception : c'est la *cognitio extra ordinem* ou procédure extraordinaire. La doctrine traditionnelle impose, comme élément caractéristique de l'*Ordo*, la division de l'instance en deux phases : *in jure* et *in judicio*, l'emploi de la formule définissant les éléments du procès, enfin la constitution d'un juré privé; mais le trait essentiel de l'*Ordo*, c'est le juré choisi par les parties et beaucoup moins la formule. La *cognitio extraordinaria* est une conséquence de l'idée qu'il n'y a pas de justice civile, mais des actes de police, d'autorité administrative. La procédure extraordinaire est opposée à celle de l'*Ordo* par des textes qui s'expriment d'une manière générale, ainsi ULPEN, *Lib. 45 ad Sab.*, D., 50, 16, *De verb. sign.*, 178, 2; SCAEVOLA, *Lib. 7 digest.*, D., 19, 1, *De act. empt.*, 42, 2, soit par des textes qui font l'application de l'antithèse au point de vue de la formule, PAUL, *Lib. 1 sent.*, D., 3, 5, *De neg. gest.*, 46 (47), 1 et la glose des *Inst.* de

main¹ et cela probablement dès la conquête, depuis Auguste, car les plus anciens documents sont deux papyrus de la collection d'Oxyrhynchos, qui datent des années 49 et 93 après J.-C. (*P. Oxy.*, I, 37 et *P. Oxy.*, II, 237, VIII, 39 « pétition de Dionysia »).

D'autres causes n'ont pas moins contribué à l'introduc-

Just., 3, 12, *De success. pr.*, etc. Pour l'ensemble de la doctrine sur la *cognitio*, v. PERNICE, *Volksrechtliches und Amtsrechtliches Verfahren in der römischen Kaiserzeit, Festgabe für G. Beseler*, Berlin, 1885, pp. 51-78 et trad. *Archivio Giuridico*, 1886, pp. 36-86; HARTMANN-UBBELOHDE, *Der ordo iudiciorum und die judicia extraordinaria der Römer*, Göttingen, 1886; J. PARTSCH, *Die Schriftformel im römischen Provinzialprozess*, Berlin, 1905, pp. 65-69, 73-78; M. R. SAMTER, *Nichtförmliches Gerichtsverfahren*, Weimar, 1911; E. CUQ, *Revue crit. d'Hist. et de Lit.*, XXI, 1886, pp. 206 ss.; P.-F. GIRARD, *Manuel élémentaire de Droit romain*⁵, Paris, 1929, pp. 1132 ss.; M. WLASSAK, *Zum römischen Provinzialprozess (Sitzber. der Akad. d. Wiss. in Wien, phil. hist. Kl.*, 1919, pp. 11-13); P. DE FRANCISCI, *Συνάλλαγμα Storia e Dottrina dei cosiddetti contratti innominati*, II, 1916, pp. 246-312; L. WENGER, *Institutionen des römischen Zivilprozessrechts*, Leipzig, 1925, pp. 246-34; R. MONIER, *Manuel élémentaire de droit romain*, I, Paris, 1935, pp. 224-247.

¹ En effet, c'est seulement depuis les Sévères, que les gouverneurs statuent d'ordinaire eux-mêmes par voie de *cognitio* (v. PERNICE, *Festgabe für G. Beseler*, p. 75, et P. JÖNS, *Erzrichter und Chremalisten*, dans *Sav. Z.*, XL, 1919, pp. 24-38, 44-46, 86-92), mais la survivance de la procédure ordinaire est attestée, au moins exceptionnellement, pour le temps de Caracalla (cf. *C. Just.*, 3, 8, *De ord. jud.* 2, et 7, 53, *De exec. rei jud.*, 2), d'Alexandre Sévère (cf. *C. Just.* 3, 42, *Ad. exh.*, 1) et même pour celui de Gordien (cf. *C. Just.*, 3, 36, *Fam. exerc.*, 7 [?]); V. MITTEIS, *Reichsrecht und Volksrecht*, p. 132, n. 4; PARTSCH, *Schriftformell im römischen Provinzialprozess*, p. 118; P.-F. GIRARD, *Manuel*⁵, p. 1139, n. 2. D'autre part, une constitution de Dioclétien de l'an 294, au *C. Just.* 3, 3, *De pedan. jud.*, 2 prouve la réalisation de la réforme et l'introduction de la procédure extraordinaire. On admet généralement qu'une constitution de l'an 342 consacre définitivement l'abolition des formules de procédure (v. *C. Just.*, 2, 57 (58), *De form.*, 1), et rien ne peut mieux affirmer que, même à Rome, le *praefectus urbis* est le chef suprême de la justice civile, déjà avant la réforme de Dioclétien et de Constantin, que la disparition de toute élection de jurés. Ainsi le dernier *iudex* connu est-il un consul de l'année 261. Cf. MOMMSEN, *Droit public romain*, trad. P.-F. GIRARD, VI, 2, 1889, p. 144, n. 2, et seuls subsistent, avec des attributions judiciaires, à cette époque, le préteur tuteur de Marc-Aurèle et celui de *liberalibus causis* créé sous les Sévères, v. P. JÖNS, *Untersuchungen zur Gerichtsverfassung der römischen Kaiserzeit*, Leipzig, 1892, pp. 31-40 et 43-45.

tion de la *cognitio* en Egypte, et cela à une époque où des cas pareils dans la procédure d'Empire sont fort rares¹. Ainsi la politique d'Auguste qui tend à consolider le pouvoir absolu du prince, faisant figure de Pharaon et le préfet de vice-roi². Le caractère urbain de la procédure civile ensuite, vraiment inapplicable chez les populations égyptiennes presque asservies³. L'impuissance aussi de pouvoir comprimer, dans l'*Ordo judiciorum*, des règles et des habitudes juridiques, qui avaient atteint, en Egypte, au moment de la conquête, leur plein développement⁴. L'existence, enfin, dans l'Egypte ptolémaïque, de certains tribunaux de fonctionnaires, ainsi celui du dioécète (διοικητής) et de ses subordonnés⁵, principe que le monde romain s'empressa d'adopter.

¹ V. E. SEIDL, *Der Eid im römisch-ägyptischen Provinzialrecht* (Münchener Beiträge zur Papyrusforschung, XVII), München, 1935, p. 93.

² Au *princeps* sont attribués les mêmes honneurs divins et humains qu'aux Ptolémées. Le peuple d'Egypte salua Octavien comme roi du pays et descendant des Pharaons = βασιλεύς; V. pour ses successeurs : P. Oxy. 1257; P. Théad. 54 et 55; P. Oxy. 1185. Quant au culte impérial, cf. BLUMENTHAL, *Der ägyptische Kaiserkult* (Arch. Papyr., V, 1913, pp. 317 ss.); K. WESSELY, *Karanis und Soknopaiou Nesos* dans *Denkschr. Wien. Akad.*, XLVII, 4, 1902, pp. 56 ss.; W. ORTO, *Priester und Tempel im hellenistischen Aegypten, Ein Beitrag zur Kulturgeschichte des Hellenismus*, Leipzig, II, 1908, p. 280, n. 1; E. STEIN, *Untersuchungen zur Geschichte und Verwaltung Aegyptens unter Römischer Herrschaft*, pp. 31-33, 34-36. Pour le préfet d'Egypte, cf. TACITE, *Hist.* 1, 11 : loco regum et déjà STRABON, *Geogr.*, XIII, 1, 12 (797) : τὴν τοῦ βασιλέως ἔχει τάξιν; O. W. REINMUTH, *The Prefect of Egypt from Augustus to Diocletian*, Leipzig, 1935, pp. 2-4. Ajoutez Lily Ross TAYLOR, *The Divinity of the Roman Emperor*, Middleton, 1931 (C.R. par W. SESTON, *Rev. de l'Hist. des Religions*, XI, 1935, pp. 287-290).

³ V. BERNEKER, *Die Sondergerichtsbarkeit im griechischen Recht Aegyptens*, p. 29; ROSTOVZEFF, *The Foundation of Social and Economic Life in Egypt in Hellenistic Times* (*Journal of Egyptian Archaeology*, VI, 1920, pp. 170, 171).

⁴ V. BERNEKER, *op. cit.*, l. c.; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 1-22 et littérature; U. WILCKEN, *Ueber antike Urkundenlehre* (Münchener Beiträge zur Papyrusforschung, XIX) München, 1934, pp. 50-56; P. COLLINET, *op. cit.*, pp. 189-190.

⁵ Pour le dioécète, sorte de ministre des finances ordinaires et sa compétence, par rapport aux ὑποταγμένοι τῆ διοικήσει, cf. L. MITTEIS,

On a cru pouvoir expliquer, c'était l'opinion de Ed. CUQ¹, le développement de la procédure administrative, mais sans formule, par la position spéciale que l'Égypte, rattachée directement au *Princeps* et plus tard aux empereurs, occupait dans l'ensemble des provinces². Ce serait

Grundz., p. 11; pour ses subordonnés : ὑποδικηταί, ἐπὶ τῶν προσώδων, ἐπιμελητής, οἰκονόμος, στρατηγοὶ ἐτ νομίρχαι, βασιλικοὶ γραμματεῖς, etc., cf. WILCKEN, *Grundz.*, 1912, pp. 147-153. Ajoutez G. LUMBROSO, *Recherches sur l'économie politique de l'Égypte sous les Lagides*, Turin, 1870, pp. 339 ss.; WILCKEN, *Griechische Ostraka*, I, pp. 492 ss.; MASPERO, *Les finances de l'Égypte sous les Lagides*, Paris, 1905, pp. 174, 245; BOUCHÉ-LECLERCQ, *Histoire des Lagides*, III, Paris, 1906, pp. 381 ss.; PREISIGKE, *Girwesen im griechischen Aegypten*, pp. 61, 164, 189; P. M. MEYER, Δοίξεις und ἔδος λόγος (*Festschrift für O. Hirschfeld 60. Geburtstag*, Berlin, 1903, pp. 131 ss.); BERNEKER, *op. cit.*, pp. 80 ss.; P. M. MEYER, *Papyrus Callaovi* (*Arch. Papyr.*, III, 1903, p. 104); ZUCKER, *Beiträge zur Gerichtsorganisation*, *Philologus*, Suppl. XII, 1, p. 80; P. JOUGUET, *Papyrus de Théadelphie*, Paris, 1911, p. 95.

¹ Cf. *Manuel des institutions juridiques des Romains*, Paris, 1928, p. 888, p. 2; M. WLASSAK, *Zum römischen Provinzialprozess*, pp. 4 ss.; BERNEKER, *op. cit.*, p. 29.

² Quant à la position de l'Égypte dans l'*imperium*, quelques textes, ainsi : *Mon. Ancyran.*, 5, 24 : *Aegyptum populi Romani adjecti*; *C.I.L.*, VI, 701, 702 : *Aegyptio in potestatem populi Romani redacta*, et la majorité des auteurs écartent les passages de PMLON, *In Flacc.*, 19, 158 : τὸ μέγιστον ἀπό τοῦ τῶν κτημάτων; TACITE, *Hist.*, I, 11 : *provinciam... domui retinere* et AMMIEN, 22, 16, 24, dans l'interprétation que le sol de l'Égypte aurait appartenu à l'empereur, v. J. MARQUARDT, *L'organisation de l'Empire romain*, II, Paris, 1892, pp. 404-405 et les notes. Mais l'Égypte n'est pas non plus une province dans l'acception entière du mot. Elle a une organisation particulière. Par droit de conquête, le pays tombe sous l'administration directe et immédiate de l'empereur; cf. TACITE, *Ann.*, 2, 59; DION CASSIUS, *Hist. rom.*, 51, 17, 1, 53, 12, 2; JOSÈPHE, *Bell. Jud.*, 2, 386; comp. SUÉTONE, *Div. Jul.*, 35, *Nerva*, 47; ARRÏEN, *Anab.* 3, 5, 7; EUTROPE, 7, 7.

B. A. VAN GRONINGEN (*L'Égypte et l'Empire dans Aegyptus*, VII, 1926, pp. 189 ss.) constate que, dans l'évolution provinciale du principat, la distinction entre les provinces sénatoriales, les provinces impériales et l'Égypte existe dès l'année 27 avant J.-C., mais elle offre, quant à l'Égypte, une image immédiate de l'évolution qui, partant de la république et passant par le principat, aboutira à l'absolutisme. V. TH. MOMMSEN, *Römische Geschichte*, V, 1919, pp. 554 et n. 1; O. HIRSCHFELD, *Die Kaiserliche Verwaltungsbeamten bis auf Diocletian*², Berlin, 1905, pp. 341-345; U. WILCKEN, *Grundz.*, pp. 28-29; STEIN, *op. cit.*, pp. 96 ss.; H. SIBER, *Zur Entwicklung der römischen Principalverfassung*, Leipzig, 1933; SCHUBART, *Römische Regierungsgrundsätze in der Provinz Aegypt-*

traiter alors la *cognitio* d'Égypte comme une singularité de la procédure provinciale, et ce n'est pas le cas. Car c'est en Égypte précisément que la procédure administrative s'est formée, grâce à la réunion de la procédure ptolémaïque des fonctionnaires et des règles de la *cognitio extraordinaria* romaine et c'est de là que cette procédure s'est développée ensuite en droit urbain et qu'elle a été introduite aussi, au II^e siècle, dans les autres provinces de l'Empire romain, à côté de la procédure formulaire, selon la règle traditionnelle, ou à la place même de cette procédure, selon la nouvelle théorie de M. Wlassak¹.

En Égypte, l'étatisation de la procédure a été réalisée

ten, dans *Verh. der LIII. Vers. der deutschen Philologen*, 1922, pp. 14-15; E. BERNEKER, *op. cit.*, p. 29, n. 1.

¹ Cf. *Zum römischen Provinzialprozess*, pp. 4 ss. Sur la généralité des termes de GAJUS, *Inst.* 1, 6 et 4, 109, M. Wlassak s'est efforcé d'établir l'existence de la procédure formulaire dans les provinces impériales administrées par des légats de rang sénatorial au même titre que dans les provinces sénatoriales. L'opinion dominante depuis les travaux de PERNICE (*Festgabe für Beseler*, p. 75), s'était contentée d'une substitution progressive de la procédure extraordinaire à la procédure de l'*Ordo*, et ceci seulement dans les provinces sénatoriales, car l'*Ordo* était toujours resté étranger aux provinces impériales. PERNICE, *op. cit.*, p. 75, invoque à l'appui la lettre d'Hadrien au *zoyón* de Thessalonique (*D.*, 5, 1, 37 = 48, 6, 5, 1), l'ordre d'Antonin le Pieux au propréteur de Numidie (*D.*, 37, 5, 7), le rescrit enfin d'Antonin le Pieux au *zoyón* de Thrace (*D.*, 49, 1, 1, 1). PARTSCH (*Schriftformel im römischen Provinzialprozess*, pp. 64-65), tire la même conclusion du passage de SÜÉTONE, *Claud.*, 15. Ensuite, Wlassak, dans son travail sur la procédure provinciale, s'attaquant à l'idée chère à l'enseignement traditionnel (v. P.-F. GIRARD, *Manuel*², pp. 1138-1139 et F. SENN, n. 4) d'une substitution lente de la *cognitio* à la procédure formulaire, soutient que cette dernière, qui régit toujours les causes ordinaires, a subi une transformation interne. Le juge public, sous l'influence de certaines raisons d'état, se serait substitué au juré privé dans le cadre même de l'*Ordo* et sans exclure la fonction procédurale des *concepta verba*. C'est ce que Wlassak appelle la procédure formulaire étatisée du droit provincial (cf. *Provinzialprozess*, pp. 11 ss.). Cette nouvelle théorie a recueilli en Allemagne d'importantes adhésions : MITTEIS, *Sav. Z.*, XLI, 1920, pp. 305-306; WENGER, *Sav. Z.*, XLI, 1921, pp. 305-306; P. M. MEYER, *Z. vergl. RW.*, XXXIX, 1921, pp. 272 ss. Elle a soulevé les objections de KÜBLER, *B. Ph. W.*, 1920, pp. 411-420; F. SENN, dans P.-F. GIRARD, *Manuel*², p. 1138 n. 4; BOVÉ, *Denuntiatio*, pp. 287 ss., etc.

par la suppression de la formule d'abord, par la disparition ensuite du juré privé, librement choisi par les parties, trait essentiel de l'*Ordo*.

En effet, nous savons depuis peu, grâce au *P. Giess. Inv.* 40, l. 7 [année 249 apr. J.-C.]¹ et à d'autres documents : l'*epistola Hadriani* : *B.G.U.* 140 [année 119 apr. J.-C.], *P. Oxy.* 1201 [année 258 apr. J.-C.], peut-être *P. Oxy.* I, 35 [année 233 apr. J.-C.] et *P.S.I.* X, 1001 [année 271 apr. J.-C.], que l'Égypte avait, elle aussi, son édit provincial, un *edictum translativum*, que le *praefectus Alexandriae et Aegypti* publiait dès son entrée en charge. Mais ce programme de l'administration judiciaire, cet *album* du préfet ne donnait pas des formules. Il n'y avait, en Égypte, que l'usage des instructions écrites², quelques textes de la

¹ Publ. par O. EGER dans *Sav. Z.*, XXXII, 1911, pp. 378 ss. et Fr. PREISIGKE, *Sammelbuch griechischer Urkunden aus Aegypten*, Strassburg, 1915, n. 1010; V. aussi P.-F. GIRARD, *Textes de Droit romain*, Paris, 1937, p. 814, n. 6; P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n. 27. Ce papyrus désigne le préfet d'Égypte Aurelius Appius Sabinus comme l'auteur d'une *pars edicti*, où il promet d'appeler les successeurs légitimes à la *bonorum possessionem... ex ea parte edicti, quae legitimis heredibus b(onorum) p(ossessionem) daturum te polliceris*. Sur l'édit provincial après Auguste, v. E. WEISS, *Studien zu den römischen Rechtsquellen*, Leipzig, 1914, pp. 130 ss.; W. LASSAK, *Provinzialprozess*, p. 5, n. 2; W. W. BUCKLAND, *L'edictum provinciale* dans *N. R. H.*, XIII, 1934, pp. 81-96; O. W. REINHUTH, *The Prefect of Egypt from Augustus to Diocletian*, pp. 46-53. Pour la littérature plus ancienne, v. P. M. MEYER, *op. cit.*, n. 27, p. 73.

² V. L. BOULARD, *Les instructions écrites du magistrat au juge-commissaire dans l'Égypte romaine*, Paris, 1906, pp. 53 ss.; W. LASSAK, *op. cit.*, p. 4, n. 1 et *Der Judicationsbefehl der römischen Prozesse (Sitz. ber. der Akad. Wiss. in Wien, 1921, pp. 77-78)*; *Römische Prozessgesetze*, II, Leipzig, 1891, pp. 60-62 et *Sav. Z.*, XXX, 1912, pp. 95, 99, 107, n. 2; PARTSCH, *op. cit.*, pp. 72-78, 121; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 92-93; *Hermes*, XXX, 1895, p. 580; XXXIV, 1899, pp. 98-100 suivi par E. CUQ, *Les institutions juridiques des Romains*, II, Paris, 1902, p. 870, encore MITTEIS, *Zur Lehre von den Libellen und der Prozesseinleitung nach den Papyri der früheren Kaiserzeit*, dans *Sitzungsber. der sächs. Gesells. d. Wiss. zu Leipzig, phil.-hist. Kl.*, 1910, p. 121, n. 1; GRADENWITZ, *Einführung in die Papyrskunde*, I, Leipzig, 1900, pp. 13 ss. et *Hermes*, XXVIII, 1893, p. 333; WENGER, *Zur Lehre von der actio iudicati*, Graz, 1901, pp. 151, n. 16, 123, n. 21 et *Die Stellvertretung im Rechte der Papyri*, Leipzig, 1906, pp. 133, 135; *Bert. phil. W.*, 1907, pp. 143 ss.; M. H. ERMANN, *Sav.*

collection d'Oxyrhynchos : le *P. Oxy.*, I, 37 [année 49 apr. J.-C.] et I, 67 [année 358 apr. J.-C.], les *B.G.U.* 136, 24 ss. [année 135 apr. J.-C.] et I, 19, 14-17, 18-19, ainsi que le *P. Cattaoui Recto*, col. I, 5-13 et verso, procès de Drusilla [année 147 apr. J.-C.] ont fixé les traits de ces instructions rédigées à l'exemple des rescrits impériaux (rappr. *C.I.L.* III, 355)¹ et dans des termes qui ne peuvent se confondre avec ceux des formules. Les parties n'ont pas nécessairement contribué à la rédaction de ces instructions, elles n'ont pas eu le choix des jurés. Il y a, sans doute, mise par écrit d'une question en litige, mais le texte n'a certainement pas le caractère nécessaire et constant qui s'attache aux formules, remarque fort justement M. de Francisci².

Par ces instructions le fonctionnaire supérieur saisissait (ἐξ ἀναπομπῆς) son délégué³ : *judex datus*, *pedaneus* (αἰτιῆς)⁴

Z., XXII, 1901, p. 243; E. WEISS, *Sav. Z.*, XXXVII, 1916, pp. 159 ss.; KOSCHAKER, *G.G.A.*, 1607, pp. 807 ss.

¹ Rescrit de Trajan au *legatus pro praetore provinciae Galatae* : Avidius Quietus, ou encore le rescrit de Hadrien aux commissaires envoyés en Grèce pour trancher le différend entre les villes de Coronae et Tisbae, dans *Bull. de Corr. hellénique*, V, p. 453. Pour d'autres rescrits, mais au III^e siècle, cf. PERNICE, *Festgabe für G. Beseler*, pp. 77, n. 1 et 51 ss.

² V. Συναλλαγμ., II, 1916, pp. 248-251, 257; rappr. BOULARD, *op. cit.*, pp. 39 ss.; MITTEIS, *Grundz.*, p. 93, n. 2; PARTSCH, *op. cit.*, p. 22. Pour l'idée d'une « quasi-formule » dans la *cognitio extraordinaria*, v. WENGER, *Sav. Z.*, XLII, 1920, p. 306, rappr. *Sav. Z.*, XXVI, 1905, p. 531.

³ Le mot ἀναπέμπω a un triple sens, d'abord celui de porter plainte en général, cf. *P. Hib.* 37, 2; *B.G.U.* 372, II, 22. 634, 1; *P. Petr.* II, 32, 2, 26; *P. Teb.* 2, 77. Ensuite, au sens strict du mot, celui d'une délégation judiciaire faite par le juge supérieur au juge immédiatement inférieur. Ce mot peut signifier encore le renvoi du procès d'un juge inférieur au juge supérieur, cf. *B.G.U.* 15, I, 17. 168, 25; *P. Gen.* 31, 5; *B.G.U.* 613, 4. 871, 10. 1019, 9. 1185, 29; *P. Oxy.* 237, V, 8. 486, 12. 1032, 50; *P. Teb.* 287, 6; *P. Strassb.* 5, 19. 41, 17; *P. Théod.* 15, 5; v. aussi MITTEIS, *Grundz.*, pp. 2. 6; MOMMSEN, *Aegyptisches Erbschaftsprozess aus dem 124 Jahre v. Chr.* dans *Sav. Z.*, XII, 1892, pp. 292-293 = *Gesamm. Schr.*, I, 1905, pp. 451-452; P. M. MEYER-GRENFELL-HUNT, *Papyrus Cattaoui*, I, *Arch. Papyr.*, III, p. 74 et n. 1.

⁴ Sur la différence entre les *judices privati* de la procédure ordinaire et les juges commissaires : *judices dati* (rare dans les sources, cf. *C. Just.* 3, 1, 5) ou *pedanei*, constitués sans formule par le magistrat dans la

ou encore l'*arbiter et judex* choisi par les parties (μεσίτης και κριτής), afin d'instruire l'affaire et la renvoyer, ensuite, à son tribunal ou même de juger le procès¹. Ainsi la division de l'instance : en *jus et judicium* disparaît². Bien plus, le juge commissaire, à la différence des *judices privati* de la procédure ordinaire, fait de l'administration, de la police et sa décision vient toujours du magistrat³. L'esprit de la nouvelle *cognitio* se manifeste, en effet, par une action prépondérante de ce dernier. La nomination du juge se présente alors comme un acte d'autorité sur lequel vient se greffer le *jussum judicandi* du magistrat, qui transforme la *formula contestata* du droit urbain en de simples instructions liant le juge délégué.

Grâce à cette procédure étatisée, le préfet, le gouverneur, maître tout-puissant, juge et fonctionnaire en même temps, n'est plus lié par l'obligation constitutionnelle de déférer le procès à un juré privé, tirant son pouvoir de l'ac-

procédure extraordinaire, cf. MOMMSEN, *Droit public romain*, V, 1896, p. 271, n. 1, et 275, n. 1; A. PERNICE, *Sav. Z.*, VII, 1, 1886, pp. 105-110; P.-F. GIRARD, *Manuel*¹⁸, p. 1135, n. 1.

¹ Le magistrat, dans l'Égypte romaine, délègue ses pouvoirs dans la mesure qui lui plaît et la délégation de juridiction est loin d'avoir toujours la même portée. Pour les règles de la délégation en droit urbain, v. *D.*, I, 21, 1 *pr.*; 2, 1, 16 et 17; 50, 17, 70. Comme exemple d'une délégation pour la totalité du procès, cf. *P. Oxy.* II, 237 « Pétition de Dionysia »; *P. Oxy.* I, 67. Pour la nomination d'un simple enquêteur, v. *B.G.U.* 5, II, 17, 168, 582; *P. Lond.* II, 358. Ce sont des cas douteux si la mention du renvoi et l'indication du délégué sont suivies de l'addition : τὰ προσήχοντα ποιήσει cf. *B.G.U.* 180 et *B.G.U.* 698.

² Cette division de l'instance était la notion caractéristique et fondamentale de la procédure romaine. Ce fut une limitation apportée, dès le début de la République, à l'omnipotence première des magistrats, cf. P.-F. GIRARD, *L'organisation judiciaire des Romains. I. Les six premiers siècles de Rome*, Paris, 1901, p. 79.

³ MOMMSEN, *Droit public romain*, I², 1893, p. 259 et ensuite P.-F. GIRARD, *op. cit.*, pp. 79 ss., 82 ss., observent que le renvoi de l'affaire au juré privé se présente en droit public comme une sorte de délégation, mais forcée, c'est la loi qui, en réalité, confère au juge ses pouvoirs et c'est elle qui en détermine la nature. Au contraire, le *judex pedaneus* tient ses pouvoirs du magistrat déléguant et les exerce avec le même caractère, v. BOULARD, *op. cit.*, pp. 10-11.

cord des parties. Il aurait la faculté (*praesidem adire potes*, dira plus tard un rescrit impérial¹) de renvoyer l'affaire devant un juge nommé par lui, ou de retenir le procès pour son propre tribunal : *ipse cognoscere an iudicem dare debeat*.

I. — En Egypte, le préfet² seul possédait, depuis l'année 23 avant Jésus-Christ, une juridiction générale et exclusive en matière civile et criminelle³. Elle découle d'une

¹ Cf. JULIEN, *Lib. 1 dig., D., 1, 18, De off. praes.*, 8 (LENEL, *Palingenesia juris civilis*, I, Leipzig, 1889, col. 319, n. 5) : *saepe audiui Caesarem nostrum dicentem hac rescriptione* : « eum qui provinciae praest adire potes » non imponi necessitatem proconsuli vel legato ejus vel praesidi provinciae suscipiendae cognitionis, sed eum aestimare debere, ipse cognoscere an iudicem dare debeat. Rapp. CALLISTRATE, *Lib. 1 de cognit., D., h.t., 1, 9* (LENEL, *Pal.*, I, col. 81, n. 1) : (generaliter) quotiens princeps ad praesides provinciarum remittit negotia per rescriptionem, veluti eum qui provinciae praest adire poteris vel cum hac adiectione is aestimabil, quid sit partum suarum, non imponitur necessitas proconsuli vel legato suscipiendae cognitionis, quamvis non sit adjectum is aestimabil quid sit partium suarum; sed is aestimare debet, utrum ipse cognoscat an iudicem dare debeat; V. sur ce texte, WLISSAK, *Provinzialprozess*, pp. 16 ss.; PERNICE, *op. cit.*, pp. 72 ss.; BOYÉ, *op. cit.*, pp. 290 ss.; autre interprétation chez WIEDING, *Der justinianische Libelprozess*, Wien, 1865, reprise par KUEBLER, *B. Ph. W.*, 1920, p. 414. Ajoutez ANDT, *La procédure par rescrit*, thèse de Paris, 1920, pp. 122 ss.

² V. sur les préfets d'Egypte : E. STEIN, *Untersuchungen zur Geschichte und Verwaltung Aegyptens*, pp. 112-119; O. HIRSCHFELD, *op. cit.*², pp. 345-350; WILCKEN, *Grundz.*, pp. 28-29; MOMMSEN, *Römische Geschichte*⁵, V, p. 554 et n. 1; P. M. MEYER, *Das Heerwesen der Ptolemäer und Römer in Aegypten*, Leipzig, 1900, pp. 154 s., 228-229, SEYMOUR DE RICCI, *The Praefect of Egypt*, I et II, dans *Proceedings of the Society of Biblical Archaeology*, XXII, 1900, pp. 372-374 et XXIV, 1902, pp. 56-57 et 97-107; L. CANTARELLI, *La serie dei prefetti di Egitto*, I, *Da Ottaviano Augusto a Diocleziano*, 1906; II, *Da Diocleziano alla morte di Teodosio*, 1911; III, *Dalla morte di Teodosio alla conquista araba*, 1913, dans les *Memorie della R. Accademia dei Lincei, Classe di scienze morali, storiche et filologiche*, anno CCCIX, s-e V, XIV, 7. XII, 2 et XIV, 6; E. STEIN, *Praefecti Aegypti* dans *Hermes*, XXXII, 1897, pp. 663-667 et *Beiblatt der Jahreshefte des Oesterr. Arch. Instit. in Wien*, II, 1899, col. 107-108; III, 1900, coll. 209-212, 222 et *Hermes*, XXXIV, 1899, pp. 528-530; J. GRAFTON MILNE, *A History of Egypt under Roman Rule*², London, 1924; O. W. REINMUTH, *The Prefect of Egypt for Augustus to Diocletian*, Leipzig, 1935.

³ V. MITTEIS, *Grundz.*, pp. 25-26; HOHLWEIN, *L'Egypte romaine. Recueil des termes techniques relatifs aux institutions politiques et*

délégation immédiate de l'empereur¹ ainsi que d'un *imperium* : *quod ad similitudinem proconsulis lege sub Augusto ei datum est*². Les pouvoirs judiciaires du préfet ne connaissaient qu'une limitation : la possibilité d'un appel à l'empereur³.

administratives de l'Égypte romaine, suivie d'un choix de textes papyrologiques, Bruxelles, 1912, pp. 260-261. Pour la juridiction criminelle, cf. R. TAUBENSCHLAG, *Das Strafrecht im Rechte der Papyri*, Leipzig, 1916, p. 96, n. 5; MOMMSEN, *Le droit pénal romain*, I, 1907, pp. 277 ss.; O. W. REINMUTH, *op. cit.*, pp. 115-118; pour la juridiction gracieuse, cf. *P. Oxy.* IV, 720. 1456; v. aussi MITTEIS, *Sav. Z.*, XIX, 1908, p. 390 et XL, 1919, pp. 358-359; P. M. MEYER, *Z. vergl. RW.*, XXXIX, 1921, pp. 227-229. Quant à la juridiction civile du préfet, v. R. TAUBENSCHLAG, *Geschichte der Rezeption des Römischen Rechtes in Aegypten* dans *Studi Bonfante*, I, Milano, 1930, pp. 367-440; A. J. BOYÉ, *Le droit romain et les papyrus d'Égypte dans l'Égypte contemporaine*, 1929, pp. 529-559; O. W. REINMUTH, *op. cit.*, pp. 106-114.

¹ Cf. TACITE, *Hist.*, I, 11 : *Aegyptum copiasque, quibus coerceretur, jam inde a Divo Augusto equites Romani obtinent loco regum : ita visum expedire, provinciam aditu difficilem, annonae fecundam, superstitione ac lascivia discordem et mobilem, insciam legum, ignaram magistratum, domum retinere*. Cf. STRABON, *Geogr.* 17, 1, 12; PLINÉ, *nat. hist.*, 5, 57 SENECA, *N. q.*, 4, 2, 8; E. STEIN, *Untersuchungen zur Geschichte und Verwaltung Aegyptens*, pp. 113-115.

² Cf. ULPIEN, *Lib. 15 ad ed.*, D., 1. 17, *De off. praef.*, 1, rappr. WLASSAK, *Provinzialprozess*, p. 7, n. 10. Ajoutez TACITE, *Ann.*, 12, 60 : *Divus Augustus apud equestres, qui Aegypto praesiderent, lege agi decretaque eorum proinde haberi jusserat ac si magistratus (populi?) Romani constituissent*. Rappr. MODESTIN, *Lib. 1 parid.*, D., 40, 2, *De manum vid.*, 21 et sur ces textes, v. SOLAZZI, *Di una pretesa legge di Augusto relativa all' Egitto dans Aegyptus*, XI, 1928, pp. 296 ss. Ajoutez SÛTONE, *Nero* 47 : *varie agitavit, Parthosne vel Galbam supplex peleret an... vel Aegypti praefecturam concedi sibi oraret* (autrefois DION CASSIUS, *Hist. rom.*, 63, 27); O. HIRSCHFELD, *op. cit.*², p. 345; H. DESSAU, *Geschichte der römischen Kaiserzeit*, II, 2, Berlin, 1930, p. 648.

³ Cf. C. Just., 2, 6, *De postulando*, 1 : *Imp. Antoninus a Artemidoro : cum a praefecto Aegypti perpetuo causas agere prohibitus non appellaveris placitis obtempera* (année 216). Comp. l'édit du Préfet d'Égypte : Ti. Jul. Alexander, II, 9, 64 (S. RICCOBONO, *Fontes juris romani antejustiniani*, Florence, 1909, p. 256). V. aussi WILCKEN, *Hermes*, LV, 1920, pp. 1-42; O. W. REINMUTH, *op. cit.*, pp. 56-57; ROSTOVITZEF, *Geschichte der Staatspacht in der römischen Kaiserzeit bis Diocletian*, Leipzig, 1902, pp. 459 ss.; HIRSCHFELD, *op. cit.*², p. 349; WILCKEN, *Grundz.*, p. 32. Pour les rescrits des empereurs aux préfets d'Égypte, cf. E. WEISS, *Studien zu den römischen Rechtsquellen*, Leipzig, 1914, pp. 76-79 et O. W. REINMUTH, *op. cit.*, pp. 57-58 et les notes.

En ce qui concerne certains actes de procédure, bornons-nous à citer l'ὑπομνηματογράφος = *a commentarius prae-fecti Aegypti* (cf. *P. Oxy.* 1434, 9 [107-108]; *P. Teb.* 286, 13 [117-137]), charge¹ qui ressemble à celle de l'*accognitionibus* de la chancellerie impériale selon PHILON, in *Flaccum*, 16; LUCIEN, *Apol.*, 12 et l'*officium* des *adsestores* de sa chancellerie².

Quant à l'administration de la justice, le préfet est aidé par les hauts fonctionnaires, chefs des services centralisés à Alexandrie.

D'abord le *juridicus Alexandriae* ou Αἰγύπτου καὶ Ἀλεξανδρείας δικαιοδότης, plus rarement *juridicus Aegypti* (cf. *C.I.L.*, X, 6976), peut-être aussi vice-préfet d'Égypte, créé justement en vue de l'administration de la justice : *missus in Aegyptum ad ju(ris) dict(ionem)*, déclare une inscription de l'époque de Tibère (*C.I.L.*, XI, 6020 = DESSAU, *Inscrip. lat. select.*, 2691). Sa compétence civile, attestée par quelques papyrus (*P. Cattaoui*, I, verso; *B.G.U.* 1019), est encore mal définie³.

¹ Ajoutez *P. Strassb.* I, 22, 28; v. aussi PREMIERSTEIN dans *Real. Enc.* de Pauly-Wissowa-Kroll, IV, col. 764; O. HIRSCHFELD, *op. cit.*, p. 331, n. 2; O. W. REINMUTH, *op. cit.*, pp. 12-13; P. JOUGUET, *La vie municipale dans l'Égypte romaine*, Paris, 1911, p. 171; E. STEIN, *op. cit.*, pp. 187-206.

² Cf. PAUL, *Lib. sing. de off. adsess.*, D., 1, 22. *De off. adsess.*, 1, rapp. *P. Oxy.* 2111, 10 et *P. Teb.* II, 386.

³ Pour le *juridicus*, cf. E. STEIN, *Die juridici Alexandriae* dans *Arch. Papyr.*, I, 1901, pp. 445-449; COLLINET-JOUGUET, *Un procès plaidé devant le juridicus Alexandriae dans la seconde moitié du IV^e siècle après J.-C.*, dans *Arch. Papyr.*, I, p. 293-312; O. HIRSCHFELD, *op. cit.*², pp. 350-351; WENGER, *Rechtshistorische Papyrusstudien*, Graz, 1902, p. 153; JOUGUET, *La vie municipale dans l'Égypte romaine*, p. 189; WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, 1908, pp. 405 ss.; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 24 ss. et *Zur Lehre von den Libellen*, pp. 86 ss.; ZÜCKER, *Philologus*, Suppl. XII, 1, pp. 114-116; P. Jöns, *Sav. Z.*, XXXIX, 1918, p. 102, n. 2; pour C. Caecilius Salvianus, vice-préfet d'Égypte (avril 176): ὁ κράτιστος δικαιοδότης διαδεχόμενος καὶ τὰ κατὰ τὴν ἡγεμονίαν, après la révolte d'Avidius Cassius, v. *B.G.U.* 327. Pour la carrière de ce personnage, v. STEIN, *Arch. Papyr.*, I, pp. 447-448. Sur C. Julius Priscus *juri(dicus) Alexandriae* et *vice-praef(ecti) Aegypti*, v. *C.I.L.* VI, 1638 = DESSAU, *I.L.S.* 1331 et pour sa carrière, cf. STEIN, *op. cit.*, pp. 447-448, n. 13 et 16. V. aussi *P. Ryl.* II, 84, 7 (1^{er} août 146):

Quant à l'*idios logos* (ἐπίτροπος τοῦ ἰδίου λόγου), il nous apparaît comme juge du contentieux fiscal, le *gnomon* de l'idiologue est connu depuis peu par le *B.G.U.*, V, 1¹.

Pour l'archidicaste : ἱερεὺς καὶ ἀρχιδικαστῆς καὶ πρὸς τῆ ἐπιμελείᾳ τῶν χρηματιστῶν καὶ τῶν ἄλλων κριτηρίων (cf. *B.G.U.* 1001), président du tribunal des chrématistes, sa compétence est propre aux procès intéressant les συγχωρήσεις (cf.

ὁ διαδεχόμενος τὴν Πρόκλου ... εἰς τὴν Αἴγυπτον ἀποδημίαν. Il s'agit de L. Valerius Proculus. Sur le διαδεχόμενος τὴν ἡγεμονίαν, v. encore : P. M. MEYER, *Klio*, VII, 1907, pp. 122 ss., 144; HIRSCHFELD, *op. cit.*², pp. 350-352; WILCKEN, *Arch. Papyr.*, VI, 1920, pp. 376-377. La compétence du *juridicus*, qui n'est pas exclusivement civile, est mal connue. Une ébauche sur les rapprochements des papyrus concernant le procès de Tertia Drusilla et de C. Julius Agrippianus devant le δικαστὴς M. Julius Maximianus (cf. *P. Cattaoui* I verso; *P. Lond.* II, p. 152, n. 196; *B.G.U.* 1019 et *P. Berl.* 7420, 24, éd. FRICK, *Aegyptus*, IX, 1928, p. 285; v. aussi *P.S.I.* IV, 281 et *P. Ryl.* II, 119), a été essayée par BOYÉ, *Denuntiatio*, p. 25, n. 7 : procès relatifs à la tutelle, aux comptes de tutelle, affaires qui donnent lieu à l'expertise (λογοδοσία).

¹ V. pour l'idiologue, directeur des *res* ou *ratio privata*, du domaine particulier de l'empereur et son règlement du contentieux fiscal, le *liber mandatorum* : γνόμων, *B.G.U.* V, 1 (éd. SCHUBART, *Der Gnomon des ἰδίου λόγου*, *Ber. d. Preuss. Kunstsamml.*, XLI, 1919-1920, pp. 80-95 et P. M. MEYER, *Juristische Papyri*, Berlin, 1920, n. 93); V. aussi SCHUBART, *Rom und die Aegypter nach dem Gnomon des Idios logos* dans *Z. Aeg. Spr.*, XLVI, 1920, pp. 80-95 et l'excellent travail de Gehr. PLAUMANN, *Der Idios logos. Untersuchung zur Finanzverwaltung Aegyptens in hellenistischer und römischer Zeit* (*Abh. d. Preuss. Akad. phil.-hist. Kl.*, 1918, n. 17, pp. 68 ss. et *Real. Enc.* de Pauly-Wissowa-Kroll, IX, col. 882, art. *Idioslogos*); MITTEIS, *Römisches Privatrecht bis auf die Zeit Diocletians*, I, Leipzig, 1908, pp. 357 ss.; P. M. MEYER, Δοίκσις und Ἰδίου λόγος dans *Festschrift für Otto Hirschfeld*, Berlin, 1903, pp. 131-162; DE FRANCISCI, *Aegyptus*, I, pp. 387 ss.; REINACH, *N. R. H.*, XLIII, 1919, pp. 583 ss.; XLIV, 1920, pp. 5 ss.; LENEL-PARTSCH, *Zum sogenannten Gnomon des Idios Logos* (*Sitzb. Akad. Heidelb., phil.-hist. Kl.*, 1920, I. Abt., pp. 1-132); UXKULL-GYLLENBAND, *Zum Gnomon des Idios Logos* (*Arch. Papyr.* IX, 1930, pp. 183 ss.); v. pour la compétence judiciaire de l'idiologue, les actes du procès de Nestnephis : *P. Brit. Mus.*, éd. WESSLEY, *Specim. script. graec.*, tab. 8, 1 = MITTEIS, *Chrest.*, 68 (année 14 après J.-C.), qui montrent le renvoi d'une affaire au *conventus*, à la suite d'une requête adressée à l'idiologue. Rapp. *B.G.U.* 347 et *P. Lips.* 121 : v. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, 1908, pp. 388, 394-395, 408-411; P. M. MEYER, *Papyrus Cattaoui*, *Arch. Papyr.*, III, pp. 86 ss.

Pap. Berlin inv. 11644 et 13993), peut-être doit-on l'admettre dans les procès se greffant sur la *contradictio*¹.

Le P. Ryl., II, 119, soulève la question de l'exégète d'Alexandrie : ἐξηγητῆς τῆς πόλεως τῶν Ἀλεξανδρέων; connu surtout par ses attributions municipales, ne possédait-il pas également une juridiction propre? Les éditeurs de ce papyrus paraissent l'affirmer².

Selon les papyrus de Zénon, il faut reconnaître une compétence juridique au diocète : διοικητῆς, en quelque sorte ministre des finances, qui connaissait, à l'époque ptolémaïque, les questions touchant les monopoles, ainsi que les plaintes contre gens des finances³. Il est peu probable, enfin,

¹ L'archidicaste apparaît, le plus souvent, comme délégué du préfet, en matière civile, ainsi au B.G.U. 136; P. Jand. II, 9; P. Cattaoui, recto I, 14 et III, 6; B.G.U. 192-196; P. Oxy. 237, VI, 27 et 471, 142-154 (délégation en matière criminelle). Quant à la présidence du tribunal des chrématistes, v. aussi PREISIGKE, S. B., I, n. 5341. Pour sa compétence relative aux actes publics de la pratique alexandrine, ajoutez P. Oxy. II, 281, 23. II, 260; B.G.U. 11556. En tout cas, à l'époque romaine, la compétence de l'archidicaste n'est pas limitée à la πόλις, comme on l'a soutenu quelquefois (v. WILCKEN, *Observationes ad historiam Aegypti provinciae Romanae*, Diss. Berlin, 1885, p. 11), mais elle s'étend à toute la τῶν Ἀλεξανδρέων χώρα, et encore n'est-elle pas limitée aux causes civiles. L'archidicaste a la conduite des archives de la ville : Νεναίων et Ἀδριανὴ βιβλιοθήκη. Pour l'identification ἱερεὺς (ἐπιστάτης) τοῦ Μουσειοῦ καὶ ἀρχιδικαστῆς, v. STEIN, *Untersuchungen zur Geschichte und Verwaltung Aegyptens*, pp. 120-122; W. OTTO, *Priester und Tempel im hellenistischen Aegypten*, I, Leipzig, 1905, pp. 60, 67 n. 2, 111 n. 3, 166 ss., 175 n. 2, 197 ss., 255 n. 5 et 6; 256 ss., 414 n. 4, 415; II, 1908, pp. 245, 321, 326. V. sur l'archidicaste : P. KOSCHAKER, *Der Archidicastes*, Sav. Z., XXVIII, 1908, pp. 254 ss. et XXIX, 1909, pp. 1 ss.; P. JÖRS, *Erzrichter und Chrematisten*, Sav. Z., XXXV, 1915, p. 248 n. 1; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 27-28; WENGER, *Rechtshistorische Papyrusstudien*, Graz, 1902, p. 151; U. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, pp. 395, 411; SCHUBART, *Alexandrinische Urkunden aus der Zeit des Augustus*, *Arch. Papyr.*, V, 1909, pp. 57, 59 ss.; P. M. MEYER, *Arch. Papyr.*, III, pp. 71 ss.

² V. *Catalogue of the Greek Papyri in the John Rylands Library*, Manchester, II, 1915, p. 109, n. 1.

³ Pour le δικαιοδότης, à l'époque ptolémaïque, v. BERNEKER, *Die Sondergerichtsbarkeit im griechischen Recht Aegyptens*, pp. 30 ss.; une liste des diocètes, chez M. MASPERO, *Les finances de l'Égypte sous les Lagides*, Paris, 1906. Pour l'époque romaine, les sources opposent διοικητῆς à

que le *procurator usiacus* (ἐπίτροπος τῶν οὐσιακῶν), dont parle le *P. Teb.* 317, soit investi, lui aussi, d'une certaine compétence propre¹.

Tous ces fonctionnaires participent à l'administration de la justice, soit dans le cadre de leur compétence propre, qu'ils tiennent directement de l'empereur², soit investis d'une large délégation du préfet, imposée par la nécessité d'une justice rapide et accessible à tous³. Les papyrus de

ἴδιος λόγος, ainsi *P. Amh.* II, 72. 92, 15; *P. Oxy.* I, 57, 16, mais souvent elles citent le κράτιστος διοικητής : ainsi *C.I.L.* III, 7116; *P. Oxy.* I, 16, 15; *B.G.U.* 829. 925, 5, 106. Pour sa compétence judiciaire, cf. *P. Fior.* 6 et 89; *P. Oxy.* 1032, II, 43-44; *P. Ryl.* II, 84; cf. WILCKEN, *Urkunden der Ptolemäerzeit* (ältere Funde), I, 2, Berlin, 1923, p. 547; v. aussi WILCKEN, *Arch. Papyr.*, VI, pp. 395 et 411; E. VON DRUFFEL, *Zum Dioiketen Problem*, *Arch. Papyr.*, VI, 1903, pp. 30-33; P. M. MEYER, *Διοικήσεις und ἴδιος Λόγος* (*Festschrift für Otto Hirschfeld*), pp. 135-148; BOYÉ, *Denuntiatio*, p. 28. BRANDES dans *Real. Enc. de Pauly-Wissowa-Kroll*, V, col. 790.

¹ V. aussi *B.G.U.* 891; cf. P. M. MEYER, *op. cit.*, pp. 156-162; WILCKEN, *Grundz.*, 158; *Ostraka*, I, p. 393 et *Arch. Papyr.* IV, pp. 395 et 416; JOUGUET, *La vie municipale dans l'Égypte romaine*, pp. 190, 255; ROSTOVTZEFF, *Studien zur Geschichte des römischen Kolonates*, p. 174.

² Ainsi pour l'idiologue qui tient sa compétence directement de l'Empereur, cf. PREISIGKE, *Girowesen*, p. 200.

³ La question des pouvoirs juridictionnels se pose également pour certains fonctionnaires, qui se trouvent immédiatement au-dessous du préfet, épistratèges, stratèges et agents de police (ἐπιστάται τῶν φυλακτικῶν), les *stationarii* introduits avec la conquête romaine (ἐκκατοντάρχαι, δεκατάρχαι, etc.), et les *φύλακες* des villages. Les stratèges, procureurs, de l'ordre équestre, sont placés par Auguste à la tête des trois grands districts : Delta ou κίττω χώραι, Heptanomie (ἐπτὰ νομῶν καὶ Ἀρσινόειτου) et Thébaïde (cf. *P. Teb.* II, 302, 24; rapp. *P. Oxy.* III, 486, 26; *B.G.U.* 646; *P. Oxy.* I, 58; *C.I.L.* 5669; *P. Oxy.* IV, 709, et édit de Tibère Alexandre : *O.G.I.S.* 669, l. 47). Ayant d'importantes attributions judiciaires, choix des liturgies, etc., cf. *P. Gen.* 37; *P. Oxy.* III, 487, ils apparaissent avec des attributions judiciaires, en vertu d'une délégation du préfet, cf. *B.G.U.* 582. III, 486, 37. 448; *P. Strassb.* 41, 7; *P. Oxy.* 10, 32, l. 52; *P. Lips.* 32, 9. Cf. V. MARTIN, *Les épistratèges, contribution à l'étude des institutions de l'Égypte gréco-romaine*, Genève, 1911, pp. 157-171. Les stratèges, nommés par le préfet et pris dans les populations grecques, sont chargés de la police et de l'administration financière des nomes. Ils n'ont pas de juridiction propre, cf. *B.G.U.* 168; *P. Fior.* 36, 15. 3, 319, 8. Leur pouvoir de statuer ou de procéder à une enquête émane du préfet, v. l'inscription du musée du Caire 51876, chez EDGAR, *Annales du Service des Antiquités de l'Égypte*, XXIX, 1928, p. 277. En échange, l'activité des stratèges s'exerce continuellement, en matière de

l'époque nous ont transmis un grand nombre de ces délégations (cf. *P. Oxy.*, 1032, 471, 41-54; *B.G.U.* 1019, 9-10; *P. Leipz.* 1216, etc.).

Depuis Auguste, la justice est normalement rendue dans les assises périodiques : *διαλογισμὸς ἢ δικαιοδοσία* diront le *P. Oxy.*, III, 484 ss.¹ et le *P. Lond.*, II, p. 172, 19 ss. MITTEIS a le premier identifié le *διαλογισμὸς* avec l'institution romaine du *conventus juridicus*². Les *P. Fior.* 61, 46 et le *P. Oxy.*,

police et de justice de paix, cf. MITTEIS, *Grundz.*, p. 28; P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, p. 33. Ils ont une certaine compétence en matière gracieuse, cf. MITTEIS, *op. cit.*, p. 33, à laquelle il faut rattacher la notification des parangélies. En ce qui concerne les prérogatives de préparer le *conventus*, requête concluant : *ἔχειν καταχωρισμῶν*, cette opinion perd aujourd'hui de plus en plus de terrain, v. pour les stratèges, à l'époque romaine, BILABEL, dans *Real. Enc.*, de Pauly-Wissowa-Kroll, V, col. 184-252; WILCKEN, *Bemerkungen zur ägyptischen Strategie*, dans *Hermes*, XXVII, 1892, pp. 289 ss.; V. MARTIN, *Stratèges et basicologrammates du nome Arsinoïte*, dans *Arch. Papyr.*, VI, 1920, pp. 147 ss.; TAIT, *The Strategi and Royal Scribes in the Roman Period* dans *Journ. of Egypt. Archaeol.*, VIII, 1922, pp. 166-173; JOUGUET, *La vie municipale dans l'Égypte romaine*, pp. 259 ss., 76 ss. MITTEIS a parfaitement démontré (*Zur Lehre von den Libellen*, pp. 63 ss., 76 ss.), que tous ces fonctionnaires, chargés de mesures de simple police et de justice de paix, ne peuvent prendre en matière judiciaire, sans être délégués par des fonctionnaires supérieurs, que des mesures provisoires et de simple conciliation. Quant aux nombreux auxiliaires, constituant l'*officium* (τῆς) de chaque fonctionnaire : *γραμματεῖς* et surtout les *ὑπηρέται* (cf. PAUL, *Sent.*, I, 13 A, 1 a rapp. *B.G.U.* 388, III, 8-10), ils sont chargés d'actes matériels relatifs à leur fonction (inventaire, cf. *C.P.R.* 18, 35; sequestre, cf. *B.G.U.* 388; dépôt de testament, cf. *P. Oxy.* I, 106); v. aussi JÖRS, *Sav. Z.*, XL, 1919, pp. 45-46; P. M. MEYER, *Arch. Papyr.*, III, p. 101, n. 1; PREISIGKE, *Fachwörter des öffentlichen Verwaltungsdienstes Aegyptens*, Göttingen, 1915, p. 175, s.v. *ὑπηρέτης*.

¹ Ὅπου ἐὰν ὁ κράτιστος ἡγεμὼν ... τὸν νομὸν διαλογίζηται ἢ δικαιοδοσῆ. De même le *P. Lond.*, II, pp. 172, 19 ss. : ὅπου ἐὰν τὸν τοῦ νομοῦ διαλογισμὸν [ἢ] δικαιοδοσίαν ποιῆ[ται], v. aussi *P.S.I.* VIII, 944, 9-10 (comp. TACITE, *Agric.*, 9: *conventus ac judicia*; PLINE, *Nat. Hist.*, 5, 29; *conventus* = *jurisdictiones*), ou seulement ὅταν ὁ κράτιστος ἡγεμὼν ... τὸν τοῦ νομοῦ διαλογισμὸν ποιῆται cf. *B.G.U.* 226, v. aussi *B.G.U.* 19, I, 13. 525, 8; *P. Oxy.* IV, 709, 4 ss.; *P. Lond.* II, p. 149, 3; *P. Teb.* II, 303, 14 ss.; WILCKEN (*Arch. Papyr.*, IV, p. 371) observe que le mot *δικαιοδοσία* (*δικαιοδοσιῶν*) qui désigne la juridiction (cf. *P. Teb.* II, 434, 2 ss.; *P. Fior.* 6, 7; *B.G.U.* 1036, 30), tomba rapidement en désuétude par rapport à la reddition des comptes *διαλογισμὸς* qui le remplace.

² Le terme *conventus* auquel correspondent, dans les pays de l'Orient

IV, 709, établissent les normes (κατὰ τὴν [συνοίθεισιν], cf. *P. Ryl.*, II, 74) des ressorts et des villes conventuelles : Péluse pour la partie orientale du Delta, Memphis pour l'Heptonomie et la Thébaïde, Alexandrie pour la partie occidentale du Delta¹. Mais quelques papyrus, au II^e siècle de notre ère, citent aussi d'autres *conventus* : à Arsinoé, à Hermopolis

hellénisé, les termes *σύνοδος, ἀγορά, ἀγοραίων* (v. DION CHRYS., *Or.* 35; STRABON, *Geogr.* 13, 4, 12), s'entend des assises civiles périodiques, que le gouverneur de la République et du Principat allaient tenir successivement dans les différentes villes de leur province (cf. PAUL DIACRE, FOESTUS, *epist.*, 14; CICÉRON, *In Verr.*, II, 2, 58; *Ad Fam.*, 3, 8, 6; 15, 4, 2; HORACE, *Sat.*, I, 7, 22; v. P.-F. GIRARD, *Les assises de Cicéron en Cilicie* dans *Mélanges G. Boissier*, Paris, 1903, pp. 217-222; MOMMSEN, *Droit pénal romain*, I, Paris, 1907, pp. 272-273; KORNEMANN dans *Real. Enc. de Pauly-Wissowa-Kroll*, IV, coll. 1173-1179 s. v. *Conventus*; V. CHAPOT, *La province romaine proconsulaire d'Asie, depuis les origines jusqu'à la fin du Haut-Empire*, Paris, 1904, pp. 351 ss.; LIEBENAM, *Städte Verwaltung im römischen Kaiserreiche*, Leipzig, 1910, pp. 484 ss. Le *conventus juridicus* fut, probablement, introduit en Egypte entre les années 25 et 15 avant J.-C., sur le troisième préfet d'Egypte, C. Petronius, à l'occasion des grands changements introduits à cette époque par Auguste dans l'administration de l'Egypte hellénistique, cf. J. GRAFTON MILNE, *The Ruin of Egypt by Roman Mismanagement* dans *The Journal of Rom. Stud.*, XVII, 1927, pp. 1 ss. Les principaux textes sur le *conventus juridicus* en Egypte sont : *P. Oxy.* IV, 709; *P. Fior.* 61, 46; *P. Oxy.* IV, 705; B.G.U. 970, I, 93, 908; *P. Teb.* II, 569; *P. Amh.* 80; *P. Strassb.* 5, 7; *P. Oxy.* III, 471; 2131. 1456; *P. Ryl.* II, 74. 434; P.S.I. 1148; v. aussi A. CECCINI, *Studi sull'ordinamento processuale romano e germano I: Il processo romano*, Padova, 1925, pp. 1 ss.; A. J. BOYÉ, *Denuntiatio*, pp. 31 ss.; WILCKEN, *Der aegyptische Konvent* dans *Arch. Papyr.* IV, pp. 366-422; J. PARTSCH, *Schriftformel im römischen Provinzialprozess*, pp. 65 ss.; WLASSAK, *Provinzialprozess*, p. 35, n. 54; MITTEIS, *Zur Berliner Papyruspublication* dans *Hermes*, XXX, 1895, pp. 574 ss. et XXXII, 1897, pp. 648 ss.; J. N. COROÏ, *Le conventus juridicus en Egypte aux trois premiers siècles de l'Empire romain*, dans *Bulletin de l'Institut d'Archéologie bulgare*. IX, Sofia, 1935, pp. 363 ss. et *P. Oxy.* III, 471. *Une cognitio caesariana sous Trajan*. *Atti del IV Congresso Internazionale di Papirologia* (Firenze, 1935), Milano, 1936, p. 411 et les notes.

¹ Cf. *P. Oxy.* IV, 709, II, 3-9 : [ὁ ἡγεμ]ῶν τὸν ἀνάπλου ποιήσεται καὶ [πρώτον] εἰς Πηλοῦσιον ἀπὸ τῶν διαλο[γίστη]ται Τανίτην Σαῦροίτην Ἀραβίαν [Ἀβ]ίαν, ἐν Μένρει γινόμενος ὁμοίως Θηβαίαν ἐπὶ τὰ νομοὺς Ἀρσινοίτην, τοὺς δὲ λοιποὺς τῆς κάτω χώρας [... εἰς Ἀλεξάνδρειαν. Ajoutez *P. Teb.* II, 569; *P. Amh.* 80. Sur le *P. Oxy.* XVII, 2831, v. WILCKEN, *Urkunden-Referat*, *Arch. Papyr.*, VI, p. 95. Quant au *P. Oxy.* XII, 1456, 9-10, BOYÉ (*Denuntiatio*, p. 36, n. 2) insiste sur l'équivoque de ce papyrus. Il le rapproche du *P. Oxy.* 1667, où il ne s'agit en effet que d'une *epidemia*.

parva, à Antinopolis et à Oxyrhynchos (cf. *B.G.U.* 908; *P. Strassb.* 5, 7; *P. Oxy.* 2131; 1456, 9-10. Une lettre privée, du nome Arsinoïte, parle même d'un *conventus* tenu à Ξώις (cf. *P. Ryl.*, II, 434, 7-11)¹.

Wilcken², grâce au *P. Oxy.*, IV, 709, a fixé le tableau des époques annuelles (l. 2 : ἐστάθη) des assises, janvier pour le Delta oriental, février-mars et parfois avril pour l'Heptanomie et la Thébaïde, juin-juillet et août pour le Delta occidental. L'exposé de Wilcken a été l'objet de quelques réserves et il a été corrigé, dans une certaine mesure, d'après les données du *P. Ryl.*, II, 74³, dans le sens d'un dédoublement vers le sud du ressort du *conventus*, dont le siège normal est Memphis « un *conventus* sera tenu pour la Thébaïde à Koptos ou à Thèbes ». C'est un adoucissement, sans doute, à une organisation si rigoureuse pour les populations de l'Égypte supérieure. Nous trouvons une autre application de ces dispositions dans le *P.S.I.*, X, 1148, du 4 janvier 210 après J.-C.⁴, et pour le III^e siècle après J.-C. au *P. Oslo*, II,

¹ Ce texte : ...ἀπό τοῦ ἐν Ξοί διαλογοῦ, καὶ περὶ ὧν δὲ ἄλλων βούλει κέλευε ὡς ἤθελε ποιήσονται, il faut l'expliquer par rapport au *P. Ryl.*, II, 74.

² V. *Der ägyptische Konvent*, *Arch. Papyr.*, IV, p. 377; Boyé, *op. cit.*, p. 32; J. N. Coroï, *Le Conventus juridicus*, p. 367; O. W. REINMUTH, *op. cit.*, p. 100.

³ Pour ce texte, voir la lecture proposée par WILCKEN, *Arch. Papyr.*, VI, p. 373, comp. P. MEYER, *Jurist. Papyr.*, 82b. Ce n'est pas un acte officiel annonçant les assises, mais plutôt une copie rédigée dans un bul privé (cf. WILCKEN, *op. cit.*, p. 376). Il faut signaler, dans l'interprétation du *P. Ryl.* II, 74, une certaine divergence entre les auteurs, v. MITTEIS, *Sav. Z.*, XXXVII, 1916, p. 319, et P. M. MEYER, *op. cit.*, p. 285 contre JOHNSON-MARTIN-HUNT, les éditeurs du *P. Ryl.*, II, 74; WILCKEN, *op. cit.*, p. 374; Boyé, *op. cit.*, pp. 33-36. L'interprétation de WILCKEN nous paraît la plus rationnelle : Petronius Mamertinus (préfet d'Égypte, nov. 133-24 février 137) avait deux objectifs : tenir un *conventus* en Thébaïde supérieure, à Koptos ou à Thèbes, et finir celui de l'Heptanomie. Le temps faisant défaut, il décida de tenir *conventus* pour l'Égypte Moyenne et la Haute-Égypte, c'est-à-dire à Memphis.

⁴ Ce papyrus a été édité par Girolamo VITELLI, *Papiri Greci e Latini*, X, 1, pp. 70-89 (*Pubblicazioni della Società Italiana*), Firenze, 1932; v. aussi WILCKEN, *Urkunden-Referat* (*Arch. Papyr.*, X, 1932, pp. 253-255). Ce texte n'offre pas trop de difficultés. Un stratège de l'Arsinoïte

62¹. L'ordre des *conventus* établi par Auguste, était variable en pratique, les formules conditionnelles des parangélies : ὅπου ... ἐν ... διαλογίζηται (cf. *P. Oxy.*, III, 471, 30; *B.G.U.* 226, 21, etc.)², ainsi que l'usage d'un édit annuel, annonçant la date de la tenue des assises, le prouvent suffisamment; voyez le *P.S.I.*, X, 1148 que nous venons de citer.

D'ailleurs, les lieux mêmes des assises, par rapport aux circonscriptions judiciaires, pouvaient être facilement changés. Ainsi, par faveur spéciale accordée aux Arsinoïtes, le *conventus* de la Haute-Egypte a pu avoir lieu à Péluse à l'occasion du voyage de Septime-Sevère, en 199-200 après J.-C.³ Mais les circonscriptions judiciaires, elles-mêmes, n'étaient pas absolument fixes. Le *B.G.U.* 970 (doublé du *B.G.U.* 525) et d'autres textes⁴ font voir que les

(Θεμιστοῦ καὶ Πολέμωνος μερίδων), sur l'ordre du préfet d'Égypte : Subatianus Aquila (année 202/3-28 juillet 210, cf. P. RONDEN et H. DESSAU, *Prosopographia Imperii Romani*, III, Berlin, 1898, p. 276), publie, le 9 Tybi (4 janvier 210 après J.-C.), la lettre de celui-ci adressée aux στρατηγοὶ Ἀρσινότου καὶ τῆς ἄνω χώρας μέγρου Κοπίτου. Le préfet ordonne d'avoir à lui préparer, pour lui et son entourage, quartier et approvisionnement en vue d'un voyage projeté pour janvier-mars, et poursuivi, à fin de *conventus*, jusqu'à Coptos. Comp. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, VI, pp. 373 ss.; J. N. COROÏ, *Le conventus juridicus*, pp. 368-369.

¹ V. P. M. MEYER, *Papyrus-Bericht VIII*, *Sav. Z.*, LIV, 1934, p. 364. Quant aux autres papyrus, le *P. Oxy.* 1456 offrirait des doutes à WILCKEN (*op. cit.*, p. 423), il ne serait porté à y voir qu'une *epidemia* (ἐπιδημία); de même dans les *P. Oxy.* 1667 et *P. Jand.* IV, 53. Pour le *P. Ryl.*, II, 84, année 146 après J.-C., WILCKEN observe (*op. cit.*, pp. 376-377) que sa date (1^{er} avril) exclut toute relation possible avec les assises.

² Παρέσονται αὐτὸν... οὐ ἐν ὁ κράτιστος ἡγεμόν... τὸν τοῦ νομοῦ διαλογισμὸν ποιῆται. Ajoutez *P. Lond.* II, pp. 178, 18 ss.; *P. Oxy.* II, 484, 20, comp. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 386; BOYÉ, *op. cit.*, p. 71 et n. 2, 3.

³ *V. P. Oxy.* IV, 705, II, 37 ss.; *B.G.U.* 473; *P.S.I.* 683, 1052. Cf. WILCKEN, *Urkunden-Referat* (*Arch. Papyr.*, IX, 1928, p. 83) et *Arch. Papyr.*, VII, 1924, pp. 84-85, comp. *Arch. Papyr.*, IV, pp. 379 ss. et *Grundz.*, p. 358, aussi *Zu den Edicten* dans *Sav. Z.*, XLII, 1921, p. 138, n. 2 et avant J. HASEBROEK, *Untersuchungen zur Geschichte des Kaisers Septimius Severus*, 1921, pp. 118 ss., J. G. MILNE, *Some Alexandrian Coins* dans *Journ. of Egypt. Archaeol.*, IV, 1917, p. 180.

⁴ Cf. WESSÉLY, *Papyrorum scripturae graecae specimina isagogica*, Lipsiae, 1900, pp. 5-6 (année 15-16 après J.-C.) et les observations de WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 394.

Arsinoïtes pouvaient être convoqués à Alexandrie au lieu d'être appelés à Memphis.

Quant à la tenue des *conventus* = *conventum agere* (διαλογίζεσθαι)¹ à la différence des autres assises provinciales², en Egypte, le préfet a seul qualité, car il possède seul des pouvoirs administratifs et judiciaires à fin des assises³. Il est entouré et assisté, en qualité de juge, par les hauts fonctionnaires du pays⁴: *juridicus*, idiologue, diocète, archidicaste, *procurator usiacus*, mais aussi par les épistratèges et

¹ Cf. P. Ryl. II, 74, 8; P. Oxy. III, 484, 24; P. Teb. 569; B.G.U. 252, 8, 709, 4, 903, 18; P. Lond. 276a 3, II, 358, 19, etc. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 369; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 25, 36; WILCKEN, *Ostraka*, I, p. 499.

² Dans les autres provinces peuvent *conventus agere*: le gouverneur, les questeurs, les légats, et même des personnes de confiance chargées de ce mandat. Cf. ULPYEN, *Lib. 2 de off. proc.*, D., 1, 16, *De off. proc.*, 7, 2; HERMOGÉNIEEN, *Lib. 2 juris epit.*, D., 1, 18, *De off. praes.*, 10; MARCIEN, *Lib. 3 instit.*, D., h.l., 11; PROCULUS, *Lib. 4 epist. D.*, h.l., 12; CICÉRON, *Div. in Caec.*, 17, 56; SÉTONE, *Caes.*, 7. Inscription de Torigny au C.I.L. XII, 3162.

³ Cf. PHILON, *In Flacc.* 1; v. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, pp. 407-408. Ajoutez MOMMSEN, *Römisches Strafrecht*, 1899, p. 246 et *Droit public romain*, I, 1897, pp. 287-288; MITTEIS, *Hermes*, XXX, 1895, p. 577 et XXXII, 1897, p. 648, devait conclure à la tenue du *conventus* par le préfet et par le *juridicus*. Mais MITTEIS encore (*Grundz.*, pp. 25-26), ainsi que WILCKEN (*Grundz.*, p. 351) et WENGER (*Rechtshist. Papyrusst.*, p. 154, n. 2) rejettent le *juridicus* et admettent l'épistratège. Dans ce sens, v. aussi P. M. MEYER, *B. Ph. W.*, 1902, p. 818. Pour le *juridicus* en qualité de διαδελχόμενος τὴν ἡγεμονίαν en cas de vacance du titulaire, v. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 407, n. 1. Autrement MITTEIS, *Hermes*, XXX, p. 577.

⁴ V. pour le *juridicus*: B.G.U. 245 (?), et WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 408. Pour l'idiologue, v. B.G.U. 347; WESSELY, *Spec. scrip. graec.*, pp. 5-6, rapp. tab. 8, 12 ss.; WILCKEN, *op. cit.*, p. 394 et *Deutsche Lit. Z.*, 1902, p. 1144; P. Lips., 121, 6 et WILCKEN, *op. cit.*, p. 411. Pour le diocète, cf. P. Fior., 578 et 614; B.G.U. 136, cf. WILCKEN, *op. cit.*, pp. 372, 388, 411. Pour le *procurator usiacus*, cf. B.G.U. 891, probablement dans les questions intéressant les οὐσίαι, cf. WILCKEN, *op. cit.*, p. 411. Pour les procurateurs impériaux, cf. P. Lips. 32, 10, pour les épistratèges, v. P. Oxy. 726; P. Brème, 17, leur présence, au *conventus*, est absolument nécessaire pour la révision administrative. Quant au stratège, sa présence n'est pas attestée par les textes; cependant, si on considère la révision administrative, on doit nécessairement conclure dans le sens affirmatif; v. aussi WILCKEN, *op. cit.*, IV, p. 413. Pour le βασιλικὸς γραμματεὺς, v. B.G.U. I, 19 et WESSELY, *Specim.*, 7 ss. rapp. 8, 11, 3 et 11, 8-3; WILCKEN, *op. cit.*, pp. 413-414.

les stratèges des nomes ainsi que par le βασιλικὸς γραμματεὺς. Peuvent encore être délégués, comme κριταίς, les hommes de confiance du préfet ¹. Les papyrus (cf. *P. Oxy.* 2111; *P. Tebt.*, II, 286) constatent aussi la présence des *consiliarii*, *adessores*, les φίλοι du *P. Cattaoui*, I, 125 ².

Pour les affaires soumises au *conventus*, les investigations préliminaires sont faites par les stratèges à la demande du préfet. Le célèbre procès de Dionysia, en 186 après J.-C. connu par *P. Oxy.*, II, 237, nous en donne un exemple ³.

Les séances du procès, devant le *conventus*, se déroulent de la même manière que celles des autres assises provinciales. Le préfet siège sur le tribunal, il est entouré de ses assesseurs ⁴. Il examine, d'abord, la nationalité du plaignant, car les Grecs jouissent de certains privilèges ⁵ et les tribunaux juifs sont compétents dans quelques matières ⁶. Ordinairement les parties sont représentées par des *patroni*, *advocates* (ῥήτορες = συνήγοροι) ⁷. La séance, une fois levée,

¹ Pour une délégation donnée à C. Corvius Flaccus, épistratège en retraite de la Thébàide, v. l'inscription de Péluse, année 4 avant J.-C., publiée par R. CAGNAT, *Comptes rendus de l'Acad. des Inscript.*, 1905, pp. 202 ss., commentée par WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 384. MOMMSEN, *Römisches Strafrecht*, p. 248, 6 (*Droit pénal romain*, I, 1907, p. 3) cite un préfet de cohorte, qui statue, en 124 après J.-C., dans une affaire d'héritage sur mandat du préfet.

² V. *Arch. Papyr.*, III, p. 558 = MITTEIS, *Chrest.*, 372. La date du 4 juin 115 après J.-C. permet de conclure, avec A.-J. BOYÉ, *op. cit.*, p. 31, n. 21, que l'affaire a lieu devant le *conventus* du Delta occidental, v. P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n. 22b.

³ Rappr. *B.G.U.* 163; *P. Amh.* 81, 66; *P. Théad.* 15; *P. Fay.* 119, 11; cf. O. W. REINMUTH, *op. cit.*, pp. 103-104; MOMMSEN, *Droit public romain*, I², 1896, p. 355; PERNICE, *Sav. Z.*, XIV, 1893, pp. 143, 147-152.

⁴ V. H. F. HITZIG, *Die Assessoren der römischen Magistrate und Richter*, München, 1893, pp. 23 ss., 42 ss., 160-161.

⁵ Cf. FR. ZUCKER, *Beiträge zur Kenntnis der Gerichtsorganisation im ptolemäischen und römischen Aegypten*, *Philologus*, Suppl., XII, 1, 1911, pp. 114-122.

⁶ Cf. E. R. GOODENOUGH, *The Jurisprudence of the Jewish Courts in Egypt*, New-Haven and London, 1929; V. aussi H. VOLKMAN, *Zur Rechtsprechung im Prinzipat des Augustus* (*Münchener Beiträge zur Papyrusforschung*, XXI), München, 1935, p. 133.

⁷ V. pour les *patroni*, *advocati* : *P. Cattaoui*, Recto (*B.G.U.* 114)

le juge quitte son siège pour se consulter avec son *consilium* = *οἱ ἐν συμβουλίῳ* (cf. *P. Ryl.*, II, 75; *P. Teb.*, II, 386; *P. Oxy.* 2111, I, 10; *P. Callaoui*, recto, IV, 1-14 rappr. *Act. apost.*, II, 15-16), consultation qui a lieu, probablement, à huis clos¹. Mais le juge prononce la sentence *pro tribunali* (*ἀπὸ βήματος*, cf. *B.G.U.* 288, 15)². Tout cela est réglé, d'ailleurs, par l'édit du préfet d'Egypte : L. Valerius Proculus (cf. *B.G.U.* 288) du 10 mars 145 après J.-C. Les *a commentariis* du préfet d'Egypte nous ont conservé de nombreuses copies des séances de ce tribunal, ainsi au *B.G.U.* 329; *P. Teb.* 562. 589; *P. Amh.* 67; *P.S.I.*, IV, 293 et V, 450; *S.B.* 5693. On possède encore des renseignements circonstanciés sur le *conventus* dans les actes du procès de Nestnéphis³, à l'époque de Tibère et, pour l'Asie, dans les *Or.*, 3, 15 de Dion de Pruse.

A côté de la justice, rendue normalement dans les *conventus*, et c'est là un point fort important, il existait encore, en Egypte, des tribunaux permanents⁴ (*βῆμα* quelquefois

dans *Arch. Papyr.*, III, pp. 55 ss. = MITTEIS, *Chrest.*, 372 = P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n. 22; O. W. REINMUTH, *op. cit.*, p. 104.

¹ *V. Act. ap.*, ἀναχωρήσαντες; rappr. *D.*, 28, 4, *De his qui*, 3 et PHILON, *Leg. ad Gajum*, 44.

² Cf. *B.G.U.* 288, 15; *P. Chic.* 29, III, 2. V. WILCKEN, *Urkunden-Referat*, III, *Arch. Papyr.*, V, pp. 232-233 et P. M. MEYER, *Arch. Papyr.*, III, p. 79, n. 5; v. aussi O. W. REINMUTH, *op. cit.*, p. 104-105, rappr. *B.G.U.* II, 511, I et II : actes d'Isidore et de Lampon, procès criminel devant l'empereur Claude, le 30 avril et 1^{er} mai 53 après J.-C., von PREMERSTEIN, *Zu den sogenannten alexandrinischen Märtyrerakten*, dans *Philologus*, Suppl. XVII, 2, 1923, pp. 1-45; DE SANCTIS, *Claudio e i Giudei di Alessandria*, dans *Riv. Filol. Class.*, N.S., II, 1924, pp. 473-513; C. HORKINS, *The Date of the Trial of Isidorus and Lampon before Claudius* dans *Yale Classical Studies*, I, New-Haven, 1928, pp. 166-167 (et la critique par W. ENSSLIN, *B.-Ph. W.*, LI, 1931, p. 388); MOMIGLIANO, *L'opera dell' Imperatore Claudio*, Firenze, 1931, p. 72; J. N. COROÏ, *Le P. Oxy.* III, 471, *Une « cognitio caesariana » sous Trajan*, Milano, 1936, pp. 432-433, n. 1.

³ *V. P. Brit. Mus.*, éd. WESSELY, *Spec. script. graec.*, tab. 8, 1 = MITTEIS, *Chrest.*, 68. Ces actes ont été utilisés par WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, pp. 408-410 et par P. M. MEYER, *Δοκίμης und Ἰδίου λόγος* dans *Festschrift für Otto Hirschfeld*, pp. 150 ss.

⁴ *V.* sur ces tribunaux, WŁASSAK, *Provinzialprozess*, p. 35, n. 54;

v. *P. Oxy.*, I, 37, col. I, 3¹ et *δικαστήριον* dès l'époque ptolémaïque v. *P. Teb.* 434; *P. Amh.* 81, 10). Les *Institutes* attribués à Théophile² marquent d'ailleurs, nettement, l'opposition : les *δικαστήρια ordinaria* seraient les *conventus*, les *δικαστήρια extraordinaria* les tribunaux permanents (v. 3, 12 pr.). Certains papyrus attestent aussi le rôle considérable des tribunaux permanents, ainsi le *P. Oxy.*, III, 486 et le *P. Hamb.*, I, 4. Wlassak, qui a touché à la question³, explique qu'à l'exemple de Rome, il y avait, sans doute,

WENGER, *Rechtshist. Papyrust.*, pp. 102, 155; WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, pp. 390, 393, 396; MITTEIS, *Grundz.*, p. 65; P. M. MEYER, *Griechische Papyrusurkunden der Hamburger Stadtbibliothek*, I, 1, Leipzig, 1911, p. 14 (sur *P. Hamb.* I, 4); STEINWENTER, *Studien zum römischen Versäumnisverfahren*, München, 1914, pp. 47, n. 1, 78, 83, 90; FR. ZUCKER, *op. cit.*, pp. 116-117; ΒΟΥΪ, *Denuntiatio*, pp. 36-41; P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n. 86; J. N. COROÏ, *Le conventus juridicus*, pp. 378-380 et *Procès de Sarapion et de Dionysia au temps de Hadrien (P. Oxy. III, 472 et 486)*, communication au V^e congrès des études byzantines à Rome.

¹ V. encore pour βήμα, tribunal permanent : *P. Oxy.* II, 237, V, 13 et VII, 20; *P. Strassb.*, I, 5, 7, mais βήμα se rapporte au *conventus* dans *P. Teb.* 434 et *P. Amh.* 81, 10; *P. Lond.* II, p. 172, n. 358, 19; cf. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 374, n. 2; et MITTEIS, *Hermes*, XXX, pp. 34, 98; PREISIGKE, *Fachwörter der öffentlichen Verwaltungsdienstes Aegyptens*, Göttingen, 1915, v. βήμα. Le mot *δικαστήριον* désigne, presque toujours, le tribunal permanent; v. encore *P. Oxy.* 59, 11; rappr. *P. Oxy.* IV, 705, 38; *P. Giess.* I, 34, 6; *P. Théad.* 15, 4-5. Pour les *δικαστήρια alexandrins*, à l'époque ptolémaïque, cf. BERNEKER, *Zur Geschichte der Prozesseinleitung im ptolemäischen Recht*, München, 1929, pp. 61-71. Quant à la distinction des *δικαστήρια alexandrins* et du *conventus*, voir le tableau de la session des assises dressé par WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, pp. 390 ss. Cependant V. MARTIN, *Les épistatèges*, pp. 105-106 fait certaines observations sur le *P. Oxy.* III, 486.

² V. 3, 12 pr. : ἡ bonorum emptίων τότε γώραν ἔχουσα ἡνίκα τὰ δικαστήρια ὀρθονάρια ἦν, τότεστιν, ἡνίκα ἐκνοῦντο ἐν μόνῳ καιρῷ τοῦ κονδέντου ... σήμερον δὲ τῶν δικαστηρίων ἐξτραορδοναρίων ὄντων καὶ ἐν παντὶ τῷ καιρῷ γομναζομένων, εὐκόντως αἱ bonorum venditiones εἰσὶν ἐν ἀχρηστία = tunc locum habebat (bonorum emptio), quando judicia extraordinaria sint et omni tempore habeantur. Voir sur ce texte WLISSAK, *Provinzialprozess*, p. 35, n. 54; BOUÏ, *op. cit.*, pp. 40, n. 40 et p. 313, n. 76. Ajouter HARTMANN-UBBELOHDE, *Der « ordo judiciorum » und die « extraordinaria judicia » der Römer*, Göttingen, 1886, pp. 2 et 387.

³ Cf. WLISSAK, *op. cit.*, p. 40, n. 40. Ce sont dans les derniers temps de la libre République et sous le Principat, des poursuites *extra ordinem* au sein de l'*ordo judiciorum*. Ceux-ci envisagent, soit l'interruption des

dans les provinces, une juridiction non limitée dans le temps : *cum res aguntur*, des tribunaux qui jugeaient en dehors de l'époque des assises.

Ce sont, d'abord, les tribunaux que les hauts fonctionnaires de l'administration centrale tiennent à Alexandrie, soit en vertu de leur compétence propre, soit en vertu d'un mandat du préfet. Il faut citer, parmi les premiers, le tribunal du *juridicus* (cf. *P. Bouriant*)¹ et celui de l'archidicaste (cf. *P. Oxy.* 281)². Il y avait encore, à Alexandrie, au moins jusqu'à la 27^e année du règne d'Auguste, certains collèges permanents qui ont survécu au régime ptolémaïque : l'ancien tribunal de la cour : ὁ ἐπὶ τοῦ ἐν τῇ αὐλῇ κριτηρίου³ et aussi un autre collègue désigné par les mêmes documents : ὁ ἐπὶ τοῦ κριτηρίου tout court⁴. Enfin, l'existence et le rôle

causae ordinatae (cf. CICÉRON, *Ad Fam.*, 8, 8, 1; *Pro Cluent.*, 20, 50, 22, 59; *De Div.*, 2, 19, 58), soit l'inobservation de la *rerum prolatio* (cf. CICÉRON, *Pro Mur.*, 13, 29; *Ad Att.*, 14, 5, 2; SUÉTONE, *Aug.*, 32), par opposition à l'*actus rerum* (cf. CICÉRON, *Pro Caelio*, 1, 1 et 29, 70; *Pro Mil.* 6, 14; *Scolies de Bobbio*, éd. ORELLI, 1, 1, éd. STANGL, p. 112). V. pour les deux cas : MOMMSEN, *Droit public romain*, VI, 1, 1889, pp. 426-427 et surtout *C.I.L.* I, 2^e éd., pp. 280-296; P.F. GIRARD, *Manuel*, 1929, p. 1035; J. N. COROÏ, *La violence en droit criminel romain*, Paris, 1915, pp. 87 ss.

¹ Cf. éd. COLLINET-JOUGUET, *Arch. Papyr.*, I, pp. 293 ss.; *P. Ryl.* II, 119; *B.G.U.* 1019, 9, 378 et I, 245; *P. Gen.* 4; *P. Oxy.* II, 237, VII. Ajoutez *B.G.U.* 361, 7 ss. et peut-être 1042, 5.

² Ajoutez *P. Oxy.* 260; *B.G.U.* 114, I, 14 ss. (= *P. Cattaoui Recto*, I, 14 ss.); *B.G.U.* 1155; v. KOSCHAKER, *Der Archidikastes*, *Sav. Z.*, XXVIII, 1907, p. 257; FLINIAUX, *Le vadimonium*, Paris, 1908, pp. 134-135. Ajoutez *B.G.U.* 578 = MITTEIS, *Chrest.*, 227 = P. M. MEYER, *Jur. Papyri*, n. 46; *P. Teb.* 319, 1; *P. Fior.* 156; MITTEIS, *Grundz.*, p. 241.

³ Cf. *B.G.U.* 1050-1061, 1098-1184; cf. P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, p. 93, spécialement *B.G.U.* 1146, 1156, 1127 et 1098 cités par E. STEIN, *Untersuchungen zur Geschichte und Verwaltung Aegyptens*, p. 129, n. 3; v. sur ces papyrus d'Abusir el mälâq, SCHUBART, *Alexandrinische Urkunden aus der Zeit des Augustus* dans *Arch. Papyr.*, V, 1908, pp. 57 ss.; MITTEIS, *Grundz.*, p. 8; ZUCKER, *Philologus*, Suppl. XII, 1, p. 116; WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 374, n. 2; et pour l'époque ptolémaïque, cf. SEMEKA, *Ptolemäisches Prozessrecht, Studien zur ptolemäischen Gerichtsverfassung und zum Gerichtsverfahren*, I, München, 1913, p. 57; *Dikaionata* (Pap. Hal. 1), Berlin, 1913, p. 53.

⁴ Cf. *B.G.U.* 1050 = P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n° 19 = MITTEIS, *Chrest.* 286. rapp., *B.G.U.* 1051, 1052, 1098-1101; *P. Teb.* I, 7, sur le

effectif des chrématistes est établi, dans la procédure d'exécution, jusqu'au règne d'Hadrien, en 133 après J.-C., par le *P. Berol. Inv.* 11644¹, et tout dernièrement on parle encore de lui dans les *Papyri de Zénon* 33-35². Les sources citent souvent le tribunal de l'épistratège, ainsi le *P. Oxy.*, III, 486; II, 237, VII, 30 ss.; *P. Strassb.* 41³ et aussi le tribunal du stratège⁴, par exemple l'inscription déjà citée du Musée du Caire 51876⁵. Des documents attestent que le préfet décidait, lui aussi, à Alexandrie, au sujet des requêtes qui lui étaient adressées, soit *de plano* ou *pro tribunali*⁶ et rien

τῶν ἐπὶ τοῦ κρημνίου, v. SCHUBART, *op. cit.*, pp. 57-60 et sur le rapport de ces tribunaux avec l'archidicaste, cf. *B.G.U.* 1108 et 1111, v. SCHUBART, *op. cit.*, pp. 60 ss.

¹ Cf. GRADENWITZ, *Das Gericht der Chrematisten* dans *Arch. Papyr.*, III, pp. 22 ss.; MITTEIS, *Grundz.*, p. 3; ZUCKER, *op. cit.*, 54; BOYÉ, *op. cit.*, p. 38 et n. 35; P. JÖNS, *Erzrichter und Chrematisten* dans *Sav. Z.*, XXXVI, 1915, pp. 230, 238 ss., 242, 245 n. 3, 252 ss., 274 ss., 284 ss.; SEMEKA, *op. cit.*, p. 118; BERNEKER, *op. cit.*, pp. 144 ss.

² Publ. par P. JÖNS, *Sav. Z.*, XXXVI, p. 242, II, 27 ss. et 49 ss. = PREISIGKE, *S. B.*, I, 5341 = P. M. MEYER, *Jur. Papyri*, n. 48.

³ V. WILCKEN, *Papyrus-Urkunden*, dans *Arch. Papyr.*, VI, 1920, pp. 451-452. Mais il ne s'agit pas ici du collège des chrématistes, mais d'un chrématiste isolé : Πέτρων ὁ χρηματιστής. D'ailleurs, la sentence est prononcée par le diécète. V. aussi EDGAR, *Annales du Service des Antiquités de l'Égypte*, XIX, nos 33-35.

⁴ Ajoutez *B.G.U.* 582, 448; *P. Oxy.* 1032, I, 52; *P. Lond.* II, 171; v. aussi V. MARTIN, *Les Epistratèges, contribution à l'étude des institutions de l'Égypte gréco-romaine*, Genève, 1911, pp. 158-171.

⁵ V. aussi *P. Oxy.* I, 260; *B.G.U.* 168, II, 187, 17; *P. Par.* 69; *P. Lond.* II, p. 172, 16; *P. Fior.* 36, I, 3; *P. Oxy.* III, 486, 8; *B.G.U.* 195, 35, 226, 9, rapp. *B.G.U.* 164, 20; *P. Amh.* 8.

⁶ V. *P. Oxy.* 2111, 1-12; *P. Ross. Georg.* II, p. 22. Cf. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, pp. 390 ss.; WENGER, *Rechtshist. Papyrusst.*, p. 160, n. 2. Le premier papyrus donne un protocole devant le préfet d'Égypte : M. Petronius Mamertinus (133-135), le préfet dans son *consilium* : *στειλόμενος μετὰ τῶν ἐν συμβουλίῳ εἰπέν*) renvoie l'affaire à un *judex datus*. Dans le second papyrus (154-9 Fayum), le préfet M. Sempronius Liberalis retient l'affaire : *Διαινώσ[ο]μαι περὶ τοῦ πράγματος*; v. aussi MITTEIS, *Zur Lehre von den Libellen*, dans les *Abhandlungen* de Leipzig, LXII, 1910, pp. 90 ss., et *Grundz.*, p. 38. Mais le préfet peut renvoyer l'affaire au *conventus* par une *suscriptio* : *εἰ τι δικαίου ἔχῃς τούτω χρῆσαι δόνταται*. v. *P. Oxy.* II, 237, V, 37 et *B.G.U.* 614 v°.

ne s'opposait à ce qu'il tienne son tribunal permanent pendant ses *epidemiae*¹.

En ce qui concerne maintenant les séances ordinaires des tribunaux permanents, quelques témoignages exprès nous sont parvenus, pour le préfet, pour l'archidicaste, pour l'idiologue. Le *P. Cattaoui*, recto² (*B.G.U.* 114), col. I, ll. 5-13, contient un extrait des actes : *ὑπομνηματισμοί* du préfet M. Rutilius Lupus, 5 janvier 117 (en matière d'*actio depositi* = *παρακαταθήκη*); col. III, ll. 11-22 protocole du même, 24 octobre 114 (*status familiae*); col. IV, ll. 1-15, protocole encore du même, 4 juin 115 (droits successoraux); col. IV, l. 16, col. V, l. 26 : protocole du préfet Valerius Eudaimon, 26 août 142 (*status civilatis*). Le *P. Strassb.*, I, ll. 10-24, 25-33, contient un extrait des actes du préfet Subatianus Aquila, 13 mars 207 (*longae possessionis praescriptio et usucapio*). Le *P. Cattaoui*, recto, col. I, 14, col. III, 10, contient le protocole d'un *ἀρχιδικαστής*, délégué du préfet M. Petronius Mamertinus, du 5 février 134 et, col. V, un extrait des actes de l'*ἴδιος λόγος* : Claudius Julianus, du 22 novembre 136.

¹ Cf. BOYÉ, *op. cit.*, p. 36. Contra STEINWENTER, *op. cit.*, p. 127. Pour les épistatèges, v. *P. Giess.*, 31, 4 et V. MARTIN, *op. cit.*, p. 128. Pour les stratèges, v. P. M. MEYER, *Papyrus-Bericht*, VII, dans *Sav. Z.*, LII, 1932, p. 400 et BILABEL, dans *Real. Enc.*, de Pauly-Wissowa-Kroll, IV A, p. 181. Pour l'*ἐπιδημία* en général, v. *P. Lips.* 37, 26; *P. Oxy.*, 1261, 7; *B.G.U.* 362, VII; *P. Lond.* III, p. 112, n. 1159 et V, p. 8, n. 1651, 7-18; cf. encore PREISIGKE, *Fachwörter*, p. 84; P. M. MEYER, *Z. vergl. RW.*, XXXIX, 1921, p. 273; MITTEIS, *Grundz.*, p. 25; WILCKEN, *Grundz.*, p. 33 et *Arch. Papyr.*, IV, p. 374; BOYÉ, *op. cit.*, p. 32, n. 22. Les fonctionnaires qui ne peuvent tenir *conventus*, peuvent faire des *epidemiae*, ainsi les épistatèges et les stratèges. L'*epidemia* a survécu, d'ailleurs, au *conventus*, cf. MITTEIS, *Grundz.*, p. 26.

² V. GRENPELL-HUNT, *Arch. Papyr.*, III, pp. 55 ss. = MITTEIS, *Chrest.*, 372, col. I, 5-13; IV, 1-15 = P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n° 22 et *Arch. Papyr.*, III, pp. 67-91. Pour le *B.G.U.* 114, cf. MITTEIS, *Chrest.*, 372. Pour la littérature sur ces papyrus, v. PARTSCH, *Schriftformel im römischen Provinzialprozess*, pp. 76 ss.; L. BOULARD, *Les instructions des magistrats aux juges commissaires dans l'Égypte romaine*, pp. 53 ss.; WENGER, *B.-Ph. W.*, 1907, pp. 143 ss.; KOSCHAKER, *G.G.A.*, 1907, pp. 808 ss.; WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 390.

Quant au cercle de l'activité de ces tribunaux et du *conventus*, cela ne dépendait certainement pas de la nature des causes, comme on l'a soutenu quelques fois ¹, car, au point de vue du fond, toute distinction est irréconciliable avec le système de la délégation ². L'explication la plus vraisemblable serait, qu'en Egypte, la pleine juridiction du préfet et de ses subordonnés fût utilisée pour suppléer, surtout, entre les sessions, aux insuffisances des assises ³. C'est aussi,

¹ Cf. WENGER, *op. cit.*, pp. 100-122, 155; P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, p. 280 et la discussion de cette opinion chez BOYÉ, *op. cit.*, p. 39, n. 39.

² Dans ce sens aussi BOYÉ, *op. cit.*, loc. cit.

³ Il faut reconnaître que l'institution du *conventus*, telle qu'elle fut créée par Auguste, paraît s'inspirer, non des commodités et des besoins des justiciables, mais de la rareté des communications entre Rome et le préfet. WILCKEN (*Arch. Papyr.*, IV, pp. 401-402) ajoute d'autres raisons, pour le choix des villes conventuelles : importance numérique de la population, chemins commerciaux, puissante garnison. En tout cas les populations de la Haute-Egypte se trouvent fort éloignées des sièges des assises et la rareté des sessions risque encore de retarder la solution des litiges. Il y avait certainement de nombreux palliatifs; pour n'en citer que quelques-uns : activité des épistratèges et des stratèges en matière de police, tournées d'inspection du préfet, usage des délégations, enfin, fréquence des actes exécutoires et de la procédure des sommations (v. P. GIESS., 31, 4; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 25-28, WILCKEN, *op. cit.*, p. 374; MITTEIS, *Sav. Z.*, XLI, 1920, p. 325 et BOYÉ, *op. cit.*, p. 36, n. 30). Mais, pour la bonne et rapide administration de la justice, seule la décentralisation administrative et la suppression des *conventus*, réalisée par Dioclétien, en 297 après J.-C., fut parfaitement efficace, car le Bas-Empire posa seul le principe que tout habitant de l'Egypte serait, dorénavant, jugé par l'autorité immédiate de sa province, cf. C. Just., 3, 3, *De ped., jud.*, 2, rapp. ULPIEN, *Lib. 1 appell.*, D., 49, 2, *Quib. appell.*, 1, 1 et 4; MOMMSEN, *Römisches Strafrecht*, 1889, pp. 249-250; v. aussi P. LIPS., 33, 36, 37; B.G.U. 1024 et les travaux de WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 423; MOMMSEN, *Verzeichniss der römischen Provinzen. Abhandlungen de l'Acad. de Berlin*, 1862, pp. 500 ss. = *Gesamm. Schr.*, V, 1908, pp. 671-672; C. JULIAN, *De la réforme provinciale attribuée à Dioclétien* dans *Rev. Hist.*, XIX, 1882, p. 351; COLLINET-JOUGUET, *Un papyrus bilingue du Musée du Caire* dans *l'Arch. Papyr.*, III, 1906, pp. 2-5; M. GELZER, *Studien zur byzantinischen Verwaltung Aegyptens*, Leipzig, 1909, pp. 2-6; Germaine ROULLARD, *L'Administration civile de l'Egypte byzantine*, Paris, 1928, pp. 2-6; ajoutez ROSTOVITZEFF, *La crise sociale et politique de l'Empire romain au III^e siècle après J.-C.*, dans le *Musée belge*, XXVII, 1923, pp. 223-224 et *The Social and Economic History of the Roman Empire*, Oxford, 1926, pp. 416 ss.

en grande partie, la raison pour laquelle, sous l'Empire, les anciens collèges permanents de l'époque ptolémaïque sont maintenus en exercice.

II. — Il va sans dire que cet aperçu serait incomplet sans l'examen des textes papyrologiques par rapport à l'introduction d'une instance en justice dans l'Égypte impériale et le développement ultérieur de la procédure.

Quant à l'introduction de l'instance devant les tribunaux, elle a lieu au moyen des libelles de procédure (*βιβλίδια*)¹. Devant le *conventus* au moyen d'une parangélie (*παραγγελία*) *litis denuntiatio*², procédure ayant quelque

¹ Cf. *βιβλίδιον* = *λίβελλος*, rappr. *P. Strassb.* 41, 17 et *P. Oxy.* 78, 28, expression régulièrement employée pour désigner le libelle, au moins au II^e et au III^e siècle; v. encore *P. Oxy.* 475, 3; *B.G.U.* 194, 13. 786, 6; *S.B.* 5343, 5; *B.G.U.* 526, 6. 970, 4; *P. Fior.* 9, 14; *P. Hamb.* 18, 1, II, 6 et III, 1. On la trouve encore au commencement du IV^e siècle, avant 325, cf. *P. Oxy.* 52, 8. 1551, 14. A partir de cette date *βιβλίδιον* cède la place à *βιβλίον*, cf. *S.B.* 4650, 7; *P. Amh.* 141, 17; *P. Théad.* 21, 16; *C.P.R.* 233, 8; *P. Freib.* 11, 18; *P. Oxy.* 86, 16; v. aussi PREISIGKE sur *P. Strassb.* 41, 17; WILCKEN, *Papyrus-Urkunden* dans *Arch. Papyr.*, V. 1913, pp. 263 ss.; P. M. MEYER, sur *P. Homb.* I. p. 277; JOUGUET, *Papyrus de Théadelphie*, Paris, 1911, p. 118, n. 2. *Contra* MITTEIS, *Grundz.*, pp. 110-111, n. 2. Le travail de MITTEIS sur la classification des libelles reste fondamental, v. *Zur Lehre von den Libellen*, dans les *Abhandlungen* de Leipzig, LXII, 1910, pp. 61 ss.; ajoutez *Grundz.*, pp. 33 ss.; MODICA, *Introduzione allo studio della papirologia giuridica*, Milano, 1914, pp. 326 ss.; BOYÉ, *op. cit.*, pp. 51-53; MARTIN, *Les Epistatèges*, pp. 157 ss. La distinction essentielle est celle des libelles tendant à une protection de police, intervention conciliatrice, mesure conservatoire, et des libelles qui ont en vue l'introduction d'une véritable instance en justice, devant le *conventus*, par l'intermédiaire du stratège ou par une requête directement adressée au préfet ou au magistrat titulaire de l'*imperium* spécial, en vue de pouvoir organiser l'instance. Quant à la forme, les requêtes se divisent en mémoires, *ὑπομνήματα*, (v. MITTEIS, *Libellen*, p. 90) introductives d'instance, et en *ἐπιστολαί*: lettres missives, interdites, en principe, par l'édit du préfet (cf. *P. Oxy.* II, 237. V, 7), mais ces pratiques extra-réglementaires étaient trop souvent tolérées. V. CALLISTRATE, *Lib. 1 de cognit.*, D., I, 18, 19 *pr.* que cite BOYÉ, *op. cit.*, p. 53, n. 22.

² Cf. *P. Amh.* 81; *P. Tebt.* 303, 434; *P.S.I.* VIII, 441; *P. Ross.-Georg.* édit. KRUEGER, n. 27; *P. Oxy.* 1204. 906. 484; *P. Chicago*, I, 5, 29; *S.B.* 4416; *B.G.U.* 886; *S.B.* 5168; *P. Lips.* 33, I, 29, II, 27, 33; v. MITTEIS, *op. cit.*, p. 67-69 et *Grundz.*, p. 12 ss.; WLAŚSAK, *Provinzialprozess*, p. 38, n. 7;

analogie avec la *dicae scriptio sicilienne*¹, ce qui résulte du B.G.U. 226.

L'originalité de la parangélie consiste dans le concours du particulier et de l'autorité publique à la citation². En règle générale, pour des raisons de commodité et de célérité, celle-ci est adressée au fonctionnaire local le plus accessible, au stratège³. Mais la parangélie peut s'appuyer aussi

MITTEIS, *Sav. Z.*, XL, 1919, p. 364; P. M. MEYER, *Z. vergl. RW.*, XXXIX, 1921, p. 274; BOYÉ, *op. cit.*, pp. 54 ss.; WENGER, *Neue Libellpapyri*, dans *Raccolta di scritti in onore di Giacomo Lumbroso (1844-1925)*, Milano, 1925, pp. 325 ss.; P. M. MEYER, *Jur. Papyri*, n. 73, ligne 16 et n. 78, ligne 3.

¹ Cf. MITTEIS, *C.P.R.* I, 1895, pp. 270 ss. et *Hermes*, XXX, 1895, pp. 572-579; XXXII, 1897, pp. 644-649; FLINIAUX, *Le vadimonium*, Paris, 1908, p. 130, v. aussi P. F. GIRARD, *Organisation judiciaire des Romains*, I. *Les six premiers siècles de Rome*, Paris, 1901, p. 331, n. 2; mais MITTEIS a émis des doutes sur la notion de la *dicarum scriptio*, v. *Sav. Z.*, XX, 1908, p. 470, cf. WENGER, *Arch. Papyr.*, II, 1903, p. 508; PARTSCH, *Schriftformel*, p. 82, n. 2. Abandonnée par MITTEIS (*Libellen*, p. 84 et *Grundz.*, p. 34), cette théorie a été maintenue par FLINIAUX, *N.R.H.*, XXXIII, 1909, pp. 535-549; elle est approuvée par P. F. GIRARD, *Manuel*², p. 1034, n. 2; COSTA, *Cicerone giuriconsulto*, IV. *Il processo civile*, Bologna, 1928, p. 23; v. aussi J. N. CONOÏ, *Le conventus juridicus*, pp. 377-378. L'acte de la *dicas scribere* doit être conçu comme acte unilatéral, extrajudiciaire, nécessairement antérieur au *conventus*, acte écrit, adressé par le demandeur à l'autorité publique dans le but de saisir la juridiction compétente et de faire notifier à l'adversaire une copie de la demande portant, en même temps, une injonction de comparaître aux assises. Seule cette conception explique les textes de CICÉRON, *in Verr.* II, 2, 15, 37, 38, 17, 42. Sur ces textes spécialement, v. STEINWENTER, *Studien zum römischen Versäumnisverfahren*, München, 1914, pp. 110-113; ZUCKER, *Philologus*, Suppl., XII, I, pp. 449-456. Pour les origines grecques de la *dicas scribere*, v. MITTEIS, *Römisches Privatrecht bis auf die Zeit Diocletians*, I, Leipzig, 1908, p. 21 n. 55 et FLINIAUX, *op. cit.*, pp. 538 ss.

² Citation semi-officielle, en Egypte, au moins depuis 99 apr. J.-C., v. P. JAND, II, 9; P. RYL, II, 19; P. HAMB, I, 29 B. Cf. aussi WLASSAK, *Provinzialprozess*, pp. 38 et 39, n. 7; BOYÉ, *op. cit.*, pp. 55 ss.; MITTEIS, *Libellen*, pp. 67, 71, 83, 85; DE FRANCISCI, *Συνάλλαγμα*, II, p. 268; Contra P. M. MEYER, *P. Hamb.* I, 29, pp. 124 et 125, n. 1; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 36 et 40; DARESTE, *N.R.H.*, 1902, p. 197; MITTEIS, *Sav. Z.*, XL, 1919, p. 364 et P. M. MEYER, *Z. vergl. RW.*, XXXIX, 1921, p. 274.

³ Cf. P. Amh. 81 : ἀξιώ τοῦτον κελύσαι παραγγέλιαν δοῦναι; B.G.U. 226; BOYÉ, *Denuntiatio*, p. 57. Ajoutez : P. RYL, II, 117, 1-5 et BOYÉ, *op. cit.*, p. 63, n. 17; v. MITTEIS, *Libellen*, p. 83 et *Grundz.*, pp. 124-125; DARESTE,

sur une requête : *postulatio* = ὑπόμνημα, adressée au préfet et se réaliser par l'intermédiaire du bureau de l'archidicaste et de l'épistratège. Les ὑπομνηματισμοί du préfet d'Égypte : M. Iunius Rufus (*P. Hamb.*, I, 29, ll. 1-17 et 18-26), au temps de Domitien, nous offrent un exemple de ces deux manières de citer. On pourrait voir encore, pour des parangélies « accidentelles », le *P. Ross. Georg.*, II, 21 : παράγγελμα adressé au stratège Aelius Parmenio (154-155) et *P. Berlin.* 13993 (120-121) : παράγγελμα adressé à l'archidicaste¹. Mais l'unité de la parangélie nous est démontrée par le *P. Amh.* 81, 4-5², car le demandeur, après avoir obtenu l'autorisation du préfet pour citer, pouvait suivre ensuite la voie normale et revenir devant le stratège³.

C'est le stratège⁴, en effet, qui est obligé de faire parvenir au défendeur le document⁵ (ἀναφόριον) original⁶ éma-

N.R.H., 1902, p. 197; Wlassak, *Provinzialprozess*, 39, 7; Mitteis, *Sav. Z.*, XL, p. 364.

¹ V. encore *P. Lips.* 32, 9; *P. Strassb.* 41, 18, rapp. *P. Lond.*, II, 358, 7; *P. Cornell.* 14 (v. *Studi ital. di fil. class. N.S.*, fasc. 1); *P. Brem.* 17, 4. *P. Jand.* II, 9, 6-10; *B.G.U.* 614, 18 et *P. Oxy.* II, 237, V, 37; v. aussi le commentaire de P. M. MEYER, *Gerichtsnotarielle alexandrinische Vergleichsurkunden* dans *Raccolta Lumbroso*, Milano, 1925, pp. 223 ss. C'est le procédé normal dans la période suivante, cf. Boyé, *op. cit.*, p. 63, n. 15; Mitteis, *Libellen*, pp. 85 ss. et *Grundz.*, pp. 38-40; Steinwenter, *Studien zum römischen Versäumnisverfahren*, München, 1934, p. 81.

² Mitteis, *Libellen*, p. 96, reconnaît une allusion à un permis de citer par parangélie, dans *P. Amh.* 81, 4-5 : προστεταχτός τοῦ... ἡγεμόνος.

³ Boyé, *op. cit.*, p. 62, n. 14, observe la même nuance dans les *denuntiationes* du Bas-Empire, selon qu'elles supposent le concours du *rector provinciae* ou d'un fonctionnaire ayant le *jus acta conficiendi*, v. *C. Th.*, 2, 4, 2.

⁴ Cf. *P. Hamb.* I, 29, 23 : παρήγγει[λ]α καὶ ταβέλλας ἐσφορά[σι], et les explications de P. M. MEYER, *Griechische Papyrusurkunden der Hamburger Stadtbibliothek*, II, Leipzig-Berlin, 1913, p. 125 et n. 2 et 3.

⁵ Cf. *B.G.U.* 163, 7 : καὶ γὰρ ἄλλοι ὡς πληγέντες ὑπὸ αὐτοῦ ἀναφόριον δεδώκασι, Cf. *P. Amh.* 68, 12, 14; *B.G.U.* 163, 7; 168, 1; 250, 21; 462, 1; 613, 1; 1123, 3, 5; *S.B.* 5232, 28; 5235, 3; *P. Fior.* 61, 17; 319, 8.

⁶ Cf. pour l'expression τὸ ἴσον, Preisigke, *Fachwörter*, p. 103, n. 2; v. aussi *B.G.U.* 28, 22; *P. Oxy.* III, 475, 4; *B.G.U.* 45, 16; *P. Lips.* 32, 12; *P. Goodspeed*, *Class. Phil.*, I, 5, 23, et les papyrus cité par Preisigke, *Wörterbuch der griechischen Papyrusurkunden*, III, Berlin, 1925,

nant du demandeur et par lequel celui-ci exprime ses prétentions. Quant à la notification, elle s'effectuait par l'entremise de l'ὑπερέτης de l'*officium* du stratège (v. *P. Hamb.*, I, 29, 23 : παρήγγει]λα καὶ ταβέλλας ἐσφράγι[σα], rappr. *P. Ryl.*, II, 117, 1-5¹) et elle a lieu par la remise de la citation au défendeur personnellement, ou à un membre de sa famille (cf. *P. Oxy.* III, 484)². L'hypérete faisait mention, sur le libelle, de l'accomplissement de la *metadosis* (cf. *B.G.U.* 226, 24)³. La remise devait être constatée aussi par un accusé de réception de l'intimé (cf. *P. Oxy.* 1032, 25)⁴.

C'est ici qu'intervient la question du rôle des affaires pour la préparation du *conventus*. Comment le préfet était-il informé? Mitteis⁵ a voulu le voir dans le *καταχωρισμός* du

col. 701. Ajoutez *Girouesen*, I, 1910, pp. 398, 454, 480; B. LÉ, *op. cit.*, p. 63, n. 16 et P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n. 46, commentaire.

¹ Cf. *P. Lond.* II, 387, 5; *P. Lips.* 32, 9; rappr. PREISIGKE, *Fachwörter*, p. 81 : ἐπακολούθειω et les explications données par BOYÉ, *op. cit.*, p. 63, n. 17. La notification incombe à l'hypérete seul, v. WLISSAK, *op. cit.*, p. 48, n. 32.

² Cf. *P. Lips.* 32, 12; *P. Oxy.* 1203, 15; *P. Fior.* I, 56, 20 et 22. P. GRADENWITZ, éd. VITELLI = MITTEIS, *Chrest.*, 241 = P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n. 49, rappr. *denuntiare ad domum* v. *P. Berol.* 11306 = PREISIGKE, *S.B.*, I, 3925 = P. M. MEYER, *op. cit.*, n. 78, traduit par SCHUBART, *Ein Jahrtausend am Nil*², Leipzig, 1923, p. 111 ss.; v. PREISIGKE, *Fachwörter*, p. 78 : ἐνώπιον. Autrement, MITTEIS, *Grundz.*, p. 18.

³ Cf. *P. Teb.* 434; *B.G.U.* 578, 23, cités par BOYÉ, *op. cit.*, pp. 63-64.

⁴ V. encore *P. Fior.* 56, 19-22; *P. Oxy.* 485, 30 : certificat de l'hypérete et accusé de réception du destinataire, constatation parfaite de la *metadosis*; *P. Teb.* 303, 18; *P. Amh.* 81, seule souscription du demandeur, ce sont des exemplaires laissés à l'adversaire cité, v. BOYÉ, *op. cit.*, p. 64, n. 18 et 19.

⁵ Cf. *Corpus Papyrorum Raineri*, I, éd. WESSELY et MITTEIS, Wien, 1895, pp. 270 ss. et *Hermes*, XXX, pp. 567 ss.; WENGER, *Rechtshist. Papyrusstud.*, pp. 100, 106 ss., 157; BOULARD, *Les instructions écrites*, p. 26; FLINIAUX, *Le vadimonium*, pp. 130 ss.; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 36-37, n. 2 et déjà *Libellen* (parues en 1910), cf. pp. 66-67, 69 ss., renverse lui-même cette conception, v. aussi ZUCKER, *Philologus*, Suppl. XII, 1, pp. 449-450 et BOYÉ, *op. cit.*, pp. 65 ss. L'idée que le *καταχωρισμός* ne concerne nullement l'introduction de l'instance est aujourd'hui communément reçue, cf. ARANGIO-RUIZ, *Bulletino di diritto romano*, XXIV, 1913, p. 269; PARTSCH, *Arch. Papyr.*, V, pp. 526-527; STEINWENTER, *op. cit.*, p. 23, n. 4. Ce serait, selon MITTEIS (*Libellen*, p. 75), comme un catalogue, un journal d'en-

B.G.U., I, 226. Mais le *gnomon* de l'idiologue, paragraphe 100¹, le *P. Oxy.* 1473, 40 et le *P. Oxy.* 1510, 5 et d'autres textes encore² donnent comme explication de ce mot, le simple fait du dépôt, du classement et de la conservation des actes dans les archives. Cependant le *P. Ryl.*, II, 74 et le *P. Oxy.*, II, 283, 16 ss., prouvent, de façon évidente, que le préfet était informé à l'avance du rôle des affaires³. Dans l'état actuel des textes, la question paraît à Wlassak insoluble. Mais il est fort possible que le libelle soit rédigé en plusieurs exemplaires et que l'un ait été communiqué par le stratège au préfet (v. par exemple le *P. Hamb.*, I, 181 et III⁴).

Quant aux effets de la parangélie, le défendeur devra se présenter et se tenir à la disposition du tribunal au lieu et en vue de l'entière période conventuelle: *προσκαρτερεῖν τῷ ἡγεμόνος βήματι*, disent les documents, ainsi le *B.G.U.*, I, 226, *P. Teb.* 303. 304; *P.S.I.*, VIII, 941; *P. Ross. Georg.*, II, 27; *P. Lond.*, II, p. 172, n. 358⁵.

trée, comp. *Grundz.*, p. 34. Ajoutez E. CUQ, *Institutions juridiques des Romains*, Paris, 1917, p. 850, n. 2; SCHULTEN, dans *Real. Enc.* de Pauly-Wissowa-Kroll, X, 2 et, avec certaines réserves, P.-F. GIRARD, *Manuel*, p. 990, n. 2.

¹ Cf. REINACH, *N.R.H.*, XLIII, 1919, p. 629 et XLIV, 1920, p. 80; PREISIGKE, dans *Klio*, XII, 1912, pp. 441-442 et *Girouesen*, pp. 455-456, n. 1; *Fachwörter*, pp. 105-106, v. *καταγραφή*; P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, notes sur n° 3.

² Cf. *B.G.U.* 578, 19; *P. Oxy.* 1587, 3; *P.S.I.*, 691, 19; *P. Teb.* 339, 9; 333, 23; *P. Fay.* 18, 25; *P. Oxy.* 1556, 7; *B.G.U.* 35, 12; *P. Grenf.* II, 61, 18; PREISIGKE, *Wörterbuch*, III, Berlin, 1925, col. 772-773, v. *καταγραφισμός*.

³ V. aussi MITTEIS, *Grundz.*, p. 37, n. 2; STEINWENTER, *op. cit.*, p. 74.

⁴ V. *Provinzialprozess*, p. 49, n. 34.

⁵ Cf. aussi BOYÉ, *op. cit.*, p. 70. Pour la pratique de la rédaction des libelles en plusieurs exemplaires, v. *P. Oxy.* 1032, 43; *B.G.U.* 6134-6; 1085, III, 25-26; *P. Lond.* chez WESSELY, *Spec.*, 8, 11 = MITTEIS, *Chrest.*, n. 68; v. aussi MITTEIS, *Sav. Z.*, XXXII, 1911, p. 341; P. M. MEYER sur *P. Hamb.* I, 16; PREISIGKE, *Fachwörter*, p. 160 et *Wörterbuch*, II, 2, Berlin, 1926, col. 499, v. *συγκολλήσιμος*. Ajoutez: WILCKEN, *Ostraka*, I, p. 589; PREISIGKE, *Girouesen*, pp. 412, 433.

⁶ Cf. *P. Amh.* 81: Παρεῖναι καὶ προσεδρεῖν τῷ βήματι τοῦ λαμπροτάτου

Quant à l'assignation devant les tribunaux permanents, elle a lieu au moyen d'une requête = *postulatio* (ὑπόμνημα)¹, dont Mitteis a nettement séparé les lettres missives: ἐπιστολαί. Ce sont des mémoires adressés au préfet ou aux magistrats titulaires d'une juridiction spéciale, priant de convoquer l'adversaire (cf. *P. Oxy.*, II, 686) devant ce magistrat ou devant le juge délégué.

Les ὑπόμνηματα sont rédigés dans un style propre (τῷ ἡγεμόνι παρὰ τοῦ δεῖνος) et remis personnellement² au magistrat

ἡμῶν ἡγεμόνος, ἔστ' ἂν τὰ πρὸς αὐτὸν ζητούμενα πέραν λάβῃ; *P. Oxy.* III, 484 : ὅπως παραγένηται, ὅπου ἐάν ὁ κράτιστος ἡγεμόν ... ἐπ' ἀγαθῶν τῶν νομῶν διαλογίζηται ἢ δικαιοδοτῆ καὶ προσκαρτερήσῃ μέχρι κρίσεως... v. *P. Oxy.* III, 486; *P. Hamb.* I, 4, 7 ss., comp. *P. Cairo byz.*, I, 67032 = P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n. 52; v. aussi STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 74-77, 83, 137; WLISSAK, *Provinzialprozess*, pp. 40-41; P. M. MEYER, *op. cit.*, p. 280; DE FRANCISCI, *Συνάλλαγμα*, II, p. 266; MITTEIS, *Sav. Z.*, XXVII, 1906, pp. 351-352 et *Libellen*, pp. 83-84; *Grundz.*, p. 36. L'obligation de προσκαρτερεῖν incombe aux deux parties, v. pour le demandeur, *P. Oxy.* 261, 12; *P. Oxy.* 280, 14-15; *P. Jand.* II, 9, ligne 10. Le terme προσεδρεύειν ne se rencontre qu'à partir du iv^e siècle, v. *P. Amh.* 8, 9 = MITTEIS, *Chrest.*, n. 54 et *Grundz.*, p. 36; M. GELZER, *Studien zur Byzantinischen Verwaltung Aegyptens*, Leipzig, 1909, p. 53; WLISSAK, *op. cit.*, p. 41, rapproche le προσκαρτερεῖν de l'operire ad diem, d'Aurelius Victor, *De Caes.*, 16, 11. L'observation de προσκαρτερεῖν était très rigoureuse, v. *P. Oxy.* III, 486, et MARTIN, *Les épistatèges*, p. 101. Pour en être déchargés, les plaideurs font, le plus souvent, prendre acte de leur présence au *conventus* : cf. *P. Lond.*, WESSELY, *Spec.*, 8, 11, ligne 16 = MITTEIS, *Chrest.*, n° 68; *P. Hamb.* I, 29 A, II, 15 ss. (= P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n° 85); ἀνοῦσον ὑπομνηματιστῆ[να] τὴν ἐνταῦθα ἀνοῦσον, qu'explique P. Jörs, *Sav. Z.*, XXXVI, 1915, p. 272, n. 1.

¹ V. *P. Lille*, 8, 1, 9, 1; *P. Petr.* III, 32, 5; *P. Amh.* 35, 36; *B.G.U.* 1012, 17; *S. B.* 4512, 43, 51; *P. Giess.* 37, II, 25; *P. Teb.* 50, 37; 53, 21; 283, 17; *P. Oxy.* 283, 16; 1203, 18; *P. Strassb.* 5, 6, 7; *P. Gen.* 28, 23; cf. aussi MITTEIS, *Grundz.*, pp. 13, 37; LESQUIER, *P. Magdola (Institut Papyrologique de l'Université de Lille II, Paris, 1912, p. 11)*; JOUGUET, *P. Lille*, 6 (introduction, p. 57), MITTEIS, *Libellen*, p. 87; SEMERA, *op. cit.*, I, p. 268. Il faut remarquer que dans le sens technique de requête (*postulatio*), l'hypomnema est souvent opposé à la parangélie réalisée, cf. *P. Teb.* 434; *P. Giess.* 82, 19, 20. Ce qui n'est peut-être guère exact, cf. MITTEIS, *Grundz.*, p. 37. Dans ce sens aussi BOYÉ, *op. cit.*, pp. 81 ss.; STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 110 et 112; MITTEIS, *Sav. Z.*, XXXII, 1911, p. 341; P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, p. 280; V. MARTIN, *Les épistatèges*, p. 101 ss.

² Cf. SUÉTONE, *Oct.*, 53; *Domit.*, 17, rapp. *C. J.*, 6, 3, 2 : *adire rectorem provinciae vel pro tribunali vel per libellum* rapp. *D.*, 50, 17.

dans les *sessiones de plano* ou *pro tribunali*. Leur solution a lieu par *ὑπογραφή*¹. Libelle et *ὑπογραφή* sont ensuite restitués au demandeur, probablement après que leur contenu a été porté dans les actes². L'*ὑπογραφή* comporte, en général, délégation du préfet à un fonctionnaire inférieur : l'*ἐνταχῆ* (τῷ δεῖνι), délégation pleine et entière à l'épistratège (cf. *P. Oxy.*, III, 486, 37; *B.G.U.* 582, 5, II, 17; *P. Lond.*, II, p. 172, l. 18; *B.G.U.* 256, 33), mais l'*ἐνταχῆ* τῷ δεῖνι peut s'entendre aussi d'une simple délégation de juge commissaire, adressée au stratège (cf. *P. Oxy.* 237, V, 7; *B.G.U.* 871, 10. 1085)³.

Le plus souvent, la requête aboutit à une *evocatio*⁴, c'est-à-dire à la citation de l'adversaire par un acte d'auto-

71 = 1. 16, 9, 1 et *C.J.*, 5, 71, 6, v. MITTEIS, *Grundz.*, pp. 37-38; *Libellen*, pp. 87 ss. La présentation personnelle de l'hypomnema était de tradition, en Egypte, au temps des Ptolémées, cf. E. BICKERMANN, *Beiträge zur antiken Urkundengeschichte*, dans *Arch. Papyr.*, IX, 1930, p. 170.

¹ V. pour la *scriptio* ou *subnotatio*, *Arch. Papyr.*, II, 125b, 9; *Arch. Papyr.*, IV, 122, V, 5; *B.G.U.* 93, 30; 109, 20; 378, 6; 448, 29; 392, II, 10; 613, 4; 615, 24; 1058, 24; *C.P.R.* 20, 11; 14; *S.B.* 5343, 23; *P. Fior.* 55, 4; *P. Oxy.* 1032, 4, 43; 1188, 15; 1307, v. MITTEIS, *Grundz.*, 38-39.

² Ce que raconte LIBANIUS, *Advers. ingred. dom. magistr.* 7 (Fürster, 4, 28): εἰς δὲ τις ἀτυχῶν μὲν τυχεῖν δὲ ἐπιτυμῶν ἀποδόντος ἀποδῶς τὸ βιβλίον εἰσπνεγκῶν καὶ μέλαν καὶ κάλαμον διὰ γέλωτος οὐκ ἀπρακτος ἀπήλθεν, ἀλλ' ἐκφέρων ἄμα ἰδρῶτι γράμματτα, cité d'après MITTEIS, *Libellen*, p. 92; *Grundz.*, pp. 39-40.

³ Cf. MITTEIS, *Grundz.*, p. 39; *Hermes*, XXX, p. 581 et *Libellen*, pp. 99-100.

⁴ L'*evocatio* fonctionne, à Rome, déjà à l'époque de la procédure formulaire, mais seulement en matière de procédure extraordinaire. Elle a, sans doute, ses origines dans le *jus vocandi* des magistrats ayant l'*imperium*, cf. AULU-GELLE, *Noct. Att.*, 13, 12 et WLISSAK, *Provinzialprozess*, p. 38, n. 7. C'est la procédure de citation, par excellence, du *C. Th.*, v. 11, 4, 6; *Livre syro-romain*, 75 etc. Cf. aussi BARON, *Abhandlungen aus dem römischen Civilprozess III, Der Denuntiationsprozess*, Berlin, 1887; KIPP, *Die Litiscontestatio als Prozesseinleitungsform im römischen Civilprozess*, Leipzig, 1887 et *Prozesseinleitung durch Litidenuntiation und die Dilatio instrumentorum causa* dans *Festgabe für Windscheid*, Halle, 1889; MITTEIS, *Libellen*, pp. 61-128 et *Grundz.*, pp. 33-37; STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 1-128; BOYÉ, *op. cit.*, pp. 79 ss., et 155 ss.; P.-F. GIRARD, *Manuel*⁵, Paris, 1929, p. 1062, n. 3 et p. 1142; PARTSCH, *Gött. g. Nachr.*, phil. hist. Kl., 1911, pp. 248-250.

rité, émanant du magistrat, ainsi le *P. Hamb.*, I, 29, mais peut-être peut-elle aboutir aussi à une simple *denuntiatio*, c'est-à-dire à une notification transmise au défendeur, sous le couvert de l'autorité publique ¹.

C'est le moment de nous demander si, du I^{er} au III^e siècle, la parangélie ne pouvait être utilisée pour introduire une instance devant le tribunal permanent. Preisigke ², quelques textes : le *P. Gen.* 31, 14; *B.G.U.* 614, surtout le *P. Jand.*, II, 9 et le *P. Leipz.* 32, 9 et les considérations générales l'affirment ³. En effet, le domaine de la *denuntiatio* et celui de l'*evocatio* n'est pas si nettement séparé que voulaient bien le croire les partisans du *criterium* du tribunal saisi ⁴, ou encore ceux de la théorie de la résidence des parties : la parangélie étant limitée au cas où les deux parties sont présentes dans le même nome ⁵. Réalisée par le con-

¹ C'est la requête du demandeur qui tend, soit à l'*evocatio*, soit à la *denuntiatio* (cf. *B.G.U.* 226, 17; *P. Oxy.* 484; *P. Ryl.* II, 119, 32).

² Cf. *Wörterbuch*, I, 1, Berlin, 1925, p. 235, et *Fachwörter*, p. 136; P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, p. 250; WILCKEN, *Arch. Papyr.*, IV, p. 386.

³ Comment pourrions-nous expliquer autrement que la parangélie a survécu au *conventus* (cf. *P. Oxy.* I, 67, 1204) et l'extension que ce mode de citation a reçu, après la réforme provinciale attribuée à Dioclétien, en 297 (cf. EUTROPE, *Brev.*, 9, 23; LACTANCE, *De mort. pers.*, VII et la liste de Vérone chez MOMMSEN, *Verzeichniss der römischen Provinzen aufgesetzt um 297* = *Abhandl. der Berl. Akad. der Wiss. phil. hist. Kl.*, 1862 = *Gesamm. Schr.*, V, Berlin, 1908, p. 566), si cette citation n'était pas utilisée, dans une large mesure, au siècle précédent. Ce n'est que de cette manière qu'elle a pu devenir la procédure normale de citation au IV^e siècle après J.-C.

⁴ La parangélie était considérée comme la procédure ordinaire de la citation au *conventus*, cf. *P. Gen.* 31, 14; *P. Jand.* II, 9; *B.G.U.* 614 et MITTEIS, *Grundz.*, p. 36; STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 110, 112.

⁵ Ces auteurs transportent ici une distinction adoptée par KIPP pour les formes de l'*evocatio* au *Digeste* et ils limitent la parangélie au cas où les deux parties sont dans le même nome, cf. MITTEIS, *Sav. Z.*, XXXII, 1911, p. 341; STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 72, 112; P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, p. 280. A l'encontre de cette théorie, v. *P. Jand.* II, 9; *P. Lips.* 32, et peut-être *B.G.U.* 614; *P. Giess.* 82. Ajoutez BOYÉ, *op. cit.*, pp. 82-83. D'ailleurs un ordre direct du magistrat peut appeler en justice tout aussi bien les plaideurs qui habitent le même nome, cf. *P. Lond.* II, p. 149, n. 276; *P. Oxy.* III, 486, 281.

cours d'une autorité supérieure, sans considérations territoriales, rien ne s'oppose à ce que la parangélie ait été utilisée dans toute l'étendue de l'Égypte ¹, comme il est avéré aussi que la citation au *conventus* peut avoir lieu par une *evocatio* : le *P. Hamb.*, I, 29 et quelques textes le certifient ².

Il faut ajouter que la parangélie, qui remplace l'*evocatio*, ne s'exécute par voie de *testatio privata*, que par rapport aux seuls citoyens romains ³.

Quant à l'hypothèse de Fliniaux ⁴, d'un *vadimonium* introductif d'instance devant les tribunaux permanents de l'archidicaste et du *juridicus* (v. *P. Oxy.*, II, 230 et *B.G.U.*, I, 5), elle doit être certainement écartée, car un système de citation purement privée n'a jamais fonctionné en Égypte.

Pour la *postulatio* introductive d'instance, qui aboutit à une *evocatio*, elle se réalise, dans les papyrus, par l'une des trois formes connues des jurisconsultes classiques : *litterae*, *denuntiationes*, *edicta* ⁵.

¹ Car la parangélie, réalisée avec le concours du stratège par l'habitant du nome, dépendait des limites territoriales du fonctionnaire requis. Mais elle pouvait se réaliser aussi, fort bien, par le préfet au cours d'une *epidemia*, cf. BOYÉ, *op. cit.*, p. 36. *Contra* STEINWENTER, *op. cit.*, p. 127.

² V. *P. Lond.* II, p. 149, n. 276, 11; *P. Oxy.* III, 486 et *P. Fior.* 6 (?); *contra* MITTEIS, *Grundz.*, pp. 36-37; STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 110, 113.

³ Cf. *P. Hamb.* I, 29, 23-26, il concerne exclusivement des citoyens romains, rappr. les parangélies ordinaires des pratiques gréco-égyptiennes : *P. Ryl.* II, 119; *B.G.U.* 226; *P. Oxy.* 848; *P. Teb.* 303; *P. Amh.* 81; *P. Lips.* 32; *P. Giess.* I, 40. La parangélie officielle gagne chaque jour plus de terrain, mais la *testatio privata* ne disparaît pas complètement avant la réforme de Constantin, en 322 (*C. Th.*, 2, 4, 2), qui généralise la notification officielle, v. ERMAN, *Die Siegelung der Papyrusurkunden* dans *Arch. Papyr.*, I, 1901, pp. 68-70; MITTEIS, *Römisches Privatrecht bis auf die Zeit Diocletians*, Leipzig, 1908, p. 292; WENGER, *Ueber Stempel und Siegel*, *Sav. Z.*, LXII, 1921, pp. 611-38 et 612, n. 2.

⁴ V. le *vadimonium*, pp. 148 et 152-153. Les deux papyrus que cite FLINIAUX, selon la juste observation de WENGER (*Rechtshist. Papyrusstud.*, pp. 102 ss.), ne contiennent qu'un acte analogue au *vadimonium* de place en place, et c'est, en effet, son seul mode d'emploi en Égypte. La théorie dominante est dans ce sens, cf. WENGER, *op. cit.*, p. 102; WASSAX, *Provinzialprozess*, pp. 40, 45, 77; BOYÉ, *op. cit.*, pp. 86-88, écarte, comme *denuntiatio* purement privée, le *B.G.U.* 1158, 15.

⁵ V. ULPPIEN, *Lib. 5 fideic.*, D., 40, 5, *De fidei comm.*, 26, 7, 9; ULPPIEN,

La plus usuelle, l'*evocatio litteris ad magistratum datis* (v. *Fr. Vat.* 162 comp. *P. Giess.*, I, 34, 3; *P. Hamb.*, I, 12-13 : ἐπιστολή) est une réquisition écrite, mais le demandeur peut se charger de porter lui-même la lettre de convocation du magistrat supérieur au fonctionnaire local¹. Dans la *denuntiatio*, l'ordre de comparaître est notifié directement par l'office du fonctionnaire qualifié, mais l'autorisation de citer du magistrat confère force obligatoire à la requête du demandeur², la *denuntiatio* est donc toujours *ex auctoritate*. C'est le cas des *Fr. Vat.*, 167 rappr. *P. Lond.*, II, p. 149, n. 276, II, 11 et *P. Oxy.* 281, 23³. Quant à

Lib. 15 and ed., D., 5, 3, *De hered. pet.*, 20, 6d, rappr. *PAUL. Sent.*, 5, 5 A, 6, comp. *ULPIEN, Lib. 7 de off. proc.*, D., 48, 19, *De poenis*, 5 pr.; *MARCEN, Lib. 2 de publ. jud.*, D. 48, 17, *De requir.*, 4 pr.; cf. *BETHMANN-HOLLWEG, Der römische Civilprozess*, II, 1865, p. 774 et *WLISSAK, Provinzialprozess*, p. 38, n. 7. La distinction des trois formes de l'*evocatio* s'inspire d'abord de la présence ou de l'absence du défendeur dans une circonscription donnée et de la possibilité ou de l'impossibilité de lui notifier directement la citation, cf. *KIPP, op. cit.*, pp. 119-34; *SAMTER, Nichtförmliches Gerichtsverfahren*, Weimar, 1911, pp. 98-99; *STEINWENTER, op. cit.*, p. 115; *P.-F. GIRARD, Manuel*⁴, p. 1062, n. 2. Cette distinction repose encore, selon *WLISSAK, op. cit.*, p. 88, n. 7, sur l'importance de la participation du magistrat ou de la partie à l'exécution de la citation.

¹ Cf. *Fr. Vat.*, 162 : *Si is, qui potiore nominavit, litteras petierit ad magistratus ut compellant eum venire, quem potiore nominavit, postquam libellos dedit altera die litteras accipere debet ac magistratibus reddere per dinumerationem vicenum milium passum*, rappr. *P. Oxy.* III, 486, 22 ss. Ajoutez *P. Lond.* II, p. 152, n. 146, 11, 3 ss. rappr. *Fr. Vat.*, 162, 163, 166, 210; *P. Fior.* 6, 23-25; *P.S.I.* IV, 281 A, 36. Sur les *litterae*, réquisitions écrites ou mieux « commissions rogatoires », tendant à réaliser une assignation en justice, cf. *MITTEIS, Libellen*, pp. 86 ss. et *Grundz.*, p. 37; *WLISSAK, op. cit.*, p. 38, n. 7; *STEINWENTER, op. cit.*, p. 17, n. 3.

² Cf. *B.G.U.* 228; *P. Lond.* II, p. 149, n. 276, II, 11, comp. *P. Oxy.* 281. C'est la théorie de *WLISSAK, op. cit.*, pp. 38-40, n. 7, 48-49, 57-58, 78. Pour certaines corrections à cette théorie, v. *BOYÉ, op. cit.*, p. 188, qui admet une dualité de la *denuntiatio* : une officielle et une autre semi-officielle, ainsi qu'une évolution de l'*evocatio*.

³ *WLISSAK, op. cit.*, p. 38, n. 7; *STEINWENTER*, p. 26; *DE FRANCISCI, Συμβολήματα*, II, pp. 268 ss.; *MITTEIS, Libellen*, pp. 107-108 et *Grundz.*, p. 49; *BOYÉ, op. cit.*, pp. 71, 204, 214, 390, n. 70, 322, 326; *P. M. MEYER, Jurist.*

l'*evocatio edicto*, acte exclusivement officiel, connu jusqu'ici seulement par les textes juridiques (PAUL, *Sent.*, V, et Ulpien : 5 a, 7; *D.*, 5, 3, 20; 6 d, 11; 40, 5, 26, 94), le *P. Hamb.*, I, 29 A précise son mécanisme : émis par le magistrat à la requête du demandeur, proclamé par l'un de ses *praecones* (κήρυκες, cf. *B.G.U.* 288, 9), porté au procès-verbal d'audience et affiché¹. Cependant au *P. Hamb.*, I, 29 A nous ne sommes pas en présence d'un simple édit introductif d'instance, mais d'un édit du préfet constatant le défaut du défendeur (l. 3 : τὰ προτεθέντα πρὸς δικαιοδοσίαν ὀνόματα aussi l. 6 ss. : οἱ προτεθέντες ἐπ' ἐμὲ) et annonçant qu'il passera outre, après l'appel renouvelé du défaillant (ll. 6-9 rapp. Ulpien, *D.*, 5, 1, 73). Il s'agit, en l'espèce, d'un *edictum peremptorium, quod appellatur unum pro omnibus* (= *pro tribus*), lancé à la suite d'une procédure abrégée et ouvrant la *contumacia*. Il est vrai que l'édit est attesté, comme une première citation, dans quelques cas soumis aux tribunaux², mais c'est le moyen par excellence de l'introduction de la procédure par défaut³.

C'est donc dans le domaine de l'*evocatio* que se déve-

Papyri, p. 283 et *B.-Ph. W.*, 1915, p. 550; WILCKEN, *Arch. Papyr.*, III, p. 560; IV, pp. 187, 441.

¹ Cf. *Fr. Vat.*, 167 : *Si pro tribunali dabuntur, quinque, de plano quattuor dandi erunt et petendum, ut denuntietur ex auctoritate, eum denuntiaverit et non venerit libellos det et litteras petit*. Cf. MITTEIS, *C.P.R.* I, p. 81. Sur le texte des *Fr. Vat.*, extraits du traité d'ULPIEN : *de excusationibus*, qui contient une *denuntiatio ex auctoritate* et qui a le caractère d'une première citation semi-officielle, introductive d'instance, v. la discussion chez BOYÉ, *op. cit.*, p. 210.

² Cf. HERMOGÉNIEN au *D.*, 42, 1, 53, 1; ULPIEN au *D.*, 5, 1, 68 et 71 ss.; PAUL, *Sent.* V, 5 A, 7; MACER, *Lib. 2 appell.*, *D.*, 49, 8, 1, 3 et pour la *cognitio extraordinaria*, v. *D.*, 6, 3, *De heredit.*, 20, 6; *D.*, 40, 5, *De fidei commiss.*, 26, 9; *D.*, 26, 10, *De susp. tut.*, 7, 3; *D.*, 49, 4, *Quando appell.*, 2, 3, 5.

³ ULPIEN au *D.*, 5, 1, *De judic.*, 68, parle, en effet, des édits multiples qui peuvent être remplacés par un *edictum peremptorium (unum pro omnibus)*, mais il ne faut pas conclure de là que l'édit n'est un procédé général de citation que dans la matière de la *contumacia*, v. les explications de STEINWENTER, *op. cit.*, p. 1, n. 6.

loppe à partir d'Hadrien (cf. *D.*, 4, 1, 7 pr.), la procédure de la *contumacia*¹, que décrivent, si souvent, Paul et Ulpien, et qu'attestent aussi quelques papyrus, mais le plus souvent du III^e siècle après J.-C.

En effet, la théorie de la procédure par défaut suppose essentiellement une désobéissance à un ordre du magistrat². Mais alors une procédure contumaciale greffée sur une parangélie, citation semi-officielle, est-elle possible? Il est difficile de trouver des exemples, on pourrait en voir un dans le *P. Jand.*, II, 9, 14-16. plus probant *P. Ryl.*, II, 113, et déduire une procédure contumaciale dans un procès introduit par parangélie dans le *P. Hamb.*, I, 29 B, ll. 18-26³.

En ce qui concerne la procédure par défaut des tribunaux permanents, quelques matériaux ont été rassemblés par Steinwenter⁴. Ce sont : *P. Oxy.*, III, 486; *P. Théad.* 15; *P. Strassb.* 41 et *P. Leipz.* 32; *P. Fior.* 6; *P. Hamb.* 4, 1, 12. Enfin les *P. Giess.* 34 et *B.G.U.* I, 5, col. II.

¹ V. P.-F. GIRARD, *Manuel*³, pp. 1062, n. 3 et 1142; MITTEIS, *Grundz.*, p. 41, et *Libellen*, pp. 106 ss.; BETHMANN-HOLLWEG, *op. cit.*, III, pp. 300-312; BOYÉ, *op. cit.*, pp. 73 et 296; L. ARU, *Il processo civile contumaciale*, Roma, 1934, pp. 154-199; WLASSAK, *op. cit.*, pp. 42-46, 58, 59, 79; v. aussi les travaux de P. PETOT, *Le défaut in judicio dans la procédure ordinaire romaine*, thèse de Paris, 1912; STEINWENTER, *Studien zum römischen Versäumnisverfahren*, München, 1914; WLASSAK, dans *Real. Enc. de Pauly-Wissowa-Kroll*, v. *absentia*; KIPP, *ibid.*, v. *eremodicium*; KRÜGER, *Das Versäumnisverfahren und die libertas fidei comissa* dans *Sav. Z.*, XLVIII, 1928, pp. 170 ss.; RISPOLI, *Il processo civile contumaciale*, Milano, 1918, pp. 8 ss.

² Pour le mécanisme de la procédure par défaut, v. ULPYEN, *D.*, 5, 1, 68-73, 75 et PAUL, *Sent.*, V, 5 A, 6a; WLASSAK, *op. cit.*, pp. 42-46 a nettement dégagé l'idée que la *contumacia* est indissolublement liée aux modes de l'introduction de l'instance ayant un caractère public; v. aussi MITTEIS, *Sav. Z.*, XL, 1919, p. 363 et KÜBLER, *B. Ph. W.*, LXXIII, 1920, p. 417; P. M. MEYER, *Z. vergl. RW.*, XXXIX, p. 274; BOYÉ, *op. cit.*, p. 73.

³ Il faut écarter les *P. Ryl.* II, 119 et *P. Gen.* 31; v. aussi STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 83 ss. Quant au *P. Ryl.* II, 113, v. les interprétations de WILCKEN, *Arch. Papyr.*, VI, p. 377 et MITTEIS, *Sav. Z.*, XXXVII, 1916, p. 322.

⁴ V. *Versäumnisverfahren*, pp. 83-89.

De tous ces documents résulte l'obligation de προσκαρτερεῖν ou προσεδρεύειν τῷ βήματι. Prenons, par exemple, le *P. Oxy.* III, 486, il appartient à l'époque d'Hadrien. La première comparution a eu lieu devant le stratège, lequel n'étant pas compétent, ordonne, par une ἐπιστολή, d'avoir à se présenter devant le préfet, à Alexandrie. Obligation de la défenderesse de se tenir à la disposition du tribunal, elle demande la permission de rentrer dans son ἴδιον, ce que le préfet lui accorde et il ordonne, en même temps, à l'épistratège de l'Heptanomie de trancher le procès.

Quant aux conditions de l'existence de la *contumacia*, elles sont ¹ : une citation par voie d'autorité, sa notification officielle, l'absence constatée du défendeur, enfin une nouvelle citation, qui ouvre la procédure par défaut (cf. *D.*, 5, 1, 73 pr. [Ulpien]) « *et post edictum peremptorium impetratum cum dies ejus supervenerit, tunc absens citari debet* ».

En ce qui concerne, maintenant, la sommation, qui engage seule la procédure par défaut par l'une des voies que les *Sentences* de PAUL indiquent (cf. V^A6 [7] ² rappr. Hermogénien au *D.*, 2, 1, 53, 1 et Ulpien au *D.*, 5, 1, 6, 68-73 et mieux 71 ss.) elle peut être unique, c'est le cas de l'*edictum peremptorium, quod appellatur unum pro omnibus* (= *pro tribus* v. *P. Hamb.*, I, 29, ll. 5-8) ³, qui remplace les *trina edicta*, rendus à dix jours d'intervalle ou encore les citations écrites multiples : les *trinae litteris*, c'est, enfin, mais à partir du IV^e siècle seulement, la *denuntiatio ex aucto-*

¹ V. P. COLLINET, *La procédure par libelle*, Paris, 1932, pp. 373 ss.; ajoutez : WLASSAK, *op. cit.*, p. 44; STEINWENTER, *op. cit.*, p. 37.

² *Trinis litteris vel edictis aut uno pro omnibus dato aut trina denuntiatione conventus, nisi ad judicem, ad quem sibi denuntiatum est aut cujus litteris vel edicto conventus est, venerit, quasi in contumacem dicta sententia auctoritatem rerum judicaturum obtinet, quin immo nec appellari ab ea potest* rappr. *D.*; 5, 1, 55; v. BETHMANN-HOLLWEG, *op. cit.*, III, pp. 774-775; SEINWENTER, *op. cit.*, pp. 44 ss. et 77 ss.

³ Cf. P. M. MEYER, *Griechische Urkunden der Hamburger Stadtbibliothek*, I, 2, Leipzig, 1913, pp. 123-126 = *Jurist. Papyri*, n° 85.

ritate (παράγγελία ἐξ ἀουθεντίας τοῦ δικαστηρίου), qui équivaut à la triple sommation verbale : *trinae denuntiationes*. Le P. Leipz. 33 [Hermoupolis magna, 368 apr. J.-C.]¹ nous a conservé la procédure. Mitteis² a autrefois longuement analysé ce papyrus et nous allons nous contenter d'y renvoyer.

En pratique, les jugements par défaut étaient assez rares en Egypte, par suite de l'activité constante des fonctionnaires subalternes, juges de paix et commissaires de police³ et du développement des procédés de citation forcée (*exhibitio*) et des garanties de comparution : promesse sous serment : χειρογραφία et cautionnement.

¹ Cf. MITTEIS, *Griechische Urkunden der Papyrussammlung zu Leipzig*, I, Leipzig, 1906, pp. 99 ss. et 88 ss. = MITTEIS, *Chrest.*, n° 55 = P. M. MEYER, *Jurist. Papyri*, n° 88; BRUNS-GRADENWITZ, *Fontes juris Romani*, Tubingen, 1909, p. 413, n° 191; P.-F. GIRARD, *Textes*, 1937, pp. 911 ss., rapp. ULPHEN, *Lib. 30 ad ed.*, D., 16, 3, 5, 2; *Fr. Val.*, 166 et 167, rapp. ULPHEN, *Lib. 6 ad ed.*, D., 43, 5, 3, 9; v. WILCKEN, *Arch. Papyr.*, III, p. 560; IV, pp. 187, 446; P. M. MEYER, *B. Ph. W.*, 1907, pp. 550 ss.; BOYÉ, *op. cit.*, pp. 206-218; WLASSAK, *Provinzialprozess*, p. 40, n. 7; SAMTER, *Nichtförmli.*, p. 97, n. 1.

² Cf. P. Leipz. 33, commentaire; dans un procès de partage, qui traînait en longueur, une parangélie avait été sollicitée par le demandeur et accordée par le préfet. Cette parangélie est la quatrième : *ex auctoritate*, les parangélies antérieures, émises par le demandeur *suo nomine*, n'avaient pas produit d'effet. En vérité, le demandeur, pour tenir le procès en état (ἀνερχόμενος δίκην), avait obtenu du préfet deux décrets successifs, lui concédant la *reparatio temporum* (ἀνεπέμπετο τῶν χρόνων), car il était en faute, ne s'étant pas présenté en justice pour avoir terme dans les quatre mois depuis l'ouverture du procès. A la suite du dernier décret, nouvelle parangélie, c'est la troisième, et encore sans résultat, car cette fois, c'est le défendeur qui a fait défaut. Le procès est *sine exordio* (ἀνευδίκην). Pour écarter cette situation, le demandeur lance cette fois, la parangélie ἐξ ἀουθεντίας (v. lignes 7, 14, rapp. ligne 6), que le préfet lui avait concédée déjà à la fin de la troisième parangélie (comp. *Fr. Val.* 167). Avec la parangélie *ex auctoritate* s'ouvre la procédure *contumaciale*. Ce qui veut dire, que trois fois ἐξ ἀουθεντίας, le défendeur devra être cité pour se présenter devant le magistrat, et si la troisième fois il ne se présente pas, les prétentions du demandeur seront approuvées par le juge. Le jugement par défaut ne sera donc prononcé qu'à la fin d'un très long délai, un an ou six mois, suivant le cas.

³ V. pour ces sortes de demandes ἀχθῆναι ἐπί τῃ : B.G.U. 36, 98, 146, 157, 322, 1036; P. Oxy. 78; P. Teb. 331; P. Gen. 3; P. Lond. 3, p. 135, 15; v. aussi MITTEIS, *Libellen*, pp. 63-66 et *Grundz.*, pp. 33-34.

En effet, dans les papyrus des trois premiers siècles, demandeur et défendeur doivent promettre une χειρογραφία (v. *P. Oxy.* 260; *P. Hamb.* I, 4; *B.G.U.* II, 594; II, 875; *P. Oxy.* III, 486)¹, c'est-à-dire s'engager sous serment et par écrit (*observare iudicium* cf. *Nov. Valent.* 34, 15 et *Nov.* 53, 3) d'attendre, devant le tribunal du gouverneur, jusqu'à la solution de l'affaire : première comparution et comparution ultérieure cf. *P. Oxy.* 1195, 1456².

Le *P. Hamb.*, I, 4 [année 87 après J.-C.] explique que la χειρογραφία est déposée par l'intermédiaire d'un scribe public, le νομογράφος ἀγορᾶς (cf. *B.G.U.* 578, 581, 647, 888, 891), que son observation est à la charge de l'hypérete de l'*officium* du stratège, qu'elle doit être, enfin, signée par son auteur ou son fondé de pouvoir; dans certains cas la signature du nomographe seul suffit. Selon le *B.G.U.* 543 et *P. Oxy.* II, 254, au I^{er} siècle après J.-C., la χειρογραφία était même indépendante de la présence du nomographe.

En tout cas, l'inobservation du serment ouvre, non seulement, la procédure du parjure : ἐνοχον εἶναι τῷ ὄρκῳ³, mais encore celle de la *contumacia*. En effet, le *P. Théad.* 15 parle

¹ Ajoutez *P. Oxy.* 1185, 11; *P. Fior.* 55, 17; *B.G.U.* 104, 1; 169, 2; 440, 1; 631, 1; 1038, 16; *P. Fay.* 80, 1; *P. Giess.* 45, 6. 84, II, 16; *P. Goodsp.* 16, 1; 22, 1; 24, 1; 24, 1; *Berol. P.* 11664 = *P. M. MEYER, Jurist. Papyri*, n° 48; cf. PREISIGKE, *Fachwörter*, p. 182, v. χειρογραφία, et *Wörterbuch*, II, 3, 1927, col. 731-732; voir sur la promesse de comparaître : WENGER, *Rechtshist. Papyrusst.*, pp. 61 ss. et *Sav. Z.*, XXXII, 1911, pp. 489 ss.; *Arch. Papyr.*, II, 1903, p. 46; III, pp. 113, 237; WILCKEN, *Chrest.*, n. 110, introd.; STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 86 et 164. Sur des engagements analogues à celui du *vindex* et tendant à *παραστήσειν τὸν δεῖναι* = fidéjussion de comparaître, cf. WENGER, *Rechtshist. Papyrusst.*, pp. 1-60; MITTEIS, *Grundz.*, p. 265; STEINWENTER, *op. cit.*, p. 165; CUGO, *Institutions juridiques des Romains*, Paris, 1917, p. 891 et les notes; REINACH, *N.R.H.*, 1920, p. 113.

² Ajoutez *P. Oxy.* III, 486, rappr. *P. Amh.* 81; *B.G.U.* 1042, 6; 871, 13; *P. Oxy.* 261, 12; 530, 9; 260, 14; 891, 33; cf. WENGER, *op. cit.*, p. 66, n. 2; *P. M. MEYER, Jurist. Papyri*, n. 80 sur *P. Hamb.* I, 4, 7.

³ Cf. *P. Oxy.* III, 486, 28 ss.; rappr. *P. Hamb.* I, 4, 12 ss.; *P. Oxy.* 260, 20; *P. Amh.* 67, 10; *P. Lips.* 7, 47; *P. Oxy.* 1197, 16; *P. Fior.* 43, 11. Sur la procédure du parjure, cf. WENGER, *Sav. Z.*, XXVIII, 1902, pp. 266 ss.; STEINWENTER, *op. cit.*, pp. 78 ss. et les notes, p. 86.

du demandeur, qui a attendu longtemps devant le stratège, sans que le défendeur juge à propos de comparaître, malgré le serment prêté, le stratège déclare qu'après plusieurs termes fixés et non satisfaits par le défendeur, il prononcera la condamnation par défaut (rapp. *P. Lips.* 33; *P. Giess.* 34; *B.G.U.* I, 5, col. II).

Passons maintenant aux actes qui suivent l'introduction de l'instance, ils seront rappelés sommairement, en tant que les papyrus fournissent leur appoint à la description, car la plupart des documents circonstanciés ne datent que du IV^e siècle après J.-C.

Dans tous ces papyrus il s'agit, en espèce, de la *cognitio extraordinaria*. Les *P. Lips.* 38, I, l. 2 et *P. Bouriant*, I, ll. 2 ss. (*Arch. Papyr.*, I, p. 298), dans leurs protocoles, constatent, d'abord, la présence des parties ou de leur représentants¹. Après avoir pris connaissance des pleins pouvoirs de ces derniers, ils sont annexés aux actes². La représentation, admise déjà dans le droit des Ptolémées, se maintient encore après l'édit de Caracalla [212]³. En droit classique, il y a lieu ensuite à l'*editio actionis* suivie par l'*impetratio actionis*⁴. Si exceptionnellement le *judex pedaneus* a été désigné par le magistrat avant l'*editio*, c'est le juge qui fera l'*editio* et recevra, en même temps, les exceptions qu'il jugera à propos⁵.

¹ V. *P. Lips.* 38, I, 17 ss. : ἔκδικος.

² V. *P. Lips.* 38, I, 4, comp. la constitution de Gratien, Valentinien et Théodose, année 382, au *C. Th.*, 2, 12, 3, rapp. COLLINET-JOUGUET, *Arch. Papyr.*, I, p. 308.

³ Il s'agit, au *P. Lips.* 38, I, 17, d'un *procurator* (cf. GAJUS, *Inst.*, 4, 83 ss.). En effet, à la fin de l'époque classique, le procureur nommé par écrit joue le rôle de *cognitor* (cf. MODESTIN, *D.*, 3, 3, 65). La *cautio judicatum solvi* (τὰ χρησιζόμενα κατὰ βλάβει) est fournie non par le procureur du défendeur, mais par la partie elle-même (cf. I, 8, ss.). Elle est établie par *fidejussio* et reçue par le magistrat (cf. ULPIEN, au *D.*, 27, 7, 4, 3), c'est une véritable *cautio ad acta praesides facta*, cf. MITTEIS, *Libellen*, pp. 116-117, *Grundz.*, p. 42.

⁴ Cf. P. BOURIANT, I, 5 ss., 16 et *P. Lips.* 38, I, 16 ss.

⁵ Cf. *P. Lips.* 38, II, 3-5; *P. Oxy.* 67 et MITTEIS, *Libellen*, p. 123.

Mais, en règle générale, l'*editio* est suivie par l'*impetratio actionis*¹, et c'est seulement après qu'intervient la nomination du juge, si le préfet n'entend trancher lui-même le procès.

En ce qui concerne la délégation, contrairement à la règle de droit public romain, que seul le *judex a principe datus*, peut déléguer², en Egypte, les délégations ont un caractère illimité³ et en même temps elles sont loin d'avoir toujours la même portée⁴. La délégation peut être générale⁵, pour une période de temps, quant à un ressort judiciaire ou pour un genre d'affaires déterminées, c'est le cas du magistrat désigné par le préfet pour tenir *conventus* à sa place⁶. Bien entendu, la délégation générale ne comporte pas d'instructions écrites pour chaque affaire. Mais la délégation peut être aussi spéciale, pour une affaire, dont le magistrat a été saisi par requête. Ces délégations n'ont pas toujours le même rayon d'action. Le *judex pedaneus* peut être chargé, sans instructions particulières, d'accomplir la totalité de la procédure et de rendre lui-même le jugement⁷. Il est possible encore que le magistrat veuille se réserver le jugement, mais comme il n'a pas le temps d'instruire l'affaire, il nommera un commissaire enquêteur, qui lui fera un rapport contenant tous les éléments de la décision à intervenir. Mais il arrive que le magistrat prenne connaissance de l'affaire, qu'il détermine l'objet du procès, et qu'il renvoie ensuite le plaideur au juge, qui vérifie les faits et rend la sentence. C'est dans cette hypothèse seulement que

¹ Cf. *P. Lips.* 38, I, 1 ss.; P. BOURIANT, I, 24, rappr. *C. Th.*, 2, 3, 1 = *C. J.*, 2, 57, 2.

² Cf. *C. J.*, 3, 1, 5 (année 283); 3, 4, 1 (année 440, rappr. *D.*, 1, 21, 5 *pr.*; 2, 1, 5 et 6).

³ V. par exemple, *P. Gen.* 31.

⁴ Cf. *D.*, 1, 21, *pr.*; 2, 1, 16 et 17.

⁵ Cf. *P. Cattaoui*, recto, col. I, 14. III, 10.

⁶ Cf. *P. Gen.* 31.

⁷ Cf. *P. Oxy.* II, 237, VI, 15 ss. et VI, 32 ss.

peuvent intervenir les instructions écrites, qui disparaissent d'ailleurs complètement en 338 après J.-C. (cf. *B.G.U.* I, 136, 24 ss.).

Quant à la condamnation, elle n'est jamais pécuniaire, le *P. Oxy.* I, 37 exprime, pour l'Égypte, ce principe de la *cognitio*. Le *tempus judicati* est laissé à l'appréciation du juge (cf. *P.S.I.* I, 19). Quant aux effets de la sentence, l'exécution forcée est tantôt personnelle, tantôt réelle. Pour la première, nous trouvons déjà des traces sous Auguste (cf. *B.G.U.* 1138) et sous Tibère (cf. *P. Oxy.* 259); Auguste y a introduit la *cessio bonorum*. L'exécution réelle se présente, dans les papyrus, sous la forme de la *distractio bonorum*, qui a lieu à la suite d'un décret du magistrat (cf. *B.G.U.* 613), réalisé par l'intermédiaire des *ξενικῶν πράκτορες* et du stratège. La clause de l'*ἀγώγιμος*, en usage dans de nombreux documents Alexandrins, déjà sous Auguste, et qui se rapporte plutôt aux *Πέρσαι τῆς ἐπιγονῆς* s'entend d'un travail forcé, d'une quasi servitude¹.

Conclusions. — Les problèmes juridiques si variés posés dans les papyrus que nous venons d'analyser, montrent suffisamment que l'histoire de l'administration de la justice, en Égypte, sous le Principat est loin d'être stationnaire. A côté des survivances, à travers tous les régimes, des pratiques et des institutions empruntées aux époques antérieures, cette histoire a enregistré, au cours des siècles, d'innombrables changements, dont quelques-uns apparaissent fondamentaux : introduction de la *cognitio*, unité de juridiction, délégation judiciaire, dualité de citation, procédure par défaut. Les sources papyrologiques ont seules permis à la science moderne de connaître tous ces problèmes qu'igno-

¹ V. *B.G.U.* 1053, 30 = MITTEIS, *Chrest.*, 105; H. LEWALD, *Zur Personalzekution im Recht der Papyri*, Leipzig, 1910, pp. 27 ss.; SCHWARZ, *Hypothek und Hypallagma*, München, 1913, p. 673; MITTEIS, *Grundz.*, pp. 20, 46, 121 et *Sav. Z.*, XXXII, 1911, p. 341; PARTSCH dans *Arch. Papyr.*, V, p. 484.

rent, en grande partie, et les textes helléniques et encore plus les textes juridiques romains. Sans esprit de continuité absolue, les papyrus apportent, cependant, une contribution éminente à l'histoire de l'organisation de la justice dans l'Égypte impériale romaine.

Jean N. COROÏ.

Table des Matières

COMITÉ GÉNÉRAL DU V ^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE PAPYROLOGIE	IX
COMITÉ EXÉCUTIF	X
COMPTE RENDU DU CONGRÈS	XI
LISTE DES SOUSCRIPTEURS	XXV
KENYON (Sir Frederic George), Fifty Years of Papyrology	1
ADLER (E. N.), The Adler Papyri. The Archive of a Family at Pathyris, being a Collection of Greek and Demotic Papyri between 134 and 88 B. C.	12
ALLBERRY (C. R. C.), Greek and Latin Words in the Coptic Manichaean Papyri	20
BALOGH (Elemér), Die richterliche Kompetenz des Dioiketen Apollonios nach den Zenonpapyri	21
BELL (H. I.), The Economic Crisis under Nero	71
BILABEL (Friedrich), Neue literarische Funde in der Heidelberger Papyrussammlung (1 planche)	72
BÖHLIG, Die Berliner koptischen Manichaika	85
BONNER (Campbell), The New Homily of Melito and its Place in Christian Literature	94
CALDERINI (Aristide), Studi e studiosi di topografia dell'Egitto greco-romano	98
ERTREM (S.), A Few Remarks on <i>σπονδή, θυσία</i> , and Other Extra Payments in Papyri	114
GHEDINI (Giuseppe), Echi di eresie cristiane nei papiri greci	116
GROHMANN (Adolf), Zum Steuerwesen im arabischen Aegypten	122
HEICHELHEIM (Fritz M.), The Influence of Ptolemaic Administration in Kautilya's Arthaśāstra	135
HENNE (Henri), Sur trois nomes du Delta	137
HOEY (A. S.), The Feriale Duranum	159
HOMBERT (Marcel), Quelques papyrus de Bruxelles	162
JOHNSON (Allan Chester), The John H. Scheide Biblical Papyri	169
JONES (A. H. M.), The Election of the Metropolitan Magistrates in Egypt	171
JOUGUET (Pierre) et GUÉRAUD (Octave), Le papyrus 65445 du Musée du Caire	174

KERÉNYI (Karl), Die Papyri und das Problem des griechischen Romans	192
KISSLING (Emil), Fortschritte der Arbeiten am Wörterbuch der griechischen Papyrusurkunden	210
IDEM, Streiflichter zur Katökenfrage	213
KORTENBEUTEL (Heinz), Bericht über den Stand der Arbeiten an den Berliner Papyri	230
KOSCHAKER (Paul), Die Eheschliessung nach den arabischen Papyrusurkunden	237
KRAEMER, Jr. (Casper J.), The Colt Papyri from Palestine	238
KRAEMER, Jr. (Casper J.) and LEWIS (Naphtali), Constantine's Law on « Longissimi Temporis Praescriptio »	245
LARSEN (Tage), Ueber einen Demosthenes-Papyrus mit eingeschalteten Urkunden in der Kopenhagener Sammlung (P. Inv. 114).	249
VON MANTEUFFEL (G.), Mitteilung über die Ausgrabungen in Tell Edfu (1937)	250
MARTIN (Victor), Epistula exactoriae	260
MILNE (J. G.), Egyptian Currency under the Ptolemies	286
MITFORD (T. B.), An unpublished Act of Amnesty from Ptolemaic Cyprus (1 planche)	291
MONTEVECCHI (Orsolina), Contributi per una storia sociale ed economica della famiglia nell'Egitto greco-romano	300
OTTO (Walter), Die zukünftige Gestaltung der nichtliterarischen Papyrus- und Ostrakapublikationen	314
PETROPOULOS (George A.), Greek Papyri in the Library of the Archaeological Society at Athens	337
POWELL (J. Enoch), The Papyri and the Text of Thucydides	344
PRÉAUX (Claire), La signification de l'époque d'Evergète II	345
PRINGSHEIM (Fritz), Zum ptolemäischen Kaufrecht	355
SANDERS (H. A.), A Fragment of the Acta Pauli in the Michigan Collection	367
SAN NICOLÒ (Marian), Zur Nachbürgerschaft in den Keilschrifturkunden und in den gräko-ägyptischen Papyri	369
SCHMIDT (Carl), Ueber moderne Papyrusfälschungen (4 planches).	370
SCHWARZ (Andreas B.), Zum gegenwärtigen Stand der Katagraphelehre	381
SEIDL (Erwin), Demotische Urkundenlehre nach den frühptolemäischen Texten	451
SNELL (Bruno), Neues aus den Pindar-Papyri	452
STONE (Darwell), The Lexicon of Patristic Greek	453
SYME (Ronald), The Origin of Cornelius Gallus	459
TAUBENSCHLAG (Rafael), The ancient-Greek-city laws in Ptolemaic Egypt	471
TERZAGHI (N.), In memoria di Girolamo Vitelli	490

THOMPSON (Sir Herbert), Self-Dedications	497
VAN GRONINGEN (B. A.), Pap. Oxy. 1416 and the History of the Gymnasiarchy	505
WEGENER (E. P.), Notes on the $\epsilon\upsilon\lambda\alpha\iota$ of the metropoleis	512
WELLES (C. B.), The « Immunitas » of the Roman Legionaries in Egypt	521
WENGER (Leopold), Rechtstheoretische Fragen in der Juristischen Papyrusforschung	522
WESTERMANN (William Linn), The Ptolemies and the Welfare of their Subjects	565
ZIMMERMANN (Franz), Der hellenistische Mensch im Spiegel grie- chischer Papyrusbriefe	580
ZUCKER (Friedrich), Bericht über eine Inschrift aus Hermopolis Magna. Fortsetzung zu S.B. 4206	599
DE ZULUETA (F.), A Fourth-Century Latin Juristic Fragment : P. Ryl. III, 474	608
COROÏ (Jean N.), La papyrologie et l'organisation judiciaire de l'Égypte sous le principat	615
TABLE DES MATIÈRES	663

G. Thone, Liège



3 1154 05024081 9



I

S

A

W

Non-Circulating

15 E 84th Street
New York, NY 10028

